



**HAL**  
open science

**Apercevoir la ville. Pour une histoire des villes  
palestiniennes, entre monde et sentiment national  
(1900-2002)**

Sylvaine Bulle

► **To cite this version:**

Sylvaine Bulle. Apercevoir la ville. Pour une histoire des villes palestiniennes, entre monde et sentiment national (1900-2002). Sociologie. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2004. Français. NNT: . tel-00766400

**HAL Id: tel-00766400**

**<https://theses.hal.science/tel-00766400>**

Submitted on 19 Dec 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES  
SOCIALES**

**Thèse pour l'obtention du titre de Docteur de l'EHESS  
Discipline : Histoire et Civilisations**

présentée et soutenue publiquement par  
**Sylvaine BULLE**

**Apercevoir la ville : pour une histoire urbaine palestinienne,  
entre monde et patrie, sentiment et influences (1920-2002)**

**Directeur de thèse : Jean-Louis COHEN**

**Jury :**

**Mr Rémi Baudouï**

**Mr Jean-Louis Cohen**

**Mr Jean-Charles Depaule**

**Mr Marc Ferro**

**Me Nadine Picaudou**

**Mr Kapil Raj**

# SOMMAIRE

## **Introduction**

1. Le monde palestinien
2. Apercevoir la ville. Hypothèses et méthodes, repérage

## **Première partie**

### **L'internationale urbaine ou la rencontre manquée en Palestine (1920-1948)**

1. le Mandat anglais en Palestine : La dernière présence des Lumières au Levant
2. L'urbanisme domaine réservé de l'occident
3. En Palestine arabe, la rencontre manquée avec l'internationale urbaine

## **Deuxième partie**

### **L'éclat des ruptures. Un urbanisme d'exception (1948-1994)**

1. L'éclat des ruptures (1948-1967)
2. «Le ciel nous surveille» : Un urbanisme d'exception (1967-1994)
3. D'un nationalisme à l'autre, deux milieux professionnels

## **Troisième partie**

### **Faire partie du monde Les formes urbaines et les identités de la reconstruction (1994-2002)**

1. L'Entre-deux et le provisoire fragile de la reconstruction : des intentions à la réalité
2. Le retour au monde et la fabrique de la ville l'urbanisme improbable
3. L'hypothèse de la localité. Des formes urbaines entre allogénéité et nationalisme
4. Les savoirs locaux et les cultures urbaines de la construction nationale

### **Conclusion générale : la ville, mesure du monde et l'historiographie à venir**

# INTRODUCTION

## LE MONDE PALESTINIEN

En franchissant pour la première fois les frontières de l'Etat d'Israël, venant du Caire, pour s'approcher de Jérusalem, nous nous sommes demandée comment il fallait lire des clivages trop évidents de paysages, entre les archipels sur-modernes de Eilat et les territoires villageois palestiniens à la lisière de la frontière de l'Etat israélien. Au cœur de Jérusalem, nous nous trouvions devant une autre béance. Sur le tracé unique et étroit d'une frontière, au sein d'un même espace donné se trouvent des no man's land, des enclaves palestiniennes vouées à la démolition, des administrations israéliennes, des hôtels internationaux côtoyant squatters et autres expulsés ou encore des institutions religieuses. Tout cela renvoyait à la surface politique des espaces et à notre tentation longue et ancienne de vouloir mettre à jour des contiguïtés, des modes d'agencements entre espace et pouvoir, de vouloir les lier à l'axe du temps. Un travail de corps à corps avec la ville, a peut être pu commencer, dans l'épaisseur de la ligne de partage de Jérusalem, entre Palestine et Israël, et peut être entre Orient et Occident. Mais dans de telles zones d'identité historique d'où s'esquissent toutes les certitudes, le déploiement d'un regard n'avait rien d'évident. Plus les tracés et les contrastes sont tangibles, plus leur signification se dérobe.

Dans un espace travaillé moins par les pratiques interactionnelles que les logiques d'opposition, les difficultés pour le chercheur sont immenses. La tâche nécessite d'abord de surmonter la guerre, comme forme d'assujettissement aux événements. L'espace vécu dissocie les points de vue, chaque implication spatiale, personnelle a des incidences discursives et scientifiques. C'est sur ce constat que nous avons choisi de ne pas prédisposer notre trajectoire, de ne pas uniquement traverser les deux rives d'un territoire, mais de parcourir celui-ci, d'aller de colonies en camps, d'est en ouest, de demeurer à Ramallah ou à Jérusalem, en s'arrêtant au croisement des lignes, dans les lieux profanes ou familiers de Jérusalem. La tâche est difficile, quand le passant, le visiteur, le résident doivent toujours se situer d'un ou de l'autre coté de la frontière.

La construction d'un objet marqué par les distances, toujours plus perceptibles dans les dix dernières années, quelles que soient les périodes de tension ou d'accalmie suppose également d'intégrer l'axe du temps, qui peut être, permet de dépasser les sociétés de discours. Mais où commence, où s'arrête un travail qui a pour cœur le territoire en Palestine ? Comment mettre un terme à la complexité sans fin de l'objet ?

L'urbain dans ces traits distinctifs en Palestine, des frontières aux enclaves au paysage de guerre est pour nous un fait spécifique. L'évidence supposée du caractère politique du territoire palestinien a peut-être longtemps empêché d'en décrire les formes urbaines ou bâties et ses transformations. Tel est notre projet : à partir de la vigueur du fait politique, construire un objet urbain qui soit un objet historique. Quelle forme prend l'espace urbain, tour à tour colonial et local dans la Palestine arabe ? Mais encore, quelle forme doit-on donner à l'histoire d'un espace physique, humain et donc urbain ? Nous ne parlons pas ici d'une histoire politique des villes et du territoire palestinien ni d'une histoire urbaine des faits de guerre en ville mais des conditions historiques de la fabrication d'un champ urbain, si celui-ci existe. Il ne sera pas question d'un espace-temps ancien, ni de la dramaturgie spectaculaire de son histoire récente ni d'une nouvelle contribution à l'histoire récente ou à la sociologie politique de la Palestine contemporaine. Cette recherche a son histoire et sa place que l'on souhaite la plus exacte possible. Au tournant de la période dite de «l'après Oslo», au moment où les Palestiniens hissaient le drapeau national dans leurs territoires libérés, il nous est apparu que le décryptage des faits territoriaux puis urbains nécessitait un retour sur l'histoire de l'espace.

Au moment de commencer notre recherche sur la possibilité de lecture d'un espace post colonial à moitié «évacué» de la présence militaire israélienne, nous prenions très au sérieux la vision du «monde» méditerranéen qui fut celle de Braudel. Ce n'est pas à son histoire globale que nous faisons allusion mais plutôt à sa leçon sur *la Méditerranée*, espace que nous comprenons avec lui et maintenant comme la somme concrète de la diversité des échanges, de la circulation des biens et des personnes, du jeu des hommes et de l'espace, des mouvements d'ensemble, des foules mais débordant d'un stricte cadre géographique pour s'étendre «aux dimensions du

monde»<sup>1</sup>. Car telle est bien la perspective ouverte par Braudel, que ce soit dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* ou dans *La Méditerranée*<sup>2</sup>. Son histoire à l'envers mais longue de la Méditerranée, qui est aussi une réflexion sur l'histoire des «routes» coloniales, internationales et la pluralité du temps historique traite peut-être ou déjà de la Palestine. La Palestine ancienne et historique commence avec l'histoire du monde et de la «civilisation» autant qu'elle constitue ces derniers. Elle a été nourrie par des protagonistes mouvants, peuple de la mer et peuple du livre, bien plus tard par des paysans et *effendis*, des voyageurs orientalistes et des missions confessionnelles ou diplomatiques. Les routes coloniales et la modernité occidentale se sont croisées au Moyen Orient, en Méditerranée et plus encore en Palestine. La Palestine aura été depuis la fin du XIXème siècle un objet-événement, une surface de discours ininterrompu pour les chercheurs, écrivains, érudits explorateurs, diplomates ou photographes.

Sur le sol épais de Palestine, il est toujours et davantage qu'ailleurs question de temps et d'espace et de mouvements des hommes. Derrière cette allusion furtive à Braudel, il y a pour nous l'occasion de mieux poser les termes et les bornes de notre travail, une histoire et une sociologie des espaces urbains contemporains saisis dans leur spécificité mais aussi comme le reflet, ou à l'interaction du colonialisme et du capitalisme international, de la guerre et du nationalisme, qui sont eux même des instruments de mesure du siècle.

En moins de cent ans, pour s'en tenir au siècle présent, la province palestinienne délimitée à sa partie arabe ou orientale aura connu «six histoires» et six formes de souveraineté qui suivent les mouvements des empires et les guerres du siècle. Celle de la Sublime Porte de l'empire ottoman s'achève en 1918 pour laisser la place au Mandat anglais (1922-1947), puis à l'administration jordanienne (1948-1967). L'occupation militaire israélienne durera de 1967 à 1993 jusqu'à l'avènement fragile d'une indépendance évanouie en 2002. Des régimes politiques se sont succédés sur la petite province palestinienne orientale. Des guerres ont bouleversé à chaque fois les

---

1 Expression de Jacques Revel dans *Fernand Braudel et l'histoire*, présenté par J. Revel, Hachette littératures, 1999, *op cit.*, p.14.

2 *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 1967 et *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949 (deuxième édition revue et augmentée, Paris, 1966, 2 vol.).

modes de vie de ses habitants. Des vagues d'occupation successives ont entraîné des modes d'administration des hommes et des espaces qui ont durablement ou non fixé une société urbaine, modifié ou non, profondément ou non le territoire. Il est alors question de mesurer l'émergence du fait urbain, les transformations urbaines à la lumière de ces histoires récentes et de saisir une spatialité au sein de processus complexes et saccadés d'internationalisation ou d'occupation.

Au cœur de notre travail, il y a à une extrémité le pouvoir extérieur des hommes, à l'autre la société locale, au centre, la ville.

# 1. TEMPORALITES URBAINES, TEMPORALITES POLITIQUES, RYTHMES DU MONDE

## 1.1. ESPACES ET HISTOIRE

D'abord l'histoire. Développer un sujet de recherche sur la ville, les faits spatiaux liés à un dessein politique, bousculé par les guerres et les occupations étrangères suppose avant tout de retenir une temporalité historique. La question qui se pose à nous à ce stade n'est pas encore celle des moyens et des modes de connaissance de la ville ni de la construction d'un objet, mais celle de la délimitation du contexte historique et politique dans laquelle s'inscrivent des phénomènes urbains.

A l'intérieur d'un champ de pensée relative à l'histoire des villes, il est admis que la formation des systèmes urbains, l'histoire des villes ou des cultures urbaines ne suivent pas forcément les scissions temporelles et que les ruptures historiques ne recouvrent pas forcément les ruptures urbaines. L'économique, le social, l'urbain se rejoignent rarement autour de la même charnière. C'est ce qu'ont par exemple voulu rappeler Jean-Louis Cohen et Monique. Eleb à propos d'une situation coloniale donnée, celle de Casablanca<sup>3</sup>. Le dessein urbain de cette dernière ne coïncide pas avec son destin politique et la pénétration européenne des modes de vie, de styles architecturaux était bien antérieure à celle du protectorat de 1912<sup>4</sup>. Plus tard les pratiques professionnelles du Protectorat survécurent longtemps après l'indépendance «en dépit du départ de nombreux architectes et des clients européens»<sup>5</sup>. Dans notre cas palestinien, il apparaît peut-être raisonnable de chercher à mettre en valeur des typologies coloniales, de lier les cycles urbains et politiques, mais il serait peut-être vain de chercher à tout prix des ruptures, tant les temporalités historiques ou politiques qui

---

<sup>3</sup> J-L. Cohen, M. Eleb, *Casablanca : mythes et figures d'une aventure urbaine*, Paris, Hazan, 1998. L'idée d'un décalage entre les temporalités politiques et les temporalités de l'architecture a été reprise par J-L.Cohen dans «Formes urbaines et temporalités», *Conférences : territoires, Aménagements-Déménagements*, Paris, Editions de l'Arsenal, 1999.

<sup>4</sup> Casablanca, *op cit.*, p.13.

<sup>5</sup> *ibid*, p.14.



rythment la vie de la cité palestinienne sont fragmentées sur le seul siècle. Trois gouvernements urbains coloniaux (anglais, jordanien et israélien) se sont succédés en moins de cinquante ans et se sont installés à chaque fois pour une vingtaine ou une trentaine d'années. Et le gouvernement national palestinien issu d'une lutte d'indépendance reste lui-même inachevé au sein de la période d'autonomie récente et débridée.

Cette épaisseur des discontinuités historiques dans la période, le jeu d'interdépendance de séquences coloniales courtes mais nuancées au sein d'une histoire longue, posent un premier problème heuristique au chercheur. Quel type de découpage historique peut donner la mesure du paysage urbain, de ses transformations et peut permettre de dégager un objet urbain ? Derrière la question du découpage temporel des faits urbains et sociaux se dessine évidemment celle de leur échelle d'observation. L'apport des historiens se situant à la lisière de l'espace est d'emblée immense.

«Le problème n'est plus celui de la tradition et de la trace mais de la découpe et de la limite. Ce n'est plus celui du fondement qui se perpétue, c'est celui des transformations qui valent comme fondement et renouvellement des fondations»<sup>6</sup>.

On sait que pour Michel Foucault, la discontinuité prend une place majeure dans les disciplines historiques :

«Elle était ce stigmate de l'éparpillement temporel, elle est un des fondements de l'analyse historique. [...] Elle constitue d'abord une opération délibérée de l'historien [...] car il doit, au moins à titre d'hypothèse systématique, distinguer les niveaux possibles de l'analyse, les méthodes qui lui sont propres à chacune les périodisations qui leur conviennent.

Un paragraphe plus loin : «Le problème qui s'ouvre alors (ici celui de l'histoire) c'est de déterminer quelle forme de relation peut être légitimement décrite entre différentes séries [...] de quel effet peuvent être les décalages, les temporalités différentes, les diverses rémanences ; dans quels ensembles distincts certains éléments peuvent figurer simultanément, bref, non seulement quelles séries, mais «quelles séries de séries» ou en d'autres termes, quels «tableaux» il est possible de constituer»<sup>7</sup>.

On pense rejoindre immédiatement Foucault dans cette détotalisation ou déstructuration de l'histoire. La signification d'un objet urbain, sa spécificité doivent être lisibles à des échelles différentes, spatiales et temporelles. C'est sur ce genre d'impératif

---

<sup>6</sup> M. Foucault, *L'Archéologie du Savoir*, Paris, Gallimard, 1969, *op cit.*, p.10 et 12.

<sup>7</sup> In *ibid*, *op.cit.*, p 15-16.

qu'ont également insisté les micro-historiens de l'objet social ou spatial, parmi lesquels Lepetit, Gribaudi, Ginsburg ou encore Nordman<sup>8</sup>. Ces derniers nous ont convié à exposer une histoire des espaces ou des hommes sous des formes éclatées, de la rue, aux groupes d'acteurs, d'un paysage social aux quartiers, mais recomposée et restituée au sein même d'un jeu d'échelles. L'objet est un révélateur, un indice et c'est le choix de l'échelle et ses variations qui induisent des effets de connaissance ou sur la connaissance :

«A chaque échelle on voit de choses que l'on voit pas à une autre échelle et chaque échelle a son bon droit commentait Paul Ricoeur à propos des micro historiens<sup>9</sup>.

«La variation d'échelle a pour but d'identifier les systèmes de contexte dans lesquels s'inscrivent les jeux sociaux» soulignait Bernard Lepetit dans *Jeux d'échelle*<sup>10</sup>. Et un peu plus loin :

«Il est donc possible d'imaginer deux hiérarchies parallèles, celle des «échelles» qui relève de la cartographie, et celle des «niveaux» des phénomènes et des organisations spatiales qui relève de la nature des choses et de la structuration du monde<sup>11</sup>.

Les travaux de Lepetit qui touchent à l'objet urbain sont ici des plus vigoureux quand ils entremêlent plusieurs disciplines, plusieurs échelles, pour mieux isoler la spécificité des villes comme objet historique et scientifique. A la question de savoir quelle unité d'analyse, quelle variable, quelle échelle rendent le mieux compte d'un raisonnement historique, il faut soutenir avec lui que, dans la combinaison du temps et de l'espace «les formes, les structures et les fonctionnements ne se recouvrent pas<sup>12</sup>. Et plus loin, que la définition de l'historicité des systèmes spatiaux passe par «l'identification de leur fonctionnement dans le temps<sup>13</sup>, de leurs états passés et de leur mémoire.

Venons en tout de suite aux conséquences pour notre propre travail. La délimitation de la périodisation pour l'interprétation des faits urbains répond au choix de l'autonomie et de la lisibilité de l'objet urbain plutôt qu'à celui du déterminant

8 Voir par exemple, C. Ginsburg avec C Poni, «La micro-histoire», *Le Débat*, n°17, 1981, pp.133-136 , M. Gribaudi, (dir.), *Espaces, temporalités, stratifications*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999 ; D. Nordman, *Frontières de France : de l'espace au terroire : XVIe-XIXe siècle*, Paris, Gallimard, 1998.

9 P. Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, *op cit* p. 275.

10 «De l'échelle en histoire», *Jeux d'échelle*, J. Revel (dir.), Paris, Gallimard, le Seuil, 1996, pp.71-94, *op cit.*, p.81.

11 In *ibid.*, p.83.

12 B. Lepetit, *Carnet de croquis. Sur la connaissance historique*, Paris, Albin Michel, 1999, *op cit.*, p 138.

13 In *ibid.*, p.140.

historique et chronologique mu par la causalité, fatalité et le poids des évènements. Nous ne chercherons pas à mettre en relation un modèle historique ou un type de gestion urbaine avec un autre : par exemple, opposer le caractère réformiste et civilisateur du système anglais à l'immobilisme du médiévisme ottoman, l'expérience de l'occupation passive par la Jordanie et celle, plus active, car militaire par l'Etat Israël. Nous ne chercherons pas non plus à retrouver en surface une histoire des permanences ou des cohésions culturelles, les grandes identités des villes et de leur architecture, restituer la forme d'ensemble d'un champ urbain.

Ce qui est en jeu en défrichant un champ d'un urbanisme palestinien, c'est en même temps, la constitution de l'objet urbain comme objet historique et la lisibilité des systèmes des modes de colonisation ou de gouvernement de la Palestine arabe quand ceux-ci ont fondé une spatialité, quand un espace historique est producteur de faits urbains, de savoirs et de projets. Les gouvernements de la cité, les pratiques professionnelles, le paysage urbain et les discours sur la ville qui se dégagent seront saisis à l'intérieur d'ensembles ou de «tableaux» historiques ou politiques articulant ce matériau urbain. Ce principe de la spatialisation temporelle (le colonialisme anglais, l'occupation militaire israélienne, la «décolonisation», tous saisis dans leurs aspects urbains) n'exclut évidemment pas de procéder à des articulations, des rapports entre des périodes, des retours temporels ou de lire les effets d'empilement des pratiques urbaines. Cette dynamique entre temporalités politiques et effets urbains doit encore être précisée. Ce ne sont pas les systèmes coloniaux, vus dans leur totalité civilisationnelle et politique qui nous intéressent mais leur portée urbaine, leurs surfaces d'inscription, les cultures, les paysages urbains qu'ils font émerger durablement inscrits ou non, les domaines de projets qu'ils ont fait naître en relation aux sociétés locales.

L'analyse du déploiement d'un objet urbain met en jeu des catégories d'analyse comme le nationalisme (ou l'anti-colonialisme), le colonialisme, la circulation des idées internationales entretenant des rapports complexes et qui n'ont évidemment pas le même niveau de lisibilité et le même niveau formel selon les périodes. On voit apparaître des thèmes propres à chaque «périodisation». On pourrait d'ores et déjà dire que des domaines de projets d'un type nouveau lié à la science militaire, comme un certain urbanisme militaire s'exercent plus sur le sol occupé par Israël, qu'une entreprise humaniste et technique a trouvé son identité à l'intérieur de la présence

anglaise et occidentale, celle-ci reflétant le contexte moderne et libéral de l'avant guerre et que la période d'autonomie a libéré des cultures urbaines.

Mais on pourrait dire aussi qu'il existe des régularités des phénomènes politiques et urbains dans la Palestine arabe et historique. Ainsi le visage des camps de réfugiés, devenus villes, liés à la perte de droits et de résidences depuis la guerre israélo-arabe, la ténacité de leur maintien dans des espaces provisoires montrent que des paysages urbains et anthropologiques sans statut temporel, sans frontière se sont consolidés, jusqu'à ce jour et jusqu'à constituer la mémoire d'un système spatial. Dans cette même perspective, on n'exclut pas qu'il existe d'une époque à une autre des survivances, voire des résurgences et des traces réappropriées, conscientes ou non, de domaines de projets, de lois, de projets.

Enfin, une certaine dynamique des échanges économiques, de la circulation des hommes et des biens dont on peut penser qu'elle a des effets urbains, n'occupe pas un espace ou une période déterminée. Car elle est liée à la présence internationale et occidentale continue qui a ses propres manifestations d'une époque à l'autre. La compréhension d'un urbanisme est cette mise à jour laborieuse dans le siècle de projets et de savoirs, d'objets formels, de pratiques discursives, au point de contact, de frottement de «routes» coloniales et locales, internationales qui sont peut-être le visage de la Palestine contemporaine<sup>14</sup>.

Faire l'histoire des espaces urbains ce n'est pas faire l'histoire du colonialisme ou de la civilisation occidentale en Terre Sainte mais tenir compte de ces filiations, ces points de passages entre l'occident et la colonisation. Ordonner l'objet urbain autour de ces catégories internationales et coloniales, c'est d'abord mieux situer conceptuellement et matériellement ces dernières.

---

<sup>14</sup> Le terme de routes revient moins à Braudel qu'à Marc Ferro qui dégage quatre routes coloniales millénaires, celle des croisés, celle de l'empire ottoman, celle américaine et enfin celle tracée en Extrême Orient, in *Histoire de colonisations. Des conquêtes aux indépendances XIII-XX siècle*, Paris, Seuil, 1994, *op cit.*, p.19.

## 1.2 DU COLONIALISME A L'INTERNATIONALISME ET DES FORMES ENCHEVETREES DE LA PRESENCE ETRANGERE EN PALESTINE

### 1.2.1 Histoire et géographie de la présence étrangère

Les historiens s'accordent pour dire que l'ouverture de la société palestinienne s'était amorcée au tournant des années 1880. Des réformes civiles et foncières entreprises par le gouvernement ottoman favorisèrent le cycle d'accumulation du capital quand fut donnée aux étrangers la possibilité de mettre en valeur les régions intérieures et d'acheter des terres aux notables ou à l'Etat<sup>15</sup>. Une nouvelle classe rentière voyait le jour autour de l'acquisition ou la vente de grandes propriétés foncières. Une grande partie des terres de pacage cultivées collectivement échappait aux fellahs dépourvus de moyens financiers pour les acquérir, pour revenir progressivement aux notables, aux étrangers dont les pionniers et entrepreneurs juifs<sup>16</sup>. Tout cela correspondait bien, selon les ottomanistes et historiens de la Terre Sainte à l'influence occidentale du capitalisme ou simplement à la formation de celui-ci au Levant.

La Palestine, peut-être davantage que d'autres régions méditerranéennes a le visage de plusieurs formes de présence étrangère avec des projets de colonisation hétérogènes et on perçoit immédiatement le recouvrement de l'internationalisme, voire du capitalisme ou de l'impérialisme avec celui du colonialisme. L'occident n'a jamais cessé d'étendre son emprise sur la Terre Sainte, ses hommes, ses structures

---

<sup>15</sup> Il y eut les réformes structurelles de l'Empire ottoman connues sous le nom de *Tanzimat* sous l'ère de Abdud Hamid II (1876-1909) suivies de celles des Jeunes Turcs (1909-1917). Un premier décret en 1858 avait mis fin aux capitulations et reconnu les citoyens étrangers comme acteurs économiques et sujets palestiniens. Il intervenait en même temps qu'une première réforme foncière encourageant l'accès à la propriété individuelle. La réforme «des Capitulations» et du code civil donnait aux étrangers la possibilité d'acquérir la nationalité ottomane, donc de se soumettre à la loi commune, et reconnaissait leurs droits civiques, sans distinction confessionnelle ou sociale. Les Jeunes Turcs avaient eux favorisé le développement de l'éducation. Sur les effets des réformes de la *tanzimat*, on se réfère surtout aux travaux de A. Scholch, *Palestine in Transformations, 1856-1882*, Washington D.C, Institute for Palestine Studies, 1993 et à ceux, très complets édités par M. Maoz, *Studies on Palestine during the Ottoman period*, Jerusalem, Hebrew University Press, 1975.

<sup>16</sup> La communauté juive compte 25.000 sujets palestiniens en 1882, 80.000 en 1908 principalement à Haïfa et Jaffa et dans les 26 colonies agricoles qui ont été fondées, 156.000 habitants à la veille de la guerre après la premier *alya*. L'augmentation du nombre d'émigrants juifs avait amené le retour en arrière du pouvoir turc : les juifs ne pouvaient plus émigrer à partir de 1909, de peur de voir s'accroître la question nationale. Ils pouvaient en revanche s'installer dans les autres provinces de l'empire.

économiques. Pour autant peut-on soumettre l'histoire de la présence continentale à celle d'un colonialisme, quand le second se situe à la lisière de la conquête et du monde nouveau des Lumières ?

Hannah Arendt avait analysé dans *L'Impérialisme* notamment, un certain impérialisme, anglais en l'occurrence, comme étant lié au capitalisme des Lumières et à l'expérience du progrès. En repérant la figure de l'entrepreneur individuel du début du siècle comme «base du principe d'expansion extra territoriale dans le cadre de la compétition entre des intérêts marchands»<sup>17</sup> depuis la révolution industrielle, elle parlait déjà d'une sorte de capitalisme à l'échelle du monde et dont le principe d'accumulation amenait dans son sillage «la destruction des limites territoriales»<sup>18</sup>. Marc Ferro lui en cherchant dans son *Histoire des colonisations*, les ressorts de l'impérialisme tel qu'il s'exprime dans l'histoire de l'expansion à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle, avait également indiqué les formes d'une colonisation d'un type nouveau, moins liée, quand elle n'en n'est pas dépourvue, à des objectifs politiques qu'à des intérêts industriels et financiers<sup>19</sup>.

Explorer, échanger ou commercer obéissent aux mêmes principes de progrès<sup>20</sup>. Les activités scientifiques ou culturelles en Palestine se sont développées au début du XIXème siècle sur les bases économiques de la présence continentale juive ou chrétienne. Les chrétiens et l'ordre des templiers allemands avaient inauguré une véritable activité économique, foncière, sociale et publique sans emprise juridique administrative et diplomatique<sup>21</sup>. Le sionisme, lui, tantôt utopique, tantôt libéral au

---

<sup>17</sup> De l'impérialisme. *Les origines du Totalitarisme, De L'impérialisme*, Paris Fayard, 1982, 1<sup>ère</sup> ed, 1951, *op cit.*, p.16.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.52.

<sup>19</sup> Ferro prend dans *Histoire des colonisations*, l'exemple de la colonisation britannique en Inde, en Egypte ou en Afrique du sud où «la haute finance était l'animatrice de la politique impérialiste» *op cit.*, p.34.

<sup>20</sup> On pourrait faire allusion ici à la notion de progrès propre à Koselleck pour qui le « temps moderne » se définit comme un temps nouveau où les attentes sont «éloignées de toutes les expériences faites jusqu'alors «des expériences transmises par les générations précédentes sont alors remplacées par cette expérience du progrès qui confère à l'horizon de l'expérience une «qualité historiquement nouvelle sur laquelle l'utopie peut sans cesse renchéirir». Le commentaire est de Jürgen Habermas citant Koselleck dans *Le discours philosophique de la modernité. Douze conférences*, Paris, Gallimard, 1988, *op cit.*, p 14.

<sup>21</sup> Les investissements de la bourgeoisie allemande et la présence des Templiers ont été particulièrement bien étudiés par A. Carmel dans «The German Settlers in Palestine and their Relations with the local Arab Populations and the Jewish Community», in *Studies on Palestine during the Ottoman Period*, pp.442-461. Les templiers allemands avaient introduit la vapeur dans l'industrie locale, les techniques d'irrigation, les moulins

tournant du XIX<sup>ème</sup> siècle, avait déployé une série d'instruments économiques et techniques : banques, coopératives agricoles, distribution dans les ports, soutenus par les investisseurs individuels et prenant appui sur une vision pour le moins continentale. C'est sous l'impulsion des activités bancaires et industrielles que les routes, les transports et services ont été créés ; avant tout en bordure de mer à Jaffa et Haïfa, dans des villes, ayant bien un rôle d'ouverture d'un monde vers l'autre monde. A Jérusalem, les missions, les consulats et autres industriels avaient amené leurs médecins, créé leurs services sociaux, implanté leur colonies d'habitation<sup>22</sup>. L'Europe avait encore développé un enseignement autour des écoles russes orthodoxes, chrétiennes. Les centres de recherche installés par les missions et chancelleries à Jérusalem conduisaient les premiers inventaires et enquêtes cartographiques sur le territoire palestinien, l'exploration archéologique et géographique allant encore de pair avec le renseignement diplomatique.

L'impérialisme ou la conquête n'amènent pas nécessairement de colons a rappelé Ferro, désignant un impérialisme «pur», sans drapeau «et sans colons» se développant dans la deuxième partie du XX<sup>ème</sup> «quand la City règne en Argentine comme au Pérou»<sup>23</sup>. L'historien Frederick Cooper sous le subtil vocable de «Cultures coloniales dans un monde bourgeois» explorait dans *Tensions of Empire*, l'histoire du colonialisme du XIX<sup>ème</sup> siècle et XX<sup>ème</sup> siècle, dans sa dynamique d'inclusion et d'exclusion entre «métropole et colonies»<sup>24</sup>. La thématique du capitalisme mondial dépasse celle du colonialisme mais en même temps la rejoint. Tout un champ d'études «réouvert» dans les années 1980 s'est employé à mi-chemin entre le post-colonialisme et la théorie critique, à cerner les contours ou les résurgences mutuelles du colonialisme et du capitalisme dans l'aire contemporaine, appelées le plus souvent impérialisme. Les

et injectaient massivement des investissements financiers dans les structures industrielles décadentes depuis la guerre de Crimée.

<sup>22</sup> L'apport occidental a été très bien décrit par S Avistur, "The influence of Western Technology on the Economy of Palestine during the Nineteenth Century" in *Studies on Palestine during the Ottoman Period*, pp. 485-494.

<sup>23</sup> M. Ferro, *Histoire des colonisations*, *op cit.*, p.36.

<sup>24</sup> F. Cooper, A. L. Stoler, «Between Métropole and colony» in *Tensions of empire*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1997, *op cit.*, p.3.

réflexions coloniales se sont dissoutes plus ou moins avec celles sur le capitalisme, quand l'internationalisation du capital ou des économies transnationales, mondiales se sont développées sur le socle des empires anciens et coloniaux. Mais le courant récent des études post-coloniales ne se serait-il jamais éloigné d'historiens situés sur la brèche ténue des empires ?

D'emblée, l'interstice et les connections entre l'héritage ou les formes colonialistes, l'empreinte des économies mondiales sans parler de la part des identités locales ne sont pas aisées. Nous ne rendrons pas compte de la multitude des discours qui ne concernent pas spécifiquement le champ urbain. Par exemple, le concept récent d'Empire<sup>25</sup> d'Antonio Negri et de Michael Hardt ne désigne plus le projet des Etats nations occidentales mais les formes mondiales et spatiales d'un gouvernement de flux, d'un pouvoir en réseau se dépliant sur les terrains coloniaux, une souveraineté moderne et contagieuse, transférés hors les frontières, hors les principes traditionnels de domination raciale, économique géographiques des espaces impériaux. La libéralisation à l'échelle globale se traduirait également par la prolifération d'identités hybrides et la culture ne se produirait plus, ou pas forcément, au sein de communautés localisées. Arjun Appadurai dans *Modernity at Large. Cultural Dimension of the Globalization*<sup>26</sup> se réfère ainsi à des identités plurielles ou circulantes entre le monde du sud et monde du Nord. Toute une anthropologie critique et mondialiste réfute désormais plus ou moins les vieilles frontières entre monde colonisé et monde premier ou essentialiste pour ne reconnaître que le principe d'hybridation, d'hétérogénéité des cultures locales dans le contexte du marché mondial<sup>27</sup>.

---

<sup>25</sup> M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Paris, Exils Editeurs, 2000.

<sup>26</sup> A. Appadurai, *Modernity at Large. Cultural Dimension of the Globalization*, Minneapolis, University of Minesota Press, 1996.

<sup>27</sup>Homi Bhabha dans son essai *The Location of Culture London*, New York, Routledge, 1998 va jusqu'à rejeter la théorie de l'identité et du sujet social au profit d'un seul mimétisme sans différences entre colonisé et du colonisateur, l'identité du premier copiant celle du second. L'anthropologue Lisa Malki elle, tient les réfugiés et exilés comme des citoyens hybrides noyés dans le cosmopolitisme, par exemple dans «Refugees and exil. From Refugees Studies to the National Order of Things», *Annual Review of Anthropology*, n°24, 1995, p 495-523. Cette anthropologie mondialiste a été réfutée par Edward Said, notamment dans *Culture et impérialisme* qui voit dans l'apologie des mondes pluriels un spectre du colonialisme européen. David Harvey, lui au sein du courant post-moderne, désigne indirectement l'hybridation des cultures, des échanges «post-coloniaux»



### 1.2.2 Colonisation, empires en Palestine à l'échelle contemporaine

Evoquer à ce stade les transferts d'identité ou de souveraineté à l'ère post-coloniale n'est efficace que pour le localiser dans le champ de notre recherche, non pas nationale, mais urbaine. S'agissant de la Palestine, on ne peut pas exclure l'hypothèse que ce pays, jamais départi de sa colonisation, entravé par la guerre et les occupations, ne fasse partie des économies mondiales, terme qui regroupe le marché mondial, ses flux, les processus croissants de déterritorialisation et la circulation des idées<sup>28</sup>. Au sein des discours, des analyses et des représentations du territoire palestinien, l'affirmation d'une échelle ou de variables internationales interviennent pourtant rarement au-delà des phénomènes historiques que l'on a cité. Le caractère incontestablement occidental de la Terre Sainte au XIXème siècle est reconnu comme partant de la diffusion du progrès industriel et de l'implantation des missions chrétiennes et des minorités. La construction du Foyer juif, consolidé par le mandat britannique a largement été regardé par les historiens, politologues et sociologues, mais sous l'angle de la révolte palestinienne et arabe qui en a découlé. Enfin, la composante coloniale a été la plupart du temps ramenée au tropisme de la colonisation israélienne et du « *de-development* »<sup>29</sup> qui en a résulté.

L'hypothèse d'une présence internationale mouvante et multiple doit se fait jour en Palestine, et dans le champ urbain. En portant notre regard sur les séquences disjointes qui vont de la présence continentale de la première partie du XXème siècle à l'avènement précaire d'un proto-état palestinien, il s'agit de reposer l'hypothèse de l'internationalisme dans des formes renouvelées. Celui-ci ni ne doit plus être vu seulement au stade de l'essor industriel démographique de la première moitié du siècle, ouvrant alors sur une crise historique entre juifs et arabes mais doit être observé dans la période la plus récente possible : celle de la tentative de construction d'une nation

comme le mercantilisme extrême, imposant une hiérarchie. Par exemple dans *The Urban experience*, Baltimore, Hopkins University Press, 1989.

<sup>28</sup> On note ici que Braudel distinguait les économies mondiales des économies-monde, cette dernière étant « un monde qui constitue un économie en soi », in *Une leçon d'histoire de F Braudel*, Arthaud Flammarion, 1986, *op cit.*, p.132.

<sup>29</sup> Expression de Sara Roy pour qualifier l'anti-développement des terriores palestiniens occupés, in *The Gaza Strip : the political Economy of De-Development*, Institut of Palestine Studies, 1995.

palestinienne autonome, dans les années 1990 ; signifiant aussi des perspectives de sortie de crise territoriale.

En Palestine comme dans les entreprises internationales de pacification ou de résorption des conflits locaux, des politiques et des acteurs mondiaux sont largement présents dans le processus de construction nationale. Celui-ci met en jeu des diplomaties, des organisations financières ou institutionnelles (à l'image de la Banque Mondiale, des offices des Nations-Unies) des instruments, des valeurs ou des représentations présents dans la construction et la gestion de la cité. Dans l'affirmation d'une autonomie et d'une indépendance locale, l'empreinte internationale n'est jamais très loin amenant dans l'espace public un bien commun universel ou un «universalisme moral»<sup>30</sup> et une gouvernance mondiale.

Cette dimension de l'échange, de la circulation devrait être doublement affirmée car l'histoire du territoire palestinien marche également sur la base de son caractère déterritorialisé. Que dire en effet d'une Palestine largement dépendante ou en tout cas tournée en grande partie vers le Golfe et les économies pétrolières ? Le peuple palestinien éclaté et diasporisé est entreprenant en dehors de ses frontières depuis les années 1950. Exilés, réfugiés ou transnationaux ont constitué des réseaux dans leur pays d'accueil et interviennent également régulièrement dans le développement ou le maintien des structures vitales palestiniennes au stade de l'après-guerre et de la résistance nationale. Avec la promesse d'un Etat palestinien, des franges de la population exilée et surtout l'élite diasporisée ont convergé vers le rêve de la nation, de la modernité, de la production de lieux et d'identités locales.

L'étude de la Palestine urbaine contemporaine doit donc montrer dans quelle mesure elle échappe à un objet unique d'observation. La présence ottomane a laissé dans la province, appelée *sandjak*, de Jérusalem, les traces résiduelles d'un impérialisme sans occupation, puisque la Sublime Porte, un empire turc en armes et centralisateur n'a jamais installé en Palestine de colons turcs. Au croisement des années 20, la structure juridique du mandat de tutelle britannique est destinée à conforter le capitalisme

---

<sup>30</sup> Selon les mots d'Habermas, décrivant le droit international après la deuxième guerre mondiale in *La paix perpétuelle*, Paris, Éd. du Cerf, 1996, *op.cit.*, p.110.

européen et une colonisation d'un «type nouveau» avec un réseau d'entrepreneurs juifs ou chrétiens prenant appui sur le système de gouvernance publique des anglais fondé sur l'exigence de progrès. Et l'on retrouverait presque l'image binaire de la métropole et de ses colonies, à ceci près que les pionniers juifs ou les étrangers installés ne sont pas des citoyens de l'empire britannique.

Un certain internationalisme est encore à l'œuvre dans les années 50, en pleine montée du nationalisme et du panarabisme. La diaspora et un réseau d'entrepreneurs et techniciens, très attachés à une Palestine en lutte croisent, s'accommodent ou se tournent vers des économies transnationales pétrolières du Golfe, des cultures occidentales, rejoignent aussi les «économies vivantes» d'Europe<sup>31</sup>. Et la colonisation israélienne croissante à partir de 1967 démontre vite ce modèle d'un « colonialisme sans métropole » décrit par Ferro. Au sein d'un modèle d'implantation unique au monde, l'Etat hébreu réussira une implantation hors les murs, sans gouvernement politique autre que celui de l'intervention militaire, sans modèle urbain autre que celui des colonies.

La nature même paroxysmique du conflit régional sur une terre «encombrée de prophètes»<sup>32</sup>, son excès de représentation font que le territoire palestinien, sa structuration économique et urbaine échappent à une définition étroite. La Palestine doit être abordée comme cet objet hybride ou impur, où on voudrait que la ville, ses transformations, ses usages soient au centre.

### **1.3 GOUVERNER L'ESPACE : GENEALOGIE DES POLITIQUES URBAINES EN PALESTINE**

Ensuite la question des gouvernements de l'espace.

Très tôt ai-je été dans ma vie amené à penser que la guerre et la colonie faisait partie de l'horizon des sciences sociales, qu'elles en étaient constitutives» écrit Michel Marié, dans *La Terre et les Mots* à propos de son cheminement de sociologue en Algérie<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup> Selon l'expression de Braudel, *Grammaire des civilisations*, Arthaud-Flammarion, 1987, *op cit.*, p.137.

<sup>32</sup> Pour paraphraser le poète palestinien Mahmud Darwish, s'exprimant ainsi dans une conférence donnée à Montpellier en mai 2002.

<sup>33</sup> M. Marié, *La terre et les Mots*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989, *op cit.*, p.31.

Dans notre travail nous nous donnons le but de relever quasi simultanément les lieux et les moments de frottement, de croisement entre monde extérieur et local mais aussi les formes techniques prises par un projet politique dans l'espace urbain. Ce qu'il faut saisir c'est la part de visibilité du champ urbain comme domaine de projets, de savoirs à l'intérieur de régimes historiques et comment les saisir ? Au sein de cette question de la production de l'espace on sait que celle-ci ne peut pas être ordonnée uniquement et hiérarchiquement autour d'une approche structuraliste où l'organisation spatiale élucide à elle seule les rapports sociaux et le cadre économique et politique. Ce travail ne pourra s'accomplir qu'en mettant l'accent sur la dynamique des pouvoirs, des espaces, des hommes, mais appliquée aux seules aires urbaines. C'est d'une généalogie de l'urbanisme local, colonial ou national dont on doit disposer, où l'on retrouve différentes formes de pouvoir et de gouvernement des villes, des hommes, des espaces.

### 1.3.1 Le pouvoir en ville : définitions et modalités

Le pouvoir «manifeste pour l'essentiel sa puissance en aménageant des objets»<sup>34</sup> dans l'espace qu'il domine. Ce fut l'une des propositions de Foucault, qui à partir d'observations minutieuses, de la prison à l'hôpital, à l'école, avait isolé l'espace comme catégorie du pouvoir. L'architecture, comme l'urbanisme, sont des instruments à partir desquels le pouvoir prend sens et se voit<sup>35</sup>. C'est sur ce trait qu'il convient de mettre l'accent. L'approche des politiques nationales, coloniales ou de ses intentions ne doit pas être considérée comme une question large et abstraite. Il ne s'agit pas de se reporter aux intentionnalités politiques qui font naître des espaces ou à la nature des régimes de colonisation mais de les dépasser pour faire apparaître des modalités, des techniques, des domaines de projets qui s'exercent selon les périodes sur des citoyens,

---

<sup>34</sup> M. Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, *op cit.*, p.19.

<sup>35</sup> Les travaux de Foucault sur la spatialisation du pouvoir sont évidemment très larges. On se réfère notamment à «Espace, Savoir et pouvoir», entretien avec P. Rabinow, *Skyline*, mars 1982, pp.16-20, repris dans *Dits et Ecrits*, tome III, Paris, Gallimard, 1994, pp. 270-285 ; «Questions à Michel Foucault à la géographie», *Hérodote*, n°1, janvier-mars 1976, pp.71-85 ; «L'œil du pouvoir» in J. Bentham, *Le panoptique*, Paris, Belfond, 1977, pp.9-31. Dans le même volume figure aussi «Sécurité, territoire et population», pp. 719-723, 1978. Foucault a clairement signifié dans *Surveiller et Punir* en prenant la figure du panoptique, sa conception du pouvoir dans l'espace : ce ne sont pas les formes elles-mêmes d'un bâtiment mais les usages que l'on fait de l'espace qui imposent des effets de pouvoir.

assujettis ou gouvernés. On se place dans cette perspective d'interpréter les faits d'espaces en Palestine en fonction des formes d'exercice de régimes politiques et historiques, de leurs agencements plutôt que de leur fondements ou leurs sources. On rejoint ici les conceptions du pouvoir de Foucault quand il reformule une pratique et non une théorie du pouvoir, saisi dans sa matérialité, comme programme d'actions ou de réformes, quand il vise directement le domaine de la vie des citoyens, l'organisation de cette dernière devenant un choix politique ou biopolitique.

Une recherche sur les dispositifs urbains éparpillés sur plusieurs périodes ne cherchera donc pas à résoudre la question de la légitimité ou de la source des politiques spatiales qui furent celle des sionistes, des Anglais, accessoirement des Jordaniens, ni à en reconstruire la genèse, quand la présence en Palestine des colons chrétiens, juifs et anglais se définit par des motivations et des objectifs de différente nature. Les politiques coloniales ou nationales ne sont intelligibles que dans les pratiques qu'elles rendent visibles : tel ou tel dispositif de gestion qui détermine la vie des populations mais aussi tel rapport aux sociétés locales. L'examen des politiques urbaines se trouve à l'intersection de ces deux lignes : d'une part la place accordée aux populations, d'autre part la visibilité du pouvoir ou d'un système politique à partir des domaines de projets et de savoirs qui sont créés.

Pour commencer, un gouvernement colonial ou national se manifeste dans les relations induites ou calculées aux populations et aux cultures locales. Les stratégies d'absorption, d'assimilation ou de séparation spatiale avec les autochtones palestiniens ou au contraire l'ignorance de ces derniers sont évidemment chargées d'un niveau de significations générales. Mais c'est à partir d'une réflexion sur le pouvoir tel qu'il se présente à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et surtout à la période anglaise que l'on pourrait chercher à exploiter les relations entre gouvernement et populations palestiniennes tout au long du siècle. En Palestine jusqu'à l'arrivée des Britanniques, l'autorité est exclusivement détenue par le Pacha représentant le pouvoir central ottoman, détenteur de toutes les prérogatives, notamment celle de l'appropriation des richesses et du prélèvement des impôts sur des sujets obéissant, dépossédés de tout droit mais pas de devoirs. La plupart des historiens s'accordent à définir le pouvoir ottoman comme extérieur et féodal, et pour reconnaître une certaine unité de la communauté indigène, autour de ses clans ou disposant de ses propres régulations.

L'âge « classique » du mandat anglais en Palestine est lui, à la différence du pouvoir ottoman basé sur une conception politique et libérale de la société. L'enjeu est celui de la modernisation de la société qui doit s'appuyer, selon des modes contradictoires sur toutes les ressources locales : force de travail, potentiel économique, populations, ordonnancées autour d'une vision continentale et de réformes de la vie locale. Avec de nouveaux modes d'intervention dans le champ colonial on pourrait retrouver la distinction faite par Foucault entre gouvernementalité et souveraineté. La souveraineté s'effectuait dans les sociétés féodales et jusqu'au XVIIIème siècle sur les produits de la terre. Aux temps modernes, le pouvoir est moins de l'ordre de l'affrontement que du gouvernement<sup>36</sup>, le gouvernement étant en somme l'ensemble des institutions et pratiques à travers lesquelles on guide les hommes depuis l'administration jusqu'à l'éducation.

Dans le monde colonial, le mandat dit de civilisation est justement cette forme politique qui selon Hannah Arendt dans *l'Impérialisme* :

«Permet à l'administrateur de gouverner un peuple non pas directement mais par le biais de ses propres autorités locales et tribales»<sup>37</sup>.

Mais en fait la séparation des administrations métropolitaines et indigènes signifie «ce curieux mélange d'arrogance et de respect»<sup>38</sup> avec les peuples locaux. Le mode de gouvernement anglais a, lui, selon Arendt rendu impossible l'assimilation des peuples conquis. Il n'a pas empêché non plus l'éveil de la résistance chez les peuples conquis. Bien au contraire. Arendt montre le lien entre un impérialisme distant et l'émergence des consciences nationales tout simplement :

---

<sup>36</sup> Sachant «qu'il faut laisser à ce mot (de gouvernement) la signification très large qu'il avait au XVIème siècle» écrit Foucault. «Le gouvernement ne se référerait pas seulement à des structures politiques et à la gestion des Etats ; mais il désignait la manière de diriger la conduite d'individus ou de groupes : gouvernements des âmes, des communautés des familles, des malades. Il ne couvrirait pas simplement des formes instituées et légitimes d'assujettissement politique ou économique; mais des modes d'action plus ou moins réfléchis ou calculés mais tous destinés à agir sur les possibilités d'actions d'autres individus. Gouverner en ce sens, c'est structurer le champ d'action éventuel des autres», in «Le sujet et le pouvoir», *Dits et Ecrits*, tome III, 1978, *op.cit.*, p.237.

<sup>37</sup> H. Arendt, *De l'impérialisme*, *op. cit.*, p.21

<sup>38</sup> *Ibid.* p 23.

«Car en raison de la distance conservée par les administrations britanniques, les indigènes ne pouvaient en conclure qu'une chose : c'est qu'on les excluait et qu'on les séparait à tout jamais du reste de l'humanité»<sup>39</sup>.

Que dire alors de la Palestine dirigée par les administrateurs anglais, et plus tard que dire du pouvoir militaire qui s'abat sur les Territoires en 1967 et du type de relation de l'état occupant ou souverain aux populations locales ? Quand arrive l'occupation militaire de la Palestine par Israël, on devrait peut-être retourner à une conception biopolitique du pouvoir. Pour autant qu'elles soient du côté de la discipline d'une société locale (ici palestinienne), de sa surveillance, les politiques d'occupation sont indissociables de la gestion de la vie au sens large. Elles amènent des politiques territoriales (sécurité, déplacements, état civil, fiscalité, lois) pour la simple raison que les occupés dépendent de l'occupant et d'un gouvernement militaire ou civil. Celui-ci rencontre à son tour des populations, quelquefois des individus. Dans les périodes d'occupation, les citoyens ne sont pas des sujets de civilisation mais, de fait, le gouvernement s'adresse aux hommes et aux espaces, applique des normes exigeantes dans la gestion de la cité qui le fait apparaître sous son aspect biopolitique, c'est à dire comme une forme de «pouvoir moderne qui gère la vie».

### 1.3.2 Le filtre de la différenciation

Ainsi entendues, les politiques urbaines coloniales ou post coloniales ne peuvent être guère envisagées comme des blocs compacts. Au sein d'une analyse des pouvoirs coloniaux ou nationaux, certaines résonnent d'autres non, et c'est sans compter sur leur part d'incertitude, de vacance et surtout de différenciation. L'idée simplificatrice d'une résistance totale opposant le colonisé à son colonisateur ne peut-être partout soutenue car le modèle proposé par l'Occident ou la métropole, économique, urbain, culturel peut servir des intérêts politiques locaux, de classe, des stratégies sociales voire l'ordonnancement d'un projet nationaliste. C'est ce que nous rappelait Ferro dans *Le livre noir du colonialisme*. Le propos est sensiblement le même chez Cooper. Les projets coloniaux relèvent, nous rappelle-t-il dans *Tensions of Empire*, d'une tension entre

---

<sup>39</sup> *Ibid.*, p.22.

incorporation et différenciation qui abolit les principes de réification d'une métropole au geste libéral et d'une société d'accueil résistante ou conservatrice.

A la recherche des gouvernements de l'espace à différentes périodes et pour décrire les formes d'un urbanisme importé, allogène, on doit donc tenir compte de la part de réception ou de rejet de modèles venus de l'extérieur. Ainsi les colonies peuvent bien-être considérées comme des laboratoires de modernité sinon de rationalité, comme se sont plus à le rappeler parmi d'autres Cooper, voyant la colonie comme un espace physique et imaginaire créé par les empires, il n'en demeure pas moins que le pouvoir métropolitain français ou britannique outre mer a souvent évité la confrontation, la réactivité des indigènes. Inversement, il se peut que l'urbanisme tout comme d'autres pratiques et savoirs importés dans les colonies ait été destiné à contourner les rigidités des sociétés européennes<sup>40</sup>.

En Palestine mandataire, puis occupée, mais aussi à l'aube de sa reconstruction sous les auspices transnationaux et internationaux, les transferts de gouvernement, de pratiques, de savoirs étrangers aux cultures locales doivent être regardés dans leur dynamique d'appropriation, de la répulsion à l'attraction. Les indigènes arabes (chrétiens et musulmans) avaient plutôt ignoré ou rejeté l'administration turque. Ce fut aussi le cas des pionniers juifs car il semble que les contacts étaient limités avec l'administration turque et que les pionniers avaient alors leurs propres règles administratives<sup>41</sup>. Il n'est pas exclus au stade de la période mandataire que la présence britannique avec, à l'échelle urbaine, son projet esthétique ait pu contenter les uns aux

---

<sup>40</sup> C'est en tout cas ce que fait remarquer Cooper dans *Tensions of empire* commentant les essais de Rabinow et Wright sur la politique française coloniale outre mer, respectivement dans *French Modern : Norms and Forms of the Social Environment*, Cambridge, Mass, London, M.I.T Press, 1989 et *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

<sup>41</sup> André Chouraqui dans *Cent ans d'Histoire, l'Alliance Israélite universelle et la renaissance juive contemporaine* (1860-1960), PUF, 1965 cite un Rapport de l'Organisation sioniste de Palestine de 1901 : «Dès maintenant les colonies juives constituent de véritables petites républiques autonomes dans lesquelles les Turcs n'intervenaient jamais que comme une gêne, et elles sont supposés résoudre les problèmes les plus délicats de l'administration municipale». Le rapport des administrations turques avec les colons européens et sionistes a été peu étudié, semble-t-il, pour ce qui concerne la gestion courante. On retient l'analyse de D. Fahri et la publication de correspondances entre la Société sioniste, Herzl et l'administration ottomane dans « Ottoman Attitude towards Jewish Settlement », in *Studies on Palestine during the Ottoman period*, pp.190-210.



détriment des autres, d'autant que la Palestine mandataire recèle une double fracture : des juifs plutôt continentaux et arabes, plutôt indigènes, la composent.

Le paysage binaire de la Palestine mandataire ouvre aussi cette perspective de pouvoir analyser la réverbération de modèles, de technologies d'aménagement de même valeur européenne à différents endroits du territoire : l'un arabe connu pour être pugnace, l'autre juif réputé être le transfuge de la société européenne<sup>42</sup>. Plus tard, au stade de l'occupation israélienne on ne peut faire l'impasse de l'examen des projets militaires et civils, de leur rationalité excessive qui prennent corps dans l'espace mais en contournant les populations. Plus loin encore au stade d'une période débridée d'autonomie locale, toute la mesure doit être prise de la pertinence de la perpétuation ou intériorisation de pratiques coloniales.

#### I.4 L'AMENAGEMENT DE LA SOCIETE

L'autre sphère de visibilité du pouvoir touche aux politiques urbaines, aux domaines de projets et de savoirs liés à l'urbanisme, se rattachant à un mode particulier de gouvernement. On ne doit pas chercher à voir le champ technique de l'urbanisme comme une stricte instrumentalisation du politique ou comme une stricte médiation des rapports sociaux<sup>43</sup>. On devrait plutôt s'orienter vers le contenu, les modalités des politiques urbaines et se référer une fois encore à Foucault qui a posé les relations de savoir et de pouvoir. C'est dans l'analyse des faits de discours, dans les espaces de pensée et de savoirs que l'on peut lire les effets de pouvoirs qui leur sont liés, que l'on peut faire affleurer des processus historiques ou politiques.

«Il s'agit plutôt de voir que le savoir est une composante qui définit le mieux le fonctionnement du pouvoir dans le monde moderne» comme le notent Rabinow et Dreyfus en

---

<sup>42</sup> «L'Etat des juifs doit demeurer un «avant poste de l'occident» avait déclaré Théodore Herzl, fondateur du sionisme, repris dans *l'Etat des juifs*, Paris, La découverte, 1990 (1896).

<sup>43</sup> L'approche d'un savoir qui «parle du pouvoir» a été poussé par exemple par le structuralisme de Henri Lefebvre pour qui les savoirs et les discours professionnels sont une pratique où les rapports sociaux prennent forme. Pour Lefebvre «c'est un système de lecture croisant les usages productifs du sol, les significations sociales attachés aux différents lieux et la structuration des connaissances rationnelles portant sur différentes échelles territoriales qui permettent d'approcher une définitive une réalité sociale». L'interprétation est de Jean Pierre Gaudin dans *L'aménagement de la société, politiques, savoirs, représentations sociales, la production de l'Espace au XIXème siècle et XXème siècle*, Éd. Anthropos, Paris, 1979. *op cit.*, p.16.

commentant Foucault et ajoutant «Le savoir est une condition essentielle à la constitution et à l'épanouissement des sociétés technologiques industrielles»<sup>44</sup>.

Pour Rabinow, le raisonnement prend de la valeur dans le cas des colonies où convergent esprit de réforme, législations, savoir militaires et sciences des milieux, urbanisme et armées d'urbanistes. Rabinow a développé ailleurs dans *French Modern : Norms and forms of the social environment* à partir de trajectoires d'intellectuels et de réformistes politiques, l'idée d'un laboratoire social moderne au XIXème et XXème siècle, basé sur de nouvelles pratiques de bien-être, de nouveaux espaces (les villes) de nouveaux champs de savoirs situés entre sciences et idées générales, à l'image de la statistique, la géographie, l'étude de milieux, l'écologie sociale et l'urbanisme. Avec la poussée du modernisme à la fin de la première guerre mondiale qui «a pour centre la prise en compte du social et de la société», les normes et les formes discursives se dégagent, libérées de leur arrière plan historique<sup>45</sup>.

#### 1.4.1 Savoir et pouvoir dans le domaine de l'urbanisme colonial

Appliquée au champ colonial cette pensée simultanée des savoirs et des pouvoirs revient à interroger les modalités du transfert de modèles culturels ou coloniaux à partir de normes, de formes non discursives ou d'objets. C'est ce qu'a fait efficacement après Paul Rabinow, Gwendolyn Wright dans *the politics of design in French colonial urbanism*<sup>46</sup>. Un certain homo europeus a été ainsi spécialement saisi par les deux auteurs. Ils voient des correspondances entre le modernisme européen et les formes prises par l'urbanisme colonial mais aussi entre le courant de sciences sociales environnementalistes et le développement d'une expertise indigène.

Le besoin n'est pas d'interroger spécifiquement dans notre cas palestinien l'existence de telle ou telle catégorie coloniale ni de comparer des situations mais de rendre lisible les surfaces urbaines d'inscription d'énoncés politiques et historiques et

---

<sup>44</sup> H. Dreyfus, P. Rabinow, *Michel Foucault, un parcours philosophique, op cit.*, p.291.

<sup>45</sup>In *French Modern, op.cit.*, p.13. Le propos de Rabinow est repris dans « Du Biopouvoirs au colonies » Traduit de l'anglais par Bernard Barraqué. Dossiers des séminaires Territoires, Technique et Société, n°4, Paris, Ministère de l'Équipement, 1988.

ceux qui les fabriquent. Les villes en Palestine, si elle ne peuvent rivaliser avec le laboratoire talentueux des colonies françaises, sont au moins dans la même période le champ d'exercice des urbanistes et des technocrates anglais. On doit pouvoir retrouver des principes esthétiques continentaux, une manière de produire la ville et d'aménager la société communs à ces parties des mondes colonisés. Il en va de l'esthétique coloniale. Elle est en ville une catégorie émotionnelle, célébrant et sacralisant le milieu de vie des indigènes sans être dénuée de significations politiques, de la réification de l'environnement autochtone à la discrimination des populations étrangères ou locales.

Les politiques urbaines en Palestine mandataire ne doivent-elles pas être vue sous l'angle conjoint mais aussi contradictoire, de valeurs esthétiques et historiques ou culturalistes conjuguées à la différenciation communautaire entre juifs et arabes ou au modernisme imposé que celui-ci soit approprié ou rejeté ? A Jérusalem comme dans les métropoles coloniales, les technocrates étrangers et anglais, suivant les premiers ingénieurs turcs vont converger vers la préservation de la vieille ville arabe chargée de ses significations historiques et sacrées, au-delà de laquelle ils vont planifier le développement, notamment au regard de la croissance démographique et du bien-être des nouvelles populations majoritairement juives et vont amener cités jardins, road ring et politiques de zonage. En suivant plus loin la référence, on verrait que la militarisation de l'espace entreprise par Israël dans les années 1970, n'est peut-être pas si éloignée d'un urbanisme normatif voir métropolitain qui était à œuvre pendant les colonisations européennes.

#### **1.4.2 Les hommes, les milieux**

En abordant le thème du colonialisme au début du siècle en Palestine on a mentionné le rôle des entrepreneurs. Ce sont les étrangers, très conscients des intérêts de la Palestine appuyés par les postes consulaires qui avaient réalisé l'infrastructure économique et intellectuelle jusqu'à la période anglaise. A toute époque de la construction urbaine, les gouvernements nationaux et coloniaux mettent en place des

<sup>46</sup> G. Wright, *The politics of design in French colonial urbanism*. Le propos est sensiblement le même dans « Tradition in the service of Modernity, Architecture and urbanisme in French Colonial Policy, 1900-1930 » in

politiques d'aménagement en s'appuyant sur des techniciens, des administrateurs ou groupes d'influence. L'urbanisme se construit sur la base des réseaux, d'alliances entre le politique, le savant et l'entrepreneur se renforçant mutuellement dans le détail de leurs projets.

En Palestine la période mandataire met en scène à l'échelle d'une région administrative (le gouvernorat de Jérusalem) des urbanistes royaux, des Hauts-Commissaires britanniques qui sont aussi des hommes politiques ainsi que des entrepreneurs internationaux. Ils seront porteurs d'une idéologie progressiste qui converge dans des actions communes : les équipements, les lotissements et les cités jardins, même si ceux-ci sont spatialisés dans la seule Jérusalem occidentale et fortement européanisée. Ne serait-ce pas là une démonstration de la réverbération des idées étrangères dans la sphère urbaine ?

La période d'occupation qui suit la guerre de 1967, elle, amène naturellement à regarder le thème des savoirs au sein d'une administration militarisée. Les compétences des professionnels civils servent dans l'antichambre du gouvernement, le projet national *d'Eretz-Israel*, et cristallisent la dimension technocratique et militaire de l'espace. Il apparaît donc nécessaire de mettre en valeur ces espaces fermés de la production de pratiques urbaines professionnelles.

Quand à la période d'autonomie politique qui advient dans les années 95, elle devrait faire sans doute que la sphère publique, que le proto-Etat palestinien et ses technocrates, une reconstruction «en plans» succèdent ou s'affirment sur les entreprises individuelles ou les esprits éclairés. Mais en Palestine comme ailleurs l'internationalisme et la gouvernance planétaire sont rendus présents dans une période de libération «psychologique» et de libéralisation économique. La reconstruction palestinienne est une entreprise internationale à la fois politique, économique et diplomatique. Elle implique une dynamique d'acteurs patriotiques mais débordant du cadre national, des entrepreneurs et des professionnels de doctrine libérale, émancipés d'un projet d'Etat, mais qui défendent le bien commun de la nation.

Qu'en est-il finalement d'un passage d'acteurs et d'idées et des formes en Palestine ? On s'interroge sur l'hypothèse de la circulation des modèles, des idées internationales aux différentes séquences historiques recoupant les thèmes de l'expérimentation coloniale, de la reconstruction ou de l'affirmation locale. L'hypothèse des réseaux et de la circulation des idées revient ici avec l'existence des communautés professionnelles. Dans le développement colonialiste au Moyen Orient ou au Maghreb, les travaux monographiques ou collectifs s'accordent sur les ressorts, les prémices, les temps de consolidation des milieux professionnels<sup>47</sup>. Le tableau colonial en Syrie, en Turquie, au Liban montre que ce sont les experts étrangers, quelquefois leur laboratoire colonial qui ont généré des interventions, ouvert un domaine de projets et des débats autour de la ville. Celui-ci souvent contraste avec l'inertie des administrations où se joue avec une frange infime des sociétés locales.

La commande des premiers plans d'urbanisme pour les capitales et les grandes agglomérations est toujours le fait d'étrangers. L'esprit anglais du *Town Planning* est en Egypte avec le *Town planning Scheme* d'Alexandrie effectué par l'architecte britannique Mac Lean (qui sera présent également en Palestine) ou au Liban avec le *Town Planning and Project Office*. Au Maroc, au Liban, en Syrie et en Algérie on retrouve des figures de l'Ecole française d'Urbanisme à l'image de Danger, Prost, Hébrard, Ecochard. Sur le pourtour de la Méditerranée, les milieux professionnels locaux naissent au contact des internationaux, s'enrichissent dans la subordination ou la collaboration aux agences et la présence étrangère va dans le sens d'une plus grande affirmation des lieux de débat. En Egypte et au Liban les milieux professionnels ont émergé en réaction ou en

---

<sup>47</sup> Parmi les réflexions portant sur les milieux urbanistiques au Moyen Orient on s'inspire du programme «Cultures et milieux urbanistiques dans le Sud de la Méditerranée, S.Yerasimos, T. Souami (dirs.), PRUD-ISTED-MAE, CNRS, 2002 portant sur l'émergence des milieux professionnels locaux au Maghreb Machrek, avec les contributions de T. Souami (Algérie), A. Kassou (Maroc), S. Yerasimos (Turquie) E. Longuenesse (Jordanie, Syrie), M. Volait (Egypte), E. Verdeil (Liban) J. Nasr (Moyen Orient) et S. Bulle (Palestine). Les commentaires qui suivent reprennent les analyses individuelles ou le rapport final. Sur les descriptions des urbanistes outre mer, et la question du transfert et réverbation, outre les travaux déjà cités on retient : J. Nasr, M. Volait (dirs.), *Urbanism - Imported or Exported ? Foreign plans and native aspirations*, Londres, Willey Academy, 2002 ; *L'architecture française outre mer*, ss direction de M. Culot, Liège, Mardaga, 1992.

émulation à la présence étrangère le long de lignes de force nationaliste, techniciste, corporatiste<sup>48</sup>.

L'histoire des reconstructions en Palestine comme au Moyen Orient peut-elle être vue également au filtre de la circulation des idées intellectuelles, de la place prise par le corps des hommes de l'art dans la théorie et la pratique ? En Europe, des historiens de la ville ont soulevé l'hypothèse d'une internationale des bâtisseurs dans les périodes d'essor ou d'après-guerre tant la reconstruction a donné lieu à des échanges techniques et culturels entre professionnels des villes. Pour Danièle Voldman, par exemple, notamment dans *Images, discours et enjeux de la reconstruction des villes françaises après 1945*, l'idée de reconstruction dans l'après-guerre avait induit un urbanisme «comme discipline et comme pratiques autonomes»<sup>49</sup>, des échanges d'expériences vu l'ampleur des dévastations, les besoins de production de masse, même si la reconstruction en Europe reste globalement celle des Etats nationaux.

Plus près de nous, l'Etat d'Israël s'est construit avec des urbanistes et des bâtisseurs exerçant en Europe, issus ou influencés par le Bauhaus ou le mouvement moderne, émigrant en Palestine, fondant les premières agences juives à l'image du Cercle des Architectes de Tel Aviv en 1935. Au Liban, la guerre a correspondu à la mutation de toute une profession. Elle a accentué le rôle des architectes, quoique ceux-ci ne soient pas à la recherche d'une théorie, d'une utopie ou d'une pensée de l'aménagement. C'est le point de vue des premiers généalogistes de l'après-guerre libanaise qui soulignent le développement de la pratique libérale, modèle dominant dans l'économie de l'après-guerre<sup>50</sup>.

---

<sup>48</sup>Les travaux de Longuenesse portant sur les syndicats d'ingénieurs au Machrek vus sous l'angle de la structuration politique et professionnelle situent les syndicats des ingénieurs égyptiens, syriens et libanais comme des organisations nationales-corporatistes populistes, à mi chemin entre l'état et les revendications et l'esprit de corps. Dans E. Longuenesse, (dir.), *Bâtisseurs et bureaucrates. Ingénieurs et société au Maghreb et au Moyen Orient*. Table ronde CNRS tenue à Lyon du 16 au 18 mars 1989, Lyon, Maison de l'Orient Méditerranéen, 1991.

<sup>49</sup> D. Voldman, Cahier de l'Institut de L'Histoire du Temps Présent, N°5, 1987 CNRS, pp. 5-12, *op cit.*, p.8. Ce point de vue est plus ou moins repris dans «Echanges culturels et techniques entre reconstruteurs», *Les Reconstructions en Europe (1935-1940)*, D. Barjot, R. Baudoui, D.Voldman, D. (dirs.), Editions complexes, 1997, pp. 323-334.

<sup>50</sup> Cette idée est amorcée par Nabil Beyhum dans «Les paris sur le possible», *Reconstituer Beyrouth, les paris sur le possible*, N.Beyhum, (dir.), Lyon, Maison de l'Orient, 1991, pp.13-65 et dix années plus tard par Eric Verdeil

La question décisive des milieux de l'urbanisme palestinien, que ceux-ci apparaissent structurés ou non, qu'ils donnent une chance aux talents individuels, aux débats professionnels ou à l'expression régionaliste, est celle de ces tensions entre patriotisme et circulations, idéologie et idéal, projet individuel et bien commun de la cité, aux différentes époques.

## 1.5 L'ESPACE PRODUCTEUR. POUR UNE HERMENEUTIQUE DE LA VILLE

Enfin la question des manifestations urbaines de la présence historique. La question des espaces doit être vue dans un jeu d'échelles spatiales et temporelles, au croisement du temps présent et passé, partant des grandes principes d'implantations, descendant dans les objets «autochtones» et hybrides, et surtout dans les pratiques des sociétés locales. D'une part ce qui doit être posé c'est la différenciation de la ville par ses formes à différents moments, qui est une façon de retrouver des temporalités historiques et politiques.

On pourrait dans la foulée de Anthony King<sup>51</sup>, partir d'une conception globalisante des urbanismes importés. King qualifie le caractère colonial à partir d'un degré d'appropriation territoriale ou d'altération de la société locale. Il distingue ainsi le simple registre de colonisation économique (agricole et urbain) quand les implantations sont des «emplacements» servant à valoriser des ressources, du colonialisme «total». Celui-ci amène l'altération du caractère culturel de la société locale tout entière à travers des processus d'acculturation ou de ségrégation. D'avantage que les modalités du pouvoir et les techniques de gouvernementalité, davantage que le processus technique d'importation des formes urbaines, davantage que la stratification des temps coloniaux et urbains, King s'applique à faire jaillir les relations entre société autochtone et populations «extérieures». Le colonialisme n'empêcherait pas à certains endroits le

dans *Urbanisme et urbanistes au Liban. Milieux et cultures professionnels*, rapport dans le programme «Milieux et cultures professionnels au Moyen-Orient», PRUD-ISTED-MAE, CNRS, 2002.

<sup>51</sup> A. King, *Colonial Urban development. Culture, social power and environment*, London, Routledge & Kegan, 1976. Le propos est sensiblement le même dans *Urbanism, Colonialism and the World-Economy. Cultural and Spatial Foundations of the World Urban System*, London, Routledge, 1990

contact métropolitain des indigènes et des coloniaux et à différentes échelles sociale, urbaine ou domestique, dans les espaces sociaux, économiques, institutionnels et de loisirs. L'idée d'une tierce culture au frottement de la première culture et seconde culture (métropolitaine et indigène) laisserait voir les lieux de la sédimentation coloniale et King de relever les formes, du club, au mall, au bazar, bungalow, etc<sup>52</sup>.

En Palestine, on pourrait évaluer des degrés ou des formes de colonialisme d'autant que les présences étrangères y sont plurielles, qui vont des expérimentations sionistes dans le cadre du Foyer Juif, au modèle territorial technocratique de l'occupation. Plus tard, on pourrait relire un espace partiellement «décolonisé», dominé non plus par les règles militaires mais par la gouvernance planétaire et la circulation du capital, la circulation des formes comme celle des idées. Mais parce qu'il s'agit d'une histoire des espaces, il faut pouvoir saisir les transformations tissulaires, les moments de rupture ou de concordance entre formes et sociétés urbaines et temporalités politiques.

### 1.5.1 Le passé du présent et la mémoire consciente de la ville

Spécialement dans le cas d'urbanismes importés, le modèle du corps à corps entre l'espace et son cadre de production politique, entre chronologie politique et urbanistique pourrait être battu en brèche quand des formes, des usages, se maintiennent ou sont maintenus en dépit de telles ou telles techniques urbaines (les plans d'aménagement, les lotissements), en dépit d'interventions brutales, de la violence symbolique faite à l'espace. On sait à partir de l'expérience urbaine occidentale ou coloniale que des morphologies résistent aux mutations de populations, d'usage, de voisinage. Que des formes anciennes des villages, quartiers, îlots, rues ou trame parcellaire subsistent aux grandes secousses de la rénovation, de l'actuelle gentrification ou à la mise en œuvre de modèles extérieurs, comme dans le cas d'un urbanisme colonial ou importé<sup>53</sup>. Inversement des sociétés entières peuvent prendre place sur les

---

<sup>52</sup> Les effets culturels du colonialisme ont été travaillés sous un autre mode par l'anthropologie critique. On a déjà signalé la thèse répandue d'Appadurai sur les identités plurielles. Il faudrait aussi citer James Clifford sur le thème de «l'hybridité» et du métissage culturel : par exemple, J. Clifford, *The Predicament of Culture: twentieth century Ethnography, literature and Art* ; Cambridge, Harvard University Press, 1988 .

<sup>53</sup> C'est ce que montre par exemple dans un ouvrage de synthèse, Christelle Robin dans *La ville européenne exportée*, (fin du XIXème siècle-début XXème siècle), Ch.Robin (dir.), Programme Architecture et Interfaces



ruines d'une autre société, sur la trame de celles qui les ont précédé. Ce fut, semble-t-il le cas de l'ex Yougoslavie où des travaux encore peu nombreux signalent la réaffectation et réappropriation des habitations bosniaques ou des minorités non serbes par la communauté serbe après l'expulsion des premières<sup>54</sup>.

Ce raisonnement est à développer à partir de l'exemple palestinien, en ordonnant finalement la question de l'espace autour de celle de ses mutations passées ou présentes, celles-ci étant provoquées, voulues par l'urbaniste, le colonisateur. On ne parle évidemment pas ici de l'accumulation longue du temps, mais de «la mise au présent des passés» selon la belle formule de Lepetit.

«La ville ne dissocie pas mais fait converger dans un même temps les fragments d'espace et les habitudes venues de moments différents du passé. Elle croise le changement plus diffus et plus continu des comportements citadins avec les rythmes plus syncopés de l'évolution de certaines formes produites. La complexité est maximale»<sup>55</sup>.

Il ne s'agirait donc, non pas de donner corps à des formes passées d'organisation de la ville palestinienne et de ses communautés mais de suivre les traces des projets urbains, au fil du siècle, les résurgences ou les traces qu'elles soient conscientes ou non des interventions dans la ville<sup>56</sup>. La recherche touche au champ large de la mémoire de l'espace.

Ce n'est pas un hasard si Lepetit dans ses réflexions sur le temps des villes<sup>57</sup> s'est souvent référé au travail lumineux de Maurice Halbwachs sur la mémoire collective et que ce dernier avait particulièrement éprouvé à Jérusalem au début du

culturelles. Interfaces culturelles et projet urbain, Ecole d'architecture de Paris La Villette, Paris, les éditions de la Villette, 2 vol, 1995. C. Robin repère plusieurs modes d'installation des sociétés européennes à l'exportation : par substitution à la ville existante, par juxtaposition, par superposition. Elle repère aussi des grammairies urbaines « exportées », basées sur le mimétisme différencié avec les pays d'accueil : le Même et le Même en prise avec l'Autre, le Même étant ici l'Europe.

<sup>54</sup> Sur les aspects urbains de la guerre en Ex yougoslavie, nous nous référons aux travaux de David Campbell, par exemple *National Deconstruction, Violence, Identity and Justice in Bosnia*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 2000 à François Chaslin, *Une baine monumentale, essai sur la destruction des villes en Ex-Yougoslavie*, Paris, Descartes et Cie, et à Ivan Strauss, Sarajevo, *L'architecte et les barbares*, Paris, éd du Linteau, 1994.

<sup>55</sup> B. Lepetit, D. Pumain, *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 1993, pp.13-65, *op cit.*, p.290.

<sup>56</sup> A propos d'une profondeur temporelle de la ville, J-L. Cohen a lui parlé d'une mémoire des projets urbains antérieurs ou mieux de la remémoration de projets refoulés, dans *Formes urbaines et temporalités*, *op cit.*, p.26.

<sup>57</sup> Principalement dans *Temporalités urbaines, les Formes sociales de l'expérience* (dir), Paris, Albin Michel, 1985 et *Carnet de croquis : sur la connaissance historique*, Paris, Albin Michel, 1999.

siècle. Dans *La topographie légendaire des évangiles en Terre Sainte*<sup>58</sup>, Halbwachs établissait les rapports complexes entre les groupes sociaux et l'espace, dont l'organisation matérielle est façonnée et transformée par un rapport social, mais où les formes supportent aussi d'anciens rapports sociaux, des habitudes enracinées dans des territoires plus anciens. La production de l'espace est une production de mémoire et inversement.

«Le présent ne prend sens que dans les pratiques qui réactualisent des structures à la fois sociales et spatiales révolues», commente Lepetit à propos de Halbwachs<sup>59</sup>.

Pour ce dernier qui établissait une analogie entre territoire et mémoire, l'espace n'est évidemment pas le cadre du souvenir, mais l'image de la stabilité du temps qui donne l'impression de retrouver le passé dans le présent. Il faut rassembler son analyse à la lumière de nos observations. Et il est heureux que Halbwachs ait fait converger son travail social précisément à Jérusalem. Sa construction d'une topographie légendaire de Jérusalem n'exprime pas seulement et magnifiquement la place des groupes de la religion dans l'espace, mais la stabilité de l'image de l'espace de l'usage sacré de Jérusalem dans le temps.

«Depuis les croisés, c'est la communauté chrétienne universelle qui reprend possession des Lieux saints et veut qu'ils reproduisent l'image qu'elle s'en est construite de loin, au cours des siècles» écrit Halbwachs à propos de la ville sainte qui est l'objet de toutes les croyances, de toutes les commémorations<sup>60</sup>.

Il ne fait pas de doute que le temps historique est partout présent dans les politiques spatiales de Palestine. Il nous semble même que les sociétés urbaines palestiniennes contemporaines à chaque époque offrent à certains endroits une interprétation ou une réactualisation des formes anciennes de la tradition. L'histoire de l'urbanisme palestinien a effectivement en son centre de gravité Jérusalem, la tradition de ses lieux saints, la stabilité de ses remparts et de ses pierres qui ont résisté autant aux faits de guerre qu'à la croissance urbaine et démographique. Et la charge symbolique de la seule ville sacrée et ses pierres serait à elle seule un objet d'enquête historique. Mais la présence du passé va au-delà de la stabilité du cadre bâti de Jérusalem, des pesanteurs temporelles voire affectives.

---

<sup>58</sup> *La topographie légendaire des évangiles en Terre Sainte*, Paris, PUF, 1991, 2ème éd. (1ère éd en 1941).

<sup>59</sup> B. Lepetit, in *Temporalités urbaines*, *op cit.*, p. 295.

<sup>60</sup> M. Halbwachs, *Topographie légendaire des Evangiles*, *op cit.*, p.163.

Il faut mesurer en ville cette charge temporelle dans les objets urbains, dans les politiques urbaines et au-delà dans une politique de la mémoire. On sait que celle-ci apparaît notamment dans le symptôme patrimonial universel, comme la conservation des centres et des monuments, la réactualisation de signes historiques architecturaux, «l'ère de la commémoration» jusqu'à l'abus monumental bien décrits par Nora dans *Lieux de mémoire* notamment, ou par Pierre Henry Jeudy dans *La machinerie patrimoniale*<sup>61</sup>. Un bâti moderne fait appel à des signes historiques, comme la référence à l'architecture traditionnelle, incorporée ou réactualisée dans de nouveaux objets locaux. La politique de la mémoire est ainsi à lire au filtre des économies actuelles, de la circulation des idées ou du capital et de la pluralité des identités que l'on a déjà évoqué.

Quand le présent se charge d'un passé, quand une nation célèbre ses lieux de mémoire :

C'est pour retrouver «l'unité significative d'ordre matériel ou idéal d'une quelconque communauté dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique» écrit Nora dans *Lieux de mémoire*<sup>62</sup>.

Tel pourrait être le cas en Palestine. Il y a une fécondité du thème de la mémoire quand celle-ci conditionne non pas seulement le champ restreint de l'architecture, de l'urbanisme, mais celui des savoirs urbains et du social, quand cette question de la mémoire en amène une autre : celle de l'expression du nationalisme ou du patriotisme. Il y a alors une autre façon d'envisager l'histoire de l'urbanisme, c'est de la considérer au regard de la société locale des objets et des discours qu'elle fabrique.

### **1.5.2 Les hommes et leur espaces vus de l'intérieur : Pierre, patrie, les lieux du discours nationaliste**

«Rénovez les maisons, alignez les rues transformez les places, les pierres et les matériaux ne vous résisteront pas. Mais les groupes résisteront et c'est la résistance sinon des pierres du moins de leurs arrangements anciens que vous heurterez» avait écrit Halbwachs<sup>63</sup>.

---

<sup>61</sup> P. Nora, *Lieux de mémoire*, Pierre Nora (dir.), Paris, Gallimard, 3 vols ; *La machinerie patrimoniale*, H.P Jeudy, Paris, Sens et Tonka, 2001. Jeudy va jusqu'à considérer dans la *Machinerie patrimoniale*, l'étalage patrimonial comme une entreprise virtuelle annulant «l'aventure de la transmission [...] et anéantissant les différences temporelles entre le passé, le présent et le futur, à partir des simulacres de l'actualisation », *op cit.*, p11 et 13.

<sup>62</sup> P. Nora, *Lieux de mémoire*, tome 3, Les France, de l'emblème à l'archive, *op cit.* p.1004.

<sup>63</sup> M. Halbwachs, *La Mémoire collective*, *op cit.*, p.139. La citation a été reprise par Lepetit dans *Carnet de Croquis* en allusion aux luttes liées à la rénovation urbaine parisienne.

Le propos résonne en Palestine au vu de son histoire politique et de la lutte nationale pour son indépendance. Nous voulons comme centrale cette proposition : ville et nationalisme sont des objets l'un pour l'autre. On devra construire notre propos non plus seulement par rapport à la mémoire des lieux physiques tel qu'ils sont célébrés, réactualisés mais par rapport à un ensemble de pratiques discursives ou non discursives qui touche à la question double de l'appartenance nationale et de la défense symbolique du territoire.

«A Gaza, la mer est arabe», clame le poète et intellectuel palestinien Ali Qeidbo<sup>64</sup>.

L'objet urbain palestinien, depuis qu'il s'est constitué à partir de ses paysages, ses acteurs et ses milieux professionnels ou ses établissements humains, est conditionné par l'histoire nationale longue ou courte. Le paysage et la géographie, l'activité humaine sont l'objet depuis le XIXème siècle de longues manipulations discursives dont on ne traitera pas. L'histoire ne s'écrit pas de la même façon, selon que l'on est Palestinien ou israélien et occidental. Une guerre des géographies ou des histoires s'attache des deux côtés, à réécrire le passé, à analyser la Terre Sainte selon des visées qui ne sont pas qu'esthétiques mais politiques. La Terre Sainte a été soumise à toutes les icônes et interprétations.

Au sein de stéréotypes ou d'un imaginaire collectif pesants et lourds, le paysage palestinien rural et urbain a souvent été montré dans les livres d'histoire mais aussi dans certains des récits orientalistes, comme une terre non habitée, sans villes, sans villages, sans vie locale, sans ressources et donc sans culture, jusqu'à l'identification tardive des villages arabes modernes enfouis sous les ruines bibliques vers 1950. Historiens et archéologues palestiniens entreprennent, depuis que l'identité palestinienne est menacée, de restituer l'histoire longue quatre fois millénaires de la présence canéenne pour la faire rejaillir au stade du conflit contemporain sur la base d'une argumentation scientifique. De l'autre côté, en Israël, des acteurs politique ou scientifiques, comme Meron Benvenisti,, historien et qui fut aussi adjoint à l'urbanisme à Jérusalem, décrit

---

<sup>64</sup> A. Qeidbo, *Before Mountains Disappear. An Ethnographic Chronicle of the Modern Palestinians*, A Kloreus Publication, 1992.

dans *Jérusalem, une histoire politique*,<sup>65</sup> l'hyper-présence du religieux dans les institutions urbaines de la Municipalité de Jérusalem, l'entrechoc du sacré et du politique au sein des affaires de la cité. L'archéologue et historien israélien Neil Asher Silberman a rappelé ailleurs<sup>66</sup> les principes «d'autorité symbolique» occupés par l'archéologie en Palestine et Israël, ses lieux de conflits entre musulmans, chrétiens et juifs depuis qu'a été créé le département des antiquités par les Anglais.

Le travail scientifique liant ville et nationalisme ne consiste pas à situer en ville le conflit de légitimité entre Israéliens et Palestiniens qui, on le sait touche à l'espace, aux lieux saints, ni à remonter au mythe de la terre ou décrire la genèse de la résistance dans les conditions que tant d'autres se sont effectués à relire. La liste serait immense de ceux qui, en Israël comme en Palestine, dressent l'archéologie du conflit, de la question foncière à la naissance du patriotisme palestinien en vis-à-vis du sionisme ou du nationalisme israélien, de la graduation subtile entre patriotisme et nationalisme, celui-ci étant défini par l'histoire de la résistance armée, le second, empreint de signes affectifs liés à la dépossession. Ce sont les possibilités de relations entre ces deux domaines de pensée et d'action, le patriotisme nationaliste et l'urbanisme qui sont à repérer quand tour à tour chacun de ces objets se constituent comme discours, se travaillent mutuellement comme des objets de discours.

Peut-être différentes familles d'énonciation du nationalisme seraient-elles à saisir dans le champ urbain palestinien à partir des lieux scientifiques, des formes discursives jusqu'à la production de signes urbains. Le nationalisme doit être repéré dans sa surface d'inscription urbaine et matérielle. La production des lieux, du bâti, du monument, de nouveaux objets mais aussi d'institutions, d'outils au stade de la résistance et de l'*Intifada* doivent suggérer l'unité de la communauté nationale, imaginée ou non, rassemblée ou éparse. La relation indivisible du Palestinien à son territoire-patrie est également à saisir dans les discours, les savoirs et les milieux liés à la ville selon les

---

<sup>65</sup> M. Benvenisti, *Jérusalem, une histoire politique*, Arles, Actes Sud, 1996. Sur la bataille des lieux saints depuis les Croisés, voir les textes réunis par F. Mardam-Bey et E. Sanbar : *Jérusalem, le sacré et le politique*, Arles, Actes Sud, 2000.

<sup>66</sup> N-A Silberman, «Structurer le passé. Les israéliens, les palestiniens et l'autorité symbolique des monuments archéologiques», in *Les usages politiques du passé*, J. Revel, F. Hartog (dir.), Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2001, pp.99-115.

différentes périodes. Mais nous ne parlerions plus seulement de transmission<sup>67</sup> quand ces savoirs sont institutionnalisés qu'ils se transforment en savoirs discursifs et se donnent comme rôle de représenter la légitimité palestinienne, quand ils forment un «domaine national de la mémoire». Ici, l'appellation ne désigne pas la référence au passé affectif mais au champ énonciatif. Il faut comprendre avec Foucault le domaine de la mémoire :

«Comme constitué d'énoncés qui ne sont plus ni discutés, qui ne définissent plus par conséquent ni un corps de vérité ni un domaine de validité, mais à l'égard desquels s'établissent des rapports de filiation, de genèse de transformation, de continuité historique»<sup>68</sup>. Et à la suite : «Les conditions pour qu'apparaisse un objet de discours pour que l'on puisse en dire quelque chose et que plusieurs personnes puissent en dire des choses différentes»<sup>69</sup>.

Qu'en est il dans ce contexte, de l'hétérogénéité d'un champ d'énonciation autour de la ville lorsque le discours est concentré sur la défense et la lutte pour Jérusalem, pour la Palestine indépendante et sur les signes de la Palestinité ? Qu'en est il de la possibilité de le remettre en cause ? La question peut se poser en Palestine d'examiner les effets urbains du patriotisme et de ses symptômes discursifs. La lutte nationale longue pour l'indépendance palestinienne coïncide évidemment avec des principes politiques, des pratiques sociales qui peuvent devenir des positions urbaines. A partir des choix pratiques qui tiennent ici aux établissements humains, on doit percevoir les relations négatives ou productives qui s'instaurent entre ville et nationalisme, les perdants et les gagnants de la fabrication de la nation et de ses espaces.

### 1.5.3 Le temps de l'espace. Pour une herméneutique

«Je suis déconcerté par l'absence du lieu de ses véritables attributs dans une poésie qui prétend le célébrer. La Palestine est bien plus belle que la nostalgie. Je ne retrouve pas dans la poésie palestinienne, la faune, la flore les lignes de paysage en un mot la Palestine réelle. Car la Palestine a été écrite de loin, à travers le prisme exclusif du patriotisme».

---

<sup>67</sup> Ici on s'appuie sur la définition de la transmission scientifique de R. Debray opposée à celle de communication. La transmission est définie dans sa portée matérielle (comme mouvement), diachronique (dans le temps), politique (avec des destinataires collectifs et dans la sphère sociale). Voir parmi les essais de médiologie de Debray, *Transmettre*, Paris, Odile Jacob, 1997 et *les Enjeux et les moyens de la transmission*, Ed. Pleins feux 1998.

<sup>68</sup> M. Foucault, *L'Archéologie du Savoir*, op cit., p.78.

<sup>69</sup> In *ibid*, op cit., p.61.

La formule du poète Mahmud Darwish<sup>70</sup> pourrait s'appliquer au champ urbain. Quand est-il des savoirs, des représentations urbaines véhiculées à chaque période par un milieu professionnel, des universitaires, des politiques qui se donnent comme objectifs la lutte pour l'indépendance, la défense de leur territoire, de son identité et qui passent par la figure de la dépossession ? La forme actuelle des villes comme l'écriture de leur histoire dépendent toutes deux de leurs conditions antérieures.

«Le Palestinien est passionnément tendu vers le passé. Mais celui-ci ne lui renvoie que des images immobiles qui fixent son aliénation. L'avenir est flou, il se forme en question de ce passé et déçu il y retourne».

Le point de vue de Darwish<sup>71</sup> désigne bien les dimensions herméneutiques de la mémoire et du patriotisme. Et les pistes sont immenses. Elles touchent non plus à la formation mais à la discipline de la mémoire. Il faut entendre la mémoire ici dans sa dimension herméneutique par exemple travaillée par Ricoeur dans *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*<sup>72</sup>. La mémoire ici englobe cette conscience intime du temps lié au souvenir, à la projection et à la perception et qui s'étend à la sphère sociale. Cette mémoire investit non plus des lieux, mais des espaces temps, des places, des postures.

«La terre est étroite quand on l'habite, elle devient immense quand on la quitte» écrit encore Darwish<sup>73</sup>.

Spécialement dans le cas palestinien, l'expérience urbaine individuelle ou collective doit être décrite comme une expérience phénoménologique de la mémoire et du temps. L'espace de l'habitant, comme celui de l'historien se pense d'abord dans un rapport existentiel. Dans tout le temps contemporain, l'habitant palestinien se trouve écartelé entre un passé révolu, un présent non consolidé et un avenir non assuré. On doit voir la portée urbaine d'un espace temps historique marqué par le passé et qui concerne aussi bien l'habitant, l'historien des villes, le géographe que le décideur.

Il doit au terme de notre travail être question de temps, de la possibilité d'une historiographie urbaine. A quel moment et selon quel processus une société va cesser

<sup>70</sup> M. Darwish, *La Palestine comme métaphore*, Arles, Actes Sud-Sindbad, Arles 1997, *op cit.*, p.103.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p.99.

<sup>72</sup> *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000. On se réfère notamment au chapitre sur la mémoire et la réminiscence où Ricoeur rappelle la tradition phénoménologique de Husserl, Bergson ou Bachelard.

de se définir en rapport à son passé ? La question a été maintes fois posée par les historiens, les philosophes. Elle concerne la problématique de la conscience historique, de l'historicité notamment dans les sociétés colonisées qui dépasse le cadre de ce travail. Mais les possibilités de lire, d'écrire l'histoire urbaine palestinienne sont entièrement liées à cet axe entre conscience et science. Deux formes d'analyses historiques sur l'espace encombrant le domaine de compréhension des faits territoriaux en Palestine et sont forcément en vis-à-vis. D'un côté, la dévotion à la nation palestinienne et ses mythes est largement partagée par les scientifiques palestiniens locaux ou exilés cherchant activement dans le passé, dans les témoignages, les sources et les preuves d'une continuité longue de l'histoire, les formes multiples de représentations de l'identité palestinienne pour sa transmission. En face, en Israël, un corpus de savoirs historiques et sociaux dans des domaines entiers des sciences humaines, a été constitué par des scientifiques et intellectuels faisant vœu de fidélité à la nation, et quelquefois d'infidélité, si on veut bien prendre en compte la naissance du courant de «la nouvelle histoire» relisant les événements de 1948<sup>74</sup>.

Dans les deux cas, israélien et palestinien, c'est de la constitution d'une histoire nationale dont il s'agit, mais les opérations historiographiques apparaissent comme largement différentes. En Palestine depuis une dizaine d'années, des historiens s'attachent souvent à expliciter la genèse, les conditions internes de formation de l'identité palestinienne, démarquée de l'occurrence des faits de guerre. En Israël, on montre aux mêmes endroits dans les mêmes périodes, les fractures du nationalisme palestinien mais on remet également en question l'histoire officielle nationale, celle du sionisme et de l'Etat d'Israël<sup>75</sup>.

<sup>73</sup> Parole de Mahmud Darwish, Conférence à Aix en provence, mai 2001. *La terre nous est étroite* est le titre d'un recueil de poèmes, 1966-1999, Gallimard, Paris, 2000.

<sup>74</sup> Parmi les historiens les plus connus, Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee Problem, 1947-49*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, Zeev Sternhell, *The Foundations Myths of Israel*, London, Megees, 1998 ; Ilan Pappé, *The making of Arab-Israeli Conflict, 1947-51*, London, New York, St Martin's Press, 1992 ; Tom Segev, *Le septième million : les Israéliens et le génocide*, Paris, L. Levi, 2002. et du même Segev, *The God of the Jews*, Berkeley, University of California Press, 1998.

<sup>75</sup> Ce courant est aussi appelé post-sionisme.



En Palestine on doit voir si le travail des historiens de l'espace et de la ville a débuté et comment. Le thème tenant aux savoirs et à l'histoire urbaine impose une contextualisation. Au sein de l'observation des disciplines liées à la ville et des conditions d'apparition d'une historiographie on devra tenir compte d'une chose. La constitution de domaines d'idées, la capacité de réfutation d'une histoire officielle y compris dans le champ urbain, dépend largement du niveau de stabilité nationale. La question est donc posée à une échelle large de savoir comment produire et reproduire dans des conditions d'angoisse et d'entropie.

Comment constituer des domaines pluriels de savoirs qui soient autres que la narration des mythes de la nation, de sa dépossession puisque celles-ci sont au coeur de l'histoire, comment créer finalement les conditions d'une écriture scientifique ? On doit ici entendre en deux temps l'un des principaux intellectuels palestiniens, Edward Said. Son premier propos touche à la ville. En évoquant la destruction du quartier arabe de Jérusalem en 1967 et sa rénovation au profit d'habitations israéliennes, Said regrettait que celle-ci n'ait pas été narrée par les historiens palestiniens, alors qu'elle a donné lieu en Israël à des publications sur le projet urbain, architectural, sur sa réappropriation par les familles juives.

«Il y a une incapacité à narrer les événements qui contrebalancent les versions dominantes d'Israël. Il y a une négligence politique et un oubli historique si bien que la dépossession de Jérusalem est virtuelle»<sup>76</sup>.

Plus tard dans son autobiographie *Out of Place*<sup>77</sup>, Edward Said pointe indirectement le rôle des historiens et des intellectuels. Le commentaire ne concerne plus le domaine urbain mais la production des énoncés :

«Il existe une incompatibilité inhérente entre les convictions intellectuelles et la loyauté passionnée à une tribu. Ma priorité a toujours été celle de la conscience intellectuelle plutôt que la conscience nationale ou tribale, malgré la solitude qu'un tel choix risque d'imposer».

---

<sup>76</sup> Ed. Said, «De l'état actuel de Jérusalem et de l'avenir du processus de paix », *Dédales* n°3&4, printemps 1996, Paris, Maisonneuve & Larose, pp.377-393, *op cit.*, p.380. La version anglaise de cette conférence donnée à Londres au Royal Institut for international Affairs a été publiée sous le titre de «Projecting Jérusalem » in *Journal of Palestinian studies*, XXV, n°3, automne 95. Said écrivant sur les silences de l'histoire palestinienne y a largement évoqué le livre de l'historien écossais K.W. Withelam, *The Invention of Ancient Israel : The Silencing of Palestinian History*, London, Routledge, 1996.

<sup>77</sup> Ed. Said, *Out of place*, Granta Book, London, 1999. Nous reprenons ici le texte de la traduction française telle qu'elle est parue dans *A contre-voie : mémoires*, Paris, Librairie générale française, 2003.

## **2 APERCEVOIR LA VILLE. HYPOTHESES ET METHODES, REPERAGE DES LIEUX**

L'espace est l'objet de systèmes de pensées vastes. Dans le champ des études urbaines, le voyage en Palestine peut s'effectuer dans des dispositions très différentes, à partir d'une géographie dématérialisée du pouvoir et du colonialisme ou en partant de la communauté locale, dans sa relation à l'espace et dans sa dimension quasi psychologique et identitaire. A la recherche de la ville nous voulons apporter une attention à la pluralité des relations entre un espace et des hommes en s'intéressant d'un côté aux acteurs, aux systèmes temporels du pouvoir international, colonial, de l'autre à l'espace saisi dans sa matérialité.

### **2.1 DES HYPOTHESES POUR LIRE L'URBANISME ET LES VILLES**

On est à la quête d'un objet urbain à constituer comme objet d'études historiques. Quelle est la vitalité du thème urbain à différentes périodes d'entreprise coloniale et à quelle type de «gouvernementalité» urbaine a-t-on à faire ? Dans quelle mesure des ambitions politiques, des discours et des visions sont rendus tangibles, dans le bâti, dans l'espace ? Cette première hypothèse nous en suggère deux autres. Quelles sont les survivances, les incréments des projets urbains dans le temps, les actualisations des formes passées pour ne pas dire la mémoire sociale de l'espace ? Mais aussi, comment des régimes historiques se succèdent-ils au sein d'un même espace et dans quelle mesure une société urbaine peut-elle se glisser dans un bâti qui n'est pas le sien ?

Il s'agit en fait de mesurer la capacité d'adaptation d'un objet urbain préexistant, structuré par des usages, des formes. Le problème est mis à jour à deux reprises : la première quand les Anglais prennent possession du territoire palestinien, le couvrant de dispositifs rationnels ; la seconde dans le conflit entre juifs et arabes lorsque le nouvel Etat israélien s'installe par deux fois au sein d'un environnement, d'un bâti étranger ou autochtone mais vivant, avec notamment le projet de colonisation citadine des territoires palestiniens. Enfin, face à une inscription temporelle de la présence étrangère, quels types de causalités existent entre une société locale et la ville entendue comme objet de discours, de pratiques professionnelles ?

Toutes ces questions imposent une démarche qui refuse la parcellisation disciplinaire. Dans les commentaires qui précèdent on a parlé de variations d'échelles et de découpage temporel. L'objet urbain, nous semble-t-il est à construire et appréhender dans une dynamique qui n'oblige pas à une délimitation d'une échelle d'analyse, celle-ci évoluant aux fils des questions posées tant par le colonisateur, le pouvoir national, le poids des représentations. C'est l'emboîtement des échelles qui montrent que la ville évolue ou non, de quelle façon elle accueille, résiste aux pouvoirs extérieurs, à l'internationalisation, ou la colonisation et qui finalement permet de constituer cet objet d'étude en mouvement. C'est en tant qu'historienne que l'on a voulu comprendre les scissions temporelles de la formation des villes. C'est en tant que sociologue que l'on étudie les modalités des discours nationaux et les représentations culturelles, en tant qu'urbaniste que l'on souligne la matérialité des formes.

L'ensemble des questions a imposé des limites chronologiques. La première borne temporelle se situe en 1920 avec la naissance, dans le mandat anglais, d'une administration civile. La ville retient l'attention de milieux divers, des architectes, ingénieurs éclairés avec de nouveaux objectifs assignés à la notion même de ville. L'étude se clôt sur la période fragile d'autonomie palestinienne en 2002. Là encore la ville est remaniée par un pouvoir local et national à peine naissant, mais qui exprime l'idée de l'essor puis de l'interruption quand la période de paix est interrompue. Il n'est alors plus question de vitalité du thème urbain. Entre les deux marques, la ville aura connu cette période critique, déterminée par deux guerres de 1948 et 1967, avec la partition territoriale entre Israéliens et Palestiniens et surtout, un pouvoir militaire, réduisant le rôle de la ville à ses fonctions d'infrastructures idéologiques.

L'étude s'organise en fonction de ces trois temporalités, faisant ressortir dans la période anglaise les aspirations urbaines du mandataire anglais, la difficile cohabitation des sociétés urbaines, mais aussi la destinée d'un urbanisme voulu comme très lié aux milieux internationaux. Dans un second temps l'espace se rétrécit en Palestine arabe partagée et occupée, dominée par un gouvernement extra territorial israélien. L'aménagement s'écarte de la logique urbaine au profit de sa militarisation. La résistance des hommes se resserre, la ville s'immobilise. Dans un troisième temps, l'espace est rendu à sa destinée mondiale et nationale, l'espace est producteur.

L'indépendance brève après l'*Intifada* des années 90 accélère le mouvement des hommes et de la communication, sans déplacer les contraintes, mais donnant peut-être à lire enfin la ville comme un « objet-forme », complexe et effervescent, qui marque le retour au monde de la communauté locale.

## 2.2 DES SOURCES POUR L'ANALYSE

Dans la Palestine contemporaine, le fait urbain n'est pas une évidence. Après tout les villes sont peu constituées et le fait politique, géopolitique, le conflit de légitimité entre juifs et arabes, étrangers et autochtones est écrasant. La ville résiste à l'histoire. Le travail laborieux pour construire cet objet urbain est d'abord le constat des manques scientifiques. Car comment expliquer au sein d'une armature scientifique palestinienne et internationale la rareté de travaux matérialisant la ville comme ensemble construit, ceux qui la figurerait, la représenterait au fil des conflits, ou mieux, ceux qui la localiserait dans une approche disciplinaire ?

Qu'il s'agisse de la période anglaise ou des périodes contemporaines, et à la différence de la période ottomane ou du XIX<sup>ème</sup> siècle, le champ urbain en Palestine arabe est resté presque intact<sup>78</sup>. L'objet urbain est à construire. Rares ou inexistantes sont les travaux qui traitent la ville comme un établissement humain et sans le faire dépendre de l'activité politique, ou religieuse. D'un côté, la description des faits urbains, écartelée entre plusieurs disciplines au sein desquelles la géographie et la politique, s'est rabattue sur le réflexe géopolitique. Le conflit israélo-palestinien domine les mentalités collectives et, on l'a dit, les entreprises de description géopolitique, d'histoire politique sont immenses. Ainsi dans la toute récente période d'autonomie politique, des travaux se sont intéressés à la problématique de construction d'un Etat palestinien et de ses institutions, de ses mécanismes internes vu sous le prisme des rapports de force entre factions, entre organisations politiques. Les thèmes de l'urbanisme et de

---

<sup>78</sup> Avec les travaux notamment des géographes Ben Arieh dont *Jérusalem au XIX<sup>ème</sup> siècle* ou Ma'oz (déjà cité) dans *Studies on Palestine during the ottoman period*.

l'aménagement ne sont pas abordés et lorsqu'ils le sont, c'est pour légitimer une argumentation politique<sup>79</sup>.

De l'autre côté, le délaissement historiographique et urbain est peut-être allé de pair avec une pétrification du domaine architectural, vu à partir de la Terre Sainte, de ses vestiges archéologiques et sacrés. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les premiers missionnaires et érudits liés aux cercles scientifiques et militaires se sont admirablement acquittés des tâches topographiques, de l'architecture des lieux saints aux premiers travaux minutieux d'ethnographie rurale. Les écrivains voyageurs à l'image de Volnay, Flaubert, Lamartine, fascinés par la Terre Sainte peuplaient le désert mais ce sont les missions diplomatiques ou religieuses qui faisaient proliférer atlas, dictionnaires illustrés de dessins et de croquis architecturaux. Le *Palestine Fund Foundation (P.E.F)* cercle scientifique à forte dominante anglicane fut le premier sous la direction principale du Lieutenant Conder et du Capitaine Wilson à dresser des inventaires des villages et des villes sur la base de données archéologiques, géologiques, botaniques collectées lors des expéditions menées entre 1875 et 1890<sup>80</sup>. Il y eut surtout le travail «d'exploration» de l'Ecole Biblique et Dominicaine pour constituer une collection des plus riches sur les sites en Palestine. Chaque lieu archéologique ou architectural est restitué dans son paysage par le biais de la photographie<sup>81</sup>. Ce précieux travail coordonné de l'image et recherche archéologique en Arabie et en Palestine est resté l'une des rares expériences d'ethnographie visuelle que les Dominicains se sont plus à consigner et à enrichir, dans

---

<sup>79</sup> Un exemple symptomatique sera fourni dans l'ouvrage *The Reconstruction of Palestine*, A.B Zahlan. (ed.), London, P. Kegan, 1997, publié en langue arabe et anglaise par le Ministère de la Reconstruction en 1996. Sur l'ensemble des communications et analyses consacrées au projet territorial de sortie de guerre, aucune n'aborde les questions urbaines dans leur espace matériel ou social en dehors des données statistiques (peuplement, simulation de croissance).

<sup>80</sup> *The Survey of Western Palestine*, 1<sup>ère</sup> éd. en 1881 par Lieutenant Conder, éditée par le *Palestinian Exploration Fund*. Mais les travaux cartographiques pionniers sont ceux de Ritter et de Van de Velde, le premier réalisa un atlas de la Palestine de 1800 pièces, le second une cartographie au 1/315. 000 de la Palestine vers 1846.

<sup>81</sup> «Le corpus témoigne d'un véritable intérêt pour le paysage, légitimé ou non par l'environnement archéologique. Toute trace de civilisation est prise en compte avec le meilleur souci de restitution» écrit au sujet de ces archives visuelles le photographe Pierre Devin en Introduction des *Itinéraires Bibliques, Photographies de la collection de l'Ecole Biblique et Archeologique Française de Jérusalem début du XX<sup>ème</sup> siècle*, Ecole Biblique et Archeologique Française de Jérusalem, Centre régional de la photographie du nord Pas de Calais, Institut du Monde Arabe, Paris, 1995, *op cit.* p.16.

le cadre des expositions du fond d'images des pères Lagrange, Savignac et Jausen conservé à l'École Biblique.

Le *Palestine Exploration Fund* qui se voulait volontiers séparatiste et qui ne comprenait aucun membre palestinien ou de l'administration ottomane insistait dans sa revue sur les fondements coloniaux de la présence scientifique «destiné à servir non pas la société locale»<sup>82</sup> mais les savoirs européens et sur la nécessité de disposer d'outils fonciers de connaissance des activités humaines : cartes, plans, cadastre, pour mesurer l'évolution historique du territoire. Le *P.E.F* comme l'École Biblique jouaient en filigrane un rôle d'information sur l'état social de la Palestine intérieure. Cette tradition des savoirs universalistes liée à la présence concurrentielle des nations européennes s'est perpétuée jusqu'en 1946 et ce n'est pas un hasard si ce sont les instituts d'histoire savante qui ont consigné bon nombre des documents administratifs anglais. L'observation urbaine incombe aux administrations britanniques durant deux décennies mais on trouve bon nombre d'indices, statistiques et documents du mandat dans les archives laissées sur place, dans les lieux stables de l'École Biblique, du Musée Rockefeller et de l'Institut Américain Fulbright dépositaire du fonds d'archives du *P.E.F* mais aussi dans les bibliothèques personnelles d'érudits palestiniens ou de notables ayant plus ou moins servi le gouvernement britannique<sup>83</sup>.

Pour ce qui concerne la période d'occupation militaire israélienne, les archives de l'administration civile (activités des tribunaux, affaires courantes sur le foncier, la gestion des écoles) ont été partiellement mises à jour par les historiens et politologues israéliens mais restent pour nous pleines d'obscurité. Elles ne renseignent pas sur les politiques d'aménagement non publicisées, ni sur les activités locales des professionnels palestiniens ou des urbanistes israéliens. L'historiographie a de nombreux silences et de nombreux manques qui rendent nécessaire aussi bien cette sociologie des sciences de la

---

<sup>82</sup>. *Palestinian Exploration Fund, review*, vol 1936. La revue publiée jusqu'en 1940 à Jérusalem comporte régulièrement des articles sur la géographie, le foncier, l'état sanitaire de la Palestine rurale, l'état hydraulique. A plusieurs reprises et dès les années 1880, via le militaire cartographe, Conder, le comité insiste sur la nécessité de réaliser des relevés et «d'avoir des cartes».

<sup>83</sup> Comme les fonds personnels des familles notables comme Sakakini, Khalidi, Nashashibi, Ansari, Abdul el Hamid. La collection Abdul Hamid a été publiée en 1989 par Jacob et Landau sous le titre *Abdul Hamid's Palestine*, éd Carta, Jérusalem. Walid Khalidi a réuni des archives photographiques familiales et privées dans *Before their diaspora, an history of Palestinian seen by the photography*, Beyrouth, Palestinian Institute Studies, 1986.

ville et le travail plus prosaïque de configuration de l'objet urbain. La période d'administration jordanienne a peu de visibilité et peu de traces urbaines, qu'il faudra expliciter. Vu de la fenêtre palestinienne, la période d'occupation et son gouvernement militaire a également ses zones d'ombre, son histoire parallèle est à reconstituer pour ce qui concerne l'activité urbaine.

On accorde donc une importance méthodologique particulière aux acteurs directs de l'histoire urbaine. Les ingénieurs les plus anciens du gouvernorat britannique, les architectes et acteurs de la résistance palestinienne, les membres et fondateurs de syndicats, les organisateurs de milieux, les ingénieurs ayant travaillé durant l'occupation ou les membres des ministères et des négociations de paix sont ceux par qui la ville, des formes urbaines mais aussi la résistance sont advenues. La fabrique de discours liés au nationalisme, à la résistance au conflit territorial est bien avant la pratique professionnelle, l'une des caractéristique des milieux techniques palestiniens impliqués dans une réalité politique et sociale. Et les témoins historiques, des acteurs professionnels doivent être considérés comme des producteurs de discours et d'énoncés.

On retrouve ici la question déjà soulevée de l'enchevêtrement des énoncés discursifs et des pratiques professionnelles, le lien indivisible entre identité nationale et identité individuelle présents dans les enquêtes, dans les témoignages. La production scientifique ou discursive est elle-même liée aux conditions d'exercice ou de pratiques des chercheurs ou des professionnels. Ainsi, on pense rejoindre Bruno Latour montrant à quel point l'empirie et « la vie de laboratoire » entrent en ligne de compte dans la constitution d'une vérité scientifique<sup>84</sup>. Pour qui veut constituer une histoire urbaine, doit effectuer cette sociologie des discours ou des savoirs tenant à la ville tout comme il doit prendre la mesure de l'état des villes. La description des faits urbains a consisté à expérimenter et alterner différents moyens méthodologiques, pour capturer la ville et la constituer comme objet historique. L'archive écrite donne un droit de regard sur les pouvoirs coloniaux, la documentation visuelle comme la photographie actuelle ou

---

<sup>84</sup> Par exemple dans B. Latour, *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, la Découverte, 1988 et dans *La Science en action*, Paris, Ed. la Découverte, 1987.



passée nous renseigne sur l'objet forme. Le témoignage permet de rendre compte de tout un système d'acteurs locaux et internationaux, de la vie des sociétés locales et globalement des relations entre nationalisme et pouvoir étranger.

### 2.3 DES IMAGES, DES PROFILS DE VILLE VERS 1920.

Dans notre travail nous partirons de ces villes déjà constituées en centres urbains qui ne sont pas pour autant des métropoles. Nous délaissons la partie occidentale des villes côtières de Haïfa, Jaffa, Tel Aviv puisqu'elles dépendent très tôt des communautés puis de l'Etat hébreu et échappent à la logique spatiale palestinienne tout comme ne nous occuperons pas des villes « arabes » d'Israël comme Nazareth. Nous n'aborderons pas non plus la ville récente de Djénine, qui fut éloignée longtemps des centres de pouvoir, d'action, et ignorée des gouvernements ottomans et britanniques. Mais déjà, peut on parler de villes palestiniennes vers 1920 ?

Le travail laborieux pour construire un objet passe par la mise à jour d'un niveau d'urbanité et d'urbanisation au moment où l'on prend un territoire en marche au début du siècle. Il y a à restituer des figures de villes, telles qu'elles ont été décrites par les scientifiques et au moins dans leur grande configuration. Le premier recensement cartographique effectué par Conder vers 1880 pour le *Palestine Exploration Fund* relevait des lieux de peuplement sporadiques en Samarie, Judée sans système urbain avec des centres éparses. La province compte 1300 villages majoritairement arabes et musulmans. 70% des localités ne dépassent pas 500 habitants et la Jérusalem arabe ne dépasse pas 30000 habitants.

Il faut donc à la lecture des documents géographiques admettre le caractère morcelé et résiduel des villes palestiniennes jusqu'au milieu du XXème siècle et l'arrivée de colons juifs, de telle sorte que l'on peut difficilement évoquer une société urbaine au tournant du XXème siècle. Les villes semblent tenir davantage des centres semi-urbains de petite taille que des pôles économiques et urbains. L'économie régionale est

essentiellement agricole ou artisanale. Hébron comme Naplouse<sup>85</sup> ont beau être des places fortes de la distribution agricole et de l'artisanat vers Bethléem ou Ramallah et toute la Samarie, elles n'ont pas le caractère commercial des métropoles levantines ou des villes côtières, de Haïfa, Acre, Jaffa, véritables centres d'échange régionaux vers la Perse et la Mésopotamie.

#### **2.4 LA CITE IMMOBILE : LES VILLES A L'EPREUVE DE LEUR REPRESENTATION ET DE LEUR DOCUMENTATION.**

Dans l'inventaire d'un paysage palestinien rural et urbain, les documents photographiques désignent toujours le même paysage peu altéré dans le siècle avec des communautés attachées à leur sol, leurs murailles. Les fonds d'images des Pères dominicains Jaussen et Savignac de l'Ecole Biblique de Jérusalem et celle du photographe de mission Félix Bonfils<sup>86</sup> nous donnent à voir des villes confinées à l'intérieur de leur centre ancien ou leur vallée, ouvrant immédiatement sur la campagne. Les villes de la Palestine arabe seront à saisir dans leur forme actuelle sur les bases de leur silhouette historique repérée au début du siècle et sur la base de leur topographie politique. La Palestine qui ne possède pas de gouvernement central est marquée par les clivages régionaux.

Bethléem (la Maison du pain), entre Hébron et Jérusalem est l'un des deux pôles chrétiens influents en Palestine avec Ramallah. La population chrétienne qui représente la moitié de la population à la fin du siècle (soit 2500 catholiques) y est réputée commerçante et aisée. La ville s'est développée au XIX<sup>ème</sup> siècle sans rupture spatiale majeure entre le centre à forte mixité urbaine et les petits villages chrétiens voisins de Beit Sahour et Beit Jalah. La vieille ville a gardé un tracé régulier avec des *bosh* (maisons construites en mitoyenneté de même gabarits) formant cette première enceinte urbaine. Et des *liman* (habitations plus spacieuses hautes et harmonieuses) donnant sur des cours

---

<sup>85</sup> Vers 1910, 70% de la population vit de l'agriculture villageoise et les villes sont avant tout des centres de distribution attirant les commerçants bédouins et paysans de l'arrière pays.

<sup>86</sup> Les photographies de Bonfils ont été consignées dans *Souvenirs d'Orient, Album pittoresque des sites, villes et ruines les plus remarquables de l'Egypte et de la Nubie (de la Palestine, de la Syrie et de la Grèce)* avec notice, Felix Bonfils, Alais, 1878, 5 vol.

privées viennent prolonger ce premier front d'urbanisation, peu modifié au cours de l'histoire. Ramallah est également une colonie chrétienne fondée par les premières familles chrétiennes au XV<sup>ème</sup> siècle<sup>87</sup>. Les archives nous montrent les noyaux centraux de maisons à tuiles rouges et toits pentus, installés vers 1890 encore largement conservés aujourd'hui et organisés à proximité des deux couvents grecs orthodoxes ou dans la petite colonie chrétienne de Al Bireh. Les musulmans, organisés autour des *Hamulas* occupent un bâti quelquefois plus ancien, dense et contigu dans la vieille ville<sup>88</sup>.

Hébron, El Khaleel pour les Palestiniens, située dans le fond d'une des vallées de Judée à 30 km de Jérusalem détient, au moins jusqu'au milieu du siècle, une forte centralité économique et religieuse juive ou musulmane. Elle était capitale de district sous la domination mamelouke et ottomane et se situe à la croisée des routes de Gaza, Beer Sheva ouvrant sur l'Égypte. C'est la ville où repose les Patriarches et le tombeau d'Abraham et ses manufactures de verre sont réputées fertiles. L'architecture de la vieille ville construite au XV<sup>ème</sup> siècle est de très grande qualité. La population chrétienne y a fortement décru à partir de 1900<sup>89</sup>. La communauté juive est peu développée jusque dans les années 1880 : on ne compte que 5 colonies juives ou 50 familles vivant dans le centre ancien<sup>90</sup>. Naplouse, centre de la Samarie disposant de nombreuses sources se développe autour de savonneries, des fabriques de coton et de laine et peut commercer directement avec la Transjordanie. La ville s'organise au cœur d'une longue vallée et sa «ligne de maisons blanches»<sup>91</sup> suit remarquablement les

---

<sup>87</sup> Ramallah compte 3000 chrétiens en 1908 dont 200 grecs orthodoxes, d'après Naseel Shaheen, in *History of Ramallah*. Le caractère chrétien est moins affirmé qu'à Bethléem mais le patrimoine religieux a une forte empreinte en ville. Les Grecs orthodoxes ont construit des églises (4 ont été reconverties en mosquées), des couvents institutions scolaires encore en activité.

<sup>88</sup> On peut penser aussi à la lumière des travaux des historiens Landau ou du dominicain Jausen, que les communautés vivaient séparément. La mixité confessionnelle n'a jamais été marquée entre quartiers chrétiens et musulmans et juifs dans les villes de Ramallah, tout comme Bethléem et Naplouse : «alors que les musulmans tiennent le pavé du centre des villes et que les chrétiens n'ont pas toujours de sonner la cloche des églises» note Jausen dans *Coutumes de Palestine*, librairie Orientaliste Paul Geuthner, 1927, 3 vols. Par contre les échanges sont très développés entre villes chrétiennes de Ramallah et Bethléem.

<sup>89</sup> Naplouse comptait encore 600 chrétiens dans les années 1850 pour 12000 habitants et 300 en 1920 pour 25000 habitants (dont environ 200 grecs), d'après Père J-A de Jausen, in *Coutumes Palestiniennes*, Tome I, *Naplouse et son District*.

<sup>90</sup> Les travaux de U.J. Seetzen sur Hébron décrivent le quartier juif de Hébron comme un ghetto lors de son expédition dans les années 1850, même si le régime d'Ibrahim Pacha avait été relativement tolérant à l'égard des 50 familles vivant dans le centre ancien, in *Reisen durch Syrien Pälästina*, Berlin 1945.

<sup>91</sup> Père J-A de Jausen in *Coutumes palestiniennes*, Tome I, *Naplouse et son District*.

contours de la montagne de l'Ebal. Le plan de la vieille ville est ici le même que celui de Hébron avec des «habitations composées d'une seule pièce voûtée et souvent mal éclairées et humides» qui sont tout à la fois des lieux de vie, de production. Le commerce se fait souvent à l'intérieur des maisons, abritant des magasins informels qui évitent par ailleurs tout paiement de l'impôt ottoman.

Jusqu'en 1920 les documents photographiques et cadastraux laissés par les missions ne permettent pas de déceler d'évolution morphologique ou architecturale des villes sauf l'apparition d'un premier quartier périphérique construit à l'ouest sur les collines de l'Ebal à Naplouse «appelé à un grand développement»<sup>92</sup>. Les maisons à étages en pierre de taille apparaissent dans les espaces laissés vides des centres villes. En dehors des quelques spécificités formelles comme les premières colonies chrétiennes empruntant au modèle turc ou occidental, la forme des villes et leur caractère agraire n'ont pas été altérés dans la première partie du siècle. Seule la ville de Gaza, laisse entrevoir un caractère citadin qui n'a pu être affirmé en raison des destructions et des nombreux sièges. Gaza, métropole potentielle objet de convoitises pour Napoléon et Ibrahim Pacha, bien située sur la route des caravanes de la Syrie vers Egypte, possède quelques beaux restes de la période ottomane, partiellement ruinés, comme l'ancien Sérail ou palais du Pacha et des habitations notabiliaires témoignant de l'existence d'une classe bourgeoise, mais insuffisantes pour constituer un ensemble urbain cohérent. Au début du siècle un tissu urbain s'est formé en ville ou dans les pôles secondaires (comme Khan Yunis) par absorption d'un modèle d'habitat rural au sein d'une structure urbaine plutôt relâchée et horizontale, avec des maisons familiales basses, en brique de terre, construites sur des parcelles individuelles.

Reste le cas de Jérusalem, au centre de la Palestine<sup>93</sup>. On ne parle ici que de l'évolution de la structure urbaine. La présence étrangère, cosmopolite et para-religieuse

---

<sup>92</sup> *Ibid.*, p.2.

<sup>93</sup> «Les français ont ouvert l'Hôpital français Saint Louis en 1851 en haut du Mont Scopus, pas très loin de l'école biblique porte de Damas. Les Anglais creusent sur le Mont Sion pour y bâtir des écoles, les Prussiens sont de l'autre côté, sur les ruines de l'abbaye saint Jean, les protestants multiplient nombre de leurs établissements et les catholiques sont loin de rester inactifs. Que sera tout cela quand le chemin de fer que l'on projette d'établir entre Jaffa et Jérusalem aura achevé de bouleverser les alentours de Jérusalem ?» notait

avait à la fin du siècle sorti la ville de l'obscurité. Mobilités accrues et migrations, croissance de la nouvelle ville et modification de son image, influence des européens sur l'amélioration des services, telles sont les modifications substantielles de Jérusalem qui tranchent avec le reste de la Palestine et des autres villes intérieures arabes. La ville donne l'impression que sa structure urbaine, autour de quelques artères nouvelles peut accueillir toutes les morphologies et toutes les civilisations. Le percement de la route de Bethléem vers 1870 a amené les premiers lotissements de la German Colony avec le style des maisons à toits en pente et à tuile rouge. La rue de Jaffa offre dans les dernières années du Sultan Abdul Hamid une architecture remarquable cosmopolite croisant le style mamelouk, éthiopien, byzantin ou néo-classique. Les représentations consulaires, religieuses se sont installées au sein d'un vaste îlot triangulaire ouvert au croisement stratégique de la vieille et nouvelle ville. Et on perçoit toutes les sortes d'expressions architecturales issues de la présence religieuse, du courant romantique allemand à l'Hôpital Augusta Victoria sur le Mont Scopus, de l'Eglise néo-romane de la Dormition sur le Mont Sion aux influences byzantines de la cathédrale russe de Sainte Marie Madeleine, sur le mont des Oliviers. Le lotissement russe (*Russian Compound*) à l'arrière de la rue de Jaffa rappelle les cités ouvrières du début du siècle.

Contentons nous de remarquer que vers 1915, la ville arabe à l'est s'est peu modifiée, que la vieille ville à l'intérieur de ses murs ne s'est pas transformée en dehors de l'adjonction de couvents religieux (qui occupe 40% de la surface intra-muros). A l'extérieur des remparts, dans les années 80 des immeubles de belle facture mamelouke ont été construits par des propriétaires arabes à l'entrée de la ville arabe (comme le palais de Rabach Afendi Al Hussein racheté par l'American Colony) et à Mamillah, plus central ou sur des parcelles privées redivisées ou dans des secteurs jusqu'ici agricoles, le long des voies de desserte de Bethléem et Hébron (Talbiya, Baka, Lifta, Silwan ou Wadi Joz) mais dans des proportions très inférieures au développement des parties juives.

La carte urbaine semble avoir peu évoluée dans cette partie de la Palestine où la régularité semble l'emporter sur le changement. De Naplouse à Hébron nous partons de villes peu développées et peu peuplées. Si l'évolution historique des métropoles orientales, jusqu'à la chute de l'empire ottoman, a subi par endroits de profondes dislocations liées à l'expansion urbaine, aux vagues successives de migrations rurales dans les ports, à la prolétarisation avancée de certains quartiers (à commencer par la vieille ville du Caire) comme l'ont bien montré les travaux de Robert Ilbert ou Jean Charles Depaule pour le Caire, Stéphane Yerasimos pour Istanbul<sup>94</sup>, nous trouvons dans la Palestine orientale de 1922, des villes secondaires en devenir.

Sept décennies plus tard, en 1998, la Palestine incluant Jérusalem-Est, compte 3.600.000 habitants. Mais elle se présente à nous dans des formes hypoplasiées. Une image de la ruralité diffuse subsiste autour de ses 645 localités et villages éparses. Mais un peu partout sur le territoire, des villes camps de réfugiés annoncent des densités des plus élevées au monde<sup>95</sup>. 137.000 Israéliens vivent dans les territoires palestiniens (non inclus Jérusalem-Est). Et 4,7 millions de Palestiniens se trouvent exilés de part le monde.

---

<sup>94</sup> On renvoie à leurs contributions respectives, notamment dans *les Mégapoles méditerranéennes*, Cl. Nicolet (dir.), St.Yerasimos, «Istanbul, la naissance de la ville ottomane», pp. 398-417 ; R. Ilbert, «Le Caire mégapole : les intermittences de la croissance», pp. 434-450 ; J-Ch Depaule avec R. Ilbert, «Un instrument d'analyse», pp. 978-982, Paris, Maisonneuve& Larose, maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Ecole française de Rome, 2000.

<sup>95</sup> La densité du camp de Sh'ateh à Gaza atteint 11300 habitants/km<sup>2</sup>. La densité moyenne est de 6000 habitants/km<sup>2</sup> à Gaza et 576 en Cisjordanie. D'après le Palestinian Central Statistics Bureau of Palestine, 2003.



Figure 1 : Jérusalem vu du Mont des Oliviers, vers 1880.  
Source : fonds Ecole biblique de Jérusalem

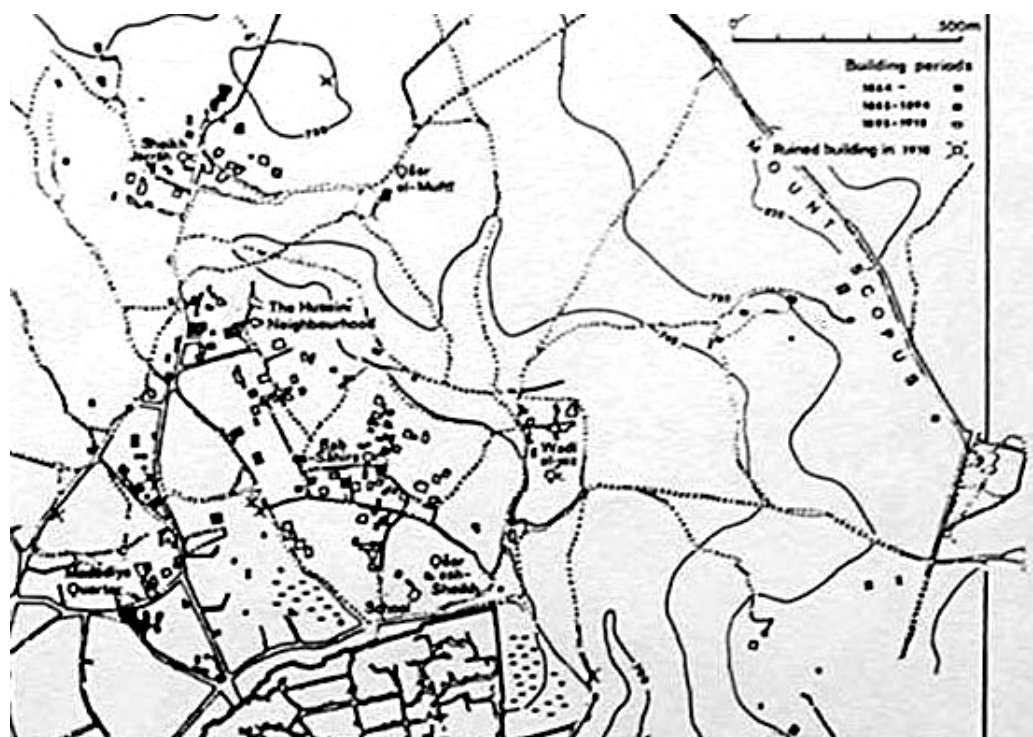


Figure 2 : les quartiers arabes de Jérusalem vers 1920  
Source : K. Ruth, Jerusalem and it's environs, 1800-1948

# **PREMIERE PARTIE**

## **L'INTERNATIONALE URBAINE OU LA RENCONTRE MANQUEE EN PALESTINE (1920-1948)**

### **INTRODUCTION : UN NOUVEL ESPACE ET UN NOUVEL URBANISME COLONIAUX**

Le mandat anglais en Palestine arrive au terme d'une période transitoire d'administration militaire de 1918 à 1920 et succède à quatre siècles d'occupation ottomane. L'arrivée des Anglais qui rivalisaient avec les Français pour la prise et le contrôle de la Terre Sainte comme du Levant amène un autre type de présence : basée sur des réformes stimulées par la présence chrétienne et le développement conjoint du capitalisme libéral. L'idée, ici, n'est pas de suivre le cours des événements politiques, diplomatiques et la fracture croissante entre juifs et arabes, mais seulement le projet urbain des Britanniques à l'intérieur de leur vision politique et culturelle qui sera déterminante pour la géo-histoire contemporaine de la Palestine. La perspective est de voir, non pas les tactiques et les stratégies coloniales, ni même les bouleversements engendrés dans un nouvel espace colonial mais les modalités urbaines du projet ou de la pensée anglaise.

Il faudrait repartir des travaux déjà cités de King, Rabinow, Wright ou Cohen-Eleb sur l'urbanisme colonial français et anglais en Afrique du Nord ou en Asie, quoique ceux-ci concernent des situations plus pluralistes que celle de la Palestine. Les modes de savoir-pouvoir européens transplantés dans des figures et des normes, les nouvelles cultures techniques amenées par le protectorat de Lyautey, les législations les plus modernes des colonies, vus tantôt par Cohen et Eleb au Maroc dans *Casablanca : mythes et figures d'une aventure urbaine*, Wright en Algérie et en Indochine dans *The Politics of Design in French Colonial Urbanism* ont mis en lumière les cultures, les langages et les productions architecturales partant des intérêts étrangers et que Wright a appelé



« opportunités coloniales ». Rabinow dans *French Modern* développe une idée du culturalisme exporté au Maroc et dans les colonies : la ville planifiée dans les colonies « apparaît comme la synthèse de la société moderne »<sup>1</sup> retranscrites dans des formes d'organisation spatiale et des savoirs appliqués. Dans le même esprit, Wright évoque une certaine standardisation de la construction et une rationalisation des services, une vision normative de la ville à Hanoi, Tananarive ou Casablanca et qui seraient les reflets autoritaires de la culture moderniste et de l'esthétique française des années trente, mises en pratique au sud en dépit ou à cause d'une certaine apathie au Nord.

A chaque fois, c'est le niveau urbain qui permet de faire la démonstration du projet colonial. Mais l'Inde de King, le Maroc vu par Rabinow ou Cohen et Eleb, ou encore une certaine « folie des grandeurs » en Indonésie décrite par Wright peuvent-elles être mises en perspective avec la situation coloniale de la Palestine ? On pense retrouver facilement dans la Palestine du début du siècle, une certaine lisibilité des politiques publiques et des offices diplomatiques, la présence de l'ingénierie et de savoirs universels, non dénoués d'un certain orientalisme tout comme celle du capitalisme international et enfin, la séparation coloniale ou communautaire dans une région bi-ethnique. A ceci près : il n'existe pas vraiment dans la Palestine orientale des années 1920 de métropole de grande taille et constituée, car les villes sont encore naissantes. Et les Britanniques n'amènent pas de colons. C'est un sous-système allogène qui vient se greffer sur la société locale avec la mise en place du foyer juif encouragé par les Anglais. La théorie « séparatiste » de la ville indigène contre la colonie ne pourrait être évoquée, sinon dans une triple relation entre juifs, arabes et anglais.

On en revient donc à cette conception du fait colonial ou international, où la présence étrangère n'a pas le visage exclusive du pouvoir politique et institutionnel, échappe au « ghetto du colonisé et de son colonisateur » pour reprendre les termes de Ferro<sup>2</sup> et peut-être bien à la réification d'un groupe contre un autre. Dans la province étroite mais fortement internationalisée de la Palestine, il faudra chercher à voir autant les espaces que les principes et les acteurs de l'universalisme, et en premier lieu les

---

<sup>1</sup> Par exemple au Maroc avec les campagnes urbaines menées dans le protectorat marocain de Lyautey épaulé par une armée d'urbanistes et de scientifiques.

milieux de l'urbanisme. Existent-ils en Palestine, ces dispositifs de savoirs et autres pratiques professionnelles et techniques à l'œuvre dans les colonies, renvoyant à une transplantation ou une expérimentation d'idées, des débats et surtout de réformes ? Il faut d'abord aller chercher une pensée de la métropole si elle existe, organisée ou non autour d'une structure de progrès, telle qu'elle se diffuse dans des normes, des outils, dans des milieux, et sur un territoire très disparate d'Est en Ouest. En mettant l'accent sur l'organisation administrative et technique de la planification et sur les services d'urbanisme, on pense pouvoir apercevoir la pensée dont se réclame le gouvernement mandataire anglais, les valeurs sinon l'imaginaire qui la sous tendent, les caractères d'un projet moderniste, la volonté ou non de mise aux normes et en ordre de la société locale.

C'est surtout à l'articulation de représentations et des pratiques que l'on voudra situer un *milieu* de l'urbanisme, constitué de professionnels et de technocrates, ayant des liens à la métropole, pour percevoir le point de rencontre entre une perception étrangère, universaliste ou progressiste et la société locale : la Palestine arabe et orientale. Sans poser à priori une séparation entre société rurale et société urbaine palestinienne, c'est à dire entre un système plutôt tribal et traditionnel d'un côté et plus dynamique ou cosmopolite de l'autre, la vision des villes et des campagnes des administrateurs anglais ne s'annonce t-elle pas comme nuancée ? Il faut voir où s'effectuent les efforts du protectorat anglais pour démontrer la valeur progressiste de leur politique et de leur urbanisme qui s'appliquent simultanément en métropole et Palestine. On pense pouvoir retrouver ici l'esprit de l'urbanisme colonial s'effectuant surtout sur les villes à fort enjeu stratégique : les villes côtières et les comptoirs, celles déjà constituées en métropoles en délaissant les arrières pays.

Ainsi et si un nouvel urbanisme voit le jour en Palestine, il faut voir avec quelle société, pour quels destinataires, avec quelles alliances des entrepreneurs, des technocrates pour créer des villes nouvelles. Le fait colonial en ville est constitué de relations mouvantes entre pouvoirs, groupes d'influences locaux ou internationaux avec

<sup>2</sup> In *Le livre noir du colonialisme, op cit.*, p.15.

des acteurs hétérogènes. Au sein d'une histoire large du colonialisme, Marc Ferro invitait à adjoindre aux maîtres d'œuvre des politiques coloniales, d'autres acteurs de l'histoire comme les lobbies constitués en métropole ou en outre mer. Et d'ajouter que l'histoire des régimes coloniaux ou totalitaires étaient celle de la participation active ou passive des citoyens<sup>3</sup>.

Transfert, rejet, diffusion ou résistance : il faut évidemment se poser la question de la réception d'une planification étrangère par le milieu local. Dès le début du sionisme dans les années 1860, les visions d'est en ouest, entre autochtones et étrangers semblaient contrastées. Les pionniers avaient leur propre gouvernamentalité à l'intérieur des règles ottomanes, ignoraient la présence autochtone arabe. Au sein de cette dernière, les paysans appauvris, déstabilisés par les réformes foncières qui favorisaient les étrangers et propriétaires s'étaient opposés puis révoltés devant des pratiques gouvernementales successives, ottomanes et militaires, qu'ils considéraient négatives et abusives.

Dans la foulée de l'installation du Foyer Juif, au sein de la co-présence de sociétés ethniques, le Mandataire anglais rencontre des subjectivités locales et sociales très différentes. Quand la démographie territoriale va s'inverser en raison des vagues de migrations juives, ce sont les résistances de la société palestinienne qu'il faudra interpréter. Au sein de cette séquence, peut-on mesurer l'objet urbain autochtone perturbé de l'extérieur, comme un objet de discours patriotique ou nationaliste ? La ville est-elle vécue comme un objet d'identification et même comme objet de savoir national ?

---

<sup>3</sup> Cf. *L'histoire des colonisations*.

## CHAPITRE 1

### LE MANDAT ANGLAIS EN PALESTINE : LA DERNIERE PRESENCE DES LUMIERES AU LEVANT

«Nous verrons de nos yeux la vérité du propos selon lequel là où un Anglais passe, les transformations suivent et la vie est améliorée matériellement et spirituellement» commente le Haut Commissaire Samuel arrivé en Palestine en décembre 1918<sup>4</sup>.

Quand les Anglais entrent victorieux à Jérusalem par la porte de Jaffa en septembre 1917, après avoir vaincu l'armée ottomane à Beer Sheva, à Hébron après avoir pris Nazareth, Naplouse et Gaza, fait reculer l'armée ottomane dans le Sinaï, c'est toute l'expérience classique de la gestion des villes et avec elle quatre siècles de lois ottomanes qu'ils veulent modifier. Les Anglais ont pu éprouver au cours de la période précédente d'administration provisoire et militaire de la Palestine, entre 1917 et 1920 les déchirures qui secouent la société palestinienne. Ils ont trouvé une société rurale, qualifiée même de médiévale<sup>5</sup> aux mains des clans néo-féodaux et de quelques *sheikh*-s plus intéressés par le captage fiscal que par le développement des communautés de l'hinterland. La société urbaine de Jaffa, Jérusalem, défavorable à la présence juive est traversée par les conflits communautaires et des rivalités familiales palestiniennes pour la main mise sur les administrations. Enfin une très faible infrastructure économique et sociale existe à l'échelle de la province.

---

<sup>4</sup> Herbert Samuel en introduction de *The Hand-Book of Palestine*, London, H.C Luke (ed.) Ed. Macmillon, 1922, op.cit., p 23. Harry Ch.Luke était l'assistant de Herbert Samuel.

<sup>5</sup> Selon les termes des rédacteurs de la Commission anglo-américaine, *Survey of Palestine, Commission anglo-american for the Inquiry*, London, Royal Services, 1945, op.cit., p.678.



Figure 3 : Hébron vers 1920

Source : Fonds privé Jaussen-Savignac, Ecole biblique de Jérusalem

Le dominicain Jaussen<sup>6</sup> a éclairé magnifiquement le panorama social rural palestinien de 1920 avec une description attentive des lieux, entre relevés, enquêtes, entretiens et photographies, commentaires. Au sein d'une ethnographie du territoire entreprise en 1922, particulièrement à Naplouse, on voit la société urbaine se structurer autour ses familles et de ses clans. La Palestine reste une province avant tout constituée de paysans installés autour de leurs *hamûlah* dans les montagnes de Naplouse et de Hébron, de Djénine au Nord, organisées autour de puissances familiales, de notables protecteurs qui, de longue tradition, contrôlent tout à la fois, villes, biens, personnes et circulations. La Palestine est réputée insulaire, réfractaire au pouvoir ottoman tout en le servant. Une administration lointaine et désordonnée a été décrite comme prenant appui sur des familles, détentrices d'un pouvoir héréditaire (*l'Utiẓam*) leur permettant de lever les taxes au nom du pacha mais aussi de protéger leur population.

Ainsi le maintien de l'ordre social et politique est-il garanti par les clans et des chefs de village (*mukhtar-s*) et le pouvoir traditionnel et autoritaire des famille en ville. Le poids de ces dernières, de leurs alliances ou de leur désalliance entre elles, avec les

---

<sup>6</sup> Père J-A de Jaussen, *Coutumes Palestiniennes*.

sheikhs et le pouvoir religieux (représenté par le mufti) ne sera jamais démenti dans les analyses sociologiques de la période. Les clans qui gouvernent la ville souvent ennemis ; ne seront jamais affaiblis durant la période ottomane, ni même durant celle des anglais. Dans le cas de Jérusalem, il existe une distribution négociée entre les oligarchies des rôles politiques : les Husseini aux *waqfs* et à la mosquée Al-Aqsa, dont le mufti est traditionnellement désigné au sein de la famille, les Khalidi comme présidents des cours musulmanes de justice ou comme maire (fonction partagée avec les Husseini)<sup>7</sup>. A Naplouse, la grande famille Tuqan connue pour son opposition à Ibrahim Pacha dans la brève période d'invasion égyptienne (1831-1841) est aux commandes du gouvernorat depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle.

Jusqu'à la chute de l'empire ottoman, la société palestinienne demeure donc fondée uniquement sur des prérogatives et sur des formes anciennes de droit et de souveraineté. Le pouvoir souverain ottoman avait une fonction appropriatrice des biens et des richesses et le projet territorial ou politique était limité. L'administration ottomane supervisée par le pacha était réputée comme fonctionnant mal et devait affronter les révoltes récurrentes des *fellah*-s de Judée et de Samarie, des druzes, celles des notables nationalistes des villes, opposés à la politique autoritaire et centralisée de l'empire ottoman<sup>8</sup>. Dans ces conditions, comment préserver une tutelle bienveillante dans l'esprit du colonialisme anglais qui prône l'administration à distance ? Comment pacifier les rapports sociaux entre communautés, entre la croissance des migrations juives immigrants et la paupérisation de la société arabe en donnant une latitude à la société locale pour ce qui concerne son organisation territoriale et ses orientations de développement ? L'histoire politique n'étant pas notre propos, il faudrait plutôt aller chercher les lieux et les formes d'influence de ce nouveau régime colonial au sein de l'administration générale du territoire et des villes palestiniennes.

---

<sup>7</sup> On s'appuie sur B. Abu Manneh, "the Hussaynis «The Rise of a Notable Family in 18th Century in Palestine", in D. Kushner (ed), *Palestine in Late Ottoman period*, Jerusalem-Leiden, 1986, pp.98-108.

<sup>8</sup> Le sandjak de Naplouse sera rattaché successivement à la *vilayet* (préfecture) de Damas puis de Beyrouth. Il était d'après les historiens particulièrement surveillé en raison de son profil politique et confessionnel : absence de chrétiens, forte tradition d'émeutes. Sur le tableau social, on se réfère aux travaux de M. Maoz, *Studies on Palestine during the Ottoman Period* et ceux de D. Kushner dans *Palestine in the late ottoman Period, Political Social and Economical Transformation*, Kushner D, (ed.), Jerusalem-Leiden, 1986.

## 1.1 L'IDEAL CONTROVERSE DU PROGRES

Hannah Arendt, qui fut, l'une des premières à distinguer colonialisme et impérialisme, colonie de peuplement et territoires annexés décrit dans *l'Impérialisme*, les caractéristiques de la politique anglaise du Commonwealth et ce qui la différencie des Empires. Les Britanniques souhaitaient asseoir une économie de marché dans les comptoirs, comme en Inde, tout en imposant une loi de progrès sur les sociétés locales. A travers le mandat, écrit Arendt, les Britanniques voulaient figurer la «bonne conscience de la nation conquérante» avec des institutions métropolitaines différentes de l'administration locale, mais garantissant l'autodétermination des peuples. Pour Arendt c'est la raison pour laquelle les Anglais n'ont jamais pu créer une structure politique d'empire comme celle des Français. Ces derniers ont entretenu réellement leur désir d'assimilation des colonies avec l'incorporation juridique du Maghreb, d'outre mer dans l'administration et le gouvernement français<sup>9</sup>.

Ferro dans *Le livre Noir du Colonialisme* fait, lui remarquer, non sans rappeler Arendt, que les Anglais cherchaient à civiliser le monde, en «associant les bienfaits de l'impérialisme au triomphe de la civilisation»<sup>10</sup>. L'expansion de type «impérialiste» et mercantiliste, note Ferro est plus séculaire que l'idéal colonial français, portugais, espagnol, hollandais du XIIème siècle, lié aux missions chrétiennes et à l'œuvre de rayonnement de l'homme blanc. Mais elle ne crée pas moins de champs d'activités, de connaissances et de réformes.

Au-delà de la seule présence stratégique, il semble bien qu'une «conscience» positiviste ait guidé régulièrement les interventions anglaises à bien des endroits des territoires. Il semble aussi que le désir de progrès ou de rationalisation se soit effectué à travers une sorte de domination davantage technique que sociale. En Palestine, si les

---

<sup>9</sup> En dressant des comparaisons entre l'impérialisme britannique et une «authentique structure d'empire français», Arendt explique les conséquences et les différences sociales et culturelles dans les visées politiques du pouvoir colonial. L'un français a incorporé des provinces dans la mère patrie, à l'exemple de l'Algérie «sans pour autant imposer ses propres lois à un peuple local [...] a traité les peuples conquis à la fois en frères et sujets». Le Commonwealth, analyse Arendt, ne fut jamais une «république de nations» car celle-ci aurait du impliquer, à l'image du colonialisme français une dissémination des institutions de la métropole, in *L'impérialisme, op.cit.*, p.20.

<sup>10</sup> in *ibid.*, p.21.

Anglais ne soutiennent pas dans les discours et dans les politiques, une quelconque intégration ou une assimilation des autochtones, ils interviennent par contre dans le découpage du territoire, l'organisation des services publics, les missions de travaux publics. Ici apparaît l'ambiguïté du Mandat en Palestine qui s'apparente, tantôt au *self-government* tantôt à une administration colonialiste éprouvée en Inde et dans les structures d'empire française pour ce qui est des options de développement.

### 1.1.1 Gouverner à distance : un certaine image du colonialisme

Semi-colonial, colonial ou impérialiste, le mandat britannique tel qu'il sera appliqué en Palestine est une conception absolument neuve ou un colonialisme «d'un type nouveau» répondant à la définition de Marc Ferro<sup>11</sup>. Il ne raisonne plus seulement en terme d'expansion, d'exploitation, de conquête ou d'assimilation culturelle, mais en terme d'action politique et de progrès. En Palestine comme en Inde, le Mandat doit garantir l'autodétermination des peuples avec une sorte de laisser faire des institutions autochtones, tout en gouvernant à distance. Il développe non pas des lois, mais des pouvoirs avec un gouvernement indirect qui permet à un administrateur de diriger par l'intermédiaire des autorités locales et tribales, non «pas à son propre nom mais au nom du peuple tutélaire». En Palestine, les Britanniques s'interdisent d'intervenir dans les institutions coutumières, instaurent une séparation entre institutions locales et administration coloniale, la seconde ayant toutefois le pouvoir de contrôler les premières. Ils établissent aussi une distinction entre lois indigènes et continentales «dans le respect des cultures locales» mais qui n'empêche pas la prédominance de l'administrateur.

#### 1.1.1.1 L'ambiguïté du Mandat

D'une part, dans l'article 1 du mandat ratifié en 1922, le Mandataire a les pleins pouvoirs de législation et d'administration. La « mission civilisatrice » ou le caractère humaniste et égalitaire du Mandat amènent les Anglais à s'impliquer dans la gestion territoriale, foncière et urbaine, sans prétendre toucher ou altérer les caractéristiques de

---

<sup>11</sup> *in ibid*, p.10.



la société palestinienne. Elle lui laisse la possibilité de faire l'apprentissage de sa propre gouvernabilité. D'autre part, pour promouvoir le bien-être des populations locales, de la même façon qu'elle le fait dans les autres colonies britanniques, elle propose une gestion de la cité sur des bases non pas nationales mais communautaires, avec des investissements, des infrastructures et quelquefois des institutions parallèles créées sur la base de l'appartenance culturelle et ethnique.

«Le Mandataire instituera la responsabilité d'instituer dans ce pays un état de choses politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du peuple juif, comme il est prévu au préambule et assurer également le développement d'institutions de libre gouvernement (*self-governing institutions*) ainsi que la sauvegarde des droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine, à quelque race ou religion qu'ils appartiennent».

Ici, l'article 2 du Mandat<sup>12</sup> dans le prolongement de la déclaration Balfour<sup>13</sup> en 1917 qui avait désigné implicitement le Foyer Juif comme la base territoriale d'un Etat juif donne la prépondérance à la communauté juive. Celle-ci coopère, donne son avis pour tout ce qui est du développement du pays. L'article 4 prévoit l'établissement de l'Agence Juive reconnue comme Service Public par le mandataire. L'administration coloniale anglaise doit s'entendre avec l'Agence Juive pour effectuer ou exploiter les dits travaux et services publics qu'elle a en charge. L'Agence Juive représente l'Organisation Sioniste mondiale devant le Mandataire, est consultée sur les réformes foncières. Elle est chargée de la mise en valeur des ressources naturelles, dotée de très nombreux pouvoirs, sans qu'aucun instrument équivalent ne soit créé pour la partie arabe. L'article 6 précise encore que le mandataire doit faciliter l'immigration juive de concert avec la Communauté Arabe et encourager l'installation juive sur les terres du pays, y compris le domaine de l'Etat et les terres vacantes<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> Article 2 du Mandat et suivants cité par H. Laurens, dans *Le retour des Exilés, la lutte pour la Palestine de 1869 à 1997*, Paris, Robert Laffont, 1998, *op.cit.*, p. 329. Nous nous appuyons également pour cette analyse sur le commentaire du juriste Maurice Moch, dans une thèse de droit consacré au mandat dès 1932, in Maurice Moch, *Le Mandat Britannique en Palestine*, Thèse de Droit, Université de Paris, 1932.

<sup>13</sup> La déclaration est celle qui reconnaît des droits historiques du peuple juif en Palestine sur la base du «Foyer» et de ses moyens nécessaires à l'existence «de droits spéciaux», selon Laurens, in *La question de la Palestine*, tome 1, *op.cit.*, p. 360.

<sup>14</sup> L'article 7 du Mandat précise que les juifs ont toute facilité pour acquérir la nationalité palestinienne, tout comme les sujets turcs résident en Palestine avant 1925. En 1936, environ la moitié de la population juive a acquis la nationalité palestinienne dans le cadre de l'article 7 du Mandat.

Il y aura bien à un extrémité un projet territorial et économique impulsé par le mandataire britannique s'appuyant sur la présence juive et occidentale et de l'autre, la société arabe locale en place, destinée à le recevoir et à en être associé partiellement. Telle est l'impossibilité du mandat. Son ambiguïté apparaît comme était apparue, cinq ans plus tôt, était apparue celle de la déclaration de Balfour. Au nom d'une conception ouverte de la société, celle-ci avait fait émerger historiquement la communauté juive migrante et avait instauré imprudemment des droits différenciés entre chrétiens ou musulmans et juifs. Elle avait précipité la collusion des chrétiens et des musulmans. La déclaration était devenue inapplicable. En voulant appliquer ses objectifs humanistes et progressistes à travers une solide politique de développement, le mandat britannique de 1920 ne fait-il pas apparaître le même déséquilibre des communautés et jeter le trouble chez les résidents palestiniens ?

On pense retrouver ici la critique politique de Arendt sur l'impérialisme anglais. Arendt, qui ne parlait pas encore de la Palestine avait décelé à l'époque du mandat, des formes différenciées de pouvoir sur les hommes et des variations extrêmes de gouvernement qui vont de l'arrogance à l'assimilation des populations mais amenant l'émergence des consciences nationales.

### 1.1.2. Les apôtres de l'émancipation

«Les Arabes sont hostiles à la modernité occidentale» avait noté le consul de France et archéologue Botte, en 1865<sup>15</sup>.

Les Anglais comme les chrétiens, et les pionniers juifs demeurent eux aussi des occidentaux, et sont étrangers aux cultures locales. «L'administration d'un pays étranger ne s'improvise pas<sup>16</sup>». Les Anglais trouvent moins facilement que les Turcs ottomans, une légitimité. Ces derniers avaient dû apprendre à s'adapter à la population qu'ils administraient n'étaient pas de souche sémite et étaient facilement qualifiés de despotes, tout comme ils négligeaient les intérêts communs. Mais ils avaient peut-être l'avantage d'être, à la différence de leur successeurs anglais, de confession musulmane.

---

<sup>15</sup> Citation de D. Dorsay, *The roads and Highways of Ancient Israel*, Jerusalem Rockefeller Foundation, 1978.

<sup>16</sup> Pour reprendre les termes de Marquis dans *son petit traité d'urbanisme musulman*, Imprimerie Nationale, 1957

Le Haut Commissaire Herbert Samuel commente à son arrivée en 1917 :

«J'ai été dans les coins les plus reculés, les villages étaient excessivement pauvres sous 400 ans de règne ottoman, des villages construits sur des collines, sans équipement sanitaire, sans électricité, sans route. On voit seulement des paysans arriérés sur leurs ânes et des riches à cheval [...] Le paysage est ancestral et biblique.[...] Le Gouvernement a commencé à délivrer des prêts agricoles, fait des visites pour recouvrer les impôts, mais il faut se faire aider de la police».

L'ordre colonial et son désir de progrès reviennent en ce point de constat des faibles capacités de la société locale. En dressant le bilan de l'administration ottomane au terme de deux premières années d'administration provisoire dans son rapport de 1922<sup>18</sup>, la Commission royale rend compte du retard économique de la Palestine intérieure, du désordre et de l'inertie administrative. Elle constate les faibles rentrées fiscales, l'inefficacité du découpage territorial turc<sup>19</sup> qui n'emboîte pas les identités spatiales, la prégnance d'un ordre rural jusque dans les sociétés urbaines. Elle note également le désordre du système de prélèvement sur les terres et surtout la persistance de féodalités dans les villes (Naplouse, Djénine, Tulkarem) réfractaires à toute réforme, au pouvoir centralisé du *Walli* (gouverneur turc) et fermées à toute pénétration occidentale.

Pour qu'intervienne la modernisation, il faut nécessairement rendre possible de nouvelles perceptions et instaurer de nouvelles normes techniques et rationnelles. Pour les Anglais, le désir de progrès avant même ou à défaut de s'appuyer sur la société arabe, doit se diffuser dans les sphères administratives institutionnelles, dans des domaines de projets : planification, équipements, hygiène et de savoirs : éducation, foncier, jusqu'à pouvoir pénétrer lentement les sociétés locales, leurs dirigeants au but avoué de leur émancipation. L'idéal du progrès civilisationnel, porté par la présence mandataire, passe d'abord par un ordre technique.

---

<sup>17</sup> In *British Lives in Palestine, 1918/1948*, A, J Sherman, Edition Thomas and Hudson, 1998, *op.cit.*, p. 61.

<sup>18</sup> In *Palestine Royale Commission* Rapport par le Secrétaire d'Etat aux colonies, Office Majesty's, 1921. D'autres rapports triennaux suivront. Nous nous référerons constamment à ces rapports pour les analyses qui suivent.

<sup>19</sup> Le sandjak de Jérusalem est indépendant des trois autres sandjak de Beyrouth Acre, Naplouse, dépendant de la préfecture (*wilayet*) de Beyrouth. Plus de pouvoirs avaient été accordés en 1908 aux Municipalités aux conseils de village et aux mukhtars (chefs de village) rétribués traditionnellement par le pouvoir régional. La collecte des impôts n'est plus assurée par les fermiers effendi mais par les mukhtars.

### 1.1.2.1 Une administration locale et universelle

Tout de suite, le gouvernement mandataire a souhaité ordonnancer la gestion laissée par les Turcs, moderniser le territoire, introduire une nouvelle légitimation technique sans vouloir nécessairement remettre en cause l'ordre politique existant. Le découpage administratif ottoman est modifié car il ne paraît pas possible à l'administration coloniale de gérer 21 districts qui ne sont pas opératoires et qui entraînent des dépenses de fonctionnement. L'administration anglaise réorganise trois districts : Jérusalem qui comprend Jérusalem, Jéricho, Ramallah et Bethléem. Le district du Sud comprend Gaza Jaffa, Beer Sheva, Ramleh, celui du Nord, Haïfa Tibériade, Safed, Naplouse, Janine, Tulkarem, et Nazareth<sup>20</sup>.

En rationalisant de la sorte l'organisation des régions, des disparités n'apparaissent pas entre les villes côtières et centrales : Jaffa ou Haïfa et Jérusalem, mais aussi entre la Palestine urbaine et intérieure ? Dans cette dernière, l'administration qui compte en tout plus de 2400 fonctionnaires et l'élite technique ou intellectuelle sont moins implantées que dans les centres urbains. A Jérusalem, le District de Jérusalem abrite les administrations centrales : cabinet du Commissaire, Secrétaire général, affaires juridiques, inspecteurs généraux des départements d'Archéologie, travaux publics et urbanisme, hygiène et santé. Ce dernier avait été créé dès 1918 par l'administration provisoire militaire, suivi des affaires sociales et des travaux publics en 1920. Les services de l'hygiène et des travaux publics, chargés également des questions d'assainissement, électricité, transports, habitat et eau sont déconcentrés dans les trois districts.

Une administration civile a donc été mise en place en juillet 1920, avec la nomination du Haut Commissaire Herbert Samuel succédant au gouverneur militaire Storrs et qui va s'appuyer sur une technocratie anglaise efficace. Il sera remplacé en 1925 par Herbert Plumer, mais restera présent en Palestine, en tant qu'homme politique, diplomate, éminence de la Couronne. La langue anglaise devient langue

---

<sup>20</sup> La description de l'administration anglaise donnée dans ce chapitre provient de *The Hand-Book of Palestine*, London, H.C Luke (ed.) qui donne une évaluation détaillée de la province vue par le commissaire et son assistant H.C Luke, rédacteur de l'ouvrage.

officielle et remplace le turc. Le Haut Commissaire nomme les fonctionnaires et les gouverneurs des districts, met en place les institutions locales comme le Conseil Exécutif palestinien comprenant des représentants des trois confessions juive, musulmane et chrétienne associés aux décisions sur les affaires courantes. L'administration centrale et régionale est entièrement britannique sauf en ce qui concerne les tribunaux civils, comprenant juges, juifs et musulmans, chrétiens<sup>21</sup>. En dehors des juges habilités, aucun poste de direction ou poste clef de l'administration civile n'est confié aux autochtones. A l'échelle des districts, les postes d'enseignants et de juristes sont confiés à des natifs de Palestine par souci d'économie et pour permettre de transférer des savoir-faire aux populations mais aussi par commodité linguistique.

#### 1.1.2.2 *Garantir l'autonomie des communautés juives et arabes*

L'administration mandataire ayant besoin d'une légitimité politique, elle cherche avant tout à préserver les héritages coutumiers ou communautaires et la place des autorités traditionnelles. Les Anglais maintiennent certaines des règles de gestion ancestrale reposant à la fois sur le respect des institutions tribales et ancestrales, comme les Tribunaux de juridiction musulmane, comme le droit foncier coutumier, mais sans jamais se départir de leurs pouvoirs de redéfinition, de réglementation et de rationalisation des politiques territoriales.

«L'administration doit permettre et encourager l'autonomie locale» précise l'article 3 du Mandat.

Elle cherchera à s'appuyer, autant que faire se peut sur les pouvoirs locaux formels ou informels. L'administration ne remettra pas en cause les collectivités rurales et urbaines créées par le régime ottoman : les conseils locaux, les assemblées de village (les *nab'ra*) voient leur pouvoir consultatif renforcé par la loi de 1921 pour la gestion de la vie civile, mais sans pouvoir exécutif. Les *mukhtar*-s, chefs élus par les assemblées de village et qui monopolisent bien souvent toutes les fonctions locales, sont conservés dans leur fonction d'intermédiaire entre les citoyens et l'administration. Ils sont chargés de faire appliquer les décisions anglaises. Ils suivent les affaires courantes, collectent les

---

<sup>21</sup> Au départ deux tribunaux séparés pour la juridiction civile juive et musulmane. En 1937, les chrétiens arabes orthodoxes demandaient que leur communauté ait leur tribunal, in *The Hand-Book of Palestine*.

prélèvements fiscaux, publient les ordonnances, tiennent les registres d'état civil, font des rapports au poste de police sur la santé publique et la sécurité de leur village. Les 24 Municipalités<sup>22</sup> mises en place par les Ottomans sont maintenues avec des Conseils Municipaux mixtes à Jérusalem ou Jaffa, Haïfa. Des conseils régionaux, sont créés dans les bourgs intermédiaires, c'est à dire essentiellement dans la partie juive occidentale de Lydda, Bat Yam, mais aussi dans les centres chrétiens de Beit Sahur, Jéricho, Al Bireh. Ils correspondent aux zones de croissance démographique mais surtout répondent à la demande des populations juives. Celles-ci souhaitent intervenir davantage dans la gestion civile et dans la planification, sur la base d'une vision culturelle qui ne soit plus celle de la communauté arabe mais bien celle d'un modèle occidental.

### 1.1.2.3 *La mise aux normes de la société locale : grands travaux, éducation et espérances*

Une idée de la civilisation commandent des secteurs d'interventions, codifie la cité et la vie sociale. Ainsi, alors que les conditions de vie et de santé des populations avaient peu d'importance pour le gouvernement turc, le Haut Commissaire Samuel souhaite au contraire modifier substantiellement l'accès des populations aux services de base, sanitaires et scolaires. La Commission Royale dans un rapport en 1925 présenté par le Haut Commissaire au terme de deux ans de présence constate des retards dans les domaines de l'entretien public, la prévention sanitaire, et le faible niveau de scolarisation<sup>23</sup>. Elle dit son incompréhension face à une conception archaïque de la société, non plus seulement dans le domaine politique et public, mais aussi dans la sphère domestique. Elle soutient une vision continentale de la sphère publique et des services qui rend nécessaire de nouvelles normes en matière de salubrité, d'hygiène, de nouveaux modèles en matière d'éducation «au sens ou l'on entend en Europe»<sup>24</sup> avec

---

<sup>22</sup> Dont celles exclusivement arabes de Djénine, Tulkarem, Beit Jala, Khan Yunis, Naplouse, Hébron, Bethléem, Gaza. Sur l'administration, on reprend en dehors des rapports de la Couronne, les informations fournies par H. Laurens dans *La Question de la Palestine, Tome 2, 1922-47, Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002.

<sup>23</sup> Le rapport de la Commission Royale de 1925 fait remarquer qu'aucun service local de santé n'existe en dehors de l'Hôpital de Jérusalem et des missions chrétiennes (à Bethléem, Gaza, Hébron). La commission Royale rend compte de l'état sanitaire dramatique de la province et de la négligence des autorités turques en matière de soins, de prévention des maladies. La description est la même dans *Handbook of Palestine*.

<sup>24</sup> Selon les termes de H. Samuel dans son rapport à la Commission Royale, 1925, *op.cit.*, p.349.

de nouvelles perceptions morales et spirituelles qui s'appliquent aussi au domaine familial.

L'administration de la Couronne entreprend de vastes programmes de modernisation sanitaire et scolaire et des infrastructures rurales tout comme elle souhaite sensibiliser les populations juives et surtout arabes au domaine sanitaire. Et le budget de l'administration de la Palestine est important : 60% du budget est consacré aux investissements et services sociaux sur des financements du Foreign Office<sup>25</sup>, aux programmes d'infrastructures de potabilisation et d'assainissement. Un réseau d'inspecteurs et de docteurs sillonnent les campagnes, mettent en place les premiers suivis épidémiologiques de lutte contre la malaria, supervisent les campagnes de distribution de médicaments, forment des inspecteurs, entreprennent des campagnes de vaccination.

Le mandataire souhaite très nettement s'appuyer sur les communautés locales, déléguer les services caritatifs aux assemblées villageoises en leur donnant des pouvoirs de surveillance et de maintenance des équipements. Une ordonnance administrative de 1925 a introduit un règlement sanitaire dans les villages en s'appuyant sur les communautés. Elle demande notamment aux *mukhtar*-s et aux assemblées de veiller aux enregistrements des naissances et des décès, aux vaccinations, au nettoyage des espaces publics à l'intérieur de chaque village, à la destruction des cultures malades, à l'état de la santé publique. Les troupeaux deviennent interdits en ville. Le non-respect de l'ordonnance fixée par la loi est passible de contraventions. Plus tard, l'ordonnance de 1934 permettra aux mairies de se doter de services techniques et administratifs, de recruter des ingénieurs, des médecins pour suivre les programmes sanitaires mais ils seront créés seulement à Haïfa, ville développée, à l'ouest.

Dans le domaine scolaire, c'est une éducation occidentale que veut encourager le mandat qui souhaite que les établissements soient binationaux ou mixtes. Les institutrices sont anglaises dans les collèges. L'ordonnance de 1926 encourage

---

<sup>25</sup> Le budget en Palestine pour l'administration et la sécurité est en proportion cinq fois supérieure au budget de fonctionnement public en Grande Bretagne. Le budget pour les investissements économiques est similaire en Palestine et Métropole. Celui pour les services sociaux cinq fois supérieur en Palestine qu'en Grande Bretagne, d'après Laurens, *L'invention de la Palestine*, tome 2, *op.cit.*, p.117.

l'enseignement des sciences naturelles, les mathématiques, l'éducation civique et scientifique, mais aussi de l'histoire et de la littérature dans les collèges «pour briser les barrières entre les deux communautés». Mais surtout, la délégation de mandat de 1926 donne la possibilité aux communautés locales juive et arabe d'être directement impliquées dans une éducation laïque et universelle «au sens de la pratique anglaise» selon les termes de la Couronne<sup>26</sup>. L'administration délègue une bonne partie de ses responsabilités et ses budgets aux communautés pour l'organisation du secteur scolaire. 190 écoles élémentaires sont ouvertes en 1922 pour atteindre le nombre de 265 en 1925 et 310 en 1930<sup>27</sup>. Des comités d'éducation sont mis en place au niveau des districts avec la participation de notables.

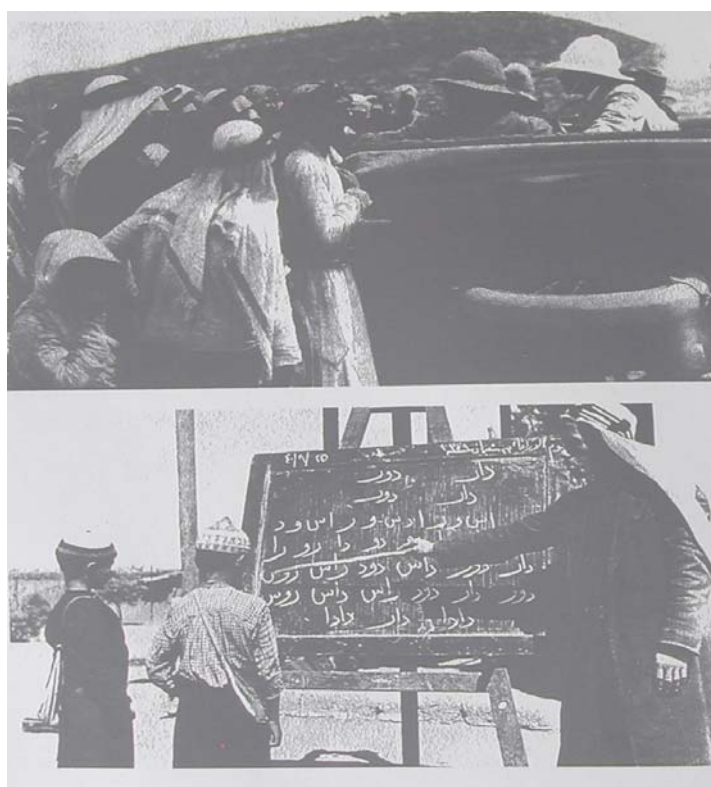


Figure 4 : Le Haut Commissaire Samuel et Storrs quelque part en Palestine vers 1921  
Source : T. Seguev, *C'était en Palestine au temps des coquelicots*.

## 1.2 LES DESEQUILIBRES COMMUNAUTAIRES DU PROGRES

<sup>26</sup> Rapport de la Commission Royale, 1925, *op.cit.*, p.44.

<sup>27</sup> In *ibid*, *op.cit.*, p. 62.



On peut considérer que la tutelle britannique dans ses intentions politiques, ses outils, entreprend plus de moderniser que de gérer la société locale, en se glissant plus ou moins dans la tradition coutumière, confessionnelle ou dans un ordre social. Si elle entreprend de développer des équipements de santé, des écoles communautaires c'est par le biais de la délégation de services qui rend possible des initiatives, des savoir-faire. Si elle rationalise l'administration, elle confère des pouvoirs aux élus en vue d'une émancipation politique. Si elle prône l'universalisation du droit et des savoirs, elle préserve par endroit les bases du système coutumier, dans les cours de justices, les affaires domestiques, l'enseignement religieux dans les écoles primaires. Cette conception moderniste et du *self-government* appelle un ordonnancement technique, que les deux parties juives et arabes ne soutiennent ou ne relaient pas de la même façon.

### 1.2.1 La désillusion : les résultats contrastés de la société arabe

Les Anglais admettent dans leurs évaluations, que l'effort de la communauté musulmane est plus faible que celui des communautés juive et chrétienne. En matière d'éducation, le système juif est largement autonome depuis les années 1880<sup>28</sup> alors qu'il reçoit une plus petite aide publique que le système arabe<sup>29</sup> restant très dépendant du Gouvernement. La communauté juive a immédiatement développé un enseignement rationnel par le biais des Alliances Israélites française, allemande, anglaise et la Hadassah, Organisation née du mouvement américain sioniste, jusqu'au stade universitaire, avec l'université hébraïque de Jérusalem, «une contribution remarquable du savoir européen au Proche Orient» selon les termes du Haut Commissaire Herbert Samuel. L'éducation juive laïque, effectuée en hébreu, est très fortement nationaliste, notera la Commission Royale de 1937<sup>30</sup>. La *moledet* ou «cours de patrie» fait partie du dispositif pédagogique et scientifique. Et l'idéologie de la connaissance de la terre

---

<sup>28</sup> Par exemple, l'Alliance Israélite a créé *Mikve Yisrael* (espoir d'Israël) première école agricole à destination des futurs colons appuyés par Edmond de Rothschild, en 1880, d'après Esther Benbesa, «L'Alliance israélite universelle et les projets juifs en Palestine», in *De Bonaparte à Balfour. La France, l'Europe occidentale et la Palestine 1799-1917*, Trimburi. D, Aaronsohn. R (dirs.), Mélanges du Centre de recherche français de Jérusalem, Paris, CNRS, 2001.

<sup>29</sup> Très exactement 587000 livres anglaises attribuées aux arabes contre 157000 aux juifs en 1945, selon *Survey of Palestine, Rapport for the Anglo-American Committee*, Services of Government, 1945.

<sup>30</sup> Rapport de la Commission royale de 1937, *op.cit.*, p. 335.

d'Israël comme ensemble naturel, historique, géographique est l'élément central de l'enseignement scolaire et universitaire.

Les chrétiens eux, ont renforcé les missions installées depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle à Jérusalem et Bethléem. Les arabes musulmans ont fondé l'*Arab College* à Jérusalem mais leur couverture scolaire reste très inférieure aux deux autres communautés<sup>31</sup>. La liberté allouée n'a pas suffisamment permis à la communauté arabe de développer des écoles laïques, argumentent les Commissions royales successives, ni de construire une université ou de permettre aux jeunes d'étudier à l'étranger, alors que les étudiants juifs peuvent compléter leur cursus en Europe et en Amérique. Les Palestiniens ne fréquentent pas non plus l'Université Hébraïque tournée vers la formation des juifs «*et vers l'esprit sioniste*» selon les termes de la Commission Royale de 1937. La délégation des responsabilités sanitaires et scolaires aux communautés a largement profité au développement des services de santé juif, accessibles aux arabes. C'est un véritable maillage du territoire que les juifs ont su réaliser à partir d'un réseau médical et sanitaire décentralisé et autonome à l'intérieur du pays. Le système juif de santé comprend les cliniques et hôpitaux tenus par la *Hadassah*, les dispensaires gérés par les communautés locales, par les compagnies d'assurance ainsi que les organisations caritatives sionistes (*Vad Lemmi*).

---

<sup>31</sup> Il y aura tout de même 300 écoles en 1945.

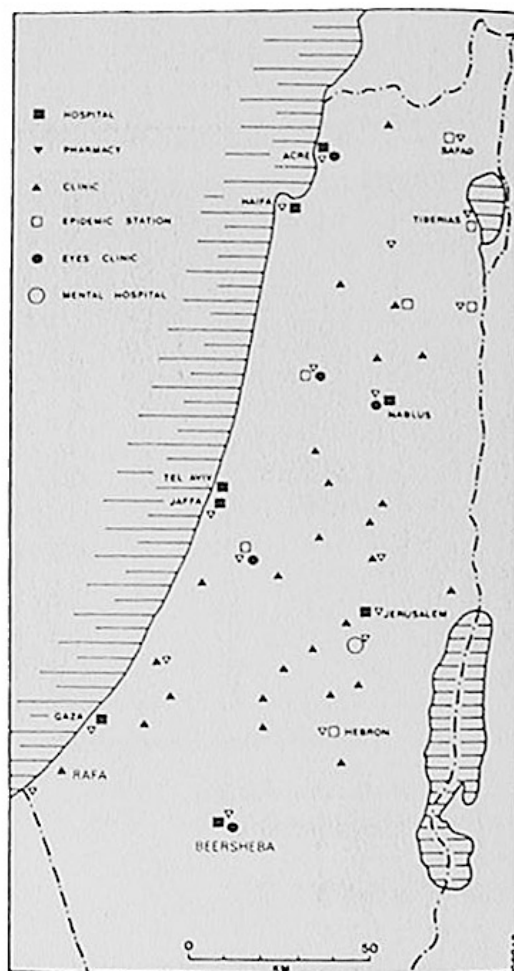


Figure 5 : Centres de santé installées par les Anglais vers 1925

Source : Yerally Reports of Health Departments, 1927-9, repris dans les rapports de la Commission Royale.

### I.2.2 L'exemple de la réforme foncière, du désir d'ordre à la déstabilisation sociale

La réforme du cadastre et du droit foncier est celle qui illustre le mieux cette conception «rationnalisante» de la gestion de la cité, non sans conséquence. Le mouvement de réforme part d'une conception libérale et moderne de la propriété.

Dans un contexte de généralisation de la valeur marchande au début du siècle, il fallait donner un cadre juridique et technique aux transactions foncières et fixer des règles sur l'usage des sols. Les Anglais souhaitent mieux contrôler les échanges, les

actes de vente et leurs enregistrements qui avaient été stoppés durant la période d'administration provisoire suite à l'afflux des migrants juifs<sup>32</sup>. Il souhaite aussi éviter les ventes abusives de terres non identifiées, optimiser les bases d'impositions fiscales sur les terres agricoles, c'est à dire identifier les propriétaires, mauvais contribuables. C'est le système foncier collectif ancestral basé sur la pratique coutumière<sup>33</sup> qui doit être «détribalisé» et surtout individualisé ou privatisé et que les Ottomans avait commencé eux-mêmes à réformer. La loi sur le foncier ou *Land Transfert Ordonnance* de 1922 rend obligatoire l'enregistrement des transactions sur l'ensemble des terres, y compris celles exploitées de façon coutumière, relance les transactions qui avaient bloqué depuis deux années. L'année suivante, une ordonnance interdit aux *fellah*-s la culture des terres de type *malbul*, c'est à dire des terres de pacage ou en friche, qui n'étaient pas cultivées durant trois années. Celles-ci reviennent au domaine public qui peut les mettre en vente au titre des articles 12 et 13 du mandat autorisant le gouvernement britannique à céder des terrains du domaine public et déclarés vacants.

La première conséquence directe de la réforme foncière fut la disparition économique d'un pan entier du monde rural. Et on sait que cette histoire là est l'objet de controverses. A mesure que les transactions et que les régularisations croissaient sur des terres rendues à leur valeur marchande, les terres se vidaient de leurs fermiers. Les *fellah*, exploitants invisibles dans le système foncier, non-détenteurs de droits formels n'étaient pas en mesure de faire valoir leur légitimité sur des terres qu'ils cultivaient de façon coutumière et étaient obligés de quitter ces dernières. La politique mandataire

---

<sup>32</sup> Le général Allenby, administrateur provisoire par ordonnance militaire avait fermé l'enregistrement foncier en raison des troubles locaux, l'inquiétude des paysans arabes et interdit toute transaction en 1918. K. Stein dans son interpellation sur la question foncière, in *The question of The Land in Israël*, University North of California, 1987 impute la décision anglaise de fermer les transactions non pas à la situation politique mais au souci de clarifier les nomenclatures foncières. Selon lui, les *fellah* étaient réfractaires à apparaître dans tout document civil à la veille de la première guerre mondiale, pour échapper au service militaire. Ils faisaient inscrire des collatéraux plus âgés dans les déclarations fiscales aux *mukhtar*-s ou à leurs propriétaires; accentuant ainsi le désordre des procédures.

<sup>33</sup> Six catégories de terres entre dans le régime ancestral dont les terres *miri*, terrains communaux, cultivés collectivement. les terres dites « *mulk* » sont celles que l'on trouve à proximité des propriétés domestiques, d'habitations (jardins, agriculture de proximité, terrains résiduels, cultivés). Elles ne sont pas subordonnées à l'impôt et leur propriétaire en disposent comme il l'entend. Les autres catégories comprennent les terres *malbul*, équivalent à des terres agricoles *miri* mais laissées en friche, les *matruka* et *manbat* équivalent à des emprises publiques sans valeur ou des terrains communaux utilisés pour le pacage. Les *waqf*-s sont des propriétés publiques, quelquefois cultivables situées à proximité des édifices religieux, concédés ou données aux autorités traditionnelles religieuses musulmanes.

donnant la priorité à la communauté juive dans le désenclavement palestinien, ce sont les investisseurs, les entrepreneurs juifs qui prirent possession des terres vacantes ou publiques par le biais de l'Agence juive. Aux yeux des arabes, celle-ci a usé excessivement de son pouvoir consultatif sur la bureaucratie anglaise pour mettre en œuvre la loi foncière de 1920<sup>34</sup>. On sait que l'élément foncier allait devenir le motif central de la révolte arabe des *fella-s* ruinés, dépossédés ou qui voyaient les terres fertiles décroître<sup>35</sup>. En 1936 les Anglais ne seront plus en mesure de calmer la révolte des *fellab-s* ni celles des nationalistes arabes qui s'emparent du problème foncier pour contester la légitimité anglaise.

Car, c'est à partir de cette nouvelle réalité économique, de l'accélération des achats et des ventes des terres au nom de la mise aux normes du droit et de l'économie que s'est opérée une prise de conscience politique des Palestiniens. La loi sur le transfert foncier allait être considérée par ces derniers comme la base même d'une stratégie d'absorption par les sionistes soutenus par les anglais. La réforme avait des conséquences politiques : l'émergence du mouvement nationaliste. Il est admis par les historiens, israéliens ou palestiniens et arabes que la lutte palestinienne se cristallise à ce moment de l'histoire.

Les mécanismes d'éviction des *fellab-s* et même la simple question de l'enregistrement de terrains ou en friche allaient devenir un enjeu essentiel d'interprétation majeure du conflit politique en Palestine mandataire maintes fois abordé par l'historiographie juive ou arabe. D'un côté, pour les nationalistes palestiniens c'est bien le mouvement de transactions qui a ruiné l'édifice communautaire, ruiné l'agriculture locale et rendra inévitable le conflit avec les arabes. La responsabilité de l'éviction des *fellab-s* incombe alors, soit directement aux Anglais ayant interdit la culture des terres de droit coutumier, soit indirectement aux investisseurs juifs (l'Agence Nationale Juive) exigeant des vendeurs arabes des terres

---

<sup>34</sup> Son rôle a été largement évoqué par le Congrès Arabe de 1925. Le rapport remis à H. Samuel, *Report on the State of Palestine, by Palestinian Arab congress to the High Comissionnier*, Jerusalem, 1925, rend également compte de l'engrenage économique, des pressions exercées sur les agriculteurs.

<sup>35</sup> En 1931, 90 % des ménages vivent de l'agriculture.

libres (ces derniers étant assurés d'une meilleure rente foncière) ; ou plus franchement aux colons réalisant eux même l'éviction des fermiers ou des ouvriers.

A l'autre extrémité du discours ou des représentations arabes, les historiens du sionisme considèrent que les anglais n'ont fait que révéler sinon stimuler le réveil de la terre et de l'agriculture palestinienne et de la modernisation territoriale. Le mouvement foncier n'aurait de toute façon pas bloqué le développement d'une économie autochtone archaïque<sup>36</sup>. Le mouvement sioniste lui-même, juge légitime la récupération des terres de pacage et en friche par l'entité juive au nom des droits ancestraux et bibliques, les Palestiniens étant considérés comme des locataires et non des propriétaires, et leur droit historique revendiqué au titre de l'exploitation de la terres ne voulant pas dire propriété<sup>37</sup>.

### **I.2.3 Entre idéologie et progrès, une politique introuvable**

L'idée de progrès porté par une administration mandataire anglaise reviendra donc progressivement au fil de sa présence en Palestine comme l'objet même de la contestation arabe. Car au-delà de la question foncière, on sait que les dirigeants nationalistes sont devenus largement opposés au Mandat quand la politique de modernisation anglaise et occidentale, menaçait selon eux, l'ordre communautaire établi dans la sphère publique, sociale mais aussi privée. A plusieurs reprises et à partir de 1929, le Comité Exécutif Arabe représentant le peuple palestinien rappelle à l'ordre le Haut Commissaire sur le risque de déstabilisation que font encourir les Anglais à la société locale en raison de sa politique foncière et économique<sup>38</sup>.

Mais certains des nombreux travaux consacrés au nationalisme vont montrer à quel point l'opposition nationaliste n'était pas seulement un refus de l'immigration sioniste, voire de la politique anglaise mais celui de l'occidentalisation de la société

---

<sup>36</sup> C'est le point de vue de Stein (1985), historien israélien qui estime plus contextuellement dans « *The question of The Land in Israël* », que les fermiers eux-mêmes apeurés par l'idée de nouvelles taxations fiscales refusant d'être enregistrés fiscalement ont abandonné eux-mêmes leurs terres.

<sup>37</sup> On se rapporte ici aux rapports de l'Association pour l'Assistance des colons et ouvriers juifs en Palestine sur l'éviction des fermiers et ouvriers palestiniens qui figurent dans les archives collectées par Henri Laurens, in *Le retour des Exilés, la lutte pour la Palestine, de 1889 à 1997*.

palestinienne. La crise foncière masquerait mal une rupture avec l'Occident dès lors qu'elle aurait accentué les brisures intérieures entre paysans, propriétaires terriens enrichis par la rente<sup>39</sup>.

On voit peut-être ici le fil étroit qui relie progrès et idéologie. En posant des principes modernisateurs de domaines de gestion réputés plutôt immobiles, les Anglais ont introduit des normes techniques, juridiques ou technocratiques, à l'image du cadastre et du droit, dissociées de leur représentation sociale ou culturelle. Le désir positiviste et le sécularisme bouleversaient par endroit des structures informelles jusqu'à ouvrir sur une crise historique. Qu'en est-il de la ville ?

<sup>38</sup> On se fie par exemple au rapport du Comité Exécutif Arabe du 28 octobre 1933, cité par Henri Laurens, *le retour des exilés, la lutte pour la Palestine de 1869 à 1997*.

<sup>39</sup> C'est le point de vue, par exemple des sociologues Baruch Kimmerling et Joel S. Migdal, in *Palestinians, the making of a people*, Cambridge, Harvard University Press, Massachussets, 1994.

## CHAPITRE 2

### L'URBANISME, DOMAINE RESERVE DE L'OCCIDENT

Au tournant du siècle, un rapport nouveau à la modernité s'était fabriqué, avec l'influence des continentaux et leur fascination pour la Terre Sainte et la Méditerranée Orientale d'Alexandrie à Beyrouth, avec le mouvement de capitaux étrangers investis dans l'économie locale et les services publics et avec l'immigration étrangère non restreinte à partir de 1880. Les Anglais avaient ouvert installé le rail pour relier Jaffa à Jérusalem en 1892, puis à Haïfa, elle-même reliée à la Syrie et Bagdad en 1905. Les ports sont aussi reliés entre eux de Jérusalem à Alexandrie et Beyrouth. L'accessibilité de la façade maritime, de Gaza, Jaffa, Acre à Beyrouth puis Damas sert la stratégie industrielle occidentale mais également les intérêts militaires et religieux de l'Europe. A l'intérieur du pays, des routes de liaison d'abord entre Jérusalem et Jéricho, Hébron, Bethléem en 1890 ont été aménagées par les premiers ingénieurs des routes.

A la fin du XIXème siècle, des entrepreneurs saint simoniens ou philanthropes, des investisseurs comme Rothschild et Ruppin et Jabotinsky, mais aussi les missions catholiques autour de la France et de l'Allemagne ou anglicanes, avaient cherché à influencer les voies et les moyens du développement urbain autour de leur identité respective : chrétienne, juive et européenne. Ce sont les missions chrétiennes et la présence diplomatique de nations souvent rivales qui ont permis de déployer une série d'institutions, d'établissements scolaires, hospitaliers, en premier lieu à Jérusalem<sup>1</sup>. Ce sont les étrangers qui avaient permis aux routes d'être creusées, aux écoles, aux hôtels et aux hôpitaux d'être construits, comme l'Hôpital français en 1882 dans le quartier

---

<sup>1</sup> Haim Goren a lui bien montré la compétition entre institutions catholiques allemandes et françaises à partir du marquage de l'espace dès les années 1880. Des rivalités, des conflits fonciers existent pour l'implantation d'édifices comme la Dormition et de Notre Dame et que doit arbitrer le Vatican, voire les Ottomans, in «Du conflit des Drapeaux, à la contestation des hospices : L'Allemagne et la France catholiques en Palestine à la fin du XIXe siècle», in *De Bonaparte à Balfour. La France, l'Europe occidentale et la Palestine 1799-1917*, A.Aronsohn, D.Trimbur (dirs).



chrétien, l'hôpital Rothschild en 1888<sup>2</sup>, et qui ont amené des influences culturelles européennes. La force d'attraction de la Terre Sainte s'entrecroise aux intérêts économiques, stratégiques. Jérusalem Ouest dans les années 1920 évoque les villes coloniales et occidentales. Des équipements modernes sont apparus comme les banques : Crédit Lyonnais, Deutsche Palestina Bank, les premiers lotissements des investisseurs juifs, les cinémas ou l'opéra, loin des quartiers natifs et arabes.

De ce point de vue, la ville nous ramène au thème de l'entrepreneuriat. Le visage de l'entrepreneur capitaliste glorifiant la politique industrielle ne serait jamais éloigné du devoir de civilisation, de représenter le monde nouveau et de servir «une conscience moderne du temps ou du progrès»<sup>3</sup>. Il n'est pas sans rappeler non plus, le mouvement des saint simoniens dans le moment des Lumières situé quelque part entre science, technique, urbanisme, et industrie, avec un certain isomorphisme entre les savants et les industriels :

«Les idées naissent avec les savants et les banquiers -en qui Saint Simon voit les industriels en général- ont circulé à travers leurs échanges financiers. L'utopie est celle de la circulation universelle. L'industrie va s'améliorer à travers les idées » écrit Paul Ricoeur à propos du mouvement saint simonien<sup>4</sup>.

Le projet saint simonien n'est pas très éloigné non plus du techno-cosmopolitisme français dans la période coloniale dépeint par Rabinow comme une sorte de tableau social appliqué. On y trouve des hommes de réseaux, des lobbies bancaires des réformistes à mi-chemin entre l'industrie, les affaires, des techniciens des idées comme Lyautey, Gouverneur du Maroc. Ceux-ci furent rejoints par des urbanistes coloniaux, comme Prost, Ecochard, Laprade. Et si ces dernières figures ont pu s'épanouir c'est parce que le cadre d'un Protectorat et la structuration des offices coloniaux le permettaient. Tous ces techniciens sont dotés d'une vision sociale, savent jouer avec les élites le gouvernement français et sont par ailleurs souvent des hommes politiques.

---

<sup>2</sup> Les Rothschild contribuèrent au développement des centres médicaux de Palestine, y compris dans les villages arabes situés dans le périmètre des implantations juives. Sur l'éducation et la santé on se rapporte à J. Landau. «The educational impact of western culture on traditional society in nineteenth century Palestine», *Studies on Palestine during the Ottoman Period*, pp. 499-506.

<sup>3</sup> Pour reprendre Arendt dans *l'Impérialisme*.

<sup>4</sup> P. Ricoeur, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997, *op cit.*, p.385.

Dans chacun de ces cas, de l'utopie saint simonienne à l'urbanisme de réforme, il n'est pas difficile de reconnaître l'idée d'une œuvre collective, cosmopolite ou progressiste, propre aux grands projets urbains et coloniaux. En Palestine, il faut tout de suite dire que la référence occidentale, celle des réformistes, entrepreneurs et techniciens, et qu'il faut examiner, nous apparaît être à la fois le fondement et la modalité exclusive de la politique urbaine anglaise dès 1918. D'un côté, celle-ci va se diffuser dans des domaines de projets, de savoirs et dans des dispositifs techniques. De l'autre, l'administration anglaise va durant toute la période s'appuyer sur la communauté étrangère, scientifique et intellectuelle ou économique pour ordonner le territoire, mettre en place un urbanisme de planification ou de projets. Il nous semble que de nouveaux domaines de gestion urbaine, de savoirs, des outils de conception définis en Europe ont été expérimentés ou travaillés dans la même période en Palestine mandataire, surtout à l'ouest de Jérusalem. Un ordre technique et une vision économique européenne sont apparus dans le tournant des années 1930, pour recomposer partiellement l'espace urbain et pour redéfinir des spatialités. Et il faut voir jusqu'à quel point ils ont influencé les modes de faire de la société palestinienne et ont été diffusés dans les parties arabes.

## **2.1 LES TERRITOIRES ET LES STRUCTURES DE LA POLITIQUE URBAINE ANGLAISE**

D'abord, la présence internationale en Palestine contraste avec le vide laissé par l'administration turque dans le domaine urbain. Les administrateurs ottomans affaiblis durant la dernière période de leur règne et manifestement plus préoccupés par la taxation des terrains agricoles que par la vie de la cité montraient peu d'intérêt pour l'aménagement urbain. Au moins jusqu'au règne des Jeunes Turcs en 1908, le pouvoir ottoman négligeait la ville. A Jérusalem, peu de services ont été créés en dehors des services embryonnaires du cadastre et des travaux publics, la Sublime Porte se contentant de lever des taxes sur les bâtiments édifiés à l'extérieur des remparts. Le service technique créé sous le règne de Abdul Hamid (1876-1909) avait entrepris des premiers travaux d'assainissement, de voirie, et de pavage des rues. Le dernier gouverneur Subhi Bey, sous l'influence de Mohammed Ali avec qui il avait voyagé en Europe se montrait visiblement plus sensible aux questions d'embellissement et à

l'esthétique européenne en Orient. Un des premiers parcs publics à Jérusalem avait été créé à sa demande dans les années 1900, tout comme la création du département d'hygiène à la Municipalité<sup>5</sup>.

L'administration coloniale anglaise, elle, si elle entreprend de très nombreux travaux en milieu rural, est naturellement tournée vers les villes. D'une part, les Anglais ont à prendre en compte une nouvelle demande sociale et économique provenant des colonies et qui est celle de l'occident. Les juifs migrants d'Europe se sont installés surtout en ville à Jérusalem et en Galilée. 4600 unités d'habitation ont été construites dans la seule année 1936 à Jérusalem, 8000 à Haïfa. 360.000 migrants sont arrivés entre 1920 et 1940<sup>6</sup>. Entre 1931 et 1944, la population de la Palestine sera passée de 1 à 1,7 million d'habitants. Le gouvernement anglais doit également satisfaire les revendications des communautés juives et chrétiennes et des diplomaties internationales pour sécuriser les lieux religieux de Jérusalem comme le Mandat le prévoit, mettre en valeur le patrimoine de la Terre Sainte ou encore donner toute sa place à la planification, dans un contexte de la croissance urbaine. Il s'agit finalement de prolonger une urbanité naissante apparue à la fin du siècle.

L'urbanisme deviendrait ici, un nouveau domaine de projets et de connaissances qui doit avoir des frontières juridiques, administratives, et qu'il faut organiser à l'est comme à l'ouest. La première partie du mandat sera celle de l'ambition et des grandes idées urbaines (1920-1923), la seconde (1925 à 1935) correspond à leur ancrage plus sobre et la dernière décennie est celle du renoncement. La vision anglaise de la ville, tout comme les réalisations urbaines peuvent s'appuyer sur la présence internationale, d'un certain techno-cosmopolitisme où se rencontrent militaires, gouverneurs, et techniciens, appliquant aux domaines urbains sociaux, industriel et sanitaire des idées, des procédures ayant lieu en même temps en métropole. De ce point de vue, l'urbanisme en Terre Sainte ne nous ramène t-il pas à des modes de faire coloniaux, observés ailleurs ?

---

<sup>5</sup> Ici nous reprenons les informations que donne l'historienne Ruth Kark, *in Jerusalem in it's environ, 1800-1948*, Jerusalem, Institute of Studies of Jerusalem, 1992.

<sup>6</sup> *Survey of Palestine, Report for the Anglo-American Committee*, Services of Government, 1945.

### 2.1.1 *Modern planning*, le style de la pensée et de l'action anglaise

Comme dans le cas des colonies françaises, des services anglais en Inde, le Ministère des Colonies en Terre Sainte avait fait appel à des fonctionnaires disposant de compétences spécialisées dans les domaines techniques ou politiques. Les militaires ont en charge le maintien de l'ordre public, les juristes et administrateurs ont à organiser les services coloniaux et locaux. Le Haut Commissaire Samuel, qui, après avoir été Ministre durant la guerre en 1914, avait été promu ministre en Palestine, et les gouverneurs, au sein de l'administration centrale de Jérusalem, définissent la politique que des techniciens spécialisés comme les urbanistes et ingénieurs exécutent. S'il existe évidemment une distribution fonctionnelle et hiérarchique des tâches, n'est-ce pas le même ordre de valeurs universelles de progrès ou de rationalité qui unissent l'ingénieur, le militaire et l'administrateur ? Ils partagent une même vision occidentale qui se retrouve dans les décisions urbaines, dans les instances techniques ou politiques. On dira que la planification anglaise et l'urbanisme en Palestine va prendre son pouvoir dans ces points de vue civil, technique et militaire qui offrent la possibilité d'être juxtaposés et combinés.

#### 2.1.1.1 *Militaires et architectes visionnaires : l'administration coloniale à Jérusalem*

Au sein de l'administration coloniale le savoir technique des ingénieurs et architectes s'articule très tôt à l'action politique, à la vision positiviste des gouverneurs civique ou militaire : d'abord celle de Ronald Storrs puis surtout Herbert Samuel, administrateur progressiste, chargé de mettre en place le Mandat et pour qui le sionisme «fut une révélation»<sup>7</sup>.

Le général Allenby, premier commandant en chef de l'administration anglaise entré à Jérusalem en 1917 s'était dit impressionné par l'état de vétusté de la ville

---

<sup>7</sup> A sa première rencontre avec Chaim Weizmann, qui devint président de L'Agence Juive, Samuel dit connaître une sorte de révélation à propos du sionisme, et tel que Weizmann fait connaître celui-ci, in *Herbert Samuel, A political life*, B. Wasserstein, Clarendon Press Oxford, 1992. Les liens de Samuel avec l'Organisation Mondiale Sioniste étaient également personnels, un membre de sa famille siégeait dans l'organisation. Samuel avait représenté les sionistes a la conférence pour la paix de paris en 1919. A son retour en Angleterre, en 1927, Samuel devint le leader du parti libéral Il reviendra en 1947 négocier avec l'élite arabe le plan de partition.

occupée par les Turcs mais surtout par les constructions indésirables. Allenby avait pris à cœur son rôle de protecteur et de gardien de Jérusalem :

«Je voudrais vous dire que chaque monument, chaque lieu saint chaque site sera protégé et maintenu selon les coutumes des trois religions» déclara t-il au moment de la prise de possession de Jérusalem<sup>8</sup>.

Le premier gouverneur militaire du Mandat de Jérusalem, le Commandant Ronald Storrs entre 1918 et 1922 ne se contentera pas de cette mission protectrice des lieux saints, ni d'un regard bienveillant sur la ville. Storrs, très sensible au paysage de la Palestine trouvait hideuse l'architecture ottomane dictée selon lui par des critères ethniques, mais également l'architecture chrétienne romantique. Pour Storrs, l'architecture se devait d'être laïque, «amener non plus des chapelles mais des cités jardins»<sup>9</sup>. Storrs a évoqué à différentes reprises la nécessité de lutter «contre le vandalisme et le saccage de la ville», d'instaurer un ordre urbain à partir de la vieille ville, et d'asseoir surtout des principes de développement au-delà des lieux saints. N'y a-t-il pas les signes d'un esthétisme métropolitain ?

Une perception rationnelle, celle d'un gouverneur militaire va rencontrer celle des premiers architectes de l'administration pour penser les fondements d'une intervention urbaine à Jérusalem, centre administratif et symbolique en vue de sa sauvegarde et de son développement. D'abord, Storrs fut le premier administrateur à vouloir instaurer des règles de préservation de Jérusalem. Il signera l'ordonnance importante sur l'interdiction de construire autour des remparts et celle permettant l'expropriation des constructions insalubres néfastes à la vue, situées porte de Damas, porte des Lions en contrebas des murailles, des mesures qui s'adressent en premier lieu aux arabes. Storrs entreprit également de convaincre les autorités religieuses islamiques de la nécessité d'investir les revenus des *waqf*-s dans l'entretien du patrimoine de la vieille ville et restaurer les ruines<sup>10</sup>. Très rapidement Storrs fait recruter C.R Ashbee, membre de la société britannique pour la préservation du patrimoine, ami de William

---

<sup>8</sup> Allenby est cite par l'ingénieur Kendall in *The city plan, Jerusalem, preservation and development during the British Mandate*, London, Her Majesty's Stationery Office, 1948, *op.cit.*, p. 23-26.

<sup>9</sup> Nous reprenons ici les écrits de Sir Ronald Storrs, in *Orientalism*, 1949 et dans son introduction à *Jerusalem 1918-1920, the Records of the Pro-Jerusalem Council during the period of the British Military Administration*, C.R Ashbee, London, 1921.

<sup>10</sup> In *Jerusalem 1918-1920, The records..; op.cit.*, p.10.

Morris et qui était en poste dans les services coloniaux du Caire. En 1920, Ashbee devient conseiller à l'urbanisme du Gouverneur puis du Haut Commissaire Sir Samuel en 1922 pour laisser sa place à Clifford Holiday, à qui succédera Kendall. Storrs fit recruter également pour le service central des Travaux Publics trois ingénieurs civils seniors britanniques ayant principalement exercé à Singapour, Hong Kong, un ingénieur chargé du cadastre et quatre ingénieurs pour l'urbanisme au District de Jérusalem.

L'urbanisme est donc reconnu comme domaine d'idées et de projets, avec un Conseiller auprès du Haut Commissaire. Une idée de la modernité et des lumières pourrait selon les termes d'Ashbee être diffusée en Palestine «au-delà des académies royales»<sup>11</sup>. Elle va converger en effet dans l'élaboration mais aussi la diffusion d'outils de planification, d'observation et de connaissance du territoire : cadastre, enquêtes et schémas directeurs et à Jérusalem, et dans l'aménagement urbain.

#### 2.1.1.2 *Déchiffrer le territoire, rationaliser les données*

Prenons d'abord le domaine de la planification. Au tournant des années 1920, la constitution des données territoriales, cartographiques, démographiques ou urbaines, ne correspond plus à une nécessité militaire et guerrière, ni même au sentiment philanthropique des explorateurs qui souhaitaient transmettre des connaissances éclairées sur le Levant. On est désormais en présence d'une vision fonctionnelle de l'espace, liée à des besoins nouveaux dont celui de la planification. Le territoire ne mobilise plus seulement des données issues du repérage militaire, archéologique comme ceux accomplis depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle en Palestine par les occidentaux : le *Palestine Exploration Fund*, le *British Archeologic Institute* ou l'Ecole Biblique. Ce n'est plus sur la seule base des informations recueillies par les chercheurs et les missions que les Anglais abordent le territoire mais à partir d'une connaissance plus fine que leurs prédécesseurs et guidés par une vision moins encyclopédique que synthétique. Ils ne recourent plus seulement aux services royaux ou à des experts étrangers pour entreprendre des inventaires ethnographiques exhaustifs de la Terre, pour mener leurs

---

<sup>11</sup> C.R Ashbee, *Where the Great City stands. A study in the new civics*, the Essex House Press, 1917, *op.cit.*, p. 87.

enquêtes<sup>12</sup> mais à leurs services locaux. Alors que les sociétés savantes et les explorateurs et érudits à l'image du *Palestinian Exploration Fund*, animés d'une curiosité intellectuelle, ethnographique, «allaient chercher sous les ruines et dans les sanctuaires, les places bibliques»<sup>13</sup>, ingénieurs et administrateurs accordent une grande importance à la mesure géographique du territoire.

Les techniques de quantification, d'inventaires territoriaux renvoient à un mode de gouvernement colonial des hommes et de la cité des espaces que les Anglais ont expérimenté en Inde ou au Levant. L'enregistrement cadastral entrepris dès 1920, permet une couverture topographique du tissu urbain. Les relevés cadastraux en parallèle débutent dans la région de Gaza avec l'appui de l'administration militaire venue du Soudan et d'Égypte puis dans les plaines côtières où la topographie est moins complexe. Il est étendu à toutes les régions. En 1930, les deux tiers des emprises foncières du pays sont identifiées notamment dans les villes grâce à la campagne aérienne de Sir John Hope Simpson<sup>14</sup>. Pour la quasi-totalité des terrains, le nom des propriétaires, la taille de la parcelle et son statut juridique sont indiqués.

En ville, les relevés sont restitués sur des cartes à l'échelle du 1/250.000<sup>15</sup>, croisés à des enquêtes exhaustives (comme à Djénine, Jéricho et Ramallah et Hébron) pour le dénombrement démographique et l'inventaire du bâti. De son côté le fonds National Juif doté de ses cartographes, géologues, experts en botanique, agronomes, avait très tôt démarré un travail de repérage et de relevés de toute la Palestine agricole

---

<sup>12</sup> Rappelons que le premier cadastre et cartes datent de 1865, entrepris par le *Palestine Exploration Fund*. Celui-ci réunissait des membres scientifiques, érudits ou travaillant dans les missions et cercles, notamment le père Abel de l'École Biblique, le Marquis de Vogue, le Père de Saucy et Conder, militaire géographe-cartographe mais il ne comptait pas de membre turc ou arabe. D'après les différents sommaires de *Palestine Exploration Review*.

<sup>13</sup> Selon le Père Jean Michel de Taragon de l'École Biblique in «Le développement de la Photographie en Palestine», in *La France, l'Europe Occidentale et la Palestine, 1799-1917*, R. Aaronsohn, D. Trimbur (dirs.).

<sup>14</sup> La première campagne de photographies aériennes avait été effectuée en 1913 par H. Kitchener pour les Ingénieurs Royaux, d'après M. Benvenisti, in *Sacred Land, Sacred Landscape. The buried of the Holy Land since 1948*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 2000.

<sup>15</sup> D'après Gideon Biger, *Historical Geography of the British Administration in Palestine, 1917-1929*, St' Martin's press, New York, 1994, op.cit., p.51.

pour évaluer les potentialités et les contraintes et décider des premières implantations agricoles<sup>16</sup>.

Dans le même sens, les Anglais optimisent les recensements de populations, domaine crucial en Palestine. A partir de 1922, ils deviennent décennaux et sont effectués sur des bases confessionnelles. Alors que le recensement ottoman était jugé peu fiable, sans mention de l'origine communautaire ou confessionnelle en dehors de Jérusalem, les données anglaises peuvent être recoupées, par villes, par district rural ou urbain et surtout par religion. Elles permettent d'effectuer des projections de populations au plus fort moment des migrations juives dans les années 30 et 40<sup>17</sup> et d'ajuster les programmes d'assistance aux communautés.

### 2.1.1.3 Une législation urbaine moderne et fonctionnelle

Ces techniques de quantification et classification renvoient à un mode de gouvernement colonial des hommes et de la cité des espaces que les Anglais ont expérimenté en Inde. Des domaines de savoirs doivent être incorporés à la décision et permettre d'ordonner le développement territorial, voire de le surveiller dans le contexte de la crise palestinienne. Ils ouvrent sur des domaines de projets : planification, programmation, réglementations, principalement à Jérusalem. Ceux-ci renvoient par eux-mêmes à une conception moderniste voire hygiéniste de la gestion des villes qui attribue une valeur à l'ordre public, au bon fonctionnement des règles de voisinage, à une qualité minimale du cadre de vie, à l'environnement. Et pour beaucoup il prend racine dans les lois anglaises sur l'espace privé sur le cadre de vie, la santé.

---

<sup>16</sup> Dès 1905 des équipes sillonnaient la vallée du Jourdain et la Galilée, la Mer Morte, Hébron le Golan et Gaza. Des rapports étaient consignés par le JNF et transmis au C.Z.O (*Central Zionist Organisation*) sur les fermes expérimentales à Hettin dans la vallée de Tibériade, selon Zvi Shilony, *Ideology and Settlement, the Jewish National Fund, 1895/1914*, Jerusalem, Magnes Press, 1998.

<sup>17</sup> Le premier dénombrement turc avait eu lieu en 1837 par quartiers ou districts. Sa fiabilité reste à démontrer pour des historiens comme Ben Arieh, auteur de nombreux travaux démographiques. Tout laisse supposer que les administrateurs turcs cherchèrent plutôt à optimiser le nombre de foyers fiscaux que les dissimuler. En même temps ils n'effectuèrent pas de dénombrement confessionnel avant 1905. Jusqu'en 1900, les communautés chrétiennes et étrangères sont peu nombreuses. Et les chrétiens n'ont pas jusqu'en 1880 le droit d'être propriétaires, ils ne disposaient que peu de terres et étaient enregistrés au nom du Patriarche grec ou latin. Selon Ben Arieh, Y, «The populations of the large towns in Palestine during the first Eighty Year of the Nineteenth Century» in *Studies on Palestine during the ottoman Period*.



Aucun plan d'aménagement ou schéma de planification n'existe jusqu'à la période anglaise à l'exception de celui de Beer Sheva, centre militaire durant la guerre. Les seules prescriptions urbaines qu'avaient instituées les services turcs concernent les alignements. Une loi ottomane de 1891 prise pour tout l'empire de la Porte permettait d'acquérir des parcelles le long des voiries par expropriation. Une loi plus ancienne de 1877, amendée en 1880, donnait des pouvoirs aux municipalités pour l'aménagement et la construction.

Une nouvelle ordonnance anglaise est prise en 1921, puis une seconde en 1936 sur la planification urbaine, toutes deux basées sur le droit anglais de 1909 en matière d'habitat. Il s'agit de faire entrer «une législation moderne et occidentale en Palestine» selon les termes de Kendall, initiateur de cette planification à l'anglaise. La loi de 1921, consiste à mieux surveiller l'urbanisation au niveau central ou local «dans l'intérêt de la santé publique et du bien-être des communautés», selon le texte du 15 février 1921<sup>18</sup>. La loi sera amendée une dizaine de fois entre 1922 et 1935. Elle fixe des zones prioritaires d'urbanisme comme Jérusalem et Haïfa en 1922, mais on trouve Gaza en 1923 et Naplouse au même rang que Jaffa. Elle consolide les rares prescriptions antérieures : les règles minimales d'alignement le long des voies urbaines, les surfaces constructibles avec des règles de pourcentage d'emprise des sols. Le permis de construire est obligatoire dans le périmètre de la vieille ville de Jérusalem.

Les services anglais avaient noté que les centres villes de Haïfa, Jaffa ou Jérusalem, avec dans cette dernière, les quartiers de A'Tur, Musnara à la lisière des remparts, étaient saturés et denses. Ils sont considérés comme des lieux insalubres, des bidonvilles aux rues étroites qu'il faut régénérer<sup>19</sup>. Comme en Europe, la mise en place d'un domaine de réglementations sur l'aménagement urbain sera directement liée aux préoccupations hygiénistes. L'enjeu sanitaire est clairement défini dans le contenu de l'ordonnance de 1922 : aménager des rues aérées, ventiler les nouveaux édifices, rendre

---

<sup>18</sup> On doit aux avocats F.Goadby et G. Doukhan la restitution détaillée de la loi de 1921, in *the Land Law of Palestine*, Tel Aviv, 1935.

<sup>19</sup> *Rapport de la Commission Royale*, 1935, *op.cit.*,p.195. 33.000 bidonvillois sont recensés dans la vieille ville et Musnara.

propre, salubre l'espace. Parallèlement à la loi un dispositif administratif que les services anglais nomment «*machinery of control*»<sup>20</sup> encadre le développement.

Une commission centrale pour l'Aménagement urbain, reliée au service central de la construction et de la Planification de Jérusalem du Haut Commissaire est installée à Jérusalem, réunissant pour la première fois les services de l'administration anglaise (Antiquités, travaux Publics, services de la Santé). Chaque projet d'équipement public ou d'ouvrage d'assainissement ou d'adduction d'eau est examiné par les services de santé et les inspecteurs avant d'être approuvé par le Commissaire. Au niveau local, six Commissions locales d'urbanisme situées dans les plus grandes villes ont la possibilité d'élaborer des schémas de développement locaux en fonction de la croissance démographique des districts. Chaque commission locale comprend en dehors du Maire, l'Ingénieur Municipal, deux membres nommés par le Conseil Municipal ainsi que deux autres membres nommés par la Commission Centrale. En théorie ces commissions locales peuvent proposer les secteurs de développement, d'implantation des routes, des écoles et des équipements publics, les zones à préserver ou à démolir et autres prescriptions archéologiques, paysagères ou réglementations spécifiques qui devront être respectées<sup>21</sup>. L'administration fournit des exemples de plans où les espaces publics sont colorés et les réseaux indiqués sur le mode du *Town planning* anglais.

Enfin la loi transfère des pouvoirs aux Commissions locales en matière d'expropriation pour raisons d'utilité publique et en matière d'aménagement public, voirie, espaces verts, à l'exclusion de l'assainissement et de l'adduction en eau qui reste du ressort des Conseils Municipaux ayant toute autorité<sup>22</sup>. Une partie des emprises privées (25%) peut-être expropriée à des fins de voiries, espaces publics sans compensation pour les propriétaires.

---

<sup>20</sup> Selon *Survey of Palestine*, 1947, op.cit, p. 785.

<sup>21</sup> La loi précise que chaque demande d'autorisation de construire transmise aux Commissions locales devront être compatibles avec les schémas locaux quand ceux-ci existent. Les schémas locaux sont aussi approuvés par le haut Commissaire de la Palestine via la Commission Centrale et le Service Central. La loi prévoit de pénaliser les contrevenants aux prescriptions et aux avis donnés par les Commissions locales ou centrales. Source : *General regulations*, Government of Palestine, London, 1928.

<sup>22</sup> Toute expropriation prévoit l'indemnisation des propriétaires par voie amiable ou arbitraire et est transmise pour accord au Haut commissaire.

La volonté est donc forte de mettre en ordre la production du bâti, l'image des villes. L'urbanisme en Terre Sainte ne nous ramène-t-il pas ici d'une certaine manière aux dispositifs modernes de gestion des villes européennes, nés au tournant du siècle ? Ceux-ci avaient été bien vus par Foucault et dans son sillage par les chercheurs du CERFI<sup>23</sup>. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'aménagement urbain répondait à l'exigence de fonctionnalité de la société moderne. La ville à l'image du «corps malade» était un corps social, qu'il fallait contrôler, traiter, quantifier et sur lequel on greffe des savoirs nouveaux. L'ingénieur et l'urbaniste qui soignent devenaient des experts dans le champ socio-technique de l'hygiène et de l'aménagement urbain. Au début du siècle, ils devenaient eux-mêmes les cibles d'intervention des institutions publiques et prenant appui sur des dispositifs décentralisés<sup>24</sup>.

Mais en Palestine, l'administration cherche peut-être moins à donner un contenu fonctionnel, hygiéniste et technique à la planification qu'à renforcer une géographie du Mandat. Kendall, l'un des principaux maîtres d'œuvre de la planification urbaine en Palestine constate au terme d'une décennie de gestion urbaine :

«Que l'urbanisme et la planification régionale ne peuvent plus être utilisés dans le sens anglais mais doivent être adaptés au caractère géographique et rural de la Palestine»<sup>25</sup>

Il va falloir adapter les exigences fonctionnelles anglaises aux réalités morphologiques des villes qui demeurent des vastes pans ruraux. A partir de 1936,

---

<sup>23</sup> Centre d'Etudes, de Recherches, de formation institutionnels. Celui-ci a publié notamment *Généalogie des équipements collectifs* (3 vol), Fontenay sous Bois, CERFI, 1976. Le tome 2 est consacré aux équipements sanitaires, sous la direction de Michel Foucault. Sur les technologies sanitaires et médicales, voir M. Foucault «La naissance de la médecine sociale», *Dits et écrits*, 1954-1988, tome III (1976-1979), pp.207-229 ; «L'incorporation de l'hôpital dans la technologie moderne», pp.508-521, 1978 ; *Les Machines à guérir. Aux origines de l'hôpital moderne*, Foucault, M, Kriegel, B, Fortier, B, Béguin, Fr. Thalamy, M, Paris, Mardaga, 1979. En dehors des travaux du CERFI et de Foucault, un travail plus technique sur les institutions urbaines a été accompli par Jean Pierre Gaudin à plusieurs endroits, comme dans *L'aménagement de la société*, plus indirectement dans *L'avenir en Plan, technique et politique dans la prévision urbaine, 1900-1930*, Seyssel Editions du Champ Vallon, 1985 et dans *Dessins de villes, Art urbain et urbanisme, anthologie*, éditions de l'Harmattan, Paris, 1990.

<sup>24</sup> A propos du courant de l'hygiène appliquée à la ville appelé aussi génie sanitaire, Viviane Claude a bien montré comment en France, le corps des ingénieurs et des médecins a été rejoint par les urbanistes de la société française d'urbanisme au début du siècle. Des urbanistes coloniaux comme Hébrard, Prost, Hénnard, Danger mais aussi Geddes participaient aux travaux de l'association générale des hygiénistes et techniciens municipaux créée en 1905, in «Technique sanitaire et réforme urbaine : l'association générale des hygiénistes et des techniciens municipaux, 1905-1920 » in Ch. Topalov, *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999, p269-298.

<sup>25</sup> Kendall, in *Survey of Palestine*, 1947.

Kendall, conseiller pour l'urbanisme auprès du Commissaire propose une nouvelle loi sur la planification simplifiant les outils de concertation. Les commissions d'urbanisme ne sont plus locales mais régionales, composées des commissaires de District, du représentant du gouverneur de région, de l'ingénieur ou l'architecte chargé de la zone, du directeur des Travaux Publics et sanitaires. Elles sont chargées d'étudier les propositions des villes en relation avec les services centraux du Haut Commissaire qui ont toujours en charge l'approbation des plans de détail, la promulgation des lois et des règlements sur le bâti. En réalité, moins que de décentraliser les outils urbains ou d'impulser un débat esthétique et environnemental au sein de deux communautés, il s'agit de déterminer un échelle de la planification, là où l'administration tient plus ou moins à s'impliquer selon une grille de valeurs, c'est à dire selon des enjeux métropolitains et selon l'intérêt politique et stratégique des villes.

#### *2.1.1.4 La géographie et la hiérarchie urbaine du mandat : La diffusion de la doctrine du Town plannin à l'Ouest*

Les Anglais donnent nettement la priorité aux villes maritimes de Haïfa et Jaffa, Tel Aviv. La présence de services administratifs combinée à la préparation de schémas de planification doivent faire des «villes riches» de Tel Aviv et Haïfa<sup>26</sup>, les métropoles d'influence avec Jérusalem. On privilégie aussi en Galilée, corridor d'accès vers la Syrie le Liban et l'Arabie, les pôles de Safed, où l'architecte international Rechter lié au mouvement moderne, réalise le plan de développement de la ville nouvelle. A Jérusalem, dans les villes côtières et à forte migration juive, de Haïfa, de Tel Aviv, Jaffa ou Tibériade, on établit des plans détaillés par ville. Les services centraux gardent le contrôle de l'urbanisme car il s'agit de paramétrer la croissance urbaine, d'expérimenter des normes et des modèles nouveaux en matière d'équipement, d'eau, d'assainissement, conformément à la loi de 1921. On doit prendre en compte les

---

<sup>26</sup> «Des villes nouvelles de rentiers», selon Jean Royer, in *L'urbanisme aux colonies*, textes réunis et présentés par Jean Royer, préface de M. le Maréchal Lyautey, 2 vols, La Charité sur Loire et Paris, Fortin éditeur, 1932-35. Royer mentionne que Tel-Aviv est la seule ville où les constructions sont montées en ciment armé, *op.cit.*, p. 198, vol 1. Notons ici que Jean Royer fera publier dans cet ouvrage, un article de l'architecte R. Kauffman, «Aménagement des colonies juives de Palestine et principalement des colonies agricoles de l'organisation sioniste», p 224-243 (vol.1). Les plans des cités-jardins de Talpiot à Jérusalem construites en 1922 figurent dans l'ouvrages. Cf. supra, chapitre 2.2.2.3 dans notre analyse sur les lotisseurs.

exigences d'un type nouveau : la demande de logements<sup>27</sup> et de modernisme venant des migrants juifs, auxquels répondent les schémas de développement, la mise sur pied des Conseils locaux vivement souhaités par l'Agence Juive, mais aussi les nouvelles prescriptions urbaines et architecturales conçus avant tout pour les occidentaux. A Jaffa et Tel-Aviv, l'urbaniste Geddes réalise le premier schéma urbain. A Haïfa les coopératives de logements sont dessinées par les architectes issus du mouvement moderne comme Arie Sharon, Neufeld et Rechter<sup>28</sup>. Les résidents sont associés aux choix du lieu de leurs habitations et de leur quartier dans l'esprit des pionniers<sup>29</sup>.

Ailleurs, dans la partie arabe et en dehors de Jérusalem, le débat esthétique et urbain ne semble pas avoir lieu. L'administration centrale et locale sont peu présentes dans leur tentative d'encadrer le développement urbain. On néglige le désert et le secteur de Beer Sheva, la Samarie et les villes secondaires de l'Hinterland arabe. La construction dans les villes arabes est faible, dépend du secteur individuel, à la différence des quartiers urbains juifs, qui font appel aux promoteurs et aux coopératives. L'administration accorde également peu d'importance à la préservation du patrimoine et à l'embellissement des villes. Les services administratifs sont moins représentés, les enjeux économiques et urbains sont moindres. L'élaboration des schémas de développement s'effectue par les services à plus ou moins grande échelle : un schéma d'ensemble couvre Hébron, Bethléem, Beit Jalah au sud de Jérusalem

---

<sup>27</sup> Par exemple, la population de Jaffa est passée de 3. 000 à 51.000 habitants en moins de dix ans entre 1922 et 1931. La demande globale de logements est estimée à 50.000 logements par an en 1940.

<sup>28</sup> La question des influences européennes a été largement étudiées dans le cas des coopératives de logements à Tel Aviv et Haïfa puis à Jérusalem conçus par le Cercle formé des architectes Sharon, Kucinsky, Kauffman issus du Mouvement moderne. Sharon était diplômé de la Bauhaus School, a travaillé à Berlin avec Hannes Meyer. Rechter a étudié à Paris et était plus marqué par le Corbusier et Neufeld qui a étudié Vienne était l'assistant de Mendelssohn et l'associé de Taut. Sur l'architecture juive moderne, nous nous référons spécialement à «Social architecture in Palestine, conceptions in Working-Class Housing, 1920-1935», B. Graicer, in *The Land became Israel, Studies in Historical Geography*, R. Kark (ed.), Yale University Press, 1990. Graicer a étudié notamment les influences de l'Europe de l'Est sur la conception des unités collectives de vie, de travail, calquées sur l'Europe et aidées par les fonds juifs européens. Leur organisation spatiale rationnelle, moderniste évoque quelquefois l'habitat social populaire de l'après-guerre en Europe et notamment en Allemagne, en Grande Bretagne et à Vienne.

<sup>29</sup> Dans *l'Etat juif*, Herzl dressait déjà sa vision de l'urbanisme : «des groupes locaux délègueront leurs représentants pour faire le choix des lieux d'habitation [...] Dans le local affecté aux groupes seront exposés les plans des villes. Les émigrants sauront à l'avance où ils iront s'établir dans quelles villes et dans quelles maisons. Il a déjà été question de plans de construction clairement intelligibles à tous ainsi que des maquettes», in *l'Etat juif*, Paris, Stock Plus, 1981, *op.cit.*, p. 105.

répliquant des principes de ville à ville au Nord. Le schéma régional de 1942 qui sera réalisé par Kendall, couvre toute la région nord de Al Bireh, Naplouse, Jéricho, Djénine. Gaza métropole potentielle avait un plan établi en 1922, tout comme Tulkarem.

«L'échelle» de la planification ou de l'urbanisme, terme qui revient sans cesse dans l'essai de Ashbee désigne l'épaisseur et la visibilité que souhaitent donner les services centraux au développement, notamment urbain. L'intérêt des urbanistes ou des administrateurs anglais pour le territoire converge vers les villes côtières et vers Jérusalem où on verra s'effectuer cette liaison entre économie, ville, investissements et échanges. L'expérimentation d'un modèle anglais de planification et d'urbanisme va surtout se former ou inscrire dans les limites et dans l'extension de Jérusalem.

## 2.2 L'INTERNATIONALE URBAINE A JERUSALEM

Embellir, ordonnancer ou programmer à Jérusalem répond à la vision des architectes et ingénieurs comme celle des administrateurs successifs, depuis l'administration provisoire et militaire jusqu'à la crise des années 1936. Jérusalem bénéficie d'une double légitimité technique et administrative : la ville est la capitale régionale, dotée d'un service régional. Elle est aussi le siège des services centraux du gouvernement de Palestine, avec un urbaniste d'état, conseiller aux affaires civiles, assistant le Haut Commissaire, d'où peuvent partir les décisions.

Jérusalem demeure t-elle un laboratoire privilégié pour l'Occident ? On ne comprendrait pas la logique de développement à Jérusalem qui va s'effectuer sans tenir compte de la vision, d'une part de l'administration, ses urbanistes et d'autre part les lotisseurs, experts et investisseurs étrangers. Loin de Jérusalem, Cohen et Eleb dans *Casablanca*, faisaient remarquer à quel point des cultures distinctes, transplantées ou non avaient pris part à l'aventure : entrepreneurs, architectes, génies nationaux, mais aussi intermédiaires, commerçants, spéculateurs européens ou locaux.

Il nous semble que c'est le même mouvement de progrès, qui unit les administrateurs, les investisseurs étrangers, anglais et juifs pour former une sorte d'internationale urbaine. Il faudra peut-être alors soutenir qu'une vision à la fois idéale ou humaniste, moins coloniale que libérale, anime les uns, converge vers un

entreprenariat collectif, mais il faut voir dans quel un espace fragmentaire ou préférentiel, dans quelle géographie du Mandat, dont Jérusalem est au centre.

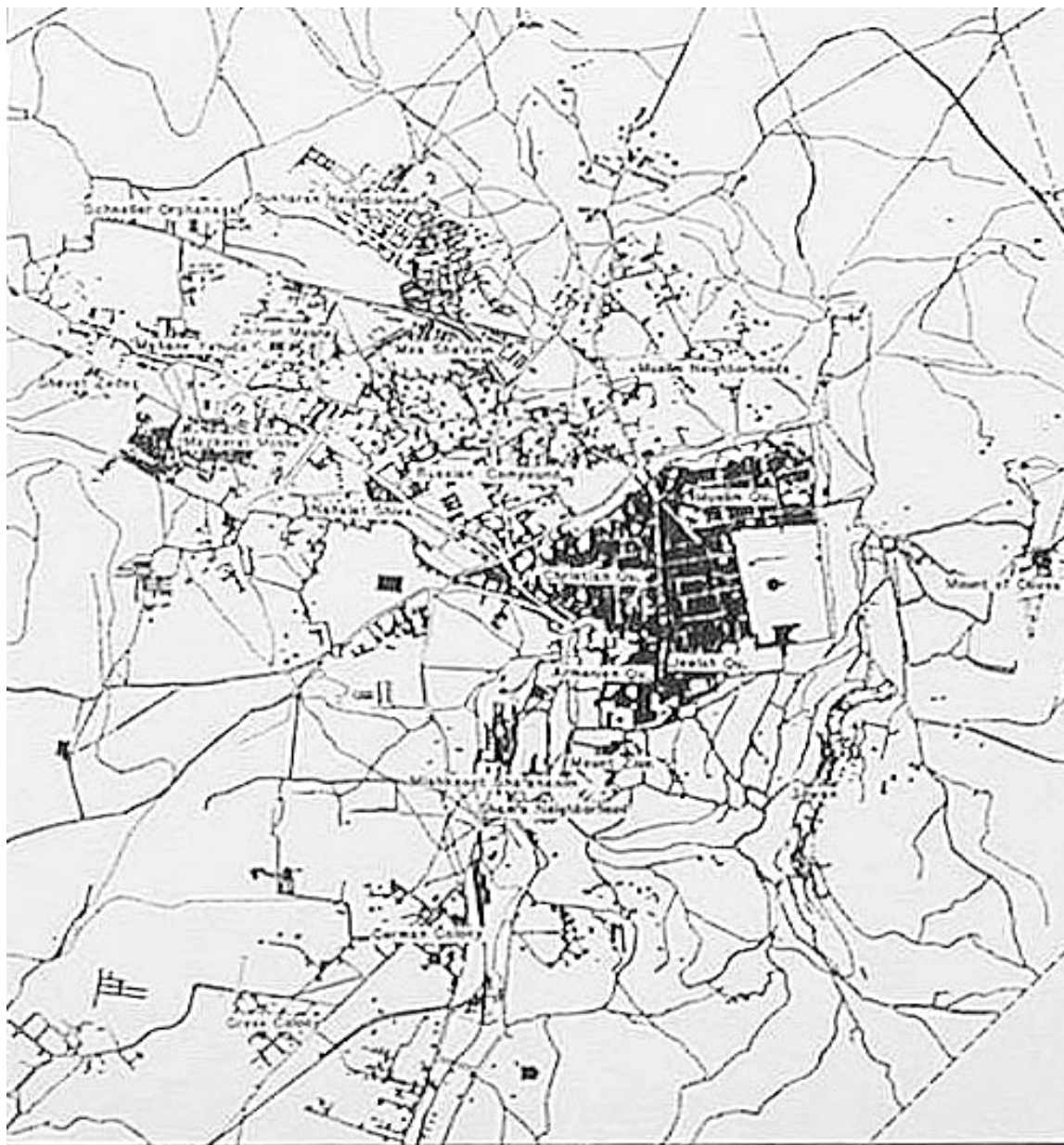


Figure 6 : Jérusalem vers 1925

Source : R. Kark, Jerusalem Neighborhoods, 1855-1960

### 2.2.1 Urbanistes et technocrates inspirés : de Ashbee à Kendall, trajectoires croisées

Antoine Picon dans *les Saint Simoniens, Raison, Imaginaire et Utopie* s'est attaché à montrer la pensée de l'urbanité naissante à l'âge industriel vu à partir du projet technologique saint simonien<sup>30</sup>. Toute la perception urbaine des Saint Simoniens et une certaine pensée de la ville résidaient dans les deux formes d'aménagement que sont les réseaux et le monument :

«Le premier diffuse ses bienfaits matériels sur l'ensemble de l'espace urbain, tandis que le second concentre sa signification spirituelle»<sup>31</sup>.

Mais la part de création des Saint-Simoniens n'avait de sens que parce qu'elle était arrimée à la puissance publique et d'autre part à l'illusion utopique. Ce parti de nous référer autant à la sphère des ingénieurs des Lumières qu'à la sphère des urbanistes coloniaux, pour le cas de Jérusalem, tient à la nature de la présence anglaise en Terre Sainte. Elle est peut-être moins géopolitique, moins militaire, colonial que civilisationnelle.

#### 2.2.1.1. L'urbanisme des philanthropes

A Jérusalem, il faut voir que l'expertise urbaine est fortement intégrée à la décision et à l'action politique au sein de l'administration ou dans des structures périphériques comme la *Pro-Jerusalem Society*, cellule technique ou culturelle directement sous la tutelle de l'administration anglaise. La *Pro-Jerusalem Society* a pour vocation :

«D'aménager, d'assurer le fonctionnement des parcs et jardins, développer des institutions culturelles dans tout le district de Jérusalem, coopérer avec les départements de l'éducation, de l'agriculture, de la santé publique dans l'intérêt du bien-être des populations»<sup>32</sup>.

Concrètement, il s'agit de surtout d'encadrer la préservation de Jérusalem, de prendre des lois sur l'urbanisme,

«De tenir compte de l'industrialisation, aussi du caractère arabe de la ville»<sup>33</sup>. Tout cela, déclare Storrs initiateur de la *Pro-Jerusalem Society* ne peut «être l'œuvre d'un seul homme».

---

<sup>30</sup> A.Picon, *Les Saint Simoniens, Raison, Imaginaire et Utopie*, Paris, Belin, 2002.

<sup>31</sup> A.Picon, *op.cit.*, p253.

<sup>32</sup> C.R. Ashbee, *Jerusalem 1918-1920*, edited for the Council of the Pro-Jerusalem Society, 1921, *op.cit.*, p.12.

<sup>33</sup> in *ibid.*, *op.cit.*, p.13.



Avec la mise en place de la *Pro-Jerusalem Society*, les décisions ne sont plus effectuées au nom d'une légitimation ou d'un pouvoir traditionnel ou confessionnel : comme ceux du Pacha, du Mufti, des *effendi* ou d'un leadership personnel, celui d'un maire, d'un clan, d'un mécène, mais d'une vision technique et urbaine rationnelle. A sa création, son Président Honoraire est le Haut Commissaire Samuel, son Président Sir Ronald Storrs, Gouverneur de Jérusalem. Son secrétaire est le conseiller technique aux affaires civiques, l'architecte Ashbee. Le Conseil d'administration se compose du maire de Jérusalem Muza Kazem Pasha al Hussein, du Grand Mufti de Jérusalem, des Représentants des communautés religieuses : le patriarche orthodoxe, le patriarche arménien, les révérents des couvents Terra Sancta de l'Ecole Biblique, le représentant de l'Organisation Sioniste Exécutive. Il comprend aussi des érudits ou experts spécialistes diffusant leurs travaux, comme le capitaine Creswel, Inspecteur des Monuments Britanniques, spécialiste de l'architecture islamique, ou comme l'urbaniste Patrick Geddes. Des mécènes et personnes influentes siègent comme le Maire Adjoint juif<sup>34</sup> de Jérusalem et quelques autres personnalités (militaires, médecins).

Initialement créée pour collecter des fonds dans les cercles économiques et philanthropiques, la *Pro-Jerusalem Society* aura été finalement l'opérateur plus ou moins formel du développement urbain de Jérusalem, entre 1918 jusqu'à la fin dans les années 1930. Elle aura élaboré les grands schémas d'urbanisme, financé les travaux de préservation des lieux saints et des sites archéologiques, le paysagement de la vieille ville. Elle aura surtout diffusé des idées nouvelles en matière d'urbanisme, comme les cités jardins par le biais de ses publications. Elle aura encore permis de faire émerger un urbanisme de planification articulant l'expertise technique à la décision politique et où les médiateurs internationaux ont toute leur place, bien au-delà des représentations confessionnelles. Il faut voir comment se croisent, se succèdent ou s'accompagnent mutuellement les techniciens de Jérusalem.

---

<sup>34</sup> Rappelons que le Conseil Municipal de Jérusalem comme des villes autres mixtes est bi-confessionnel avec six juifs, six arabes.

2.2.1.2. *L'urbanisme civique de Ashbee, entre modernisation et préservation*

«Jérusalem est la ville d'une idée nouvelle où on doit reconnaître l'appel qu'elle fait au monde» écrit l'urbaniste, conseiller Ashbee, en tant que secrétaire de la *Pro-Jerusalem Society*<sup>35</sup>.

Cette idée là est celle de l'expérimentation qui rejoint peut-être l'esprit de l'aventure coloniale, vue ailleurs. «Au Maroc les gens croient à l'urbanisme» avait écrit Léandre Vaillat, critique d'art en 1931<sup>36</sup>. L'urbanisme colonial moderne prend sa source dans les valeurs esthétiques de progrès, et plus précisément de pureté, de salubrité appliquées dans les villes, non qu'elles représentent, mais dont elles sont le centre. On sait que dans les colonies, les réglementations qui apparaissent au début du siècle par exemple sur la salubrité en médina, sur l'hygiène, et la santé publique et la circulation sont au cœur du projet urbain moderne que construisent des administrateurs, des ingénieurs et architectes. Les modèles de la cité jardin, du zoning, du cordon végétal ou sanitaire se retrouvent à New Delhi, Tananarive, Hanoi, Alep et Casablanca mais aussi à Jérusalem. Ils sont destinés tantôt à isoler les populations autochtones tantôt à décongestionner le tissu central tantôt à embellir ou ordonner les villes.

Ashbee conseiller du Gouverneur et secrétaire de la *Pro-Jerusalem Society*, au démarrage de cette dernière, fut précisément celui qui introduisit l'urbanisme de planification à Jérusalem et une certaine esthétique métropolitaine. Il ne fit pas que publier les cartes de la ville au 1/5000 en anglais, en arabe et hébreu ou procéder au recellement exhaustif de la structure foncière de Jérusalem. Il se consacra surtout à la supervision des schémas directeurs de 1918 et 1922 qui expriment sans doute sa vision personnelle. C'est que Ashbee arrive en Palestine avec une pensée qu'il a éprouvé au cours de sa carrière à Londres mais aussi en Egypte. Il a dirigé les enquêtes sur les monuments du Grand Londres, publié un répertoire des monuments historiques détruits lors de la guerre<sup>37</sup>, mis en place les premières mesures de conservation mais aussi de classement de l'architecture londonienne, fait procéder à l'inventaire des

---

<sup>35</sup> C.R. Ashbee, in *Jerusalem, 1918-20, op.cit.*, p.3.

<sup>36</sup> L. Vaillat, cité par Wright dans «Tradition in the service of Modernity, Architecture and urbanism in French Colonial Policy» in *Tension of empire, op cit.*, p. 326.

<sup>37</sup> C.R. Ashbee (ed.), *The Survey of London, being the first volume of the register of the committee for the Survey of the memorials of greater London, containing theaprib of Bromley by-bow*, London, 1900.

monuments historiques. Il siégeait aux instances de promotion de l'architecture, à la Royal Institute of British Architects et autres sociétés philanthropiques. Après un essai sur l'architecte Frank Lloyd Wright en 1911<sup>38</sup>, il a publié en 1917 son essai d'urbanisme *Where The Great City stands , a Study in the New Civics* qui donne la teneur de sa pensée, celle là même qui l'anime et le conduit en Palestine après avoir exercé en Egypte.

Il y rappelle que l'Orient comme source du sens, comme imaginaire et monde d'art doit être confronté à une modernité. Ashbee, dans la foulée du mouvement saint simonien qu'il cite à plusieurs reprises et de son appel de l'Orient se veut moins culturaliste ou moins utopiste que positiviste. Il avance un propos idéaliste de la ville et de la civilisation urbaine mais celle-ci :

«Doit se diffuser dans les colonies britanniques» et pas seulement sur le Continent». Des règles urbaines doivent discipliner la croissance des villes «et les immeubles hors échelle non civilisés» de notre industrialisation barbare<sup>39</sup>.

Les références à Le Bon, aux socialistes français, à un mouvement esthétique moderne comme le futurisme ou encore à la cité démocratique grecque sont constantes. A Jérusalem, Ashbee fit entrer une conception anglaise mais aussi civique de l'urbanisme, à partir de deux premiers schémas directeurs qui doivent être «incorporés» ,selon ses termes dans la décision publique nationale. L'urbanisme est aussi la fusion d'un modèle théorique et pratique :

«L'enquête (*the survey*) couvre un domaine de décisions concernant l'architecte, le sociologue et le politique qui ont une vue générale»<sup>40</sup>.

Ce qui prime en premier lieu dans la culture territoriale et urbaine, c'est la constitution d'un domaine d'études. Ashbee fit admettre à l'administration civile de Samuel l'importance des études techniques et humaines qui doivent être financées pour ne plus dépendre de l'administration militaire.

«Le succès d'un plan dépend des études» et aucun plan n'est possible tant que les enquêtes ne sont pas exhaustives». Selon lui les cartes «des Turcs doivent être corrigées dans un sens plus scientifique, d'exactitude»<sup>41</sup>.

---

<sup>38</sup> C.R Ashbee, *Frank Lloyd Wright*, Berlin , Wasmuth, 1911

<sup>39</sup> in *Where the city stands, op.cit.*, p.54-55.

<sup>40</sup> C.R Ashbee, *Jerusalem 1920-1922, the Records of the Pro-Jerusalem Council during the First two Years of the Civil Administration*, , edited by the Council of the Pro-Jerusalem Society, 1924. Il s'agit donc du second volume sur les rapports d'activité de la Pro-Jerusalem Society.

Ashbee fit accepter des budgets d'études, dans le cadre des deux premiers schémas directeurs pour Jérusalem qu'établiront les urbanistes Mac Lean et Geddes. Ceux-ci doivent marquer une nette évolution par rapport aux premiers plans approximatifs<sup>42</sup> entrepris par l'administration provisoire et l'ingénieur municipal Gueni et dont Ashbee ne mentionne jamais le nom ; car il faut en finir avec «le médiévisme». L'observation et la rationalisation doivent prendre le pas sur les spéculations. Les données statistiques, techniques et autres relevés doivent avoir une efficacité dans le cadre de la planification. L'ordre descriptif devient constitutif du projet car il induit des projections à l'image du zoning. Selon Ashbee, le zoning est ce «qui précède tout» avec les alignements, les nouvelles rues et quartiers. Le plan sert à ordonnancer la ville, mais il implique dans les villes arabes, d'être soigneux.

«L'industrialisation en Occident comme en Orient rend nécessaire l'instauration de règles d'urbanisme. Mais celles-ci dépendent de son adaptabilité, de son application administrative. Il faut tenir compte de la religion, de l'éducation, du paysage [...] Il faut anticiper [...] Un bon plan doit être adaptable et la machine administrative a le pouvoir de le modifier»<sup>43</sup>.

Si Ashbee comme ses successeurs donnent tout crédit aux premiers plans de William Mac Lean et surtout de Patrick Geddes à Jérusalem, c'est qu'ils apportent les lignes directrices de ce que doit «être la ville» selon les mots, cette fois, de Kendall notamment sur la base du zoning, de la projection qui découle des besoins rationnels des habitants.

### 2.2.1.3 La ville blanche , catégorie esthétique

A la demande de Storrs et de Ashbee, l'architecte. William Mac Lean, élabore donc le premier schéma (*Town Scheme n°1*) en 1918 alors que la ville est encore sous couvre-feu. Mac Lean après avoir travaillé sur les plans d'assainissement de Glasgow a poursuivi une carrière coloniale à Khartoum, à Alexandrie où il a installé son agence. Il sera le concepteur du plan de développement de cette dernière en 1920. A Jérusalem, le plan de Mac Lean qui ne disposait que de peu d'informations procède par empirisme,

<sup>41</sup> In *ibid, op.cit*, p. 25-27.

<sup>42</sup> Il semble d'après Ashbee que l'administration militaire refusait de budgétiser les études, jusqu'au premier plan de Gueni, jugé incorrect.

<sup>43</sup> In *ibid, op.cit*, p. 25-27.

et ses préoccupations se tournent vers la préservation du paysage original de la vieille ville.

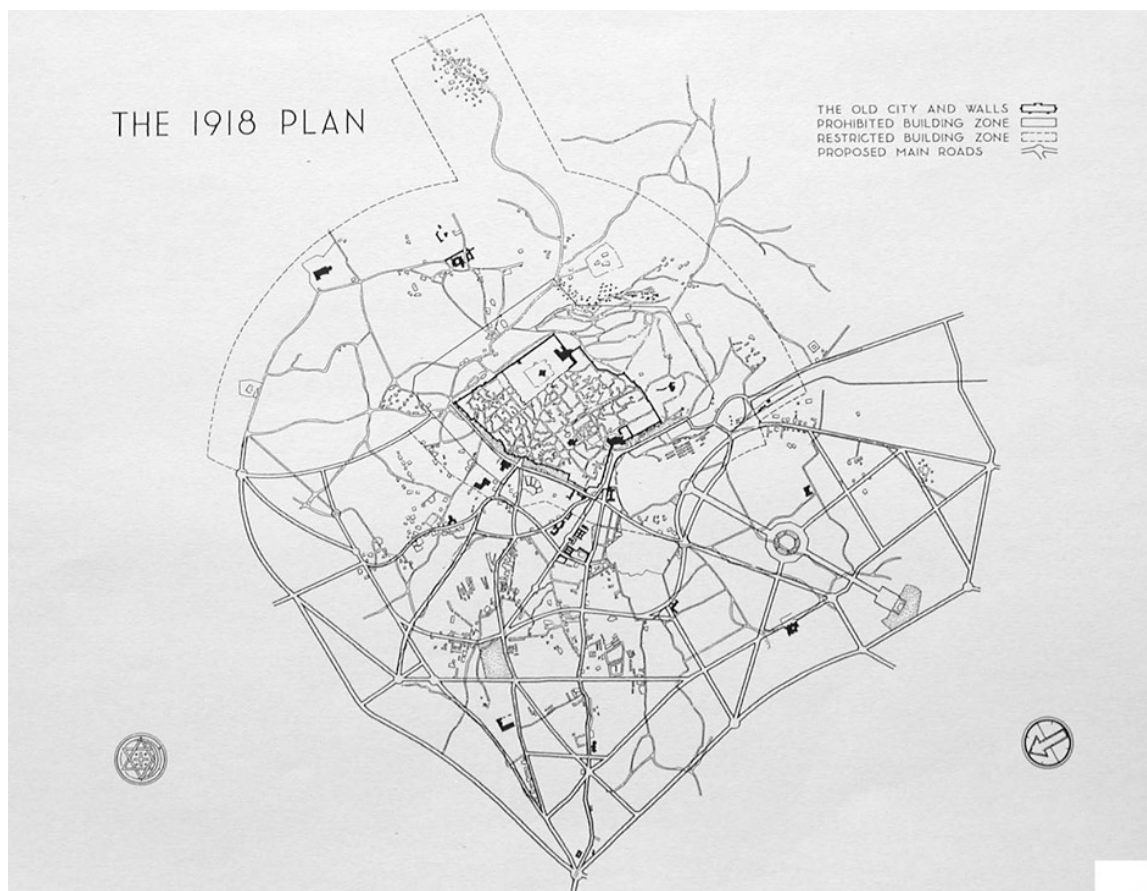


Figure 7 : Plan de Jérusalem réalisé par Mc Lean

Source : Archives de la Pro-Jerusalem Society, Fulbright Institute, Jérusalem

Il s'agit «d'isoler la vieille ville au sein d'un parc nature» écrit Ashbee à propos du plan de Mc Lean<sup>44</sup>. Le développement de la ville est dual, là où Mac Lean insiste sur le caractère émotionnel de la ville dans ses murs ceinturée par les collines (Sion, Hénou, Ophel, Mont Moriah) par opposition à la cité moderne hors les murs. Le dessin de Mac Lean hiérarchise quatre secteurs où seront prises différentes mesures de mise en valeur de la cité céleste et de son paysage. Il fixe un périmètre de protection de la vieille ville, mais aussi des vallées entourant les remparts, à l'Ouest, au Sud (la vallée du Hinnon et

<sup>44</sup> In *Jerusalem, 1918-1920, Records of the Pro-Jerusalem Society*.

de Kidon). Au total les espaces non constructibles (8000 dunums) représentent 45% de la surface totale du plan (17000 dunums).

Une ordonnance est signée par le Gouverneur Storrs préparée par le Conseiller Ashbee. Un permis est obligatoire pour démolir ou construire à l'intérieur des remparts et dans un rayon de 2500 m autour de la porte de Damas sous peine de sanctions<sup>45</sup>. L'ordonnance précise les contraintes des propriétaires et riverains : prescriptions architecturales en ce qui concerne l'usage obligatoire de la pierre pour les toits et façades dans la forme traditionnelle des villages, interdiction d'afficher de la publicité sur les murs, limitation des hauteurs des constructions nouvelles à 11m dans le pourtour de la vieille ville, interdiction de construire dans l'axe et sur le Mont des Oliviers. L'emploi de la pierre de Jérusalem est également obligatoire dans les nouveaux quartiers et lotissements.

---

<sup>45</sup> 500 ordonnances seront prises pour des démolitions entre 1918 et 1920, *in ibid.*



FIG. 2: STORRS' COMMUNIQUE, 1918

Figure 8 : Ordonnance publique sur la préservation de Jérusalem, 1918  
 Source : Urban geography of Jerusalem, D.Amiran, A. Shachar, I. Kimhi (eds)

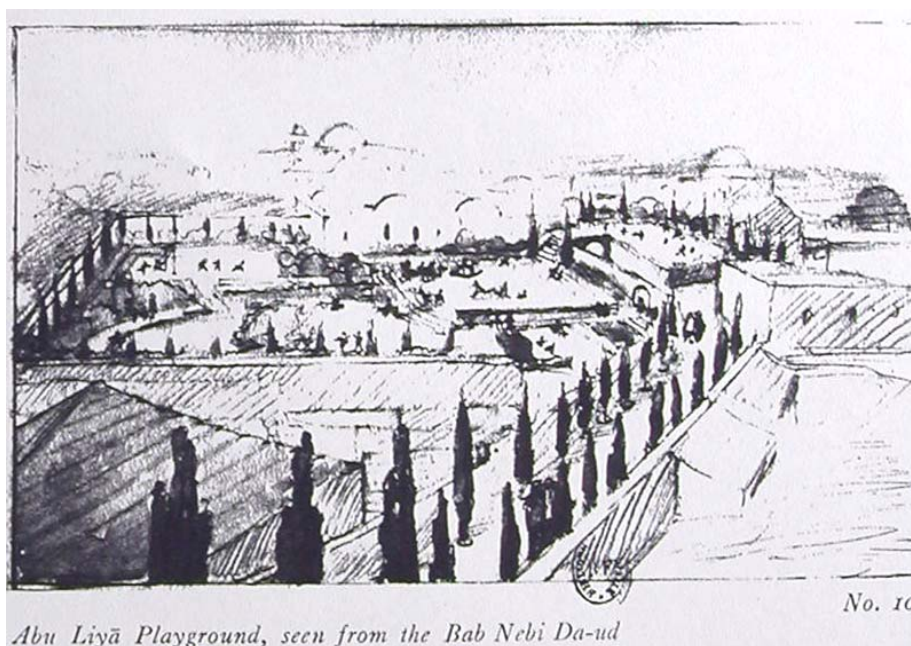
Si Mac Lean insiste sur la dimension esthétique de la ville, de ses remparts et des collines de Sion, Mont des Oliviers, il consolide des principes de développement maîtrisé de la ville hors les murs. Un front d'urbanisation est possible à l'intérieur d'un développement graduel et concentrique à partir de nouvelles voies structurantes ouvrant vers Jaffa, Naplouse, Nabi Samuel, Djénine. Un axe urbain est recommandé à partir de la rue de Jaffa au Nord Ouest dans la perspective de la citadelle et de la porte de Jaffa. Le schéma est approuvé dans sa forme finale en juillet 1918, sans difficulté, par le Maire de Jérusalem, Kazem Mussa Husseini, ayant sans doute bien conscience de l'attachement consensuel des anglais au paysage originel et aux Lieux Saints. Il ne

contestera pas, pas plus que le Mufti, l'ordonnance sur les démolitions prises au nom de la pureté de la vieille ville<sup>46</sup>.



*Abu Liyā Playground, seen from the Bab Nebi Da-ud  
(as at present)*

No. 10



*Abu Liyā Playground, seen from the Bab Nebi Da-ud*

No. 10

Figure 9 : Projet de rénovation de la porte de Jaffa et remparts en 1918 par la Pro-Jerusalem Society (R. Creswell, architecte)

Source : Pro-Jerusalem Society, *Jerusalem 1918-1920, the Records of the Pro-Jerusalem Council during the period of the British Military Administration*, édité par C.R Ashbee

<sup>46</sup> Si on s'en tient aux commentaires de Storrs dans *Jerusalem 1918-1920*, on peut penser que les Husseini, maire et Mufti appliquaient de façon disciplinée les ordres de Storrs. Pour ce dernier, il y avait une relation de confiance au sein de la Pro-Jerusalem Society et un esprit de tolérance.



#### 2.2.1.4 De Geddes à Holiday : esthétisme et développement du «plus beau parc sacré du monde»

Six mois plus tard l'urbaniste Patrick Geddes qui est missionné par la Commission Sioniste pour étudier l'implantation de l'université hébraïque est invité par Storrs et la *Pro-Jerusalem Society*, à exprimer son point de vue sur le développement et à produire un plan. Figure de l'urbanisme moderne, l'intervention de Patrick Geddes en 1919 a évidemment son importance, au moment où il élabore à la fois le schéma directeur de Tel Aviv et publie sa réflexion sur les villes dans *Cities in Evolution*<sup>47</sup>. Geddes y propose une histoire des villes qui embrasse toutes les cultures, pourvu que celles-ci prennent le chemin du progrès. Les villes sont vues comme des organismes vivants, et Geddes revient sans cesse sur sa conception de l'enquête urbaine, d'un urbanisme civique associant les habitants.

En Palestine, Geddes peut compter sur l'appui de Ashbee, membre comme lui de l'Institut Royal, de la Revue *Town Planning Review*. Tous deux ont participé à l'exposition universelle d'Edinburgh de 1882, dispositif fédérateur et discursif mettant en scène la ville comme objet de savoirs. L'exposition était une machine à penser la ville, un musée civique selon les termes de Geddes<sup>48</sup>. Celui-ci a demandé en Palestine que soient effectués des études démographiques et des relevés topographiques. Geddes critiqua en effet le plan fait par Mac Lean son manque de temps et sa méconnaissance de la ville et l'insuffisance des études<sup>49</sup>. Mais il n'en contredira pas les principes d'organisation bipolaire : la ville moderne surplombant la vieille ville et son amphithéâtre de parcs bien mis en valeur par Mac Lean. Geddes reprend le principe d'une ceinture verte aménagée en terrasses autour des remparts. L'enceinte originelle de Jérusalem qui abrite les sanctuaires, cimetières juifs et les sites historiques du Mont des Oliviers, du Mont Scopus est vue comme «le plus important des parcs sacrés au

---

<sup>47</sup> P. Geddes, *L'évolution des villes : une introduction au mouvement de l'urbanisme et à l'étude l'instruction civique*, Paris, Ed. Temenos, 1994.

<sup>48</sup> Cf. Volker Welter, «Stages of an exhibition. The Cities and Town Planning Exhibition of Patrick Geddes», *Planning History*, vol. 20, n.1, p.25-35.

<sup>49</sup> Geddes écrivait à l'Agence Sioniste : «On ne peut pas accuser l'urbaniste municipal d'être mauvais étant donné le manque d'études. Un temps insuffisant a été accordé pour sa préparation», cité par Helen Miller, d'après les Archives Sionistes, in *Patrick Geddes, Social Evolutionist and City Planner*, Routledge, London, 1990, p.277. Selon Ashbee, les précédents relevés de l'administration étaient inexacts. « Moi-même j'ai trouvé des fautes de 150 foot», in *Jerusalem, 1920-1922*.

monde». Geddes, préserve la vue et la perspective vers le Mont des Oliviers, vers le Mont Scopus pour créer selon les termes de l'urbaniste «un panorama inspiré»<sup>50</sup>.

Il préconise et renforce le même développement graduel de la ville nouvelle à l'ouest et au nord ouest et au sud ouest à proximité de la gare à Beit Safafa pour le secteur industriel, artisanal. Au total les surfaces urbanisables représentent cette fois 65% du plan. Geddes propose un nouveau schéma viaire sur la base d'une *Ring Road* qui suit naturellement la topographie, le relief de la ville pour relier les futurs quartiers résidentiels autour de la vieille ville. La ville est divisée en huit secteurs de planification. Tout cela procède bel et bien d'une réflexion anticipant les formes futures de la ville, propre à Geddes ou au *Town Planning* londonien. Le plan de Jérusalem ne fût peut-être pas très éloigné du plan du Grand Londres en ce qui concerne la prise en compte de l'histoire locale, les nouvelles formes de croissance industrielle, les enjeux démographiques, une certaine idéologie libérale traduits dans le zoning. En 1922, la Commission d'urbanisme Municipale et la Pro-Société de Jérusalem approuvent le schéma urbain (*Town Scheme n°2*).

L'importance accordée à l'ordre descriptif, au savoir tabulaire : statistiques, diagrammes, données préalables, mais aussi à la compréhension de l'évolution de la ville fonde, semble-t-il, une vision commune des fonctionnaires ou des experts successifs chargés de la planification. A la fin des années 1920, l'immigration juive est à un moment culminant, la population a augmenté d'un tiers en sept ans et Jérusalem qui atteint presque la centaine de milliers d'habitants change d'échelle<sup>51</sup>. Des régulations pour encadrer la croissance de la nouvelle ville deviennent nécessaires. Dans le service dirigé par Holiday puis Kendall le travail de collecte et de programmation est renforcé, des ingénieurs sont recrutés.

Les nouveaux schémas de 1930 et 1944 réalisés par Holiday puis Kendall représentent non seulement les formes d'une pensée occidentale, mais le modèle des plans urbains métropolitains comme celui de Londres. Les fonctions d'une ville

---

<sup>50</sup> D'après Philip Boardman auteur d'une biographie sur Geddes, in *Patrick Geddes, Maker of the Future*, University of North Carolina Press, Durham, 1944, p. 357.

<sup>51</sup>La population entre 1922 et 1930 est passée de 62000 à 90.000 habitants dont 51000 juifs.

moderne : travail, production, habitat, loisirs et commerce doivent être lisibles. Des ressemblances existent au stade des modes d'analyse de l'espace, avec des affectations par zones qui prennent en compte la morphologie de la ville et le processus de croissance et sa distribution.

Le schéma de développement engagé en 1926 par Clifford Holiday approuvé en 1930 synthétise à lui seul la pensée urbaine fonctionnelle naissante, accordant toute sa valeur à la ville ancienne mais rendant compte d'une nouvelle réalité urbaine : l'expansion de la nouvelle ville hors les murs qu'il s'agit de réguler<sup>52</sup>. Le plan est le premier *Outline Townplanning Scheme* en Palestine déterminant des catégories et des hiérarchies de voies, consolidant le principe de la *ring road* articulée sur des dessertes internes s'arrêtant aux portes de la vieille ville. Des indications d'aménagement donnent l'image souhaitée de la nouvelle Jérusalem. Un règlement est donné pour les nouveaux secteurs tous situés à l'Ouest avec des prescriptions architecturales et esthétiques pour les bâtiments, le schéma viaire des lotissements, les modalités d'implantation des réseaux (les réseaux doivent être enterrés), les plans d'alignement et les principes de disposition des espaces intermédiaires conçus comme une succession de mini ceintures vertes.

Cette perception de la ville que l'on a dit liée à une pensée, un savoir-faire métropolitains se soucie d'équilibrer le développement spatial, entre zones résidentielles et industrielles et zones vertes, là où les concepteurs ou usagers des quartiers nouveaux juifs restent très soucieux du cadre de vie. Holiday se dit soucieux du paysage des collines de Moab et du paysage pastoral mais il réduit la ceinture verte des remparts (qui ne représentent plus que 20% de la surface du plan). Tout simplement il organise la fabrique de la ville en renforçant les réglementations sur le bâti, la création de poumons verts supportée par les lotisseurs<sup>53</sup>. Les zones arabes dont la population est sensiblement de même proportion qu'en secteur juif ne bénéficient pas de prescriptions

---

<sup>52</sup> La superficie du Grand Jérusalem est estimée alors à 63 km<sup>2</sup>.

<sup>53</sup> Trois types de densité sont fixés selon les secteurs résidentiels et qui prennent en compte les coefficients d'emprise au sol, les prospects, les hauteurs et nombres d'étage pour dessiner la silhouette équilibrée des premiers lotissements.

## L'INTERNATIONALE URBAINE ET LA RENCONTRE MANQUEE (1920-1948)

particulières. Mais un schéma de développement de secteur est élaboré pour Bab el Zahira, aux portes de la vieille ville.

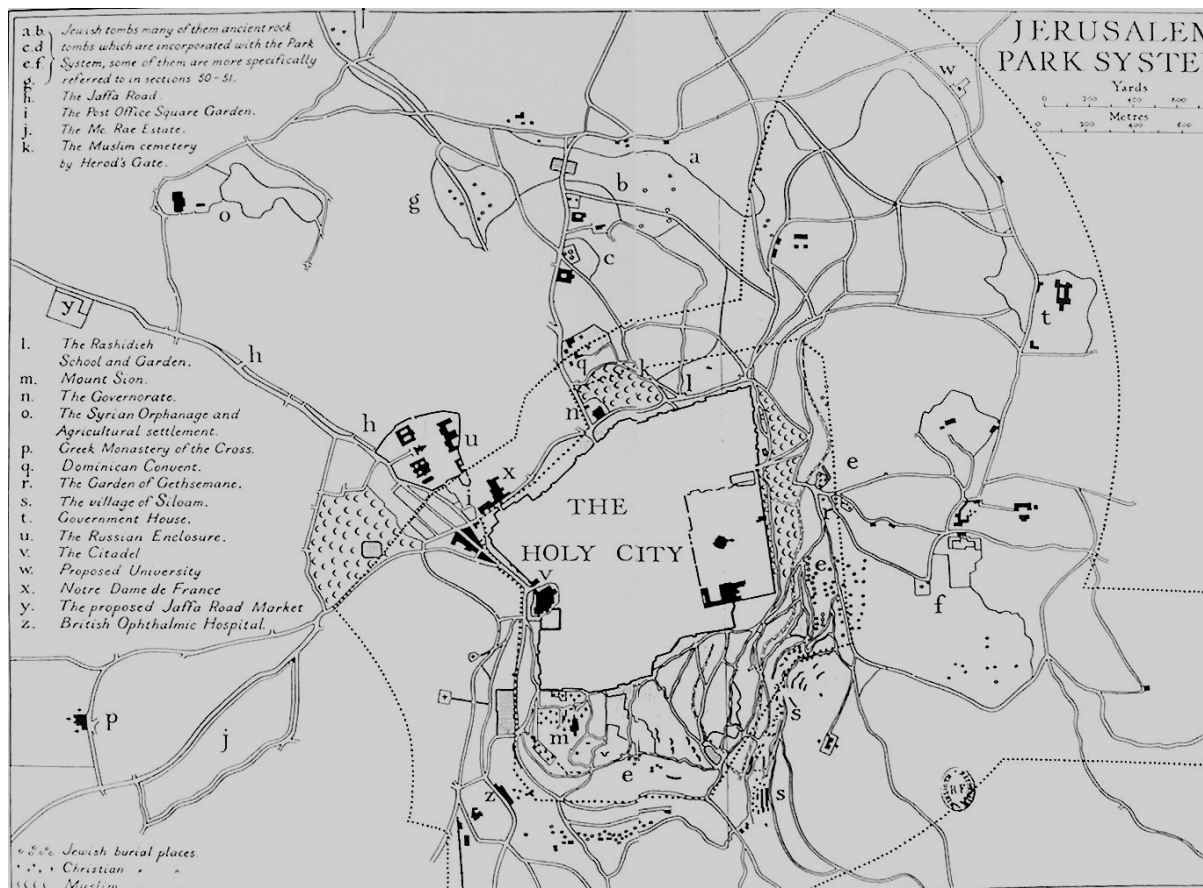


Figure 10 : Inventaire des parcs et des sites à Jérusalem

Source : Pro-Jerusalem Society, *Jerusalem 1918-1920, the Records of the Pro-Jerusalem Council during the period of the British Military Administration*, édité par C.R Ashbee

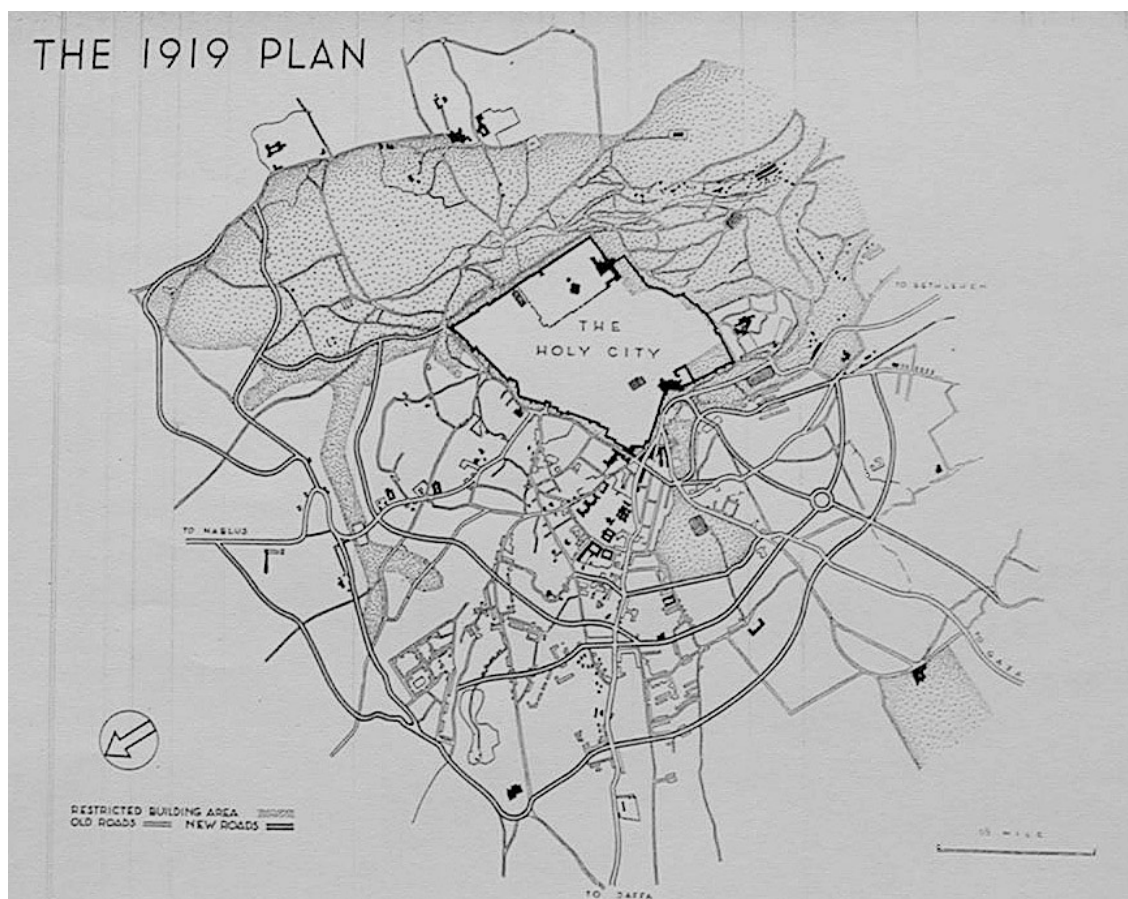


Figure 11 : plan de développement de Jérusalem par P. Geddes, 1919

Source : Pro-Jerusalem Society, *Jerusalem 1918-1920, the Records of the Pro-Jerusalem Council during the period of the British Military Administration*, édité par C.R Ashbee

#### 2.2.1.5 Kendall à la fin du mandat : urbaniste libéral

Henry Kendall conseiller du Gouverneur de Jérusalem, membre du Town planning Institute of London, membre de l'institut Royal des Architectes, vient de l'administration coloniale de Malaisie. Chef du Service Central de l'Urbanisme à partir de 1935, il signe le dernier schéma anglais de 1944 qui ne sera pas appliqué en raison de la fin du Mandat et de la crise politique ouverte en Palestine. La publication du plan de Kendall intervient à la veille de la seconde guerre mondiale et en même temps que celui d'Abercrombie pour le Grand Londres. Ce qui est en jeu n'est pas seulement la maîtrise de la croissance de Jérusalem, mais son inscription territoriale, l'affirmation de sa centralité. La ville ancienne est figée, le Mont Scopus consacré comme réserve naturelle. L'accent est mis sur le maillage viaire de Jérusalem avec le reste de la région. Le centre-ville et la porte de Jaffa sont au cœur d'un réseau de communication

centrifuge appelé à desservir à l'ouest Tel Aviv, Jaffa et la côte méditerranéenne, au Sud Bethléem et Hébron, au nord à partir de la Porte de Damas, Haïfa et la Galilée, à l'est Jéricho et la vallée du Jourdain<sup>54</sup>. Le modèle anglais des «*regulations zoning*» est repris avec six catégories de zones résidentielles<sup>55</sup>.

L'efficacité et la précision techniques combinées à la compréhension globale de la ville correspond à l'esprit général anglais. Kendall et son service de 6 ingénieurs entreprennent un important recueil de données : topographie, cadastre, enquêtes croisées au recensement de 1941. Les documents détaillés indiquent des données diagrammatiques pour 28 unités de voisinage dont six sont arabes : densité, distribution de population, simulations sur les besoins fonciers et la programmation des équipements, simulation sur les déplacements, indications de relogement hors des logements vétustes, mais aussi propositions d'implantations par rapport aux données climatiques. Le point de vue change peu : hiérarchie ou ville duale entre médina et affirmation de l'axe nord-ouest. Mais l'*Outline Scheme* est déplié à l'intérieur de *detailed Schemes* où chaque zone est profilée, pensée dans un ordonnancement général du paysage des voies et du bâti qui ne dépasse pas les trois étages en zones résidentielles<sup>56</sup>. La partie réglementaire des schémas de secteurs est détaillée et cette fois s'intéresse à certains secteurs arabes : Bab al Zahira, Sheikh Jarrah, les plus centraux, situés entre les rues de Jaffa et de Naplouse, finalement considérés comme secteurs stratégiques. Kendall verrait bien ici se développer un pôle commercial et industriel arabe, triangle ou miroir symétrique, quoique moins prestigieux, à celui du centre-ville moderne et juif situé à l'exact opposé. Dans son livre sur Jérusalem *Planning Jerusalem*, Kendall reviendra longtemps sur les principes du *General Planning* à Jérusalem, qui donne toute sa place aux études, à l'importance des réglementations.

---

<sup>54</sup> Le réseau fut utilisé comme tactique guerrière par les Arabes au moment de la révolte, les Arabes bloquant tous les accès principaux à Jérusalem pour isoler la ville du reste de la région, et se réservant un by-pass qu'ils contrôlent.

<sup>55</sup> Où sont fixées les hauteurs des bâtiments, la taille des îlots, la surface constructible, les prospects. Le plan est repris dans H. Kendall, *Jérusalem City Plan*, Her Majesty's Stationary office, London, 1948.

<sup>56</sup> Et 20% des emprises constructibles.

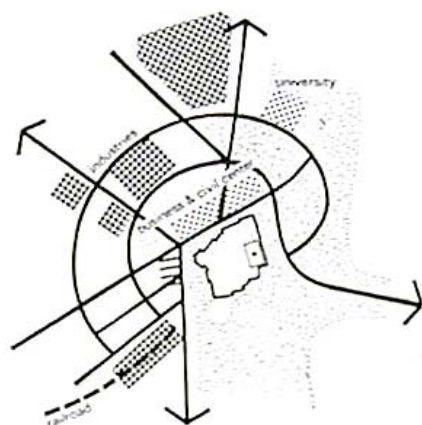


FIG. 5: SCHEMATIC DIAGRAM: GEDDES-ASHBEE PLAN, 1920-1922

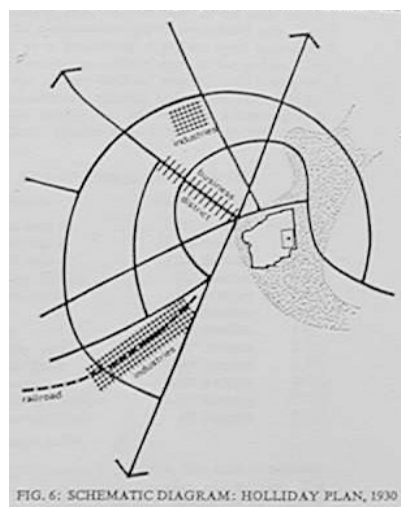


FIG. 6: SCHEMATIC DIAGRAM: HOLLIDAY PLAN, 1930

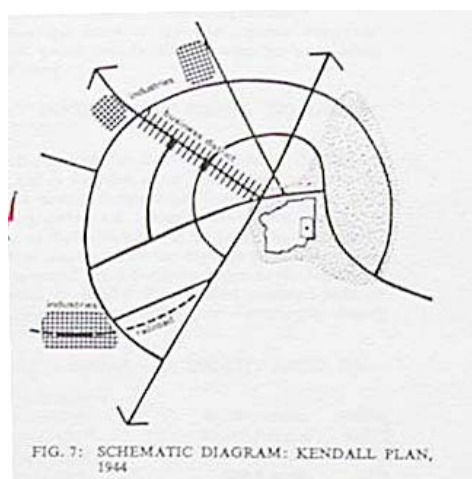


FIG. 7: SCHEMATIC DIAGRAM: KENDALL PLAN, 1944

Figure 12 : Shémas successifs de développement de Jérusalem retranscrits par Israel Exploration Fund.

Sources : Amiran K, Khimhi I, Shachar A (eds), *Urban Geography of Jerusalem*, Israel Exploration Society, 1973

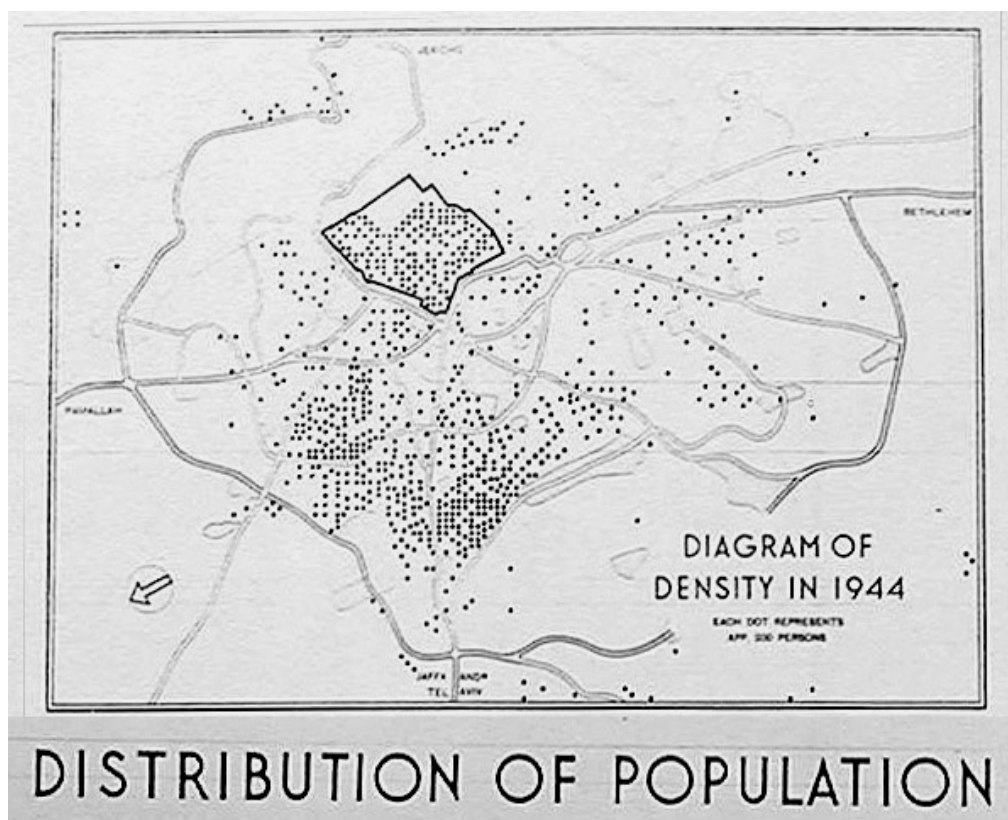


Figure 13 : Etudes établies par Kendall, urbaniste pour le schéma de développement de Jérusalem de 1944

Source : *Jerusalem City Plan*, Archives Fulbright, Jérusalem

### 2.2.2 Réseaux et références : quand urbanistes, technocrates et entrepreneurs convergent vers l'ouest

Les Anglais auront tout le temps pensé que le cœur de Jérusalem et donc l'orientation de son développement se situe plus à l'ouest et au centre, sur la rue de Jaffa, qu'à l'Est sur les artères de Naplouse ou vers Bethléem c'est à dire dans les parties arabes moins attractives. Ils avaient aussi à préserver la vieille ville du développement urbain, protéger l'apparence de l'intégrité architecturale. Tout ceci a été d'une grande conséquence pour l'image de Jérusalem. D'un côté, la cité céleste doit être gardée pure et intacte : tel est bien le sens des plans successifs et des ordonnances anglaises de mise en valeur du paysage. A l'extérieur des remparts, l'administration anglaise se révèle réformiste en approuvant les plans successifs de Geddes, Holiday et Kendall qui organisent la croissance économique et démographique. Mais celle-ci est



toujours située au nord et à l'ouest, au point d'effectuer ce décrochage avec la partie arabe.

Le parti pris d'imposer la vieille ville, la pierre de Jérusalem, comme catégorie esthétique, comme marque de l'histoire, et de hiérarchiser la ville nouvelle serait à mettre en perspective avec d'autres situations où les centres anciens sont aux mains des architectes et gouverneurs coloniaux. Pour s'en tenir à l'exemple marocain, de Rabat et Casablanca, on sait que la «ville duale» voulue par le Général Lyautey sur la base des préservations des médinas et de la création de quartiers typiques ceinturés de villes nouvelles a été présentée maintes fois comme l'image urbaine accomplie d'un modèle esthétique français et qui fut aussi celui de la ségrégation<sup>57</sup>. L'aménagement urbain à Jérusalem dans l'espace et la géographie du mandat ne permettent pas seulement de percevoir les lieux d'exercice de la pensée urbaine fonctionnelle et continentale, mais d'expliquer comment la ville a pu prendre une fonction, une image orientée ou déterminée par les représentations occidentales, au point peut-être de délaisser la société autochtone arabe.

#### 2.2.2.1 *Le centre moderne de Jérusalem, reflet de l'occident*

Les architectes Ashbee et Kendall, tout comme leurs administrateurs sont des prototypes des fonctionnaires de l'Etat moderne venus en Orient au nom d'une vision de la science, des techniques et de la civilisation. Tous membres de l'Institut Royal Britannique, ils se retrouvaient sans doute au sein d'une même culture urbaine occidentale qui veut aborder un nouvel ordre urbain de Jérusalem mais sans brouiller les identités existantes, sans altérer la figure pastorale ou sacrée de la ville. Ils voulaient croire à la possibilité d'une fonctionnalité urbaine conciliée à la beauté que la venue de l'urbaniste international Geddes a fait surgir. Ashbee notamment joua un rôle actif auprès de la commission d'urbanisme et auprès de la *Pro-Jerusalem Society* pour publier les schémas d'urbanisme, faire accepter des principes structurels concernant la vieille

---

<sup>57</sup> C'est qu'il faut sans doute retenir des travaux de Janet Abu Lughod sur la ségrégation des populations marocaines liée à l'application des plans d'urbanisme, in *Rabat : Urban Apartheid in Morocco*, Princeton, Princeton University Press, 1980. On se rapporte ainsi à l'ouvrage de Jean Royer, *L'urbanisme aux colonies et dans les pays tropicaux*. Dans cet ouvrage, on note l'article de Albert Laprade, Architecte à propos de Rabat et Casablanca, «Une ville « spécialement pour les Indigènes », vol 1, pp.95-99.

ville, son règlement, l'usage de la pierre blanche dans tout le périmètre municipal, et faire établir de nouvelles limites municipales absorbant les villages arabes péri-urbains situés à l'ouest, comme Lifta et Deir Yassin, ou à l'est, avec Shu'fat, Isawiya, El Eizariya, situés aux portes de Jérusalem. Ils deviennent du coup coupés de leur matrice communautaire et culturelle.

Ashbee valorise au sein de la *Pro-Society* de nouveaux modèles d'aménagement urbain comme les premières cités jardins dont les réglementations sont intégrées dans les plans de secteurs et dont les plans sont publiés<sup>58</sup>. Il fait adopter les plans d'alignement et des prescriptions urbaines des lotissements. L'exemple le plus frappant de cet aménagement urbain moderne, allié à une architecture internationale se situe au cœur de Jérusalem aux confins des avenues de King Georges et de Ben Yehuda. Il s'agit d'un lotissement créé sur des terrains nus appartenant au patriarcat grec vendus à la Société de Développement de la Palestine, combiné au percement de l'avenue de King George en 1924 pour scinder un îlot triangulaire épais et ouvert, accueillant des morphologies nouvelles. Le changement d'échelle est remarquable : plantations, grands jardins devenus le parc de l'Hôtel du King David, avenues de large gabarit supportant des volumétries importantes : jusqu'à 15 niveaux pour l'hôtel King David construit dans la période. Et l'îlot devient le cœur prestigieux de la ville et voué aux affaires, à la représentation diplomatique, aux institutions sionistes comme le Jewish National Fund, la Zionist Organization ou aux hôtels (King David Hôtel, Hilton).

Pour les urbanistes, le cœur de la ville nouvelle se situe donc très à l'ouest et l'administration anglaise<sup>59</sup> inaugure la Mairie, construite par Clifford Holiday, et la Poste Centrale, l'une des premières œuvres du mouvement moderne, au carrefour central de la porte de Jaffa croisant la rue Benyuda. Le Conseil Suprême musulman de Hadj Amin Hussein s'est lui-même installé dans le Palace Hôtel, rue d'Agron, fragment d'architecture éclectique.

L'internationalisation croissante du centre-ville de Jérusalem durant la période anglaise est très visible. Un monde européen, des identités nationales et culturelles ou

---

<sup>58</sup> Dans le vol. 2 de *Jerusalem, Records of The Pro-Jerusalem Society*, 1920-22.

<sup>59</sup> Le palais du Gouvernement est depuis 1931 sur le Mont Scopus.

confessionnelles viennent se refléter en ville dans une juxtaposition de modèles et de langages architecturaux : architectures syncrétiques comme celle byzantine de l'ambassade d'Italie, celle néo-classique du couvent des Franciscains. L'église moderniste de Saint Andrews est inspirée par les coupoles mameloukes. La Poste construite par Harrison utilise le béton et le verre. Tous ces édifices sont construits dans la première décennie du mandat anglais. Sans s'attarder sur les langages architecturaux, on peut considérer que la silhouette du centre de Jérusalem absorbe, superpose et restitue l'ensemble des apports européens et juifs. Le style international et le minimalisme seront notamment à l'œuvre à partir des années 1930, sous la coupe de Mendelssohn, pour l'hôpital Hadassah en 1932, et *l'Anglo-Palestine Bank* en 1936, rue de Jaffa.

Dans le secteur oriental à l'extrémité de la ville, sur la route de Jéricho on construit seulement le grand musée des Antiquités en 1929, œuvre de Barb Harrison, financé par David Rockefeller, de facture néo-baroque, inspiré par le style du British Museum. Tout cela rappelle que ce sont les européens principalement qui définissent la forme à donner à la ville, sa centralité, à travers des décisions urbaines et des réglementations prises par l'administration qui sont relayées par des acteurs économiques.

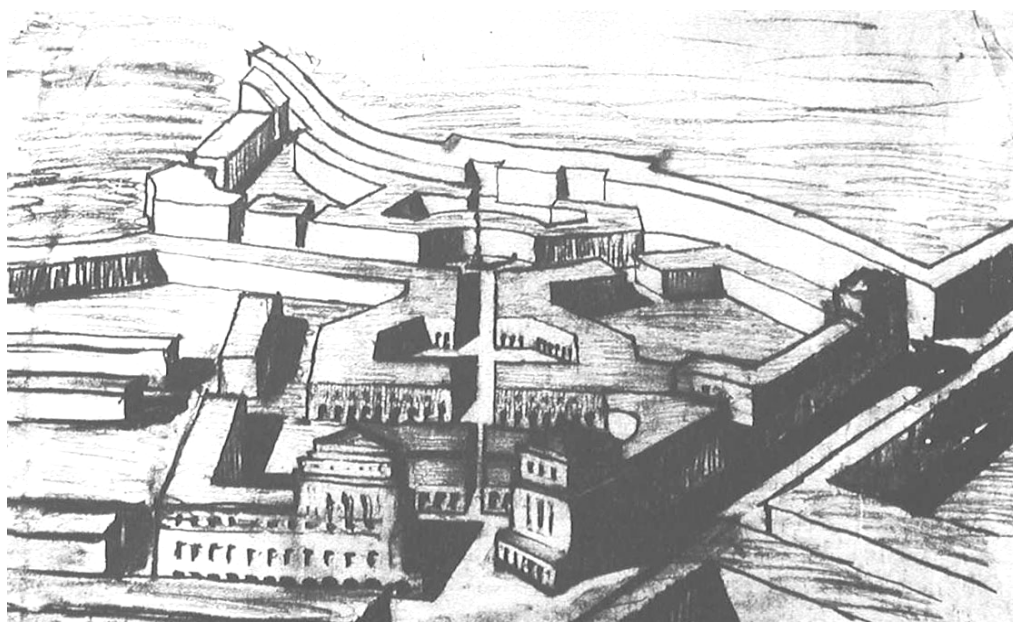


Figure 14 : Projet sur le boulevard Benyuda et King George Avenue vers 1925 (architecte : Richard Kauffman)

Source : *Unrealised projects for Jerusalem*, Jerusalem Municipality, 1998

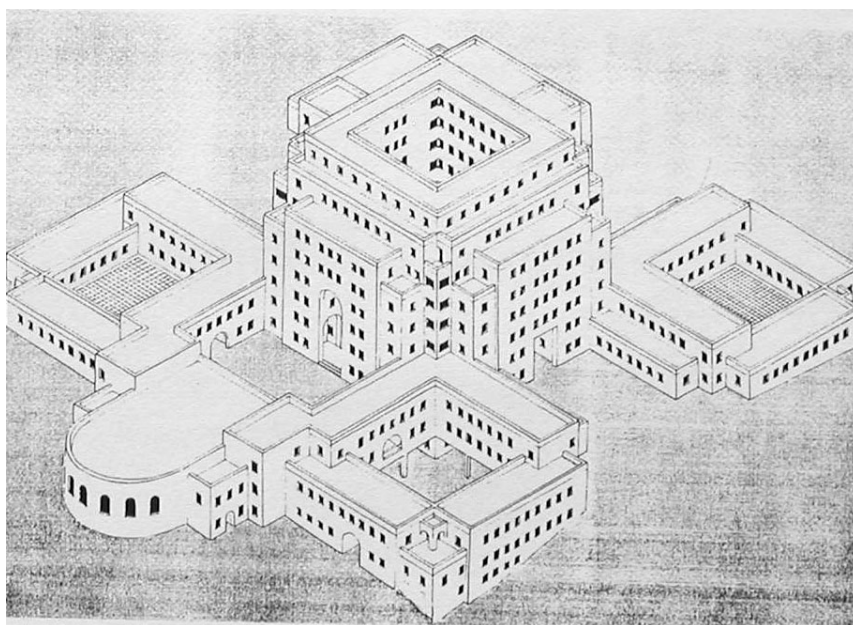


Figure 15 : Projet pour l'implantation de l'administration centrale anglaise sur le Boulevard King David (architecte : Barb Harrison)

Source : *Unrealised projects for Jerusalem*, Jerusalem Municipality, 1998



Figure 16 : Le Palace Hotel , ancien siège du Conseil Suprême Arabe, rue d'Agron  
Le bâtiment, ancienne propriété de Amin Al Hussein, a fait l'objet d'un projet de transformation hôtelière par un promoteur israélien (non abouti).

Source : *Unrealised projects for Jerusalem*, Jerusalem Municipality, 1998

### 2.2.2.2 *Les entrepreneurs libéraux ou sociaux : les lotissements modernes à l'ouest*

L'administration anglaise là où elle prescrit, fixe des règles, encourage fortement les initiatives privées dans le domaine de la construction et de l'aménagement où elle se veut libérale. D'une part la politique britannique délègue l'aménagement urbain tout comme certains services publics aux compagnies privées à Jérusalem, de même qu'elle a abandonné dans les années 1920, le secteur des transports à des sociétés juives et arabes ; comme elle l'a fait avec le secteur de la santé. D'autre part, les schémas d'urbanisme depuis Geddes s'articulent largement avec le marché immobilier et foncier dans un contexte de forte spéculation et croissance démographique et permettent aux promoteurs d'aménager des lotissements. Ils prennent alors en charge l'ensemble des travaux de voirie, d'assainissement de proximité, les autorités anglaises limitant leur interventions aux grands voies radiales et primaires comme celle de King George<sup>60</sup>.

L'internationale urbaine n'apparaît-elle pas ici avec la présence d'une classe marchande et libérale qui converge naturellement à l'ouest de la ville ou du pays au sein d'opérations d'aménagement privatives principalement sous forme de lotissement ?

L'entreprise immobilière avait démarré à la fin du siècle sur la base de l'accumulation individuelle de richesses ou d'un désir philanthropique des entrepreneurs comme Rupin, Rothschild, Montmorency, correspondant bien à l'entreprenariat libéral des Lumières décrit par Arendt, mais aussi à l'exportation de modèles utopiques. En milieu agricole notamment, les premières implantations sionistes, kibboutz, coopératives et laboratoires avaient un caractère social, qu'il faut rapprocher du socialisme européen des années 1930. Les kibboutz comme les yichouv, devaient incarner une culture nouvelle de l'économie de production, rejetant le marché, prônant une réconciliation l'homme et de là nature dans son espace de vie et de Travail, amenant des savoirs inspirés de Saint Simon en agriculture, biologie mais aussi en économie politique<sup>61</sup>.

En ville, on pourrait mentionner les premières cités d'habitat social, sur le modèle des coopératives. De vastes domaines immobiliers avaient été achetés par la

---

<sup>60</sup> Le réseau d'égouts ne sera d'ailleurs toujours pas achevé à la fin du mandat.

mission allemande pour le premier lotissement Efram appelé aussi *German Colony* à proximité de la gare, mais surtout par Montefiore à Mishkenot Shanin étendu au prestigieux lotissement Yemin Moshé en 1880 dans la vallée du Hénon<sup>62</sup>. L'administration ottomane encourageait alors fortement les investissements étrangers. Les premiers quartiers lotis à l'extérieur des remparts s'inscrivaient dans un courant pré-moderne. On y voyait les représentations manifestes de l'habitat pavillonnaire et de la cité jardin anglaise fondée par Howard : faible densité, équilibres des fonctions, ceinture verte autour de laquelle s'ordonne la cité, à l'image du lotissement de Meskenot Shanin de 400 logements ou à côté, celui de Yemin Moshe construit sur le même principe. Ils sont composés de maisons basses copiant le style du cottage tous alignés le long des rues intérieures. Les rues transversales régulières traversent le quartier d'est en ouest, pour distribuer des îlots réguliers. Les lotissements offrent déjà en 1880 un confort moderne (électricité, assainissement, une qualité de gestion et d'entretien).

Ce sont les mêmes principes qui président aux zones aménagées réalisées dans la période du mandat. Lotissements et cités jardins vont proliférer à l'ouest et au nord-ouest, cette fois comme les produits conjugués de l'émulation juive et de l'entreprise libérale anglaise. D'une part, l'acquisition de propriétés urbaines par le biais de *Palestine Land Development Compagny* (P.L.D) à la suite d'un Rothschild ou Rupin, est reconnue par les anglais. La P.L.D agit au nom du Fonds National Juif qui est reconnu par l'administration comme le maître d'œuvre du développement territorial et est associé aux instances consultatives et décisionnelles. Celui-ci peut procéder au titre de la loi de 1921, à des acquisitions de terrains vacants tombés dans le domaine public.

La plupart des opérations de la P.L.D interviennent sur la base de cessions de vastes terrains nus issus quelquefois du domaine religieux, comme le patriarche latin pour la cité jardin de Talpiot. La P.L.D n'a pas vocation à intervenir en secteur arabe et il semble qu'aucun contact n'ait existé avec des propriétaires de la partie arabe

<sup>61</sup> Sur ce point, nous reprenons Zvi Shiloni, *Ideology and Settlement, the Jewish National Fund, 1897-1914*.

<sup>62</sup> A Yemin Moshé, les parcelles construites et loties avaient été cédées gratuitement aux propriétaires par Montefiore.

orientale. Arthur Rupin en achetant à l'église Grecque ou aux villageois de vastes terrains en 1922, à l'ouest et au sud de Jérusalem, à Zanzaria (devenu Rehavia), à Talpiot, à Mekor Haim, réalise les premiers lotissements à Jérusalem sur le modèle qu'il avait examiné à Tel Aviv. Celui de Talpiot (1922) réalisé par Richard Kauffman sur la route de Bethléem est le plus important et comporte plus de 800 maisons. Avec celui de Rehavia (1924) ils rendent désormais plus lisibles l'influence du modèle de la cité-jardin : hiérarchie des espaces privés et publics, des constructions en bordure d'îlots donnant sur des espaces publics intérieurs, même paysagement et importance des plantations, faible densité, maisons de un ou deux niveaux accessibles par une cour intérieure. Ces cités se décalent par rapport à la conception des premières coopératives. Elles accordent une plus grande place à l'espace privé et le mode opérationnel, avec de futurs propriétaires se groupant au sein d'associations foncières. Elles évoquent davantage la conception des cités jardins de Montefiore voire celle anglaise, de Howard<sup>63</sup> que l'habitat social de Tel Aviv.

Dans tous les cas la poussée des lotissements prend l'allure d'un urbanisme moderne qui se manifeste tantôt par la libéralisation foncière, avec l'achat de terrains à prix élevés, tantôt par un idéal communautaire et social, avec des coopératives d'habitants créées pour l'achat, la gestion. Sans qu'il existe un système de représentation commun entre elles, ces zones aménagées «saines et confortables» selon les termes de Rupin ont proliféré dans les quartiers ouest, moins destinées aux classes ouvrières qu'aux catégories moyennes et supérieures juives, dotées des fonds suffisants à l'acquisition. Elles représentent avant tout un modèle fonctionnel, plus individualiste que collectif qui peut-être dupliqué aux nouvelles zones de peuplement, qui peut s'appliquer à la propriété individuelle et au modèle capitaliste croissant en Palestine.

---

<sup>63</sup> Un exemple spectaculaire du modèle de la cité-jardin anglaise est par ailleurs fourni à Afula en Israël, construite par les sionistes américains. Cf. Irit Amit "American Jewry and Settlement" in *The Land became Israel*, R. Kark (ed.)

2.2.2.3 *La pensée urbaine moderne : juive ou européenne*

Dans leurs mémoires Ashbee et Kendall<sup>64</sup> mentionnent l'apport de la P.L.D et de personnalités comme l'investisseur Rupin et l'architecte Kauffman au plan urbain. Ashbee comme Kendall s'étaient montrés très impressionnés par le savoir-faire de la PLD en matière d'aménagement. Ils firent intégrer les cités de Talpiot, Gilo dans les schémas d'urbanisme. Ils firent publier à plusieurs reprises les plans sur les cités jardins de Gilo et Talpiot réalisées par Kauffman, pionnier du mouvement moderne en Israël. Ils avaient surtout des liens étroits avec la PLD à travers Kauffman qui était aussi l'architecte de la Compagnie, et Rupin qui était aussi membre de la commission centrale d'urbanisme.

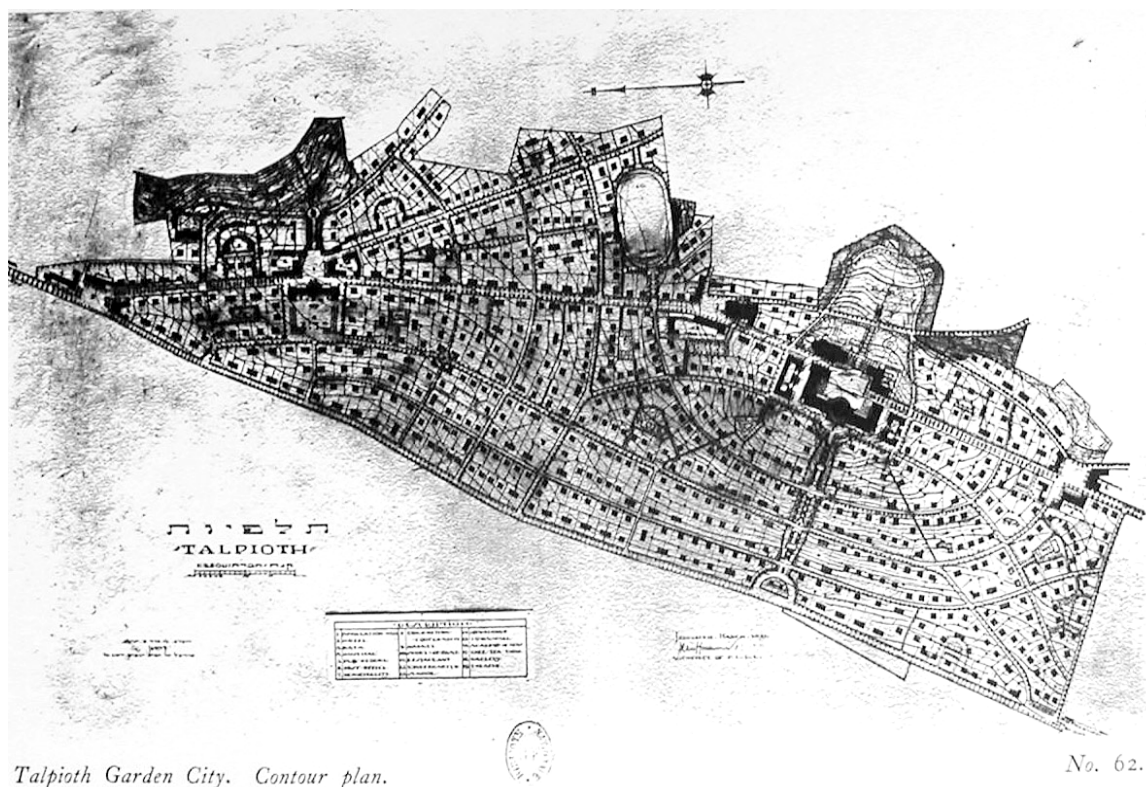


Figure 17 : Cité jardin de Talpoit, projet de 1921. Architecte : R. Kauffman  
Source : *Jerusalem 1920-1922, the Records of the Pro-Jerusalem Council during the First two Years of the Civil Administration.*

<sup>64</sup> Ashbee, dans *Palestine Notebook, 1918-20, London, William Heinemann Ltd, 1923*, Kendall dans *Jerusalem, 1948.*



On peut donc penser que la vision des entrepreneurs juifs ou sionistes rejoignait celle des administrateurs et des ingénieurs anglais qui encourageaient un modèle privatif, qui encadraient celui-ci par des réglementations, des orientations urbaines sans jamais engager financièrement leur gouvernement ou s'immiscer dans leur gestion. En 1938, Kendall confie à l'ingénieur Hecker le soin de réaliser un schéma détaillé pour les nouveaux quartiers juifs dans le triangle compris entre le nord de la rue de Jaffa et la route de Naplouse, en relation avec le Fonds National Juif et son comité de géographes<sup>65</sup>. L'émulation juive qui s'est produite depuis le début du siècle n'a donc pas laissé inertes les Anglais. Elle avait des conséquences sur l'espace urbain, comme sur le développement rural. Elle amenait des mécènes, savoirs urbains européens, des modèles intellectuels techniques et sociaux à l'image des cités jardins, des coopératives à Haïfa, des kibboutz mais aussi des colonies en Galilée et Tibériade. Ces modèles pouvaient se diffuser dans la structure urbaine de Jérusalem.

A l'ouest donc de Jérusalem, une internationale urbaine réformatrice formée des entrepreneurs, des mécènes ou des professionnels et qui sait s'appuyer sur des administrateurs, fonctionne au sein même de l'aménagement urbain. Les formes nouvelles et les modèles qui ont pu émerger dans les quartiers modernes, déterminés par une pensée politique sociale ou technique ont reçu l'appui intellectuel et politique des anglais. Ingénieurs, urbanistes anglais agissant au nom du mandat avaient acquis bien au-delà des principes politiques et économiques la conviction que la présence juive des investisseurs privés ou communautaires combinée à celle des architectes permettait d'ordonner le territoire urbain, de la Palestine côtière à Jérusalem. Qu'advient-il du «reste» de cette dernière et au-delà, de la Palestine arabe ?

---

<sup>65</sup> En 1944 à la fin du mandat la population juive de Jérusalem est devenue majoritaire : sur les 152000 habitants, 60% soit 92000 des habitants sont juifs. Le plan de Hecker est décrit par le géographe Yossi Katz in *Partner to Partition, the Jewish Arab Partition in the Mandate Area*, London, Franck Cassen, 1998. Il concerne les lotissements de Mea Sharim, Bet Hakerem, etc. et 45000 habitants.

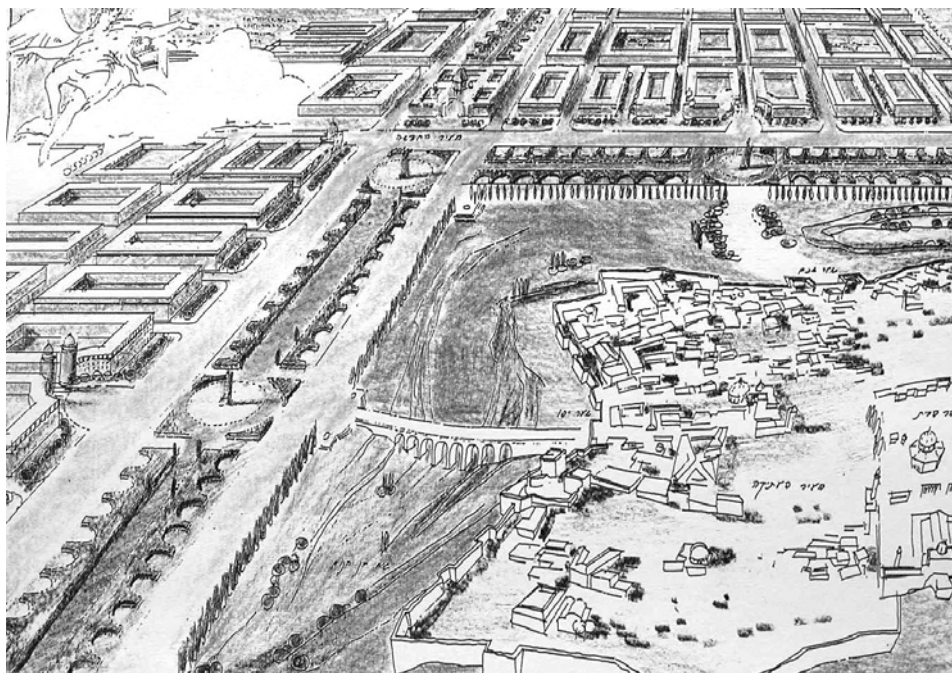


Figure 18 : Projet pour le quartier de Talpoteh vers 1896

Projet établi par Rotshchild à la demande de T. Herzl. Au premier plan à droite, le quartier arabe de Ba'qa

Source : *Unrealised projects for Jerusalem*, Jerusalem Municipality, 1998

## CHAPITRE 3

### EN PALESTINE ARABE, LA RENCONTRE MANQUEE AVEC L'INTERNATIONALE URBAINE

On l'a juste évoqué : dans les villes arabes de Jérusalem à Naplouse, cette vision urbaine internationale ne semble pas opérer dans les mêmes conditions, avec les mêmes effets d'entraînement et de changement. Il ne suffirait pas de détailler des dispositifs administratifs, urbains, les modalités ou la géographie de la présence anglaise. Car il faut voir les points de contact, d'extériorité ou de rupture de cette dernière avec la société palestinienne, ses acteurs urbains. Au cœur de la problématique, on retrouve alors le thème contrasté de la relation coloniale entre métropoles et indigènes. Plus que d'aborder la présence d'une culture coloniale sous l'angle des antagonismes entre pouvoir colonial et indigènes, il faut privilégier les producteurs de discours et de formes sur la ville, envisager la relation du corps professionnel technocratique anglais avec la société arabe autochtone.

Il nous est possible de formuler en deux temps les termes contradictoires de la relation entre la société palestinienne et ses villes, leurs transformations. Il faudra voir la part de représentations du mandataire et la «qualité» de réception d'un projet plutôt externe, par un corps social, qui lui aussi fabrique des énoncés politiques, s'identifie ou non à une image de la ville plutôt importée. Il sera alors peut-être nécessaire d'émettre l'hypothèse que d'une communauté juive plutôt allogène, à une autre, palestinienne, d'une société à une autre ; la ville, l'objet urbain n'ont pas la même importance discursive et politique, la même surface d'adhérence.

### 3.1 LE TECHNO-COSMOPOLITISME ET SES FRONTIÈRES

«Jérusalem est plus moderne que les pays arabes car il existe une influence de la sphère occidentale» avait commenté Arthur Rupin<sup>1</sup>.

Geddes déplorait lui tout autant la présence de maisons à toit rouge des implantations «qui spolient la vue» que le désordre arabe :

«Comment percevoir la qualité des constructions arabes de Jérusalem au-delà de la saleté. Les Arabes préfèrent les boîtes en ciment et spolient la vue sur le voisinage [...] Mais le principal est ce qui se passe à l'extérieur de la vieille ville sur le Mont Scopus, dans la nouvelle ville car la vieille ville arabe n'est pas adaptée aux besoins juifs»<sup>2</sup>.

«Les juifs seront de constructeurs de ports, de chemins de fer, d'universités, des bâtisseurs de réseaux d'écoles» avait encore écrit Samuel<sup>3</sup>.

Qu'il s'agisse de l'aménagement urbain ou d'une vision sociale et urbaine, les acteurs internationaux sembleraient ainsi fonctionner par rapport à eux-mêmes. L'idée de progrès portée par les urbanistes anglais est décrite comme plus ou moins externe aux structures locales. Le discours positiviste rendrait-il lisible une dissension ou une disjonction entre palestiniens arabes, autochtones et allogènes ?

#### 3.1.1 Les autochtones vus par les urbanistes

Patrick Geddes, urbaniste renommé, séjourne en 1919 et 1920 à la demande du Fonds national Juif en Palestine, simultanément à ses missions en Inde. Geddes passe peu de temps en Palestine, et semble-t-il, eut peu la possibilité d'explorer la culture indigène. Il voyage en Galilée, en Samarie accompagné par Eder de la Commission Sioniste. Il sera impressionné par l'architecture vernaculaire, la beauté du paysage immobile :

«Regardez un village arabe, ces toits terrasses, ces dômes. Il y a l'architecture dans toute son essence»<sup>4</sup>.

Geddes est à ce moment sous l'emprise d'une réflexion tenant à l'évolution des villes mondiales, au devenir des colonies, à la reconstruction civile des villes basée sur le

---

<sup>1</sup> Cité par Y.Katz in *Partner to Partition, the Jewish Arab Partition in the Mandate Area*, op.cit., p 61.

<sup>2</sup> Cf. Ph. Boardman *Maker of their future*, op.cit; p.358.

<sup>3</sup> B. Wasserstein, *Samuel, A political life*, , op.cit, p.243.

<sup>4</sup> Il s'agit ici de sa correspondance avec Mr Feld de la Commission sioniste pour discuter du dessin de l'Université hébraïque. Ici la lettre du 6 juillet 1920 est reproduite par Philip Mairet, *Pioneer of Sociology, the Life and Letters of Patrick Geddes*, Hyperion Press, INC, London, 1979, op.cit., p.187.

progrès social. Rien ne limite alors le champ de restitution de sa vision de Jérusalem, de la Terre Sainte. La Palestine juive ou arabe est à reconstruire avec un projet commun, un urbanisme nouveau pour les deux communautés :

«Il s'agit de comprendre les modes de vie de chaque population musulmane, juive et chrétienne pour que les propositions soient profitables à chacune»<sup>5</sup>.

En tant que scientifique et urbaniste, son impartialité est décrite comme nécessaire : chrétiens, musulmans et juifs doivent être observés dans leur mode de vie. Le propos n'est pas de faire un plan en faveur d'une race ou d'une religion commente-t-il<sup>6</sup>. Au-delà des mots, du sentiment ou de l'inspiration qui l'anime, le projet idéal prendra une fonction plus discursive et plus politique. Geddes qui rencontre les aspirations sionistes suggère dans le schéma de 1930 que le développement juif doit avoir lieu sur le Mont des Oliviers, qui domine toute la vieille ville jusqu'à la Mer Morte, avec notamment la création de l'Université Hébraïque. Le paysage rêvé du Mont des Oliviers situé aux confins du secteur arabe de Sheik Jarrah, que Geddes appelle «la Colline des Visions» serait alors la surface d'inscription d'un idéal «international, mais sioniste»<sup>7</sup>.

L'Université Hébraïque qui sera construite en 1925, puis reconstruite en 1954, est conçue comme le point de convergence d'un modèle universel des savoirs, des sciences technologiques aux sciences sociales, cher à Geddes, et d'une culture internationale telle quelle doit avoir lieu à Jérusalem et sur le Mont des Oliviers. Geddes joua un rôle actif dans la programmation de l'Université Hébraïque avec son mandataire, le Fonds National Juif. Il rencontra Chaim Weizmann, président de l'Organisation Mondiale Sioniste, pionnier du sionisme, qui avait bien perçu la fécondité de l'approche universaliste de l'urbaniste, de ses études techniques, biologiques pour l'expérimentation de modèles agricoles et industriels<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> In *ibid*, *op.cit.*, p. 186. Geddes reprend son commentaire dans sa correspondance avec Lewis Mumford, in *Lewis Mumford and Patrick Geddes, the Correspondance*, London, Routledge, 1995.

<sup>6</sup> Nous reprenons le commentaire donné par Helen Miller sur le travail de Geddes à Jérusalem, in «Geddes, Palestine in Renewal», *Contemporary Review*, 1981 et qui est repris dans son ouvrage *Patrick Geddes, Social Evolutionist and City Planner, op.cit.*, p. 481.

<sup>7</sup> Lettre à Mr Fels du Zionist Commission of Jérusalem, cité par Mairet, in *Pioneer of Sociology, op.cit.*, p.190.

<sup>8</sup> D'après Helen Meller, *Patrick Geddes, Social Evolutionist and City Planner*.

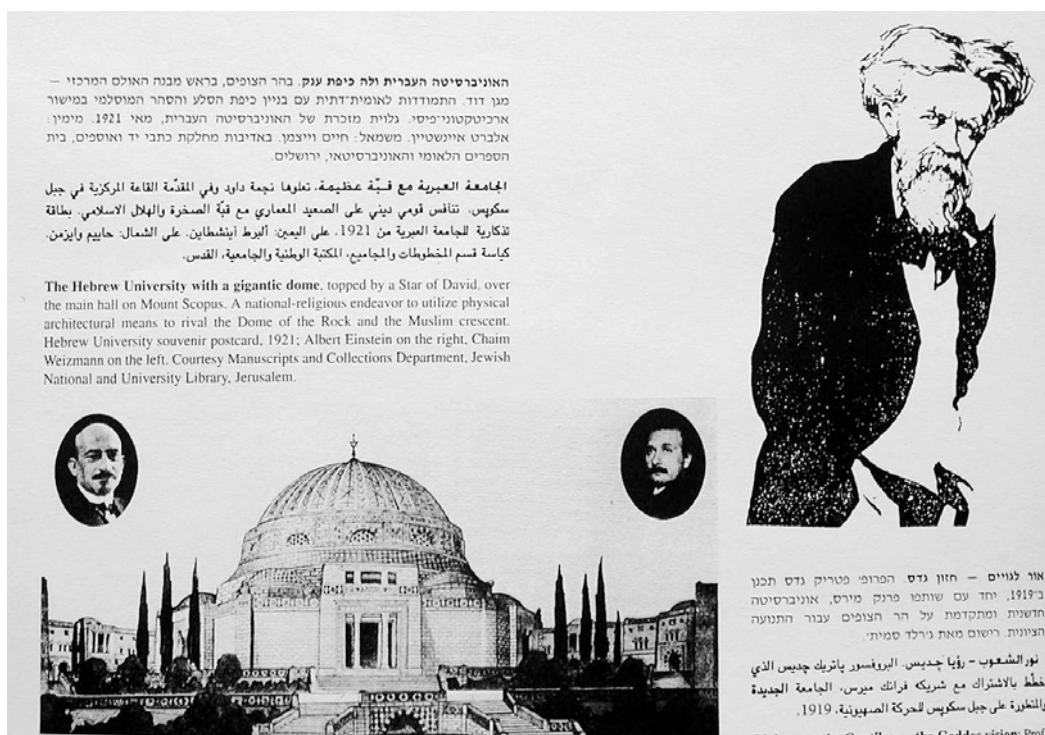


Figure 19 : projet pour l'Université Hébraïque vers 1921, d'après les Archives du Fonds National Juif.

Source : *Unrealised projects for Jerusalem*, Jerusalem Municipality, 1998

Son plan de ville en 1922, très tourné à l'ouest consacre aussi le Mont Scopus comme nouveau centre moderne de grande ampleur. Et le projet prend une tournure résolument politique.

«Le professeur Geddes part du principe que la ville va se développer au Nord Est à partir du Mont Scopus. Qui peut assurer une telle hypothèse ? Qui peut dire s'il y aura un développement industriel ? C'est un parti pris juif», écrit Ashbee dans le rapport de la *Pro-Jerusalem Society* de 1922<sup>9</sup>.

Au point que, faute d'engagement financier et des autorités, mais surtout parce que juifs et arabes ne souhaitent pas partager l'espace, ce nouveau pôle central ne verra pas le jour. Et les nombreux plans et dessins de Geddes pour l'Université Hébraïque entrepris avec son associé Franck Mears ne furent jamais publiés par la *Pro-Jerusalem*, mais le furent par le Fonds Sioniste. Ashbee mesurait sans doute le risque politique que

<sup>9</sup> *Jerusalem, 1920-22, The records of Pro-Jerusalem Society, op.cit.*, pp.16-19.

représentait la diffusion auprès des élites et des instances confessionnelles siégeant à la *Pro-Jérusalem Society*, du projet d'université située à l'est et dominant Jérusalem.

«C'est une décision prise par les juifs, mais qu'ils devront assumer car elle aura des conséquences révolutionnaires sur l'aménagement urbain. Autre point : l'Université sera-t-elle non sectaire ? Ou sioniste?»<sup>10</sup>.

Mais qu'elle pointe le sectarisme de Geddes à proposer une université sioniste, qu'il critique le parti pris du schéma directeur de 1922, renforçant les pôles de développement du Mont Scopus, l'administration de Ashbee se reconnaît dans l'inspiration visionnaire de Geddes, «un esprit synthétique de notre temps». Ashbee, dans ses mémoires dit combien il regrette de ne pas avoir fait publier les notes de Geddes sur les villes palestiniennes et que l'Université n'ait finalement pas été construite par le célèbre urbaniste<sup>11</sup>. Cette proximité de vue pour proposer une Palestine nouvelle est celle qui creuse l'écart avec la société endogène palestinienne. Les architectes et fonctionnaires donnent l'impression d'affronter une réalité sociale inflexible et immobile et une communauté locale qui selon Ashbee, «ne peut vivre selon sa propre conception endogamique».

---

<sup>10</sup> In *ibid*, *op.cit.*, p.19.

<sup>11</sup> C.R Ashbee *M.A, A Palestine Note book, 1918-23, op.cit.*, p.167.

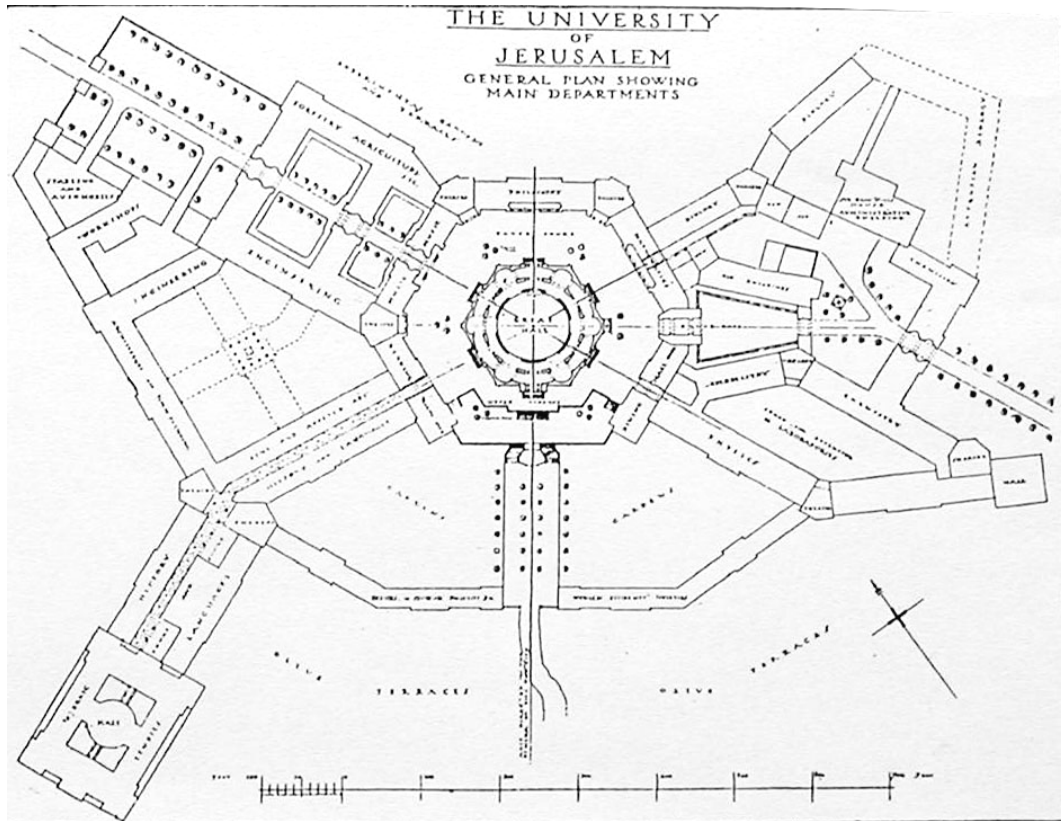


Figure 20 : Projet de P. Geddes pour l'Université Hébraïque  
Source : Ph. Boardman, *Patrick Geddes, Maker of the Future*, 1994

### 3.1.1.1 Un écart de civilisation ou une crise de représentations

La dissension entre allogènes de l'internationale urbaine et autochtones arabes semble être amorcée dans des références ethnocentriques et universalistes mais aussi dans la perception de la réalité sociale car les administrateurs sont bien conscients des décalages entre continentaux et locaux. Prenons le commentaire de Storrs :

«Ailleurs, à l'Est il faut être pragmatique et prendre en compte le caractère arabe et l'immobilisme. Là où n'existe pas d'argent, il faudra juste gérer efficacement»<sup>12</sup>.

Prenons celui d'Ashbee :

«Les populations ne sont pas prêtes à agir en accord avec les lois et surtout avec un idéal venu d'en haut. Nous devons concilier cet idéal et la ville réelle, concilier histoire et pragmatisme, action publique et privée [...] Faire en sorte non pas de dessiner la ville sur le papier et dans les livres de la Royal Academy mais administrer Jérusalem intelligemment»<sup>13</sup>.

<sup>12</sup> In *Jerusalem, 1920-22*, *op.cit.*, p.3.

<sup>13</sup> in *ibid.*, *op.cit.*, p.17.



Geddes, lui, déplorait les saccages de l'empire turc sur les sociétés du Levant :

«Le Pacha turc est pire que les Français, les Anglais»<sup>14</sup>.

Dans l'aménagement urbain comme dans d'autres domaines de projets, il ne fait pas de doute que l'universalisme mais aussi l'exigence de modernité se heurtent à la société locale. Une décennie après la mise en place des ordonnances sur l'organisation scolaire et sanitaire, les Anglais avaient constaté dans leurs rapports d'enquêtes réguliers au *Foreign Office* les difficultés pour la communauté arabe (musulmane surtout) de promouvoir une démocratisation des villages, de développer des services communautaires qui lui soient propres. Les deux Commissions Royales de 1927 et 1940 notent le retard et les faibles taux de scolarisation des enfants arabes<sup>15</sup> alors que le budget du gouvernement en Palestine leur est largement destiné. Ils soulignent le manque de formation technique et généraux des enseignants, les difficultés d'application des règlements sanitaires. Pour les Anglais tout cela tient aussi aux pratiques ou aux habitudes informelles.

### 3.2. L'ECHEC DU TRANSFERT DE LA PENSEE URBAINE MODERNE

Pour ce qui concerne le domaine urbain, on ne saurait totalement soutenir l'idée largement admise par les historiens palestiniens d'une asymétrie structurelle de la politique anglaise en ce qui concerne les deux communautés, même si l'Etat colonial anglais se révèle évidemment hostile aux demandes nationalistes arabes et demeure plus tourné vers le Foyer. De profonds contrastes culturels existent entre la société locale rurale et urbaine et les représentations occidentales, mais rien n'est moins certain que l'attention portée par l'administration britannique au développement de la Palestine rurale, à la culture arabe et ses modes de vie.

---

<sup>14</sup> Cité par Mairet, in *Pioneer of Sociology*, *op.cit.*, p.194.

<sup>15</sup> 18% des enfants en âge d'être scolarisés le sont et 85% des fellahs restent illettrés. Le taux d'alphabétisation est très faible dix ans après le Mandat : seulement 3% des femmes musulmanes sont alphabétisées, 78 % chez les juives et 44 % des chrétiennes même décalage chez les hommes : 25% des musulmans, 93 % des juifs et 71% des chrétiens, in *Rapport Commission Royale*, 1937, *op.cit.*, p. 322.

On l'a dit, le mandat et son *self government* doivent préparer l'avènement d'une société urbaine émancipée. Pour que le bien fondé de la présence anglaise puisse apparaître, celle-ci doit donner la preuve des progrès au-delà de la communauté juive sur laquelle elle s'appuie, c'est à dire dans la Palestine intérieure. Le mandat est peut-être voué à la sécurisation de l'installation juive et sa prospérité. Mais celle-ci doit être en retour productrice de nouvelles richesses, d'infrastructures territoriales et économiques qui profitent aux arabes pour favoriser l'émancipation politique de la province. Au Foyer Juif, les investissements financiers et industriels, aux Anglais, la prise en charge de la sphère publique et celle du développement social et le désenclavement intérieur.

### 3.2.1 Pour un nouvel environnement social et urbain

Le gouvernement se montre efficace à équiper la région orientale, au moins jusqu'en 1932. Ainsi le schéma national routier et ferroviaire qui dessert la quasi-totalité de la Palestine du nord au sud et d'est en ouest selon le principe du maillage occidental est réalisé graduellement selon les priorités économiques et stratégiques, selon la pression des diplomates. Il dessert en premier lieu Jaffa et Haïfa, mais il profite à toutes les villes intérieures palestiniennes : Naplouse, emplacement stratégique ouvrant sur la vallée du Jourdain, Hébron à la croisée des districts de Jaffa, Beer Sheva, Jérusalem. Ramallah en raison de la présence des garnisons militaires sera bien raccordé au réseau routier, comme Bethléem qui a des connections directes sur Jérusalem et bénéficie de la présence des missions chrétiennes, voire Jéricho qui a toutes les faveurs anglaises en raison de son emplacement à mi-chemin entre Jérusalem et Amman.

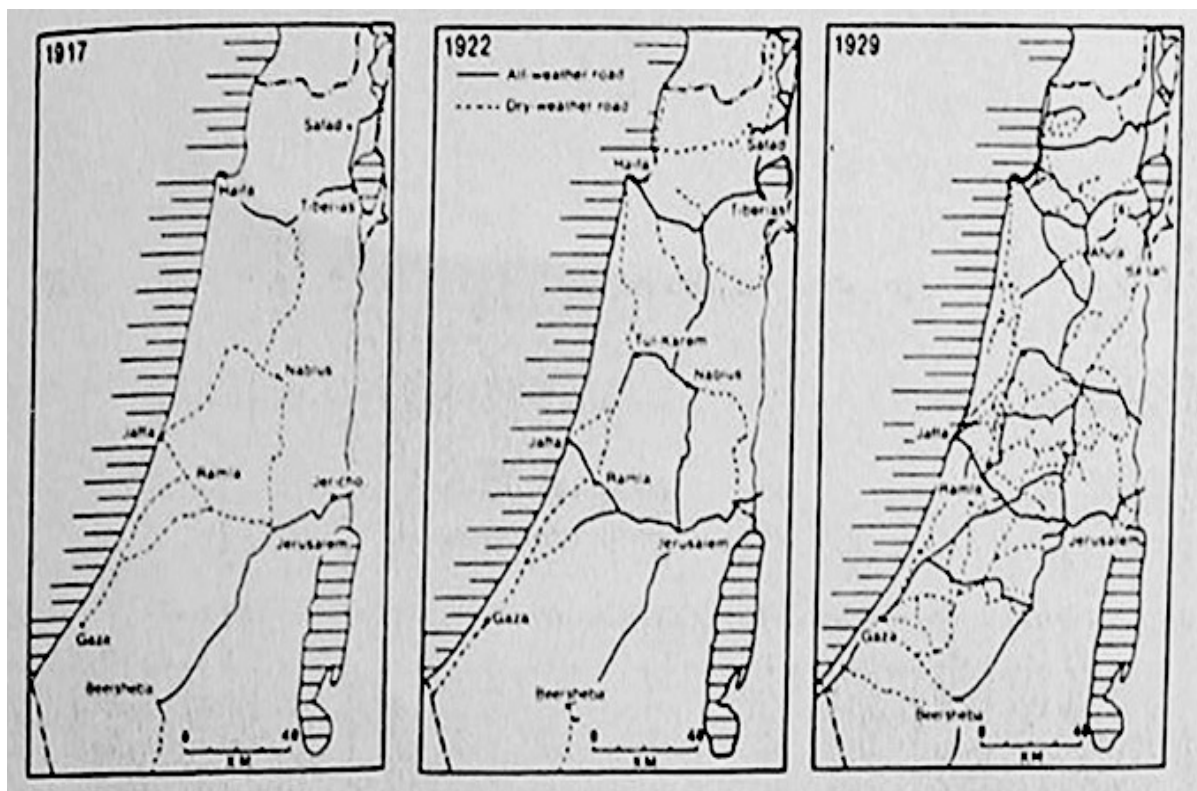


Figure 21 Le réseau routier en Palestine mandataire.

Source : Yearly reports of Publics Works Department of Palestine, repris dans Rapports de la Commission Royale, 1930

### 3.2.1.1 Un programme de travaux

En Palestine intérieure, les Anglais ont donné la priorité aux infrastructures de première nécessité : assainissement, eau, agriculture et routes en milieu rural. Le budget rural est supérieur au budget urbain. Les voies urbaines et les interconnexions de ville à ville sont réalisées dans les cinq villes principales de Gaza, Hébron, Jérusalem, Bethléem, Naplouse<sup>16</sup>. L'administration construit de très nombreuses écoles, des postes militaires et les équipements sont dessinés et construits par leur services des travaux publics. Les bureaux de postes sont ouverts dans toutes les villes intérieures dans les années 1920 : au total vingt postes dans toute la Palestine, et le téléphone est installé

<sup>16</sup> Dans *An empire in the Holy Land, Historical Geography of the British Administration 1917/20*, Gideon Biger a fait une étude approfondie de la construction du réseau routier et ferroviaire. 300.000 livres britanniques étaient dépensées annuellement en moyenne entre 1921 et 1923 pour le réseau routier et 500 km de routes ont été réalisées en 1923 sur les 1200 existants.

dans les mêmes villes pour des raisons de sécurité avant tout et pour les besoins des chefs de district et de la police.

En ville, les Anglais construisent peu et non pour leurs propres besoins, contrairement aux autres colonies comme l'Inde. Les bâtiments administratifs en parpaing sont de facture peu valorisante, comme à Ramallah, Naplouse, Tulkarem, Gaza et ont été conservés à ce jour. A Jérusalem, l'administration du Haut Commissaire et du Gouverneur est logée dans une demeure réhabilitée par Ashbee lui-même. Le patrimoine peut-être reconverti à des fins d'équipement de santé<sup>17</sup>. Pour le reste les Anglais laissent peu de bâtiments publics en dehors de l'Hôpital de Bethléem, de la gare centrale et du cimetière de guerre à Gaza. Mais ils ne reconstruisent pas les bâtiments publics qu'ils ont détruit pendant la guerre.

Qu'advient-il du projet libéral et modernisateur qui a fait à l'Ouest se rencontrer investisseurs, lotisseurs ou aménageurs et urbanistes anglais ? Les contrastes avec Jérusalem et la Palestine occidentale sont forts. Le projet moderniste anglais peut difficilement être transféré. D'une part, le développement de la Palestine autochtone est lent. Le marché foncier est faible, peu attractif. En moyenne moins de cinquante unités d'habitation sont construites annuellement à Ramallah, Hébron, Naplouse soit 100 fois moins qu'à l'Ouest<sup>18</sup> où les Conseils locaux et associations caritatives ou sionistes sont les acteurs des politiques d'habitat. Et quand des terrains sont vendus, c'est à destination de services sociaux ou ecclésiastiques ou quelquefois à l'Agence juive. On doit ainsi aux missions catholiques quelques réalisations inscrites dans la trame urbaine locale, comme à Bethléem, Taibeh avec les collèges chrétiens, avec les cliniques et services médicaux. L'Agence juive a installé en vingt ans une dizaine de colonies agricoles dans la vallée fertile, du Jourdain et les colonies industrielles d'Atarot et Neve

---

<sup>17</sup> Par exemple l'hôpital Augusta Victoria sur le Mont Scopus, originellement hospice autrichien, l'hôpital du Russian Compound derrière la rue de Jaffa, devenu depuis la prison et les locaux de la police israélienne.

<sup>18</sup> In *Survey of Palestine, prepared for the information of the Anglo American Committee of Inquiry*, vol. 2, 1945, *op.cit.*, p.367.

Yacov à l'entrée de Jérusalem-Est, celle religieuse de Kfar Etov à Hébron. Mais le reste du territoire palestinien intéresse peu la politique sioniste<sup>19</sup>.

D'autre part, les Anglais s'immiscent peu dans le domaine de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement. Les Palestiniens peinent à s'extirper des réglementations ottomanes et celle de l'administration militaire temporaire. L'administration anglaise préoccupée par la salubrité fait surtout appliquer ses ordonnances sanitaires. Elle prête aussi attention à l'embellissement des villes, aux constructions nouvelles dans les villes ancestrales de Naplouse<sup>20</sup> et surtout Bethléem où les enjeux patrimoniaux autour des lieux chrétiens sont importants. Elle fait appliquer, plus qu'elle n'expérimente les prescriptions sur les alignements.

A Naplouse, le plan d'alignement permet d'ouvrir un front urbain en contre-bas de la vieille ville avec le percement d'une rue bordée d'une place débouchant sur le centre ancien d'un côté, sur un parc public bordant l'entrée de ville de l'autre. Et il faut reconnaître dans la forme de la ville actuelle la présence et l'empreinte mémorielle d'un tracé qui a peu bougé en raison du respect des prescriptions réglementaires, de la présence du parc dessiné par les Anglais et de la conservation d'immeubles de la fin du siècle en bordure de la Casbah. A Naplouse comme à Bethléem, on doit sans doute la conservation de la silhouette équilibrée et de l'échelle urbaine à ces ordonnances sur les alignements et au schéma directeur de 1942 par lequel Kendall limitait les hauteurs des nouvelles constructions sur les crêtes et sur les versants pour toutes les villes de Cisjordanie.

A Jérusalem, les premiers et rares plans de secteur arabes établis sont peu suivis d'effets, sauf à Bab el Zahiria, quartier résidentiel aisé qui était né à la fin du siècle. Les

---

<sup>19</sup> Cf. notamment dans les différents rapports du Jewish National Fund le rapport de son 22<sup>ème</sup> Congrès tenu en 1946, où à la veille de la guerre, le J.N.F fait le point sur la politique foncière et d'acquisitions. Les implantations restent peu nombreuses à l'Est de la Galilée car elles sont surtout à Tibériade (Lydda, Geula, Afulah) en raison des réserves hydrauliques du Jourdain ou dans la vallée de Jezréel à mi-chemin entre Nazareth, Tibériade, et à Haïfa/Samakh et dans une région également fertile. La stratégie d'implantation du JNF privilégiant nettement le triangle de Tibériade est confirmée par Y. Katz in *Partner to Partition, the Jewish Arab Partition in the Mandate Area*.

<sup>20</sup> Aucune mention n'est faite à Hébron, Gaza dans les Rapports de la Commission royale. Cf. aussi G. Biger, «the development of Jerusalem Built-up areas in the British Mandate», in *Jerusalem in the modern Period*, E.Shatiel (ed).

Anglais présentent un plan directeur à partir duquel les nouvelles constructions s'implantent, en damier, respectant les alignements et accueillent les demeures bourgeoises<sup>21</sup>. Pour le reste, sur les collines de Sheik Jarrah et au-delà du Mont Scopus, les réalisations urbaines se font surtout sur des bases individuelles, sans plan d'ensemble. Les constructions construites par des notables demeurent isolées, de faible densité, construites au coup par à coup sur des terrains familiaux, sans émulation, sans gestion de la croissance, sans planification mais aussi sans logique de rente. Et les pourtours de Jérusalem restent faiblement peuplés<sup>22</sup>.

### 3.2.1.2 Quelques opportunités d'aménagement

Dans l'esprit anglais du *self government*, la modernisation passe par la responsabilité politique et la mobilisation financière des communes mais aussi des riverains, des entrepreneurs, pour les services urbains, les aménagements ou autres domaines de projets. Dans la partie juive, les conseils locaux participent eux-mêmes aux travaux de desserte de leurs zones, de même qu'ils ont, on l'a dit, cofinancé l'ensemble des équipements scolaires et sanitaires, jusqu'au secteur de l'habitat appuyé par un réseau de mécènes et d'institutions. Dans la partie orientale de la Palestine, il semble difficile de distinguer la part d'initiative populaire, communautaire ou privée, par exemple dans les équipements car c'est le gouvernement qui prend souvent en charge ces derniers. Il est certain que les municipalités arabes sont pauvres : le budget des Travaux Publics de la Municipalité de Naplouse, la plus riche d'entre elles et qui compte 25000 habitants en 1944 est par exemple environ 15 fois inférieur à celui de Jaffa<sup>23</sup>.

L'administration et les services centraux de l'urbanisme vont se risquer à mettre en œuvre quelques opérations d'aménagement dans les métropoles attractives de Jérusalem et Gaza avec le concours d'acteurs privés. A Jérusalem parce qu'il devient

---

<sup>21</sup> Celle des *effendi* Huseini, devenu maison de l'Orient. Le très bel ensemble de l'effendi Rabbah Huseini un peu plus haut route de Naplouse construit vers 1865 est devenu le lotissement américain vers 1896 puis l'American Colony Hotel vers 1900.

<sup>22</sup> Beit Hanina, 1000 habitants, Shu'fat, 400 habitants, Al Tur, 2000, d'après Ben-Arieh, cité par R.Kark, *in Jerusalem and it's Environs, op.cit.*, p197.

<sup>23</sup> In *Survey of Palestine, prepared for the information of the Anglo American Committee of Inquiry*, vol 2, *op.cit.*, p.237.

nécessaire de réguler les extensions, mais aussi parce que la séparation communautaire s'est installée, ils mettent en œuvre la procédure de lotissement à Baq'a, premier lotissement arabe jouxtant la voie ferrée et à Talbieh plus à l'Ouest. Il s'agit d'un lotissement spacieux fait de maisons individuelles de belle facture, mêlant style moderniste et oriental.



Figure 22 : Le lotissement de Talbieh à l'ouest de Jérusalem vers 1930  
Source : *The Arab Neighbourhoods and their fate in the War*, S. Tamri (ed), 1999

Gaza est une ville où l'administration anglaise s'implique plus fortement. Elle a été éprouvée par les bombardements intenses en 1917 qui ont détruit définitivement la plupart des maisons du centre-ville et de nombreux minarets. Le tremblement de terre en 1927 a achevé de déstabiliser les édifices. Gaza si elle retrouve difficilement sa croissance est un pôle attractif pour les anglais, en raison de son ouverture vers l'Égypte et le canal de Suez. Elle se situe dans l'axe maritime de Haïfa et Jaffa qui sont desservies par le chemin de fer. Dans cette métropole potentielle de 32000 habitants, les anglais ont entrepris des travaux importants de voirie, de reforestation, de chemin de fer. Ils verraient bien se créer une ville nouvelle en front de mer, une œuvre qui eut prolongé l'impression des villes balnéaires.

Dans l'esprit de la reconstruction civile mais sans aller jusqu'au bout d'un projet d'aménagement maîtrisé, le service régional des Travaux Publics a en 1924<sup>24</sup> dessiné un plan d'aménagement du centre-ville et du front de mer portant les influences modernes, contrastant avec la vieille ville. La morphologie de Gaza-ville est restée inchangée, parfaitement lisible. Au centre, dans le *barat al-Daraj*, la ville haute ancienne, place forte centralise les activités importantes, religieuses, commerciales, administratives dans les restes ottomans et quelquefois une architecture de terre. Le gouverneur propose un secteur résidentiel proche de la mer que les Turcs eux-mêmes destinaient au «Nouveau Gaza». Un îlot épais et long est découpé en carré le long d'un axe est-ouest, sur le boulevard Al Nasharah avec des immeubles de rapport donnant sur une succession de jardins. Les immeubles sont accessibles sur rue par des porches, des activités commerciales sont en rez de chaussée, des jardins cultivés à l'arrière<sup>25</sup>. Ceux-ci sont inscrits dans la trame parcellaire originaire, alternent avec les constructions et fixent le rythme urbain. L'opération était destinée à une compagnie immobilière qui fut effectivement créée autour de notables. Quatre îlots seront effectivement lotis sur la base de la vente de terrains publics, mais l'opération ne sera pas achevée. Elle nécessitait des moyens financiers dont ne disposait pas l'administration coloniale, ni le secteur privé. L'expérience était symbolique, à mi-chemin entre interventionnisme public et délégation aux propriétaires privés mais elle est restée fragmentaire. La structure urbaine métropolitaine accueillant en front de mer des immeubles de facture moderne contrastant avec le centre ancien est restée lisible.

Ceci étant, la politique urbaine libérale soucieuse de donner sa place à des réseaux modernistes constitués d'investisseurs lotisseurs, entrepreneurs ou de relais locaux échoue partiellement dans la Palestine orientale, en raison des conditions de production du cadre urbain, ou d'une certaine inertie économique et des acteurs.

---

<sup>24</sup> Nous nous référons aux archives du Foreign Office (4/5/1924) au Fulbright Institut, mais qui sont sans plans.

<sup>25</sup> L'activité reste essentiellement agricole à Gaza, basée sur la production d'agrumes, fruits et légumes distribués dans les régions de Beer Sheva et du Néguev, des villes côtières. Pendant toute la période du mandat, le territoire de Gaza restera la terre la plus cultivée de Palestine, avec un tiers de terrains exploités. Au Nord (*barat al-Tujah*), et au sud (*barat al-Zeitun*) s'étendent les terres cultivées. Sur l'analyse urbaine de Gaza au XIXème et XXème siècle, voir, S. Bulle et B. Mermaroli, «Gaza, «Une ville en devenir», in *Gaza Méditerranée*, J. Baptiste Humbert (dir.), Ecole Biblique de Jérusalem, Editons Errance 2000.



### 3.2.2 Une crise de références

Il faut aller voir comment les acteurs techniques ou politiques palestiniens, dans un contexte politique donné, se sont impliqués dans des circulations de savoirs, des relations avec l'administration coloniale, l'internationale urbaine pour rendre possible ou non une urbanité, modifier la forme de la ville. En remontant le fonctionnement de l'administration mandataire et de ses réseaux, en tenant compte de ses réalisations, rien ne rend compte d'une mobilisation objective des acteurs locaux, arabes chrétiens ou musulmans dans les affaires urbaines. Il faut sans doute interpréter en ce sens la perception d'Ashbee lorsqu'il dit devoir tenir compte de la réalité locale et de la population arabe. Sous-entend-il un faible investissement de cette dernière dans l'entreprise urbaine dirigé par le mandataire ? Serait-ce que le corps technique est peu impliqué, sous représenté et sous valorisé ? Ou que l'ordre interne de la société de plus en plus crispée par la situation politique et économique ne permet ou n'autorise pas aux idées anglaises et occidentales d'être relayées ?



Figure 23 : Gaza vu du Nord vers 1924

Source : Fonds privé Jaussen-Savignac, Ecole biblique de Jérusalem

### 3.2.2.1 *Le monde clos de l'administration urbaine anglaise*

A la question de savoir si les idées urbaines européennes donnent lieu à des débats, des échanges au sein du milieu professionnel palestinien, il faut regarder les espaces de décisions publiques ou para-publiques. La faible structuration du corps technique est évidente. Le régime ottoman amenait ses ingénieurs turcs sans avoir cherché à développer des savoirs locaux et les Anglais continuent très largement de s'appuyer sur leurs expatriés et leurs services techniques. Ce sont leurs architectes et ingénieurs du département des travaux publics<sup>26</sup> qui conçoivent et construisent les ouvrages. Les administrations étant moins structurées dans les districts arabes et orientaux restés agricoles que les districts urbains de Haïfa, Jaffa, les postes d'ingénieurs ou techniciens sont peu nombreux. Et peu de postes importants sont occupés par des autochtones à l'exception des ingénieurs issus des familles de notables<sup>27</sup>. Dans les sous-divisions de Jéricho, Hébron, Ramallah, Bethléem, les ingénieurs civils sont chargés du cadastre et des statistiques démographiques, le suivi des migrations et du foncier<sup>28</sup>. On retrouve aussi les premiers ingénieurs formés en Europe, en Egypte et Turquie dans les Municipalités de Jaffa, Naplouse et Jérusalem.

L'examen des comptes rendus de la *Pro-Jerusalem Society* que l'on a dit être un organe scientifique et politique, multiconfessionnel et diversifié, montre que le projet moderniste échappe aux arabes : aucun expert local architecte ou ingénieur n'est associé aux réunions. Aucun membre arabe influent en dehors de la présence institutionnelle du Mufti et du Maire ne s'impose. C'est l'architecte Creswell qui est consulté par l'administration sur les questions d'architecture musulmane. Il est probable que des échanges en tout cas réguliers avaient lieu entre la technocratie anglaise et ingénieurs palestiniens qui s'avéraient être des exécutants ambivalents de la hiérarchie. De même, il semble que des contacts entre ingénieurs palestiniens et juifs partageant dans

---

<sup>26</sup> Une quinzaine en 1939, selon *Staff List off the Government of Palestine*, Palestine Civil, Services, 1943, London.

<sup>27</sup> Dans l'organigramme des services civils, l'ingénieur Afif Tuqan occupe un poste d'ingénieur en chef au département des travaux publics pour le District de Jérusalem qui compte deux autres ingénieurs arabes, inspecteurs des travaux. Hani Saar originaire de Jérusalem est au district de Naplouse, in *Staff List off the Government of Palestine*.

<sup>28</sup> *Documents on Civil Service*, 1937, Gouvernement of Palestine.

l'administration les mêmes champs d'action (assainissement, eau..) avaient lieu, selon les témoignages des plus anciens<sup>29</sup>.

### 3.2.2.2 *D'est en ouest, les milieux professionnels et leurs frontières*

Dans le secteur privé les architectes et ingénieurs arabes sont encore peu nombreux. Ils ont depuis 1925, un syndicat installé à Jaffa dépendant de l'Union des Ingénieurs Arabes et dont le responsable local est Abdelkrim Aqrouq, ingénieur civil formé à Berlin, chef des Travaux publics à Jaffa<sup>30</sup>. Et il semble que la majeure partie aient leurs offices à Jaffa<sup>31</sup>. Mais le marché immobilier intérieur est peu développé, les formations sur place inexistantes. Les architectes et surtout ingénieurs arabes formés en Egypte et en Turquie exercent surtout au sein des services publics, de l'administration des *waqf*-s et des entreprises de construction. C'est ici une différence avec les architectes juifs indépendants et libres dans un marché qui offre des potentialités. L'activité de la construction est située dans les villes maritimes avec des investissements immobiliers dans le secteur industriel, commercial mais aussi l'habitat<sup>32</sup>.

L'urbanisme ne revêt pas la même importance ni la même surface d'inscription d'une communauté à l'autre. Dès le début du siècle, l'aménagement urbain à Jérusalem et à Tel Aviv est au cœur du débat d'idées autour du Fonds national Juif et d'entrepreneurs comme Rupin, autour des premières coopératives de logements qui avait donné lieu à une émulation intellectuelle et politique, autour de la venue des architectes de la diaspora. Ensuite, sans que le mandataire anglais ne perde de son influence sur la ville, l'architecture palestinienne juive devenait en elle-même le modèle urbain dominant. On l'a dit, à Jérusalem, les réalisations architecturales marquantes au fur et à mesure du mandat sont de plus en plus celles d'architectes ou d'urbanistes juifs comme Mendelssohn, Kahn, Kauffman, Rechter.

---

<sup>29</sup> Entretien avec G Baramki, architecte municipal.

<sup>30</sup> Sources : Archives personnelles de Fathim Ansari

<sup>31</sup> Sur vingt architectes affiliés dont nous avons retrouvé l'identité, quinze étaient à Jaffa. Source : archives personnelles de F. Ansari, Jérusalem.

<sup>32</sup> La répartition urbaine des ingénieurs juifs est la suivante : 57% des ingénieurs s'installent à Tel Aviv, 30% à Haïfa, et 29% à Jérusalem en 1940.

On a dit aussi que le modèle des lotissements créé par les mécènes ou la Société de Développement à l'ouest ne trouve pas d'équivalent à l'est, du fait de la structuration du marché, des acteurs. D'autre part, du fait d'un séparatisme accru et de l'espace naturel d'attachement, il n'y a pas de réalisations d'architectes juifs à Jérusalem-Est ni dans les villes arabes de Palestine, en Transjordanie, en dehors des colonies.

Celles-ci ne s'articulent pas sur le système général d'organisation des villes arabes. Elles obéissent à une organisation très différente de celle du milieu local, puisque elles ne visent pas un quelconque rapprochement avec les formes de vie autochtones, comme l'argumenta plutôt Herzl dans *L'Etat des juifs*<sup>33</sup>. Elles reprennent globalement le modèle des premières colonies résidentielles situées non loin de là en Galilée avec différents blocs de services communs, de production et d'habitation des ouvriers. Les villas en pierre blanche et grise et leurs tuiles rouges critiquées par Geddes étaient très appréciées de Herbert Samuel pour qui le style des colonies «était le futur de la Palestine». Mais cette architecture encore résiduelle dans la partie arabe ne se dissémine pas dans la société locale, car :

Personne selon Samuel n'a «pu convaincre les populations d'en accepter la doctrine»<sup>34</sup>.

Il est difficile de poser la question de la réception et la diffusion ou plus simplement des influences de l'architecture européenne et juive, celle qui transparait à Jérusalem à Haïfa à Tel Aviv sur les professionnels arabes. Dans la période, les intellectuels ingénieurs et rares architectes palestiniens n'étaient sans doute pas sourds aux apports artistiques venant d'Europe<sup>35</sup>. Mais les professionnels palestiniens n'ont en tout cas pas publicisé les influences et sentiments que leur inspiraient l'architecture moderne et juive, qui déjà intériorise des éléments de l'architecture traditionnelle, dômes mamelouks, patio, terrasses, courbes. Rien ne témoigne que des relations

---

<sup>33</sup> Herzl déclarait s'opposer à l'orientalisation des juifs. Cf. *L'Etat des Juifs*, Ed. la découverte, Paris, 1989. Herzl soumettait d'ailleurs très précisément des propositions urbaines et d'habitat : «Les maisons individuelles avec leurs petits jardins devront partout former de beaux ensembles [...] et être «établies sous forme de maquette», *op cit.*, p.55 et 62.

<sup>34</sup> Cité par Barbara J, Smith, *British economic Policy, 1920-1929*, Ed Tauris, London,1993.

<sup>35</sup> On sait par exemple le mouvement surréaliste a eu une influence sur les arts arabes dans la poésie, graphisme, écriture automatique, photographie dans les années 1940, en Egypte notamment.

formelles avaient été instituées à partir du Syndicat des ingénieurs Arabes notamment. L'état des relations communautaires et de tension politique, dans la dernière période surtout, ne permettait sans doute pas aux relations inter-professionnelles d'émerger.

### **3.3 L'ENVERS DE L'INTERNATIONALE URBAINE, LES VALEURS DE L'INDEPENDANCE PALESTINIENNE**

La Palestine intérieure échappe plus ou moins aux transformations urbaines. Les milieux professionnels juif et arabe demeurent asymétriques. La ville est peut-être moins un champ de projets et de savoirs, qu'un objet de discours nécessairement situé. A la question de savoir quelle est place, à ce moment de l'histoire accordée au champ urbain par la société locale palestinienne, il faut pouvoir reconstituer le système de discours, d'images autour de la ville partant de cette dernière.

Si la progression vers une urbanité, une «citadinité» définies par rapport à des valeurs progressistes et modernistes, s'effectue de façon très différentielle de part et d'autre du pays c'est peut-être que l'objet et le champ urbains ne parcourent pas les mêmes références ou représentations, les mêmes nécessités. Tout l'enjeu consiste alors à mieux cerner le principe d'adhérence de la société locale à un projet externe et international comme celui du mandataire, ou alors la réverbération de ce dernier. En dehors du sous-ensemble technique des professionnels (ingénieurs, architectes) qui diffusent, transmettent, médiatisent des idées, il existe aussi le sous-ensemble politique des élus et des leaders. Il est le reflet plus ou moins avoué d'un ordre social et qui récuse ou accepte des domaines de projets transférés selon les représentations culturelles qui leur sont liés.

#### **3.3.1 L'urbanité menaçante, naissance de l'énoncé politique**

D'abord, le paysage urbain est posé pour l'histoire qui va suivre. A partir de la fin des années 1920 l'élément démographique et la très forte croissance de la

population juive<sup>36</sup> est devenue alors une disposition manifeste de l'évolution du territoire, largement évoquée dans les travaux historiques. En trois décennies, la population de Jérusalem a triplé. Elle est passée de 31.000 habitants en 1880 à 70.000 en 1914 dont 29.000 juifs, à 150.000 habitants en 1947. Mais la partie arabe de Jérusalem qui compte 30.000 habitants environ, est dépassée par la croissance de Tel Aviv et de Jaffa, ville mixte de 50.000 habitants<sup>37</sup>. En 1922, Jérusalem déjà n'est plus que la troisième ville arabe derrière Haïfa et Jaffa. Gaza, pourtant à forte croissance avec environ 19000 habitants est également devancée par la ville côtière de Haïfa de 24000 habitants en 1922.

*Evolution des villes (intra-muros)*

Villes	1880	1922	1931	1944
<b>Acre</b>	8500	6400	8200	12300
<b>Bethléem</b>	4700	6600	7300	8800
<b>Gaza</b>	19000	17500	21600	34000
<b>Haïfa</b>	6000	24600	50000	128000
<b>Hébron</b>	10000	16600	17500	24500
<b>Jaffa</b>	1000	47700	55500	94300
<b>Jerusalem</b>	30000	62000	90500	157000
<b>Naplouse</b>	12000	16000	17400	23000
<b>Nazareth</b>	6000	7500	8800	14300

<sup>36</sup> La population juive dans toute la Palestine est passée de 25000 en 1882 à 80.000 en 1914 puis à 165000 en 1933 au moment crucial de la cinquième Alyah pour atteindre 500.000 habitants à la veille de la première guerre.

<sup>37</sup> A Jérusalem, la population de la vieille ville serait passée de 14.000 juifs en 1900 à 5600 en 1931. Par contre sur l'ensemble de la ville en 1947, elle compte 100.000 juifs et 40.000 musulmans, 25.000 chrétiens. Il faut rappeler que les données démographiques sur Jérusalem sont très souvent contradictoires, selon que sont distingués au sein des arabes, chrétiens et musulmans qui pèsent de leur poids dans la bataille stratégique. Jaffa est à majorité composée de musulmans (environ 25.000 en 1922) et Tel Aviv contiguë est née en 1909 et compte 40.000 habitants en 1925 contre 3000 en 1919. Ramallah n'est pas citée car inférieure à 2000 habitants et en compte 6000 en 1944. Ces données sont celles des recensements consignés par Y. Ben Arie, "The populations of the large towns, in *Studies on Palestine during the ottoman Period*" in Maoz. M (ed). Pp.49-70 recoupées à celles de Justin Mac Carty « *the population of Palestine during the ottoman period and the mandate*», Institute of Palestinian Studies, 1988.



Figure 24 : Gaza vers 1918 partagée par la voie ferrée  
Source : Ariq, *Atlas of Palestine*

### 3.3.1.1 L'écart urbain de la Palestine, de la mer aux villes intérieures

La communauté juive s'est installée dans les ports de Jaffa, Haïfa et Jérusalem, métropoles modernes qui restent mixtes. Mais le million de Palestiniens arabes en 1944 dont 500.000 sur la côte, sont aussi nettement enracinés dans l'Hinterland en Galilée, Judée ou à l'entrée de Jérusalem<sup>38</sup>. Les chrétiens restent dans les vieilles villes de Jérusalem et Bethléem. La fixation des identités communautaires révèle évidemment une fracture économique. En quelques années de développement fort inégal, l'écart s'est creusé entre la Palestine côtière et intérieure, occidentale et orientale, mais aussi entre la région de Jérusalem et les villes secondaires de Naplouse, Hébron, Bethléem où

---

<sup>38</sup> D'après J. Migdal, "Direct contact to the West".The British Mandate", in *Palestine Society and Politics*, Migdal (ed.), Princeton, Princeton University Press, 1979, book 1, pp.21-31, *op.cit.*p. 27. La croissance des secteurs arabes à l'ouest seraient de 52% entre 1931 et 1944 contre 30% en Palestine orientale.

aucune mobilité forte intra régionale n'est enregistrée<sup>39</sup>. Au plus haut moment de la crise foncière, les *fellah* ont migré dans les villes attractives. La population arabe de Jaffa a par exemple augmenté de 87 % entre 1922 et 1930. Entre 1930 et 1940, 25% des arabes salariés travaillent dans des industries et 30% des musulmans vivaient dans des quartiers précaires<sup>40</sup>. L'administration britannique recense en 1945, 27.000 bidonvillois à Haïfa dans le Walid Salib et en vieille ville, 50.000 à Jaffa à Manshieh et en vieille ville<sup>41</sup>.

André Raymond faisait remarquer dans *Grandes villes arabes à l'époque ottomane* qu'au sein des villes du Caire, Damas, Beyrouth, une répartition communautaire accompagne le développement urbain : les chrétiens restent fixés dans les centres villes, les juifs s'installent souvent à l'ouest et les arabes à l'est<sup>42</sup>. A Jérusalem, la répartition communautaire avec d'un côté, l'installation éparse et diffuse des Palestiniens et de l'autre, les quartier juifs lotis et collectifs, est liée à une série de causalités et de décisions urbaines, déterminées par le fait politique et économique.

Par une série d'enchaînements, la politique urbaine impulsée par le mandataire a renforcé une partition sociale et territoriale, à laquelle Jérusalem avait plus ou moins échappée. Sans aller jusqu'à soutenir la thèse du sociologue Salim Tamari<sup>43</sup> selon laquelle le Mandat aurait perverti l'image de la ville de Jérusalem en raison de sa partialité confessionnelle, il ne fait pas de doute qu'il a décidé plus ou moins de la morphologie et du système urbain actuel. On a affaire dans la période à une constellation de quartiers, de moins en moins mixtes ou imbriqués, mais qui oblige par endroits au côtoiement communautaire<sup>44</sup>. En deux décennies de mandat, l'ensemble des contrastes spatiaux et économiques sont devenus évidents entre l'est et l'ouest.

---

<sup>39</sup> Pour certains historiens israéliens, l'absence de mobilités intra-régionales contredit la thèse du dépeuplement de la Palestine intérieure.

<sup>40</sup> *In ibid, op.cit.*, p.25.

<sup>41</sup> *A survey of Palestine prepared for the Anglo-American Committee of Inquiry, Services of the Government, London, 1945.* Les bidonvillois juifs sont 3000 à Haïfa et 18000 à Jaffa.

<sup>42</sup> A. Raymond, *Grandes villes arabes à l'époque ottomane*, Paris, Sinbad, 1985, *op.cit.* ,p. 253.

<sup>43</sup> S.Tamari (ed), *Jerusalem 1948, The Arab Neighbourhoods and their fate in the War*, Jerusalem, The Institute of Jerusalem Studies & Badil Resources, 1999.



Mais ils ne suffisent pas à problématiser l'évidence d'un écart d'urbanité qui est plus qu'un écart matériel, mais une différence de représentation du champ urbain.



Figure 25 : Ramallah-Al Bireh vers 1918  
Sources Arij, *Atlas of Palestine*

### 3.3.1.2 *L'image exclusive de la tradition*

Lorsque furent prises les premières mesures de préservation de la vieille ville de Jérusalem, de ses édifices, de ses enceintes par le Commandant Storrs, ni le Maire Muza Kassem Husseini, ni le mufti ou l'administration du patrimoine islamique ne s'opposèrent aux décisions anglaises. Les mesures étaient pourtant contraignantes pour la population arabe, l'empêchant de s'étendre dans ses murs et dans le périmètre des remparts. Les dirigeants ou représentants arabes ne réfutèrent pas non plus les plans de Mac Lean et de Geddes, bien au contraire.

Sur la forme et sur le fond, c'est l'image fascinante de la vieille ville que les Anglais étaient en train de prolonger ou de ciseler. L'entreprise architecturale et

<sup>44</sup> Par exemple la situation de l'Université et l'hôpital de la Hadassah sur le Mont Scopus situé à l'opposé des quartiers d'habitations juifs obligent les usagers juifs à traverser le quartier arabe de Scheikh Jarrah. La situation des quartiers de Talpiot au sud oblige à traverser ceux de Baqa, route de Bethléem.

patrimoniale volontaire portée par les militaires ou urbanistes anglais servait un dispositif identitaire et religieux déjà à l'œuvre mais qui renforce la ville sainte comme cœur de l'islam, de la communauté palestinienne et arabe. La «fétichisation» de Jérusalem, pour la communauté palestinienne de Jérusalem tout comme pour les habitants lointains de Gaza, va commencer ici entre le dôme du Rocher (Haram al Sharif), les vestiges des remparts de Saleh Eddin, et l'architecture ottomane ou mamelouke de la vieille ville. Elle échoue sur les faubourgs extérieurs de la ville. Et l'identification du peuple à ses symboles a été permise ou rendue lisible par les Anglais, bien davantage que par les Turcs. La ville va être pour longtemps renvoyée à son image historique et originelle. Le patrimoine arabe du Haram al Sharif est au centre de la conscience nationale, sinon comme à son commencement.

Pour le reste l'urbanisation ou la modernité qui l'accompagne sont contenues aux portes des agglomérations, sans doute car elles risquent de déséquilibrer l'ordre interne de la société arabe homogène. Le faible niveau d'avancée urbaine constaté pour les villes de Naplouse, Hébron, Ramallah et même Jérusalem, qui offre une totale dissymétrie face aux autres métropoles méditerranéennes et du Levant<sup>45</sup> doit d'abord être compris par rapport à l'ordre interne de ces dernières ou leur interdépendance avec l'Hinterland. On l'a dit, les villes comme les villages demeurent fortement organisés autour de notables, clans et effendi, qui rayonnent sur des régions entières. Les clans sont profondément divisés et liés à leur espace d'inscription et d'appartenance.

Le localisme pèse de son poids dans les affaires de la cité, à la différence des nouvelles villes juives, non enracinées plus ouvertes à la représentation populaire, comme le montrent la mise en place de Conseils locaux. A l'Est, toutes les décisions tenant à la cité, à la sphère publique restent fortement liées à ce système de pouvoir organisé autour des clans, des notables et de l'élite. Mais ceux-ci sont-ils préoccupés par les affaires urbaines ?

---

<sup>45</sup> Le Caire apparaît ici comme une ville exceptionnelle qui compte 263.000 habitants, On dénombre 120.000 habitants à Alep, 150.000 à Beyrouth à la même période, 90.000 à Damas et à Bagdad, selon André Raymond, *Grandes villes arabes à l'époque ottomane*.

L'élite intellectuelle et dirigeante est naturellement urbanisée : comme les Khalidi, Husseini, Sarr, Nashishibi ou Dajani implantés à Jaffa et à Jérusalem, mais ne semble pas en mesure de produire sa propre vision des villes et du territoire palestinien. Les grandes familles de Jérusalem, hégémoniques sont peu préoccupées par le reste du pays, en dehors de son intérêt foncier ou stratégique, dès lors que celui-ci permet d'accroître un pouvoir sur les régions, comme le fait remarquer Nadine Picaudou dans *Le mouvement national palestinien*<sup>46</sup>. Naplouse, ville de longue tradition nationaliste est rebelle ou rétive aux ordres venus de Jérusalem. Les *nabulsi* n'auraient jamais accepté la domination de Jérusalem car ils sont tournés naturellement vers le Nord<sup>47</sup>.



Figure 26 : Naplouse vu du Nord vers 1922

Source : Fonds privé Jaussen-Savignac, Ecole biblique de Jérusalem

---

<sup>46</sup> N. Picaudou, *Le mouvement national palestinien, Genèses et structures*, Paris, L'Harmattan, 1989, *op.cit.*, p.38.

<sup>47</sup> Naplouse ne faisait pas partie du sandjak de Jérusalem, mais de Damas jusqu'en 1918.

### 3.3.1.3. Naplouse versus Jaffa ou l'identité palestinienne et l'ordre social menacés

L'historien Rashid Khalidi évoque, dans *Palestinian Identity*<sup>48</sup>, l'idée d'un certain patriotisme géographique, à l'œuvre dans les années 1920, au sens où les habitants sont attachés à un territoire délimité par l'appartenance régionale ou urbaine. Et d'ailleurs, ne parle-t-on pas des *Al-Nabulsi*, des *al-Ghazzawi* et des *Al-Khalili* (à Hébron) ? Le propos est le même en ce qui concerne la couche intellectuelle. Les historiens sont des chroniqueurs, arrimés à leur ville et écrivant leurs journaux individuels, selon les mots d'Elias Sanbar analysant l'évolution de l'historiographie politique<sup>49</sup>.

Au fil du temps, les élus ou responsables sont devenus non pas des médiateurs, mais des détracteurs des mandataires anglais, préférant un immobilisme économique et une autarcie territoriale, à toute coopération britannique, en raison du ressentiment anti-sioniste et nationaliste. Durant toute la première partie du mandat, les gouverneurs et le Haut commissaire ont cherché une coopération avec les municipalités intérieures arabes, les autorités traditionnelles et surtout la classe bourgeoise de notables. Mais ils renoncent à s'immiscer à Hébron, Naplouse ou ils doivent affronter les noyaux nationalistes indépendantistes. En dehors des services médicaux qui sont apportés par les chrétiens, Hébron ou Naplouse sont en effet demeurées des villes autarciques ou auto-organisées, qui ont une longue tradition indépendantiste qu'elles doivent aussi à leur isolement géographique.

«Que pouvait faire un seul officier britannique dans une ville comme Hébron ? » interroge Ben Gurion en 1932<sup>50</sup>.

Le Dominicain Jaussen considérait en 1925, la ville de Naplouse comme demeurée restée la plus fermée à la pénétration des idées occidentales, et Jaussen de décrire de nombreuses marques de rejet des chrétiens, des sionistes voire des membres du consulat français pris en hostilité par la foule dans les années de son passage :

«Il serait piquant d'y voir germer ce sentiment de nationalisme»<sup>51</sup>.

---

<sup>48</sup> R. Khalidi, *Palestinian Identity: the construction of modern national consciousness*, New York, Columbia University Press, 1997.

<sup>49</sup> E. Sanbar, «Hors du lieu, hors du temps, pratiques palestiniennes de l'histoire», in *Les usages politiques du passé*, J. Revel, F. Hartog, (dirs.), pp.117-125.

<sup>50</sup> D. Ben Gurion, *Ben Gurion parle*, Paris, Stock, 1971.

Au fond, l'opposition nationaliste ou anti-mandataire n'est pas seulement forte à Naplouse et Hébron. Elle l'est également dans les villes côtières où la prolétarianisation suite aux dépossessions de terres a été importante. A Jérusalem, l'élite est obligée de collaborer avec l'administration et les membres influents des Nashashibi, Husseini, et Khalidi siègent dans les institutions ou sont recrutés à la Municipalité. Mais si les membres de l'administration exécutent les ordres de leur hiérarchie, les oppositions au Mandat et au sionisme ne se démentent pas. Seule le Maire de Gaza, métropole atypique, proche de l'Égypte semble avoir instauré de bonnes relations avec le Haut Commissaire<sup>52</sup>.

Les historiens du nationalisme palestinien parmi lesquels Picaudou, Laurens et Khalidi, s'accordent pour reconnaître les lignes de clivage et l'hétérogénéité du nationalisme palestinien en amenant notamment des éléments sur la structuration politique des mouvements, les rapports sociaux sous jacents au discours nationaliste. Celui-ci recouvre des intérêts particuliers de groupes, de clans et des divisions entre classes bourgeoises et fellah qui sont loin du mythe de la communauté unie. Kimmerling et Migdal ont bien montré dans *Palestinians, the Making of a people* les fractures sociales internes à la société palestinienne. L'intérêt de leur analyse sociologique provient de la localisation géographique, pour ne pas dire la spatialisation d'un rapport de forces, en quelque sorte entre mer et montagne. La présence occidentale a amené des influences, des modes de vie en ville, des cafés, voitures, journaux, commerces, mais surtout une culture côtière et une nouvelle économie urbaine basée sur des circuits bancaires étrangers avec des investisseurs. Ce nouveau cadre urbain profite quelquefois à l'élite chrétienne et musulmane qui commerce avec les banquiers étrangers, comme Barclays ou Leumi à Acre, Jaffa, Haïfa, Jérusalem et Nazareth. Le financier Abdelhamid Shuman s'opposera d'ailleurs à ces réseaux

<sup>51</sup> O.P. Jaussen, *Coutumes palestiniennes, Tome 1, Naplouse et son district, op.cit.*, pp.256-257. L'esprit de résistance des gens de Naplouse notamment pendant le Mandat puis l'occupation a bien été décrit par l'écrivaine *nabulsi* Fadwa Tuqan dans ses mémoires : *Le rocher et la peine, Mémoires I* et *Le cri de la pierre, Mémoires II*, Paris, Langues et Mondes, l'Adiathèque, 1998.

<sup>52</sup> Des correspondances entre le Maire de Gaza (Nakhla) sont mentionnées par A.J. Sherman, in *Mandate Days, British Lives in Palestine (1918-1948)*.

occidentaux de la finance en créant l'Arab Bank, outil fédérateur du nationalisme palestinien distribuant des prêts aux fedayin et qui deviendra la première Banque Arabe, de Damas à Amman à Beyrouth, Bagdad, le Caire. Peut-on réinterpréter cette double fracture sociologique et géographique à la lumière d'un énoncé urbain ?

### 3.3.2. Les nationalistes et l'image urbaine

Le contexte contient en ce sens le risque de factionalisme interne et de rupture entre la bourgeoisie ou une élite urbaine palestinienne qui a pu s'enrichir et les classes inférieures prolétarisées avec les feddayin travaillant sur les ports. On comprend donc que les transformations urbaines en train de s'effectuer au tournant des années 1930 à l'ouest sont peut-être une menace identitaire. Il est possible que les métropoles modernes de la côte et la nouvelle Jérusalem qui se donnent plutôt comme le miroir de l'occident et de l'internationalisation ne réfléchissent pas ou plus l'image de l'intégrité.

A ce point d'enchaînement de causalités et de discours, la ville peut-être perçue par endroits comme un objet révoltant. Le rejet de la modernité symbolisée par le Mandat britannique qui a introduit en Palestine un sionisme et une urbanisation déstabilisateurs pour la société arabe va signifier également le refus d'une certaine urbanité. Les Anglais en assujettissant les uns, enrichissant les autres, en créant un tissu urbain cosmopolite ont peut-être contribué à démanteler le mythe villageois, celui qui existait aussi à Jaffa. A ce sujet, le sociologue Tamari a noté à quel point le rythme de la ville, avec ses fêtes paysannes était lié aux villages arrières de Lod et de Ramleh jusqu'au début du siècle.

De là, deux conséquences. La figure de la ville est une menace pour l'ordre rural, pour la société traditionnelle et ne peut fonctionner comme la référence de l'identité palestinienne. De la ville, aucune vision commune identitaire et politique ne peut partir.

3.3.2.1 *Vue des montagnes, la ville révolutive*

N'y aurait-il pas lieu de voir des rivalités d'espaces et de représentations entre ville et montagne, entre bourgeoisie et ruralité, toute thèse défendue dans le cas du Liban récent pour expliquer le conflit entre milices, entre factions communautaires<sup>53</sup> ?

Au fur et à mesure que le nationalisme et que les émeutes croissent autour de 1930, on ne peut que constater que les discours politiques des dirigeants et des indépendantistes palestiniens mettent en exergue le lien interne et néfaste qui unit sionisme, impérialisme anglais et peut-être une certaine urbanité. Le ressentiment anti-sioniste et anti-mandataire était né au sein de la paysannerie dépossédée de Galilée. Il a grandi à partir des années 1935 au sein des nouvelles poches urbaines et ouvrières de Jaffa et Haïfa pour revenir en milieu rural en prise aux mêmes difficultés économiques, au même sentiment de non-équité ressenti par les fellahs. C'est d'un mouvement rural organisé autour de Al Qassam, sheikh implanté dans les montagnes de Galilée que partira la grande grève et la révolte période de 1936 à 1939. Celles-ci signifient peut-être la peur de la société urbaine amenée par l'occidentalisation, ou son rejet à partir d'un point de vue endogène qui défend une idée de l'identité palestinienne.

Le clan Qassam est influent dans le Nord au sein du triangle rural de Tulkarem, Naplouse et Djénine. Il est installé à Beit Wazim où il détient les propriétés, exploitées par les paysans et où il avait édifié une résidence citadelle. Al Qassam, diplômé d'Al-Azhar défend un nationalisme radical et idéologique contre la domination européenne appelant régulièrement aux attaques armées contre les colons, mais ses *shebab* intimidaient aussi les riches marchands usuriers. Al Qassam fut tué lors d'une attaque. Il recrute ses combattants dans les milieux populaires, au sein des familles de paysans transplantés, mais aussi à Haïfa chez les prolétaires migrants travaillant comme saisonniers et réinvestissant dans leurs villages. Car les nouveaux prolétaires maritimes, remarquent Kimmerling et Migdal, ne s'installent pas et n'investissent pas en ville.

---

<sup>53</sup> Ce fut plus ou moins la thèse de Jean Hannoyer ou de Michel Seurat dans l'affrontement des groupes pour le contrôle de l'espace national, par exemple dans *Guerres civiles, Economies de la violence, dimensions de la civilité*, J. Hannoyer (dir.), Paris, Khartala-Cermoc, 1999 et M. Seurat, *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq, Beyrouth*, CERMOC, 1985.

C'est donc le milieu paysan, montagnard qui est porteur de la révolte et de la résistance palestinienne. Des groupes rebelles (les *'isabat*) avaient constitué de Naplouse à la vallée du Beisan, leurs propres organisations, avec leurs comités de défense, leur cour martiale, leurs juges, mais à la différence des organisations syndicales, fonctionnent sur le mode du clan et de l'organisation paramilitaire plus que comme organisation politique. Qassam n'avait d'ailleurs pas de propositions en dehors de la guérilla et encore moins de vision politique et sociale, car il réfutait le changement social. Tel étaient les propos de Awni Abd el Hadi, autre notable de Naplouse opposé au clan Qassam dont il qualifiait le mouvement comme «de reflet d'une société passée»<sup>54</sup>.

Si la guérilla des montagnes autour du sheikh Qassam, symbole de la résistance, prend de l'importance au fil des mois, entre 1931 et 1935, c'est que la fracture sociale entre les élites urbaines et la société rurale homogène des montagnes de Galilée et de Judée est réelle. Qassam manifestait une très nette hostilité aux élites urbaines palestiniennes autant qu'aux Anglais. Car les élites et l'oligarchie urbaine et l'intelligentsia de Jaffa ou de Jérusalem, d'un côté ont des chefs de village comme clientèle, et de l'autre sont en contact avec les étrangers. Même si certains des leaders influents seront destitués, exilés ou arrêtés par les Britanniques, comme par exemple Haj Amin Hussein démi de ses fonctions de Mufti, de président du Conseil Suprême musulman, ils ne peuvent être les dépositaires de la lutte nationale. Et les comités de défense de Qassam n'hésitent pas à assassiner quelques membres de l'aristocratie ou les élites modérées et chrétiennes pour rappeler que la guérilla parcourt une ligne de fracture sociale, économique et géographique. Les notables ont d'ailleurs créé leur propre comité de défense.

### 3.3.2.2 *L'élite urbaine éclairée et le cas de l'ingénieur Nashashibi*

Au cœur du problème palestinien, et à un moment donné, le mouvement qassamite est peut-être bien le miroir d'une société en révolte et d'une expression politique en train d'émerger. Celle-ci ne préfère-t-elle pas s'identifier plus à la paysannerie qu'aux élites urbaines ? Elle privilégie peut-être les valeurs de la montagne

---

<sup>54</sup> Cité par Kimmerling et Migdal in *Palestinians, the Making of a People, op.cit.*, p.56.



sur celle de la mer et de la ville, symbole de dépravation. Car, à l'autre extrémité de la faction radicale et ruraliste (*saqam*), anti-sioniste et indépendantiste, il existe bien ce milieu élitiste et moderniste ou modéré, issu des villes, fasciné par l'occident, hésitant et divisé, quant il s'agit de souscrire ou de s'opposer au pouvoir mandataire. Les élites ont été formées au Caire, à Beyrouth et quelquefois en Europe et sont, selon les termes du Haut Commissaire Samuel, «imbues d'idées européennes»<sup>55</sup> ou «occidentalisées» selon ceux de l'historien Rashid Khalidi<sup>56</sup>.

On ne saurait trouver meilleur exemple de l'oligarchie urbaine que celui d'un des membres de la famille Nashashibi, famille influente et riche, originaire de Jérusalem, installée également à Jaffa, opposée à l'autre clan puissant et omniprésent des Husseini. Raghîb Nashashibi<sup>57</sup>, né en 1882, est l'un des premiers ingénieurs palestiniens à être diplômé de l'Université d'Istanbul. Cosmopolite, connaissant le turc, l'arabe, le français mais pas l'anglais, il composa aussi bien avec l'administration ottomane que britannique. Il a travaillé comme ingénieur au service des travaux publics du *Sandjak* de Jérusalem sous l'administration ottomane puis anglaise. Il fut député du Parlement ottoman, puis membre du Conseil islamique avant de devenir maire de Jérusalem entre 1920 et 1934, nommé par les Anglais, après que Muza Kazem fut chassé par les anglais. En 1934 il créa le parti de la défense arabe.

Alors que les Husseini (avec Musa Kazem) prenaient la tête du Conseil Exécutif Arabe représentant le peuple palestinien, celui-ci étant de plus en plus opposé à la politique mandataire, alors que le nationalisme devenait virulent autour de la question juive et foncière, Raghîb Nashashibi occupait une posture modérée et moderniste, soucieuse du développement économique, qui était celle des autres maires arabes nommés dans les villes mixtes de Jaffa et Haïfa. Il était appuyé financièrement par des entrepreneurs juifs partageant la même vision du développement. Nashashibi est celui

---

<sup>55</sup> Henry Laurens, *La question de la Palestine, tome II, Une mission sacrée de civilisation, op.cit.*, p.69.

<sup>56</sup> Lui même issu de la famille de Youssef Dia Al-Khalidi, député au Parlement ottoman et Rouha Al Khalidi, qui fut maire de Jérusalem et que Rashid Khalidi qualifie d'intellectuels occidentalisés, in *Palestinian Identity: the construction of modern national consciousness*.

<sup>57</sup> Nous nous appuyons ici sur Nasser Nasahshibi, in *Jerusalem's Other Voice : Ragheb Nashashibi and Moderation of Palestinian Politics, 1920-1948*, Exeter. Ithica Press, 1990

qui a vendu, en tant que maire de Jérusalem, l'assiette foncière municipale destinée à la construction de l'université hébraïque sur le Mont Scopus. Il avait tissé un réseau chez les entrepreneurs et les propriétaires fonciers, n'était pas vraiment partisan des appels à la grève du Comité Arabe et contestait les actions violentes des feddayin ou de Qassam.

Raghib Nashashibi figure peut-être plus l'esprit saint simonien éclairé, quoique ses ambitions en matière d'aménagement pour Jérusalem furent vite limitées. Mais c'est sur des bases urbaines que Nashashibi construisit ses réseaux et son influence. Il avait le soutien de la bourgeoisie littorale de Haïfa, de Hébron et d'Acre, quand les Husseini s'appuyaient sur les *hamûlas* de Galilée. Il collabora avec l'Agence juive mais fit financer dans le même temps les travaux de restauration du Dôme au titre des *maqf*-s alors que le mufti Haj Amin Husseini pourtant fervent défenseur des attributs de Jérusalem, préférait financer les écoles à Naplouse<sup>58</sup>. Il en est de même pour ce qui est de la relation aux anglais. Nashashibi avait été nommé par le Haut Commissaire Herbert Samuel qui avait démis Musa Husseini de sa fonction de maire en 1922, en raison de sa trop forte influence nationaliste sur les notables locaux. Nashashibi condamnait moins fermement le gouvernement anglais et sa politique en faveur du Foyer Juif, ou encore l'achat de terres arabes par les juifs, que ne le faisaient les autres factions politiques, et notamment le parti arabe palestinien de Jamal al Husseini<sup>59</sup>.

N'est-ce pas finalement pour cette image centrée de la modernité urbaine que Nashashibi fut de plus en plus contesté par l'élite ? Il fut, plus que d'autres, accusé de trahison pour avoir voir cédé des terrains à l'Agence Juive<sup>60</sup> et de corruption. Il perdit surtout son influence au profit d'éléments plus extrémistes anti-juifs et anti-mandataires, comme les comités de défense pour la paix de Qassam ; ou au profit des Husseini se ralliant par stratégie ou par conviction nationaliste aux chefs de villages et notables. Nashashibi ne parvint pas à fédérer les ingénieurs modernistes ou une élite

---

<sup>58</sup> D'après *Palestinian The Making of a People*.

<sup>59</sup> D'après A W Kayyali, *Histoire de la Palestine, 1890/1940*, Paris, l'Harmattan, 1984.

<sup>60</sup> La question de la vente de terrains par les notables est sensible et controversée. La thèse des ventes effectuées par des propriétaires comme les Khalidi mais aussi les Husseini a été infirmée par Kayyali et l'historien R. Khalidi dans *Palestinian Identity: the construction of modern national consistances*. Cette hypothèse de la «collaboration» des notables et propriétaires est peut-être en effet l'un des archétypes récurrents sur l'histoire politique palestinienne.

opposée au clan indépendantiste des Husseini (comme les Tuqan à Naplouse). Aux élections municipales de 1934, il abandonne son siège à Hussein al Khalidi.

### 3.3.3 Les valeurs de l'indépendance

Toutes ces oppositions de clans pour le contrôle des instances politiques et les fluctuations d'alliances avec les Anglais, ces rivalités géographiques dans le patriotisme n'allaient pas dans le sens du développement territorial et encore moins du développement urbain ni même de la mise en projet d'un discours politique. Le maire Musa Kazem Pacha al-Husseini, ou le mufti Amin apportent peu d'importance à la gestion urbaine au-delà des *waqf*-s, préférant le patronage. Nashashibi, de formation technique, développe les services municipaux mais semble peu se consacrer aux services urbains, à l'urbanisme. Mais il accorde une importance à la qualité de ses constructions personnelles à Sheik Jarrah, Talbich, avec une architecture orientale soignée et fit réaliser un lotissement privé à Sheikh Jarrah<sup>61</sup>.

L'urbain ne fera-t-il jamais partie du discours des élites et des dirigeants de l'exécutif arabe ? Il semble bien en effet que la ville, comme fabrique de projets ou d'objets n'a jamais pu émerger au sein d'un contexte politiquement situé et centré sur la question de l'indépendance nationale, mais sans que celle-ci donne nécessairement lieu à des propositions techniques. On sait que la demande politique des arabes était celle d'un gouvernement national indépendant. Les arabes palestiniens refuseront d'ailleurs de siéger au Conseil législatif proposé par les Anglais et censé représenter les trois communautés dès 1922.

«Les Turcs gouvernaient mieux que les Anglais» commente Mussa Kazim al Husseini au nom du Congrès Arabe Palestinien, dans un des premiers rapports au haut Commissaire Herbert Samuel et «L'administration anglaise n'a pas de fondement politique»<sup>62</sup>.

Pour les Anglais, c'est l'amélioration globale des conditions de vie des arabes, et non le rapport politico-ethnique, celui-ci étant défavorable aux arabes, qui doit permettre de prendre la mesure du changement. C'est là une conception qui heurte de

---

<sup>61</sup> Contenant des immeubles de très grande qualité aujourd'hui occupés par les services consulaires ou les descendants de la famille Nashashibi.

<sup>62</sup> In *Rapport du Congrès Arabe*, Jérusalem, 1925.

plein fouet celle des Palestiniens, urbains ou ruraux. Pour ces derniers, la tutelle anglaise a mis à jour les dépossessions de leurs terres, creusé les écarts entre société rurale et urbaine, entre propriétaires notables et fellah prolétaires, et concomitamment entre juifs et arabes.

A maintes reprises, à partir de 1925, l'exécutif arabe représentant les différents groupes politiques nationalistes et les notables a exprimé, par écrit dans des rapports au Haut Commissaire, le vif ressentiment de la société palestinienne, face à l'administration anglaise, jugée despotique et partielle tant dans ses décisions que dans son mode de fonctionnement. Celui-ci est considéré comme privilégiant le recrutement juif, alors qu'aucun arabe n'accède aux responsabilités, à la formation et le développement économique juif, et que rien n'est fait pour aider les arabes<sup>63</sup> :

«Toutes les industries juives sont aidées par les anglais à la différence de l'économie locale qui ne reçoit aucun subside. Et finalement tout le secteur productif est aux mains des juifs» rapporte Husseini<sup>64</sup> parmi les arguments en faveur de l'Etat palestinien qui seront soumis aux Commissions royales successivement dépêchées sur place.

En 1936, l'exécutif arabe dont certains membres sont des fonctionnaires écrit un mémorandum à la Couronne concernant l'arrêt de l'immigration juive massive, la fin du transfert foncier. En 1935, 40% des terres cultivables<sup>65</sup> du pays ont été acquises par des propriétaires juifs. Et suite au rapport de la commission Peel de 1939, dans le contexte de la révolte arabe les Anglais seront obligés de limiter les transactions foncières<sup>66</sup>.

---

<sup>63</sup> L'historien israélien Dan Barat, dans *Illustrated Atlas of Jerusalem, Municipality of Jerusalem*, 1976 argumente au contraire qu'au sein de l'administration anglaise, 66% des emplois sont confiés à des arabes, alors que les juifs représentent 52% de la population puis 60 % en 1947. En fait, le recrutement dans les services publics (poste, chemin de fer, ports) n'est pas mixte. Pour les travaux publics, dans les zones à dominante juive, les travaux sont confiés aux juifs et dans les zones à prédominance arabe, aux arabes, selon le Rapport Commission de 1937, *op.cit.*, p320.

<sup>64</sup>Les différentes Commissions Royales examineront très largement la requête des services royaux la question de l'équité des crédits gouvernementaux affectés aux services publics juifs ou arabes, tout comme celle du choix de faire travailler ensemble juifs et arabes dans les administrations. A chaque fois, constatant l'antagonisme des modes de faire et de vivre, elles optent pour une gestion des interventions séparées (recrutement, crédits alloués).

<sup>65</sup> Selon *Palestinians, the making of a people, op. cit.*, p.59.

<sup>66</sup> En zone A couvrant la Samarie, Beer Sheva et Gaza, il devient interdit de vendre à un juif. En zone B les transactions sont permises partiellement, pour les besoins de l'irrigation. La réglementation adoptée en 1939 doit permettre de sauver l'agriculture d'autosubsistance et de la structure foncière en limitant les échanges fonciers.

*3.3.1.1 La campagne nationaliste. La ville n'est pas un enjeu politique, ni professionnel*

Au sein des discours nationalistes, aucune orientation pour le développement de la Palestine indépendante, et encore moins une vision urbaine ne transparaissent. Force est de constater que la question urbaine, le sens à donner à la croissance des villes dans le cadre d'un Etat Indépendant n'est pas un objet de discours, d'engagement professionnel ou technique pour les acteurs sociaux et politiques. D'une part, la question de l'immigration et celle du foncier occultent constamment les réflexions sur la forme que doit prendre un Etat arabe, y compris dans ses aspects urbains. Et force est d'admettre, si l'on s'en tient aux communiqués de l'Exécutif arabe que les revendications en faveur de la création d'un Etat palestinien ne peuvent être qu'exclusivement politiques, sans contenu social et économique.

D'autre part, c'est une vision centrale qui émane du Conseil exécutif, représentant le peuple palestinien, musulman et chrétien. Aucune revendication ne semble émerger des corporations comme celle des ingénieurs, qui ne se structureront qu'à partir de la deuxième guerre<sup>67</sup>. Enfin les services publics ou les activités urbaines sont de plus en plus perturbés et dans les années de révolte à partir de 1930, la municipalité fonctionne de façon sporadique.

Quand arrivent les appels à la grève, accrus à partir de 1935, et avant le stade final de la proposition d'un Etat arabe de 1939, la protestation a gagné tout le corps social. C'est la Société des travailleurs palestiniens, la seule organisation arabe créée en 1925 à Haïfa, qui la première a émis l'appel à la grève. Comme l'ont bien décrit Kimmerling et Migdal, l'association des travailleurs a émergé en ville, dans les poches ouvrières de Haïfa et Jaffa. En 1945, les dix sept branches de la Société des travailleurs arabes compte 150.000 membres. Mais elle laisse de côté l'entité professionnelle des ingénieurs architectes. Ceux-ci sont pris entre leur désir d'indépendance et leur obéissance à l'administration, quand ils travaillent au sein de cette dernière, hésitent aussi

---

<sup>67</sup> Sur ce point nous nous basons sur les discours de l'Exécutif Arabe synthétisés par exemple par Henry Laurens, dans *La Question de la Palestine, L'invention de la Terre Sainte*

entre le séparatisme prôné par le Mouvement national et l'ouverture aux marchés ou aux cultures occidentales.

Quand l'opposition au régime anglais et la lutte pour l'indépendance de la Palestine arabe se sont étendues au-delà du Jourdain en Irak, en Syrie et Transjordanie, les ingénieurs et architectes rejoignent le Syndicat des Ingénieurs arabes, se rendent au premier congrès d'Alexandrie en tant que représentants palestiniens en 1945. Il y a bien là un triple démarquage régional : d'une part, la marque de l'identité palestinienne émerge au sein du panarabisme ou du nationalisme arabe (*qawmiya*) et d'autre part le séparatisme avec les professionnels juifs, autant pour des raisons politiques et culturelles devient formel. Il n'y a plus de probabilité de voir se regrouper à l'échelle des villes de Haïfa ou Jaffa, les plus perméables ou à l'échelle d'une fédération bi-ethnique les architectes juifs et arabes.

Pour le reste, on sait que le mandataire à la fin des années 1930 ne sera plus en mesure de réguler le développement désormais séparé entre juifs, ni d'enrayer la révolte des arabes<sup>68</sup>. Le mécontentement arabe autour des nationalistes palestiniens jusqu'à la révolution palestinienne (*al Thawra*) d'avril 1936 enchaîne sur quatre années de violences, d'arrestations. Le mandat est «à l'agonie»<sup>69</sup>, les Anglais épuisés par les fronts de guerre en Palestine et en Europe. Ils abandonnent leur Mandat, suspendent les institutions municipales, les élections. La seconde guerre mondiale a peu de prise dans les villes déjà perturbées voire détruites par les combats de la Haggadah juive et la Résistance, ni sur le nationalisme au jour le jour. Mais elle laisse en 1945 un conflit non résolu, ni par la Communauté Internationale, ni par les nations arabes, celles-ci refusant en 1947, le plan de partage de la Palestine adopté par les Nations-Unies au terme de dix années de révoltes.

---

<sup>68</sup> N. Picaudou, rappelle l'appel de 1944 du Sheikh Abd al-Qader à la Mecque appelant à la sacralité d'*al-Aqsa* menacé par le sionisme, dans Identité-mémoire et construction nationale», in Picaudou (dir.), «La Palestine en transition », *Annales de l'Autre Islam*, n°8, Paris, ERISM, INALCO, 2001, pp.339-36, *op.cit.*, p 351.

<sup>69</sup> Termes d'Henry Laurens, dans *La question de Palestine*.

## CONCLUSION : UNE POLITIQUE INTROUVABLE

Nous avons posé le cadre de l'internationalisation urbaine de la Palestine durant le Mandat en partant de ce lien interne et civilisationnel qui unit les identités chrétiennes, juives aux technocrates et techniciens anglais. Entre pastoralisme, messianisme et libéralisme, les Anglais ont conforté un espace de représentation, à partir de quoi les européens ont pu montrer le reflet de ce qu'ils sont. Cette perception a été rendue sensible dans l'aménagement urbain et la gestion urbaine, surtout dans la nouvelle Jérusalem où se sont installés les architectes ou urbanistes anglais et européens, et qui se donne comme le miroir de la culture occidentale.

Ainsi, Jérusalem et la Terre Sainte continuent de constituer pour l'occident la grande réserve d'imaginaire religieux et culturel qu'elles sont depuis les grandes expéditions militaires et scientifiques. Le mandataire britannique a préservé la vieille ville de Jérusalem à l'intérieur de ses remparts. La politique paysagère et architecturale occidentale ne sera pas contestée par les communautés palestiniennes. Mais l'image solennelle de la Terre Sainte (*al-ard al muqddaqa*) portée par les musulmans, suscitée par les anglais et qui dissocie Al-Quds, du reste de la ville, a peut-être aussi creusé l'écart avec l'arrière pays.

D'autre part, parce qu'il fallait accompagner la croissance urbaine, démographique, économique et la modernisation les Britanniques ont introduit l'expérience de la planification métropolitaine, se logeant plus ou moins bien dans les réalités. A l'extérieur et à l'intérieur de Jérusalem, la planification urbaine a instauré finalement un classement entre l'Ouest convoité par les promoteurs et l'Est laissé inerte. De la même façon, la rencontre entre les administrateurs anglais avec des entrepreneurs et lotisseurs privés, des urbanistes a ouvert sur des circulations ou un transfert de savoirs urbains. Ces expériences et ces regards ne contrediraient pas l'histoire de l'urbanisme colonial, tel qu'on le constate aux mêmes moments en Inde britannique ou dans les protectorats français, déployant des réseaux, mais fabriquant dans le même temps des ville «duales». A Jérusalem, les savoirs ou «l'aventure urbaine» moderne semblent s'arrêter aux frontières des quartiers émergents à l'Ouest de

Jérusalem, dans les métropoles côtières modernes, dans les colonies qui expérimentent leurs propres modèles de territorialité, non sans rappeler le modèle saint-simonien combiné à la foi expérimentale des modèles utopiques.

Et c'est en cela que la période anglaise doit être regardée. La politique urbaine menée sous l'angle moderniste a sans doute renforcé la ligne de partage spatiale et sociale entre les deux parties juives et arabes, entre Est et Ouest, entre communautés locales ou allogènes. D'une part, la société palestinienne ne semble pouvoir se fondre dans des exigences, des principes économiques non pas locaux mais internationaux qui marquaient une rupture avec la souveraineté immobile de la période ottomane. D'autre part, les métropoles de la côte, Jaffa et Haïfa, ne sont peut-être plus la continuité de la représentation historique et sociale souhaitée de la Palestine, mais son contraire, quelquefois jusqu'au rejet. La rupture de la société arabe avec ses administrateurs, tout comme l'éveil des consciences nationales et des indépendantistes palestiniens signifient donc peut-être aussi le refus d'un modèle urbain moderne installé dans les zones de croissance. Celui-ci a accéléré non pas seulement les disparités économiques mais la dispersion des identités collectives palestiniennes elles-mêmes.

Partant de là, doit-on lire les singularités d'un urbanisme étranger ou «exporté»<sup>70</sup>, tel qu'il s'exerce dans un contexte ethnique ou communautaire particulier ? Le régime mandataire, la présence de ses urbanistes ou bâtisseurs, offrent en effet des particularités. A la différence de l'urbanisme colonial français ou britannique vu au Levant (au Liban et en Syrie) ou au Maghreb, il s'exerce dans un espace-temps palestinien aux prises avec un second système ou sous-système de colonisation urbaine, celui des pionniers, puis du Foyer Juif. Le sionisme était avant toute chose un modèle sociétal, une expérimentation de modes de vie métropolitains en Palestine. Il va devenir un modèle politique quand le Foyer Juif appuyé par le Mandat développera des outils d'appropriation et d'implantation dépassant les seules initiatives économiques individuelles.

---

<sup>70</sup> Terme emprunté au titre de l'ouvrage *Urbanism-Imported or Exported ? Foreign plans and native aspirations*, Nasr. J, Volait.M., (dirs.), London, Wiley Academy, 2002.



Est-ce en raison de la présence d'un système colonial binaire que le milieu local tarde à émerger ? Alors que du Maroc à l'Égypte<sup>71</sup>, on retrouve bien souvent des conditions historiques similaires quant à l'émergence de milieux professionnels, en dépit des temporalités propres à chaque pays, entre nationalisme et influences, il semble que dans la Palestine orientale, le milieu, le débat urbain n'émerge pas. La période est déjà accaparée par la question nationale et son versant patriotique sans effet urbain. Dans la période il n'a pas été donné aux cultures urbaines internationales, sinon une internationale urbaine et aux milieux arabes, à leurs acteurs, la possibilité de se confronter, de circuler ou de s'emboîter au sein de projets partagés tenant à l'habitat au cadre de vie. L'absence de pratiques, de milieux professionnels autochtones ne permet pas, semble-t-il, de combler le déficit d'urbanité. La ville palestinienne n'est pas encore reconnue comme un objet de savoirs, d'actions et d'interactions. Et la présence de zones de contact culturel entre trois modèles «civilisationnels» doit encore être démontrée.

Tout ceci n'est-il pas à remettre en rapport avec les fondements politiques du colonialisme anglais ? Les anglais privilégient dans le cadre d'un mandat de gouvernement à distance, une modernisation du cadre de vie, et le développement économique qui soit plus tard porteur de transformations. La Commission royale de 1927 était explicite à ce sujet :

« Le développement économique ne peut être simultané au développement politique ».

Le marquage d'une culture coloniale par l'assimilation culturelle ou la sujétion des populations autochtones ne peuvent être évoqués dans le cas anglais qui souhaitaient administrer ces dernières, sans en moduler les caractéristiques culturelles. A la différence des Turcs, l'administration britannique donne aux autorités locales ou aux acteurs collectifs la possibilité, ou le devoir de régir leurs propres institutions et leurs services au nom de leur propre auto-gouvernementalité, de leur émancipation et aussi de

---

<sup>71</sup> Les travaux de Mercedes Volait sur le mouvement d'architecture moderne en Égypte penchent vers l'idée de l'importation du modernisme restitué sur des formes locales et nationalistes, in *L'architecture moderne en Égypte et la revue al-Imara (1939-59)*. Le Caire, Centre d'études et de documentation économique, juridique et social, Le Caire, 1988. Dans *Casablanca*, Cohen et Eleb, en analysant les langages et les styles architecturaux du Protectorat montrent les lieux et zones de contact qui défient l'image de la ville blanche. Sans compter que de nombreux architectes métropolitains sont restés actifs sur place après l'Indépendance.

leur religion. Mais elle maintient dans le même temps une image européenne de la rationalité dans les modèles urbains, dans le fonctionnement d'une administration autocentrée. Elle conserve les prérogatives coloniales liées à la sécurité assurée par la force publique et militaire. Elle impose une séparation raciale ou communautaire dans l'espace et dans la gestion des hommes qui rappelle par bien des endroits l'entreprise coloniale des empires. Mais pour beaucoup les caractéristiques sociales et politiques de la société locale sont occultées.

En prétendant tenir un rôle extérieur aux communautés au titre de leur émancipation on peut penser que le mandat britannique accentue insidieusement la partition communautaire, laissant derrière lui un sillage ineffaçable. L'humanisme progressiste qui devait amener des règles universelles de gestion des choses annonce un espace fragmenté, où le jeu communautaire va nettement prendre le pas. On peut dire que le projet de rationalisation de la société arabe traditionnelle a plutôt échoué, là où une société juive locale s'est formée. La seconde guerre mondiale qui précipite l'arrivée des migrants juifs à Jaffa, n'aura finalement peu de prise temporelle et urbaine. Le territoire est déjà comme fendu en deux : d'un côté le panarabisme est plutôt réfractaire à l'évolution du monde, de l'autre la société israélienne va se constituer « face à l'histoire » européenne tragique.

L'expérience anglaise en Palestine ne serait-elle pas la dernière ou avant-dernière expérience coloniale du Levant, l'une des dernières présences séculières des Lumières avant qu'Israël ne modèle son empreinte sur le territoire palestinien ?

**DEUXIEME PARTIE**  
**L'ECLAT DES RUPTURES**  
**UN URBANISME D'EXCEPTION (1948-1994)**

**INTRODUCTION : L'ESPACE, UNE CATEGORIE**  
**BIOPOLITIQUE**

A partir de 1948, date de la création de l'Etat d'Israël et du conflit Israélo-arabe qui s'en suit, la Palestine arabe se délite quand la société israélienne se construit. A l'Ouest de la ligne verte, le modèle du sionisme donné comme idéal social et civilisationnel génère des aménagements urbains depuis le début du siècle. A l'Est, la partie arabe devient structurellement pensée comme un espace géopolitique et comme l'enjeu des rivalités juives et arabes, depuis son administration en 1948 par la Jordanie, et plus encore après la guerre des Six Jours (1967), du Kippour (1973) jusqu'aux guérillas urbaines des années 80. Nulle n'est notre intention de relire ici les fondements politiques du conflit israélo-palestinien, les faits de guerre en ville ou une quelconque théorie du sionisme qui ont historiquement conditionné le développement du territoire palestinien. On voudrait aborder sous un autre angle la naissance de l'espace comme catégorie politique : à partir de ses usages, de ses cultures urbaines, dans une nouvelle temporalité et dans un nouveau régime de gouvernementalité et même de citoyenneté.

A partir de 1948 et surtout de 1967, quand Israël occupe la Palestine orientale, celle-ci change de statut colonial qui n'est plus celui de l'administration bienfaitrice anglaise, ni celui de l'attentisme jordanien (1948-1967). Le régime d'occupation qui succède à ces deux décennies de « maintien minimal » de la Transjordanie par le Royaume Hachémite, amène des éléments d'organisation de la vie de la cité radicalement étrangers à la société urbaine palestinienne. En Cisjordanie, le dispositif d'occupation est un dispositif d'extra-souveraineté et d'expansion. Dans quelle mesure

pourra-t-il être compatible avec les identités urbaines et la structure urbaine indigène ?  
Un urbanisme d'un nouveau type va-t-il voir jour ?

Les très nombreux analystes de la période d'occupation, Européens, Israéliens ou Palestiniens ont suffisamment analysé cette dernière sous son angle idéologique, c'est-à-dire selon la nature du projet politique d'Israël. Le plus souvent des travaux structuralistes se sont rapportés aux fondements ethniques, politique ou religieux du sionisme. Le poids de l'élément foncier, la terre mythique présentée tantôt comme vide, ancestrale ou à conquérir, le rituel de fondation d'*Eretz-Israël* ou appelée «judéisation» imposée ; tout ceci a été ramené à la puissance d'un messianisme biblique qui rappelle pour certains observateurs les entreprises colonialistes ou impérialistes<sup>1</sup>. L'énoncé spatial de la Palestine occupée a été ramené aussi à la structure coloniale voire raciale ou ethnique d'un régime d'occupation éprouvé dans des espaces ségrégués, à l'instar des colonies et constaté dans des politiques de judéisation ou de colonisation.

Mais plus rarement ou lentement, l'examen a porté sur les dispositifs de gouvernementalité liés à l'exercice d'un certain type de pouvoir, d'une certaine relation entre l'occupant et l'autochtone. En Israël, des géographes, urbanistes et sociologues étudient les villes mixtes de Haïfa, Nazareth, et leur mode de planification et de gestion. Un courant universitaire étudie l'évolution des politiques spatiales dans les secteurs arabes absorbés en 1948, sous l'angle de leurs fonctions ou de leurs modalités. Des analystes ont choisi de faire apparaître les modes de «contrôle» de la minorité palestinienne installée en Galilée, qui s'exercent à partir d'une solide technocratie dans les domaines de l'emploi, de l'accès aux services et à l'espace public<sup>2</sup>. Mais en Palestine, un éclairage géopolitique ou peut-être structural a souvent évité au-delà de l'analyse du

---

<sup>1</sup> Parmi quelques-uns des essais les plus significatifs on citera Alain Dieckhoff, *Les espaces d'Israël : essai sur la stratégie israélienne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989 qui porte sur les aspects religieux ; plus partisan l'essai du palestinien Nur Massalah, *Impérial Israël and the Palestine*, Photopress, 2000 ; A. Cheshin, B. Hutman, A. Melamed, *Separate and Unequal*, Cambridge & London, Harvard University Press, 1999.

<sup>2</sup> On pense aux géographes Orel Yftachel et Elisha Efrat qui ont consacré la majeure partie de leurs travaux aux politiques spatiales en secteur arabe israélien (la Galilée et Nazareth) notamment publiés dans O.Yftachel, «Planning in a Mixed Region in Israël», in *Post Modern Cities and Spaces*, S.Watson et K.Gibson (eds), Blackwell, Oxford, 1999 ; E. Efrat, par exemple dans *Geography and politics in Israel since 1967*, Franck Cassen, London, 1988.

projet stratégique d'Israël, des effets massifs de l'occupation et au-delà des faits de résistance, de voir les modalités ténues d'exercice d'une souveraineté sur les hommes et surtout sur les espaces ; ou mieux le triple processus du pouvoir, de ses modalités et de sa transcription.

Paul Rabinow et Hubert Dreyfus soulignaient en commentant la figure du panoptique mise en valeur par Foucault :

«Plus que l'architecture elle-même, ce sont les techniques d'utilisation de la structure qui permettent une expansion maximale du pouvoir»<sup>3</sup>.

Tout travail d'investigation sur les formes urbaines dans cette période d'expansion ne peut en effet ignorer les intentionnalités politiques, mais à condition que celles-ci puissent être retranscrites dans des pratiques discursives ou non discursives, identifiées dans des appareils ou des techniques de gestion liées à la vie de la cité. De très nombreuses études, notamment à l'initiative des organismes de défense des droits civiques et des chercheurs palestiniens se sont employées à montrer le visage juridique et global du projet israélien ou sa face obscure, de l'appropriation foncière à la destruction de l'outil économique des autochtones. Mais peu a été dit par des urbanistes, des architectes sur les aspects urbains de la période, sur la fonction des villes elles-mêmes dans la conception du projet territorial d'Israël, sur la place des savoirs urbains dans un gouvernement civil et militaire d'occupation et sur les milieux professionnels palestiniens en vis-à-vis de ce dernier. Les entités urbaines, les villes, leurs formes ont été bien souvent rabattues sur un territoire géopolitique et leur matérialité ramenée à celle de l'occupation.

Les politiques d'occupation ou d'annexion, quelque soient les situations et les époques, ne peuvent échapper au modèle de la domination et du pouvoir contrôlant l'ensemble de la société et de l'espace. Mais, contrairement aux gouvernements coloniaux «à l'âge des Empires», les systèmes d'occupation et d'annexion<sup>4</sup> ne sont plus destinés à l'acculturation ou au progrès des sociétés locales. Ils doivent permettre à un Etat extra-territorial de se déplier, de s'étendre tout en neutralisant les dangers, les

---

<sup>3</sup> P. Rabinow, H. Dreyfus, *Michel Foucault, un parcours philosophique, op cit.*, p.273.

<sup>4</sup> On pourrait prendre le cas de l'annexion tibétaine par la Chine et des provinces orientales dans l'Ex-URSS.

conflits avec des populations locales «agitées». Plus qu'un système juridique, les régimes d'occupation incarnent, pour ceux qui les portent, ce modèle accompli d'un gouvernement du territoire superposant des exigences de surveillance à un idéal politique voire utopique basé sur l'expansion et menant à des formes particulières d'organisation de l'espace : militarisation, colonisation, police de l'espace.

Dans le cas des nouveaux territoires palestiniens sous occupation, celle-ci ne procède-t-elle pas d'une inversion des mécanismes coloniaux de la période précédente ? Le régime d'occupation ou d'annexion dans les Territoires palestiniens dispose en effet d'une série de projets qui ne sont plus destinés au bien-être des «occupés» mais à celui des colons israéliens. Mais la protection des seconds passe inévitablement par la régulation des premiers.

A titre d'hypothèse et de méthode, il nous semble alors que le point essentiel du dispositif général d'occupation renvoie moins à un projet d'assimilation, d'absorption ou de séparation raciale, qu'aux nécessités de contrôle du corps social sinon à l'exercice d'un pouvoir biopolitique, compris avec Foucault, comme s'exerçant sur la vie des populations :

« Le biopouvoir désigne «les techniques destinées à la rationalisation des problèmes posés à la pratique gouvernementale par les phénomènes propres à un ensemble de vivants constitués en populations : santé, hygiène, race, longévité»<sup>5</sup>.

L'hypothèse nous permet peut-être de voir les politiques de l'espace, la gestion des hommes et de la cité sous un autre angle. Moins que d'indiquer la nature du projet politique de l'Etat d'Israël, une éventuelle tentative d'acculturation ou de déculturation ou celle d'appliquer une société raciale sur lesquels des analyses ont insisté, on préférera examiner les agencements, les dispositifs administratifs professionnels qui concernent les villes palestiniennes ; autrement dit le gouvernement de l'espace qui est aussi celui de la cité par le pouvoir occupant. On accepte donc d'en venir aux techniques de

---

<sup>5</sup> M. Foucault, *Résumé des cours 1970-1982. Conférences et essais du Collège de France*, Julliard, 1989, *op.cit.*, p.109. Remarquons ici que Foucault avait lié racisme et biopouvoir. «La spécificité du racisme moderne est lié à la technique du pouvoir. Le racisme est lié à un fonctionnement d'un Etat qui est obligé de se servir de la race pour exercer son pouvoir souverain», in *Il faut défendre la société. Cours au Collège de France*, 1976, Gallimard-Seuil, 1997, *op. cit.*, p.230.

gouvernementalité des populations quand celles-ci nous renseignent sur les politiques et une vision urbaines et si elles reformulent la relation des citoyens à leur territoire.

Une fois passé l'examen des politiques spatiales et urbaines comme techniques d'administration générale, la question de leur réception n'est pas loin. L'éveil des comportements nationalistes, l'émergence de la résistance palestinienne en vis-à-vis de l'autre patriotisme israélien vont être abordés. Mais ils ne nous intéressent que dans leurs aspects culturels, lorsqu'ils font fonctionner des représentations, liées ou non à la nation, des domaines de contre-projets et des milieux liés à la ville et ses identités architecturales.

## CHAPITRE 1

### L'ECLAT DES RUPTURES (1948-1967)

«Je ne suis ni citoyen ni résident. Alors où suis-je et qui suis-je ?... Tu réalises que tu peux bien exister métaphysiquement mais pas juridiquement.»<sup>6</sup>

Ce sont là les mots de Mahmud Darwish décrivant son parcours aux guichets du Ministère de l'Intérieur israélien en 1973. Mais il faut revenir, deux décennies plus tôt, à la partition de la Palestine en 1948. Celle-ci était un fait social et urbain considérable.

Le refus par les Palestiniens et les Nations arabes du plan de partage des Nations-Unies et la création de l'Etat d'Israël en 1948, aux termes de deux années de guerre civile ont entraîné l'exode et la dispersion de la plupart des arabes qui vivaient dans la partie occidentale de la Palestine mandataire devenue Israël. Le peuple et la nationalité palestinienne, alors que celle-ci existait jusqu'en 1947, se diluaient dans la dispersion, l'exil mais aussi la séparation. A partir de là, le territoire et la nationalité originelle des Palestiniens ne pourront plus être normalisés ou retrouvés. Etre palestinien «devenait un problème»<sup>7</sup> devant l'histoire, devant le droit international, aux yeux de l'Etat israélien et des nations arabes. Et on sait que l'expérience de la dispersion de l'exil, de la perte de territoire a constitué une rupture ontologique autour de laquelle va se forger toute la lutte nationale palestinienne, celle-ci n'ayant pas ou peu d'équivalent dans le monde. Apatrié sur sa terre de naissance le «Sans Etat» Palestinien allait incarner au plus haut point ce rapport, pour lui indivisible et douloureux, entre peuple, territoire nation.

#### 1.1 UNE RUPTURE BIOPOLITIQUE : EXIL, SEPARATION ET DISPERSION (1948)

---

<sup>6</sup> M. Darwish, «Fantômes dans leur propre pays», in *Revue de Presse Maghreb-Proche Orient*, Alger, février 1973, *op.cit.*, p.19.

<sup>7</sup> Expression souvent employée par les Palestiniens pour désigner leur condition.



Hannah Arendt et plus tard Giorgio Agamben ont éclairé à partir du statut paradoxal du réfugié, le lien entre la perte de citoyenneté et la perte de droits humains. Arendt avait évoqué de façon lumineuse une certaine idée de la «désolation» comme l'expérience absolue de non-appartenance au monde liée au déracinement dont ont été frappées les masses modernes<sup>8</sup> et qu'elle faisait remonter au déclin de la sphère publique de l'entre-deux guerres, à l'impuissance des Etats Nations à résoudre le statut des réfugiés ou des peuples sans droits garantis par les gouvernements en dehors des protections prévues par les Nations-Unies, c'est-à-dire de la stricte assistance humanitaire. En ce temps là, les Sans Etat : réfugiés, apatrides, juifs ou minorités tziganes, et pas encore Palestiniens arabes, incarnaient ce phénomène de masse le plus nouveau de l'histoire contemporaine : moins la perte de résidence que l'incapacité d'en retrouver une, de retrouver «une place dans le monde», c'est-à-dire le droit d'appartenir à une communauté ou à un corps politique. Pour Arendt, être privé des droits humains, c'est être privé d'une place dans le monde. Agamben<sup>9</sup>, lui a désigné la limite négative de la vie, appelle *vie nue* la vie biologique qui caractérise le réfugié, déraciné sur sa propre terre, dépourvu de droits civiques, et de droits nationaux. La *vie nue* représente la perte d'inscription dans le monde, qui est corrélative de la passivité humaine. Et le réfugié «casse l'identité entre homme et citoyen»<sup>10</sup> de même qu'il remet en cause le lien entre nativité et citoyenneté. C'est là que nous donnons à ces analyses une signification locale.

### 1.1.1 Le long de la ligne verte, des citoyens sans droits et sans espace

Suite à la déclaration d'indépendance d'Israël en mai 1948 et à l'armistice conclu avec la Jordanie en 1949, une ligne d'armistice (dite ligne verte) sépare désormais Israël de la Cisjordanie, partageant du même coup la ville de Jérusalem en

---

<sup>8</sup> H. Arendt, *Les origines du Totalitarisme. Le système Totalitaire (vol 3)*, Point Essais, 1995.

<sup>9</sup> Voir notamment G. Agamben, *Moyens sans fins, notes sur la politique*, Paris, Rivages, 1995. La réflexion a été poursuivie dans *Homo Sacer. I. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Éd. du Seuil, 1997, et dans *Etat d'exception*, Paris, Éd. du Seuil, 2003.

<sup>10</sup> G. Agamben, *Moyens sans fins, op.cit.*, p.28.

deux parties. La ligne verte figure désormais la partition de la Palestine. La Cisjordanie (appelée rive Ouest du Jourdain) sera administrée par la Jordanie jusqu'en 1967.

La partition fut une rupture biopolitique extrême car elle a fait jaillir différentes formes de citoyenneté : réfugiés palestiniens, Palestiniens d'Israël, Palestiniens détenteurs de passeports jordaniens, Palestiniens de Gaza dépendant de l'Égypte. Plus précisément, il y avait ceux des Palestiniens restés en Israël appelés Palestiniens «de l'intérieur» au moment de la scission. Il y avait aussi ceux qui avaient quitté leur résidence, étaient exilés ou réfugiés. Ceux-là, déplacés de l'autre côté de la ligne de démarcation, dans l'actuelle Cisjordanie ou dans les pays hôtes arabes, devenaient des Palestiniens de l'extérieur immatriculés ou non comme réfugiés. En Transjordanie, ils recevaient comme les habitants de l'autre rive (est) du Jourdain la nationalité jordanienne évidemment sans possibilité de «voyage» ou de «retour en Israël». Dans les autres pays arabes ils recevaient les droits nationaux de leur pays d'accueil<sup>11</sup>.

A l'intérieur de la Cisjordanie et surtout de Jérusalem, une ligne de fracture intérieure allait consacrer définitivement différents statuts de citoyenneté entre les deux parties de la ligne de démarcation. La ligne verte fut tracée à la main par le Sheikh Abdallah Al-Tal pour la Jordanie et le militaire Moshé Dayan pour Israël ; à l'encre rouge pour figurer les propositions jordaniennes, et verte pour l'autre partie, sur un plan à grande échelle (1/20.000)<sup>12</sup>. La ligne verte d'une épaisseur de quatre vingt mètres environ passe à Jérusalem au droit de la porte de Damas puis porte des Lions, en limite de la vieille ville. Au Sud, elle échoue sur Beit Safafa aux portes de Bethléem. Au nord, elle traverse le quartier de Sheikh Jarrah, évite le Mont Scopus démilitarisé pour s'en retourner sur Lifta plus à l'Est et se poursuivre jusqu'à Tulkarem.

---

<sup>11</sup> Le statut juridique et local des réfugiés ou des exilés différent dans les pays d'accueil. En Syrie, les réfugiés ont un passeport mais pas de droit de vote. Au Liban, les réfugiés n'ont ni la nationalité libanaise ni de droits civiques et sont des étrangers. En Jordanie, ils ont des droits civiques et nationaux. Par ailleurs il existe de grandes disparités de droits entre déplacés, exilés et réfugiés. Sont enregistrés comme réfugiés uniquement ceux des Palestiniens qui ont perdu leur maison, leurs moyens de vie et de subsistance en 1948 au moment ou en lien direct avec le conflit selon les critères juridiques des Nations-Unies. Ils ont alors été immatriculés à l'Office des réfugiés des Nations-Unies. En 1948, 100.000 réfugiés ont été accueillis dans les camps au Liban, 83000 en Syrie, 200.000 en Cisjordanie et Gaza et 450.000 en Jordanie. L'exode a touché environ 750.000 personnes. Et en 1948, environ 150.000 arabes seraient restés en Israël (Jérusalem inclus).

<sup>12</sup> Le plan original de la ligne verte est consultable dans les Archives personnelles de Fathi Ansari, ingénieur et archiviste à Jérusalem.

A Jérusalem, à l'ouest de la ligne verte, les citadins arabes qui n'avaient pas fui devenaient citoyens israéliens, dotés de droits civiques et inscrits dans l'Etat Nation. Ils furent naturalisés comme Israéliens en 1980. A l'Est, à peine à quelques mètres, sur la partie orientale, les 54000 citadins qui étaient installés devenaient le plus souvent citoyens jordaniens, comme les autres Palestiniens. Mais le tracé flou de la ligne verte laissait sur son passage des zones au statut incertain. Les deux propositions de frontière jordano-israélienne ont établi sur une vingtaine de kilomètres et une épaisseur d'environ 500 mètres une zone démilitarisée non constructible, voire par endroit infranchissable. Et de très nombreux no man's lands et ruines sont apparus, porte de Jaffa, Musnara, route de Naplouse, appropriés par les réfugiés et autres populations pauvres, sans statut, expulsés ou victimes de la partition.

### 1.1.2 La perte du sol natal et la naissance d'un champ de mémoire

Venons en à une première hypothèse. Le partage de la Palestine entre arabes et juifs n'avait pas seulement une signification communautaire et politique. Dans la partie arabe, il faut voir en quoi la partition a marqué ou orienté durablement les comportements urbains, le paysage urbain et au-delà les discours. D'une part, à l'est de la ligne verte, l'apparition de nouvelles catégories urbaines paupérisées : réfugiés, *squatters* hors la loi et hors espaces assignés à résidence dans des camps cassent l'unité de la société palestinienne. Celle-ci, alors, n'est plus autosubsistante, disposée autour de ses villages et ses clans (*hamûla*). A partir de 1948 et de la partition, le territoire palestinien ne pourra plus se développer régulièrement. Et il faudra voir en quoi la gestion jordanienne qui succède à celle des Anglais atténuera ou non les ruptures sociales et urbaines.

En deuxième lieu, l'abandon dans l'exode, d'unités de vie organisées autour des villages doit être lu comme un fait urbain qui va conditionner et orienter durablement, peut-être pour longtemps, le rapport des hommes avec leur territoire. Avec la perte du sentiment «du lieu» ou d'un territoire d'appartenance, toute une politique palestinienne de la trace mémorielle autour du village, du foyer et de leurs signes architecturaux a peut-être démarré silencieusement, ou dans des faits de discours.

Décrivons les faits. La division de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël advint par la force. La guerre de partition ou «d'expulsion» pour les Palestiniens eut

pour conséquence l'exode des 710.000 Palestiniens soit 70% des habitants de Galilée, de Jérusalem et des plaines côtières. Les réfugiés palestiniens laissent pour la plupart des villages entiers, des fermes, des propriétés agricoles, des habitations traditionnelles, mais aussi des quartiers urbains entiers à Jaffa, Haïfa, Ashdod. Toute une histoire narrative avec des visions différentes<sup>13</sup> s'est largement employée à décrire les conditions de l'exode, les combats entre la Haganah juive et les combattants *feddayin*, l'encerclement des parties arabes et la bataille de Jérusalem, la mise en place de la loi sur les terres abandonnées appelées *Absentee Proprety*. Cette dernière, prolongeant une ordonnance anglaise de 1945, a permis la nationalisation de terrains arabes déclarés abandonnés, pour être attribués soit aux acquéreurs privés, soit au domaine public pour satisfaire les très nombreux besoins de l'Etat israélien. Elle est devenue la procédure symbolique de la politique israélienne, à partir de laquelle le système foncier public et privé s'est construit<sup>14</sup>. Si un système de Compensation pour perte de biens avait été établi en 1953, avec extinction du droit de compensation en 1972, les Palestiniens ont été peu nombreux à avoir profiter des compensations qu'ils estimaient défavorables car basées sur une classification de la valeur urbaine et bâtie, ne prenant pas en compte la valeur agricole<sup>15</sup>.

Les fuites sur les routes et les villages abandonnés, le «massacre» de Deir Yassin, village martyr à l'entrée de Jérusalem sont devenus pour les Palestiniens les preuves et les symboles de la *Nakbab*, de l'expulsion ou du transfert. Des témoignages historiques, romancés, plus tard des inventaires se sont attardés sur les conditions de l'exode, avec des villages quittés en urgence, jamais revisités, sauf pour contester que des nouveaux

---

<sup>13</sup> Les visions divergent sur la programmation ou non du transfert calculé des palestiniens à partir des plans de guerre comme le fameux plan militaire Dallet de défense des frontières de l'état hébreu. Les Palestiniens Sharif Kanaana dans *Still on Vacation*, Ramallah, SHAML, 2000 ; Nur Nasalha dans *Expulsion of the Palestinians. The Concept of « Transfert » in Zionist Policial Thought, 1882-1948*, Washington, D.C, Institute for Palestine Studies, 1992 mais aussi pour les Israéliens Ilan Pappé (1992) dans *The making of Arab-Israéli Conflict, 1947-51* et Benny Morris (1987), *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-49* soutiennent par exemple la thèse du transfert planifié.

<sup>14</sup> Ou à partir duquel « la terre du peuple juif passait d'une propriété spirituelle à une propriété commerciale », selon M. Benvenisti, in *Sacred Landscape, op.cit.*, p.134.

<sup>15</sup> C'est notamment l'argument du juriste Sami Hadawi, in *Palestinian Rights and Loses in 1948*, Saqi Books, 1988, et du géographe Ghazi Falah, « The Transformation and De-signification of Palestine's Cultural Landscape », in *The Landscape of Palestine*, I. Abu-Lugod, R. Heacock, I. Nashef (eds), Bir-Zeit University Publications, 1999.

arrivants y avaient pris place<sup>16</sup>. Mais au-delà du témoignage sensible et aigu qui prévaut dans les premières décennies, peu a été dit sur la signification urbaine de l'exode.

### 1.1.2.1 *Les ruines de l'autre*

Une des empreintes majeures de la partition est en effet celle laissée non pas seulement dans les ruines des villages mais dans les comportements symboliques. L'exode a signifié avant tout la destruction des lieux d'appartenance. La carte des localités et des zones abandonnées montre que ce furent avant tout des villages qui furent abandonnés, moins protégés que les bourgs<sup>17</sup>, même si la résistance et les combats furent beaucoup plus soutenus en milieu rural<sup>18</sup>. Ce sont des ensembles organiques et autarciques et que l'on a dit structurants de l'identité palestinienne qui étaient abandonnés sans retour possible. On touche ici un point essentiel de l'évolution des discours et des comportements liés à l'objet urbain. Le cycle de la destruction des maisons et villages, leur abandon au profit de nouvelles populations migrantes allaient incarner cette relation indéfectible éprouvée ou non du Palestinien à sa terre nourricière, jusqu'à toujours vouloir la retrouver.

La destruction du sentiment d'appartenance tient aux conditions même de l'éviction des habitants. La violence du départ d'abord irréversible et sans possibilité de retour laissait des stigmates et le sentiment de deuil inachevé. Surtout la nouvelle nation israélienne allait se construire sur les traces et les ruines palestiniennes. Que l'instauration d'une nation nouvelle s'accompagne de l'effacement du patrimoine existant n'a rien de surprenant : dans les périodes d'après-guerre, une légitimité territoriale se forge plus souvent sur la tabula rasa que sur les vestiges de l'identité

---

<sup>16</sup> Parmi les écrivains et essayistes pour les plus célèbres ayant narré l'exil, on citera Ghassam Kanafani dans *Retour à Haïfa et autres nouvelles*, Sindbad, 1997 ; Elias Sanbar dans *Le bien des absents*, Actes sud, Montréal, 2002 et Edward Said entre autres dans *Out of Place*, London, Granta Books, 1999, ou dans *Entre Guerre et paix : retours en Palestine-Israel*, Paris, Arléa, 1997.

<sup>17</sup> La carte des villages abandonnés fut reconstituée d'abord par Walid Khalili, in *All That Remains, The Palestinian Villages occupied and Depopulated by Israel in 1948*, Washington, D.C, Institute for Palestine Studies, 1992 puis par Salim Tamari (ed.) pour Jerusalem, in *Jerusalem 1948, The Arab Neighbourhoods and their fate in the War*, S Tamari (ed), The Institute of Jerusalem Studies & Badil Resources, Jerusalem, 1999.

<sup>18</sup> Pour H. Laurens analysant la guerre de 1948, « c'est la Palestine de la modernité qui s'est effondrée la première », la société urbaine littorale étant déstructurée, alors qu'à l'intérieur de la Cisjordanie et la Galilée ralliées au mufti et aux hommes des Husseini, on s'est « battu maison par maison », comme à Deir Yassin. Cf « Palestine, 1948. les limites de l'interprétation historiographique », in *Esprit*, septembre 2000, pp. 119-146.

adverse<sup>19</sup>. La nation israélienne se devait d'édifier des villes renouvelées, débarrassées de l'empreinte vernaculaire et de ce qui pouvait représenter les signes vivants de la culture en place : la maison traditionnelle de pierre, l'olivier, le jardin, l'architecture «désordonnée». Plus de 400 villages vidés de leurs habitants furent souvent détruits partiellement voire complètement, quand ils représentaient une menace immédiate pour le voisinage juif proche ou les nouveaux arrivants.

Aux portes de la nouvelle Jérusalem les villages de Deir Yassin, Qatamon furent abandonnés comme Lifta, village harmonieux resté intact et vide ou celui de Nabi Daoud, situé porte de Jaffa. A l'Ouest de la ligne verte à Jérusalem, des quartiers entiers furent partiellement réoccupés par des familles juives immigrantes principalement d'Afrique du Nord et de Russie ignorant tout de l'histoire récente. Dans les quartiers de belle facture de Rehavia, Baq'a (*German Colony*) Talbieh, A'yn Karim, Musnara, les maisons ou immeubles prestigieux étaient conservés, dans une présence familière, à proximité de nouvelles constructions. Les immeubles modernistes sur les avenues King David et Benyuda, propriétés des familles chrétiennes Tamous et Sansour devenaient des banques. La toponymie arabe des quartiers et villages était déclinée en hébreu pour être totalement banalisée aujourd'hui<sup>20</sup>. Des immeubles furent reconvertis en équipements publics comme à Abu Tor ou les vastes propriétés arabes furent utilisées d'abord pour les bureaux du Gouvernement israélien, puis pour y installer la Cinémathèque de Jérusalem.

Plus tard, dans les années 1970, on valorisait ou ré-investissait les quartiers abandonnés à la redécouverte du patrimoine arabe. La mémoire du patrimoine local sera à nouveau convoquée, invoquée à travers des réhabilitations, des restaurations d'envergure. Des exemples spectaculaires d'assimilation sont fournis à Jaffa (Yafo) avec la réhabilitation de la vieille ville, essentiellement à des fins résidentielles et culturelles et plus récemment des faubourgs où réside la communauté arabe. Les immeubles de style yéménite sont réhabilités pour être cédés à des habitants aisés de Tel Aviv, vivant

---

<sup>19</sup> On renvoie, parmi d'autres aux commentaires de D.Voldman et R. Baudouin sur la Reconstruction de l'après-guerre en Europe, à propos de la reconstruction du Havre et de Berlin par exemple.

<sup>20</sup> Ein Karem à la place de A'yn Karim, Talbia devenue Talpiot, Morasha pour Musnara.

désormais en pleine mixité. Dans la partie orientale de Jaffa, des opérations immobilières de très haut standing, comme la nouvelle résidence *Andromeda Hill* tentent de retrouver de façon allégorique l'architecture et la présence ancestrale du port de Jaffa, symbole méditerranéen et palestinien. De la même façon, on reconstitue «de façon authentique» des villages palestiniens. Le village de Ein Hod (A'yn Hud), l'un des premiers villages abandonnés en 1948 au nord de Tel Aviv a été rénové par Marcel Janco, fondateur du mouvement Dada. A Haïfa, on a réactivé le patrimoine arabe de Wali Salib dans un vaste projet de réaménagement en préservant uniquement les façades et les édifices religieux (mosquées, chapelles). Les îlots sont évidés. Seules, subsistent des ruines modernisées, incrustées dans un nouveau décor urbain. A Ain Karem, à Jérusalem, on commence depuis peu à réhabiliter certaines des bâtisses de Lifta, village demeuré vacant durant 50 ans.

S'agit-il de conjurer le traumatisme de la guerre, de ses expulsions, de ses destructions ? Sans doute peut-on voir dans les différentes formes d'activation du patrimoine arabe une ultime tentative de redécouverte nostalgique du village ancien, peut-être l'idée d'un «rachat» de la mémoire palestinienne, ou encore le rêve d'accomplissement d'une unité architecturale, c'est-à-dire le rêve d'une normalisation ou d'une réconciliation culturelle.



Figure 27 : Visiteurs, ruines de Lifta à l'entrée de Jérusalem-Ouest (au second plan)  
Image : G. Dupin (2003)

Mais pour l'autre communauté, palestinienne, l'expérience ontologique de la destruction, sans deuil possible ou de l'abandon sans droit au retour possible, agissent de façon obsessionnelle dans tous les signes d'identification au patrimoine et aux lieux perdus. Plus que le patrimoine urbain, le village, à lui seul est devenu le point de cristallisation de la mémoire ou du patriotisme. De là, nous semble-t-il, vont partir un champ de mémoire et un champ discursif qui excluent les villes au détriment du seul paysage rural. L'olivier, l'oranger la pierre, la voûte du *bosh*, autrement dit l'unité de vie rurale sont devenus ou en tout cas ont été confortés comme la seule marque d'authentification du peuple palestinien. Et si l'effacement des villages a été largement souligné<sup>21</sup> peu a été dit sur les transformations du tissu urbain de Jérusalem, de la structure urbaine particulière des quartiers de Baq'a, Beit Safafa, premiers villages urbains absorbés, ou sur l'apparition d'une nouvelle pauvreté urbaine.

## 1.2 LE TERRITOIRE EN DESEQUILIBRE : CAMPS ET BIDONVILLES ET NOUVEAUX CITADINS

L'exil présente en effet un sens radicalement nouveau : non pas seulement l'éviction, la paupérisation urbaine mais également l'apparition de nouvelles catégories sociales et urbaines à l'intérieur de la communauté palestinienne. La partition de la Palestine produit un double mouvement. En même temps qu'à l'Ouest de la ligne verte, des unités de vie villageoise disparaissent, des tissus urbains jusqu'ici inconnus apparaissent à l'est : camps urbains de réfugiés, premiers bidonvilles. Bien au-delà de leur dissémination, les habitants de même origine, dispersés entre la Cisjordanie, Gaza ; des paysans exilés pour la plupart faisaient l'expérience d'un nouveau mode de vie

---

<sup>21</sup> Avec l'ouvrage déjà cité et plusieurs fois réédité de W. Khalidi, *All that Remains*. Le cas d'A'yn Hud, village abandonné et transformé a donné lieu à de nombreux écrits parmi lesquels ceux de l'anthropologue Susan Slyomovics : *Object of Memory: Arab and Jew narrate the Palestinian village*, Philadelphia, University of Pennsylvania, 1998. L'auteur a consacré de nombreux articles à l'exploitation de la mémoire du village. Par exemple «Discourses on the pre-1948 Palestinian Village ; The case of Ein Hod/Ein Houd» in *Power, Text and Context. Discourse and Palestine*, A. Moors, T. van Teeffelen, S. Kanaana, I. Abu Ghazaleh, (eds.), Het Spinhuis, 1999, pp.40-53.



urbain, jusqu'ici peu éprouvé. La rupture fut donc autant individuelle que collective et spatiale. Le territoire était altéré voire troué par des entités urbaines jusqu'ici inconnues : les camps, les zones de transit et habitat précaire. Le statut hétérotopique du réfugié achevait de briser l'unité juridique et civique de la Palestine. Il y a alors à accomplir un travail « négatif » sur ces figures urbaines nouvelles apparues dans l'histoire de la partition, qui conditionnent non pas seulement le devenir territorial, mais l'image de la ville, les identifications symboliques.

### 1.2.1 Les figures urbaines inquiétantes de l'exil

Dans l'analyse de la décomposition de la nation et du territoire palestinien, on aurait tendance à isoler l'épreuve du réfugié comme expérience extrême et de l'extranéité et de la « désolation ». Le réfugié victime de l'histoire, déraciné devenait le symbole de la question nationale. Mais l'expérience de l'exil fut d'abord celle de la désaffiliation et de la rupture d'avec sa propre communauté. Car l'exode du migrant ne fut pas compensé par une quelconque intégration urbaine à l'Est de la ligne verte. Au minimum 300.000 Palestiniens, dont 80.000 originaires de Jérusalem<sup>22</sup>, paysans ou urbains se retrouvèrent en Cisjordanie et à Gaza à vivre dans des espaces denses ou urbains affrontant des systèmes d'organisation autres. Les premiers quartiers spontanés et dix sept camps allaient voir le jour le plus souvent à la périphérie immédiate des villes, dont deux à Jérusalem. Les villages de Balatah et Askar à Naplouse étaient engloutis par des camps de plus de 4000 réfugiés<sup>23</sup>. La pauvreté et une certaine prolétarianisation urbaine devenaient des manifestations lisibles dans l'espace d'une double rupture sociale et politique, dessinant des frontières internes entre Palestiniens installés et ces masses menaçantes arrivant du dehors. Les travaux abondent sur les premiers camps et leur organisation communautaire, la reconstitution des liens

---

<sup>22</sup> Entre 1948 et 1949, 84.000 environ réfugiés étaient originaires de la région de Jérusalem (de A'yn Karim, Deir Yassin, Lifta al Malah), selon T. Rempel dans « Disposition and Restitution », *Jerusalem 1948*, Tamari, S. (ed.), pp.189-236. En 1998, 150.000 réfugiés sont enregistrés comme originaires de Jérusalem. 350.000 n'auraient pas été enregistrés car ils ont une nationalité d'accueil et des droits autres que ceux de réfugiés. Il faut préciser que la comptabilité exacte des réfugiés est complexe selon que l'on parle de réfugiés immatriculés comme tels par les Nations-Unies ou de déplacés.

<sup>23</sup> Le camp de Askar (Naplouse) compte environ 10.000 habitants lors de son installation en 1948, selon les archives de la Croix Rouge, rapport Mr Kuhn, CICR, 1948.

villageois, intra-claniques. On sait que les clans se reconstituaient selon le village de provenance. Un des témoignages les plus surprenants viendra d'un soldat israélien, constatant, en entrant à Gaza en 1967 dans le camp vaste de Jabaliyah, que les unités de voisinage portaient les noms de villes et villages d'origine : Beer Sheva, Ramlah, Lod, Jaffa quittés en 1948<sup>24</sup>.

#### 1.2.1.1 Bidonvillois, déplacés, des classes dangereuses

Les exilés ou les réfugiés échoués de l'autre côté de la ligne verte faisaient la même expérience du déplacement du prolétariat au sein de ces nouvelles poches urbaines. Mais peu de chercheurs se sont essayés à retracer l'arrivée des nouveaux urbains sans emploi, expulsés de la partie occidentale de Jérusalem et de la ligne verte, échouant dans des zones de transit ou bidonvilles. Peu de travaux historiographiques et sociologiques se sont attardés sur les conditions d'accueil de ces nouveaux citadins en ville par ceux du «dedans» qui étaient installés. On doit à Salim Tamari, sociologue, d'avoir restitué dans ses travaux sur la morphologie sociale de Jérusalem en 1948, des éléments sur les conditions de vie des nouveaux urbains à Jérusalem<sup>25</sup>.

On sait ainsi que des lignes de fracture entre réfugiés économiques ou officiels existaient, c'est-à-dire entre ceux qui ont été déplacés en ville, ayant perdu leur propriété mais résidant quelque part, ayant encore un outil de production ou un emploi ; et ceux définis comme réfugiés par les Nations-Unies en 1950. Les frontières sociales étaient encore plus visibles entre réfugiés et citadins. Les réfugiés ne remettaient pas seulement en question la citoyenneté établie. Ils recodifiaient l'image d'un territoire et de la ville restée immobile. A Jérusalem, 8000 citadins musulmans ou chrétiens chassés de la partie occidentale (de Baq'a et de Talbieh, de la «German Colony» et de Qatamon)<sup>26</sup> ont préféré rester en ville que rejoindre les camps. Ils s'approprièrent le no man's land de Mamillah, secteur central situé sur la ligne verte

---

<sup>24</sup> Cite par Norma Hazboun dans *The resettlements of the Palestinian Refugees of the Gaza Strip*. Thesis for a PH.D, University of Leeds, Department of Politics, 1994, non publiée.

<sup>25</sup> Parmi lesquels *Jerusalem 1948, The Arab Neighbourhoods and their fate in the War*, mais aussi dans «The transformation of Palestinian society : Fragmentation and Occupation » in *Palestinian Society, a survey of living conditions*, Tamari. S, (ed.), Oxford, Fafo, 1994.

<sup>26</sup> Selon T. Rempel dans «Dispossession and Restitution, in *Jerusalem 1948*.

pour y réinstaller des taudis. Ils investissaient aussi le quartier maghrébin dégradé de la vieille ville, ses écoles et ses églises qui seront à leur tour détruites en 1967. Ils s'installaient dans les fermes de Silwan et un peu plus bas à Baq'a, où un camp de transit sera installé puis démoli en 1967.

#### 1.2.1.2 *Un monde extra-légal et menaçant : les réfugiés*

L'expérience de la rupture urbaine fut sans doute plus violente pour les réfugiés installés dans des camps. Le statut de réfugié se superposait ou se substituait à l'identité d'origine (la *hamûla*). Le réfugié était une figure inquiétante, non plus seulement aux yeux de la communauté internationale, des pays arabes mais aux yeux des Palestiniens de Cisjordanie. Les travaux sociologiques<sup>27</sup> tout comme les récits des plus anciens habitants évoquent bien souvent les tensions originelles dans les premières années entre habitants de Cisjordanie et réfugiés. Ces nouvelles entités urbaines ne représentaient pas seulement l'enclave et l'illégitimité mais l'émergence d'une nouvelle classe urbaine, une « classe dangereuse » stigmatisée, porteuse de dangers sanitaires, sans ressources sans toit et sans travail, sans règles de vie communautaire.

---

<sup>27</sup> Voir E. Marx in *Refugee's Camps in Gaza*, *Review of Palestinian studies*, Institute of Palestinian Studies, vol XXIII, Washington, 1988 ; J.S. Migdal et S. Shamir (eds.) dans *Palestinian Society and Politics*, Princeton, Princeton, University Press, New Jersey, 1979. A. Plascov, lui a particulièrement étudié les tensions entre résidents et réfugiés en Jordanie dans *The Palestine's refugees in Jordan, 1048-1957*, Franck Cassen, London, 1981.

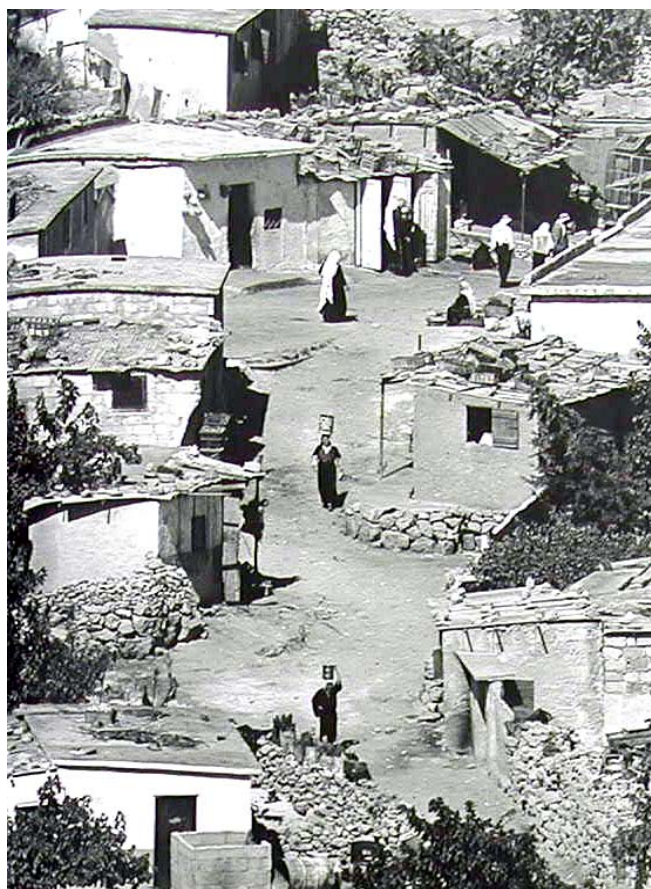


Figure 28 : Camp de Deished (Bethléem), 1970

Source : Archives publiées de l'UNRWA, Les Réfugiés de Palestine aujourd'hui, 1995

Les habitants les plus anciens par exemple de Ramallah relatent la même stigmatisation des réfugiés et les difficiles relations intercommunautaires : conflits de voisinage, de travail, dans les exploitations agricoles, conflits fonciers, conflits entre les réfugiés eux-mêmes. A Ramallah, la bourgeoisie chrétienne était très distante vis-à-vis des premiers réfugiés venant de Jaffa, Lod, devenu l'aéroport international Ben Gurion. Elle était très réticente à employer des réfugiés «des *laj'inn*». Les témoignages recueillis auprès des anciens de Ramallah évoquent l'arrivée difficile des réfugiés de Al-Amari et Kalandia situés à proximité des zones déjà habitées, mais aussi leur venue en ville, leur image de *gipsy*, de squatters<sup>28</sup>. Les réfugiés quittaient d'ailleurs rarement le camp, seul repère collectif, fait remarquer l'anthropologue Shamir ayant enquêté dans le camp de

---

<sup>28</sup> Entretien par exemple avec les soeurs Khoury de Ramallah.

Jalazone au nord-est de Ramallah<sup>29</sup>. Ils étaient une menace pour l'ordre communautaire et économique : «vous avez vendu vos terres aux juifs et vous allez squatter la nôtre»<sup>30</sup>. Des conflits opposaient, note Shamir les villageois de Jalazone et les forces de police jordanienne<sup>31</sup>.

Est-ce là les signes d'un paysage, d'un *ethnoscape* particulier clairement distinct de la structure urbaine ou rurale ou d'une frontière biopolitique entre les résidents des camps et les villageois (*'qarawi*) ou les plus urbains (*hadari*) ? Les nouveaux citadins portent la marque de la différence : celle de l'a-territorialité. Apatrides, ils dépendent depuis 1948 de l'assistance humanitaire des Nations-Unies à travers l'United Nations Relief and Works Agency (UNRWA), organisme de secours et d'aide élémentaire. Celui-ci leur fournit les cartes de rationnement, les premiers services de soins et de santé, les premières infrastructures humanitaires. Les réfugiés sont ainsi unis par le même statut d'extranéité, qui les sépare des natifs de Palestine.

### 1.2.2 Des citadins invisibles, des espaces trop visibles

Le réfugié s'est vu octroyé un document de voyage jordanien ou égyptien. Mais le réfugié des camps à la différence du citoyen «installé» est dépourvu de droits civiques car non reconnu par les instances locales, à l'époque, l'administration locale jordanienne. La raison en est simple et tient à la formulation politique du statut du réfugié. Celui-ci n'est pas destiné à s'installer mais à reconquérir ses droits au retour (*al'awda*) au titre de la résolution des Nations-Unies «dite 194» prise en 1951. Toute intégration dans les politiques locales successives, d'abord jordanienne, plus tard palestinienne au moment de l'autonomie, signifie d'abord l'abandon de la lutte pour le droit au retour, la dilution de la question nationale. Accessoirement la participation des réfugiés aux instances politiques (mairie, conseils des villages) était, semble-t-il une menace pour les notables et leaders de la classe dirigeante et pour l'ordre politique, ses

---

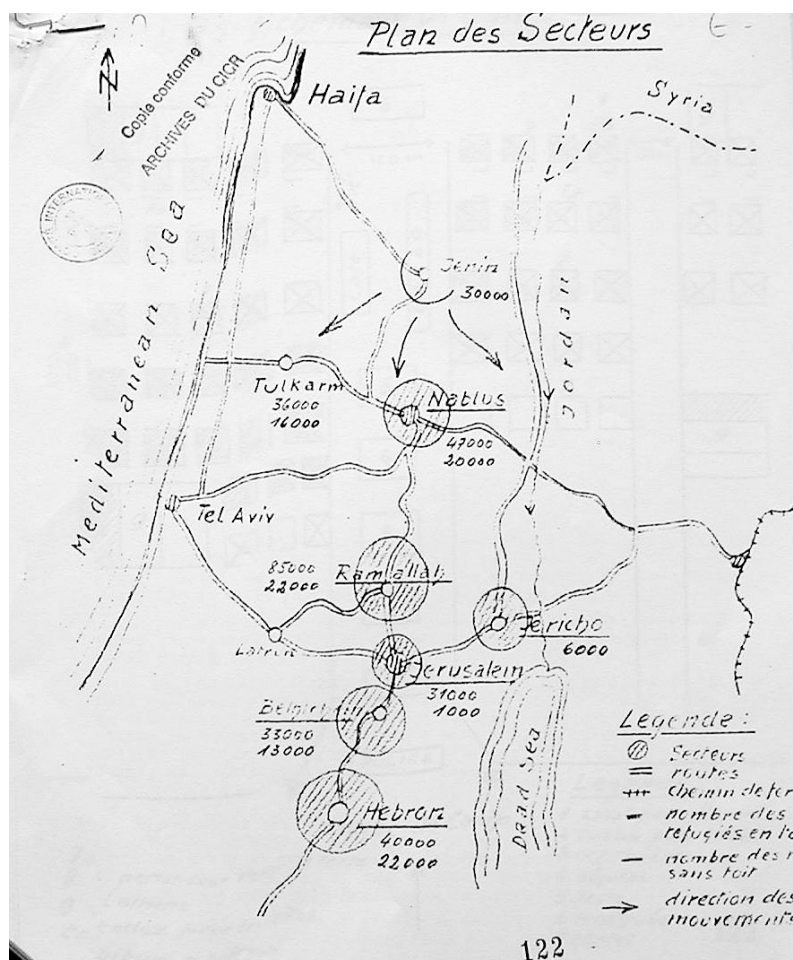
<sup>29</sup> Cf. «West bank Refugees. Between Camp and Society», in *Palestinian Society*, J. Migdal (ed.), pp.147-165.

<sup>30</sup> Témoignage recueilli par S. Shamir in «West Bank refugees», *op.cit.*, p.153.

<sup>31</sup> «L'administration Jordanienne est brutale avec nous» disent les réfugiés, in *ibid*, p.155.

jeux d'alliances, ses modes de régulation, ses représentations confessionnelles, claniques<sup>32</sup>.

Le réfugié est vite devenu un citoyen invisible dans l'espace de la souveraineté jordanienne, au sein des administrations de cette dernière. Et la gestion urbaine des camps c'est-à-dire humanitaire confortait l'équation politique. L'UNRWA, office d'aide avait très vite à signifier le caractère provisoire ou précaire des camps au regard du statut de leurs populations hétérotopiques. D'un ordre de discours sur ces masses extra-légales et a-territoriales, aux formes prises par une aide humanitaire et sociale qui se substitue aux fonctions politiques de la cité, à l'arme politique du droit au retour ; tout concourait à exclure l'habitant des camps de la vie urbaine, de son droit à la ville, et de l'octroi du statut de citoyen.



<sup>32</sup> C'est par exemple le commentaire de A. Plascov dans *Palestine's Refugees in Jordan*.

Figure 29 : Situation des camps de réfugiés en Palestine par la Croix Rouge, 1948

Source : Archives du Comité International de la Croix Rouge

### 1.2.2.1 *Qu'est-ce qu'un camp ?*

«Au début les camps doivent être construits pour 10.000 à 15.000 réfugiés au maximum»,  
 Ecrit Mr Kuhn chargé de l'organisation des camps pour le Commissariat à l'Aide aux réfugiés dans son premier rapport d'inspection en Cisjordanie à la fin de la première vague d'exil.

«Ces camps doivent être terminés avant que les réfugiés y soient admis afin que le contrôle puisse être exercé depuis le début. A l'intérieur du camp il est nécessaire d'opérer une séparation entre les ressortissants des différents villages, les chrétiens et les musulmans ; on devrait chercher à recréer partout où c'est possible, le cadre naturel des arabes, donner par exemple la responsabilité d'un secteur de camp à l'ancien *mukhtar* du village dont sont ressortissants les réfugiés »<sup>33</sup>.

Le statut urbain des camps désigne bien la catégorie de populations y résidant et les termes de la formulation de la question politique. Le camp aux formes particulières allait constituer par défaut l'expérience de l'urbanité, mais une urbanité importée, ou subie, puis construite au jour le jour. Surgis au sein d'un territoire resté rural et dépourvu de villes, ils sont devenus de facto et brutalement des *non-stop cities* de plus de 100.000 habitants comme à Gaza. Ils furent installés dans l'urgence entre 1948 et 1950, pour la plupart sur des terrains sans valeur, légués symboliquement (quelquefois pour 99 ans) par des propriétaires jordaniens ou de la Grande Arabie détentrice de biens fonciers dans le *sandjak* de Naplouse. Les arrivées d'eau étaient fournies gratuitement par le Commissariat aux Réfugiés ou la Croix Rouge. Puis, très vite, les abris en ciment et tôle ont remplacé les premières tentes de la Croix rouge. Au fil du temps, le camp devenait le réceptacle du conflit, de sa non-résolution, de ses stratifications et de ses couches historiques. Ils accueillent désormais plusieurs vagues de réfugiés, comme à Kalandia, Shu'fat, dans la périphérie de Jérusalem qui comptent des originaires de Jaffa, des citadins chassés en 1948 de la Ligne verte (Baq'a, Talbieh) et encore de la vieille ville en 1967.

Qu'ils soient installés au cœur des villes comme à Naplouse avec le camp de Al-Azkar, comme à Gaza, avec Sh'ateh, Burej, Nuseirat, Jabaliya, à l'entrée des

---

<sup>33</sup> Rapport de Mr P. Kuhn pour le Commissariat pour l'aide aux réfugiés en Palestine. Rapport sur l'organisation des camps, Beyrouth, Archives de la Croix Rouge, décembre 1948, *op.cit.*, p.8.

agglomérations : Al Amari, Kalandia à Ramallah, Balatah à Naplouse, Dheisheh à Bethléem ou à l'écart comme à Jalazone situé entre Naplouse et Ramallah, Aroub, Aicha, Fawwar entre Bethléem et Naplouse, les camps ont la même matrice de base. Initialement une unité d'habitation était attribuée à chaque famille sur une parcelle d'environ 100 m<sup>2</sup>, faite de deux chambres et d'une cour centrale dotée d'un point d'eau pouvant accueillir une famille.

La succession d'abris jumelés ou dédoublés définit un système urbain parfaitement identifiable. Les abris mitoyens délimitent des rues principales. Des rues perpendiculaires ou ruelles plus étroites coupent régulièrement les alignements. Des angles peuvent être dégagés pour former une place d'angle. Le canevas de base peut évoluer de façon plus ou moins régulière selon le relief. Les camps sont rarement implantés en plaine mais à flancs de coteaux, sur des terrains résiduels ou dissimulés dans les parties basses des collines. Les ruelles se terminent en cul de sac, les camps s'achèvent au fond d'un ravin et certaines des parties sont très enclavées (comme à Shu'fat, Al Amari). Les services de l'UNRWA : écoles, centre de santé, bureau du chef de camp sont de couleur blanche et bleue et aisément reconnaissables<sup>34</sup>. Ils sont situés généralement à l'entrée du camp. Dans la bande de Gaza à Beit Hanoun, Rafah, et contrairement à la Cisjordanie, différents projets de réimplantation dans le quartier récent de Sheik Radwan seront étudiés à partir de 1970 par l'administration militaire israélienne à la demande de Moshé Dayan, auxquels s'opposeront l'UNRWA et surtout les réfugiés, refusant d'être dispersés en ville et surtout d'accepter une installation comprise comme définitive<sup>35</sup>.

---

<sup>34</sup> A Beit Hanoun, les bâtiments de l'administration anglaise ont été récupérés comme équipement.

<sup>35</sup> Ces projets de réimplantation ont été étudiés par N. Hazboun dans *The resettlements of the Palestinian Refugees of the Gaza Strip*.



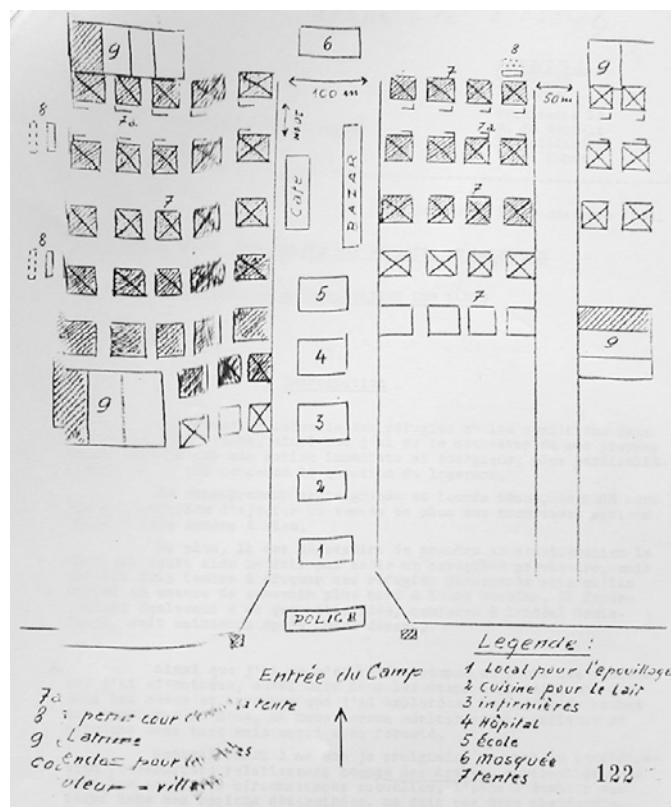


Figure 30 : Schéma d'un camp établi par la Croix Rouge en 1948

Source : Archives du Comité International de la Croix Rouge

### 1.2.2.2 Ville ou camp ? A la limite des non-stop cities

Conçus comme des territoires provisoires, les camps étaient initialement dépourvus de structures collectives d'assainissement et de voirie, en dehors des points d'eau individuels. Ils le sont souvent restés. Puisque le statut urbain du camp était ambivalent, l'UNRWA gestionnaire imposait vite une règle commune : le maintien de la silhouette provisoire du camp composée d'habitations basses aux toits en tôle ondulée, l'interdiction de construire et de surélever au-delà d'un étage, d'effectuer des transactions foncières et immobilières, les habitants étant initialement tous locataires. Mais à mesure que le statut précaire du camp devenait permanence, que la démographie des réfugiés augmentait et la perspective de retour s'éloignait leurs habitants construisaient des villes sur elles-mêmes.



Figure 31 : Trame bâtie du camp de Nusseirat à Gaza, 1998  
Source : UNRWA Gaza, Direction des Opérations

Au fil des décennies une seule règle urbaine prévaut : celle de «l'informalisation» individuelle et collective pour répondre aux problèmes de desserrement démographique et pallier aux interdictions de construire. Le plan de base est alors travaillé par accumulation, déformation, adjonction de différents éléments de confort individuel, d'espace public. L'ajout d'un étage voire trois est partout pratiqué, toléré, de Gaza à la Cisjordanie. L'espace des venelles, les angles de rue sont souvent appropriés à des fins privatives, commerciales ou comme espace de sociabilité. La transformation et l'agrandissement du logement de base par la famille sont incontournables. La première étape consiste généralement à modifier ou rediviser l'unité de base et amener des éléments de confort. La seconde étape permet d'étendre l'unité sur la parcelle par adjonction d'une chambre ou deux. Ultérieurement le réfugié peut surélever l'abri,

aménager le toit terrasse ou construire un étage supplémentaire. L'étape ultime conduit selon les moyens à la démolition de l'abri pour construire une maison individuelle en dur. On dégage des espaces supplémentaires : construction en surplomb, boutiques en façade, installation de garages sur le trottoir, jardins ou potagers sur le toit.

L'UNRWA au fil du temps ne limite plus ou peu le cycle foncier et bâti. Des transactions existent entre membres d'une famille qui achètent des emplacements quand les acquisitions à l'extérieur du camp sont trop onéreuses<sup>36</sup>. Dans les camps, tout se fabrique en même temps : transactions sur le foncier, commerces, services urbains communautaire, réseau d'aide de proximité collective. Et on peut parler ici de véritables compétences collectives dans la fabrication de l'urbain.



Figure 32 : Camp de Shu'fat (Jérusalem-Est)  
Image : G. Dupin (2003)

A partir des années 1970, les camps débordent de leurs limites, sont sur-habités, sur-densifiés. Dans la bande étroite de Gaza<sup>37</sup>, les camps de Nuseirat, Jabaliya, Khan Yunis atteignent chacun 100.000 habitants pour constituer *une non-stop city* de 400.000 réfugiés sur les 700.000 habitants que comptent l'agglomération de Gaza<sup>38</sup>. Dans les villes denses de Gaza mais aussi de Ramallah, plus rien désormais ne permet de différencier la limite du camp et de la ville, l'un se redéfinissant par rapport à l'autre. Le niveau de mobilité vers les centres économiques, l'activité qui est celle des bourgs intermédiaires, l'emploi de proximité (commerce, garages) montrent que le camp est perméable aux échanges et à l'extérieur. Et les contrastes quelquefois entre les villas et les anciennes unités de base rappellent la mixité des quartiers ordinaires, même si le niveau de vie du réfugié reste très inférieur à celui du citoyen installé<sup>39</sup>. A Gaza notamment, des villas cossues côtoient à Sh'ateh des abris surpeuplés et le camp se déploie sur le secteur résidentiel de Al-Nasser. Le régime juridique des réfugiés peut bien-être identique, il existe au fil de l'installation, des différences de niveau de vie. Le dispositif de l'UNRWA a généralisé l'éducation jusqu'au collège et a permis une ascension sociale pour les réfugiés de la deuxième génération qui ont pu accéder aux emplois. L'agence durant cinq décennies a surtout formé des enseignants dans son centre de formation lié à l'Université de Amman qui peuvent travailler en ville, dans les écoles privées ou publics<sup>40</sup>.

Au fil de leur installation, les réfugiés ont su tisser des relations économiques et sociales, activer des réseaux en dehors et à l'extérieur du camp, même si peu ont quitté leur espace d'origine en raison des difficultés financières. Car il reste peu probable pour

<sup>36</sup> Surtout à Gaza, comme en témoignent les habitants de Jabaliyah, Khan Yunis.

<sup>37</sup> 40 Km de longueur et en moyenne 8,5 km de large pour une superficie totale de 365 Km<sup>2</sup>.

<sup>38</sup> En 2000, 450.000 réfugiés étaient enregistrés à Gaza dont 54% à l'intérieur des camps. 157000 réfugiés étaient enregistrés pour la Cisjordanie dont 26% à l'intérieur des camps, d'après les statistiques de l'UNRWA. Par ailleurs, la population du Grand Jérusalem comprendrait 30% de réfugiés, d'après le Palestinian Central Bureau of Statistics, 2002.

<sup>39</sup> Rappelons que le réfugié a le droit de travailler mais que le chômage semble structurellement plus élevé que dans les villes, dès l'origine.

<sup>40</sup> 64.000 réfugiés de Palestine ont été reçus comme bachelors via les écoles de l'UNRWA d'Amman entre 1948 et 1967, d'après le rapport d'activités de l'UNRWA, 1988. Par contre l'Etat jordanien maintenait la césure juridique entre les palestiniens installés et les réfugiés. Ces derniers se voient refuser l'accès aux emplois administratifs.

un réfugié de faible revenu d'accéder à l'autonomie foncière et immobilière. Mais désormais, la différence entre ville et camp, habitant du camp et citoyen ordinaire est peut-être moins une affaire de lieu ou de limite, de mode de vie que d'altérité. A partir des années 1960, ce qui est en jeu est moins le dénuement physique, les conditions matérielles de vie que la privation de droits humains, civiques et nationaux ou l'identification impossible à un « dehors ».

«Mon camp est il plus beau que ta ville» est une expression souvent entendue. Les réfugiés de la deuxième génération, manifestent le désir de «sortir du camp» de bénéficier d'un mode d'exister moins ambigu. Mais une certaine banalisation des conditions de vie du réfugié au fil des décennies ne saurait signifier leur absorption dans la cité ou masquer leur différence biopolitique. L'espace du camp, la trajectoire du réfugié depuis 1948 demeure la figure majeure de la non-résolution d'un conflit.

Il nous semble ici que cette expérience d'urbanité fabriquée sur le mode inclusif a hypothéqué ou retardé toute réflexion sur le territoire, sur le développement urbain et régional et sa planification. Non seulement l'espace était altéré, troué par la présence d'une vingtaine de camps, mais le camp, tantôt stigmatisé par les habitants, tantôt oublié des politiques, figure à lui seul le combat et la question territoriale, et peut-être, l'image négative des établissements humains. Dans l'après *Nakbah*, il faut voir en quoi les Jordaniens administrateurs de la Palestine pour vingt années (1948-1967) se préoccupent de ce territoire, des cités et de leur fragmentation.

### **1.3 LA VACANCE DANS LA CITE : LE GOUVERNEMENT JORDANIEN DE L'ESPACE ET DE LA VILLE (1948-1967)**

Comment se définissent les politiques urbaines dans la période d'après-guerre ? Il faudra ici examiner l'évolution des villes palestiniennes encore naissantes en 1948 jusqu'à la période d'occupation de 1967. Les Jordaniens héritent donc ou annexent la Cisjordanie et la partie orientale de Jérusalem dont n'avait pas voulu Ben Gurion, alors Premier Ministre israélien. A Jérusalem, une frontière de barbelés sur la route de Naplouse et porte de Jaffa (devenu Belingrad) marquent les deux parties de la ville. La porte de Mendelssohn face à l'Ecole Biblique et l'église Saint Georges est le point de passage et la frontière surveillée entre l'est à l'ouest.

Le développement de la ville de Jérusalem mais aussi de l'ancienne Palestine mandataire est conditionné par deux politiques contradictoires. L'une à l'ouest est motivée par l'essor de la nouvelle nation israélienne et l'idéal sioniste de Ben Gurion. L'autre à l'est, dans la partie jordanienne est marquée par l'attentisme, la gestion de l'après-guerre et de la *Nakbah*. Les modes d'urbanisation sont plus que contrastés. A l'ouest des villes se sont établies depuis le début du siècle. Tel Aviv et sa jumelle Jaffa dépassent ensemble 50.000 habitants. A l'est en Cisjordanie vivent un million de Palestiniens mais la croissance urbaine et démographique des villes est faible. Les districts sont moins urbains et plus ruraux, la population arabe de Jérusalem décroît même du fait de l'exil<sup>41</sup>. La ville de Gaza est la seule ville de forte croissance démographique, quand les camps prolifèrent dans ses quartiers centraux. Gaza passe de 35.000 à 170.000 résidents. Mais les centres urbains incluant Jérusalem ne dépassent pas les 60.000 habitants. La Cisjordanie reste autosubsistante et bénéficie de l'aide de la diaspora partie avant ou pendant la guerre<sup>42</sup>.

### 1.3.1. Un urbanisme peu inspiré

La présence jordanienne en Palestine durant ces deux décennies d'après-guerre est un mode d'occupation peu étudié, laissant peu d'archives et de traces. Est-ce parce la période n'a pas vu de transformations urbaines ou que le projet de gouvernement fut peu lisible ? On doit parler d'administration plutôt que de gouvernement dans la mesure où la prestation jordanienne apparaît, notamment sur le plan urbain, peu productive. A la différence du mandat anglais, elle implique peu de politiques de développement du territoire et peu d'orientations politiques. Au volontarisme de la période anglaise échouant, on l'a vu, à bien des endroits, succède une gestion urbaine immobile d'autant que l'espace est désormais divisé. Les deux parties de la Palestine historique se construisent en vis-à-vis. Le contraste est saisissant : à l'ouest, Israël a mis en place les politiques foncières et d'habitat sur les terrains publics. A Jérusalem les

---

<sup>41</sup> Jérusalem arabe perd 5000 habitants entre 1947 et 1961 et passe de 65 à 60.000 habitants, selon Al Hussein, *The encyclopaedia of Palestinian Cities*, Damascus, Department of Culture, PLO, 1990. Les autres villes demeurent inférieur à 20.000 habitants

<sup>42</sup> 300.000 palestiniens environ ont quitté la Cisjordanie durant la période de tutelle jordanienne.

condominium et cités d'habitat social voient le jour sur les terrains publics de Talpiot. A l'est, aucune initiative publique en matière d'aménagement urbaine n'a vraiment lieu.

En 1945, l'état d'urgence n'est pas aboli sur la Transjordanie et l'administration militaire est maintenue par le Roi Abdallah. Sur le plan civil, une tutelle institutionnelle, sorte de gouvernement à distance est préférée à un gouvernement civil palestinien qui aurait conforté le leadership des notables, des entrepreneurs et les revendications nationalistes palestiniennes<sup>43</sup> et aurait disqualifié la souveraineté des jordaniens sur la province. En cela les Jordaniens tirent la leçon des Anglais. Une certaine élite accepte dans un jeu d'alliances de participer au nouveau gouvernement «à distance» basé à Amman au sein du département des Affaires Palestiniennes (où sont aujourd'hui conservées les archives sur la période). Des notables comme les Tuqan, Nashashibi, Faruqi, Khatib rejoignent les cabinets ministériels jordaniens. En 1951, tous les offices de décision sont transférés à Amman à l'exception de la chambre de commerce, du Conseil musulman suprême. Sur place une administration militaire locale est installée et trois gouvernorats (Naplouse, Hébron Jérusalem) dotés de services généraux, sanitaires et agricoles et de travaux publics. Gamal Tuqan est nommé chef de l'administration de la Cisjordanie et Aref al-Aref maire de Jérusalem. Au-delà de Jérusalem, une vingtaine de Municipalités fonctionne et les *mukhtars* assurent la médiation dans les villages<sup>44</sup>. L'administration de Gaza est similaire, à ceci près que Gaza a un gouverneur militaire égyptien, jusqu'en 1967 avec une administration civile palestinienne installée sur place et un Conseil exécutif national formé en 1960. L'Égypte n'a jamais annexé Gaza et s'en désintéresse. Elle s'en remet donc aux services locaux et notables notamment au maire de Gaza (Raghib al Alami) pour réguler un minimum la vie de 170000 urbains.

---

<sup>43</sup> C'est parmi d'autres, l'analyse sur la politique jordannienne de l'historien Mishal, «Conflicual pressures and Cooperative Interest : Observations on West Bank, Amman Political Relations, 1949-1956 », in *Palestinian Society and Politics*, J. Midgval, (ed.), pp. 170-184.

<sup>44</sup> Le découpage des 350 villages et municipalités avec à leurs têtes, *mukhtars* et maires est maintenu à l'exception de quelques villages devenues municipalités et inférieures à 5000 habitants. Les municipalités sont au nombre de 25.

### 1.3.1.1 Jérusalem et son double : Amman en Jordanie

De là deux conséquences sur la gestion urbaine. Le «palais», les instances se tiennent à Amman, disqualifiant les sphères du pouvoir local. Les municipalités et l'administration civile perdent de leur influence et l'élite un peu de son leadership. Quand elle existe la politique des espaces est définie à Amman au service des Travaux Publics, dont le Ministre est le Nabulsi Ahmad Tuqan, ingénieur civil. Mais il n'existe pas de service d'urbanisme. L'urbanisation et la gestion des villes n'est pas la priorité des jordaniens qui sont peu soucieux d'aménager et d'investir en Palestine. La raison de l'immobilisme pourrait d'abord tenir à l'éloignement d'Amman de Jérusalem, coupée aussi de son arrière pays. Mais pas seulement. Amman apparaît peut-être comme le nouveau cœur de substitution, le miroir de la Palestine depuis 1948, une ville transfuge de l'élite palestinienne qui se reproduit en Jordanie<sup>45</sup>. Architectes, ingénieurs palestiniens qui exerçaient, parmi d'autres, dans l'administration anglaise, se sont installés en Jordanie. Et c'est ce miroir vivant que l'administration souhaite conforter au détriment de Jérusalem. La manière dont les Jordaniens et les Egyptiens délaissent la Palestine pour ce qui est de l'aménagement urbain est encore à chercher dans un autre motif. En 1949 le département (*muhafetha*) est redevenu arabe, sans présence étrangère européenne et juive sans internationale urbaine. C'est là une donnée essentielle. Peut-être que, puisqu'aucun projet de planification ne s'exerce de l'extérieur, plus aucune politique urbaine ne s'impose.

Le cadre juridique et urbain que les anglais avaient mis en place n'est pas remis en cause. L'héritage britannique n'est pas contesté car, dans la période, le développement urbain mais aussi rural est secondaire. La politique de l'espace qui incombe aux seuls Jordaniens tient à une chose : l'équipement minimal en infrastructures<sup>46</sup> et la préservation de Jérusalem dans sa morphologie existante. L'administration accorde aux Municipalités palestiniennes par la loi 29 de 1955 des responsabilités élargies (dans la gestion de l'eau et d'électricité et dans la planification,

---

<sup>45</sup> Les historiens du mouvement national (comme Picaudou, Khalidi, Sayyed) ont souligné l'absence de leadership en Palestine dans les trois décennies et c'est à Amman que s'organiserait l'OLP.

<sup>46</sup> Nous nous appuyons ici sur les documents administratifs jordaniens : annuaires, budgets et sur certains des rapports d'activités du département des Affaires Palestiniennes.



le maintien de la salubrité etc.) comme pour le reste du Royaume Hachémite<sup>47</sup>. Mais pour ce qui est du domaine urbain l'administration n'a pas renouvelé les instruments anglais de la période précédente qui sont intériorisés, débarrassés quelquefois de leur aspect créatif ou moderne.

### 1.3.1.2 *Du bon usage de l'urbanisme anglais*

En Cisjordanie comme en Israël, où la loi anglaise sur l'urbanisme et la construction de 1936, elle aussi ne fut amendée qu'en 1966, l'esprit du *physical planning* demeure. Kendall devient même le conseiller du gouvernement Hachémite installant son office rue saint Georges, à côté de l'institut archéologique Fulbright. Kendall attend 1966 pour modifier la loi de 1936. Jusque là, il maintient l'ensemble du dispositif de planification : même organisation territoriale avec un comité régional, même principes d'urbanisme répliqués de ville à ville. A Jérusalem, aucun nouveau schéma urbain n'est donc renouvelé depuis le RJ5 de 1942. Les idées anglaises sur les pôles de croissance du Mont Scopus, de Sheikh Jarrah, que Geddes puis Kendall avaient imaginé lotir, ne sont plus porteuses ou ne trouvent pas de point de concrétude. Il faut dire que sur le passage de la ligne verte, la plupart des terrains publics ou privés à forte valeur sont gelés ou démilitarisés, sur le Mont Scopus, Sheikh Jarrah, Porte de Jaffa et sur une bonne partie de la route de Naplouse. Et deux autorités municipales, deux politiques s'appliquent désormais d'Est en Ouest, aux confins de la ligne de démarcation.

A Jérusalem-Est, seul secteur d'initiative, les nouvelles constructions commerciales standardisées en ciment copient les constructions de l'après-guerre européenne et sont concentrées sur l'axe principal de la rue de Salah Eddin. La gare de bus est installée sur les franges de la porte de Damas et Salah Eddin. La famille Nashashibi a construit le *Palace Hôtel* (devenu le *Hyatt* après la réunification). Des immeubles de facture moderniste sont apparus (comme l'*Ambassador* ou le cinéma *Alhambra* route de Sheikh Jarrah) et à Bâb al Zarah secteur résidentiel bourgeois. Au sud et à l'est de Jérusalem (Al-Zariyyah, Abu dis, A'Tur), les villages sont délaissés car

---

<sup>47</sup> *Collection of Laws and Regulations*, Law 29, Haschemite Kingdom of Jordan, Ministry of Interior, Department of Municipal and Village Affairs, pp.107-113. Repris par A. Coon, *Town Planning under military occupation*, Aldersshot, Dartmouth, 1992.

pauvres et de relief escarpé<sup>48</sup>. Au Nord, Shu'fat, Beit Hanina, Ramallah et Bireh contigus, s'urbanisent mais de façon sporadique. Des palestiniens émigrés se sont fait aménager les premières villas modernes d'ingénieurs, aux formes quelquefois intéressantes et syncrétiques, avec une combinaison d'influences occidentales, moyen-orientales et modernistes en pierre de taille ou ciment<sup>49</sup>. Le reste de la Cisjordanie ne dispose pas de schéma de développement à jour en dehors de celui de S15 de 1942, qui liait la Samarie à la mer et qui s'applique à toute la Palestine.

A Naplouse comme à Jérusalem et dans les autres villes de Ramallah et Al Bireh, Kendall et ses ingénieurs ont conservé la loi sur les hauteurs, sur les surfaces d'implantation<sup>50</sup>, la loi sur les alignements le long des rues principales. Aucune nouvelle régulation ou mesure sur la restructuration foncière pour la réalisation de voiries ou pour la programmation d'espaces publics n'est introduite. La question urbaine est inchangée<sup>51</sup>. Le schéma régional S15 de Kendall s'était surtout concentré sur Naplouse et la mairie a jusqu'à ce jour conservé les archives du plan. Une échelle de la ville peut être maintenue inspirée des tracés de Kendall : la ville de 40.000 habitants en 1948 ne connaît pas de forte croissance, utilisant son fond de vallée, où les familles chrétiennes se partagent le secteur rural de Rafidiah<sup>52</sup>. Dans la ville de Gaza aucune loi de planification n'est rétablie depuis celle égyptienne de 1934. La ville s'ouvre sur l'axe de al Wahsah menant à la mer et l'urbanisation qui va de la Grande Mosquée Omari à la mer grignote les terrains agricoles<sup>53</sup>.

---

<sup>48</sup> Ceux de Silwan, Ras le Hamud ont été incorporés à la Municipalité de Jérusalem par le Royaume Hachémite.

<sup>49</sup> comme les très modernistes villas de l'ancien maire de Ramallah, et celles d'autres notable de Al-Bireh.

<sup>50</sup> Cinq étages en front de rue, trois à l'intérieur des parcelles en villas ou unités groupées.

<sup>51</sup> En 1966, soit un an avant l'occupation Kendall commande à l'école Polytechnique de Tchécoslovaquie des relevés aériens et photogrammétriques mais qui ne seront pas achevés, selon M. Benvenisti, dans *West Bank and Gaza Atlas*, Jerusalem, American Enterprise for Public Policy Research, Washington, 1988, 1988, *op.cit.*, p.58.

<sup>52</sup> On se base entre autre sur les photographies aériennes consignées par J.Kedar, *Aerian Pictures of Israel*, Municipality of Jerusalem, 1990.

<sup>53</sup> Cf. S. Bulle et B. Mermaroli, «Gaza, «Une ville en devenir», in *Gaza Méditerranée*.

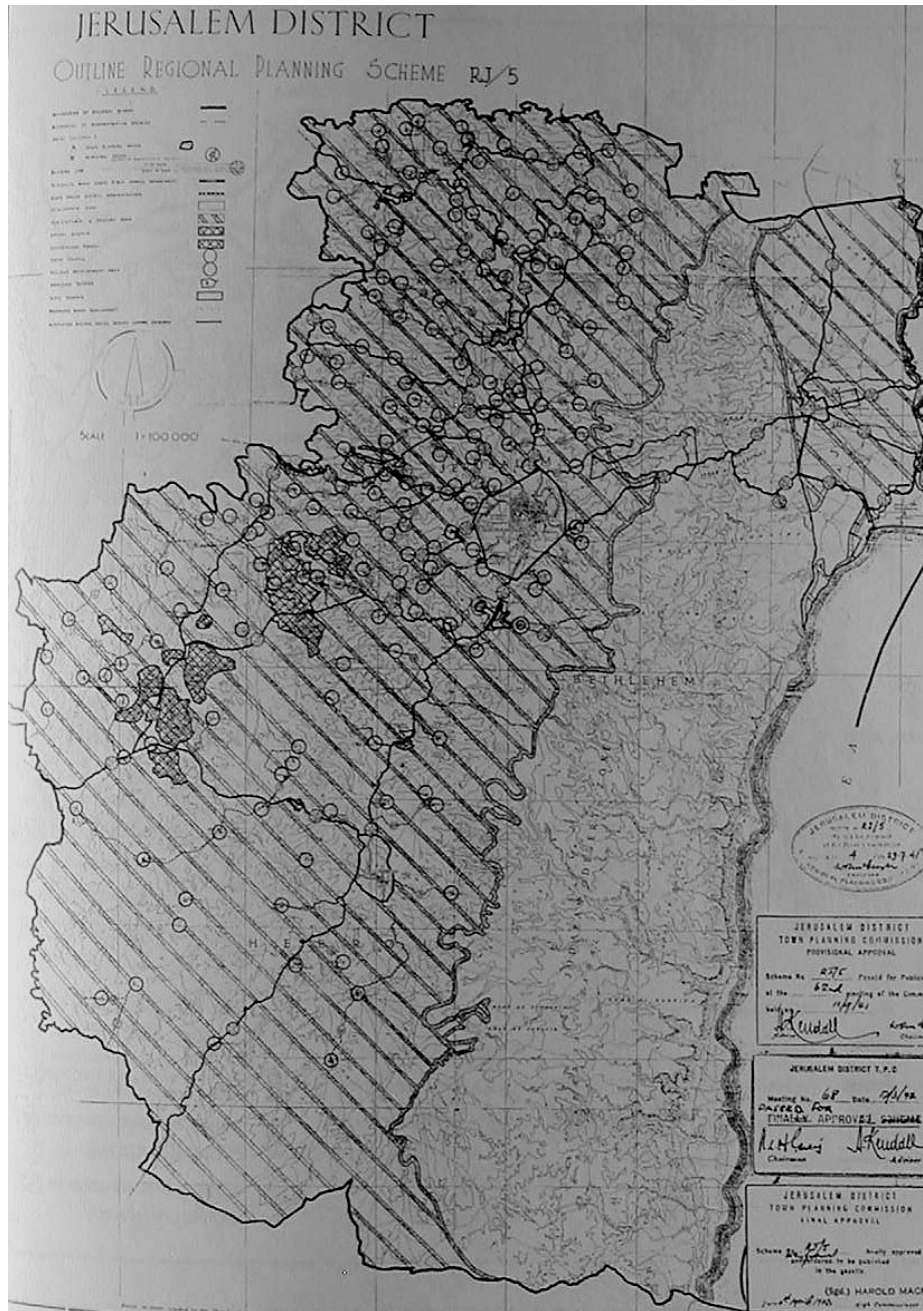


Figure 33 : Shéma régional de Jérusalem de 1942 en vigueur jusqu'en 1967 (urbaniste : H. Kendall)

Source : fonds Ansari, Jerusalem

### 1.3.1.3 Les ingénieurs dans la cité

Le développement de la Palestine et de ses villes est plutôt lent et n'entraîne ni spéculation ni planification, ni conflit de modernité. Les villes, notamment Jérusalem, Bethléem, traversées par la ligne verte sont disqualifiées par le principe de séparation et

sont à un point de croisement entre besoin de modernisation fonctionnelle et immobilisme.

A entendre les ingénieurs exerçant dans la période<sup>54</sup>, on peut penser qu'un domaine de savoirs techniques et fonctionnels s'est constitué puis transmis dans le concret de la gestion urbaine et des réalisations d'ouvrages publics. On réalise bon nombre de systèmes d'assainissement, la viabilisation de routes, notamment parce que les municipalités ont des compétences en infrastructures. Et le corps local des ingénieurs s'est conforté ou formé dans la période, notamment au sein du service des Travaux Publics de Jérusalem dirigé par Kendall, ou ceux des municipalités employant des ingénieurs qui ont été formés à l'étranger. Le service technique de Jérusalem qui compte 12 ingénieurs n'emploie pas d'urbanistes en dehors de Kendall, mais des ingénieurs civils et architectes formés quelquefois en Europe. Le service met en place le plan de voiries, un plan de lotissements à Beit Hanina, dessinent les équipements publics comme la poste, la cour de justice à l'entrée de Salah Eddin. Plusieurs des ingénieurs travaillant avec Kendall ont constitué leurs propres agences indépendantes. Pour une clientèle privée, ils construisent les premières villas simples fonctionnelles. L'exemple le plus significatif est celui de Joseph Khouri, chrétien né à Jérusalem (Baq'a), exilé en 48, formé comme ingénieur aux Etats Unis et revenu en Palestine. Ingénieur civil en chef à la Municipalité, il a créé en 1958 son bureau d'études et s'est associé à George Baramki, autre ancien ingénieur municipal.

De l'activité locale publique et privée, de celle des *waqf*-s qui a un service Architecture, naît le Bureau des Ingénieurs Palestiniens dont Joseph Khouri est le responsable. Il est rattaché au Syndicat des Ingénieurs jordaniens créé en 1958, lui-même affilié à la société des ingénieurs arabes basée à Alexandrie, celle-ci comprenant aussi la branche de Gaza. Néanmoins, on ne peut parler d'un milieu de bâtisseurs et d'un champ urbain constitué. Les architectes ingénieurs palestiniens sont encore peu nombreux : on en compte une cinquantaine enregistrés à Jérusalem généralement

---

<sup>54</sup> Nous nous basons sur nos entretiens avec les ingénieurs civils notamment Joseph Khouri, Georges Baramki, Razik Houry.

formés à l'étranger<sup>55</sup>. Mais on parlera d'une capitalisation d'expériences et de connaissances acquises directement aux côtés des urbanistes et fonctionnaires anglais, dans le creux de leurs savoirs techniques et militaires ou dans le passage du Mandat à l'administration jordanienne. Par contre, peu de circulation d'idées, d'échanges intellectuels semble avoir lieu entre les ingénieurs palestiniens, Kendall, et les architectes israéliens ou ceux des Palestiniens devenus Israéliens<sup>56</sup>.



Figure 34 : Villa des années 50 sur la ligne verte à l'entrée de Bethléem  
Image : G. Dupin

---

<sup>55</sup> A l'Université américaine de Beyrouth comme Razik Khoury, ingénieur municipal à Ramallah ou Abdelkrim Youssef Abid au Collège royal de Bruxelles comme Jalil Aacha de Jérusalem. Source : Annuaire des Ingénieurs en 1953, publié par le Syndicat Jordanien des Ingénieurs.

<sup>56</sup> Comme un certain Fahmi al Daqbbaq à la municipalité de Jaffa.



Figure 35 : Eglise à Al-Al-Bireh (Rammallah) construite vers 1950  
Image : G. Dupin (2003)

### 1.3.2 Malgré, tout l'histoire urbaine dans la continuité

C'est peut-être dans la vieille ville de Jérusalem que la position jordanienne peut prendre une signification générale. Pour la communauté palestinienne, désormais exilée tout comme pour les dirigeants basés à Amman, la «fétichisation» de Jérusalem avait démarré au pied du dôme du Rocher (Haram al Sharif), des remparts de Salah Eddin et avec l'architecture ottomane ou mamelouke de la vieille ville. Elle échoue sur les faubourgs de la ville dépourvus de signification identitaire. Le culte de la vieille ville n'est pas démenti dans la période d'administration jordanienne. Peu d'attention est accordée à la mise en valeur de la ville extra-muros mais les *waqf*-s et l'administration jordanienne entreprennent de restaurer plusieurs écoles, mosquées et une quarantaine de bureaux ou commerces dans la vieille ville. Ils maintiennent les prescriptions de Geddes sur l'interdiction de construire à l'intérieur des remparts et installent le Comité de rénovation de la mosquée d'Al-Aqsa en 1957.

#### 1.3.3.1 Emotions à Jérusalem menacée

Le sentiment patrimonial et identitaire prédomine à Jérusalem, pensée comme cœur de la communauté musulmane. Et la destruction du quartier ancien al-Moghrabi, quartier des Marocains occupé depuis 1948 par des Palestiniens réfugiés, qui sera sacrifié en 1967 au profit du nouveau quartier juif aux premières heures de la

réunification, remettant ainsi en cause la présence palestinienne, fournira un peu plus les armes pour la bataille architecturale de Jérusalem. Ailleurs, aucune valorisation du patrimoine n'est manifeste. A Bethléem, l'administration déstructure le tissu ancien de la place de la Nativité pour y créer le poste de police, la Municipalité et la mosquée. A Hébron, les abords de la mosquée Ibrahim auraient également été détruits. Ces épisodes que l'on tient de témoignages parcellaires n'ont semble-t-il pas été narrés.

L'urbanisme n'est guère, semble-t-il, un objet de débat politique et social. On peut penser que l'architecture, la trame historique de la ville ne présentent pas d'intérêt idéologique ou culturel parce que la valeur architecturale n'est pas reconnue. Mais il y a plus. Si l'architecture n'occupe pas de position spécifique et polémique, c'est que le cadre de la politique a changé. Les destructions et les évictions ne sont plus le fait d'une politique d'implantation extérieure, juive ou anglaise et européenne, mais de la responsabilité des Palestiniens eux-mêmes. Le patrimoine n'est pas menacé de «l'extérieur» et l'intervention sur le bâti des autorités jordaniennes n'est pas un danger politique et identitaire. On comprend mieux dans ces conditions que la rénovation du quartier al Moghrabi par Israël dans la ville sainte de Jérusalem en 1967 ait été un événement considérable renvoyant au conflit de légitimité et d'image. La rénovation du nouveau quartier juif sera en outre la première opération d'envergure dans un centre ancien arabe.

On en vient ici à une signification davantage historiographique qu'idéologique tenant aux comportements et au champ urbain dans cette période immobile. On constate que les instruments de la politique anglaise et même un champ de pratiques professionnelles concernant l'aménagement du territoire ont survécu au Mandat et ont même été intériorisés. Si le planning anglais apparaît ici comme un vecteur de continuité pour ne pas dire le seul élément structurant, c'est peut-être qu'il a été évidé de sa fonction idéologique. Si peu d'ambitions urbaines, peu de stratégie spatiales voire de culture architecturale ne semblent émerger, c'est nous semble-t-il aussi parce que l'identité arabe n'était pas menacée ni par la présence étrangère, ni par le conflit de modernité. Le territoire est divisé, ses parties urbaines stratégiques, comme les secteurs vitaux de Sheikh Jarrah et des portes de Jérusalem sont gelés et les instruments de planification qui composaient le paysage urbain conflictuel de la période anglaise n'ont plus de fonction polémique. C'est de cette façon qu'il faudrait interpréter la faible

structuration des savoirs urbains et des milieux professionnels locaux, quoique ceux-ci restent dominés par des techniciens étrangers. L'argument signifie également que, dans cette vacance idéologique, aucune activité urbaine structurelle n'est à restituer, aucun discours historiographique, sociologique ne peut être tenu notamment autour de l'objet urbain. Et on ne peut que constater la faible valeur urbaine et culturelle accordée par les historiens à cette séquence de l'entre-deux<sup>57</sup>.

Par contre, la célébration de la terre pastorale, du terroir originel perdu, suite à la *Nakbab* devient un lieu lisible de l'histoire. Une unicité du discours autour de la terre rurale et harmonieuse, comme la source de la mère patrie, est, à la différence de l'urbain, au cœur des représentations. La cristallisation de l'image du village ou du territoire perdu, d'un côté, et la stigmatisation des nouvelles figures urbaines, comme les camps, symptômes du même conflit, conjuguées au peu d'intérêt des politiques, des historiens ou des professionnels pour les établissements humains urbains, en dehors de la ville sacrée de Jérusalem, n'auraient-ils pas retardé les conditions d'apparition d'un discours urbain ? Sur le sol épais de la Palestine contemporaine, il se peut déjà que l'historiographie fonctionne comme seule caisse de résonance aux événements

---

<sup>57</sup> La situation est similaire pour l'archéologie délaissée par les intellectuels palestiniens au moins jusqu'à la guerre de 1967. Après quoi, l'étude des sites non religieux comme le palais d'Hérode à Jéricho devenaient une cause nationale. Sur ce point nous suivons l'analyse de l'archéologue Asher Silberman, dans «Structurer le passé. Les israéliens, les palestiniens et l'autorité symbolique des monuments archéologiques», in *Les usages politiques du passé*, J. Revel, F. Hartog, (dirs.).



politiques, enregistrant les conséquences de la *Nakbah* et du sionisme, la montée de la lutte nationale cristallisant tout un imaginaire collectif d'où partiront des faits de discours, sinon un imaginaire patriotique.

## CHAPITRE 2

### «LE CIEL NOUS SURVEILLE»

#### UN URBANISME D'EXCEPTION (1967-1994)

Deux décennies après la *Nakbah* et la naissance d'Israël, intervient une seconde rupture historique et biopolitique : l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza et la réunification, de Jérusalem-Est par l'Etat d'Israël, appelée annexion par les Palestiniens. Celui-ci est sorti victorieux de la Guerre des Six jours menée par les pays arabes en juin 1967. Il se donne une légitimité pour occuper le Golan, le désert du Sinaï, le Néguev et la Cisjordanie autant pour des raisons militaires que politiques et économiques. Le Parlement israélien adopte le 27 juin 67 la loi 5727 qui étend la juridiction de l'Etat d'Israël en Cisjordanie qui s'appelle Judée Samarie. A la suite de quoi, Jérusalem est englobée, le gouvernement militaire instauré à Ramallah, Naplouse ou Gaza. Une frontière informelle avec la Jordanie est maintenue au Pont Allenby à quelques kilomètres de Jéricho. Les colons s'installent. L'occupation militaire s'achèvera en 1994.

Cette nouvelle séquence historique est très vite qualifiée de nouveau type d'impérialisme et de colonialisme. En Israël même, la théorie coloniale est évoquée dès les premières années par exemple par *Matzpen*, groupe trotskiste formé de dissidents du Parti communiste israélien. En 1975 lors du quatrième congrès trotskiste international, *Matzpen* présente la situation de fait en Israël :

«Comme un pouvoir impérial refusant les forces progressistes de la région [...] et le régime capitaliste le plus abouti au monde.»<sup>1</sup>

A l'échelle universitaire, le très renommé sociologue israélien Baruch Kimmerling développe en 1980<sup>2</sup>, sa théorie du néo-sionisme partant d'un dispositif institutionnel mais flexible de colonisation, usant graduellement de la présence physique

---

<sup>1</sup> D'après l'historien Uri Ram in «The colonisation perspective», *The Israeli/Palestine question*, I. Pappe (ed.), London, Routledge, 1998. Uri Ram qui dresse ici l'archéologie de la colonisation en Palestine faisait remarquer en interprétant certains des essais israéliens sur la question que le sionisme est un mouvement de libération embué de l'esprit colonial.

car militaire, de la stratégie foncière comme forme juridique et économique et du contrôle symbolique comme processus de coercition. L'élément foncier, «voie d'implantation des immigrés»<sup>3</sup> au début du siècle deviendrait le moteur politique du sionisme contemporain. Et pour Kimmerling, le projet du Grand *Eretz-Israel*, et son corollaire, l'annexion des territoires est incompatible avec toute stratégie d'intégration des populations palestiniennes. Pire, il rendrait à terme leur expulsion inéluctable. La convocation de cette unique référence n'est pas ici destinée à activer une quelconque théorie du sionisme au sein d'une analyse politique, mais à aborder un nouveau mode de gouvernement des hommes et des territoires et saisir sa spécificité en vis-à-vis de régimes coloniaux historiques, en premier lieu, le mandat de civilisation britannique. La question est centrale : dans les formes spécifiques de ce nouveau mode d'administration territoriale, à quels types de spatialité a-t-on affaire ? Selon quel mode de superposition ou de rupture avec les identités culturelles en place ?

## 2.1 LE STYLE DE L'OCCUPATION

Un des éléments les plus importants pour définir une entreprise coloniale est, on le sait, la relation aux cultures locales, qui traduit une idéologie nationaliste, impérialiste, humaniste. L'absorption, l'intégration, l'ignorance des autochtones ou la séparation spatiale avec ces derniers sont quelques-unes des stratégies coloniales, là où le colonisateur ou occupant fait l'expérience de l'altérité. Dans le cas palestinien, la référence au colonialisme interne été évoquée dès les premières années 1970 dans le milieu intellectuel ou militant<sup>4</sup>. L'appellation métaphorique des «*Peaux rouges de*

<sup>2</sup> B. Kimmerling, *Zionism and Territory: the Socio-territorial dimension of Zionist Politics*, Berkeley, University of California, Research's series, n°51, 1983.

<sup>3</sup> C'est ainsi que Kimmerling qualifie le sionisme d'avant guerre, comme une société de colons immigrés, marquant une nette graduation entre sionisme et occupation. Kimmerling souligne l'importance de l'aspect institutionnel dans la différence entre sionisme et colonisation, quand le *Jewish Fund* a acquis une légitimité non plus seulement morale mais institutionnelle en 1948.

<sup>4</sup> Par exemple par Elia Zureik, in *The Palestinians in Israel, a study in internal colonialism*, Routledge & Kegan Paul, London, 1979. L'essai de ce sociologue palestinien a été l'un des premiers à établir un parallélisme entre le développement séparé en Israël avec la société raciale américaine et sud-africaine. Il s'appuie sur une démonstration économique pointant le niveau de prolétarianisation des Palestiniens d'Israël dans les années 70. Il décrypte aussi la place des palestiniens dans les sciences sociales israéliennes pour pointer le clivage entre développement et sous-développement, là où les Palestiniens seraient renvoyés à leur faiblesse culturelle. Voir

*Palestine*», a servi un réservoir littéraire, du discours indien de Darwish<sup>5</sup> à Gilles Deleuze.

Entendons ce dernier<sup>6</sup> :

«A beaucoup d'égard les Palestiniens sont les nouveaux Indiens, les Indiens d'Israël. Israël se réserve le droit de nier leur existence de fait». Mais Deleuze pointe moins le colonialisme que le capitalisme :

«L'analyse marxiste indique les deux mouvements complémentaires du capitalisme : s'imposer constamment des limites, à l'intérieur desquelles il aménage et exploite son propre système, repousser toujours plus loin ces limites, les dépasser pour recommencer en plus grand ou plus intense sa propre fondation. Repousser les limites c'était l'acte du capitalisme américain, repris par Israël, et le rêve du Grand Israël, c'est le territoire arabe sur le dos des arabes».

Plus tard, la référence à un apartheid généralisé a été évoquée pour signifier au premier lieu un enfermement spatial des Palestiniens similaire aux bantoustans d'Afrique du Sud. Entendons cette fois Edward Saïd :

«Maintenant que j'ai vu Soweto je peux la comparer à Gaza en ce qui concerne la misère, le confinement la discrimination raciale et l'oppression»<sup>7</sup>.

Les commentateurs internationaux et palestiniens font remarquer que le système de ségrégation en Afrique du sud et dans les Territoires est comparable avec des droits différenciés conférés aux occupés et aux occupants, aux colons et colonisés. Le système des cartes d'identité rappellerait le *Pass* des Townships, la même essence biblique lierait la société Afrikaners et les pionniers juifs. Et l'OLP aurait des revendications de même type que l'ANC de Mandela. Il faut dire en effet qu'au moment de l'*Intifada* en 1987, le Commandement unifié autour de l'OLP avait souhaité instaurer un jour national d'hommage aux Africains du Sud.

aussi plus tard; *Apartheid Bantustans Cantons, the ABC of the Oslo Accords*, The Palestinian Society for the Protection of Human Rights and the Environment, Jerusalem, 1998. On renvoie aussi à Marc Antoine de Montclos, «Apartheid sud-africain et ségrégation israélienne en Palestine, des similitudes et des divergences», *Revue d'Etudes Palestiniennes* n°19, printemps 1999, pp.47-58.

<sup>5</sup> M. Darwish, «Le dernier discours de l'homme rouge», in *La terre est étroite et autres poèmes*, 1966-1999, Paris, Gallimard, 2000.

<sup>6</sup> Retissant le contenu de ses entretiens avec Elias Sanbar, dans la *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°10, 1984, *op. cit.*, p.42.

<sup>7</sup> In *The Politics of Dispossession*, New York, Pantheon Books, 1994 ou dans «De l'état actuel de Jérusalem et de l'avenir du processus de paix », *Dédales* n°3&4, printemps 1996, *op. cit.*, p.378.

### 2.1.1 Les peaux rouges de Palestine ou l'hypothèse approximative de la ségrégation

Très souvent les analystes de la politique d'*Eretz-Israël*, intellectuels ou essayistes, défenseurs de la cause palestinienne, premiers militants antisionistes vont donc évoquer spontanément un caractère racial ou raciste de l'Etat hébreu pour ce qui est de sa politique dans les territoires mais aussi dans les villes demeurées arabes d'Israël. Au tournant de l'année 1967, la politique territoriale qui se développe aux dépens des Palestiniens peut rappeler la nature coloniale des empires, avec d'un côté des politiques discriminatoires, punitives qui dédaignent le droit international, en premier lieu celui des Nations-Unies qui dira dans de très nombreuses résolutions, sa réprobation de l'occupation et de la colonisation. Car de l'autre côté des possibilités infinies de territorialisation seront offertes aux colons en Cisjordanie.

Mais à spontanément évoquer un quelconque caractère colonial ou racial de l'Etat d'Israël, n'oublie-t-on pas les modalités initiales de sa présence en Palestine ? D'une part, celle-ci n'est pas la prolongation d'une métropole. Contrairement aux autres régimes coloniaux, Israël n'installera pas de gouvernement et d'institutions civiles qui ne soient liés à l'administration militaire. D'autre part, force est d'admettre qu'Israël n'a jamais fait état de quelques intentions sociales ou culturelles auprès des populations locales et ancestrales ancrées dans les Territoires occupés et à Jérusalem, qu'ils soient bédouins, palestiniens musulmans ou chrétiens, arabes ou druzes. Les dirigeants successifs de l'occupation, de Dayan à Eshkol et Golda Meir, n'ont jamais caché leurs intentions. La Palestine demeurerait avant tout un espace laissé libre pour l'exécution d'un projet politique : achever la guerre d'Indépendance, asseoir la nation israélienne, peupler, construire.

La terre sans les hommes : voici en quelque sorte à quoi tient l'énoncé politique d'*Eretz-Israël* rappelé par Begin en 1977. La population doit avoir son autonomie, pourvu que la terre soit contrôlée par Israël. Autrement dit le sort des populations doit être dissocié de celui de leur sol. Le propos fut d'une certaine façon, celui des premiers sionistes « institutionnels » à l'image de Herzl qui, au stade de la déclaration de Balfour, réfutèrent des zones de contact organisées avec les sociétés en place, récusèrent le caractère assimilateur du sionisme fondateur d'un Montefiore, plaidaient pour un Foyer

juif auto-gouverné. Ce fut encore le cas des fondateurs de l'Etat d'Israël comme Ben Gurion<sup>8</sup>.

Ainsi entendue et déposée, il convient de pointer la spécificité du projet territorial sinon urbain d'Israël en Palestine. Ce qui caractérise, nous semble-t-il la relation d'Israël à ses administrés et ce qui la distingue de la politique de la Grande-Bretagne mandataire dans le sillage de l'occupation ottomane, c'est l'absence de toute visée humaniste ou de toute mission civilisationnelle envers les autochtones. Dans la forme préalable d'absorption qu'est l'annexion ou l'occupation, il ne faut pas voir une quelconque stratégie d'intégration ou d'assimilation des Palestiniens. Car aucun souhait d'éducation, de «détribalisation», de mission civilisatrice ou d'amélioration sanitaire économique urbaine, n'ont jamais été évoqués et aucune démonstration, ni souci de mixité urbaine, sociale ne sera adressée aux 270.000 autochtones de Jérusalem et des Territoires. On peut dès lors avancer que seul le projet territorial compte, appelant des transformations d'un espace autochtone façonné aux besoins et à l'image de l'autre, solidement appuyé par un appareillage militaire peu égalé. Il faudra alors chercher pour conforter l'hypothèse, au-delà des formes du projet territorial, les types de relations établies avec ces populations locales, dès lors que l'hypothèse du transfert ou de l'éviction (une seconde *Nakbah*) n'était pas envisagée.

### 2.1.2 Le pouvoir militaire souverain sur la cité

En 1967, le nouveau gouvernement militaire annule le découpage jordanien de la Cisjordanie pour créer trois régions militaires en Cisjordanie (Naplouse-Djénine, Ramallah et Bethléem-Hébron) et une à Gaza. A leur tête, un commandant militaire dépend d'un commandant central (SmhloMo Gazit en 1967). Les territoire occupés sont désormais sous le contrôle du Ministère de la Défense. Les services centraux de

---

<sup>8</sup> On pourrait par exemple citer la sentence de l'ancien premier ministre d'Israël, Golda Meir qui a été maintes fois rappelée. Elle traduisait en ces termes la question de la politique israélienne dans un entretien au Sunday Times en 1969 : «Les Palestiniens ? Quels Palestiniens ? Ce n'est pas vrai qu'il existe un peuple palestinien ». A propos d'une autre célèbre phrase, de Herzl : «Je ne savais pas qu'il existait des arabes en Palestine», Claude Klein qui fut Président de la Cour Suprême d'Israël livrait son interprétation personnelle : «Le discours sioniste raisonne sur une échappée juive, une échappée à l'autre. Dans cet Etat à créer, l'Autre ne saurait être que très marginal. Il n'y a pas de place pour l'Autre dans le discours sioniste pas plus qu'il ne saurait y en avoir dans la réalité sioniste», in *Essai sur le sionisme* où Claude Klein annote *l'Etat des Juifs de Herzl*, *op.cit.*, p.178.

l'administration militaire se situent à Beit El à l'entrée de Ramallah pour la Cisjordanie et à Gaza City pour la bande de Gaza et le Sinaï. Le gouvernement militaire dispose d'une administration civile centrale de 250 hommes, gérant les affaires économiques et administratives. Les Comandants concentrent des pouvoirs militaires législatifs, et civiques.

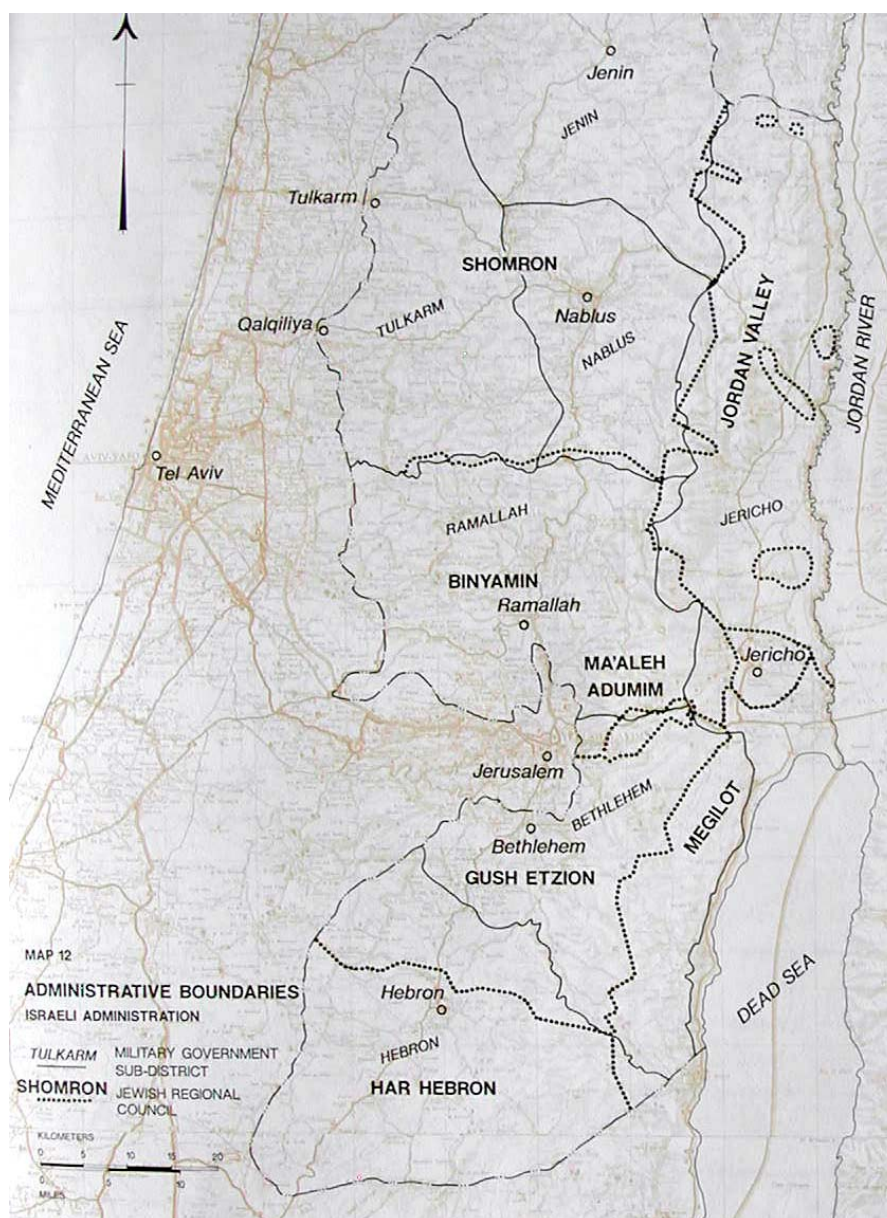


Figure 36 : Secteurs militaires en Cisjordanie

Source : archives du projet de banque de données sur la Cisjordanie pour le Ministère de la Planification, réunis par M. Benvenisti et S. Khayat, *West Bank Project*, 1988.

Ce statut d'occupation est le prolongement direct de l'état d'urgence qui avait été instauré en 1945 en pleine guerre civile par les anglais. Celui-ci imposait une

présence et des mesures militaires d'urgence : sécurité publique, couvre-feux, détention des personnes portant atteinte aux lieux et à la sécurité et démolition de leur habitation<sup>9</sup>. Il ne fut jamais suspendu par l'Etat d'Israël ni par le Royaume Hachémite. Le nouvel occupant de la Cisjordanie et de Gaza s'est ainsi abrité sous un cadre juridique préexistant pour mettre en place son gouvernement militaire, exerçant des responsabilités civiles.

#### 2.1.2.1 *Un état d'exception*

«Partout où il le juge nécessaire, le Commandant a toutes les responsabilités de proclamer l'état d'urgence en vue maintenir l'ordre public, la vie de la communauté».

Ce sont ici les termes de l'Ordonnance Militaire n°1 de 1967 activant l'état d'urgence de 1945 en Cisjordanie. Le processus par lequel Israël a étendu l'état d'urgence initialement prévu pour la sécurité à des fins d'administration territoriale définit un statut d'exception. Celui-ci a été suffisamment défini par Agamben dans *Homo Sacer, le pouvoir souverain et la vie nue*, et plus récemment dans *Etat d'exception* pour pouvoir s'y référer. L'état d'exception signifie non pas l'abolition mais la suspension totale ou partielle d'un système juridique et de la norme qui instaure une zone d'anomie. Agamben s'est appuyé sur l'état de siège napoléonien, le droit de guerre récent américain ou la loi martiale du Commonwealth pour montrer comment des mesures prises par nécessité deviennent des lois. La mesure «illégal» mais «parfaitement juridique et constitutionnelle» se concrétise dans la création de «nouvelles normes ou d'un nouvel ordre juridique» voire dans des techniques de gouvernement<sup>10</sup>.

Dans la situation palestinienne on peut bien parler d'exception dans la mesure où l'état d'urgence en se généralisant spatialement et dans le temps s'est instauré au fil du temps comme mode de gouvernement intra-légal et permanent. C'est le droit militaire qui organise, gère le dispositif d'urgence. Il permet de régir un territoire, de mettre en place un gouvernement des populations, des ressources et de l'espace dans un cadre d'extra-souveraineté. L'état d'urgence peut être invoqué pour accéder à

---

<sup>9</sup> Le Contenu de l'état d'urgence appelé Emergency Regulation du 27 septembre 1945 a été notamment rappelé par Al Haq, dans *Perpetual Emergency, a legal analysis of Israeli Rules*, Al Haq, 1989.

<sup>10</sup> Cf. G.Agamben in *Etat d'exception, op. cit.*, p.49.



l'ensemble des lieux publics ou privés au motif de la sécurité comme le stipule l'article 90 de l'Ordonnance militaire n°378 de 1970.

Articulé à différentes technologies de surveillance des populations, de quadrillage de l'espace, l'état d'urgence ne s'apparente-t-il pas à une perpétuation de la guerre ? Le système d'exception va durer plus de trois décennies. A partir de là, à l'intérieur de la Cisjordanie, la vie quotidienne doit s'organiser en fonction d'un gouvernement militaire qui a des pouvoirs étendus. L'ensemble des actes civils dépendent de l'administration et des autorisations militaires jamais suspendues jusqu'en 1994. Celles-ci sont délivrées en accord avec les 1300 ordonnances ou décrets militaires adoptés par le Parlement israélien.

On s'épuiserait à détailler le contenu de ces derniers rendus publics en 1982 grâce au juriste Rajah Shehadeh, figure centrale des juristes palestiniens et acteur principal de la mise en place du nouveau code civil palestinien à partir de 1995, fondateur d'une des premières organisations de défense des droits civiques (*Al Haq*)<sup>11</sup>. Les plus évidentes et les plus nombreuses des ordonnances sont celles intervenues dans la première période (1967-1971) parce qu'il s'agissait pour le gouvernement militaire de fixer le cadre juridique et général de la vie sous occupation, mais pas seulement. Parmi les 400 premières ordonnances prises, plus de la moitié encadrent ou déterminent les règles et la nature de la production de l'espace : confiscation, réquisition des terres abandonnées ou expropriation pour raison de sécurité : les très célèbres ordonnances n°58 et 59 puis n°108 et 321 de décembre 1967, celles sur l'enregistrement des transactions, celle en 1971 sur le transfert de la juridiction urbaine jordanienne et des pouvoirs des maires des villes ou des conseils de village au domaine militaire. Le droit militaire et le motif sécuritaire s'appliquent à l'ensemble des affaires civiles. Une série d'ordonnances abroge aussi toutes les juridictions civiles précédentes, jordanienne,

---

<sup>11</sup> Shehadeh s'attachera à rendre intelligibles les ordonnances militaires et les traduire de l'hébreu dans de nombreux essais sur lesquels nous nous appuyons. Notamment *the Law and the land, Settlements and Land Issues Under Israeli Military occupation, Passia, Jerusalem, 1993* et *Occupier's Law*, prepared for Al Haq, Institute for Palestine Studies, Washington, 1987 ; «The Law of Palestine», *Journal of Palestine Studies*, Hiver 1982, n°42. On s'appuie également sur l'inventaire de Jamil et Natasha Fairweather, *Israeli Military orders in the Occupied Palestinian West bank, 1967-2002*, Jerusalem, Media & communication Center, 1993 ou encore sur Usama Halabi, *Legislation pertaining to planning and construction in Palestine, legal Studies*, Bir Zeit University, Law Center, 1998.

anglaise et égyptienne à Gaza<sup>12</sup>, mais aussi islamique et instaure les cours militaires. On doit mentionner l'ordonnance militaire sur l'interdiction de se rassembler, de manifester et publier à des fins politiques (n°101), celle sur le contrôle des banques et des dépôts de fonds (n°9, 45 et 255), celles sur les interdictions d'exporter et importer sans autorisation (n°47 et 49), celles limitant et contrôlant l'octroi des licences pour les taxis, les permis pour circuler (n°215, 36 et 324) et celles instaurant de nouvelles taxes pour le développement, levées sur la production agricole et économique.

L'ordonnance militaire est l'instrument de l'exception territoriale. Elle fixe les règles de sécurité publique mais pas seulement. Elle limite la vie collective et individuelle, domestique, interdit ou restreint les droits en matière de construction, de circulation, de production de biens, d'éducation. La ville comme l'espace privé sont des territoires géopolitiques à surveiller et contrôler.

### **2.1.3 Des villes bien surveillées et bien gouvernées : le statut progressif mais continu d'occupation**

A l'image d'autres situations coloniales, l'occupation de la Cisjordanie s'inscrit elle aussi dans un processus temporel et spatial large qui durera plus de trente ans mais qu'il faut nuancer. Joël Migdal et Mark Heller<sup>13</sup> font partie de ces analystes qui ont distingué des temporalités à l'intérieur de la période d'occupation. Car si l'autorité militaire et la présence militaire ne font pas de doute durant trente années, les stratégies de l'occupant diffèrent de la première période d'après-guerre à l'*Intifada* de 1987, d'une borne à l'autre.

Au stade des premières années, le régime est nouveau et évoque le contexte du mandat britannique. La Cisjordanie peut être valorisée comme une infrastructure territoriale de l'Etat israélien mais sans aiguïser les conflits avec ses occupants. Le premier ministre Eshkol défend un gouvernement local auto-administré par les

---

<sup>12</sup> «Pour ne pas donner l'impression que la Jordanie était encore présente», selon Moshé Dayan, Ministre de la défense s'exprimant à la radio le 5 mars 1969, cité par Anne Moseus LESCH in *Israeli Occupation in the West Bank, first two years*, Advanced Research Project, Agency, Jérusalem, 1969, *op.cit.*, p.8.

<sup>13</sup> Respectivement dans «Israeli Rules» et «The West Bank since 1967» in *Palestinian Society and Politics*, J. Migdal (ed), pp.63-93 et pp.185-211. Nous nous reportons pour l'analyse à A. Lesch, *Israeli Occupation in the West Bank, First two years*.

palestiniens au moins pour l'emmener jusqu'aux accords de Camp David en 1978. Le terme recouvre comme dans le cas anglais, le principe de la non-interférence dans les affaires civiles des autochtones de Gaza et de Cisjordanie. Et l'ouverture de la ligne verte, l'unification forcée des deux parties, le «pont ouvert» vers Israël, procurent un bassin d'emploi et une source de revenus pour les autochtones. Jusqu'en 1973, 40.000 Palestiniens seront employés comme journaliers en Israël<sup>14</sup>. Les Travaux Publics, l'agriculture offrent un marché, un accès aux formations, une amélioration du niveau de vie et des ressources pour les autochtones «occupés». Mais là où cette relative période de prospérité économique pourrait profiter à la modernisation des infrastructures territoriales palestiniennes, les richesses ne sont pas redistribuées dans un quelconque projet d'intérêt général, ni par les Israéliens ni par les Palestiniens eux-mêmes. Les revenus des Palestiniens travaillant en Israël, à Jérusalem ou dans les colonies servent le pouvoir d'achat des ménages mais sans être réinvestis et les acteurs collectifs, l'OLP créé en 1964 à Amman, les maires notables, ne sont pas organisés. Les Palestiniens sont évidemment tournés vers le Jourdain et aucun projet intérieur ne semble fédérer la communauté en vue d'une modernisation : aucun investissement dans les infrastructures, équipements qui ne combleraient le principe de non-ingérence de leur occupant<sup>15</sup>. Et il est vrai que les Palestiniens se reposent sur les Jordaniens qui continuent d'administrer plus ou moins formellement les territoires. Ils mettront fin à leur tutelle sur la province palestinienne en 1988.

### 2.1.3.1 Dans un premier temps, quadrillage des villes et bien-être relatif

La prospérité relative, la manière dont les Palestiniens ont intériorisé le nouveau régime évoquent une quasi-normalisation avec Israël. Et l'émigration dans cette période est faible contrairement à la période précédente<sup>16</sup>. En ville, des maires et notables ont quelquefois accepté de conserver les postes traditionnels que le gouvernement

---

<sup>14</sup> Selon J. Migdal, in *Palestinian Society and Politics*, *op.cit.*, p.83.

<sup>15</sup> Aucune école n'est construite par les Arabes eux-mêmes remarque Heller dans *Palestinian Society*, *op.cit.*, p.196.

<sup>16</sup> 2000 à 5000 seulement départs de Cisjordanie selon J.P. Chagnollaude dans *Israël et les Territoires occupés, la Confrontation silencieuse*, Paris, l'Harmattan, 1986, *op.cit.*, p.154, mais l'émigration est plus forte à Gaza où 80.000 réfugiés auraient quitté la bande de Gaza pour s'installer en Jordanie, selon N. Hazboun, «The resettlements of the palestinian refugees of the Gaza Strip», 1994, *op.cit.*, p.115.

d'occupation n'avait pas remis en question. Des fonctionnaires municipaux rémunérés par Israël sont maintenus, à l'exception du corps des policiers et des officiers des cours de justice formés par l'administration israélienne.

Dans ces premières années, il s'agit surtout pour Israël au moins de superviser ou mettre en ordre la vie des cités, les flux, la circulation des biens et des personnes. Israël a entrepris le dénombrement «d'un type moderne»<sup>17</sup> de la population de Gaza, Jérusalem et de la Cisjordanie. Le dénombrement est effectué par les militaires : enregistrement de tous les citoyens par districts, avec des éléments sur les revenus, l'habitat qui comblent le vide de la période précédente, mais qui ne tient pas compte des absents. Les cartes d'identités spécifiques aux territoires précisant le statut «ethnique» de Palestinien sont obligatoires. Les Palestiniens sont désormais répartis en deux zones. A Jérusalem, ils reçoivent des cartes d'identité bleues, elles sont oranges pour la Cisjordanie et pour Gaza. Les réfugiés gardent par ailleurs leur immatriculation de réfugiés. L'instauration des premières cartes d'identité par le gouvernement militaire permet évidemment la codification des populations, le recueil d'informations à l'échelle des individus, notamment pour le paiement des impôts, l'attribution plus contrôlée des patentes pour les taxis, hôtels, plaques d'immatriculation des voitures et permis de conduire. Mais curieusement les déplacements ne sont pas empêchés entre le nord et le sud. Et la route de Nazareth à Naplouse est ouverte. Les services primaires y compris à Gaza (eau, poste, téléphone) sont unifiés avec ceux d'Israël voire améliorés quand il faut desservir les premières implantations<sup>18</sup>. Le gouvernement militaire déclare en faisant le bilan de l'immatriculation à Jérusalem :

«Que les frictions ont été minimales et que certains Palestiniens de Bethléem ont même demandé leur rattachement à Jérusalem plus qu'aux territoires occupés»<sup>19</sup>.

Mais à partir de 1973, non seulement l'occupation entre dans sa cinquième année, mais les implantations juives rongent les terres arabes et la crise pétrolière

---

<sup>17</sup> Nous reprenons ici l'expression de A. Appadurai pour qui le dénombrement colonial effectuait de nouvelles codifications, in *Après le Colonialisme*, Paris, Fayard, 20002000.

<sup>18</sup> Hébron a été rattaché la première à la Compagnie israélienne Mekorot en raison de la construction de la colonie de Kyriat Arbat en 1972

<sup>19</sup> *Civilian Activities in Judea and Samaria, Gaza Strip and Northern Sinai: Ten years of military administration, Government of the Administered Territories*, Tel Aviv, Ministry of Defence of Israel, 1977, pp.11-14.

restreint ou tarit le bassin d'emploi israélien accessible aux travailleurs journaliers palestiniens.

«Ceux qui croient que l'amélioration du niveau de vie peut compenser les aspirations nationales n'ont pas appris les leçons de l'Histoire» déclare Pinhas Sapir, responsable du Parti travailliste en septembre 1972 à destination du gouvernement d'occupation israélien<sup>20</sup>.

On pourrait en effet renvoyer à la situation de crise des années 1935. Le déclin économique allié aux restrictions foncières font rejaillir les déchirures internes de la société palestinienne entre un sous-prolétariat constitué du socle des réfugiés et des travailleurs journaliers et la frange des notables urbains et ses *effendi* dociles avec l'autorité occupante. En ce temps là, le système d'occupation se consolide aussi sous le gouvernement de coalition de Menahem Begin (1977-1986). Sans doute, parce que l'esprit de résistance prend pied, que les Palestiniens se sont détournés de la Jordanie après le massacre de «Septembre Noir», que les relations entre Palestiniens et Israéliens se dégradent, le principe d'un gouvernement minimal est remis en question. L'administration militaire se raidit pour évoluer vers un système général de contrôle et de surveillance.

#### 2.1.3.2 *La ville insurrectionnelle, ce corps social à contenir et à surveiller*

L'état des forces ne fait pas illusion. La thématique du dominant et du dominé, du colonisé et du colonisateur se met en place. Ce qui était alliance devient trahison, ce qui était main d'œuvre économique et salaire israélien ou pouvoir d'achat devient honneur bafoué et exploitation. Le refus des moindres faits et gestes de l'occupant est indice de vertu et du sentiment nationaliste palestinien. Pour l'occupant, il s'agit de contenir ou de prévenir puis réprimer au fort des années 1987 à 1990 l'insurrection (*Intifada*) qui évoque la grande révolte arabe de 1936. Il faut aussi limiter stratégiquement ou à titre de mesure «punitif» l'activité urbaine et économique et surtout politique d'une société en prise à sa libération nationale.

Dans les faits, le gouvernement d'occupation instaure davantage sa souveraineté sur les institutions. Le gouvernement travailliste avait maintenu les conseils municipaux et de villages jusqu'aux élections de 1972. Mais celles de 1976 sont annulées, les

---

<sup>20</sup> Cité par Eric Rouleau dans *le Monde* du 26 janvier 1973.

nouveaux élus refusant d'être supervisés et de coopérer avec l'administration militaire. La plupart des nouveaux maires, membres de l'OLP, qui avaient constitué un front national de résistance actif, sont démis voire emprisonnés, bannis ou expulsés<sup>21</sup>. En 1982, la majeure partie des 25 municipalités sont dissoutes. Une soixantaine des conseils de village ou municipaux dans des communes de faible taille sont maintenus et les *mukhtar-s* ont accepté d'assurer les tâches élémentaires de gestion moyennant rémunération pour le compte de l'administration israélienne. Mais le schéma tient peu devant les campagnes d'humiliation ou de mise à l'écart dont ils sont la cible. Et peu seront resteront en poste. A Gaza, le conseil législatif est aboli par le gouvernement d'occupation, le maire Raghīb al-Alamī qui avait été mis en place par les Egyptiens en 1964 destitué et aucune élection n'aura lieu durant les trois décennies d'occupation. En ville, le gouvernement militaire prend en charge plus ou moins les affaires publiques et peut compter sur son administration civile et un personnel local qui accepte de servir la première.

A partir de 1981, dans la foulée des accords de Camp David préconisant le passage à l'autonomie progressive, l'Assemblée Nationale d'Israël décide d'instaurer une administration civile séparée des militaires où pourraient être recrutés des Palestiniens. Pour Menachem Milson, Israélien arabisant nommé directeur de l'administration civile en février 82, celle-ci ne remet pas en cause le pouvoir :

« Elle permet de mieux suivre les affaires intérieures et de les rendre plus efficaces. Elle ne veut pas dire que c'est une administration composée de civils mais que l'administration militaire gère les civils <sup>22</sup>.

Et, en effet, l'administration civile a le pouvoir d'exécuter les actes promulgués par les commandants. Elle n'abolit donc pas le gouvernement militaire et ne remet

---

<sup>21</sup> Parmi les premiers maires activistes expulsés ou démis Bassam al Shak'a à Naplouse, Karim Khalaf à Ramallah et Fahd al Qawasmih de Hébron et Abdel Jawed Saleh à Bireh. Mais surtout le maire de la partie jordanienne de Jérusalem Rawhi al-Khatib est expulsé en Jordanie en 1968 pour avoir organisé les premières grèves à Jérusalem.

<sup>22</sup> Déclaration de Milson au *Jerusalem Post* en février 1982, cité par M. Rishmawi, «The administration of the West Bank under Israeli Rule», In E. Playfair (ed.), *International Law and the Administration of Occupied Territories*, Oxford, Clarendon Press, Oxford 1992, pp.267-294. Nous notons au passage que les données de Rishmawi, juriste sont des plus complètes sur le dispositif institutionnel, tout comme celles des autres contributeurs de l'ouvrage de E. Playfair sur l'administration juridique de l'occupation.

donc pas les lois jordaniennes dans le circuit<sup>23</sup>. Les affaires civiles sont renforcées avec les départements des infrastructures, de l'agriculture, de l'éducation, des affaires sociales avec quelques postes confiés à des Palestiniens. Ce sont les officiers de l'administration civile qui prennent bon nombre de décisions relevant de l'autorité municipale d'autant que celle-ci n'existe quasiment plus. L'administration civile est chargée de superviser le fonctionnement des mairies et leurs budgets. Dans les mairies, elle s'appuie sur quelques élus bienveillants acceptant des faveurs (permis, réseaux en eau pour leur secteur) ou des techniciens soucieux de conserver un emploi. Ceux qui ne suivent pas l'appel à la démission et au boycott lancés par les instances de résistance, ceux qui sont liés au pouvoir Hachémite comme le Maire de Bethléem Elias Fraj ou Rashad al Chawa, maire de Gaza qui sont «accusés d'être des hommes de mains des jordaniens» ou encore ceux qui sont accusés d'être des collaborateurs, comme Al Zir, Maire de Hébron, ou Khalil Musa de Ramallah, seront plus ou moins contraints de démissionner dans les années 80. Le Maire Zafir al Masri à Naplouse sera assassiné en 1985.

Il est partout constaté que l'occupant néglige l'ensemble des services publics et les usagers. Aucun service sanitaire ou éducatif n'est créé<sup>24</sup>. Seul le Croissant Rouge assure le service hospitalier mais il sera empêché de construire un nouvel Hôpital à Gaza. La distribution d'eau depuis des équipements vétustes contrôlés par la compagnie nationale israélienne Mekorot n'est assurée que sous la forme d'un volume réglementé<sup>25</sup>. L'administration civile en 1981 a nommé un responsable palestinien pour l'éducation et la santé aux missions limitées. Mais il dispose d'un faible budget pour le fonctionnement minimum des programmes, notamment le contrôle du contenu des enseignements, sans fonds pour la construction d'écoles. Au final, les classes sont

---

<sup>23</sup> R. Shehadeh «The legislative stages of the Israeli military occupation», pp.151-168, E. Playfair (ed.), *International Law and the Administration of Occupied Territories*, 1992, *op.cit.*, p.161.

<sup>24</sup> Le budget affecté à la santé est de 30 dollars/tête en 86 contre 350 en Israël, rappelle E. Playfair dans «Playing the Principle? Israel's Justification for its Administrative Acts in the Occupied West Bank», in *International Law and the Administration of Occupied Territories*, Playfair. E (ed.), pp.205-239.

<sup>25</sup> Un tiers des ressources sont allouées aux 400 villages de Cisjordanie, *in ibid.* Pour l'électricité, la Palestine Jérusalem Electricity Company mise en place par les anglais distribue l'énergie qu'elle achète à la Compagnie Israélienne.

surchargées, l'enseignement est mal assuré car aucun professeur n'est recruté<sup>26</sup>. A partir de l'été 1988 le gouvernement d'occupation licencie bon nombre de Palestiniens pour ne conserver que les emplois vitaux dans la police, les affaires intérieures.

Ce type de souveraineté qui ne prend pas en compte la vie des administrés, leurs conditions économiques ou l'amélioration minimale des infrastructures, alors que celles-ci sont quelquefois réservées aux colonies alimente évidemment la résistance, d'autant que les foyers paient des impôts. Les premiers mouvements de protestation s'organisent d'ailleurs en vue du refus de paiement des impôts (*arnona*)<sup>27</sup>. A partir de 1987, le couvre-feu est instauré et restreint donc tout déplacement<sup>28</sup>. Les universités sont fermées tout comme les chambres de commerces qui ont trouvé refuge en Jordanie, tout comme la Maison de l'Orient de Faysal Husseini en 1988 ou encore les banques car le dépôt de devises jordaniennes devient interdit<sup>29</sup>. L'application des ordres militaires généralisés à toutes les ressources et domaines de projets de gestion immobilisent l'ensemble des secteurs d'activité, d'autant que la communauté internationale et les investisseurs arabes ont également retiré leurs aides ou leurs investissements. Avec la crispation du conflit, l'administration civile ou militaire déploie une solide politique de surveillance territoriale. Depuis 1972, les habitants doivent demander à l'administration d'occupation un permis signé du commandant pour aller et venir en dehors du voisinage et éventuellement pour se rendre à l'étranger<sup>30</sup>. Les barrages sont installés. A partir de 1989, les cartes d'identité sont magnétisées et reliées au fichier central judiciaire et les permis de travail en Israël de plus en plus restrictif.

---

<sup>26</sup> Dix Collèges privés sont ouverts en Cisjordanie avec 4300 étudiants en 1987 sur la base des aides religieuses communautaires.

<sup>27</sup> Sur ce point, S.Tamari dans «The revolt of the petite bourgeoisie : Urban Merchants and the Palestinian Uprising» dans *Intifada : Palestine at the Crossroads*, J. Nassar, R. Heacock (eds.), New York, Praeger, 1990, assigne même aux petits commerçants un rôle catalyseur dans la révolte, passant d'une mentalité conservatrice à un activisme populaire, pp.159-174.

<sup>28</sup> En 1989, l'armée a effectué 135 «descentes» pour obliger la population à payer l'impôt sur le revenu foncier et la valeur ajoutée, note le comité d'enquête des Nations-Unies dans *Rapport des Nations-Unies sur les territoires occupés*, Washington, Nations-Unies, 1988, p.26. Pour la seule année 1987, 1600 couvre-feux sont imposés sur l'ensemble des territoires et Naplouse devient une ville entièrement close, d'après al Haq cité par Peretz dans *Intifada uprising*, London, Westview Press, 1990, *op.cit.*, p.67.

<sup>29</sup> La puissance Arab Bank brave les Ordonnances et réouvrira la première en 1987.

<sup>30</sup> Les permis de circuler tout comme les licences des taxis sont transmis aux service de sécurité du Shin Bet qui sont conseillers de l'administration civile.



Punir est le terme toujours évoqué par les Palestiniens qui ont vécu l'occupation. Ils rappellent que l'art de surveiller dans les « colonies » repose sur toute un faisceau de procédures disciplinaires suffisamment relevées par les défenseurs palestiniens et étrangers des droits de l'homme : couvre-feu, châtiments, intimidation, atteinte à l'honneur, aliénation de l'univers domestique et privé au bon vouloir de l'occupant. L'aspect psychologique de l'occupation assimilable ici aux situations de guerre, aux régimes coloniaux ou autre forme de violence symbolique sur les peuples renvoie nécessairement à un pouvoir total sinon à une société «disciplinaire». Et celle-ci appelle à son tour des foyers de résistance que d'autres situations historiques et coloniales ont éprouvées.

En fin de compte, au bout de ce paysage encore partiel de l'occupation, on pense retrouver certains des principes qui régissent les gouvernements coloniaux, en premier lieu ceux des Anglais. Ils partent du même souci de sécurité et d'ordre public, puisqu'il s'agit de protéger les militaires eux-mêmes mais aussi les premiers colons et de prévenir tout risque d'émeutes. Les règles antérieures voire ancestrales tenant à la vie locale sont modifiées puisqu'il s'agit d'importer un autre gouvernement métropolitain dans une conception nouvelle du pouvoir mais aussi de l'espace. Ce fut, on l'a vu, en partie le cas du mandat anglais en Palestine. Mais quatre décennies après le «passage» des anglais, le régime si particulier de l'occupation ne se préoccupe pas de l'environnement ou encore de la santé et de l'éducation des Palestiniens. C'est une différence avec d'autres situations coloniales ou avec la période mandataire britannique. Qu'en est-il plus précisément du domaine urbain ? Le désir d'ordre et de fonctionnalité de l'espace, la recherche de villes pratiques et saines qui caractérisaient les gouvernements coloniaux de l'empire britannique ou français, amenant un champ de réformes et des cultures professionnelles sont-ils une finalité du gouvernement d'occupation ?

## **2.2 DE L'URBANISME MILITAIRE A L'URBANISME BIOPOLITIQUE**

«L'épopée héroïque israélienne» en territoire arabe, selon les mots de Ben Gurion<sup>31</sup> commence avec le geste autant spectaculaire que symbolique : la destruction du quartier Maghrébin déjà mentionnée pour y construire le nouveau centre juif. Le Cardo est reconstitué dans un décor de pierre sur l'emplacement du Mont du Temple, signal immense pour les Palestiniens et qu'ils interprètent déjà comme la judéisation de Jérusalem. L'intention n'est pas ici de donner à relire la signification idéologique de ces conquêtes sur le patrimoine arabe, chrétien ou musulman, ou plus généralement les interventions d'Israël en territoire palestinien. Il s'agit pour nous d'en venir aux spécificités urbaines de la nouvelle période d'occupation.

Fort justement, le sociologue Salim Tamari a fait remarquer à propos des stratégies israéliennes à Jérusalem, le besoin de rupture d'avec l'identité culturelle existante : pas d'hybridation des quartiers arabes conquis après 1967, pas de mixité urbaine architecturale, pas de réutilisation ou recyclage du bâti existant arabe, comme en témoigne le choix rapide de la reconstruction du quartier juif. Ailleurs les premières implantations sont construites de toute pièce en bordure de la partie orientale et arabe, comme le nouveau quartier de *French Hill*, toute première implantation à Jérusalem-Est tout comme Kyrat Efrat à Naplouse. On pourrait déduire, de la vue de ces premiers dispositifs urbains, que le nouveau régime historique d'occupation impose une séparation urbaine. Poursuivons : deux sociétés urbaines, aux identités aiguës peuvent-elles se succéder au sein du même tissu urbain ? L'enjeu est majeur car il concerne la relation des hommes et de leur espace, que Halbwachs avait examiné à Jérusalem dans *La topographie des Evangiles*, un demi siècle auparavant. Les communautés chrétiennes avaient pris possession de la vieille ville, la transformant à son image, retissant le passé lointain. En Cisjordanie, l'Etat d'Israël construit une nouvelle topographie, où s'enchevêtre intérêts militaires, idéologie, religion et projet politique. Comment la trame urbaine existante, les identités culturelles vont se maintenir dans cette situation nouvelle, amenant un nouveau projet urbain qui vient se superposer aux premières ?

---

<sup>31</sup> D. Ben Gurion, dans *Ben Gourion parle*.

### 2.2.1 Un urbanisme très politique

Bien avant d'être un acte urbain, la planification ou la gestion de l'espace sont des actes politiques à l'intérieur d'une stratégie de conquête urbaine dictée par des intérêts supranationaux. Meron Benvenisti, acteur central, économiste, conseiller pour la planification politique de la Cisjordanie et Gaza, artisan de la mise en œuvre de l'observatoire de la Planification de la Cisjordanie et Gaza (West Bank & Gaza Data Bank Project) fait remarquer :

«Notre intention était de préparer un plan selon trois scénarii : la continuation du statut quo administratif et politique, un statut-quo modeste ou la transformation radicale des conditions géopolitiques existantes. Nous avons souhaité identifier des éléments fixes à court et long terme qui puissent être implantés sans contradiction avec les éléments en place et avec des objectifs à long terme. Le contrôle de l'usage des sols et le contrôle de la planification foncière sont des domaines où les intérêts à court terme pour la communauté ne doivent pas être contradictoires avec les objectifs politique à long terme. Ce sont les secteurs où les stratégies doivent être immédiates, significatives mais doivent pouvoir être utilisées à long terme dans un contexte différent et structurel»<sup>32</sup>.

La formule est laconique mais indique un ordre de discours et de pratiques. Ce ne sont pas des représentations civilisationnelles mais géopolitiques qui fixent le cadre d'intervention sur la ville. A partir de quoi on peut bien supposer que les dispositifs de production et de gestion urbaine en Cisjordanie, comme à Gaza ne sont pas destinés à servir la vie de la cité et des habitants palestiniens mais uniquement des projets d'expansion et d'implantation d'Israël en terre étrangère et hostile.

Dans la foulée de ce qui précède, nous partirions de l'hypothèse, que le nouveau régime d'occupation se montre peu préoccupé par le cadre bâti et le développement des métropoles palestiniennes, ni par leurs valeurs culturelles ou esthétiques. Ce n'est plus l'idéal de progrès, de bien-être ou encore la diffusion des idées métropolitaines qui conditionnent le projet urbain et territorial et les formes de gouvernement local, mais la reformulation des conditions d'accès et de contrôle du territoire. L'urbanisme s'adresse

---

<sup>32</sup> Dans *West Bank and Gaza Project*, p.3. Le cas de Meron Benvenisti est assez complexe. Fils du célèbre cartographe et géographe David Benvenisti qui fut actif dans la fondation de l'Etat israélien, Meron Benvenisti fut premier conseiller du Ministère de l'Urbanisme puis adjoint au Maire de Jérusalem, durant vingt années, il sera aussi la cheville ouvrière de l'observatoire de la planification de Cisjordanie mais adopta très vite la posture du recul et de la critique à partir des années 90. Ses essais sur la politique israélienne, par exemple *Jerusalem, une histoire politique*, ou *Sacred Landscape*, sur la base de son expérience de Maire et de Conseiller détaillent les évolutions de la politique israélienne, les intentions des gouvernements, notamment travaillistes, vivement critiqués. Mais Benvenisti ne remet en pas en cause les principes du sionisme de gauche.

aux résidents ou colons israéliens et nécessite des transformations radicales du tissu autochtone pour habiter, circuler. Les interventions sur l'espace ne seraient donc plus pensées comme ces modèles coloniaux antérieurs, culturels et quelquefois humanistes mais seraient tout au plus les modalités techniques de la mise en œuvre d'un projet avant tout politique et idéologique. De là, nous semble-t-il deux conséquences. Les fonctions générales de la planification, l'aménagement ne s'exercent pas ou peu à l'intérieur des villes déjà constituées et n'impliquent pas de modifier forcément la spatialité de ces dernières, leur structure physique. En revanche, le projet territorial s'exerce à partir d'une solide codification de l'ensemble du territoire, de ses usages, modifiant la relation des hommes à leur environnement.

Dans cette hypothèse de la mise à distance, on tient comme les plus importantes, les analyses et les témoignages de ceux qui ont travaillé sous le gouvernement d'occupation<sup>33</sup>.

#### *2.2.1.1 A la conquête des territoires : la route, la colonie et la planification*

« Il n'y aura pas de développement des territoires occupés initié par Israël et aucun permis ne sera accordé qui rentrera en concurrence avec l'Etat d'Israël » avait remarqué Iszack Rabin en 1985<sup>34</sup>.

Autrement dit la fonction primordiale de la planification générale du territoire est le contrôle de l'espace, de ses ressources foncières et naturelles. L'implantation des colonies civiles et militaires, leur fonctionnalité, leur maillage territorial de la Cisjordanie avec Israël, combinés à l'exigence de sécurité du territoire déterminent toute la matrice juridique et politique de l'administration des territoires. Les grandes fonctions du projet expansionniste ont été largement commentées par les géographes et politologues<sup>35</sup> mais aussi par les acteurs directs ou indirects de la politique d'occupation comme Benvenisti. Il s'agit pour Israël notamment dans la première période d'occupation triomphaliste

---

<sup>33</sup> Nous nous appuyons tout au long de l'exposé sur les analyses ou témoignages de Meron Benvenisti, et Shlomo Khayat, maîtres d'œuvre dans la période travailliste du Projet de Planification de la West Bank, Ariella Aranel, urbaniste au service de la Planification ou Rassem Khameisi arabe israélien, qui a été directeur du département d'urbanisme de Bireh jusqu'en 1991, et d'anciens techniciens municipaux (notamment Munir Arafieh à Al-Bireh).

<sup>34</sup> Iszack Rabin in Jérusalem Post, 15 février 1985 cité par S. Riccota, *Urban Restoration and Ideology in the Middle east, a comparative Approach*, 2000, papier non publié.

tout à la fois de matérialiser la présence israélienne et d'accomplir le rééquilibrage démographique de la Judée Samarie au profit des populations israéliennes voire d'obstruer le développement. Le scénario de conquête commence dès 1967 avec le plan Allon du nom du Ministre des Implantations du gouvernement travailliste (1967-1977), plan qui fait l'unanimité. Il est destiné au contrôle absolu des zones arabes qui s'étendent le long du Jourdain jusqu'à Gaza. C'est le rôle attribué aux blocs de colonies qui servent de zones tampons entre la rive du Jourdain, Jérusalem et Israël. Et le plan Allon ne prévoit aucune implantation dans les parties denses.

Par contre les blocs de peuplement sont massifs, destinés à arrêter le développement des villes palestiniennes. Les blocs oriental de Maale Adumim et Beit Il, méridional de Pisgat Zeev sur la ligne Ramallah et Jéricho sont promis à un grand développement. Au centre celui d'Etzion avec Har Gilo et Efrat sont aux portes de Bethléem et à Hébron le bloc de Kiriath Arba encercle la ville tout comme le bloc de Ariel ceinture l'agglomération de Naplouse. La stratégie s'applique aussi à Gaza avec les trois blocs de Kefar Darom et Netsarim au centre, Niassanit au Nord et Qatif sectionnant la bande de Gaza. A chaque fois ils prennent pied dans des villages arabes : Gilo s'est construit sur Beit Safafa et Beit Jala, Ramot et Pisgat Zeev sur Shu'fat et Beit Hanina, Ramot Eshkol sur Lifta, Neve Ya'acov sur Hizma, Maale Adumim sur Abu Dees et Al-Azzaria, l'université du Mont Scopus sur Al-Isawiya. Et on peut penser que tout espoir de réappropriation ou d'extension des parties palestiniennes est brisé. La colonie de Tel Rumeida, elle, prend position au cœur de la vieille ville de Hébron. Les plus importantes des colonies sont celles qui ceinturent Jérusalem : l'arc de cercle de Maale Adumim et Pisgat Z'eev compte déjà en 1973, pas moins de 10.000 habitants pour chacune d'entre elles.

<sup>35</sup> Par exemple A. Cook dans *Town Planning under military occupation* ; A. Dieckhoff, *Les Espaces d'Israël* ; J.P Chagnollaud, *Israël et les Territoires occupés, la Confrontation silencieuse*.

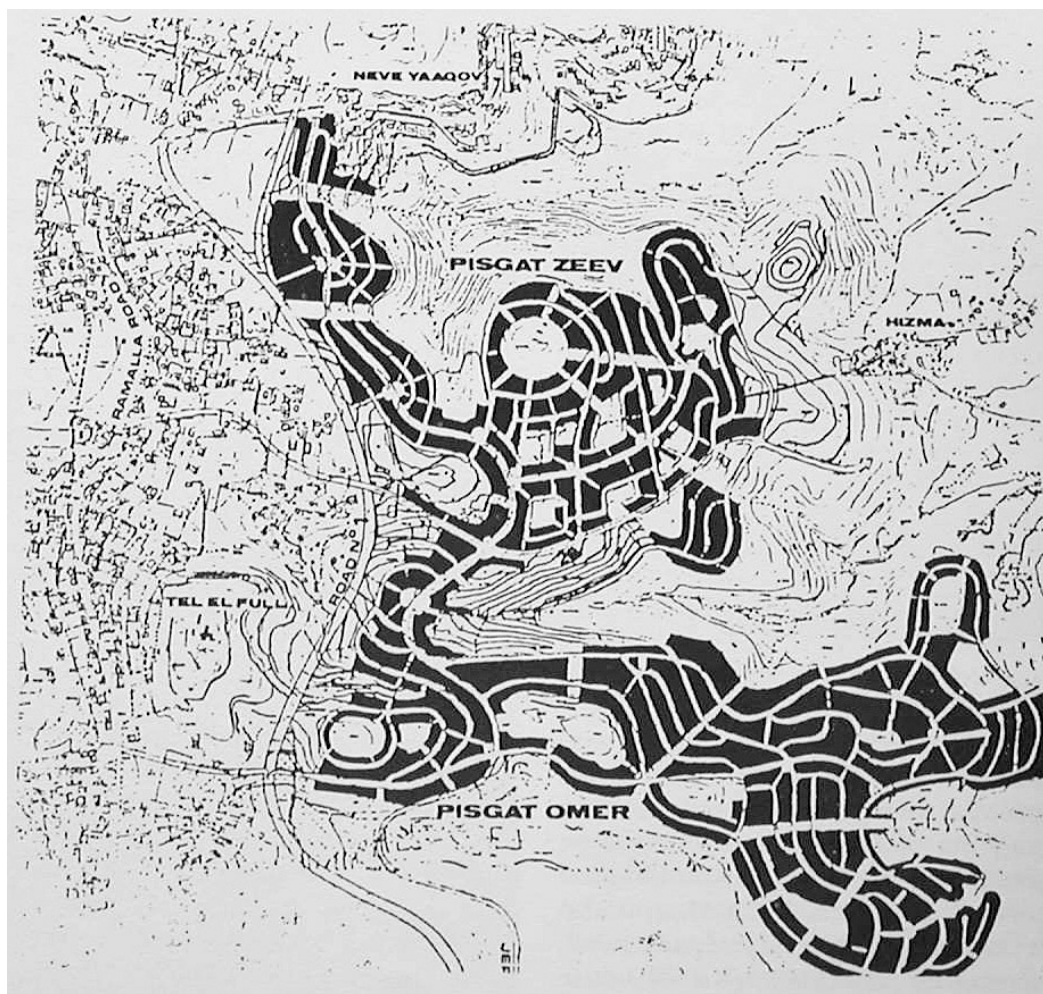


Figure 37 : plans pour les implantations de Pisgat Zeev et Pisgat Omer à l'entrée de Jérusalem vers 1967

A gauche la voie rapide n°1 doublant la route de Ramallah, à droite la limite de Hizma, bourg palestinien.

Source : Planning and development 1982-1985. New Trends, Jerusalem, Jerusalem Institute for Israel Studies, 1985

En 1973, le gouvernement accélère le processus et s'appuie sur le fondamentalisme religieux du Mouvement de Gush Emumim («Bloc de la foi») pour bâtir le grand *Eretz* en Judée Samarie. Celui-ci devient de fait l'acteur de la planification territoriale. Un an après l'arrivée de Menahem Begin (1977) au pouvoir, le Gush Emumim publie en 1978 le Plan directeur pour la colonisation de la Judée pour installer cent mille juifs, et les implantations doivent réaliser «les promesses de la Bible»<sup>36</sup>. Mais

---

<sup>36</sup> Selon D. Newman, *The Impact of Gush Emumim , Politics and Settlements in the West Bank*, New York, St Martin's Press, 1985.

le plan n'a pas que des fonctions symboliques. Il accentue d'abord le transfert foncier des terres de Judée et de Samarie et la stratégie consiste à encercler Jérusalem du nord au sud pour la rendre indivisible. Les colonies sont diffuses et de taille plus modeste. Une vingtaine de colonies remplissent tantôt les fonctions de fractionnement des zones de peuplement palestiniens, d'encercllement des villages, achevant tout espoir de formation de la grande Jérusalem arabe<sup>37</sup>. Les promesses du plan Goush sont encore tenues par le gouvernement Begin jusqu'aux accords de Camp David (1978). L'année suivante, sous le nouveau gouvernement de droite du Likoud (1978-1984), le plan Drobless du nom du président de la World Zionist Organization achève d'isoler les villes bouillonnantes de Naplouse et Hébron et de ceinturer la Cisjordanie d'est en ouest. Le plan Sharon dit «des 100.000» en 1986 réaffirme les objectifs démographiques des cent mille colons qui sera atteint en 1993 à l'extérieur de Jérusalem qui compte 152.000 colons en 1993<sup>38</sup>.

En 1995, la Cisjordanie compte 176 colonies, la bande de Gaza en comporte 18 avec 4000 résidents. La vague des installations ne répond plus à des aspirations spirituelles mais à celles du bien-être individuel et ordinaire. Au moment fort du peuplement de 1967 à 1982, les 60 colonies de Cisjordanie comportent 35.000 habitants supplémentaires. En 2000, Pisgat Ze'ev compte 36000 habitants, Ramot Allon 37.000, Gilo, 27.000 en 1998<sup>39</sup>.

Plus de 700 km de routes ont été créées entre 1967 et 1992 au titre du plan routier N50 dit *Road Plan Map* de 1984 et qui fut dessiné par les services du Ministère de la Défense. On sait que les grandes infrastructures routières sont des instruments disciplinaires qui permettent d'organiser ou de contrôler l'espace en fonction des stratégies de conquête. Les infrastructures ont toute les mêmes fonctions : la mise en relation des implantations, entre elles, ou avec les villes de Jérusalem, Tel Aviv ou Gaza.

---

<sup>37</sup> Les bourgs de Anaata, Az-Za'im et Al Azariya sont isolés par l'expansion de Maale Adumim vers l'ouest et le Sud. au nord. L'arc de cercle formé par Givat Zeev et connecté à Ramot, le bloc de Pizgat Zeev et P'sagot au Nord et nord-Est et leur voies rapides encerclent les villages de Taybeh, Sourda etc. Le scénario est répliqué au Sud avec le bloc Etzion (Har Gilo, Neve Daniel) à l'entrée de Bethléem.

<sup>38</sup> Selon Land Grab, *Israel's Settlement Policy in the West Bank*, B'Tselem, 2002 reprenant des données du Central Bureau of Statistics of Israel, *op.cit.*, p.15-20.

<sup>39</sup> Statistical Yearbook of Jerusalem, 2001, cité dans *The Jerusalem Urban Fabric*, R. Kameisi., R. Nasrallah, R. Jerusalem, International Peace and Cooperation center, 2002, *op.cit.*, p.36.

Et le sectionnement latéral ou vertical de toute la Cisjordanie empêche toute métropolisation et toute possibilité de maillage des parties palestiniennes. A chaque plan viaire, ce sont des territoires qui sont conquis. Les voies nationales à de nombreux endroits coupent les agglomérations palestiniennes. Par exemple, la *Highway 60* qui dessert toute l'épine dorsale des colonies du nord au sud isole successivement toutes les villes palestiniennes et les villages situés sur son passage. Elle coupe les entrées de Ramallah et de Ram où passe également la route en direction du Jourdain. Elle contourne Bethléem, creuse une tranchée au niveau de Gilo. En 1994, le *By pass* n°443 pour desservir directement Ramot, bloc du nord, depuis Tel Aviv coupe les villages de Beit Hanina, isole les villages arabes à l'ouest de la ligne verte. La route 505 créée en 1975 appelée Transamarie coupe les territoires d'Est en Ouest, isole Jéricho de Jérusalem, etc. Plus simplement, les *by pass* et les *Highways* permettent d'éviter tout contact avec les zones arabes et ne sont pas accessibles aux riverains palestiniens sauf ceux de Jérusalem<sup>40</sup>.

---

<sup>40</sup> Au total, les seules zones de sécurité et *by-pass* ainsi que les zones réservées en dehors des emprises des implantations elles-mêmes représenteraient 35% des surfaces de la Cisjordanie ; selon B'Tselem, *Land Grab, Land Grab, Israel's Settlement Policy in the West bank*, publié par B'Tselem, Jerusalem, 2002, *op.cit.*, p.93.





Figure 38 : voie rapide desservant Jerusalem centre depuis le bloc d'implantations de Ramot au Nord

A gauche, le bourg palestinien de Beit Hanina

Photographie : G. Dupin (2003)

#### 2.2.1.2 Eviter les villes

Le projet d'*Eretz* ne va-t-il pas privilégier tout au long de la période un mode de construction sur un autre, une population sur une autre ? En dix ans la population des colonies a été multipliée par vingt en dix ans passant de 3000 à 67.000 de 1976 et 1987 et à 90.000 en 1990<sup>41</sup>. Mais entre 1967 et 1987 le nombre d'habitants de Cisjordanie, lui, a doublé, passant de 583.000 habitants à plus d'un million avec une croissance annuelle d'environ 3,5%.

---

<sup>41</sup> Selon Benvenisti, in *the West Bank and Gaza Project*.

*Evolution démographique des villes 1951/1987 de Cisjordanie<sup>42</sup>*

Villes intra-muros	1951	1967	1987
<b>Naplouse</b>	23.000	61.000	107.000
<b>Hébron</b>	24.500	38.300	79.000
<b>Bethléem</b>	16.000	16.000	34.000
<b>Ramallah &amp; Al-Bireh</b>	21.000	25.000	46.700
<b>Gaza ville</b>	34.000	130.000	235.000



Figure 39 : Naplouse vers 1980  
Source : fonds ARIJ , Atlas of Palestine

Il faut en venir au fait urbain majeur : le dispositif militaire et administratif de l'occupation ne signifie pas l'immobilisation de toute activité immobilière et de la

---

<sup>42</sup> Selon *the West Bank and Gaza Project*. Un seul recensement a été fait durant l'occupation en 1967. Il s'agit d'estimations à partir de l'année 1987.

production urbaine palestiniennes. Mais le développement est contrasté selon les enjeux urbains et donc selon les différents secteurs. L'examen des photographies aériennes prises en 1993<sup>43</sup> permet de prendre la mesure du changement. Les villes cisjordaniennes se sont étirées, remplies, ont proliféré. Les photographies aériennes montrent le développement de villes, en chapelet, en tâche d'huile, des effets de mitage. L'activité urbaine ne s'est pas ralentie. Les collines de Hébron et ses 80.000 habitants se sont peuplées, A Naplouse toute l'entrée de la ville est désormais urbanisée avec l'absorption du camp de Balatah, le nouveau quartier résidentiel et industriel de Bit Wazan à l'ouest et celui de Rogayeb à l'est. Ramallah et Al Bireh ne sont pas loin de se confondre. La morphologie et la structure villageoise de Bethléem et Hébron restent visibles malgré des extensions. Les cœurs des villes arabes se sont densifiés, les centres urbains constitués dans la période se sont resserrés autour de leurs noyaux anciens et des axes principaux. A Naplouse, Ramallah, des centres commerciaux standards typiques des années 60 dont les propriétaires sont Jordaniens sont apparus. A Ramallah, des immeubles hauts et traversants à usage commercial saturent la rue de Jaffa, effaçant le tracé ordonné du centre ancien. A Naplouse toute une façade commerciale borde aussi la place centrale al Tujar et la médina.

Pour ce qui est des projets d'extension de renouvellement intra-muros, les militaires se préoccupent donc peu d'un tissu géré par des maires fantômes, considéré sans enjeu spatial et foncier. L'administration militaire et civile est peu soucieuse de la gestion urbaine des villes de Hébron, Gaza, Ramallah, et Naplouse. Elle encadre un minimum la délivrance des autorisations de construire. Les mairies, quand elles existent délivrent des permis de construire soumis à l'accord préalable de l'administration militaire de Bet Il, dans les limites des centres constitués (les actuelles zones A autonomes).

---

<sup>43</sup> Par les services de la défense, consignées dans Kedar, *Aerial Photographies*, Municipality of Jerusalem, 1990.



Figure 40 : Développement de Ramallah-al Al-Bireh dans les années 80  
Source : fonds ARIJ , Atlas of Palestine

### 2.2.1.3 *Les centres anciens ne sont pas des monuments*

Les Palestiniens ne seront pas vraiment empêchés de construire à l'intérieur de leurs centres anciens aux potentialités restreintes et qui ne menacent pas les perspectives territoriales d'Israël sur la Judée, celles-ci visant des surfaces vierges. En ville, une seule préoccupation compte pour l'occupant : la sécurité de ses militaires et éventuellement de ses résidents-colons (Hébron et Gaza). Et le propre de l'intervention consiste dans les centres anciens à prévenir et limiter tout risque de guérilla urbaine. L'administration militaire intervient pour condamner ou obturer bon nombre d'immeubles pour des raisons de sécurité. Ce fut surtout le cas des îlots les plus enclavés des médinas de Naplouse et Hébron (dans une moindre mesure Ramallah) de structure labyrinthique, difficiles d'accès, accueillant des caches et permettant aisément le jet de pierres sur les soldats depuis les étages. A Hébron notamment, les résidents ultra-orthodoxes de Kyriat Arba ont pris en conquête les immeubles de la vieille ville en 1991, entraînant des conflits répétés avec les riverains et dans la foulée la neutralisation du centre-ville. Les habitants de la médina les plus au contact des colons furent évincés, leurs immeubles condamnés. Et le régime de l'exception ouvrant le droit d'occuper les parties privatives de l'habitat pour des raisons de sécurité sera maintenu jusqu'à ce jour.

Ainsi entendue, la technique de neutralisation du bâti apparaît ici comme une technique punitive, sans préoccupation urbaine. Elle a des conséquences sur la vie de la cité : éviction des populations, dégradation du bâti inaccessible ou occupé par des militaires durant quinze ans, suppression des commerces et de la vie de quartier. Les centres anciens ne pourront pas être reconquis avant les années 1990. Dans tout cela les médinas offrent l'image insurrectionnelle d'une guérilla qu'il faut réprimer. La ville, son tissu, au sein d'un urbanisme désormais «militarisé» ne sont pas à soigner.

Ici, on percevrait des distinctions possibles entre urbanisme d'occupation et urbanisme colonial. Au sein du second, les centres anciens et les villes constituées sont traditionnellement considérés comme des lieux potentiels pour appliquer un certain urbanisme moderniste. Jaffa, sous le mandat anglais n'échappa aux percées monumentales comme Naplouse. Sur l'autre rive de la Méditerranée, les exemples caractéristiques se situent à Casablanca, Alger et autres comptoirs. Dans le cas du gouvernement d'occupation, les médinas sont évidemment des champs de manœuvre. Et là où il n'existe pas d'enjeux urbains ou disciplinaires, la ville prend un statut arbitraire, conduisant au laisser-faire et le gouvernement d'occupation semble éviter les populations locales, les milieux denses et les noyaux urbains.

Nous donnerions alors raison à la thèse de l'évitement des populations indigènes que défendait l'historien Cooper<sup>44</sup>, souhaitant nuancer les approches coloniales. A ceci près : au sein d'un urbanisme «colonial» d'un nouveau type, les couronnes urbaines, les zones intermédiaires ont des fonctions plus opératoires et stratégiques. L'autorité militaire exerce une observation plus ou moins sévère des faits urbains, des extensions et des mouvements fonciers et de populations.

#### *2.2.1.4 A l'extérieur, les grandes limitations*

Ainsi, en 1980, le gouvernement militaire autorise son directeur de l'urbanisme pour les secteurs arabes, Shlomo Khayat, directeur de 1981 à 1987, à élaborer, non pas en temps que conseiller du Ministère et responsable de service, mais comme professionnel civil, des schémas directeurs pour toutes les villes occupées (Naplouse,

---

<sup>44</sup> Cf. Fr Cooper, *Tensions of Empire*.

Ramallah, Tulkarem, Bethléem-Beit Sahur, Djénine, à l'exception de Hébron). La démarche n'a rien d'illogique. Les villes ne disposent pas de plans à jour depuis les *Master plan* et le schéma anglais pour la Samarie de 1942 et la croissance démographique des villes est importante. La commande peut bien partir d'un souci d'ordre voire de fonctionnalité et d'efficacité rappelant le *physical planning* antérieur, mais ne préfigure en rien un désir d'organiser les villes arabes. L'administration militaire après quinze années d'occupation doit fixer au minimum les règles de production de l'espace : contrôler toujours plus l'utilisation des sols, non pas dans les noyaux constitués, mais dans ses franges et dans les terrains disponibles en périphérie où les propriétaires fermiers sont tentés de construire ou peut-être prévenir le paysage de Samarie d'un développement anarchique. Seulement cette préoccupation paysagère immédiatement perceptible dans les schémas directeurs de Khayat ne s'adresse pas aux Palestiniens eux-mêmes, qui ne sont d'ailleurs guère consultés, mais à la continuité du projet territorial israélien.

Tels qu'ils sont dessinés, les schémas directeurs enlèvent toute possibilité d'extension urbaine sur les versants des collines situés le plus souvent en vis-à-vis ou à proximité des réserves foncières ou des colonies. Les franges des agglomérations encore non construites sont appelées «espaces ouverts». Elles sont bloquées dans leur possibilité de croissance pour préserver un paysage tampon avec les implantations proches. Et l'extension des villes actuelles est contenue sur une première couronne, selon une répartition fonctionnelle des usages (zones artisanales et industrielles à la sortie des agglomérations, résidentielles ailleurs). A l'extérieur desquelles très peu de droits seront accordés aux citoyens ou aux municipalités. Tous les axes viaires à la sortie des agglomérations<sup>45</sup> sont codifiés en secteurs réservés. Le plan de développement pour le secteur rural nord (250 villages au total) tout comme le plan dit 1/82 pour le Grand Jérusalem, tous deux conçus par Shimshoni, urbaniste adjoint au service de planification de Khayat, seront eux très contraignants. De fortes limitations spatiales sur les terres agricoles classées comme aires spéciales ou réservées au développement, l'interdiction de construire des unités de plus de 150 m<sup>2</sup> sur les parcelles agricoles, des procédures disciplinaires de conformité des permis avec le schémas régionaux sont les

contreparties d'un développement permissif des zones urbaines denses « réservé aux arabes » selon les termes des théoriciens du séparatisme.

Il est évident que les zones urbaines de tolérance ne compenseront pas les limitations spatiales imposées par la technocratie militaire à l'extérieur des villes. Mais on tient ces principes contrastés d'intervention du gouvernement d'occupation entre parties « arabes » denses comme significatifs car ils permettent de nuancer l'approche massive des effets de l'occupation, souvent appréciés sous l'angle mécanique et administratif, sans les localiser spatialement.

La thèse du séparatisme ou d'une planification appelée ethnique appliquée aux territoires occupés a été souvent mise en perspective avec la discrimination urbaine et locale effectuée en Israël sur les arabes. Les nouveaux géographes israéliens comme Yftachel et Efrat ont éclairé à partir de la situation des arabes en Israël (en Galilée), les modalités d'une planification effectuée sur des bases « ethnocentriques » puisqu'elle s'exprimerait dans des dispositifs de gestion urbaine, civique réussissant, selon eux, ségrégation et discrimination ethnique et spatiale<sup>46</sup>. En Palestine, il nous semble que les politiques spatiales sont d'un autre ordre. Le pouvoir s'exerce totalement, sans visée culturelle, par le jeu de la norme et du droit.

<sup>45</sup> Comme la route de Al-Bireh et de Beit El à Ramallah, la route de Jérusalem ou à proximité du camp de Ofer.

<sup>46</sup> Pour Yftachel, in *Planning a mixed Region in Israel: the political Geography of Arab-jewish*, la planification urbaine sur les secteurs minoritaires arabes comporte trois dimensions : le contrôle territorial, l'exclusion de ces derniers des politiques publiques, les mesures de dépendance économiques. Le géographe palestinien canadien Falah reprend des analyses plus massives sur la dépossession foncière dans « Israel Judaisaiton in Galilee and its Impact of Arab Urbanization » in *Political Geography Quarterly*, vol 8 n°2, 1990. La géographe Elisa Efrat a analysé les politiques urbaines en Israël et à Jérusalem sous le même angle ethnique, par exemple dans *Geography and politics in Israel since 1967*.

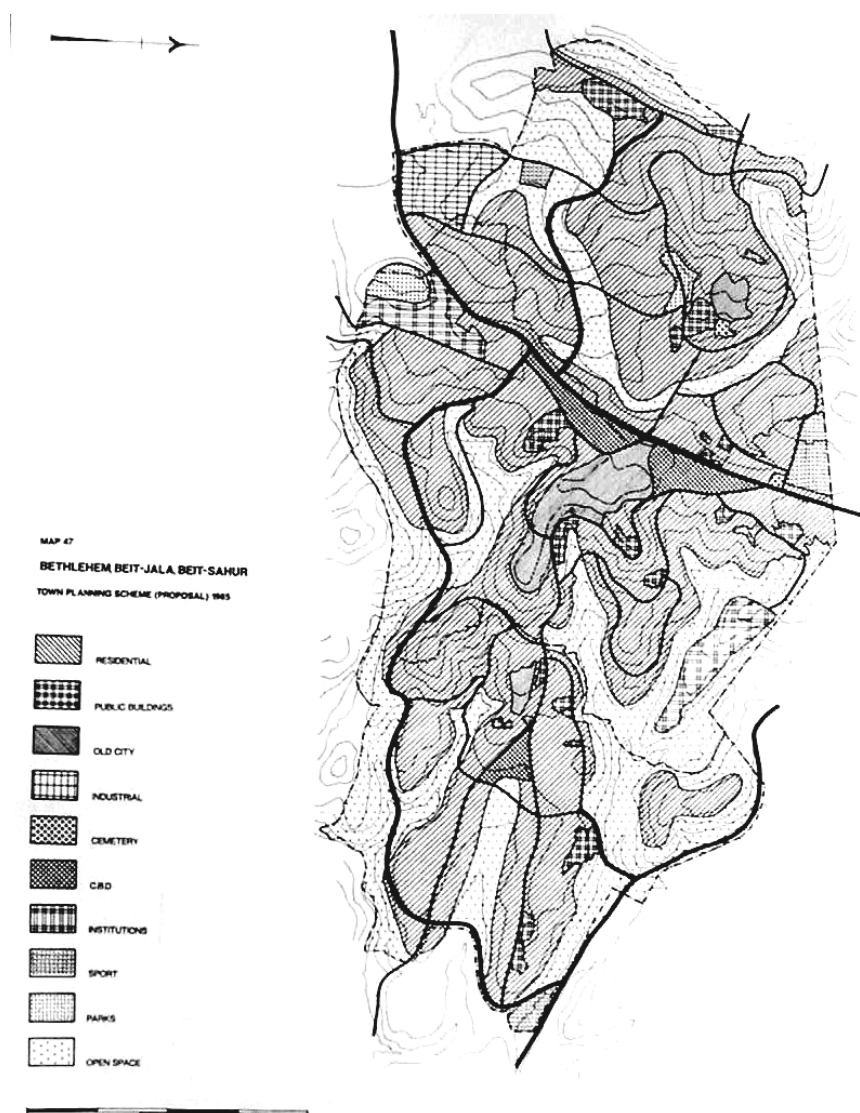


Figure 41 : Schéma de développement établi par le service de planification pour le district de Behtléem

Source : *West Bank Data Project*, 1988

### 2.2.2 Un urbanisme très militaire

«Le pouvoir se déploie spatialement et stratégiquement depuis les grandes stratégies d'implantations jusqu'aux petites tactiques de l'habitat<sup>47</sup>».

Les travaux de Foucault, et dans son sillage ceux, déjà cités, du CERFI, ont largement abordé le rôle des institutions disciplinaires au XIXème siècle dans le

---

<sup>47</sup> «Sécurité, territoire et population», *Annales du Collège de France, 1977-1978*, repris dans *Dits et Ecrits*, Tome III, pp.719-723.



gouvernement de la cité, la spatialisation des savoirs dans l'espace, les rapports de pouvoir qui passent dans les savoirs médicaux, éducatifs. Dans les grandes fonctions géopolitiques du territoire, Foucault a évoqué les savoirs militaires. La formule vaut entièrement la peine d'être citée :

«Et le terme politico-stratégique indique comment le militaire et l'administratif viennent effectivement s'inscrire soit sur un sol soit dans des formes de discours [...] Plus je vais, plus il me semble que la formation des discours et la généalogie du savoir ont à être analysés à partir non pas des types de conscience, des modalités de perception ou des formes d'idéologies, mais des tactiques et stratégies de pouvoir. Tactiques et stratégies qui se déploient à travers des implantations, des distributions, des découpages, des contrôles de territoire, des organisations des domaines qui pourraient bien constituer une géopolitique [...] Il y a un thème que je voudrais étudier dans les années qui viennent : l'armée comme matrice d'organisation et de savoir, la nécessité d'étudier la forteresse, la «campagne», le mouvement, la colonie, le territoire».<sup>48</sup>

Dans la Cisjordanie et Gaza occupés, la conception de l'espace urbain pensé d'en haut évoque d'autres situations militaires, de guerre ou coloniales, là où une administration civile s'appuie ou non sur la présence d'un corps professionnel : militaires, médecins, ingénieurs. La période mandataire anglaise nous avait indiqué les lieux et les espaces d'interpénétration de l'administration civile et des urbanistes. Mais dans les territoires occupés c'est un redoutable dispositif technocratique et militaire rarement égalé qui voit le jour, combinant savoirs professionnels et droit d'exception, conduisant dans les faits à la militarisation de l'espace sinon à un «urbanisme militaire». Le système d'administration militaire semble correspondre à un modèle de gouvernement du territoire. Si bien que l'on pourrait faire appel à la métaphore magistrale de Foucault concernant le gouvernement du territoire :

«Où l'Etat est une grande ville, où les routes sont des rues»<sup>49</sup>.

La sûreté du territoire, l'expansion et la consolidation de l'Etat d'Israël dans ses murs et en Cisjordanie et à Jérusalem constituent le fondement de l'intervention publique. A ce moment les exigences de sécurité et de la planification séparée, aménagent à leur tour la société et les modes de vie des locaux avec toute une série de limitations, mais aussi de savoirs militaires nouveaux.

---

<sup>48</sup> in «Questions à Michel Foucault sur la Géographie», *Hérodote*, n°1, janvier-mars 1975, pp.71-85, repris dans *Dits et écrits*, vol III, 1976-1984, pp.28-40.

<sup>49</sup> In «*space, savoir et pouvoir*», entretien avec P.Rabinow, *Skyline*, mars 1982, pp.16-20 repris dans *Dites et Ecrits*, tome III pp.270-285.

2.2.2.1 *La ville et l'urbanisme pensés par les militaires*

Comment fonctionne le projet de la technocratie urbano-militaire ? Dans les faits tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et souvent techniques sont aux mains des commandants de région pour exécuter un projet militaire qui devient mode d'aménagement urbain. Prenons d'une part la politique d'encadrement de la construction en secteur arabe. Dans les premières années de l'occupation, les commandants constatent que le circuit de l'immobilier est pour le moins informel ou incontrôlé et que les Palestiniens continuent à construire avec l'accord des Jordaniens, des maires selon les habitudes culturelles. L'administration jordanienne était en effet très tolérante vis-à-vis des constructions sans autorisation ou permises avec l'accord d'un élu, d'un notable. Partout où l'urbanisation «gêne»<sup>50</sup> les projets israéliens dans les secteurs stratégiques, les ordonnances militaires<sup>51</sup> vont d'abord invalider les instances que les Jordaniens avaient tardivement mis en place : en premier lieu la toute nouvelle loi n°79 de 1966 sur la planification des villes et des villages, celle de 1955 sur les pouvoirs municipaux. Le dispositif concerne aussi la loi anglaise de 1936 à Gaza. Le Conseil supérieur, les commissions locales et régionales de Planification sont révoquées ou abrogées et avec eux, les possibilités d'élaboration des schémas de secteurs ou régionaux.

Seules les instances militaires appuyées de leur service des affaires civiles sont chargées de se prononcer sur l'ensemble des questions urbaines et foncières, sur les plans d'urbanisme. A l'échelle de chaque district militaire une commission locale est composée de commandants, officiers chargés des affaires civiles, ingénieurs, mais sans compter de représentants autochtones. Les autochtones ne sont donc plus représentés ni même associés aux décisions prises sur l'espace. La commission est consultée pour l'ensemble des demandes de construction venant des Palestiniens, mais seul le commandant de district est habilité à délivrer les autorisations<sup>52</sup>. A l'échelle de la Cisjordanie le Haut conseil de la Planification présidé par le commandant central est

---

<sup>50</sup> Selon les termes de Benvenisti.

<sup>51</sup> Ordonnances n°321 de 1969, puis 418 de 1971.

<sup>52</sup> En vertu de l'ordonnance militaire 393 de 1970.

seul habilité<sup>53</sup> à approuver les schémas d'urbanisme qui doivent être transmis pour information aux Maires ou représentants de village et les plans d'acquisitions foncières. Pour les témoins de l'époque ou les analystes, les plans sont rarement transmis, les plans de secteur élaborés par Shlomo Khayat ou Shimshoni pour les villages ne seront pas discutés formellement avec les instances traditionnelles et n'auront pas de validité.

Tous les témoignages israéliens et palestiniens mais aussi des ingénieurs et des municipalités convergent : les citoyens autochtones ignorent tout des très nombreuses zones à urbaniser, des ordonnances militaires, des zones militaires fermées. Et là où ils pourraient continuer de vouloir édifier à des fins privées ou en tant que personne morale, différentes contraintes vont s'exercer. Le motif de la sécurité nationale sera invoquée pour toute demande d'autorisation de construire située dans un secteur stratégique. La démolition pourra être imposée au demandeur ayant construit sans autorisation. Pour les urbanistes et ingénieurs en place, les commandants militaires ignorent tout du contexte local, des règles urbaines, foncières, des modes de faire locaux et des habitudes jordaniennes. Mais c'est l'appareil militaire qui aux différentes échelles, le plus souvent dessine et décide du projet territorial dans un processus à double face avec les services civils, tantôt en s'appuyant sur ces derniers, tantôt en démantelant le concours de leurs urbanistes ou architectes.

#### 2.2.2.2 *L'armée contrôlée des urbanistes*

Dans les toutes premières années de 1967 de 1971, le commandant faisait de l'urbanisme une affaire interne, dressant lui-même les premières données, instruisant les permis sans avis d'experts mais avec celui d'un comité d'architectes arabes sollicité ponctuellement via l'Union des Ingénieurs<sup>54</sup>. A ce moment, la politique israélienne avait encore peu d'impact dans les secteurs arabes et n'entraînait pas de «ressenti». Ensuite devant la montée en charge du projet territorial, la rationalisation des affaires urbaines des secteurs «arabes», c'est à dire de toute la Cisjordanie est devenue nécessaire. Un service de la planification du gouvernement militaire, le Département Central du planning, est créé en 1971 rattaché au services administratifs centraux de Beit El et qui

---

<sup>53</sup> Par l'Ordonnance n°418.

comprend plusieurs divisions dont celle des études «juives» ou régionales et «arabes». Le responsable de l'urbanisme des zones arabes est donc Shlomo Khayat, arabe israélien formé à l'Ecole des Beaux Arts du Caire. Son service compte quatre arabes ingénieurs et architectes sur les treize employés assurant les missions urbaines d'élaboration des plans de secteurs mais aussi l'instruction des permis et leur suivi pour le commandant central.

En ce temps là, Khayat est le maître d'œuvre d'une expertise territoriale d'importance mais subordonnée au point de vue militaire, à celui de son Directeur de l'Urbanisme Régional ou encore celui l'administration civile avec lesquels il cherche des régulations. Son service appuie techniquement le commandant, épouse la stratégie d'expansion d'*Eretz-Israël* à condition de limiter les interventions dans les secteurs arabes existants. Compatissant sur les effets négatifs de l'occupation, Khayat obtient d'étendre ses études aux villes arabes entre 1979 et 1980, pour que celles-ci puissent être dotées de réglementations même si ses plans de secteurs confirment le principe du développement limité.

Soit parce qu'elles n'ont plus de raison d'être, soit parce qu'elles ne correspondent plus aux exigences ou aux besoins du pouvoir militaire conforté par l'arrivée du Likoud en 1978, les missions urbaines assurées par le service de l'urbanisme «arabe» sont modifiées. En 1981, la nouvelle administration civile des territoires de Menachem Milson réorganise les services, dote le service central d'urbanisme d'un nouveau directeur (Shlomo Moskowitz membre du Likoud et de Goush Eminim) qui absorbe le «secteur arabe». Le service est délocalisé à Maale Adumim ou siège le Conseil des implantations juives. Un nouveau responsable, Moshé Acnine, est nommé en 1983 pour les secteurs arabes et pour reprendre l'instruction des permis palestiniens.

Mais par un enchaînement de causalités, l'ensemble du dispositif de planification et de décisions urbaines devient univoque. Il ne s'adresse plus qu'aux seules implantations juives et démembré toute prise en charge technique et urbaine des

<sup>54</sup> L'information est ici confirmée par les responsables de l'association des Ingénieurs.

viles et villages palestiniens. D'une part, les plans de secteurs élaborés pour les parties palestiniennes ne sont pas approuvés voire supprimés et de fait, plus guère de permis ne seront accordés. L'administration ici, a su habilement utiliser les trous et la vacance de la loi jordanienne, qui stipulait qu'aucun permis ne peut être accordé en l'absence de schémas locaux approuvés. Elle retourne la règle de droit à destination de son propre système. Elle rend aussi caduque les comités locaux techniques d'ingénieurs et militaires assurant la fonction d'anti-chambre informelle des décisions prises par le commandant militaire pour les demandes de construction, et qui ne se réuniront plus.

De fait, la décision urbaine ne s'exerce plus qu'au niveau central et va entraîner une autre dérive, celle des permis «occultes et monnayés». Est-ce par prosélytisme, pour accélérer le circuit central des permis, est-ce en raison d'un conflit qui oppose Acnine (responsable du secteur arabe) et son directeur, le premier et son personnel sont accusés de corruption pour avoir attribué des permis aux Palestiniens, illégalement, moyennent finances.

«L'équipe de Acnine et le chef lui même ne prend pas le sens de ses responsabilités» évoque l'administration militaire dans un audit<sup>55</sup>.

Acnine démissionne et le Service ferme entre 1986 et 1987 quand démarre l'*Intifada*. Plus aucune assistance technique n'est accordée aux demandeurs palestiniens. Une évolution majeure s'en suit : l'urbanisme se rabat sur des fonctions très générales de contrôle ou de marquage de l'espace et de maintien de l'ordre public que prennent en charge les militaires.

Au plus fort de l'occupation et de la colonisation dans les années 1982 à 1990, l'aménagement est réduit au principe du contrôle du bâti et du domaine foncier et de l'exécution de sanctions et de décisions autoritaires. Les fonctions du Service Central d'Urbanisme se polarisent sur la surveillance des constructions non autorisées. Un comité de démolition et d'inspection est mis en place en 1984. Shlomo Moskowitch, directeur général du service dispose d'une vingtaine d'inspecteurs juifs et arabes, effectuant les visites de terrains, de contrôle de l'urbanisation. En dehors de quoi les activités urbaines sont décomposées, décantées et découpées par l'appareil militaire. Un

nouveau comité dit «comité des données» composé des inspecteurs, de l'officier des affaires arabes, de l'administration centrale est chargé d'examiner chaque permis. Ceux qui sont autorisés diminuent de 10.000 à 480 sur toute la Cisjordanie en 1983 et environ 10% seulement des demandes seront acceptées dans les années suivantes. Car elles doivent être conformes au très contraignant plan de développement pour les villages élaboré par Shimshoni, urbaniste adjoint de Khayat, et amendant les plans précédents de 1942 (le RJ5 et le S5 de Kendall). Les prescriptions, que les Palestiniens ne comprennent pas, sont coercitives pour les nouvelles constructions, comme l'interdiction de dépasser un étage, de diviser les parcelles. Les surfaces constructibles à l'extérieur des aires urbaines ne dépasseraient pas 13% de la surface de la Cisjordanie<sup>56</sup>. Le schéma terminé en 1983, sera transmis en partie aux communes, mais jamais approuvé à l'exception de la chrétienne Taybeh.

Dans tout cela il n'est guère question de considérations culturelles et urbaines à destination des populations locales. Le dessein urbain de la Cisjordanie tout comme de la Bande de Gaza (où aucun plan d'urbanisme ne sera élaboré) et de leurs villes se confondent bien souvent avec les intérêts et les besoins militaires ou ceux des résidents-colons, les savoirs sur l'aménagement urbain avec les techniques militaires. Plus que d'interpénétration des domaines militaires et spatiaux on devrait parler d'une militarisation de l'espace et des savoirs. Et il faut voir par quel processus.

<sup>55</sup> D'après R. Khameisi, *Israeli planning and Housing demolishing Policy in the West Bank*, Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs, Jérusalem, 1989.

<sup>56</sup> D'après Raja Shehadeh in *Occupier's law*. Le ratio de permis délivrés dans les années 89 en Cisjordanie (0,6/1000 habitants) est inférieur à celui accordé par l'UNWRA dans les camps (9 permis/1000 habitants), selon A.Coon, *Town planning under Military Occupation*, *op.cit.*, p.137.

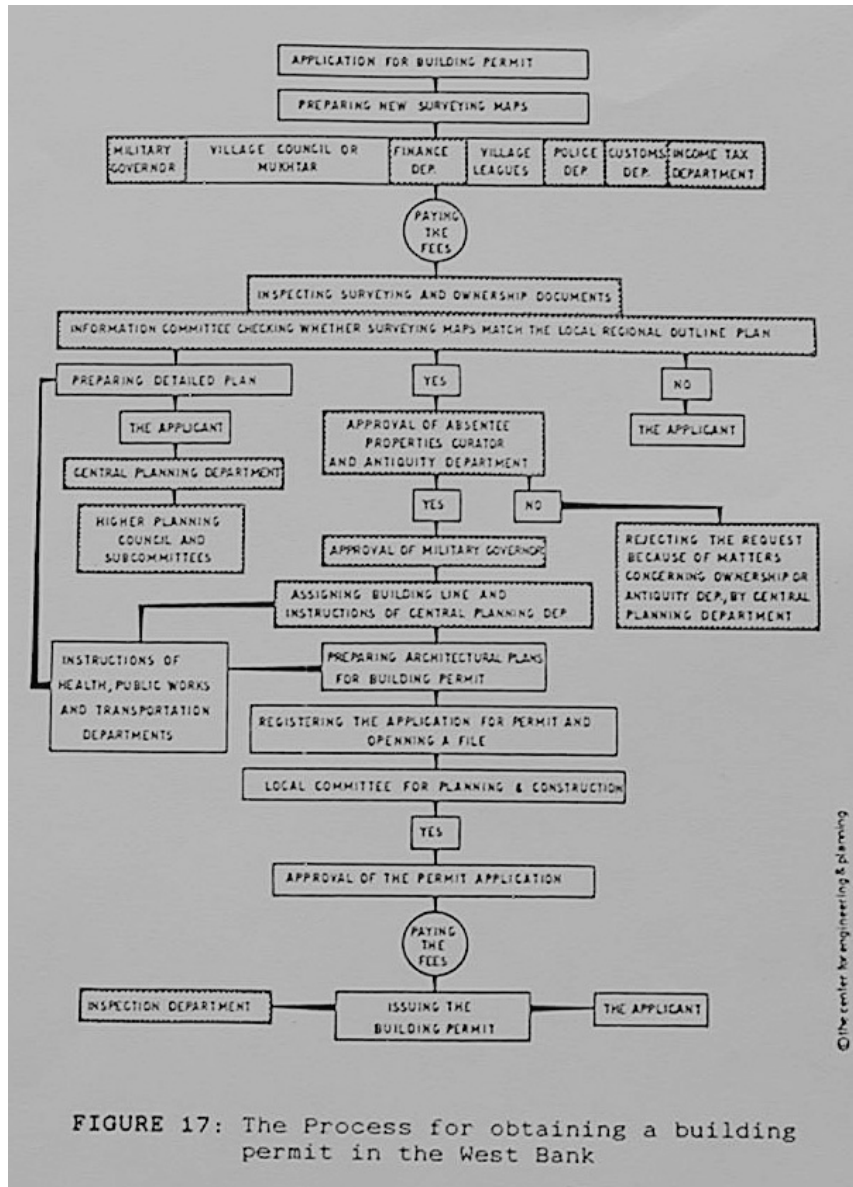


Figure 42 : procédure pour l'obtention d'un permis de construire sous administration militaire

Source : Center For Engineering and Planning , Archives R. Khameisi

### 2.2.2.3 La police de l'espace

«Le ciel nous surveille et la terre nous est étroite» disait Mahmud Darwish à propos de la situation d'occupation<sup>57</sup>.

De plus en plus, l'autorité militaire et l'administration civile appliquent même quasi exclusivement une police de l'espace, comprise non pas comme le maintien de

<sup>57</sup> Entretiens Radiophoniques avec Elias Sanbar, France Culture, juillet 2003.

l'ordre que l'occupant assure par ailleurs, mais comme mécanisme de définition des règles de conception et de gestion de l'espace, comme «réglementation de la conduite générale des individus où tout serait contrôlé» selon les termes de Foucault<sup>58</sup>. La surveillance s'exerce dans les moindres recoins du tissu social et urbain, «du sous-sol aux galeries»<sup>59</sup> aux chambres et aux appartements. La formule ici est réelle et allégorique : en ville les militaires occupent les toits terrasses, les étages supérieurs des habitations dans un étrange partage de l'espace, dans un jeu d'observation des familles restées dans les niveaux inférieurs et qui impose des règles de vie en raison d'une proximité immédiate de l'occupant et de l'occupé. Les femmes cherchent à échapper à la vue des militaires, la vie familiale peut être réorganisée, les allées et venues limitées<sup>60</sup>.

A l'échelle de chaque région, ce sont les usages et les formes et les règles d'utilisation du bâti qui se militarisent. Le commandant peut ordonner des réquisitions d'immeubles et de leurs assiettes foncières au motif de la sécurité pour la surveillance des mouvements des personnes, mais sans compensation pour leurs occupants. Il s'agit le plus souvent des immeubles hauts, construits dans la période jordanienne ou de villas surplombant les entrées des villes, les carrefours, les points de contact avec les implantations et autres secteurs stratégiques. Les immeubles sont évidés, murés ou coiffés de miradors, emballés de bâches, entourés de tranchées et de barbelés et autres signes militaires. En milieu dense, les médinas et casbah ont été murées, encerclées. Mais à l'entrée des agglomérations, les immeubles quelquefois de belle facture servent de base aux militaires. A de nombreux endroits la ville et son habitat, son espace privé a pris ce visage militaire : l'espace public et les rues ne seraient-ils pas surveillés de l'intérieur et de l'extérieur ?

Parvenue à ce niveau d'obligations, la procédure unique de l'ordonnance militaire détermine bon nombre de prescriptions urbaines jusqu'ici inconnues. En dehors des centres anciens ou constitués, les règles d'alignement et des hauteurs de

---

<sup>58</sup> in «Espace savoir et pouvoir», *Dits et Ecrits*, 1982, tome IV, *op.cit.*, p.27.

<sup>59</sup>Deleuze avait évoqué en ces termes les stratégies du pouvoir vu par Foucault, là où le pouvoir se diffuse dans l'ensemble du corps social, in *Foucault*, Editions de Minuit, 1986.

<sup>60</sup> Témoignage de deux famille à Hébron et Aroub où les terrasses sont encore occupées. Les femmes soulignent les problèmes posées par la présence des militaires pour leur intimité et pour les tâches domestiques.



construction sont déterminées par l'appareil militaire. L'ordonnance militaire remplaçant les prescriptions jordaniennes de 1959 sur les voiries fixe trois types de gabarits<sup>61</sup>. Le long des voies nationales, une bande de sécurité est fixée à 150 m à partir de la voie pour éviter tout contact et incident entre riverains et usagers de la route, civils israéliens ou militaires. Dans l'épaisseur de la bande de sécurité et le long des voies rapides, les constructions existantes peuvent être détruites sans compensation et les assiettes foncières sont réquisitionnées ou expropriées. En dehors de la bande, les hauteurs ne sont autorisées que sur 3 étages au nom du même principe de sécurité car il s'agit d'éviter le jet de pierres ou les attaques sur les convois militaires ou de résidents-colons. La fixation des gabarits et des hauteurs est graduelle pour les deux autres types de voie<sup>62</sup>. La zone de sécurité est étendue à toute construction située dans le périmètre d'une implantation civile et militaire, entraînant des démolitions des immeubles supérieurs à 3 étages<sup>63</sup>.

On voit que la police de l'espace n'est pas destinée à l'embellissement et la modernisation des villes ou des villages mais au contraire à la neutralisation des principes de fonctionnement de ces derniers, mais sans nécessairement à avoir à y intervenir. L'application de tout un corpus de procédures urbaines ou juridiques parmi lesquels la dévitalisation et la dégradation des centres anciens suite à l'éviction des citadins et la mise hors service du bâti comme technique préventive ou punitive à toute forme de soulèvement ont des effets anti-urbains. Des mesures comme celles sur les alignements laissent penser qu'elles pourraient par endroits ordonnancer le paysage ou le bâti. Mais il en résulte avant tout de la discontinuité : terrains en friche liés au morcellement des propriétés sur les emprises des voies et constructions en ruine, interruptions d'alignement comme sur la route de Jérusalem à Ramallah. Des pans entiers de territoires sont gelés car destinés à des «espaces ouverts» non constructibles ou des espaces naturels. La réglementation sur les «espaces ouverts» souvent

---

<sup>61</sup> L'ordonnance n°810 de 1979 a été restituée par A.Cook dans *Town Planning under Occupation*.

<sup>62</sup> Les voies régionales nécessitent un recul de 120 m, avec des limitations de densité et d'étages, les voies locales, un recul de 70 m.

<sup>63</sup> Les cas les plus significatifs souvent cités par les villageois sont ceux de la réquisition des propriétés à Rafat et Beitounia, bourgs déclarés zones fermées pour l'implantation du camp célèbre de Ofer ou les réquisitions à Bitou et Al Ram pour le camp et l'administration centrale de Beit Il.

temporaires car destinés aux implantations, n'a d'effet esthétique que pour ces dernières. Car elle permet de planter, aménager des espaces tampons qui sont de véritables ceintures paysagères pour les colonies.

Pour le reste et à de très nombreux endroits, le paysage a été déchiré par les voies rapides, les *by pass* d'accès aux colonies, coupant les propriétés exploitées. Les villages situés sur les collines de Jéricho sont divisés pour laisser passer la voie rapide vers Maale Adumim et le Jourdain, sans plus aucune possibilité de liaison de part et d'autre. Le plus grand centre de peuplement de Mshor Adumim et Maale Adumim qui s'étend de toute part enlève toute possibilité de métropolisation de Jérusalem à Ramallah via Abu Dees, isole les villages riverains (Hisma, Beit iksa, Beit Duqqu) et a entraîné l'expulsion des bédouins vers Jéricho. La technique du plan en cisaille a été répliquée dans toute la Cisjordanie avec des effets de resserrement, d'encerclement des parties vivantes.

L'altération d'un paysage tout entier ne tient pas au seul mode d'exercice d'un pouvoir physique : peupler et urbaniser, mais à un pouvoir juridique. C'est encore une des interprétations majeures à donner aux modes d'interventions d'Israël et qui le différencie des gouvernements coloniaux. On l'a dit : la ville des autochtones n'est ni à embellir, ni un objet d'aventure esthétique et urbaine amenant investissements, cultures professionnelles au sein d'un processus civilisateur. Le fait est que les secteurs denses sont écartés, ou peu concernés par le techno-projet. Mais surtout peu a été dépensé en études ou présence technique dans les secteurs occupés pour la réalisation d'un projet d'intérêt national qui n'est pas destiné aux besoins locaux.

### 2.2.3 Des technologies de savoir sur l'espace

«Il faut construire partout et pour commencer dans les parties les plus reculées de notre juridiction...»<sup>64</sup>

La formule de l'urbaniste Schweid, responsable du service d'urbanisme de Jérusalem est parfaite. Elle exprime clairement des ambitions politiques ou

---

<sup>64</sup> Selon les termes de l'Urbaniste en chef, Yosef Schweid, responsable du schéma directeur de Jérusalem, in *Exploratory Remarks for the Discussion by the District Planning and Building Committee*, Planning Department, Jerusalem Municipality, 1998 *op.cit.* p.16.

géographiques et des modalités juridiques. En d'autres termes, elle énonce les rapports qu'entretiennent le pouvoir et le savoir au sein du projet et qui vont modifier en profondeur la nature ou les fonctions de l'espace. On tient les techniques d'administration de l'espace dans la période comme emblématiques des rapports entre pouvoir et savoir. Le militaire prend appui sur des données urbaines, sur une administration civile qui formule plus ou moins des principes d'aménagement que le premier pourra à son tour réinterpréter. Il faut voir de quelle façon les normes sécuritaires ou militaires prennent pied dans les règles de conception et de représentation de l'espace, mais plus encore de quelles façons les données propres à l'aménagement urbain sont conditionnées par leur contexte de fabrication.

### 2.2.3.1 *L'art d'optimiser la loi*

Prenons le cas des ordonnances militaires telles qu'elles se combinent à des intentions spatiales. La seule application de mesures autoritaires sur l'espace suffit à bien des endroits à effectuer des appropriations, des transformations, des remodelages en évitant des interventions physiques, des expropriations coûteuses, des expertises et une présence humaine. Car les techniques d'appropriation sont basées sur l'application ou l'interprétation d'un corpus de prescriptions. Un permis de construire ne peut être délivré et une terre peut être réquisitionnée si le titre de propriété du demandeur ou de son occupant n'est pas codifié par le droit militaire et enregistré au *Taru* (le nouveau bureau du cadastre). Ainsi, on sait que la procédure des propriétés dites abandonnées régie par l'ordonnance célèbre n°58 de 1967 permet de déclarer vacants des terrains non enregistrés, y compris les terrains publics jordaniens (dits terrains de l'ennemi) à la date du 6 juin 1967. Ils sont alors gérés par le Conservateur des biens absents et tombent à brève échéance dans le domaine public au titre d'une ordonnance dite «n°59»<sup>65</sup>.

---

<sup>65</sup> Le texte exact de l'ordonnance 58 est le suivant : «propriété abandonnée signifie que son propriétaire officiel ne l'a pas enregistrée à la date du 6 juin 1967, et ne peut fournir les preuves qu'elle est occupée». L'ordonnance 59 stipule que peut-être déclarée propriété d'état les terrains sans titre de propriété, ou appartenant à l'état ennemi. Nous nous référons pour l'exposé aux travaux déjà cités de Raja Shehadeh, notamment *the Law and the land, Settlements and Land Issues Under Israeli Military occupation*, 1993 ; Mona Rishmawi, *The administration of the West bank under Israeli Rules*”, In *International Law and the Administration of Occupied Territories*, 1992.

Selon les juristes, ces deux ordonnances coextensives ont été systématiquement utilisées par l'administration militaire de Beil II. Celle-ci a su habilement tirer parti des héritages flottants du droit ottoman ou anglais pour interpréter à dessein les catégories foncières de terres non bâties, régies par le droit d'usage ancestral<sup>66</sup> et non par la propriété d'autant qu'une ordonnance suspend toute possibilités d'enregistrement foncier sous le droit jordanien au bureau foncier jordanien de Jérusalem. Les délais donnés aux propriétaires pour se déclarer à la nouvelle administration israélienne du cadastre étaient très courts, les propriétaires pouvaient être à l'étranger<sup>67</sup> et la procédure était ambiguë : ce sont les *mukhtar*-s qui étaient chargés de transmettre les informations aux service du cadastre. Il ne sera pas ici utile de détailler la méthode de saisie des terres et l'usage du droit militaire que des centres de recherche et de défense des droits fonciers s'emploient à analyser en se concentrant sur les bases juridiques de l'établissement de chaque colonie ou en tenant une comptabilisation des terrains réquisitionnés. Au total, 40% terres des terres de Cisjordanie auraient été confisquées depuis 1967 au motif de la Propriété abandonnée<sup>68</sup>.

L'ordonnance militaire sur les propriétés abandonnées, conjuguée à celle sur les acquisitions pour raisons de sécurité ou pour l'intérêt général, aurait permis des stratégies infinies d'appropriation à moindre coût.

«Partout où je considère qu'il est nécessaire de développer, j'ordonne...» stipule l'Ordonnance militaire n°418 qui donne les pleins pouvoirs au Haut Comité de Planification et donc au Commandant.

Le motif de l'intérêt public est mal défini mais le commandant peut faire exécuter les décisions en matière de réquisition ou moins souvent d'expropriation, conformément aux plans d'aménagement, aux tracés des voies. Il peut prendre des mesures de démolitions, dans un effet de cumulation du droit d'exception dont les habitants ignorent bien souvent la teneur et la portée. Lorsqu'elles se combinent les

---

<sup>66</sup> Les terres *miri* ou *mawat*

<sup>67</sup> Selon le recensement de 1967, un tiers des ménages vivaient à l'étranger, en Jordanie pour la plupart, d'après J. Migdal, in *Palestinian Society and Politics*.

<sup>68</sup> Par exemple, selon Al Haq, in *The By pass roads Network in the West Bank*, Al Haq, 1997, dans les cinq premières années le domaine aurait enregistré 11.000 immeubles abandonnés et 430.000 dunums de terres. Selon Benvenisti qui reprend les Comptes rendus Administratifs de la Cour Suprême, plus de 47.000 dunums ont été confisqués entre 1968 et 1979 pour Gilo, Efrat Shilo, Bet El. Dans la période 1980-1984, 800.000 dunums auraient été enregistrés comme terrains publics, dans *West Bank and Gaza Project, op. cit.*, p.61.

unes aux autres, lorsqu'elles s'appuient sur des schémas d'infrastructures de l'administration civile, sur des prescriptions archéologiques et autres plans de servitudes, les ordonnances militaires ouvrent tous les possibles : réquisitions, expropriations, destructions du paysage mais aussi modification des limites urbaines des villes et villages, semble-t-il, bien au delà des seules nécessités vitales. Peu de recours ont abouti auprès de la Cour de Justice et l'un des premiers fut celui des notables et du maire de Naplouse (Bassam Chakaa) après la construction de la colonie de Beit Il. La réponse fut, après moult discussions des magistrats israéliens sans ambiguïté : les colonies servent les intérêts militaires<sup>69</sup>.

Le lien entre la mise en œuvre du droit militaire par le gouvernement d'occupation et la stratégie foncière de ce dernier comme étant au cœur de l'entreprise d'implantation a été très abondamment commentée, analysée. Les recours déposés suite aux réquisitions ou expropriations sont consignés par des organismes défenseurs des droits civils<sup>70</sup>. Il ne sera pas non plus nécessaire de détailler les effets économiques et humains régulièrement comptabilisés dans les trois dernières décennies par les nombreux observatoires de la colonisation et par l'administration israélienne elle-même : perte de ressources agricoles, commerciales et des revenus, perte de la propriété sans compensation, montant des indemnités sous estimées<sup>71</sup>. Les chiffres, les décomptes, les observatoires de la colonisation et de la dépossession abondent, précis ou aléatoires. Il y a aussi la suppression des ressources hydrauliques générales<sup>72</sup> et la déforestation. La technologie d'appropriation par le droit militaire n'a fait qu'accentuer le problème foncier et d'accès aux ressources par lequel est né le conflit entre juifs et arabes.

---

<sup>69</sup> Arrêt de la Haute Cour de justice 834/78 cité par B'Tselem. Une autre analyse similaire provient de Meir Smagar qui fut Président de la Cour Supreme Israel, "The legal concepts and problems of the Israeli military government, the initial step", in *Military Governmental the territories administrated by Israel*, A. Lesch, (ed.), p.13-59.

<sup>70</sup> Notamment B'Tselem ou Al Haq, LAW et Palestinian Society for the Protection of Human Rights and the Environment.

<sup>71</sup> C'est le Haut Conseil de la planification et son Commandant et non un juge qui détermine le montant des indemnités en cas d'expropriation et non de réquisition.

<sup>72</sup> D'après l'O.N.G *Al Haq*, la seule consommation en eau des colonies de Cisjordanie représente 50% de la consommation de toute la Cisjordanie in *The israeli Settlements from the Perspective of International Law*, Ramallah, Al Haq Editions 2000. En 1990, 17% des ressources hydrauliques étaient utilisées par les Palestiniens, d'après *Report of a Study Group by the Academic, Transition to Palestinian and Self Government*, Jerusalem, 1992.



Figure 43 : Vue aérienne actuelle de l'entrée Nord Est de Jérusalem  
On distingue au premier plan le bourg palestinien de Shu'fat inclus dans le périmètre municipal, ceinturé par French Hill et Neve Yacov  
Sources : Images d'E. Weizman, repris dans *Territories*, 2002

### 2.2.3.2 *Plans et cartes, le calque de la réalité*

L'administration civile, elle-même est aussi le point de départ de procédures univoques. Si on examine les outils de représentation de l'espace ou la transcription des données physiques dans les documents de planification on voit que ceux-ci procèdent par codification de la réalité pour correspondre à un certain mode d'énonciation. Revenons au fonctionnement du Service du planning au sein du gouvernement d'occupation. C'est un des modes de fonctionnement des administrations coloniales ou

militaires que de s'appuyer sur des informations les plus performantes possibles concernant le cadre urbain : enquêtes, recensements, relevés du bâti, cadastre. Et on sait que les bases de données militaires sont très riches, comme le souligne Meron Benvenisti.

«Mais la planification par Israël des territoires palestiniens occupés utilise peu de critères qualitatifs» fait aussi remarquer ce dernier, en tant que chargé de la Planification de la Cisjordanie<sup>73</sup>.

Ce qui prime en effet est l'expression de la fonctionnalité et de la supériorité d'un modèle de pensée urbaine. On l'a dit, il ne s'agit pas de dessiner d'un projet urbain pour les autochtones mais d'ouvrir des zones à urbaniser et rien ne doit contredire les prévisions territoriales. Le territoire, ses usages, ses règles d'utilisation sont pensés d'en haut.

Le service de l'Urbanisme ignore pour beaucoup la réalité spatiale, urbaine et architecturale. A la différence ici des fonctionnaires ou militaires anglais ou coloniaux, l'administration civile a peu de commodité d'accès aux sites et aux dires de certains des témoins, peu d'intérêt pour la vie humaines du territoire, sa langue, ses habitants. Un repérage extensif et concret du terrain n'est pas toujours possible ou souhaité par les autorités israéliennes. Les schémas d'urbanisme et les documents fonciers sont établis à partir des cartes militaires et aériennes, d'images satellites sans connaissance fine des ressources spatiales, humaines, architecturales. Ce serait sur la base d'un cliché aérien effectué par l'administration civile en 1979 que l'on aurait effectué le plus important déclassement des terres en pâture, recodifiées en terres abandonnées. Et l'interprétation d'une photographie aérienne aurait entretenu toutes les ambiguïtés quant à l'appréciation de la catégorie d'usage (*miri, mulk, mawat*) dont l'état d'exploitation, leur proximité au village étaient appréciés à distance. Et les preuves matérielles de l'état des cultures, les avis de paiement des taxes n'ont modifié en rien la décision des domaines, comme le rappelle l'ONG *B'Tselem* citant une décision de justice prise la Haute Cour :

«Les preuves apportées par les fermiers ne constituent pas une évidence pour remettre en cause le constat»<sup>74</sup>.

---

<sup>73</sup> In *The West Bank Data Project*, *op.cit.*, p.55. Rappelé également par Benvenisti dans *Sacred Landscape. The buried of the holy land since 1948*.

<sup>74</sup> Cité par *B'Tselem* in *Land Grab* qui s'appuie sur *Judea and Samaria, Land Rights and Law in Israel* de E. Cohen, A. Sochovolsky et A. Ehrlich, Tel Aviv, Bursi, 1986 (en hébreu), *op.cit.*, p.68.

Le service de l'urbanisme fait appel à des ingénieurs et urbanistes arabes israéliens ou de Palestine pour les plans de développement des secteurs arabes. Khayat et Shimshoni pour les plans urbains ou régionaux de 1978 et 1982 ont fait appel à l'agence vaguement dénommée *Center for Planning and Engineering* : en fait des ingénieurs palestino-jordaniens de la famille Masri et un certain Abu Shelbak<sup>75</sup>. Leur mission consiste à fournir ou retranscrire en hébreu des données de base sur le cadastre, le foncier. Pour le reste, le service d'urbanisme peut s'appuyer sur les enquêtes militaires et du recensement démographique très détaillé qui a été effectué immédiatement en 1967.

Produire de l'espace consiste avant tout à le représenter. Les documents laissés par les jordaniens comme le plan de 1966 amendant les plans anglais de 1942 pour toute la Palestine sont désuets ou faits à grande échelle. Pour Benvenisti :

«La planification anglaise ou jordanienne sont minimalistes, basées sur une seule équation quantitative : on prend la taille des îlots à la date de 1942 que l'on multiplie par quatre sans indiquer de prescriptions ni d'équipement public et il n'y a aucune considération morphologique et paysagère. Et l'administration israélienne a élevé le niveau de qualité de la planification arabe»<sup>76</sup>.

L'absence d'informations performatives est un des points sur lesquels le service peut faire perdurer les zones d'imprécision au sein de ses propres documents. Ici, parce que la continuité des sources n'est pas assurée, là par méconnaissance, ignorance ou oubli de la réalité, on effectue une retranscription minimale des données urbaines dans des cartes «floues»<sup>77</sup> et approximatives pour superposer à la trame initiale une autre trame. Celle-ci restitue les éléments territoriaux selon des options politiques et on voit s'effectuer à travers la carte, le plan d'urbanisme, leurs flous et leurs écarts, ce passage entre codification et limitations des usages de l'espace.

On ne peut confronter tous les documents élaborés dans la période d'occupation à la réalité urbaine ou les renvoyer à leurs conditions intellectuelles de production, car il faudrait entreprendre la généalogie des discours et des moyens qui ont

---

<sup>75</sup> Le schéma de Jérusalem en 1982 a été sous-traité par le Palestinien Bassan Khoury (entretien avec B.Khoury, Bethléem, 1999 et 2000).

<sup>76</sup> Cf. *West Bank and Gaza Project*, *op cit.*, p.55 et 58.

<sup>77</sup> Le qualificatif «flou» est celui donné par Paul Virilio aux cartes géopolitiques, consistant à ne pas rendre les cartes trop réelles, dans *L'Espace critique*, Paris, Christian Bourgois, 1984.



présidé à leur fabrication. Mais à regarder les schémas de développement menés par le très technocratique service de l'Urbanisme ou le Ministère lui-même, on voit que ceux-ci laissent flotter des frontières vagues et des découpages hasardeux. Quelque soient les détails ou les formes prises par les plans aux différentes échelles, ceux-ci ne nous renseignent pas ou peu sur un paysage réel. Dans le Master plan pour le Grand Jérusalem, comme le plan Allon ou les schémas routiers, les villes ne figurent pas dans les plans ou sont délimitées par de simples cercles. Les artères urbaines, les routes secondaires reliant les villages, desservant les zones autonomes pratiquées par les Palestiniens n'apparaissent pas au Schéma Régional 1/82. Seules sont dessinées les routes principales maillant Israël et distribuant les colonies. Les villages restent des points pris dans un diagramme ou dans la matrice territoriale. A l'échelle des plans de secteurs, les villages ne sont pas signalés, la toponymie des villes modifiée<sup>78</sup>. Aucune donnée n'est retranscrite sur le tissu urbain, le tissu parcellaire et encore moins sur les identités architecturales, morphologiques, archéologiques, historiques. Les schémas de secteur de Shlomo Khayat et de Shimshoni découpent des zones affectées à des usages selon des perspectives de croissance mais sans actualisation démographique ou autre précision<sup>79</sup>. Les limites des zones constructibles sont floues, les limites municipales comme à Hébron et surtout Jérusalem peuvent être modifiées pour gagner des espaces supplémentaires (notamment sur Jérusalem et Bethléem).

Selon que l'on bouge les limites territoriales, des espaces ouverts, des espaces tampons de nouvelles codifications et une nouvelle carte apparaissent. A Jérusalem-Est, seul le critère de rééquilibrage démographique ou ethnique détermine les affectations spatiales dans le plan 1/82. Toute urbanisation de la partie palestinienne est suspendue au critère de l'équilibre démographique ou communautaire. Celui-ci limite la part supportable de la population palestinienne à 30% de la population totale. Et la partie orientale à forte croissance démographique est tenue pour avoir atteint son seuil

---

<sup>78</sup> Et on pourrait remarquer que les plans usuels confectionnés pour les touristes, la presse, les guides et livres scolaires sont très simplificateurs, ne mentionnant pas les quartiers arabes de Jérusalem par exemple.

<sup>79</sup> D'après Khameisi, le contrôleur de l'Etat aurait même mis en garde l'administration civile de l'approximation des données démographiques utilisées : le recensement ne tenait pas compte des propriétaires absents, in *Israeli planning and Housing demolishing Policy in the West Bank*, R. Khameisy, Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs, Jérusalem, 1989.

tolérable de développement<sup>80</sup>. Le critère des 30% et 70% converti en celui de ratio de densité de 1 à 3, restreint les possibilités d'urbanisation des parties arabes d'autant que les terrains publics palestiniens ne figurent pas dans la comptabilisation des emprises foncières et que 1/3 des foyers de Jérusalem seraient réputés absents.

#### 2.2.3.4 *Les sciences sociales au service d'un techno-projet*

On est tenté d'effectuer un bref retour sur la période du mandat britannique. Les principes de *planning* fonctionnel dans les documents d'urbanisme sur Jérusalem, ceux de Geddes puis de Kendall lui-même, présentaient un aspect polémique et prenaient le risque d'accentuer les conflits de légitimité entre les parties juives et arabes à partir d'une distribution plus ou moins équilibrée des zones de croissance entre les deux communautés ou d'une interprétation de leur répartition. Mais la méthode du *physical planning* prenait appui sur une approche globale ou quasi encyclopédique héritée des expéditions royales ou militaires et soucieuse d'une documentation géographique, statistique, voire minutieuse pour ce qui est des relevés topographiques ou fonciers.

En Terre Sainte, la convergence des disciplines des sciences sociales, comme l'archéologie, la géographie la topographie et de l'histoire religieuse demeure significative. Les savoirs positifs ont été mis à profit par les missions et lieux de recherche européens, puis par les Anglais. Des domaines de savoirs d'un type nouveau se mettent en place au sein de cette séquence militaire. Les disciplines ne sont plus les outils de gestion d'un imaginaire social ou colonial, des savoirs naturalistes des voyageurs mais s'apparentent à des modes de formations discursives. L'archéologie, la géographie et l'histoire doivent rendre lisible un énoncé politique.

Meron Benvenisti<sup>81</sup> avait rappelé le rôle du Comité scientifique et universitaire pour la désignation des localités. Créé en 1949 à l'initiative de Ben Gurion, the *Committee for the Designation of Places Names* (CDPN) avait pour but de modifier les noms des villages bédouins et arabes qui étaient ceux attribués par la *Royal Geographic Society* durant le Mandat et répertoriés dans les documents cartographique anglais comme le

---

<sup>80</sup> En 1967 la population arabe de Jérusalem était de 65.000 habitants, et a doublé en 1984. Elle représente déjà 27% des 432.000 habitants.

<sup>81</sup> Cf. M. Benvenisti, *Sacred Landed*.

*Survey de 1922.* Dans le Grand *Eretz*, l'Etat d'Israël comme l'Agence pour les Implantations s'est aussi appuyé sur le concours d'universitaires pour définir les fonctions géopolitiques des implantations. C'est ce même comité constitué d'historiens, archéologues qui est chargé de l'hébraïsation de la toponymie des villages conquis ou administrés par Israël. Le gouvernement d'occupation et les militants de Goush Emumim principal prescripteur de plans d'implantations ont également exploité largement l'histoire ancienne et l'archéologie biblique de la Judée Samarie. Ils se sont attachés les services des archéologues, en relation avec des géographes pour invoquer le judaïsme, les traces de la présence biblique dans les lieux choisis pour les implantations<sup>82</sup>. Savoir et pouvoir s'enchevêtrent dans la même trame.

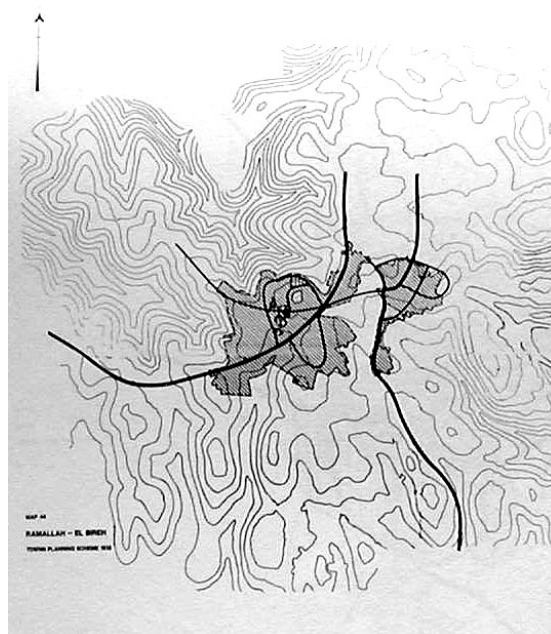


Figure 44 : Schéma de développement de Ramallah-Al-Bireh établi par le service de planification

Source : *West Bank Data Project*, 1988

---

<sup>82</sup> Les voies de la topographie sacrée dans les territoires occupés ont été longuement analysées par Dieckhoff dans *Les Espaces d'Israel*. Une bonne partie des implantions sont fondées aux lieux de présence des sept tribus d'Israël : elles reprennent fréquemment les noms des sites biblique. Efrat, c'est Ephratah (Bethléem) près du tombeau de Rachel, Maale Adumim demeure la limite du territoire de Josué, Ariel, c'est le temple de Jérusalem pour ne citer que les plus importantes. Le géographe israélien David Newman qui a consacré sa thèse au Mouvement Goush Emumim, publiée sous le titre *The Impact of Gush Emumim, Politics and Settlements in the West Bank*, a indiqué les mêmes principes.

## 2.3 ENCLAVES, ARCHIPELS, COLONIES ET FRONTIERES INTERIEURES. LA THEORIE DU POUVOIR SPATIAL A LA LUMIERE DU CAS PALESTINIEN

Anthony King dans son analyse du colonialisme en Inde avait repéré différents paysages spatiaux dérivés du pouvoir colonial<sup>83</sup>. Bungalows et lotissements situés dans des sites de qualité à l'écart de New Delhi, emplacements militaires en hauteur contrôlant l'environnement et les ressources laissent apercevoir des figures assez généralisables de la présence étrangère. Mais ce sont les interactions de cette dernière avec la société d'accueil, que retient King pour définir un urbanisme colonial : échanges, spatialités, séparations culturelles, ou mixité. Prenant le cas de Delhi, il a suggéré un type de ville coloniale marqué par un dispositif de production urbaine et de planification séparant dans l'espace, indigènes et britanniques mais caractérisé par le pluralisme culturel. Dans le cas palestinien, les implantations israéliennes n'échapperaient pas à la définition globale de la colonisation urbaine de King, quand le territoire a des formes différenciées, avec un système de planification séparée entre colons et locaux sans rapport avec l'environnement. A l'échelle large du territoire, peut-on parler d'interactions spatiales minimales, à défaut d'interactions culturelles issues du dispositif d'occupation politique et militaire ? Il nous semble que, vus de près, le remodelage de la matrice territoriale, l'exercice du découpage spatial, au lieu de créer des zones de perméabilité minimales font jaillir de nouvelles enclaves, de nouveaux dispositifs humains, reconnus ou invisibles, dotés de leur propre règles de gouvernementalité ou au contraire délaissés.

### 2.3.1 La colonie, cette enclave projetée d'en haut

Il y a bien un territoire significatif d'une pensée urbaine technocratique : ce sont les colonies d'implantation. Ce sont des objets urbains étranges et étrangers qui disent tout de la domination d'un paysage juridique et urbain sur un autre. La colonie est peut-être une figure de l'hétérotopie nommée par Foucault, c'est à dire un lieu hors des lieux, mais très localisable, avec sa géopolitique imaginaire particulière et fonctionnant comme

---

<sup>83</sup> Cf. *Colonial Urban development. Culture, social power and environment.*

des espaces de contrôle, d'ouverture ou de fermeture<sup>84</sup>. Car on peut bien supposer que le dispositif de conception des colonies consiste à inventer une histoire, une réalité propres à ses dernières. La colonie, dans bien des situations historiques doit amener une spatialité nouvelle, son propre style à défaut de se poser comme objet culturel. Elle doit s'ancrer sur un sol rendu vierge de toute histoire ou rien ne la précède.

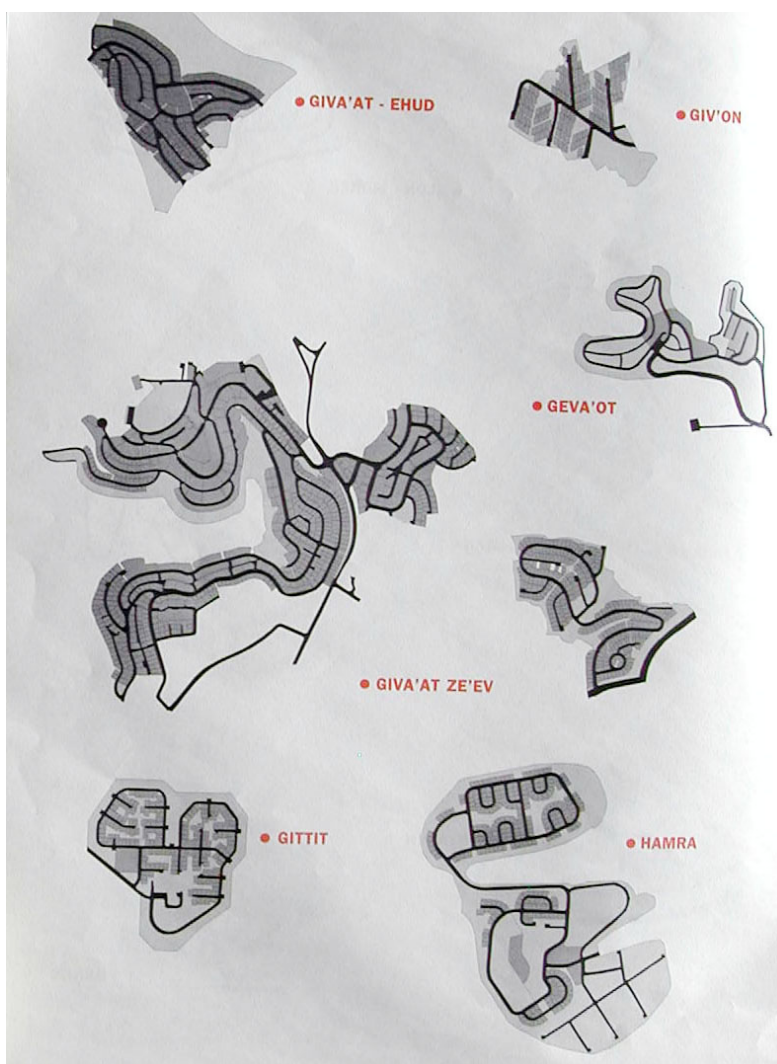


Figure 45 : Retranscription de la trame spatiale des colonies

Source : E. Weizman, *Civic Occupation*, 2000

<sup>84</sup> Foucault avaient désigné les colonies, cimetières, bibliothèques, bateaux comme des hétérotopies. «Il y a probablement dans tout culture dans tout civilisation des lieux réels, des lieux effectifs, des lieux qui sont dessinés dans l'institution même de la société qui sont des sortes de contre-emplacements, sorte d'utopies effectivement réalisées dans lesquelles les emplacements réels que l'on peut trouver à l'intérieur de la culture sont à la fois représentés, contestés et inversés, des sortes de lieux qui sont hors des lieux bien que pourtant ils soient effectivement localisables», «Des espaces Autres», *Architecture, Mouvement, Continuité*, n°5, 1984, pp.46-59. Repris dans *Dits et Ecrits*, tome III (1976-1988), Gallimard, 2001, pp.1571-1580.

La nature politique de la colonie, ses articulations territoriales ou son mode d'organisation intra-urbaine ou communautaire ne doit pas être ici notre propos. S'il y a bien, nous semble-t-il, un enjeu scientifique à remettre la colonie en perspective avec un contexte politique ou historique et urbain, ce serait moins de savoir quelles ruptures et quels abus sont produits, mais à quel paysage biopolitique, on a affaire. Il faut ainsi pointer le processus par lequel celles-ci sont dessinés et pensées et les moyens par lesquelles elles s'inscrivent sur le sol. Les colonies ne sont pas seulement des villes construites en hauteur mais pensées d'en haut. Elles ne peuvent émerger que par la combinaison d'outils d'aménagement et de procédures juridiques.

En Cisjordanie, les colonies surgissent par transplantation non pas seulement de systèmes urbains mais d'un système de droit qui doit les faire exister. En instaurant le régime d'occupation à l'ensemble de la Cisjordanie et de Gaza, l'Etat d'Israël devait éviter que les blocs d'implantations ne tombent sous le coup de l'exception et du droit militaire, juridiction d'ailleurs non reconnue<sup>85</sup>. Il fallait aussi qu'elles échappent aux instances urbaines et aux dispositifs de décision contraignants et généraux qui s'appliquent à la Cisjordanie. Il a donc fallu découper des zones de droit spécifiques. Les colonies, leurs zones adjacentes jouissent d'un statut juridique, particulier. La Knesset par la loi 5748 de 1988 a étendu le statut de zone militaire fermée aux colonies de Cisjordanie et Gaza, à l'exception de celles intra-urbaines de Jérusalem, et fixé des règlements spécifiques aux Israéliens habitant les territoires occupés. Les implantations dépendent directement du premier ministre pour les choix d'emplacement, pour leur aménagement via la tutelle du comité ministériel des implantations réunissant la WZO (l'Organisation mondiale du Sionisme) et les membres du Gouvernement. L'Assemblée Nationale fixe au cours du temps les modes de financement des équipements publics, les politiques d'habitat et d'éducation. Conformément à la loi au retour de 1950, les familles perçoivent des aides de l'Etat et des réductions d'impôts pour s'installer et acquérir un logement. Et les aides sont plus avantageuses en cas d'installation en

---

<sup>85</sup> Rappelons que le régime de l'annexion et l'occupation ne sont pas reconnus par les instances internationales.

Cisjordanie et Gaza, zones prioritaires de développement et les coûts d'acquisition nettement plus bas qu'en Israël.

Pour ce qui est de leur juridiction locale elles ont leurs propres instances locales : les conseils régionaux juifs et les conseils municipaux<sup>86</sup>. Elles disposent également d'une administration civile à part, d'un service de sécurité sociale distinct de celui des Israéliens et évidemment des arabes. Pour ce qui est de leur réalisation, on s'est beaucoup servi des ordonnances militaires relatives au foncier et tout le dispositif d'aménagement s'appuie sur le Ministère de l'Habitat et de l'Agence juive pour les implantations, cette dernière ayant le droit de procéder à des acquisitions auprès de l'administration des domaines. L'Agence et les Conseils locaux juifs dirigent les plans directeurs, décident des principes généraux, d'implantation, élaborent les plans de masse puis accordent les permis de construire aux coopératives, lotissements. L'Agence juive s'appuie sur des agences foncières pour la mise à jour du domaine foncier<sup>87</sup>.



Figure 46 : Plan de masse d'une colonie établi pour le Ministère Israélien de l'Habitat  
Source : Archives E. Weizman, repris dans *Territories*, 2002

<sup>86</sup> Les conseils régionaux sont prévus par les Ordonnances Militaires 783 de 1979, les conseils municipaux par l'Ordonnance militaire 892 de la même année.

<sup>87</sup> Les plus connues étant la Himanutah et la YOSH Investment and Development Company.

### 2.3.1.1 *Des villes de pierres, des lieux de vie*

Sur les 170 colonies d'habitat de Cisjordanie, il n'en est guère qui n'aient pas été construites en point haut du territoire, par souci de sécurité et de visibilité et peut-être au nom d'une efficacité et du confort. Les crêtes et les collines offrent des panoramas souvent exceptionnels sur la vallée du Jourdain, la plaine de Jéricho ou Jérusalem. Le point haut conjugué à la forme circulaire de la colonie rendent possibles deux types de regard : la surveillance ou l'observation et la contemplation. La disposition de la colonie peut prendre des allures panoptiques. A ceci près : la colonie ne doit pas seulement surveiller. Elle est un lieu de vie. Les colonies doivent être construites selon la rationalité, la fonctionnalité et le bien-être individuel. Et le souci majeur de la sécurité prime sur la qualité du bâti. Une grande importance est accordée aux aménagements et aux infrastructures : les voies d'accès sont très larges, asphaltées, paysagées et éclairées comme des boulevards urbains. Les miradors et les hautes barrières de sécurité munies de système de surveillance électronique ou humaine sont perçus comme des enceintes hostiles. A l'évidence les concepteurs et les aménageurs privilégient moins l'idéal individuel, urbain, moins l'utopie que la réalisation pragmatique.

Les colonies sont de style international, à l'image des villas européennes à tuile rouge. Les plans de masse sont conçus sur les mêmes bases, non pas seulement de standardisation mais de revendication, d'affirmation d'un style «autre». Et les effets de «front» urbain sont immédiatement lisibles de tous les points du territoire. Le style est aisément repérable. Qu'il s'agisse des maisons de villes, des pavillons voire des cottages de Netzarim à Gaza, on trouve les mêmes constructions en front serré qui accentuent le caractère d'isolement, la même pierre blanche, les mêmes plans d'infrastructures et de plantations, la même régularité des rythmes bâtis et effets de répétition.

La colonie est peu animée, elle est organisée autour de sa vie intérieure, de sa fonction résidentielle détachée du monde immédiat : présence de patios, de jardins et de piscines à Gaza, petits espaces publics. Les commerces sont peu importants sauf à Jérusalem et à Maale Adumim. Aux premières expérimentations sociales des premiers kibboutz et moshav ont succédé des ensembles prêts à implanter, une production de masse. Les morphologies ont donc accompagné l'évolution du programme sioniste. Les implantations furent d'abord agricoles et éparses puis religieuses jusqu'à leur



absorption dans les politiques nationales et jusqu'à devenir des villes entières comme Maale Adummim.



Figure 46 : Colonie située entre Ramallah et Naplouse  
Source : Images E. Weizman, repris dans *Territories*, 2002

Les instances de conception urbaine et les aménageurs n'ont pas à rendre compte des éléments identitaires et culturels du sol où s'inscrivent les colonies, mais au contraire à se tenir à distance. Les schémas d'implantation montrent à quel point le sens du paysage palestinien est inversé : même schéma de voiries terminant en cul de sac à défaut de trouver des connections avec l'environnement immédiat, même ignorance du tissu adjacent jamais représenté, même constructions en milieu clos. A l'image d'autres situations coloniales, les implantations israéliennes sont évidemment des villes fermées sur elles-mêmes et sur-protégées, sans altérité, sans articulation à un milieu d'accueil hormis la nécessité de traverser celui-ci au moyen de voiries et de règles de transport à part : *by pass* spéciaux, voies rapides, réseau de bus spéciaux, convois de colons escortés à Gaza, postes-frontières séparés à Gaza. Et la proximité de Jérusalem par exemple en raison de la facilité de desserte par voies spéciales est une des raisons du choix d'installation<sup>88</sup>.

<sup>88</sup> Pour aller de Piszgar Zeev au nord à Hébron le trajet est de moins d'une demi-heure par la voie expresse.

Ainsi décrite, peut-on dire que l'implantation réactualise la figure de la ville coloniale, celle évoquée par Frantz Fanon ?

«La ville du colon est une ville en dur toute de pierre et de fer. C'est une ville illuminée et asphaltée»<sup>89</sup>.

C'est le rapprochement avec l'apartheid urbain et social de l'Afrique du Sud qui a souvent été effectué au regard des dispositifs «carcéraux» et de discrimination subies par les Palestiniens. Pour s'en tenir au strict aspect de la mobilité, on constate que les routes des autochtones sont étroites, dangereuses, non viabilisées, non éclairées à Gaza, soumises à de très nombreux contrôles<sup>90</sup>. Les équipements publics de Maale Adumim ne sont pas accessibles aux riverains des villages qui doivent aussi avoir un permis pour se rendre à son centre commercial. Enclave ou hétérotopie, il ne serait pas paradoxal que nous voulions rapprocher la colonie du camp de réfugiés pour désigner les mêmes figures atypiques. La comparaison ne tient-elle pas, quand le degré de l'enclavement n'est pas strictement spatial, mais biopolitique ?



Figure 47 : Implantation récente de Har Homa en 2000 à l'entrée de Bethléem  
Au premier plan, la barrière de sécurité en chantier. A l'arrière plan, Bethléem.  
Image : G. Dupin (2003)

<sup>89</sup> F.Fanon, *Les damnés de la terre*, Maspero, 1961, *op. cit.*, p.69.

*2.3.1.2. Le grand enfermement : mettre en vis-à-vis camps et colonies*

Revenons au camp pour rappeler son statut d'extranéité. Le réfugié est privé de droits nationaux et civils, apatride sur son sol d'existence et de naissance. C'est un citoyen invisible dans l'espace de la souveraineté nationale israélienne dans cette période d'occupation, dont il ne dépend pas, pas plus que de la tutelle jordanienne puisqu'il dispose de l'assistance juridique de la communauté internationale. Ce qui lie le camp et la colonie est la même zone de vacance, territoriale où les règles de droit sont suspendues. Le colon honnit toute relation de citoyenneté, de droit de civilité avec les espaces palestiniens où il s'implante. Ni autochtone, ni émigré, ni exilé, puisqu'il bénéficie de la loi au retour en Israël, il occupe une terre administrée par un Etat nation mais extraterritorial. Camps et colonies dans les deux cas ne cassent-ils pas la fonction primaire de la souveraineté de l'Etat où ils sont installés ? Privés de dehors et dedans, le réfugié ou le colon ne sont-ils pas illégitimes au sein d'espaces eux-mêmes hétérotopiques ?

On peut à l'évidence rappeler les grands écarts entre le surpeuplement et la pauvreté, l'assujettissement à un statut précaire d'un côté, la sur-protection et l'isolement des colonies et leurs possibilités d'extension de l'autre. On y voit des principes d'organisation et des formes d'expression du contexte politique éminemment opposés ; la rectitude des colonies contre le désordre des camps, la familiarité des échanges et des relations avec les villes voisines dans le cas des camps, l'enfermement des premières. Mais qu'elles fonctionnent par inversion, les figures du camp et de la colonie ont des formes bien réelles : elles sont le même miroir ambigü de la situation territoriale, avec des effets d'isolement et de séparation. Ceux-ci ne sont pas forcément liés aux frontières physiques. Ne faut-il pas accepter de voir certaines des techniques administratives et juridiques de gouvernementalité des hommes, souvent invisibles, comme supérieures aux dispositifs de production de l'espace ?



Figure 48: L'extension de la colonie de Neve Yacov en vis-à-vis du camp de Shu'fat (Jérusalem)

Au premier plan, les débris d'une habitation démolie par l'administration

Image : G. Dupin (2003)

### 2.3.2 . Jérusalem-Est : enclave biopolitique

Le cas de Jérusalem nous semble ici significatif des formes ambiguës des gouvernements de la ville dans un contexte politique donné. Le découpage géographique et administratif de Jérusalem-Est est des plus complexes. La loi du 27 juin 1967 prise dans la foulée de la guerre des Six Jours a en effet étendu la souveraineté de la Municipalité et donc de l'Etat hébreu sur la partie orientale de la ville, séparant au passage les Palestiniens de Jérusalem et ceux des Territoires. Puis la réunification des deux parties de la ville a été prononcée le 30 juin 1980. Il ne faut pas voir dans la réunification une stratégie d'intégration des habitants arabes. Tout juste une question se posait à la Municipalité et à l'Etat d'Israël dans le cadre la réunification de Jérusalem de 1967 : que faire des 70.000 Palestiniens autochtones ancrés dans la partie orientale, de facto pris dans le filet de l'unification ? Aux habitants non désirés mais bien réels de Jérusalem qui attestaient de la légitimité et de la permanence de la communauté palestinienne on allait octroyer le statut d'hôte : finalement le statut d'un étranger autorisé à résider sur son propre sol de naissance par son nouveau pays d'accueil.

On inaugurerait ainsi une nouvelle catégorie politique et urbaine à l'intérieur de la capitale et à l'intérieur du dispositif général d'occupation des territoires : le Palestinien de Jérusalem détenteur d'une carte d'immatriculation bleue qui justifie de son droit permanent de résider à Jérusalem, mais non en Israël. Le résident palestinien dépend de la juridiction municipale qui lui ouvre en principe des droits civiques, comme le droit de vote aux élections municipales, l'accès aux services de santé, sociaux et scolaires mais pas de droits nationaux. D'ailleurs, les premières cartes d'identité stipulaient que le résident n'avait pas le droit de se rendre en Israël et de demander à recevoir la nationalité israélienne<sup>91</sup>. Les passeports jordaniens de substitution délivrés jusqu'en 1980 ont été conservés mais les citoyens restent sans nationalité sauf lorsqu'ils bénéficient d'une nationalité étrangère acquise dans l'exil mais aussi souvent sans citoyenneté. Car l'octroi d'un permis de résidence aux habitants de la partie arabe, et surtout son renouvellement ne sont pas automatiques. Le droit de résider relève non pas du droit du sol mais du droit du sang auquel s'ajoutent d'autres considérations disciplinaires. Seuls les enfants dont le père (et non la mère) est né à Jérusalem peuvent être immatriculés comme résident permanent excluant donc ceux dont les parents sont natifs des villages voisins situés à l'extérieur du périmètre municipal<sup>92</sup>. On doit aussi répondre d'un critère fortement contraignant : celui de ne pas avoir passé les frontières municipales y compris pour s'installer dans le voisinage<sup>93</sup>. Le paramètre politique joue évidemment : l'habitant ne doit pas être connu des services de sécurité ou de police. Cette technique de gouvernementalité visant à restreindre le nombre de citoyens arabes de Jérusalem, car, de fait le renouvellement des cartes d'identité est devenu difficile<sup>94</sup>,

---

<sup>91</sup> En 1998, le gouvernement Natanyahou autorisait les palestiniens qui le désiraient à demander un passeports israélien. Un quota d'une centaine de passeports a été accordé. Notons que les palestiniens résidant dans la partie orientale de Jérusalem ne votent pas aux élections parlementaires puisqu'ils n'ont pas de droits nationaux.

<sup>92</sup> Si la mère seulement d'un demandeur est native de Jérusalem, donc détentrice d'un permis de résidence, l'immatriculation à Jérusalem ne sera pas octroyée au demandeur ou sera très difficile et lente. En 1995, 200 familles de Jérusalem-Est n'étaient pas immatriculées au Ministère de l'Intérieur, selon A. Cheshin, *in Municipal Policiés in Jerusalem*, Jerusalem, PASSIA, 1998, *op.cit.*, p.36.

<sup>93</sup> La durée de l'installation hors du territoire municipal était tolérée pour sept années jusqu'en 1998, ramenée à trois années en 1998. Mais aujourd'hui aucune absence n'est autorisée sous peine de voir son permis de résidence révoqué ou même son habitation confisquée.

<sup>94</sup> La difficulté d'obtenir un permis de résidence se pose aussi aux étrangers et aux Organisations Internationales (y compris les Nations-Unies) installés à Jérusalem-Est.

puis impossible à partir de la deuxième *Intifada*, a des effets biopolitiques et urbains bien au-delà des symptômes morphologiques. A défaut de correspondre à ce système centré, les résidents sont dépourvus ou dépouillés de leurs droits vitaux. Car sans immatriculation et autre statut, il reste *la vie nue* : des citoyens palestiniens sans droits et sans devoirs.

L'arbitraire de l'annexion où l'impératif foncier prime sur les considérations sociales, a des effets de fragmentation ou d'isolement. Le camp de Shu'fat d'environ 10.000 habitants à quelques poignées de km de la vieille ville, en vis-à-vis de la colonie de Shuf'at Ekeks est une figure extrême. Ses occupants sont des réfugiés qui ont été expulsés par deux fois en 1948 puis en 1967 de la vieille ville où ils sont nés, puis sont tombés dans le filet de l'unification. Mais en tant que réfugiés, ils ne peuvent prétendre avoir une carte d'identité de Jérusalem. Le camp est devenu une enclave permanente et vivante au cœur de Jérusalem, où ses citoyens ne dépendent plus de quiconque. Les résidents sont contents d'évoquer les petites et grandes tactiques de contournement, notamment pour l'accès à l'eau qu'ils prennent depuis les premiers jours de l'annexion sur le réseau israélien sans que ni l'administration civile, ni la Municipalité ne s'en soient aperçues durant une décennie.

La Municipalité a aussi par deux fois (en 1982 et 1993) étendu les limites municipales de Jérusalem à plusieurs villages épars situés en bordure de la Cisjordanie<sup>95</sup>. L'incorporation des villages dans le Grand Jérusalem permet leur contrôle foncier et celui de leurs habitants. Inclus dans les limites de Jérusalem, les habitants devraient dépendre de la juridiction municipale mais le statut de résident ne leur a pas été octroyé. Ils ont gardé jusqu'à ce jour le statut d'habitant des Territoires et ne dépendent pas de la Municipalité de Jérusalem. Ces villages sont devenus des enclaves urbaines délaissées des politiques et des services urbains coupées de leur milieu naturel (la Cisjordanie).

---

<sup>95</sup> Il s'agit en 1982 de Beit Hanina au nord, de Beit Jala au sud puis d'une partie des villages de Ram et Anata en 1992.

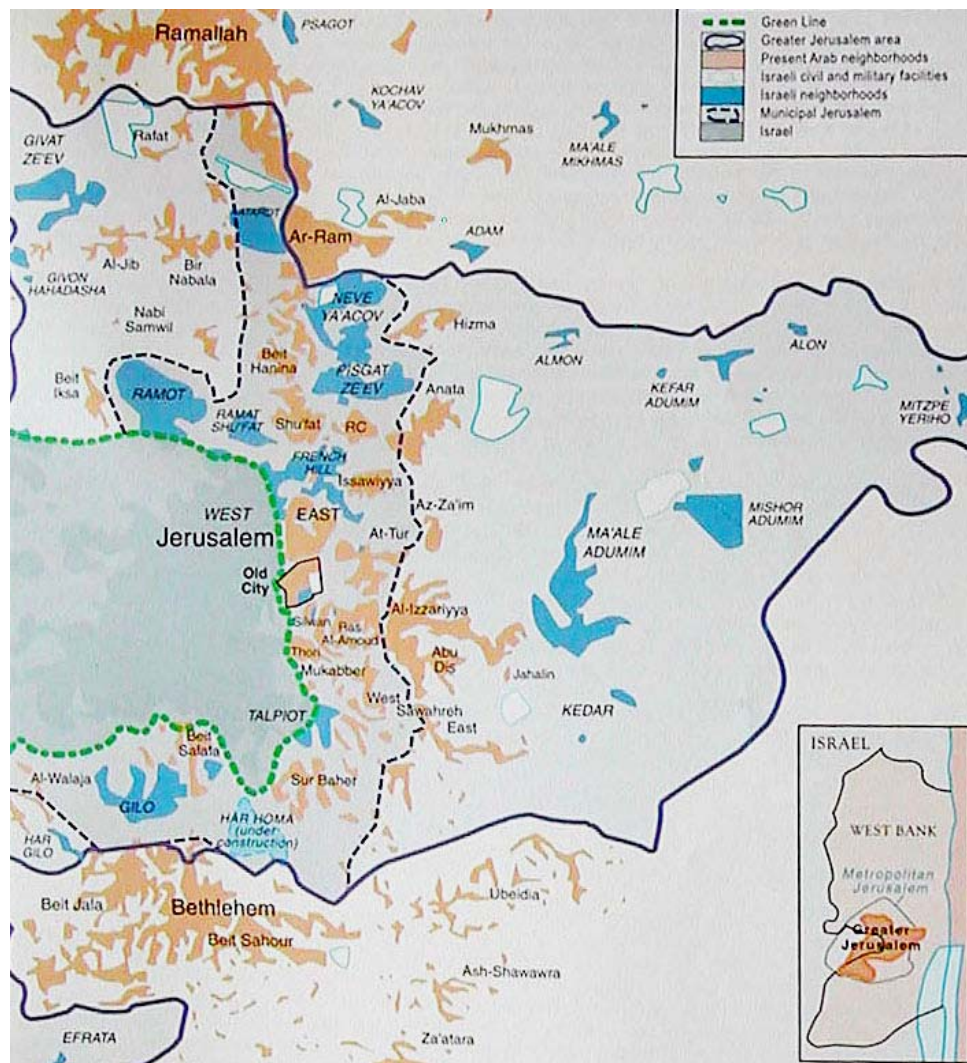


Figure 49: Les différentes limites de Jérusalem

Source : *The Palestine Question in Maps*, 2002

### 2.3.2.1 Les frontières intérieures et invisibles

A Jérusalem, la Municipalité reconnaît que les citoyens de la partie arabe et ceux de la partie occidentale ne sont pas égaux devant la juridiction municipale, les politiques urbaines et le droit à la ville<sup>96</sup>. Tous les gouvernements et les municipalités successives ont joué à mettre en place tantôt une stratégie de négligence ou d'oubli ordinaire des populations autochtones et de leur lieux de vie, tantôt leur surveillance ténue. L'ignorance, l'évitement et l'inertie administrative ou un faisceau de procédures

<sup>96</sup> Cf par exemple, les déclarations et essais successifs des Maires comme Kollek ou Olmert, et d'un Conseiller Municipal comme Benvenesti.

bureaucratiques et de contrôle immobilisent au cours des années la vie des résidents de l'est de la ville. Des pans entiers du domaine civil, qui ne sont pas menaçants pour l'identité d'Israël échappent aux instances municipales (écoles, santé social, culture, infrastructures). Les quartiers ne sont pas indiqués sur les cartes ou signalés par panneaux et nombreux sont les témoignages des fonctionnaires de la Municipalité qui ne savent pas situer ou nommer un quartier palestinien<sup>97</sup>. Ainsi, le budget municipal alloué à la partie palestinienne représente, quelque soit les années et les gouvernements environ 10% de celui de la ville, même si les habitants palestiniens paient les mêmes taxes que les citoyens d'Israël. Les écoles et les services publics sont inexistantes, notamment l'assainissement et la collecte des ordures. En 1996, plus de 50% des élèves sont scolarisés dans les écoles privées arabes chrétiennes et musulmanes non contrôlés par l'Etat<sup>98</sup>.

A l'inverse, la complexité ou la lenteur extrême des démarches pour voyager et surtout changer de résidence mais surtout construire ou s'installer évoque un pouvoir disciplinaire, mais plus ou moins silencieux. Des exemples. Au fil des années, il est devenu impossible pour un jeune palestinien de Jérusalem de se marier en raison des multiples contraintes : la crainte de perdre sa carte d'identité en cas de mariage avec une palestinienne qui ne serait pas domiciliée à Jérusalem car le déménagement en dehors de Jérusalem entraîne la perte du statut de résident de Jérusalem ; mais aussi la difficulté de s'installer étant donné l'exiguïté spatiale, les restrictions pour construire et plus simplement la raréfaction des jeunes filles détentrices d'une carte d'identité de Jérusalem. De la même façon le circuit d'instruction des affaires civiles : documents de voyages, laisser passer, par le Ministère de l'Intérieur, qui compte cinq employés pour répondre aux demandes administratives de 160.000 arabes en 1986 (200.000 en 1992), conduit à la démission des demandeurs ou à la sollicitation de circuits parallèles plus ou moins efficaces. Pour faire une demande d'autorisation de voyager, deux solutions. On peut soit acheter son laissez-passer pour traverser ou sortir d'Israël auprès de

---

<sup>97</sup> Selon Margalit qui est Conseiller Municipal de gauche à Jérusalem, les Maire Kollek ou Olmert ne connaissent pas les quartiers palestiniens, in M. Margalit, «A Chronicle of Municipal Discrimination in Jerusalem», *Palestine-Israel Journal*, vol VIII, n°1, 2001, pp.32-40.

<sup>98</sup> In *Ibid*.



fonctionnaires corrompus<sup>99</sup>. On peut aussi acheter une place dans la file d'attente pour les demandes d'autorisations à un réseau de «rabatteurs» de place.

Les actes de la vie quotidienne économique sont devenus une somme de pratiques d'intériorisation ou de refus d'un dispositif biopolitique dont nul ne connaît la portée. Ressentie comme l'abandon d'une partie entière de la ville, l'exercice d'une domination politique amène à son tour des écarts, des transgressions de la règle, des résistances : constructions illégales, circulation sans autorisation, et sans carte d'identité, utilisation clandestine des infrastructures (eau, électricité) qui sont autant d'actes de survie individuelle qu'insurrectionnels.

### 2.3.2.2 Une technique de gouvernement urbain ordinaire et sans urbanistes

Le délaissement calculé des populations ou leur contrôle plus ou moins lisibles, sont devenus des techniques de gouvernementalité ordinaires, sinon un mode de gouvernement des villes. Que dire de ce dernier ? C'est sans doute dans les domaines urbain et foncier que la politique est la plus inégalitaire et la plus coercitive : expropriations et contrôle excessifs du foncier, absence de politiques d'habitat<sup>100</sup> et surtout restrictions réglementaires concernant l'urbanisation selon le principe dit de rééquilibrage démographique déjà signalé : au final un permis est accordé en moyenne en secteur arabe, qu'elles que soient les années en raison de l'application de la politique du «*containments*»<sup>101</sup>. Sur les vingt dernières années 40% de la surface urbanisable de Jérusalem-Est serait affectée aux espaces ouverts et donc inconstructible, notamment à Sheikh Jarrah et Ras el Hammud, secteurs très accessibles à haute valeur foncière. Les portes de la ville (Bab el Zahra, Silwan, El Eizariah, A'Tur) offrant peu de disponibilités

---

<sup>99</sup> au prix de 200 à 400 dollars.

<sup>100</sup> Entre 1967 et 96, 10.000 logements supplémentaires étaient construits à l'est contre 70.000 à l'ouest alors que la population palestinienne a triplé, augmentant de 69.000 en 1967 à 171.000 en 1996. La population juive elle a doublé de 197.000 à 409.000 habitants.

<sup>101</sup> 58 permis seulement auraient été accordés entre 1968 et 74 d'après B'Tselem, «Une politique de discrimination», rapport résumé dans *Revue d'Etudes Palestiniennes*, N°5 automne 1995, pp.6-14. La surface consacrée aux espaces verts de 12 m<sup>2</sup>/h à l'ouest contre 1,9 à l'est. Les prescriptions urbaines limitent les hauteurs à cinq étages dans les quartiers nord et trois étages dans les pourtours de la vieille ville, d'où des densités et les occupations contrastées : les densités sont de 2,2 logements par dunum à l'ouest contre 6,1 à l'est. D'après Sarah Kaminker qui fut urbaniste à la Municipalité de Jérusalem, dans «For Arab only: Building Restrictions in East Jerusalem» in *Journal of Palestinian Studies*, volume XXVI, n°4, 1997, pp. 45-63.

foncières, les quartiers se développent surtout vers le nord sur la route de Ramallah de Shu'fat à Beit Hanina jusqu'à Ram, ce nouveau carrefour intermédiaire.

Quelques exemples sur les rouages administratifs, qui intéressent l'urbaniste. Les services techniques ne comportent pas d'urbanistes ou d'ingénieurs arabes ayant des responsabilités. Il faut dire que les quartiers arabes n'ont plus de représentants de quartier depuis 1967 depuis que le Maire Kollek avait limogé en juin 1967 le Maire de la partie jordanienne Rawhi al-Khatib et les conseillers municipaux arabes. Ils ne bénéficient donc plus d'aucune médiation technique et politique. Au fil du temps les délégués de l'O.L.P pour Jérusalem ont refusé toute représentation politique et technique arabe à la Municipalité. Pour les responsables palestiniens, il ne pouvait être question que des élus, des techniciens «sans voix» à l'image des quelques Palestiniens travaillant à la Mairie soient les instruments de la souveraineté imperturbable d'Israël. Les comités de secteur prévus par la loi où devraient siéger des élus locaux n'existent pas. Aucun plan de secteur, alors que ceux-ci conditionnent l'octroi des permis de construire ne peut donc être élaboré, faute d'initiative locale ou de légitimité des quartiers arabes et cette vacance justifie à son tour l'absence de techniciens, urbanistes, ingénieurs, architectes, programmeurs. Et les plans de secteurs dans les villes ou villages péri-urbains (Beit Hanina, Shu'fat, Isawiyah, Abu Tor) démarrés avec les riverains n'ont pas abouti à l'exception de ceux de Beit Safafa et Silwan.

A celui qui veut élaborer un plan de lotissement et un permis de construire à Jérusalem-Est, le service de l'urbanisme répondra par le vide, le désintéressement, la lenteur se soldant le plus souvent par une réponse négative. Plus rarement la construction de villas peut être tolérée sur la base des arrangements oraux, des accord amiables avec des élus selon les affinités politiques, amicales. A Beit Hanina, tout juste à la sortie de Jérusalem un plan de secteur a été proposé en 1982 mais, conduisant à la reparcellisation des propriétés, à la réquisition des terrains à des fins d'alignement et d'équipements, il a été refusé par des riverains. Mais la municipalité n'a pas empêché à ces derniers de lotir, construire et tolère le fait accompli. Il faut dire que dans ce quartier chrétien bourgeois peuplé de cadres, les notabilités sont fortes, les réseaux professionnels aussi et d'anciens fonctionnaires municipaux ont gardé des liens avec l'administration de Kollek ou de Olmert (maires successifs de 1967 à 1998). Ainsi, en 1967 Mohammed Nusseibeh, frère du ministre jordanien de l'éducation, avait réalisé la

première opération de plus de 250 logements collectifs, aujourd'hui connue sous le nom «du quartier Nusseibeh». En face de Beit Hanina le «nouveau» Shu'fat est soumis aux mêmes procédures. Mais toute construction est à ce jour refusé au motif de l'absence de plans approuvés et de la sauvegarde paysagère ou des espaces ouverts. Le gel foncier entraîne de nombreuses démolitions de villas. A peu près partout à Jérusalem-Est le cycle des constructions illégales intervient en réponse au vacuum technique et politique, ou à la machine juridique légale<sup>102</sup> engendrant à son tour démolitions, expulsions. Il faut dire que parmi les multiples contraintes, le montant des taxes dissuadent les demandeurs de demander un permis formel. La plupart des citoyens préfèrent construire sans permis, risquer la démolition plutôt que de payer les taxes à un Etat ou une municipalité «occupante»<sup>103</sup>. La transgression et la résistance deviennent alors l'envers de la limitation.

L'analyse des effets de la colonisation ou du colonialisme urbain montrerait ainsi que ceux-ci ne peuvent être vu seulement sous l'angle des morphologies créées ou encore des mécanismes interactionnels ou «séparatistes» entre allogènes et indigènes. Davantage que les effets les plus lisibles, on peut aussi accepter de voir les techniques de gouvernement «global» de l'espace sous leur angle biopolitique quand elles créent des droits différenciés entre les Palestiniens, font jaillir de nouvelles enclaves. On voit ainsi apparaître au terme de cette géographie du pouvoir, la réglementation totale de la vie des populations comme fonction intégrante du gouvernement de l'espace. Celui-ci, à Jérusalem ou en Cisjordanie, évoque davantage nous semble-t-il, le biopouvoir que le colonialisme, d'autant qu'il s'appuie sur un état d'exception, cet élément central au sein d'une nouvelle forme de souveraineté sur le territoire d'autrui.

A partir d'un constat d'une inégalité croissante entre les citoyens de Jérusalem-Est et Ouest, entre arabes et juifs, des faits de discours et des pratiques politiques ont émergé dans les années soixante dix. Les acteurs politiques et les instances palestiniennes ont fait de l'annexion ou de l'occupation, de ses modes d'inscription et

---

<sup>102</sup> La municipalité et ses techniciens insistent à chaque fois sur la légalité des opérations entreprises à Jérusalem : schéma directeur, proposition de consultation formelle des habitants via un urbaniste privé, prestataire de la Mairie et que les premiers refusent.

de la discrimination spatiale et sociale qui s'en suivent, portés «au racisme d'Etat», la trame de leur discours. Celui-ci articule nationalisme et résistance, mais dans des positions, des efficacités qui diffèrent. On voudrait en venir alors au fait urbain comme fait politique. Si l'indépendance de la Palestine arabe qui doit se libérer du joug militaire devient l'enjeu de la lutte nationale, quelle est la part de la ville, de l'urbain, comme objet du discours patriotique ou d'un projet politique ? Ce ne sont pas les faits de résistance ni les actes de discours qui nous intéressent mais les voies par lesquels ceux-ci rejaillissent sur des milieux liés à la ville ou sur le champ urbain.



Figure 50 : La nouvelle barrière de sécurité à Jérusalem-Est  
Image : G. Dupin (2003)

<sup>103</sup> Les taxes sont d'environ 20.000 dollars par permis. Selon B'Tselem in *Land Grab*, 250 constructions illégales en moyenne auraient été démolies chaque année à Jérusalem entre 1987 et 1993.

## CHAPITRE 3

### D'UN NATIONALISME A L'AUTRE, DEUX MILIEUX PROFESSIONNELS

Nous ne parlons plus ici des grands fonctions de l'espace mais des pratiques et des milieux professionnels. On ne va questionner ici l'urbanisme et l'architecture que comme mouvement culturel, comme lieu de résonance à deux formes de nationalisme et de patriotisme qui s'exercent sur le même espace exigu de la Cisjordanie et de Gaza. En d'autres termes, quelles sont les stratégies des urbanistes dans le long cycle de l'après-guerre : ceux qui pourvoient à l'entreprise d'occupation et ceux qui résistent à cette dernière ? Ce qu'il nous faut voir, au delà du nationalisme palestinien qui prit en 1987 la voie du soulèvement, c'est le rôle joué par le milieu professionnel, universitaire des architectes, comme mouvement organisé ou comme somme d'acteurs individuels, non pas dans la révolte de *l'Intifada*, mais dans des domaines d'actions tenant à la ville, là où on pourrait tenter d'articuler pensée technique et projet politique. Si la résistance est ce mouvement d'espérance d'un peuple, celle de la libération nationale, qu'elle prenne la forme d'une utopie ou d'une idéologie encadrée par des dirigeants, il faut voir comment et où le populaire, le technocratique et le politique se rejoignent, là où on devrait retrouver les architectes ou les ingénieurs.

#### 3.1 LE NATIONALISME PALESTINIEN, SES TECHNICIENS

Le soulèvement de *l'Intifada* à partir des années 1985 incarne dans sa forme la plus capillaire et inédite le nationalisme palestinien. Celui-ci a offert des interprétations contraires : mouvement spontané ou projet politique organisé, révolution anti-coloniale ou mouvement conjoncturel lié à la frustration, expression stricte de l'identité culturelle palestinienne ou non. La sociologie du nationalisme dans la période de l'occupation

n'est pas ici à faire. Parmi d'autres, Picaudou, Khalidi, Sayigh<sup>1</sup> ont rappelé la généalogie du mouvement national à partir de ses appareils, de ses partis et de la structure de l'OLP. D'autres encore<sup>2</sup> ont analysé la genèse du soulèvement des années 80. Le politologue Jean-François Legrain a consigné, lui plus de 2000 appels au soulèvement émis par le commandement national unifié (CNU) réunissant les organisations de gauche, membres de l'Organisation de Libération de la Palestine : le Fatah, le Front Populaire de la Palestine (FPLP), plus à gauche, le Front démocratique de Libération de la Palestine (FDLP) ou le Parti Communiste ainsi que le Hamas, dans les seules deux premières années de 1987 et 1988<sup>3</sup>. Dans l'archéologie du nationalisme qu'il tire de ces archives, il a relevé les rythmes du conflit, les différentes expressions du discours patriotique, selon qu'ils proviennent de l'intérieur et de l'extérieur, des islamistes, des mouvements armés ou non-violents et qui caractérisent bien la deuxième phase de l'occupation plus insurrectionnelle que la première. A partir de ce corpus d'archives, on voit à quel point le front du soulèvement palestinien a pris pied dans des déclarations à destination de différents milieux, selon quelles techniques et quelle place des corporations.

### 3.1.1 «Notre chère *Intifada*». Un mouvement capillaire et populaire

La résistance a eu des scansion, de l'appel à la grève des populations travaillant en lien avec Israël, l'appel à la démission des conseils municipaux et des employés de l'administration civile qui sont Palestiniens, au boycott d'impôts et taxes, à la cessation de tout travail en Israël<sup>4</sup>. Enfin l'appel à la désobéissance civile et la rupture du couvre-feu seront généralisés en 1988, quand le conflit se radicalise avec des heurts de plus en plus fréquents avec l'armée ou les colons. Dans l'espace de quelques semaines d'appels

---

<sup>1</sup> Yazid Sayigh, *Armed struggle and the search for a State. The Palestinian national movement, 1949-1993*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

<sup>2</sup> Citons par exemple les contributions individuelles de Heacok, Abu-Lughod dans *Intifada : Palestine at the Crossroads*, J. Nassar, R. Heacock. R (eds.), New York, Praeger, 1990, respectivement I. Abu-Lughod, «On Achieving Independance», pp.1-14 ; R. Heacok, J. Nassar, «The Revolutionary Transformation of the Palestinians Under Occupation», pp.191-206.

<sup>3</sup> J.F. Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien : 1987-1988. Edition critique des communiqués du Commandement unifié du soulèvement et du Mouvement de la résistance islamique*, Dossiers du CEDEJ, Paris, le Point du Jour, 1991.

<sup>4</sup> 120 ;000 personnes travaillent en Israël en 1988.

au soulèvement par le commandement unifié, des comités populaires constitués de militants puis des habitants se sont constitués pour libérer leurs villages «*du pouvoir raciste et sioniste*». A l'échelle de tout le territoire de Gaza à Jérusalem et dans tous les domaines de projets, les comités populaires généralisés obéissant aux directives du CNU, sont chargés d'organiser la résistance au quotidien. Bon nombre de responsables sont arrêtés, bannis, les comités populaires déclarés hors la loi, en août 1988.

C'est ici que l'on trouve les catégories sectorielles autour de tâches qualifiées : les médecins qui constituent les comités de santé se substituent aux hôpitaux pour les secours, l'éducation sanitaire. Les enseignants et leurs comités réouvrent les écoles, dictent une politique d'éducation généralisée, assurent le déroulement des examens. Les comités agricoles sont chargés de la production, de la mise en culture, de formations. Les juristes sont invités également à se constituer en comités pour la défense des prisonniers et des droits civiques<sup>5</sup>. Toute une série d'organisations populaires ont pris pied à l'échelle de la proximité, des activités domestiques et de l'intérêt collectif, de la santé à l'agriculture, l'éducation ou les travaux publics se diffusant se disséminant rapidement, traversant toutes les strates sociales et économiques.

«La forme que prend le soulèvement est tout le contraire de l'hégémonie israélienne » note le politologue Sami Farsoun<sup>6</sup>.

Car la petite bourgeoisie des commerçants se révolte, harcelée par le paiement des impôts, les journaliers cessent le travail, les comités de femmes s'organisent pour l'éducation dans les camps. Le rôle des maires locaux modestes ou radicaux et des notables encore élus a été évoqué dans les analyses, tout comme celles des réseaux associatifs, caritatifs, de la presse et surtout de la nouvelle classe moyenne scolarisée dans les universités de Beyrouth et de Jordanie ou du Koweït<sup>7</sup>. C'est durant les années d'occupation et de soulèvement que des efforts pour l'éducation sont entrepris,

---

<sup>5</sup> On trouve aussi bien des comités de rationalisation de la consommation et des dépenses que des comités de comptables pour l'organisation du boycott des impôts et taxes, des comités de sécurité et d'information, des comités de stockage en prévention aux couvre-feux prolongés, etc.

<sup>6</sup> S. Farsoun, J. Landis, «The sociology of an Uprising», in *Intifada : Palestine at the Crossroads*, J. Nassar, R. Heacock (eds.), pp.26-33, *op.cit.*, p.17.

<sup>7</sup> Par N. Picaudou, dans *Les Palestiniens dans le siècle* ou dans *Le mouvement national palestinien*. ou encore Emile Nakhleh, *The West Bank and Gaza, toward the making of a Palestinian State*, New York, American Enterprise

d'abord par l'UNWRA qui a la charge dans les années 80 de plus de 400.000 réfugiés à Gaza, 900.000 en Cisjordanie. Le droit au retour n'est plus une perspective proche et l'UNWRA accroît ses dispositifs de formation encourageant la mobilité pour l'accès à l'enseignement en collège ou l'ascension sociale. On sait que l'élite scolarisée a fourni le front du Fatah, dont le futur président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat qui était au Caire, président des Unions des étudiants palestiniens. Certains des maires ont rejoint le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Habache ou le front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de Nayef Hawatmeh d'orientation communiste. Et on a dit que certains furent expulsés ou bannis.

Quelque soit l'influence de la diaspora, l'aide des familles, des donateurs, le rôle central et politique du système éducatif dans l'éveil national est longuement souligné. C'est durant l'occupation que naissent les quatre universités palestiniennes. Celle, chrétienne de Bethléem soutenue par le Vatican, celle de Bir-Zeit, appendice chrétien ou occidental partant du collège de Bir Zeit situé à 15 km de Ramallah, sont créées en 1976, suivies par la plus populaire université de Al-Najah en 1977 et par l'Université Islamique de Gaza en 1978. Toutes sont privées, toutes comprennent des départements d'architecture dépendant des sciences de l'ingénieur<sup>8</sup>. Admises et mêmes gérées par le gouvernement militaire d'occupation, elles seront totalement ou partiellement fermées à partir des années 1983, en raison de leur activité politique. Car l'université est le lieu naturel de formation de l'identité collective.

#### 3.1.1.1 *Les techniciens de la révolution*

Ibrahim Dakkak, architecte, qui fut, en ce temps, directeur du Syndicat des ingénieurs et donc des architectes, faisait remarquer<sup>9</sup> qu'aucun mouvement de masse,

Institute for Public Policy Research, 1987. Voir aussi Mark Heller, «The West Bank since 1967» in *The Palestinian Society*, J. Migdal, (ed).

<sup>8</sup> Selon D. Oliva et M. Rod qui ont collecté les annuaires des universités, Al-Najah compte environ 200 élèves ingénieurs dans les années 1983/84, Bir Zeit et Gaza en comptent une centaine, in *Les rôles des universités palestiniennes en territoires occupés, Cisjordanie et Gaza*. Genève, Institut universitaire d'études du développement, 1986.

<sup>9</sup> Dans «Back to square One. A study in the Re-emergence of the Palestinian Identity in the West Bank, 1967-1968», in Alexander Scholch, (ed.), *Palestinians over the Green Line*, London, Ithaca Press, 1983, pp.70-71. Nous nous reportons aussi à notre conversation avec Dakkak à Jerusalem en 2002.



professionnel, n'existait avant l'*Intifada*, confirmant le principe de l'immobilisme idéologique, intellectuel ou culturel. La période de résistance et de soulèvement, ce «pouvoir national du peuple» que d'autres ont décrit sans stratégie, peut donc suggérer que des ambitions sociales, urbaines, que des explosions de génie ont pu effectuer ce passage du mouvement identitaire ou de défense à un projet politique, ayant des dimensions sociales et urbaines.

Au stade de l'examen du contenu général du mouvement national, dont les appels du commandement rendent compte, le but est le bien du peuple, l'appel à l'auto-détermination,

«Pour édifier les bases d'un nouveau mode d'existence qui repose sur la solidarité et l'autarcie <sup>10</sup>».

Mais rien n'est dit sur les formes sociales d'un tel projet, la mise en valeur du territoire, ni sur le sort urbain des réfugiés. A ce stade, le projet prend pied dans une conception défensive et réactive, face à l'occupant. L'économie est pauvre, les capitaux inexistant. Une fois passée les appels pour la protection et la solidarité avec les familles des martyrs, les chômeurs, les femmes de prisonniers, le discours sur le démantèlement des colonies et le combat contre l'annexion, Abu Amar, pour le Fatah tout comme le FLDP, plus radical, s'en tiennent essentiellement à la promotion de l'éducation populaire, la culture des terres. Peu est dit sur le statut désavantageux de Jérusalem, sauf à s'opposer aux fouilles dans la zone du Haram Al-Sharif et à l'emménagement des colons dans la vieille ville.

A la deuxième étape de la formation et de la démultiplication des mouvements populaires à l'échelle des quartiers et des villages, ceux-ci prennent en charge l'habitat détruit et les travaux de réparation d'infrastructures, le repavage des rues. C'est en tant que volontaires que les ingénieurs architectes répondent aux appels du CNU et des comités «qui comptent autant de commerçants que d'ouvriers». Au titre du devoir national collectif et individuel, ils reconstruisent les maisons détruites par l'armée, participent à la solidarité de proximité et aux comités d'entraide, rejoignent les camps de volontaires mis en place par les municipalités pour les travaux publics. A Jérusalem,

---

<sup>10</sup> Cf. Appel n°3 et suivants du Commandement Unifié, J.F. Legrain, *op.cit.*

ils participent aux comités de défense de la terre contre les colons de la vieille ville, créent des services d'approvisionnement en eau<sup>11</sup>. C'est en tant que corporation que les ingénieurs et architectes mettent en place une campagne de savoirs populaires : élaboration de guides sur les maisons à reconstruire et les ouvrages de voirie, brochures sur l'électrification. L'idée portée ici par le Syndicat est de démocratiser les cultures scientifiques, construire l'autosubsistance du territoire. La viabilisation de celui-ci passe par l'initiative individuelle et l'effort des citoyens mis au service de la nation.

On pourrait penser retrouver ici une promesse d'utopie saint-simonienne, une alliance entre les savants et les industriels, ou le rêve «d'une démocratie scientifique»<sup>12</sup>. Mais toute théorie révolutionnaire ou toute utopie qui tiendrait à la pensée de la cité est loin d'être mûre. D'abord sur le plan politique et culturel, la position des ingénieurs et des architectes est très souvent une combinaison entre marxisme et patriotisme (*watani*), vouée au pragmatisme et non à l'utopie. Un certain pouvoir et un savoir technique qui sont les traits du milieu ne sont pas voués à être transférés dans des concepts ni même un programme politique. Durant ces deux décennies, le syndicat mène des actions pratiques. La participation politique apparaît clairement dans des projets concrets.

### 3.1.1.2 L'entrepreneuriat des ingénieurs et les réformistes au service de la cause palestinienne

L'un des aspects les plus intéressants de la période de résistance organisée autour de la nébuleuse politique et associative de l'O.L.P demeure la création d'outils de financement et de construction de l'habitat populaire : les coopératives de logements où on est tenté d'entrevoir une circulation d'idées, une alliance du savoir technique, de l'industrie de la finance au service de la société. Il y a d'abord la création *du Palestinian Housing Council*, (P.H.C) organisation non gouvernementale créée en 1991. Le P.H.C a une mission d'intérêt général : pallier l'absence d'institutions et d'outils de financement de l'habitat, secteur que l'occupant délaisse. Le P.H.C est l'opérateur principal de l'activité immobilière et joue également un rôle de contrôleur du marché foncier, en fixant un cadre de référence pour le montant des transactions de terrains. On l'a dit, la

---

<sup>11</sup> Entretien avec Omar Youssef, architecte qui fut membre du Comité de défense de Silwan en 1987.

<sup>12</sup> Selon les termes que Ricoeur attribue au mouvement des Saint simoniens et des fouriéristes dans *L'idéologie et l'utopie, op. cit.*, p.384.

production de logements ne s'est pas arrêtée en ville durant l'occupation. Elle a progressé dans les années 80 : 6700 logements nouveaux auraient été construits en 1987<sup>13</sup> mais 70% seraient sans permis. Le P.H.C est reconnu comme un outil politique et social de l'OLP, un para-ministère. Il entreprendra en 1992 des négociations avec l'Union Européenne. 36 millions de dollars seront attribués pour le financement et la réalisation de 1200 unités en Cisjordanie et à Gaza . Le P.H.C bénéficie également de l'appui financier de la Ligue Arabe et du Comité jordanien palestinien, créé en 1979, formé de notables et du gouvernement jordanien<sup>14</sup> «pour la consolidation de l'identité arabe». <sup>15</sup> L'activité du HPC consiste à octroyer des prêts aux coopératives elles-mêmes formées sur la base de fonds mutualistes issus de secteurs professionnels des enseignants et des ingénieurs.

Les premières coopératives étaient apparues durant le mandat, sur la base de l'adhésion collective et individuelle. Les coopératives des postiers ont accompagné l'essor immobilier des années 60, lié aux investissements ou au premier retour des Palestiniens émigrés au Golfe soutenus alors par les puissances banques arabes : Bank of Palestine, Cairo Amman Bank, Arab Bank, Arab Land Bank, Bank of Jordan, Palestine Investissement Bank. Mais durant l'occupation, elles se sont développées comme outils d'entrepreneuriat collectif ou communautaire et offrent des alternatives en matière d'habitat, appuyant des projets individuels d'acquisition et de construction de logements pour les classes moyennes<sup>16</sup>. Les coopératives soutiennent également une économie de résistance : artisanat, agriculture, relais financiers à Jérusalem où les potentiels constructeurs refusent de traiter avec les sociétés de crédits israéliennes pratiquant l'hypothèque<sup>17</sup>. 180 coopératives existent en 1990 et peuvent être ces groupes professionnels de pression achetant du foncier, se dotant de statuts pour réunir

---

<sup>13</sup> in *The Reconstruction of Palestine*, données du Ministère de l'Habitat, *op.cit.*, pp.610-613.

<sup>14</sup> L'état jordanien accorde 70 millions de dollars de prêts au développement immobilier et maintient à flot l'économie palestinienne avec 280 millions dollars de prêts aux banques entre 86 et 90. in *ibid.*

<sup>15</sup> In Documents du Palestine Housing Council, *Ten years of achievement*, 1992-2002.

<sup>16</sup> 6000 logements ont été construits et financés, par un jeu d'hypothèques et prêts sur la base de fonds mutualistes. Les coopératives ont distribué entre 3 et 5 millions de dollars de prêts entre 1987 et 1990 et reçu une aide de 70 millions de dollars de 1978 à 1990.

<sup>17</sup> Une société a été mise en place, semble-t-il à la demande du maire Kollek pour financer des opérations immobilières à Jérusalem-Est.

des fonds, menant des études, dessinant des lotissements, traitant avec les constructeurs et construisant aussi sans permis.

La *Palestine Holy land* est une variante des coopératives, un de ces outils types de l'entreprenariat technique et financier mais basé sur un esprit social plus que nationaliste. Elle a été créée par Youssef Khoury, qui fut l'un des leaders des ingénieurs. Elle est formée d'une quinzaine d'administrateurs issus de l'élite chrétienne, orthodoxe et musulmane, dont l'architecte George Baramki, l'avocat Fouad Shehadeh, et elle a le soutien de la Mission Pontificale en Palestine. Il s'agit d'aider à la réalisation d'opérations d'habitat de moyenne gamme et de fournir des garanties financières au stade du permis de construire. Les montages s'inspirent des pratiques modernes bancaires avec le recours au revolving, la vente en l'état d'achèvement. Les opérations sont conçues dans un souci de rationalité et de qualité. 90 maisons entre 1973 et 1995 ont été construites, avec un soin accordé à la conception et un style de type moderne international.

Un tiers seulement des coopératives respecteraient les documents d'urbanisme<sup>18</sup>. Elles ont souvent contesté auprès de la Cour Suprême les décisions de refus de permis par l'administration militaire. Un groupement d'instituteurs puis la Coopérative *Christian Society for the Holy Places* auront d'ailleurs gain de cause à deux reprises auprès de la Justice, celle-ci ayant considéré que le logement servait le bien des populations<sup>19</sup>. Elles sont d'autant mal perçues par l'administration civile israélienne qu'elles sont alimentées par des circuits bancaires arabes des Emirats mais aussi du Comité palestinien jordanien pour aider tout particulièrement l'installation de nouveaux logements à Jérusalem. L'urbaniste en chef de la Municipalité de Jérusalem déclarait ainsi :

«Il est bien connu que les propriétaires arabes qui présentent un permis accordé par Israël à un comité arabe reçoivent une subvention de plus de 20000 dollars»<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> D'après l'un des anciens dirigeants du P.H.C, Ishaq Al Qutub, *op.cit.*, *Reconstruction of Palestine*, p.589

<sup>19</sup> Selon Playfair dans "Playing the Principle ? Israel's Justification for its administrative Act" in *International Law and the administration of occupied territories*, *op. cit.*, p.219.

<sup>20</sup> D. Kroyanker in *Planning and development 1982-1985. New Trends*, Jerusalem, Jerusalem Institute for Israel Studies, 1985, *op.cit.*, p.112. En effet, les résidents de Jérusalem reçoivent une aide pour couvrir les frais de

3.1.1.3 *La révolution, cette nostalgie du sol natal*

On pourra aussi repérer l'existence des signes matériels et culturels d'une conscience ou d'un enthousiasme politique qui s'expriment dans les savoirs et les discours des architectes. Le plus important est, dans la période de résistance, l'apologie du patrimoine culturel vernaculaire palestinien comme forme d'activation de la communauté nationale :

«En tant que catalyseur de l'identité culturelle, qu'institution palestinienne, l'université travaille à préserver l'héritage national et culturel, qui sont des formes de résistance non violente à l'envahisseur culturel» fait remarquer dans la lettre de l'Université de Bir Zeit en 84 le directeur des relations publiques de l'époque <sup>21</sup>.

A l'Université de Bir Zeit qui compte plus de 5000 étudiants dans les années 1980, et son département d'architecture, la mobilisation prend une tournure très culturelle. Toute l'activité universitaire superpose l'obligation de défense d'un patrimoine vernaculaire et d'une culture populaire, du folklore, à l'artisanat, à la poésie, couplée au discours sur l'identité politique. Celui-ci prône la diffusion d'une poésie « de la résistance »<sup>22</sup>, la réunification de la poésie avec les Palestiniens d'Israël. De là, sont parties des séries de manifestations, des rituels pour magnifier et célébrer le patrimoine architectural, non pas urbain mais rural.

A partir des années 1980, le village devient, non plus le symbole harmonieux de l'unité de vie palestinienne mais un fétiche. Un guide sur l'architecture palestinienne rurale *The villages of Palestine*<sup>23</sup> est édité en 1984 par Lisa Taraki, enseignante en art et Suad Amiry architecte à Bir Zeit. La société pour la régénération de la famille (*Jam'iyat In'ash al Usrah*) édite un *Journal Héritage and Society*. Mais surtout, un village miniature, tout de pierre et signifiant l'image accomplie du foyer autochtone et natif est

permis et taxes israéliennes par le Comité palestino-jordanien. D'après l'un des anciens dirigeants du P.H.C, Ishaq Al Qutub, *Reconstruction of Palestine*, *op.cit.*, p 591.

<sup>21</sup> Cité par Oliva et Michel Rod dans *Les rôles des universités palestiniennes en territoires occupés, Cisjordanie et Gaza*. Genève, *op.cit.*, p.65.

<sup>22</sup> Terme employé par Lisa Taraki, universitaire.

<sup>23</sup> Edité par l'Université de Bir Zeit en 1987. Nous nous reportons aussi pour notre analyse aux propos des éditrices elles-mêmes, qui furent les principales actrices de la mobilisation à Bir Zeit. Entretiens avec Suad Amiry et Lisa Taraki, Ramallah en 2000.

reconstruit dans l'enceinte de l'université de Bir Zeit en 1984 dans le cadre d'un festival national du renouveau folklorique.

Cette promotion du patrimoine vernaculaire et cette promesse d'édifier et de conserver des villages a des allures étranges, peut-être paradoxales, non parce que l'intelligentsia vit plus ou moins en ville, mais parce que, dans les années 1980, les villages palestiniens ne sont pas des fantômes, des souvenirs laissés en ruines mais des lieux vivants, habités et cultivés. Tout simplement une signification nouvelle est donnée au village, qui n'est plus celle du vestige laissé «de l'autre côté», qui n'est plus l'image de la dépossession et de la destruction, mais celle d'un *revival* possible. Le village fétiche désigne, quatre décennies après la *Nakbah*, cette croyance dans l'autarcie, où le territoire endogamique rural est rendu à lui-même, est capable de survivre à son destin, aux contingences de l'occupation.

Ce passage, qui s'opère dans le fétiche du village, est celui qui s'opère dans le sentiment national. Il faut entendre en ce sens les propos de Ibrahim Dakkak, responsable du Syndicat des architectes et ingénieurs, quand il nomme la période d'insurrection comme le passage de la résignation passive («static» *sumud*) à une résistance dynamique (*sumud muqawin*), en d'autres termes, la fin de l'acceptation passive de la *Nakbah* et de la dépossession et la ré-appropriation de cette dernière à des fins nationalistes<sup>24</sup>. L'architecture et plus généralement le patrimoine culturel tels qu'il sont transmis et diffusés ou enseignés correspondent moins à des intentions esthétiques et formelles qu'à ce principe de retournement du traumatisme collectif de la dépossession. Le propos pourrait être étendu au champ scientifique et historique. Un mouvement avait été entamé dans les années 1970 avec une valorisation de la culture matérielle et villageoise qui n'était plus celle des récits littéraires réactifs de l'après *Nakbah*. L'histoire de la dépossession, mise en perspective avec l'histoire longue de la Palestine prenait sa place au centre des études. Le relevé des signes culturels ou historiques devait faire la preuve de la vivacité de la société palestinienne, justifier les principes d'égalité

---

<sup>24</sup> Cf I. Dakkak, «Back to square One. A study in the Re-emergence of the Palestinian Identity in the West bank, 1967-1980» et notre conversation avec Dakkak.

dans la quête de souveraineté<sup>25</sup>. Un courant universitaire moderne d'historiens «entre connaissance et engagement», «entre passion et raison»<sup>26</sup> apporte, sous des formes moins sentimentales que dans l'après *Nakbab*, les preuves de la légitimité palestinienne<sup>27</sup>. Le temps n'est plus à la chronique :

«Le présent devient la clef de notre passé» écrit en 1987 un des universitaires palestiniens<sup>28</sup>.

### 3.1.2 Le patriotisme des architectes et ingénieurs

Les fondements identitaires qui guident l'appareil politique, la communauté intellectuelle influent forcément sur les discours et les pratiques politiques des professionnels, ingénieurs et architectes qui sont à la croisée de l'action locale et des champs de savoirs. Dans quelle mesure le milieu professionnel se fait-il ou non le relais d'un projet politique, fait corps avec «l'époque», épouse ou non cette culture vivante pour l'indépendance palestinienne ?

La lutte pour l'indépendance palestinienne telle qu'elle se présente est porteuse de protestation ou d'espoir. L'émulation populaire, la croyance dans les forces sociales plutôt que dans le capital peuvent faire se conjuguer par moment des gens éduqués, des ingénieurs et techniciens au service du bien du peuple palestinien et d'une nation en formation. Autant l'émulation politique ou technico-scientifique peut porter une collectivité de projets ou «une œuvre collective» comme ce fut le cas dans les projets inspirés des ingénieurs anglais, autant un champ de contraintes les resserrent. Dans cette séquence d'occupation, l'urbanisme, l'aménagement sont, on l'a vu, disparates, fragmentés par la présence militaire. Les professionnels sont déchirés entre le devoir national d'émancipation et les contraintes matérielles. Si nous tentions d'aller au-delà des faits marquants, nous verrions que c'est la structuration même du milieu

---

<sup>25</sup> Par exemple, D.C Barmaki décrit l'ancien style de la Palestine ancienne dans *The art and architecture of ancient Palestine*, Beyrouth, Palestine Liberation organisation Research Center, 1969.

<sup>26</sup> Selon les mots d'Elias Sanbar analysant l'évolution du champ historique dans «Hors du lieu, hors du temps, pratiques palestiniennes de l'histoire», in *Les usages politiques du passé*, J.Revel et Fr. Hartog (dirs.), pp.117-125.

<sup>27</sup> Whalid Khalidi, par exemple, travaille dans les années 1990 à la publication de son ouvrage déjà cité *All that remains*, ce dernier dressant la liste systématique des villages détruits à l'intérieur de l'Etat d'Israël, leur localisation, les vestiges archéologiques. Il publiera dix ans plus tard, «L'histoire véridique de la conquête de la Palestine», et « Deir Yassine autopsie d'un massacre», *Revue d'Etudes Palestiniennes* n°17, mars 1998.

<sup>28</sup> G Ziadeh, «The present is our key to the past», *Bir-Zeit Research Review*, n°4, 1987, pp.40-65.

professionnel des architectes et des ingénieurs qui a changé depuis la division de la Palestine, la *Nakbah* et qui a suivi l'état des forces nationales. De la période jordanienne à la signature des accords de Camp David en 1978 à la lente période de retour au calme des années 90, les trajectoires des responsables, leurs figures qui s'expriment, deviennent symboliques.

### 3.1.2.1 *Des ingénieurs humanistes au nationalistes, trajectoires*

Nous avons le rôle fondateur de Youssef Khoury dans la création du bureau de Jérusalem du Syndicat des Ingénieurs jordaniens en 1963. Né à Baq'a à Jérusalem, de l'autre côté de la ligne verte, il appartient à la classe bourgeoise chrétienne, ré-installée à Beit Hanina, et a été formé aux USA, dans l'après-guerre. Khoury fut l'un des plus importants ingénieurs municipaux dans le service de Kendall, professionnel, interlocuteur du maire israélien Kollek et qui resta en poste une année en 1968 dans la nouvelle municipalité de Jérusalem comme responsable du secteur arabe. Dans les premières années d'occupation, il quitte le secteur municipal et s'installe comme ingénieur libéral. Son bureau d'études indépendant n'a jamais cessé son activité. Entrepreneur d'un genre saint simonien, il met surtout en place la *Holy Land Society* qui exprime un esprit libéral et démocratique mais aussi de justice dans la période d'occupation. En tant que chrétien et entrepreneur social, il fut reçu par le Pape.

A partir de 1973, la conscience nationale en marche s'aiguise. Ce n'est pas un hasard si le congrès des Ingénieurs arabes a lieu en 1967 à Jérusalem. D'une part, le milieu professionnel nationaliste pan-arabique manifeste le refus de l'annexion. Mais aussi, Ibrahim Dakkak, secrétaire de l'Union des Architectes arabes, et lui-même architecte, est devenu le responsable du syndicat palestinien en 1973. Sous la coupe de Dakkak, le syndicat se politise, montre le refus de la domination politique d'Israël, et même de celle des Jordaniens. En 1973, avec 450 ingénieurs palestiniens, le bureau des ingénieurs de Jérusalem dont un certain nombre a travaillé avec l'administration jordanienne, devient l'Union des ingénieurs palestiniens mais reste affilié au Syndicat jordanien des Ingénieurs. Ses activités sont étendues à Gaza avec l'incorporation de la société de Gaza. Le bureau de Jérusalem n'a plus que quelques membres, puisque les professionnels par refus ou par incapacité de régler les cotisations à l'ordre professionnel israélien se sont rattachés à l'Union palestinienne.



Le corps des ingénieurs est jeune et vivant mais écartelé entre la résistance et l'émancipation, l'exil ou la mobilité, d'autant qu'il est tourné naturellement vers la Jordanie. D'un côté, c'est dans le transfuge jordanien que des architectes palestiniens comme Rassem Badran, Jafer Tuqan, Bilal Hammad, nés en Cisjordanie, vont devenir jusqu'à ce jour des figures emblématiques d'une identité architecturale palestinienne transportée à Amman, refabriquant à distance des lieux évocateurs de l'architecture villageoise palestinienne. De l'autre côté, quelques architectes ont choisi aussi de rester au service de l'administration militaro-civile. On a cité Bassam Khoury (pour Jérusalem-Est et le plan de 82) formé à Londres, le *Center for Planning and Engineering* pour l'élaboration du schéma de développement des villages de Judée Samarie. Des firmes de construction moins onéreuses que les firmes israéliennes étaient également sous traitantes de l'exécution des travaux dans les colonies. Et c'est d'ailleurs, par l'intermédiaire des professionnels en contact avec l'administration israélienne que le Bureau des Ingénieurs palestiniens de Jérusalem publie en 1982, en arabe, le Master Plan de 1982 pour la région de Jérusalem préparé par Shimshoni.

Mais le plus grand nombre d'ingénieurs et d'architectes, au stade de la deuxième période d'occupation, choisissent la résistance ou l'engagement politique à gauche au sein du FDLP, à l'image de Dakkak, le représentant de la corporation dans la période, membre actif du FDLP, chargé d'un comité d'orientations générales, chargé de conduire les listes municipales du FDLP en 1976 et de la rédaction du journal *Palestine*. En 1981, c'est l'association des ingénieurs incluant les architectes et celle des avocats qui lancent les premiers appels à la grève ou au refus d'obtempérer aux ordres militaires. A partir des années 1982, les activités du syndicat comme celles des partis politiques et des associations doivent être autorisées par l'armée. Dakkak sera assigné à résidence à partir de 1982. A partir de 1988, il devient président de l'Arab Thought Forum, club de réunion moins marxiste que syncrétique.

Les ingénieurs auront leur martyrs (George Théodora mort à Bagdad, Yayha mort en martyr en 1974), et bon nombre de professionnels qui appartenaient aux partis de la Libération furent emprisonnés quand le Commandement Unifié fut dissous en 1982. Mais il semble ici que le foyer politique de la lutte nationale se soit organisé davantage à partir des ingénieurs que des architectes, moins nombreux et peut être moins investis dans la résistance populaire et de proximité. En 1992, l'association

compte environ 800 ingénieurs, dont une soixantaine d'architectes. Elle a créé son journal *l'Ingénieur de Palestine (Al Mubandis Al Falastin)*. Les formations supérieures se sont généralisées.

L'exemple de Ramadan el Safi, devenu l'un des responsables, directeur-adjoint de l'association depuis 1992 a valeur probante. Né et domicilié dans le camp urbain de réfugiés d'Al-Amari situé à l'entrée de Ramallah, ingénieur électricien formé en Jordanie, il était membre du FDLP et a été emprisonné durant deux années. En 1992, il entre comme salarié du Syndicat des Ingénieurs mais sans affiliation politique. Dans la période de résistance, le vécu de l'occupation a activé des passions politiques en même temps que la société s'est démocratisée. Des techniciens issus des nouvelles couches paupérisées ou prolétarisées à l'image des réfugiés des camps inverse le principe d'une technocratie éduquée. Les ingénieurs combattants de l'*Intifada*, membres des comités populaires autour du Commandement Unifié et de l'Organisation de Libération de la Palestine, participent naturellement aux institutions locales ou aux postes clefs. Le syndicat des ingénieurs et architectes siège en tant que corporation professionnelle, depuis deux décennies dans les Instances consultatives de l'Organisation de Libération de la Palestine, c'est à dire au sein de son Conseil National et au sein de son Département des organisations populaires.

Les agences qui ont travaillé avec le gouvernement militaire, accusées de docilité, ont elles, au bout du compte, su tirer parti du régime d'occupation. Quand arrive la fin de l'*Intifada* et une certaine normalisation, elles deviennent les agences les plus importantes, en relation autant avec les bailleurs internationaux qu'avec les donateurs d'ordre locaux. Ainsi l'agence Bassam Khoury est une des plus importantes agences qui a réalisé à Bir Zeit, l'extension de l'université, a restructuré l'hôpital chrétien de Bethléem, réhabilité les demeures anciennes de Bethléem. Khameisi, qui lui était urbaniste municipal à Al Bireh pendant l'occupation est le maître d'œuvre actuel des schémas des villes libérées de Ramallah et Bireh.

Nous touchons au moment de savoir si ces procédures historiques : insurrection ou indépendance, libération ou nationalisme ont abouti à des domaines d'idées, des transformations sur le plan urbain.

3.1.2.2 *Une révolution sans création*

«Notre chère *Intifada* menée par notre peuple révolutionnaire à travers une révolution continue a détruit l'illusion de l'ennemi qui pensait qu'il pouvait transformer l'occupation en fait accompli»<sup>29</sup>.

La résistance était le corps de la nation palestinienne en devenir, puis quand cette dernière fut envisagée au stade de la déclaration pour un Etat palestinien, ce fut d'abord en terme idéologique : le recours à l'autodétermination, la lutte contre l'Etat «raciste et fasciste», mais aussi, la poursuite de l'*Intifada*. De la demande en quatorze points pour l'indépendance des Palestiniens en janvier 1988 sous la houlette de Sari Nusseibeh, à la proclamation d'indépendance lors de la déclaration officielle d'Alger par le Conseil National Palestinien<sup>30</sup>, le projet sociétal et les modalités sociales d'un projet politique, qui croit au peuple, plus qu'au développement économique voire capitaliste, restent flous.

En dehors de l'appel à la poursuite des comités populaires de résistance lors de la déclaration d'Alger pour défendre les droits inaliénables sur la terre de Palestine, peu d'orientations transparaissent. Au stade des négociations secrètes qui auront lieu entre Palestiniens et Israéliens, jusqu'au refus du plan israélien dit «plan Shamir» en décembre 1988 pour des élections libres dans les territoires, aux déclarations de Stockholm sur la création d'un Etat palestinien, le projet «révolutionnaire» qui animait le Commandement National Unifié se fixe ou se fige dans une certaine technocratie sans projet de société pour animer le corps social.

Le plus important est, au sein de la révolte pour l'indépendance, que l'identité arabe ne soit pas menacée mais perpétuée. Cela concerne le secteur urbain et de l'architecture. Nous revenons ici à Jérusalem qui est au cœur du processus d'occupation et d'annexion. Pour les instances de l'OLP et pour les nations arabes, la bataille pour la légitimité sur Jérusalem n'est pas négociable<sup>31</sup>. L'OLP et sa branche de Jérusalem, ses représentants autour du Centre des Etudes arabes de Faysal Hussein

---

<sup>29</sup> Appel n°7 émis par l'O.L.P et le Commandement Unifié. Cf. J.F Legrain, *op.cit.*, p.38.

<sup>30</sup> Les déclarations successives d'indépendance de 1988 (depuis Alger ou la Maison de l'Orient) ont été restituées, par exemple par D. Peretz, in *Intifada, the Palestinian uprising*, pp.205-219.

<sup>31</sup> Mais l'idée d'un état bilatéral en tout cas à l'intérieur des frontières de 1948 avait été évoqué lors la déclaration indépendance de juillet 1988 par la maison de l'Orient et Faysal Hussein, *in ibid.*

appelée Maison de l'Orient, ont maintenu dès 1967, leur refus de participer aux élections municipales successives de Jérusalem. Respectueux des orientations politiques de l'Organisation de Libération de la Palestine, les Palestiniens de Jérusalem qui ont le droit de vote aux élections locales ont refusé successivement d'élire leurs représentants municipaux jusqu'en 2002.

La politique du *vaccum* tient tant et si bien qu'il faudra l'interroger jusqu'au bout. Puisque aucun dirigeant ou candidat arabe ne se présente aux élections, puisque aucune légitimité politique palestinienne n'existe, aucune revendication n'a donc pu émerger, aucun projet être formulé. Peut-on dire que cet enchaînement de causalités, déjà signalé, consolide en quelque sorte, année après année, un statut quo urbain, social, sur les quartiers orientaux, bien accepté par Israël ? On est obligé de remarquer que le délaissement des habitants arabes résultant de cette politique de la chaise vide n'est pas l'objet d'un débat ou d'une discussion intra-palestinienne. Force est d'admettre qu'aucun état des lieux n'est formulé sur les effets urbains et fonciers de l'annexion à l'exception du recollement du cadastre antérieur à 1967 effectué par le centre des études arabes à la Maison de l'Orient. Les représentations palestiniennes comme le Conseil National ne formulent pas de projet à destination des 200.000 palestiniens de Jérusalem. N'est-ce pas le signe que la lutte pour Jérusalem est avant tout symbolique et politique ?

### *3.1.2.3 La lutte, ses monuments*

La ville sainte est peu pensée dans sa concrétude, peu projetée dans un futur. Mais Al-Quds est devenue davantage le mythe porteur du destin national palestinien au moment de son annexion, quand les signes de son identité arabe étaient mis en danger. Depuis 1967, les soldats contrôlent l'accès du Haram al Sharif, le quartier maghrébin a été détruit au profit du nouveau quartier juif, et des Hyerosolymites juifs se sont installés à deux pas du dôme, au premier rang desquels le Général Ariel Sharon en 1980. Ces signes majeurs de la menace, celle des colons présents dans la vieille ville, figurent à plusieurs reprises, dans les déclarations du Commandement National Unifié entre 1987 et 1988.

«Les Israéliens ne sont pas attachés au patrimoine arabe» écrit en 1981<sup>32</sup> Ibrahim Dakkak pour le syndicat des Ingénieurs.

Il dit ses craintes pour l'architecture de la vieille ville. A Jérusalem, Dakkak qui avait été formé à l'Université du Caire, avait des liens avec le Ministère du patrimoine Egyptien. Il est nommé président du plan de conservation de *Al-Aqsa* constitué pour la protection du caractère arabe de la vieille ville et surtout pour la restauration du Dôme. Cette dernière a été décidée par le comité islamique pour la défense des lieux saints (*'al-ha'i al-Islamiyya*). Le comité comprend des familles et notables influents et dépend du Ministère des *waqf*-s en Jordanie disposant de fonds spéciaux pour Jérusalem. Ceux-ci sont destinés à la réhabilitation des propriétés détenues par les *Waqf*-s de Jérusalem incluant des logements loués aux résidents. L'institution dispose d'un département d'architecture. Un budget d'un million de dollars en 1980, puis de huit millions de dollars en 1992 sont accordés pour la restauration du Haram Al Sharif. Les lieux saints de la vieille ville reçoivent environ neuf millions de dollars du gouvernement jordanien, du Comité Jordano-palestinien, de la ligue Arabe et la diaspora<sup>33</sup>.

Dakkak supervise la restauration du Dôme portée par tout un ensemble d'institutions politiques et islamiques, de la Jordanie, du Conseil Islamique, et autres représentants du panarabisme. Dakkak réhabilite le souk al-Qatanin attenant au Dôme mais celui-ci ne sera jamais vraiment mis en valeur, faute de visiteurs, faute d'embellissement, de mise en lumière. De 1980 et 1985, plusieurs bâtiments mamelouks et ottomans (*kbans* et *madradas*) seront restaurés par le Département des Waqf-s. L'image de la restauration exclusive des monuments de la vieille ville est forte. Le projet technico- politique est au service du monument qui préserve le symbole de la présence arabe.

Ne retrouve t-on pas ici la fixité d'un attachement continu au bien le plus national-international : la vieille ville de Jérusalem ? La présence internationale et chrétienne avait magnifié cette dernière. Les premiers nationalistes et les Mufti puis les jordaniens défendaient haut et fort la politique esthétique et architecturale anglaise de

---

<sup>32</sup> Dans «Jerusalem via Daloros», *Journal of Palestine Studies*, XI, 1, 1981, pp.136-149.

<sup>33</sup> Selon Michael Dumper, «The role of the *Waqf*», in *the Jerusalem Urban Fabric*, op.cit., p.269. Par comparaison l'UNWRA reçoit une aide annuelle de 250.000 dollars pour le maintien humanitaire des camps.

Storrs et Ashbee, parce que celle-ci était profitable à la reconquête des signes religieux et culturels de Haram el Sharif. L'appareil national palestinien ne suit-il pas le même principe patrimonial ? Les finalités sont ici plus idéologiques qu'esthétiques. En dehors de quoi, les préoccupations autour de Jérusalem, de son déclin, de son projet social ou urbain sont en suspens. Selon les responsables palestiniens eux-mêmes, aucun plan n'a été pensé pour le reste des secteurs arabes, pour le secteur commerçant de Salah Eddin dégradé et paupérisé par les années de grève. Et aucune contre-proposition ne vient contrer la mécanique urbaine implacable de l'absorption de la partie orientale de la ville.

Au bout du compte, on ne peut pas dire que la lutte nationale, canalisée ou non dans un appareil, trouve une issue urbaine, une traduction esthétique dans des projets collectifs. Le corps des techniciens est renouvelé par le patriotisme, mais celui-ci semble peu favorable à la circulation universelle. On peut dire ici en retraçant cette période d'occupation que le champ urbain et architectural, qui pourrait comporter des langages esthétiques culturels, au-delà des signes culturels et reconnus du patriotisme, ne s'est pas encore constitué, là, où Israël a mis en place non seulement des projets mais des savoirs dans l'urbanisme, l'aménagement, l'architecture.

### **3.2 CULTURALISTES OU NATIONALISTES ECLAIRES : LES URBANISTES ISRAELIENS EN PALESTINE**

Selon l'ancien responsable du plan de restauration du Haram al Sharif, Ibrahim Dakkak, qui fut aussi ce leader professionnel palestinien, l'architecte renommé Louis Kahn aurait mis en garde Israël de ne pas tomber sous la triple coupe des politiciens, des spéculateurs et des militaires<sup>34</sup>, c'est-à-dire, finalement de renoncer à ses incantations utopistes, comme celle qui avait été le foyer des architectes sionistes pionniers. Dans la période, ce n'est pas tant les traces d'une esthétique politique, là, où «l'imagination artistique comme force politiquement motivante»<sup>35</sup> peut encore être à l'œuvre, qui est à rechercher, ni celle d'une utopie, mais les traductions formelles ou

---

<sup>34</sup> I. Dakkak, «Jerusalem via Dalorosa», *Journal of Palestine Studies*, *op.cit.*

<sup>35</sup> Selon P. Ricoeur, sur le lien entre idéologie utopie et esthétique, ici à propos de l'esthétique fouriériste, in *L'idéologie et l'utopie*, *op.cit.*, p.388.

techniques d'un projet politique ou nationaliste qualifié de colonial et raciste par ceux qui le réfutent.

Le projet national israélien, voire sa part d'imaginaire s'exprime dans des modalités et dans des lieux ambigus. La partie orientale de la Palestine, de Jérusalem à Naplouse est une terre étrangère, à l'évidence peu disposée à l'égard d'Israël, et elle n'est pas attractive. A partir des formes du gouvernement de l'espace que nous avons restituées, des questions sont soulevées. D'abord celle du mode de participation du corps civil des urbanistes israéliens au gouvernement militaire et à la politique de planification, d'expansion ou de réunification. Puis, celles de la perception des autochtones ou des éléments culturels de la société palestinienne par les professionnels israéliens, donnant lieu ou non à des images ou des modes d'expression particuliers. Il faudra à nouveau prendre en compte au sein de ce legs urbain et matériel par les architectes, les échecs et les expérimentations, les manifestations esthétiques et idéologiques de l'histoire.

### 3.2.1 Une collectivité de projets

Les Israéliens eux-mêmes<sup>36</sup> pour qualifier l'aspect disciplinaire d'une planification peu flexible, quantitative et rationnelle, font la comparaison avec la culture soviétique, d'autant que les architectes sont souvent originaires de l'Europe de l'Est. Le gouvernement de l'espace repose sur une culture technique et militaire qui s'associe à une bureaucratie exigeante et rigoureuse. La rigueur militaire du planning, fait que le projet d'expansion, sans perdre de temps, s'est réalisé également sans discontinuité de 1967 à 1993. On peut dire que la logique des plans qui donnent la priorité à des objectifs (fixés pour une durée de cinq ans), plus qu'à des modalités ou un certain planning orienté selon les mots de Benvenisti sont infaillibles. Aucun des objectifs n'a été remis en cause depuis 1967 et aucun des plans d'Allon, du mouvement de Goush Emumim ou Drobbess n'ont été abandonnés et n'ont été réalisés. Et surtout pas la reconquête urbaine de Jérusalem.

---

<sup>36</sup> Entretiens avec des architectes comme Weizman, Avir installés à tel Aviv.

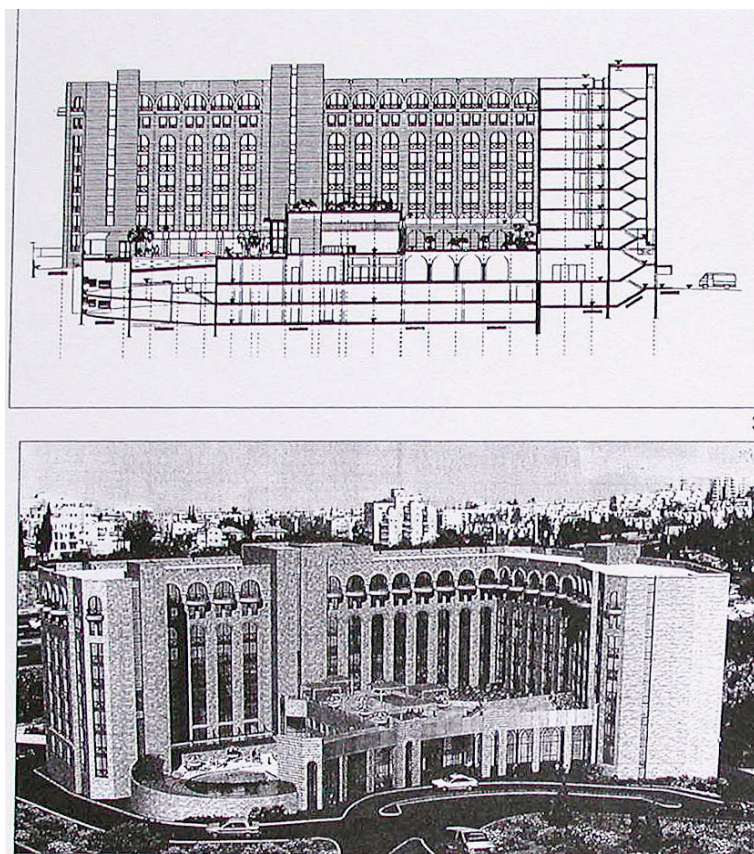


Figure 51 : opération prévue dans le projet municipal  
Source : Muncipalité de Jérusalem, 1990



Figure 52 : Recouvrement de la ligne verte, route n°1, à Jérusalem-Est en direction de Ramallah  
L'immeuble ancien mitoyen à l'hôtel était occupé par l'Unwra jusque dans les années 70. En arrière plan, les quartiers de French Hill. Image : G. Dupin (2003)



*3.2.1.1 En Cisjordanie : l'esprit rationnel*

Quelle est la part des architectes ou des urbanistes dans des stratégies territoriales pour le moins non improvisées ? En Judée-Samarie, comme à Gaza, les implantations, les projets d'aménagement semblent se mettre en place sans part d'imaginaire, de créativité ou d'expression artistiques et architecturales. Soit parce que les villes arabes n'intéressent pas les gouvernants, soit parce que l'expansion ou le projet sioniste obéit à une logique rationnelle et fonctionnelle ou parce qu'il est élaboré en milieu clos ; aucune expérimentation urbaine n'est visible.

La reconquête de la Judée-Samarie comme de Gaza ne s'est pas, ou rarement, effectuée avec l'association «des poètes et des technocrates» qui caractérise l'esprit Saint-Simonien, ou avec les utopistes éclairés de la période de l'après-guerre, qui dessinaient les plans des cités jardins de Jérusalem ou même les kibboutz du Jourdain. Les plans d'urbanisme sont désormais réalisés par l'administration militaire et civile et doivent fixer le désir d'ordre et de normalisation de l'espace. Le regard politique sur l'espace filtre les savoirs qui doivent être avant tout fonctionnels, s'appliquer à la sécurité et l'expansion et rendre présent ou lisible le gouvernement militaire. On l'a vu, le rôle des architectes urbanistes du Service de l'Urbanisme ou du Ministère du Planning (Khayat, Shimshoni, Benvenisti) est pour le moins fonctionnel. Les implantations, elles, ne sont plus pensées par les pionniers du Bauhaus et de l'architecture moderne mais par des offices qui construisent en même temps à Beit Il et à Petah Tiqvah, nom de la première colonie moderne à côté de Tel Aviv, devenue ville.

On a dit que les implantations de Cisjordanie étaient standardisées, construites souvent par les mêmes sociétés, comme la Compagnie pour le Développement de la Samarie ou les compagnies immobilières privées<sup>37</sup>. Elles ne font pas réellement appel à des concepteurs, à des concours d'idées et à un imaginaire technique, mais à des bureaux intégrés d'études aidés quelquefois des Palestiniens. Les architectes israéliens, figures intellectuelles ou non, politisés ou non, tout comme les architectes de la diaspora ont peu accepté de servir l'implantation sioniste en dehors de Jérusalem. Celle-

---

<sup>37</sup> Comme Kokhav Ha Shmoran et Keren Geula Ha Harka dont on retrouve souvent les panneaux publicitaires.

ci, plus radicale qu'utopique, est liée à l'obligation d'efficacité et de standardisation avec un cycle de construction très rapide. D'autre part, l'administration a comme interlocuteur le mouvement religieux et orthodoxe, et les espaces urbains sont des enclaves. Le projet d'administration des territoires par l'armée ne suscite pas d'émulation, urbanistique, de mouvement de connaissances. De facto, il ne permet pas non plus aux professionnels étrangers d'exercer. En revanche, architectes et concepteurs convergent, dans une collectivité de projets, vers la ville de Jérusalem, comme si cette dernière restait une scène pour l'expression des technocrates et des esprits passionnés.

### 3.2.1.2 *Le laboratoire d'idées à Jérusalem*

«Quelle ville voulons-nous ? » s'interroge le Maire Kollek dans une de ses toutes premières déclarations en 1967, qui signifie bien la portée de la réunification de Jérusalem<sup>38</sup>. Cette dernière peut évoquer une illusion, le rêve triomphal, l'indifférence ou le refus. Mais elle ouvre des espaces d'expérimentation qui ont des formes architecturales et urbaines. Jérusalem est un lieu possible pour un laboratoire d'idées où peuvent s'entrecroiser nationalisme éclairé, expressions culturelles et projets urbains. Les politiques ne donnaient pas cher de Jérusalem comme nouveau centre politique, face à Tel Aviv et Haïfa, au moins jusqu'en 1947. Au délaissement des politiques dans les premières décennies, ont succédé le rêve ou la révélation et la renaissance de la ville biblique.

«Il faut marquer l'attachement juif à Jérusalem [...] Les coloniaux et les Arabes saccagent la ville», aurait déclaré le Premier Ministre Ben Gurion, au moment de la prise de Jérusalem en 1967<sup>39</sup>.

«Nous voyons Jérusalem de l'extérieur pour la première fois» avait déclaré Kollek, en entrant dans la vieille ville en 1967<sup>40</sup>.

Et plus tard Omert élu en 1993, succédant à Kollek, maire durant trois décennies, souhaitait que les cinq kilomètres qui séparent la ville de Bethléem à Jérusalem n'existent plus. Jérusalem naît donc en 1967, et son urbanisme est nécessairement politique, comme l'a rappelé Meron Benvenisti qui ne fut pas que

---

<sup>38</sup> T. Kollek, *Une vie pour Jérusalem. mémoires*, Paris, Fayard, 1978, *op cit.*, p.296.

<sup>39</sup> D'après Benvenisti, dans *Jerusalem, une histoire politique*.

<sup>40</sup> T. Kollek, *op.cit.*

technocrate du Service de la Planification de Cisjordanie mais également conseiller municipal à l'urbanisme sous la mandature de Kollek durant deux décennies. Le point de vue des techniciens successifs de la Municipalité est le même :

«Chaque décision urbaine prise à Jérusalem est basée sur des considérations politiques» affirmait l'architecte Kroyanker, l'un des professionnels ayant exercé dans la période de réunification<sup>41</sup>.

Nous ne parlons ici que de la partie orientale de la ville, des perceptions, des représentations et des pratiques qu'a entraîné l'annexion. En 1980, Jérusalem déborde de ses limites de 25% sur la Cisjordanie. La ville de 63.000 habitants en 1922 en compte 165.000 en 1966, 275000 en 1968 avec la partie annexée, puis 428.000 en 1985, dont les 170.000 Palestiniens. Comme en Cisjordanie, les projets spatiaux s'effectuent sans discontinuité de 1967 à 1993, sans être modifiés avec le temps, sur la base de trois plans directeurs successifs, jamais abandonnés. Pour les urbanistes en chef successifs de la Mairie dont nous reprendrons ici les témoignages ou les analyses, l'occupation jordanienne est un simple interstice, une parenthèse de l'histoire, qui n'empêche en rien de rétablir la continuité de la métropole. Comme l'écrit Arie Sharon, qui fut urbaniste pour la vieille ville :

«Les arabes ont construit de façon hasardeuse durant le mandat jordanien. L'unification doit permettre de préparer un projet en harmonie avec l'histoire»<sup>42</sup>.

Dès 1963, d'ailleurs, l'équipe de l'architecte Yossef Schweid, chef du service d'urbanisme travaillait avec Hashimshomy, le concepteur du schéma directeur de 1959, à un projet englobant la partie jordanienne et semble-t-il sans concertation avec cette dernière. Les premiers plans de réunification interviennent donc dans la période victorieuse de 1967 jusqu'à la guerre du Kippour. «N'importe quoi pouvait être fait après 1967» déclare Kroyanker, l'un des urbanistes municipaux travaillant au département du commerce de la division urbanisme de la Municipalité dès 1967 avant de devenir architecte en chef en 1977 remplaçant Schweid.

---

<sup>41</sup> D. Kroyanker in *Planning and development 1982-1985. New Trends*, Jerusalem, Jerusalem Institute for Israel Studies, 1985, *op.cit.*, p110. Sur les aspects politiques de la gestion urbaine de Jérusalem, nous nous référons aussi à Michael Dumper, *The politics of Jerusalem since 1967, 1997*, New York, Columbia University Press, ou Shaul Cohen, *The Politic of Planting : Israeli-Palestinian Competition for Control of Land in the Jerusalem Periphery*, Chicago, University of Chicago, 1993.

<sup>42</sup> A. Sharon, *Planning the Old City for Jerusalem, Jerusalem*, Jerusalem, Ministry of Interior, 1973.

Le premier *Master Plan* de 1970 annule ceux de 1950 et de 1959 qui s'arrêtaient aux confins de la ligne verte. Il est immédiatement suivi de plusieurs schémas d'aménagement pour Jérusalem-Est pour tout le centre-ville, confiés à différents concepteurs. Ceux de la vieille ville et des secteurs arabes sont coordonnés par Arieh Sharon, ancien élève du Bauhaus et qui fut aussi conseiller au Ministère de l'Habitat<sup>43</sup>. Le *Master Plan* général et les schémas de secteurs seront élaborés durant deux décennies jusqu'en 1987 avec le rôle central de Ammon Aviv, directeur du service d'urbanisme de 1977 à 1988.

### 3.2.1.3 *Les phases urbaines de la réunification, de la ligne verte au Mont Scopus*

«La ligne de démarcation est devenue un taudis» déclara Kollek<sup>44</sup>.

Il s'ensuit le premier projet majeur de la réunification : la reconstruction du quartier juif, porte de Sion utilisant la vieille ordonnance de Storrs sur l'insalubrité. Le maître d'ouvrage est la société de rénovation du quartier juif. Les architectes Louis Kahn et Isamu Noguchi ont été sollicités pour la reconstruction de l'esplanade du Mur et de la Synagogue Hurva. Mais la rénovation des espaces publics fut en partie confiée à Moshé Safdie, architecte reconnu, installé aux USA et au Canada. L'ensemble de la restructuration durera dix ans. L'enceinte de la vieille ville, les portes de Jaffa, de Damas et des Lions sont pensées comme les bornes temporelles et spatiales d'un projet de réunification mais surtout d'effacement de la ligne de démarcation, qui sait utiliser les opportunités foncières, les emprises gelées et démilitarisées au cœur de la ville.

Dans une première étape (1967-1975), la priorité est donnée après le quartier juif, à la rénovation du secteur démilitarisé, au nord de la porte et de la rue de Jaffa. Le schéma de secteur est confié à Alfred Mansfeld. Il doit devenir le cœur de la ville moderne commercial et administratif accueillant Mairie, hôtels, musée, commerces. Au Sud, sur la même la ligne verte, le secteur de Mamillah ouvrant sur le prestigieux quartier de Benyuda, de l'hôtel du King David est un secteur d'appel, sujet aux appétits marchands destiné à des fonctions résidentielles. Mais les dix premières années servent

---

<sup>43</sup> Arieh Sharon fondateur du Cercle d'Architectes de Tel Aviv a construit les hôpitaux de Jérusalem, de Tel Aviv et le pavillon d'Israël à l'exposition universelle de Montréal.

<sup>44</sup> *Une vie pour Jérusalem, op.cit.*, p 304.

d'abord, à mettre en oeuvre l'aménagement du secteur central de la rue de Jaffa achevé en 1998, avec la régénération des îlots de belle facture orientale mais dégradés de Musnara, situés dans l'enfilade de la Mairie. Le plan de réhabilitation a été confié à David Guggenheim et Yonathan Shiloni.

La seconde étape est celle, moins triomphaliste ou plus réaliste de l'après Kippour à l'*Intifada*. Uri Ben-Asher, urbaniste qui a en charge à la municipalité avec Ammon Aviv, la régénération du centre souligne la nécessité d'attirer :

«Les investisseurs de développer des commerces, sinon nous perdons le centre-ville»<sup>45</sup>.

Le dessein municipal se consacre donc à la rénovation lourde du quartier de Mamillah, sur la ligne de démarcation, au sud de la rue de Jaffa, offrant de vastes disponibilités foncières. Le schéma d'urbanisme a été confié à Moshé Safdie. Les enjeux sont multiples, et l'ingénierie complexe : le projet durera trois décennies jusqu'en 2000. L'aménagement de la porte de Damas et la réhabilitation de la Citadelle, secteur moins stratégique sans valeur foncière et exclusivement musulman figurent dans un second temps aux projets avec un comité collectif d'urbanistes pour le schéma de secteur autour d'un dénommé Peter Bugod.

Le maire Kollek, comme plus tard Olmert (élu en 1993) déclarent croire aux gestes assimilateurs. Le *Master Plan* de 1982<sup>46</sup> prévoit une longue promenade le long de la ligne de démarcation, entre la porte de Jaffa et de Damas, la réfection des infrastructures d'assainissement de la vieille ville, l'homogénéisation des services urbains d'eau, électricité, à l'exception des transports. Les secteurs juifs et arabes conserveront des réseaux de transport séparés. Les plans ne franchissent pas les remparts pour s'appliquer aux quartiers péri-urbains arabes, sauf pour conforter les principes de la nouvelle ceinture verte et le «kilomètre culturel». D'est en ouest, une promenade paysagère demi-circulaire, financée par le Fonds national juif doit offrir des points de vue, des belvédères et des panoramas assurant la même fonction d'unification et de mise en continuité, de Talpiot au sud à Ramot et Nabil Mussa au nord.

---

<sup>45</sup> in *Local town scheme for Jerusalem 1978. Explanatory remarks for the discussion by the district committee, report by the Jerusalem, op.cit.*

<sup>46</sup> Retranscrit dans *Planning Jérusalem, 1982-1985*, Jerusalem, Jerusalem Committee, 1985.

La troisième étape part de l'*Intifada* aux années 90. L'image de l'esthétique neutre est moins probante, la réunification doit être irréversible. De l'aveu même de Benvenisti qui était en ce temps là, maire adjoint à la Municipalité travailliste :

«Après l'*Intifada* on a abandonné les efforts pour améliorer les conditions de vie des arabes afin de se consacrer à la séparation»<sup>47</sup>.

On occupe les flancs de coteaux du Mont Scopus pour mettre en sécurité cette enclave où se trouve l'Université «afin que le Mont Scopus ne soit plus jamais détaché». On achève définitivement d'effacer la ligne verte à Mamillah. On franchit celle-ci pour l'ancrage des nouvelles colonies à l'est de Pisgat Ze'ev et Zivgat Ze'ev. On confisque la même ligne de démarcation au profit de la rente foncière, par exemple pour la mise en service du gigantesque complexe hôtelier route de Naplouse face à l'American Colony et à la Maison de l'Orient au cœur de Sheikh Jarrah. Celui-ci est situé dans le domaine «palestinien» et sera achevé en l'an 2000, sans contrepartie financière pour les riverains. Et le mode juridique adopté pour les transactions d'emprises comprises dans l'épaisseur de la ligne verte est à chaque fois flou : empiètement, réquisition, appropriation par la municipalité ou utilisation des entre-deux, transactions illégales avec des propriétaires palestiniens ? On libère aussi par endroits la règle des «espaces ouverts» destinés à la ceinture paysagère au profit de la densité. On annexe les villages arabes au grand Jérusalem, mais ceux-ci, on l'a vu, restent délaissés. Enfin, on aménage à la fin des années 1990, la gare des bus arabes mais on abandonne les projets de centre commercial situés sur Salah Eddin, rue symbolique de la vieille ville arabe. Et on achève le gigantesque chantier résidentiel du «village de David» à Mamillah.

---

<sup>47</sup> M. Benvenisti, «Jérusalem, résoudre l'énigme», *Dédales, Multiple Jérusalem*, n°3&4, p.409, repris dans *Jérusalem, une histoire politique*.



Figure 53 : La résidence du Village de David  
Ici vue en contrebas de l'hôtel du King David et de l'administration Sioniste Mondiale (toiture en verre)  
Image : G. Dupin (2003)

### 3.2.2 La pensée urbaine de la réunification : normaliser en transformant

De 1967 à 1993, en plus de vingt cinq ans, la ville va donc forcément changer d'image au gré des infrastructures, des *bypass*, de la production de logements de masse et de la restructuration de la ligne verte. Les municipalités successives, sous la pression politique et démographique se sont attaquées impétueusement et triomphalement mais sans discontinuité, aux pans fonciers restés vides à l'Est de la ligne Verte, pour mettre en œuvre les plans de colonisation Allon ou Drobess. L'impulsion avait été donnée par le premier maire selon le principe de la construction en zigzag ou de la mosaïque, c'est à dire l'éparpillement :

«Il s'agit de tenir les quatre points cardinaux de la ville et d'empêcher la fixation ou la constitution de faubourgs arabes et la polarisation des fractures communautaires entre arabes et juifs», rappelle Yossef Schweid<sup>48</sup>.

---

<sup>48</sup> Y. Schweid, *Local town scheme for Jerusalem 1978. Explanatory remarks fort be discussion by the District Committee, op.cit.*

La collectivité de projets à l'œuvre depuis 1967 aux années 1990 suggère de regarder plus en détail, non pas seulement la forme prise par Jérusalem, mais les pratiques professionnelles autour cette réunification. Car, au croisement de la première et des secondes, se trouvent tout autant des intentionnalités politiques que des perceptions esthétiques qui ramènent à des visions historiques.

D'une part, la réunification doit avoir son inscription dans l'espace public. D'est en ouest les promenades, celle qui va de la mairie à Notre Dame, à l'opposé des remparts, plus tard, jusqu'à la route de Hébron ou le mail piéton de la porte de Jaffa à celle de Sion, sont conçues selon la même image, la même esthétique, assurant ces fonctions symboliques de mise en continuité et en conformité de l'espace public. Dans le schéma directeur, la trame viaire est reprofilée pour retrouver le tracé des rues plus «anciennes» qui préexistaient. Le mail, qui longe la porte de Jaffa est de taille modeste pour éviter les ruptures, les bouleversements. Mais ici, la trame historique, les usages du sol sont radicalement transformés.

La Mairie s'est implantée sur les lieux mêmes de la présence arabe et anglaise. Le noyau de la ville, la mairie et ses bâtiments administratifs sont construits sur les anciens bâtiments du *Russian Compound*, ensemble militaire de la fin du siècle, qui faisait office de bureaux pour les Anglais, d'hôpital, puis de prison. Certains des bâtiments sont conservés et, sur une rue adjacente devra se situer le futur le musée de la Tolérance dessiné par l'américain Frank Gehry. La régénération de l'ensemble des villas de Musnara a fait fuir les derniers occupants arabes, bidonvillois qui ne détenaient pas de titres d'occupation depuis l'exil de 1948, et le bâti arabe de Musnara tombe dans le patrimoine national israélien. Surtout *le Village de David*, complexe résidentiel de haut de gamme de 140.000m<sup>2</sup> et dans sa foulée, les nouveaux bâtiments de l'agence mondiale sioniste, s'édifient sur les ruines du village de Daoud.





Figure 54 : La rénovation de la Porte de Jaffa (Sud du secteur de Mamillah)

Au second plan, les palmiers de la plaza de la nouvelle mairie

Image : G. Dupin (2003)

### 3.2.2.1 *Les excès de la continuité historique et de l'esthétisme*

Cette pensée urbaine de la réunification semble ainsi ramenée à sa plus stricte signification, une image esthétique de la normalisation de l'espace public. Les densités des immeubles, les ruptures d'échelle dans des nouveaux ensembles construits au motif symbolique de la réparation et de l'effacement de la ligne de démarcation disent tout de la place qu'on entend donner aux zones de peuplement arabes. Dans ces derniers, on l'a dit, les densités sont très faiblement autorisées, mais les complexes *Olive Trees*, sur la ligne verte atteignent vingt étages, tout comme l'hôtel de police adjacent, ou encore les zones de peuplement de *French Hill*.

On pourrait dire aussi que les urbanistes en chef, les architectes successifs ont ce projet, en réconciliant les deux parties de la ville juive et arabe, de réintégrer un héritage historique dans le développement contemporain. Au sein de gestes ambigus, la pensée des urbanistes israéliens ne rompt pas vraiment avec celles des urbanistes anglais. La même conscience esthétique et une conception culturaliste des quartiers orientaux sont peut-être à l'œuvre. Cinquante ans après la venue de Geddes, Sharon ou Kroyanker croient

à la force mystique ou messianique des plans de 1922, accordent toute leur importance aux plans anglais. D'ailleurs, le *Master Plan* de 1982 ouvre sur une citation de Ronald Storrs, Gouverneur Militaire anglais :

«Il ne peut y avoir d'autre valorisation après celle de Jérusalem historique».

Et le premier maire de la réunification, Teddy Kollek, de déclarer lui-même à propos de la rénovation du quartier juif et de la réunification :

«Je me rappelai le *Jerusalem Plan* que l'urbaniste britannique Kendall avait publié pendant le mandat ; j'avais été frappé par son bon sens et sa simplicité... [...] Je me dis alors que le 29 juin serait une date idéale pour mettre en œuvre ses recommandations<sup>49</sup>.

Certaines des bases jordaniennes et anglaises, qui affichaient le principe d'unité architecturale et historique de la ville, seront conservées, comme la surveillance des constructions dans les remparts. Les équipes successives réaffirment les principes paysagers, comme le *Skyline* mis en valeur par Geddes ou Mac Lean et repris par Kendall. L'interdiction de construire dans un rayon de 2500 m à partir de la porte de Damas pour respecter la ceinture verte et le *Skyline* qui fût adopté par la *Jérusalem Pro-Society* du Gouverneur Storrs est maintenue en principe dans la vallée du Hennon. Mais le règlement évolue vers une procédure ambiguë et négociable par laquelle des dérogations sont possibles. Ainsi le Mandat, puis le traité d'armistice de 1948 avaient empêché de construire sur le Mont des Oliviers et le Mont Scopus, règle tenue par les jordaniens de Kendall. Mais le *Master Plan* de 1968 a ouvert partiellement l'urbanisation des collines pastorales pour des équipements religieux ou publics<sup>50</sup>.

---

<sup>49</sup> T. Kollek, *Une vie pour Jérusalem*, *op.cit.*, p.271.

<sup>50</sup> Comme l'institut Mormon.



Figure 55 : la vallée du hénon , en contre-bas de la porte de Jaffa

Partie de la ceinture verte conservée depuis 1918

Image : G. Dupin (2003)

### 3.2.2.2 *Du commerce de la pierre*

On sait maintenant que l'ordonnancement de la ville autour de son histoire mythologique caractérise les projets de la collectivité qu'elle soit anglaise, arabe, palestinienne, jordanienne et juive. Ronald Storrs, en 1918, en posant des principes pour construire à l'intérieur des remparts et dans la pierre de Jérusalem avait déclaré :

«Il n'est pas nécessaire de redéfinir les contours de la ville mais de rénover». <sup>51</sup>

Le paysage pastoral, romantique et le naturalisme des représentations sur Jérusalem n'apparaissent-ils pas comme les éléments régulateurs des scissions politiques ? La pierre de Jérusalem est l'élément de continuité de la préservation de Jérusalem depuis 1918, la part commune des représentation arabes, européennes ou

---

<sup>51</sup> In *Jerusalem 1918-1920*.

juives qui continuent de fonder les actions sur la ville, sa mise en valeur mais aussi sa destruction.

On a vu que les projets urbains, qui suivent la guerre de 1967 ne s'arrêtent pas aux ambiances émotionnelles, et négligent, à certains endroits «d'aller lentement» selon les termes de Kroyanker,<sup>52</sup> qui reprenaient ceux de Ronald Storrs. Le taudis de la ligne de démarcation, porte de Sion, a fourni le motif de refondation du quartier oriental juif en 1967. En 1980, le rituel de ré-appropriation de la pierre sacrée de Jérusalem est mis à l'œuvre dans le projet gigantesque de la tabula rasa de Mamillah. Il pousse à son comble la référence biblique et le principe d'inscription de la mémoire. Car le Village de David conçu par Moshé Safdie<sup>53</sup>, va jusqu'à fixer, dans de nouvelles rues intérieures ou en façade des immeubles, le pavé ancien de Jérusalem, la pierre authentique que l'on est allé chercher dans les quartiers arabes de la vieille ville.

Pour inscrire une nouvelle mémoire, la marque du temps, la reconstitution à l'identique ne suffit pas. Dans le village entier de David et de sa centaine d'appartements, la pierre neuve ne suffit pas. Tout un appareillage a lieu : vol de pierres, dépavage des rues de Saleh Eddin et de Naplouse par les services de la mairie ou par des employés corrompus, vente clandestine des pierres des même rues par des riverains, suivis de l'achat par correspondance de cailloux de Jérusalem par les futurs acquéreurs d'appartements sur Internet. Le site Internet pour la vente des appartements signale l'authenticité de la pierre de Jérusalem. Et les preuves photographiques du dépavage la nuit de la rue Saleh Eddin apportées par un journaliste palestinien attestent que le commerce de pierre n'est pas qu'une rumeur. La pierre pèse de son poids dans le coût final de ces appartements luxueux destinés à la diaspora américaine. Des pratiques, des rituels et le commerce autour de la pierre sacrée montrent à l'évidence les excès de l'esthétisation ou d'un romantisme à l'œuvre depuis un siècle, depuis que la loi sur la pierre est devenue un enjeu concurrentiel entre arabes et israéliens, voire une dérive.

---

<sup>52</sup> D. Kroyanker, *Planning and Development 1982-1985*, *op.cit.*, p.69.

<sup>53</sup> Safdie est aussi le concepteur du mémorial Yad Veshem, dédié à l'Holocauste situé sur le Mont Herzl à l'Ouest et construit en pierre taillée à la main.



Figure 56: La résidence du Village de David face à la Cité de David  
Image : G. Dupin (2003)

### 3.2.3 Nationalisme ou culturalisme ? Les concepteurs sous influences

Comment se situent concepteurs et maîtres d'oeuvres face aux populations et aux quartiers arabes ? Selon quelles représentations ? Dans la génération des concepteurs exerçant dans la période, et qui sont aussi des responsables administratifs, voire politiques, il existe une attirance ou une sympathie pour la culture architecturale orientale. Les discours peuvent varier du culturalisme assimilateur, à l'exotisme à la réification de l'identité arabe. Ils ne sont jamais neutres, sans qu'ils puissent avoir pourtant une emprise sur les habitants autochtones, et sans qu'il ne donnent lieu à une collaboration avec les professionnels arabes. D'une part, le projet urbain de Jérusalem est «travaillé» en vase clos, comme la planification de la Cisjordanie. Vu le mode politique qu'a été l'annexion, il n'est pas possible d'organiser des concours d'idées ou de se rapprocher des professionnels arabes voire étrangers. Il y a bien la sous-traitance

marginale du plan de secteur de Jerusalem-Est à Bassan Khoury<sup>54</sup>. Mais il faudra attendre 1998, pour que le premier concours d'idées réunissant Israéliens, Jordaniens, Palestiniens puissent avoir lieu à l'initiative de Mikhaël Sorkin. D'autre part, des différences de représentation existent. Il est nécessaire de restituer les propos et les doctrines des auteurs des plans pour apprécier les écarts culturels, politiques ou phénoménologiques.

### *3.2.3.1 Face au tissu palestinien, fascination et résignation*

Il y a en apparence dans la période de conquête ou de normalisation, l'ambition de tout embrasser, voire une approche encyclopédique des quartiers arabes et des monuments de la vieille ville. Le Maire de la réunification, Kollek, souhaite disposer d'outils de connaissance du patrimoine ancien. Toute la première période, l'urbaniste municipal Kroyanker consacre, à la demande du Maire, de très nombreuses études à l'architecte juive, arménienne, arabe depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, qui furent publiées<sup>55</sup>. Kroyanker devient le spécialiste régional de l'histoire architecturale, reconnu et cité, invité aussi bien par les professionnels israéliens que par les universitaires palestiniens en vertu de sa fascination pour l'architecture traditionnelle. Selon lui :

«Les arabes ont produit des choses plus importantes que le Judaïsme»<sup>56</sup>.

L'urbaniste porte une attention méticuleuse à l'histoire urbaine et islamique de la vieille ville, à son échelle équilibrée. Il relève les typologies, chrétiennes, musulmanes et mixtes, les formes de l'architecture arabe, de son artisanat, lesquelles seront repris dans le Master plan de 1982. Celui-ci appelle à la conservation, à la préservation de l'harmonie des villages comme celui de Silwan. Les dessins sont précis, les sites, les villages analysés ou interprétés sous le jour de la beauté. Mais on ne peut évacuer une lecture culturaliste des lieux, un appel de l'Orient au lieu même de Jérusalem, un culte de l'art allié à la compréhension des lieux, sans que ceux-ci ne soient suivis d'effets. Selon le commentaire (avisé) de Benvenisti, conseiller municipal durant deux décennies,

---

<sup>54</sup> Celui n'étant d'ailleurs pas mentionné dans les différents documents urbains.

<sup>55</sup> Par exemple *Jérusalem, trois mille ans d'architecture*, Paris, Mengès, 1994, traduit en plusieurs langues.

<sup>56</sup> Conférence de D. Kroyanker le 15/6/2000 à Passia, Jerusalem.

les acteurs politiques ne s'intéressent pas au patrimoine et encore moins au tissage de relations.

La deuxième décennie commence avec le Master Plan élaboré pour le secteur arabe par Ammon Aviv, sous la direction de Sharon, et avec le Studio de Harvard mené par une équipe d'enseignants et d'étudiants américains dirigé par Moshé Safdie durant un semestre sur la vieille ville<sup>57</sup>. Les études continuent de donner l'impression d'une posture expressionniste dans les relevés, les exposés sur le patrimoine et le paysage. Mais les ambitions sont plus retenues. La municipalité a tiré l'expérience des projets triomphalistes et aux morphologies immodérées, à Gilo et Maale Adumim, aux «portes» de Jérusalem, du nom des opérations de *French Hill* et Talpiot.

«Les projets sont moins brutalistes après Kippour, les ambitions plus modestes» commente Kroyanker tirant le bilan de la période<sup>58</sup>.

Mais les espoirs d'un urbanisme civil partagé avec les arabes sont abandonnés.

### 3.2.3.2 *Un certain écart culturel des concepteurs*

Architectes et urbanistes donnent surtout l'impression de ne pas comprendre ni accepter les comportements urbains des Palestiniens de Jérusalem, qui sont aussi des modes de vie. Ainsi Moshé Safdie fait part des contrastes entre l'ouest et l'est à l'image de ceux existant entre les favelas et les quartiers résidentiels de Rio, présente la silhouette d'une ville arabe comme celle d'une ville désordonnée, cherche :

«Les prototypes du village ancien [...] les structures délicates des maisons de pierre»<sup>59</sup>.

Kroyanker dans son document synthétique *Planning and Development 1982/85* souligne la nécessité de mettre fin à la croissance spontanée des secteurs arabes à travers des règles :

«Les arabes construisent en un éclair, et investissement uniquement dans le foncier sans règle comme à Shu'fat et Beit Hanina».

---

<sup>57</sup> Harvard Jerusalem Studio, urban designs for the Holy city, New York Press, 1986.

<sup>58</sup> D. Kroyanker In «The new code of Jerusalem, the Fashion of quoting architecture», *Architecture in Israel*, n°18, Avril 1995, pp.46-15.

<sup>59</sup> M. Safdie, *Studio Harvard* op.cit., p.262 repris dans *Jerusalem, the Future of the past*, Jerusalem, Library, 1990, op.cit., p.27.

Pour l'architecte, les arabes ne comprennent pas les notions de rationalité, d'espaces publics et de planification :

«Ils ne comprennent pas la nécessité des permis de construire (obligatoire à partir de six dunums) et le remembrement. Ils n'ont pas de titre de propriété et ils redécoupent les surfaces libres réglementaires (40% ) pour les revendre aux voisins. Sans recourir à un promoteur ou à un plan d'ensemble comme le font les associations de propriétaires à l'ouest <sup>60</sup>».

En Cisjordanie, le constat de Benvenisti cette fois en tant que directeur de l'observatoire de la planification de Cisjordanie est le même :

«Les municipalités ne sont pas habituées à prendre des décisions sur le long terme, et sont habituées à s'adresser à une autorité traditionnelle centrale. Ou alors elles prennent des décisions au jour le jour sans réflexions» <sup>61</sup>.

Des propositions prennent corps à partir du constat d'un développement déséquilibré, des ruptures urbaines qui sont des ruptures politiques et culturelles. Il y a dans le *Master Plan* de 1982 une tentative d'organiser l'espace, d'ajuster les règles informelles aux typologies du bâti, à la taille des parcelles et des familles et au critère de desserrement des unités d'habitation. Les propositions s'adaptent au mode de vie «musulman» souhaité par la Municipalité, mais manifestent aussi le désir de voir un « autre » paysage, respectant la règle de l'alignement, la composition urbaine. Mais la Municipalité, on l'a vu n'a pas de présence technique. Elle prépare les plans locaux d'après des cartes photogrammétriques imprécises ouvrant sur des erreurs cadastrales contestées par les propriétaires. La constitution des comités locaux est un échec. Au nord aucun développement planifié n'est possible et les constructions, quand elles ne sont pas bloquées par la ceinture verte et autres réglementations, prolifèrent au nord. Le pôle de Shu'fat et Beit Hanina est passé de 30 à 48.000 habitants entre 1983 et 1995<sup>62</sup>. Pour Kroyanker, c'est un fait :

«Les arabes ont créé leur propre mode de résistance qui consiste à miter la terre avec l'appui des puissances arabes»<sup>63</sup>.

Ce sont surtout les villages pittoresques comme Silwan et A'Tur qui intéressent les urbanistes israéliens. Ils étudient la possibilité d'extension du bâti traditionnel à

---

<sup>60</sup> D. Kroyanker, *Planning Jerusalem, op.cit.*, pp.110-120.

<sup>61</sup> *The West Bank and Gaza Project*, p.58.

<sup>62</sup> D'après Khameisi, *The Jerusalem Urban Fabric, op. cit.*, p.113.

<sup>63</sup> D. Kroyanker, *op.cit.*, p.112.



l'intérieur de l'échelle existant, proposent des schémas de secteurs. Mais pour les urbanistes, la volonté d'ériger des règles, de dessiner un paysage urbain harmonieux échouent devant les habitudes, les comportements que Kroyanker nomme la «dimension anthropologique». L'architecte Sharon, qui a en charge le projet d'aménagement de la porte de Damas et d'Hérode et la rénovation des commerces de la vieille ville exprime la même impuissance devant l'urbanisme civil en médina mais aussi son admiration pour la vieille ville :

«La gestion arabe ne donne rien. Le quartier arménien se distingue par son calme et sa propreté. Le muristan a des coupoles. Le quartier chrétien a des passages plus étroits. Le quartier musulman est sur-occupé, dégradé, sans service, il y a de très beaux immeubles mamelouks et croisés arabes mais fréquentés par les bédouins et les villageois»<sup>64</sup>.

Les urbanistes israéliens, étrangers au milieu arabe finissent par se tenir à l'écart de toute mission pédagogique, culturelle ou assimilatrice.

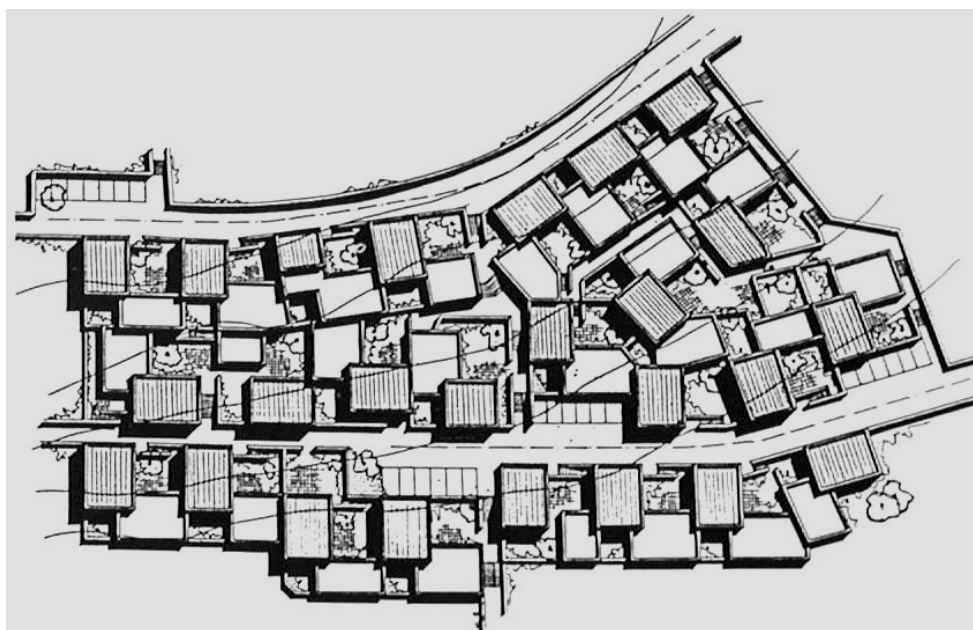


Figure 57 : plan d'A. Sharon pour le village de Silwan (Jérusalem-Est)  
Source : *Planning Jerusalem*, Municipalité de Jérusalem, 1982

<sup>64</sup> in «Planning the Old City for Jerusalem», in *Planning Jerusalem*, *op.cit.*, p.44.



Figure 58 : Le village de Silwan  
Image : G. Dupin (2003)

### 3.2.3 3 *Imaginaire national ou régional*

Les symboles orientaux sont puissants. Il n'y a guère de réalisations néo-orientales qui ne se soient octroyées des principes de composition inspirés de la tradition locale, quelquefois sans modération. La cour centrale, l'arcade, le patio ou le moucharabieh sont les emblèmes du vaste *City Hall* de la nouvelle mairie et de ses annexes dessinés par l'architecte canadien Jack Diamond. Le vaste jardin est un rappel de la Palmeraie du Hennon, le front urbain, une réponse au rempart de la vieille ville situé en vis-à-vis. Et le vaste patio interne doit évoquer le souk proche. Le projet de Diamond, lauréat du concours pour le secteur de la nouvelle mairie et du centre-ville, avait suscité un très vif débat municipal, en raison de ses matériaux très technologiques : le métal allié à la pierre.

«Entre high-tech et architecture mamelouke, le recours à la tradition locale permet d'éviter le pastiche et Disney Land», commente Kroyanker à propos du projet<sup>65</sup>.

La résidence du *village de David* aux yeux de Safdie, son concepteur, est l'évocation exacte du village palestinien situé en vis-à-vis : Silwan mais aussi Lifta, leurs

cubes de pierre (les *bosh*) et leurs toits terrasses. Safdie a souhaité reconstitué un village d'abord pour répondre aux désirs du promoteur Karat et de l'aménageur, l'Agence pour le Développement du Centre et de la Municipalité sur ce site le plus archétypal. Mais il a aussi souhaité signifier l'importance qu'il accorde à la réalité historique, à la reconquête du patrimoine ancien dans des formes renouvelées<sup>66</sup>.

Le motifs de la casbah, l'illusion des remparts de la ville ont alimenté la forme des premières implantations à l'est de la ligne verte, à Ramot Eshkol et French Hill, au nord. La première tranche de Gilo au sud construite par Salo Herschman puis son extension réalisée par Karmi ou encore Talpiot au Sud, figurent également les portes de Jérusalem. L'image de l'Université Mormone, sur le Mont Scopus de David Reznik et son emploi généreux du moucharabieh, l'allusion au *bosh* procèdent du même effet de rappel oriental ou arabe. On retrouve le thème du rempart qui est aussi celui de la forteresse, à Maale Adumim, Neve Yacov, Ramot Allon dans les années 1980. Et ces nouveaux ensembles, qui sont pour les Palestiniens, des colonies, ont alimenté le vocabulaire allégorique de la tradition, qu'il s'agisse des arches (préfabriquées) de Pisgat Zeev, Gilo et Talpiot, des toits terrasses utilisés de façon très libre par Hecker, plus disciplinés à Gilo par Hershman et qualifiés d'orientalisme brutaliste par les critiques d'architecture.

A ces thèmes orientalistes viennent s'ajouter des singularités, des références ou des langages autres, dont les architectes israéliens se font l'écho. Ceux-ci vont puiser d'autres sources, dans l'héritage du mouvement moderne, ou dans leurs filiations avec les milieux occidentaux dont ils sont issus. La période est propice à l'extravagance. A Jérusalem, le système juridique, le mode opératoire de la construction sont moins contraignants<sup>67</sup> qu'en Cisjordanie, où, on l'a dit, les concepteurs et urbanistes ont peu travaillé. Les sites sont moins enclavés, les situations sont plus disparates, plus complexes et urbaines. Dans les premiers quartiers périphériques, des variations sont possibles : pavillons jumelés comme à Ramot Eshkol, ou front urbain dense et vertical

<sup>65</sup> in «The new code of Jerusalem, the Fashion of Quoting», *op.cit.*

<sup>66</sup> Entretien Agence Safdie à Jérusalem, octobre 2002.

<sup>67</sup> L'opérateur des nouveaux quartiers de Jérusalem est la Jerusalem Development Colony.

comme à Gilo, contiguë à Beit Sahour ou encore à Talpiot située en vis-à-vis de Beit Jala. Les implantations plus enclavées ou anciennes peuvent superposer plusieurs générations de styles. Et l'hétérogénéité des figures, des images peut posséder quelque chose de « kabbalistique » comme dans les cottages de Maale Adummim, ou « d'utopique »<sup>68</sup> comme à Ramot Eshkol construite en 1970 par Zvi Hecker en vis-à-vis de Shu'fat. Le concepteur Zvi Hecker, figure de l'architecture israélienne, a bâti un édifice de rûches et d'alvéoles mais peu visibles de loin. L'œuvre est inspirée, la thématique de la maison individuelle est absorbée dans un ensemble important occupé par des religieux.

De l'incorporation ou de l'alliage de vocabulaires éclectiques, traditionalistes et orientalistes, les germes d'une architecture régionale ou locale plus que coloniale pourraient émerger qui serait cette somme de signes universels et locaux, patriotiques ou individuels, rationnels et libres. On l'a dit, le contexte d'expression des années 1980, est celui du nationalisme triomphal au moins jusque dans les années 1980 avec une certaine liberté d'expression donnée aux concepteurs après la longue période de guerre et de fondation nationale. L'architecture israélienne est récente, elle fut d'abord dogmatique, « brutaliste » dans les années 50, selon Kroyanker et puis plus « standard ». Elle se joue des emprunts des héritages du mouvement moderne<sup>69</sup>.

Mais un même état d'esprit semble faire appel au même attachement physique ou imaginaire, voire exotique, à l'univers local méditerranéen. Il est mis en pratique dans l'architecture. Karmi, qui fut en partie architecte de Gilo et de la Cour Suprême à Jérusalem, réclame et défend ce caractère culturaliste de la fabrique de la ville :

« L'incorporation d'une conscience indigène est le point de naissance du modernisme israélien et de la construction d'un régionalisme », indique-t-il.<sup>70</sup>

Pour Karmi, la naissance de la colonie de Gilo en 1979 marque la naissance du logement, d'un nouveau langage et d'un nouvel ordre urbain. Karmi a construit également dans la région de Tel Aviv un bâtiment qu'il a nommé les murailles de

---

<sup>68</sup> Terme de Kroyanker, in « Quoting Architecture.. ».

<sup>69</sup> De Mendelssohn, Rechter à Neufeld ou encore de l'architecte brésilien Niemeyer, qui a construit l'université de Haïfa.

<sup>70</sup> D.Kroyanker citant Karmi, in *ibid*.

Jéricho et qui exprime bien l'activité symbolique autour des lieux historiques. Il faudrait encore citer l'architecture de Neumann, autre pionnier de l'architecture moderne, et de Gerstel tous deux fortement influencés par l'architecture indigène jusqu'à vouloir retrouver les plans des casbah et des *ziggourat* dans les projets d'urbanisme.

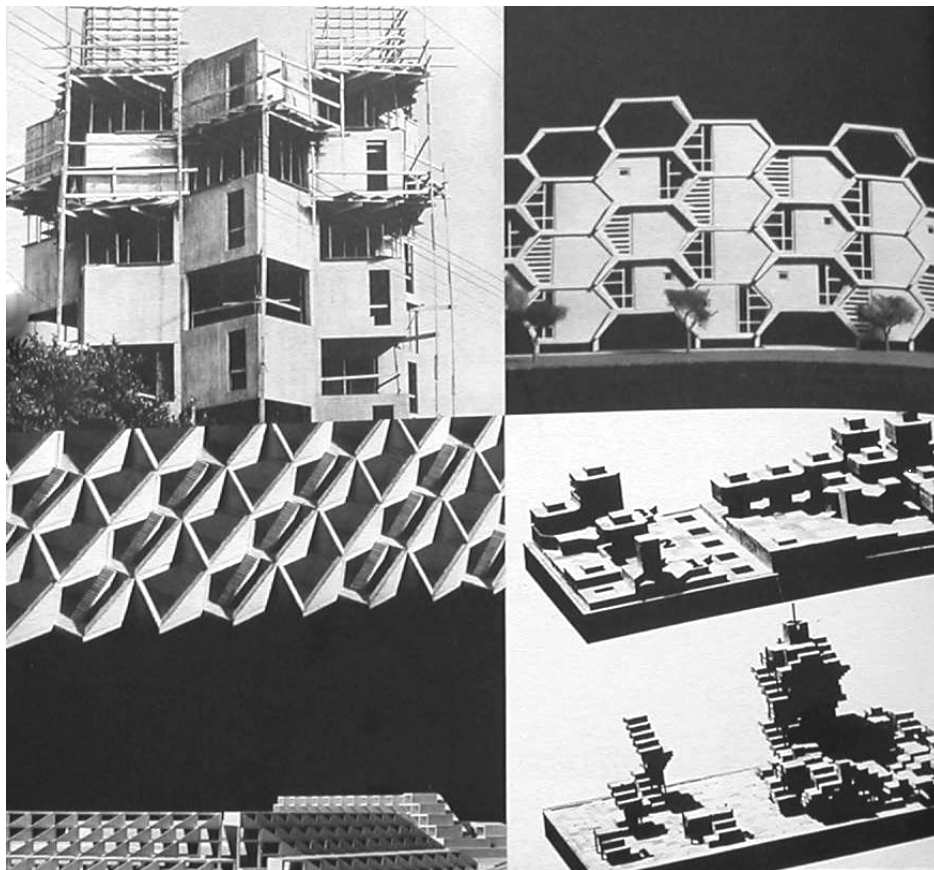


Figure 59 : Détails d'architecture israélienne d'après-guerre  
Source : Archives E. Weizman, repris dans Territoires, 2002



Figure 60 : Les blocs d'implantation de Gilo (architecte : R. Karmi)  
Source : *Jerusalem*, Municipalité de Jérusalem, 1982

### 3.2.4 Le rejet de l'architecture de l'autre, le rapprochement impossible avec les Palestiniens

«Nous devons accepter le fait évident que notre place au Moyen-Orient n'est pas juste géographique mais culturelle également» écrit l'architecte David Knaffo, reprenant à son compte une possible définition du régionalisme<sup>71</sup>.

Il faudrait s'interroger, ailleurs, sur les formes qu'a pu prendre une architecture régionale en Israël et sur les possibilités de rapprochement avec celle, récente, des Palestiniens. Toute la question est de savoir comment l'ensemble des métaphores liées à l'autochtonie, cette attirance orientaliste ou romantique, sont ressenties par les Palestiniens, ceux-ci constatant en premier lieu, que leur terre se dérobe sous leurs pieds. Il n'y a pas, pour les habitants arabes, les acteurs politiques ou autres observateurs, d'arguments esthétiques et urbains fournis par la Municipalité de Jérusalem et l'administration civile de Beit Il qui ne soient des énoncés politiques.

Aux yeux des Palestiniens, les considérations subtiles sur la préservation de Jérusalem, de sa ligne de crête, de son paysage, sur la conservation d'une échelle harmonieuse ou sur le caractère pittoresque des villages débouchent, de l'avis de tous, sur une série de limitations : gel foncier, faible densité, interdictions, discrimination. Ils perçoivent d'abord les effets du *Master Plan* de 1980 et de ses plans de détail

---

<sup>71</sup> D.Knaffo, « Toward a Local Jewish identity », in *Architecture in Israel*, 1990.

condamnant le développement des quartiers stratégiques de Sheikh Jarrah, de Jabal Mukabir, Ras al Amud, où des terrains sont disponibles, au motif du maintien d'espaces ouverts. Ces derniers ne sont pas perçus comme des outils d'urbanisme mais comme une arme de guerre. La quantification des droits à construire selon des réglementations habituelles comme les surfaces au sol, densité, nombre d'étages, apparaissent aux yeux des citoyens comme des grilles techniques partiellement incompréhensives quant aux codes esthétiques, aux modes de construction. L'affectation de zones réservées et paysagères, les politiques de remembrement et de réserves d'équipement publics sont ressentis comme des mesures disciplinaires et punitives. Les riverains y voient même un contre-droit, puisque les mêmes règles d'usage, les mêmes valeurs sont invoquées à l'Ouest et dans les colonies, avec des résultats différents. La sentence du maire Kollek maintes fois signalée par les commentateurs palestiniens et leurs défenseurs, n'est plus pour ces derniers, un commentaire mais un énoncé discursif. Kollek parlait ici du bilan municipal à Jérusalem dans les années 1990<sup>72</sup> :

«Pour les juifs de Jérusalem, nous avons fait tant de choses, pour l'Est, rien. Des promenades ? Aucune. Des institutions culturelles ? Aucune. Oui, nous avons amélioré le réseau d'eau potable. Savez vous pourquoi ? Pensez-vous que c'était pour le bien-être des arabes ? Pas du tout. Il y avait des cas de choléra, et les juifs étaient effrayés à l'idée d'être contaminés.»

Surtout, les Palestiniens refusent toute intromission d'urbanistes israéliens qui se tiennent, du reste, à distance. A Jérusalem tout rapprochement technique, tout partage de l'espace ou de sa culture sont réfutés par les professionnels et les politiques de la Maison de l'Orient mais aussi par les citoyens<sup>73</sup>. Pour ces derniers, l'organisation d'un paysage n'incombe pas à ce milieu israélien, étranger, même si celui-ci souhaite partager une culture commune : l'ordonnancement de l'espace public, l'élégance de l'architecture traditionnelle et l'unité historique de la vieille ville. D'ailleurs, les Palestiniens cultivent volontiers l'image de la forteresse lorsqu'ils évoquent les colonies, les quartiers de Jérusalem et les modes de faire israéliens. Ils mentionnent une architecture massive, un saccage des attributs vernaculaires, la fermeture du paysage

---

<sup>72</sup> Nous reprenons ici la citation dans *Jerusalem Planning and Development* publié par Israeli-Palestinian Peace Building Programm, mars 2002.

<sup>73</sup> Entretiens avec Taoufik Tafidji, chargé des questions urbaines à la Maison de l'Orient.

visuel. Mais le plus souvent ils détournent leur regard des colonies comme s'il s'agissait d'une fiction, d'un mythe sans histoire<sup>74</sup>.

La fonction tout comme la forme du rempart prises par les colonies sont perçues comme évidentes. La thématique de la forteresse a servi toute la théorie de la domination d'un paysage sur un autre, d'une société sur une autre. En apparence, il y a bien, dans la forme souvent verticale et circulaire des implantations, la remise en cause de la structure urbaine existante. L'architecture palestinienne traditionnelle est depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, aisément repérable dans la région de Beit Jala, Beit Sahour, Bethléem, Ramallah : elle suit le relief, les courbes de niveaux, exploite par endroits la géographie, crée des toits terrasses, des jardins et rues en escalier. Les maisons sont construites en pierre, selon un module simple régulier répété en hauteur ou en largeur. L'architecture se constitue par juxtaposition ou accumulation de modules à l'intérieur de l'espace privé<sup>75</sup>. Toute une structure urbaine part du sol, d'une oeuvre manuelle. En ville, la densification s'effectue de façon progressive, sans rupture de formes, dans un dispositif transitionnel. Le paysage sociologique et architectural des villages que tout oppose aux colonies et le rejet de ces dernières semblent étroitement liés.

Le rejet de formes spatiales allogènes, quand il est formulé par le milieu intellectuel palestinien, a cette fonction : souligner l'absence de toute sensibilité et de toute compréhension des architectes israéliens à la beauté des lieux. Dakkak<sup>76</sup> au nom de la corporation des architectes, a comme bon nombre d'observateurs, essayistes et historiens, mentionné à plusieurs reprises, la violence symbolique propres à ces constructions qui seraient à l'image de la politique israélienne. Les analystes relèvent souvent les ruptures formelles de la forteresse comme symptôme d'une modernité entrant brutalement dans la tradition paisible de l'histoire. L'expansion de la modernité récente juive est toujours en cause face à l'ancestralité du sol et son épaisseur

---

<sup>74</sup> La formule de Barthes dans *Mythologies* à propos du mythe conviendrait ici : «Comme sens, le signifiant du mythe a une richesse, il fait partie de l'histoire. En devenant forme le sens éloigne sa contingence, l'histoire s'évapore et il ne reste que la forme. Le sens contenait tout un système de valeurs, une histoire, une géographie. La forme éloigne cette richesse».

<sup>75</sup> L'architecture palestinienne a été étudiée par Serge Santelli dans *Les maisons de Bethléem*, Maisonneuve et Larose, 1997 et *Maisons de Naplouse*, Consulat de Jérusalem, 2002.

<sup>76</sup> Par exemple, Dakkak s'exprimant dans une table ronde organisée par le *Palestine-Israel Journal*, Vol VIII, n°1, 2001.



historique, face au principe de continuité d'un cadre territorial maintenu par les Palestiniens jusqu'à la colonisation. Mais les écrits professionnels tout comme les discours politiques de l'OLP semblent peu se soucier des effets urbains profonds, des transformations majeures subies par la structure urbaine à Jérusalem, et surtout des scénarios pour y remédier. A Jérusalem comme en Cisjordanie, en s'attachant surtout à relever les oppositions formelles, les acteurs soulignent évidemment des oppositions culturelles qui ne font que s'accroître.



Figure 61 : Jérusalem vu du Nord sur la ligne verte

Image : G. Dupin (2003)

## CONCLUSION

### UN URBANISME COLONIAL D'UN AUTRE TYPE

«Je ne peux pas ignorer la place conquise par l'israélien dans mon identité. Il s'y trouve en dépit de ce que je pense de lui. Il est un fait physique et psychique. Les Israéliens ont transformé les Palestiniens » commente le poète Mahmud Darwish <sup>77</sup>.

L'influence du colonisateur est évidente, mais nous sommes loin ici des «Indiens de Palestine» ou de l'hypothèse de la stricte acculturation selon le mode colonial des empires. A l'instar de ses politiques spatiales, le pouvoir exercé par Israël n'est plus celui du colonialisme lent, de l'assimilation minimale d'un milieu et du projet esthétique qui en découlent. La ville et ses populations ne sont pas des terrains sociaux, mais sont gouvernés et réglementés par des technologies de pouvoir et de savoir qui ne sont plus les outils civilisateurs antérieurs, soucieux du bien-être de la cité. L'occupation militaire a largement influé et interféré avec les perceptions, les habitudes, les pratiques des populations tout comme celle des élites et des dirigeants. De même qu'elle a marqué en profondeur le paysage, en construisant une topographie nouvelle faite d'appropriation symbolique, matérielle.

A chaque strate du pouvoir sur l'espace et ses populations, nous serions tentés de voir les politiques et les faits spatiaux sous l'angle de l'antagonisme et des ruptures, sans zones de contact entre l'occupant et l'occupé. Au premier rang des effets d'un conflit de légitimité figurent des ruptures, jusqu'ici inédites, que nous avons qualifiées de biopolitiques : l'apparition des camps a-territoriaux, la paupérisation et la brisure spatiale et sociale de la Palestine arabe. Puis, au fur et à mesure de son statut d'exception, la société palestinienne est devenue le miroir inversé de son occupant. Une organisation capillaire de la résistance a réfuté de plus en plus le régime d'occupation et son maintien de l'ordre.

---

<sup>77</sup> *La Palestine comme métaphore, op. cit.*, p.161.

Mais une fois découvertes les lignes d'émergence d'un urbanisme d'occupation orienté et assimilé à une police généralisée de l'espace, des nuances peuvent être perçues. Parce que la présence du colonisateur d'un nouveau genre est basé sur un ordre disciplinaire sans contenu culturel, elle a évité les milieux denses, les lieux physiques de l'identité arabe. En comparaison avec la guerre de 1948, l'occupant a peu touché aux signes culturels architecturaux, au patrimoine, à l'exception de Jérusalem. Il s'est peu immiscé dans la vie urbaine, mais l'a immobilisée par le jeu de la norme et du droit militaire. Il a remodelé un paysage local, à partir duquel les Palestiniens ne vont cesser de vouloir restituer une géographie, une histoire qui leur soient propre, liée aux faits de dépossession.

En faisant une incursion dans les deux milieux professionnels israéliens et palestiniens pour tenter d'établir ce lien entre nationalisme et identités culturelles, on a souligné les oppositions entre, d'un côté, une pensée ou une culture politique traduites dans des technologies de savoir et de pouvoir soumises à l'obligation de résultat, et de l'autre, le corps tactile de la résistance collective et individuelle. Sous le gouvernement d'occupation et dans les instances municipales de Jérusalem, la vision technocratique et militaire et quelquefois culturaliste d'une armée de techniciens est faite pour épouser ou défendre le projet national sans discontinuité, et sans la force de l'imaginaire, sans expérimentation, à l'exception de Jérusalem. Mais aussi, sans volonté acculturatrice et sans médiation.

Sur l'autre rive, sur le fond de cette couche instinctive qu'a été la résistance et le patriotisme, la présence des ingénieurs palestiniens, plus que des architectes n'est pas négligeable. Ils ont privilégié une approche sociale du conflit, ont créé, par endroits, des outils. Ils ont surtout endossé les discours et les structures politiques. Mais la structuration d'un milieu urbain et d'une culture professionnelle se sont avérés insuffisants, notamment en appui de l'approche idéologique de l'appareil politique pour que des projets puissent émerger. Ni le milieu, ni les responsables de l'OLP ne se montrent très précis sur la question territoriale, face au remodelage ou à l'appropriation

spatiale irréversibles effectués par leur occupant, moins à Gaza qu'en Cisjordanie et surtout, à Jérusalem. Les Palestiniens arrivent les mains vides aux négociations de Madrid de 1991, c'est-à-dire sans contenu scientifique donné à leur projet d'indépendance, qu'il s'agisse du devenir de la capitale arabe, des enjeux majeurs touchant à la souveraineté du territoire et, accessoirement, aux formes spatiales de ce dernier.

Dix ans après les premières conférences de Madrid, Edward Said, en tant qu'intellectuel, plaide pour une ré-appropriation des outils de connaissance historique, une maîtrise des technologies de savoir et de pouvoir par les Palestiniens eux-mêmes. Il fera remarquer à propos des premières négociations de 1991 entre Israéliens et l'OLP<sup>78</sup> :

«A la Conférence de Madrid en 1991, on a dit que celle-ci réunissait des techniciens de l'OLP et des intellectuels indépendants en Europe assemblés en équipes afin de préparer des documents de négociation sur des sujets tels que l'eau, les réfugiés, la démographie et les frontières, en préparation de ce qui deviendraient les rencontres secrètes d'Oslo en 1992 et 1993, bien que, au meilleur de ma connaissance, aucun des dossiers n'a été utilisé, aucun des experts palestiniens n'a été impliqué directement dans les pourparlers et aucun des résultats de ces recherches n'a influencé les documents finaux qui en ont émergé».

---

<sup>78</sup> Edward Said : Archéologie de la Feuille de route, *Al-Abram Weekly*, n° 642, 12-18 juin 2003.

## TROISIEME PARTIE

### FAIRE PARTIE DU MONDE : LES FORMES URBAINES ET LES IDENTITES DE LA RECONSTRUCTION

(1994-2002)

#### INTRODUCTION : LE TEMPS DE LA RECONSTRUCTION

La re-construction politique et institutionnelle commence dans les sociétés en guerre avec des logiques contradictoires, celle du dépassement de la machine de guerre, celle de la maîtrise des logiques intra-communautaires qui supposent avant tout de contrôler l'espace avant de le renouveler. Ce fut le cas très récemment à Beyrouth, où la reconstruction de l'après-guerre a été bien analysée dans ses enjeux politiques<sup>1</sup>. Les analystes ont montré à quel point le travail de réparation du tissu urbain aux mains des intérêts privés et communautaires n'était peut-être qu'une forme de prolongation de la guerre<sup>2</sup>. Une nation nouvelle peut également choisir de marquer la radicalité de ses racines, en effaçant tout ce qui peut contredire une filiation, supposée ou représentée. La reconstruction alors prend pied avec la tabula rasa avec un ré-enracinement identitaire et l'effacement de formes trop visibles de l'histoire. Ce fut le cas en Serbie, au Kosovo. Ce fut aussi le cas en Israël où un urbanisme conquérant a marqué des orientations fondamentales nouvelles.

La fabrique urbaine et les lieux de la reconstruction indiqueront donc précisément les signes et les modalités par lesquelles la communauté souhaite recouvrer le passé, l'affronter ou l'effacer. On connaît la signification donnée par les historiens

---

<sup>1</sup> Par exemple Nabil Beyhum ou Jade Tabet ont énuméré les dangers qui guettent la reconstruction de Beyrouth, cristallisant tout un rapport d'alliances ou de forces dans l'espace du centre-ville partagés entre miliciens, marchands et religieux liés aux intérêts privés. Pour les auteurs, la démission de l'Etat conduit à la disparition du vieux modèle de la médina au profit de l'image capitaliste que les entrepreneurs libanais côtoient dans le Golfe Arabe. In *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*, Beyhum, (dir.), Lyon, Maison de l'Orient, 1992. Eric Verdeil a analysé les lignes de force sociales et politiques qui traversent le milieu des bâtisseurs et décideurs à Beyrouth dans la période de reconstruction, in *Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction*, E. Verdeil, Thèse de géographie mention urbanisme, Université de Paris I, 2002.

<sup>2</sup> Nabil Beyhum est allé jusqu'à définir la mécanique de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth comme un système milicien et communautaro-libéral, in *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*.

aux reconstructions urbaines à vaste échelle. En France, les projets modernistes de l'après deuxième guerre mondiale après des années de deuil ont achevé bien souvent l'œuvre des destructions comme l'a fait remarquer Rémy Baudouin<sup>3</sup> dans *Les reconstructions en Europe* (1945/1949). Dans d'autres situations historiques, pas forcément des plus récentes, l'investissement symbolique dans les traces historiques, à l'image des ruines et des vestiges peut servir une entreprise collective et individuelle de mémoire, en premier lieu celle de communautés sinistrées. De très nombreux exemples historiques ont été fournis sur la signification de l'acte de commémoration en France, autour des monuments martyrs, à l'exemple des ruines d'Oradour classées monuments historiques, comme l'a fait remarquer Pierre Nora dans *les Lieux de mémoire*. Des exemples récents de patrimonialisation d'après-guerre ont été fournis en Tchécoslovaquie, en ex-Yougoslavie et on l'a vu en Israël où tout un patrimoine arabe laissé en jachère après la création de l'Etat hébreu a été finalement normalisé, unifié.

Mais dans ces contextes d'après-guerre, la reconstruction, bien au-delà de la reconquête du bâti acquiert une signification quasi ontologique : celle de la capacité d'une nation à recomposer et réunir symboliquement des communautés hétérogènes et éparses. L'acte d'aménagement ou de construction dans un territoire rendu à la liberté du projet politique, à un imaginaire national n'en demeure pas moins dépendant de contingences matérielles et économiques, au premier rang desquelles figurent les besoins vitaux des populations, le souci de la rente financière ou de la valeur d'échange, le cycle du capital. Le pragmatisme peut se greffer sur un sentiment national. Le cas, proche de Beyrouth a bien montré que l'émulation professionnelle de l'après-guerre demeure avant tout liée aux opportunités immobilières.

Comment va s'effectuer le laboratoire de la construction nationale et urbaine en Palestine, celle qui advint aux termes des accords de paix signés en septembre 1993 à la suite de longues négociations menées depuis 1978 ? Quel est le projet de la reconstruction qui succède à l'occupation, mais aussi à un certain idéal national qui lui

---

<sup>3</sup> R. Baudouin, citant le Corbusier, urbaniste pour la reconstruction de Saint Dié : «Les conditions sont exceptionnelles. La zone urbaine est détruite de façon extrêmement favorable» in «Imaginaire culturel et représentations des processus de reconstruction en Europe après 1945» dans *Les reconstructions en Europe* (1945/1949), *op.cit.*, p.311.

était lié ? En 1993, les villes palestiniennes ne sont pas des champs de ruine. Mais le nouvel Etat palestinien doit prendre en compte des enjeux urbains majeurs : le devenir des camps, de l'habitat et l'insertion des populations les plus pauvres, la dégradation des villes, l'accroissement démographique lié au retour suscité par l'espoir de paix, la viabilisation minimale du territoire. Surtout, la nation palestinienne n'est pas à reconstruire mais à construire et la nouvelle Autorité Palestinienne ne peut se prévaloir d'une quelconque culture et expérience institutionnelles. La période d'autonomie qui était conçue comme provisoire de 1994 à 2000 ouvre donc des perspectives pour l'expérimentation en temps réel d'une pensée et d'un projet politique mais aussi urbain qui feraient oublier la tragédie ou tout du moins la période militaire précédente. L'espace urbain palestinien devient le lieu visible de la construction collective d'une nation, mais procédant d'une vision centrale ou tout du moins institutionnelle puisqu'elle est incarnée par une autorité politique : la Nouvelle Autorité Palestinienne dotée d'un président et d'un gouvernement. Mais nous entendons explorer ce cadre urbain de «sortie de guerre» moins à partir de sa structuration institutionnelle, de ses acteurs politiques ou sociaux que par les figures et les comportements urbains qui apparaissent.

La fondation de cette pré-nation nous semble être le produit complexe de différentes formes d'expression de la présence internationale et du nationalisme. D'un côté, la renaissance d'une urbanité, si elle a lieu, renvoie nécessairement à des logiques externes comme l'internationalisation, dans la mesure où des acteurs mondiaux que l'on a dit présents depuis un siècle structurent la scène locale, dans la mesure où la Terre Sainte reste soumise à de multiples influences. Des circulations culturelles et économiques, des apports économiques externes ont lieu au croisement de la présence étrangère des bailleurs de fonds, des diplomates mais aussi de la diaspora palestinienne. Peut-on localiser les lieux et les formes d'une empreinte transnationale dans des actes de discours, des formes matérielles de l'espace privé et public ? Peut-on à proprement parler d'une nouvelle internationale urbaine localisée issue du mouvement de la reconstruction avec le rôle des architectes et des urbanistes ? D'autre part, l'ordre international qui pèse sur l'esprit de la construction notamment institutionnelle rencontre à son tour des subjectivités sociales, des territoires sociaux et des héritages locaux et historiques. Ce sont ceux d'une communauté en place ou dispersée mais

unifiée par l'enracinement à des lieux. Le sentiment national jamais épuisé depuis un siècle a-t-il une expression urbaine contemporaine, et laquelle ?



## CHAPITRE 1

### L'ENTRE-DEUX ET LE PROVISoire FRAGILE DE LA RECONSTRUCTION : DES INTENTIONS A LA REALITE

En 1993, la Palestine n'est plus seulement une simple localisation géographique, comme elle l'était au début du siècle ni la patrie mère d'un peuple en lutte. Elle devient le socle humain et matériel de l'établissement d'un nouvel Etat provisoire, d'une nation «post coloniale» qui doit être autonome. En 1993, la déclaration de principe d'Oslo signée par les Israéliens et les Palestiniens fixe une période intérimaire de cinq ans avant la création d'un Etat palestinien qui devait advenir en 2000<sup>4</sup>. Les accords prévoient la tenue d'élections démocratiques, la mise en place d'un semblant d'Etat souverain se substituant à l'administration militaire israélienne, le transfert d'autorité à une administration civile palestinienne pour les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture, des affaires sociales. La tenue d'élections aura effectivement lieu au printemps 1996 confortant essentiellement les responsables du Fatah d'Arafat comme représentants au Parlement et aux postes ministériels. Des arrangements majeurs sont approuvés par Israël et les représentants palestiniens pour la mise en place des infrastructures économiques, des concessions d'électricité et de télécommunications et d'eau, l'ouverture du port maritime de Gaza, la mise en place d'un plan israélo-palestino-jordanien sur l'exploitation de la zone de la Mer Morte, la création de l'Office Foncier palestinien, une Banque de Développement.

L'essentiel des accords d'Oslo tient au redéploiement progressif des pouvoirs concernant l'ordre public et les affaires civiques aboutissant à la mise en place de trois types de zones. Il y a celles où l'Autorité palestinienne devient responsable de la sécurité et des affaires intérieures fiscales, foncières, sanitaires et autres affaires de la cité : les zones A correspondent aux villes et espaces denses palestiniens. Il y a ensuite les zones B où l'Autorité Palestinienne et ses forces de police sont co-responsables avec

Israël du même ordre public et de la sécurité intérieure ou extérieure, mais où les affaires civiles sont confiés aux Palestiniens. Les zones B sont les territoires semi-urbains, les périphéries de villes principales palestiniennes, les zones tampons et de transition avec le territoire israélien, pour lesquelles on effectue un découplage entre la gestion des affaires civiles dépendant de l'autorité palestinienne et la gestion policière dépendant d'Israël. En zone C, c'est à dire la majeure partie des territoires couverts par les accords, Israël conserve en l'état<sup>5</sup> toutes les responsabilités en matière de défense et de sécurité car il s'agit d'espaces urbains contigus ou au contact de populations israéliennes ou d'enclaves situées sur le sol palestinien : les colonies. Jérusalem-Est et la périphérie du Grand Jérusalem restent sous la souveraineté israélienne. Un comité de liaison israélo-palestinien pour les affaires civiles (*District Cooperation Operations*) est installé dans chaque gouvernorat.

En mai 1994, l'accord du Caire sur la première phase du redéploiement de Gaza et de Jéricho<sup>6</sup> confirme le transfert de l'autorité militaire aux services palestiniens qui s'installent dans un premier temps dans ces deux pôles autonomes. L'autorité Nationale se dote de pouvoirs législatifs et exécutifs : son parlement peut promulguer des lois des règlements, annuler le droit militaire. Un comité de liaison israélo-palestinien est institué pour le passage des biens et de personnes entre Gaza et Jéricho, c'est à dire pour traverser Israël. Les accords intérimaires de septembre 1995 appelés Oslo II mettent en œuvre de nouvelles mesures de transfert de pouvoirs et de responsabilités sur trois autres zones urbaines (Djénine et Qalqaliya, Jéricho suivie en janvier 1997 de Hébron).

En octobre 1998 les accords de Wye River entérinent encore un nouveau redéploiement mineur du territoire autour de Ramallah. En novembre 1998 on ouvre le nouvel aéroport de Gaza ainsi que le passage sécurisé entre la Cisjordanie et Gaza. Les

<sup>4</sup> «La déclaration de principe sur les arrangements intérimaires d'auto gouvernement» suite aux accords d'Oslo a été publiée, par exemple, dans la *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°49, 1994, pp.3-13.

<sup>5</sup> Les accords intérimaires de 1995 stipulent néanmoins qu'à terme, au vu du règlement des questions finales (réfugiés, Jérusalem, statut d'indépendance) l'administration civile pourra être transférée aux Palestiniens.

<sup>6</sup> Accords instituant l'autonomie palestinienne à Gaza et à Jéricho, 4 Mai 1994. Publié par le Jerusalem Media Center et dans *Le Monde*, 6 mai, 1994.

accords suivants dit de Sharm el Sheikh en septembre 1999 confortent des retraits supplémentaires mais mineurs à Hébron, Naplouse et Tubas. Au terme de la période intérimaire les territoires autonomes incluant Gaza représentent 15% des territoires de Cisjordanie mais 60% de la population palestinienne, les zones mixtes (B) 22% du territoire<sup>7</sup> et l'Etat d'Israël maintenait son contrôle militaire sur le reste dont Jérusalem-Est et la moitié de Hébron. Le sommet de Sharm el Sheikh en septembre 2000 clôture la période provisoire pour aborder les questions majeures de Jérusalem, des réfugiés, des frontières de l'Etat palestinien.

On sait qu'aucun accord ne fut trouvé entre Israéliens et Palestiniens, les dernières négociations de Camp David en décembre de la même année échouant pour aboutir à la reprise d'un cycle de violence amorcé dès l'été 2000. Les raisons de l'échec des négociations de paix ont été suffisamment interprétées. Pour la partie palestinienne les limites finales de l'Etat palestinien proposées par Israël (soit 22 % du territoire de la Palestine «historique») n'étaient pas acceptables économiquement et politiquement au terme de cinquante années de lutte nationale. Suite à cinq années de négociations les acteurs, analystes et défenseurs de la cause palestinienne s'accordaient sur la face cachée des accords de paix. Ceux-ci masqueraient (mal) la continuation du projet sioniste et expansionniste maquillé par un dispositif artificiel de pacification. La preuve de l'intransigeance du plan israélien était donnée par la poursuite de la colonisation et le maintien des bouclages dans la période, l'absence de souveraineté de la nation palestinienne. Et les questions majeures étaient sans cesse repoussées sur l'agenda des négociations : Jérusalem, les frontières définitives, le droit au retour. Pour les Israéliens au contraire, les Palestiniens n'ont pas suffisamment donné de preuves de leur capacité à administrer leur territoires, à juguler la violence et le terrorisme. Et le droit au retour demandé par les Palestiniens n'est pas légitime sans mettre en péril l'Etat hébreu.

---

<sup>7</sup> La superficie totale de la Palestine est d'environ 6000 km<sup>2</sup>. La zone A représente environ 800 km<sup>2</sup> et 1.700.000 habitants, la zone B 1200 Km<sup>2</sup> pour 845.000 habitants, la zone C environ 320.000 habitants, incluant Jérusalem, les pourtours des colonies qui sont faiblement peuplés, les habitants juifs de Jerusalem et des colonies n'entrent pas dans le calcul. Selon Ph. Fargues, «Des cartes dans quel jeu?», in *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°23, printemps 2000, pp.53-55. Fargues, démographe souligne à quel point les simulations de population, de densité sont complexes au regard des accords successifs de paix, d'Oslo à Wye River.

## 1.1 UN ESPACE SANS QUALITE

Bien avant d'avoir un contenu politique et institutionnel, le processus de paix était un processus cognitif qui ramenait une communauté à sa condition ontologique. La reconnaissance symbolique d'un territoire, fut-il étroit, était vécue comme une rédemption et une délivrance, un bouleversement pour la population. Dans les villes, on pouvait assister aux manifestations de joie. Le drapeau palestinien était hissé, l'hymne national diffusé à la nouvelle radio. Un passeport allait bientôt être délivré et les voitures étaient immatriculées en Palestine, portant la lettre «P» sur leur plaque verte. Les soldats israéliens pouvaient bien-être là aux nouveaux points de barrages plus discrets, «on ne voyait plus de militaire, on était chez soi»<sup>8</sup>. Ici apparaît l'aspect phénoménologique de la construction nationale : un territoire «libéré», matérialisé par des signes visibles : le drapeau, l'uniforme des policiers, la tour de la nouvelle télévision, les nouvelles municipalités; allaient pour un temps court et éphémère recouvrir le territoire perdu. L'euphorie brève et temporaire liée à la «libération» partielle de la patrie empêchait de voir peut-être le contenu étroit des accords sur l'autonomie territoriale ou l'auto gouvernement. D'une part ceux-ci loin de constituer une rupture politique et historique perpétuaient incontestablement un contrôle de l'espace. D'autre part au stade de la mise en oeuvre des institutions proto-nationales palestiniennes, on allait prendre la mesure des obstacles de tout ordre pour la territorialisation et l'organisation d'un Etat qui ne correspondait pas au projet essentialiste de la lutte nationale.

### 1.1.1 L'espace rétréci

L'écart de représentation entre l'Etat imaginé et le territoire rétrocedé au stade d'accords de paix commence avec les cartes géopolitiques. Celles-ci ont imposé un espace sans qualité où la réalité physique et culturelle du territoire, ses singularités et sa mixité disparaissent progressivement au profit de sa représentation géopolitique. Au stade initial ou final des négociations du Caire, de Sharm El Sheikh, de Camp David, on ne discute plus des caractéristiques du territoire mais de quantités d'emprises estimées

---

<sup>8</sup> Parole souvent entendue de la part des Palestiniens.

en pourcentage, à rétrocéder a échanger, abandonner. Dans les premiers documents issus de l'accord de Gaza et Jéricho en mai 1994, on voit apparaître des territoires fragmentés. La zone urbaine de Jéricho, la première à être négociée est amputée pour laisser la place à un couloir de sécurité israélien, la route 90 menant à la vallée du Jourdain. Quelques mois plus tard les documents représentant la nouvelle bande de Gaza montrent des zones urbaines coupées les unes des autres et des blocs de colonies ayant leur accès privé à la mer. On dessine à même la carte un corridor d'accès pour les pêcheurs palestiniens qui ne verra pas le jour. L'espace viaire est dédoublé avec une hiérarchie des voies, celles secondaires empruntées par les Palestiniens, celles restant dans le domaine national israélien, aménagé pour les implantations et disposant de leurs frontières et voies d'entrées particulières. Les accords de 1997 sur le cas complexe de Hébron entérine la juxtaposition de trois espaces urbains étanches : la médina, les colonies d'implantations disposant de leur propre souveraineté dans la vieille ville avec un règlement spéciale et l'agglomération nouvelle.

Partout, les termes des échanges politiques dénie l'image de l'interdépendance complexe entre les territoires palestiniens et le tissu urbain contigu d'espaces israéliens. Les cartes du partage et de la paix discutées à Oslo ou à Camp David n'ont pas omis les tracés des *by pass*, les tunnels de contournement de Bethléem, les limites des zones, les emprises du «safe passage» pour aller et venir de Cisjordanie a Gaza. Mais elles ne montrent rien de l'interdépendance des zones palestiniennes et israéliennes, de l'imbrication des tissus urbains juifs et arabes dans le grand Jérusalem ou des voies de circulation, ou encore de la contiguïté des activités agricoles attenantes aux zones habitées ou incluses dans le grand Jérusalem. Elles ne montrent rien non plus des espaces intra-palestiniens.

Si la Communauté Internationale comme les instances palestiniennes approuvent le principe de blocs territoriaux fragmentaires et artificiels, isolés les uns d'autres et qui laissent fortement présumer de la viabilité de l'Etat palestinien, l'habitant lui voit la terre et l'horizon, son espace vital se rétrécir à chaque négociation. Au Nord comme au sud, les villes se trouvent isolées de leur arrière pays ou de leur cadre naturel d'extension. Les zones B et C apparaissent comme des zones de réserve pour l'urbanisation où l'Etat Israélien prolonge voire accentue sa politique

d'expropriation<sup>9</sup>, décide des autorisations de construire, continuant les plans *Allon* et *Seven stars*.

Puisque aucune loi palestinienne ne fait foi, puisque les accords ne concernent pas l'arrêt du peuplement israélien en Cisjordanie, de très nombreuses colonies continuent d'être construites dans la vallée du Jourdain autour de Jérusalem, du nord et au sud : Har Homa avec 6500 logements livrés en 2000 sur l'une des dernières collines symboliques (Abu Ghneim), l'extension de Maale Adumim pour 20000 habitants dont le plan est préparé par l'architecte Shlomo Aaronson, également en charge de la révision du Master plan de Jérusalem et pour lequel de nombreux recours de propriétaires expropriés sont déposés auprès de la Cour suprême<sup>10</sup>, l'extension de Pisgat Zeev en 1998 pour 1200 logements. Elles achèvent l'enfermement de villages palestiniens et des villes<sup>11</sup>. Et les organismes de défense des droits de l'homme continuent de dresser la comptabilité des expropriations<sup>12</sup>. La population palestinienne sait de fait que le réseau urbain des colonies de Maale Adumim, Givat Zeev, entrecoupant les villages arabes sont parties prenantes de l'armature des territoires palestiniens. Et qu'il est peu probable de pouvoir résoudre la question des colonies tellement les tissus deviennent contigus<sup>13</sup>.

L'habitant perçoit surtout les contraintes spatiales et matérielles issues du dispositif géopolitique accordant une place prédominante au contrôle des espaces

---

<sup>9</sup> 61300 dunums auraient été confisqués dans les premières années de paix, entre 1993 et 1995 pour raisons militaires ou pour des implantations sans concertation avec les propriétaires. Source : *The Reconstruction of Palestine*, A.B Zahlan (ed.), *op.cit.*, p 262.

<sup>10</sup> De très nombreux dossiers ont été consacrés à l'extension de Maale Adumim, porte de l'est notamment par l'O.N.G B'Tselem in *One way of Annexion, Human rights for the establishment of Maale Adumim*, Jérusalem, 1999.

<sup>11</sup> En 1999, 15.000 logements étaient en cours. Le rythme de croissance de la colonisation est environ 35.000 habitants par an. D'après «Observatoire de la colonisation», *Revue Etudes Palestiniennes*, n°18, hiver 99. En 2003, les 171 colonies représentent 183 km<sup>2</sup> et leurs *by-pass* ou couloirs de passage représentent 670 km<sup>2</sup>, d'après le Palestinian Central Bureau of Statistics.

<sup>12</sup> Par exemple l'O.N.G Law a publié *Bulldozed into cantons : Israel's House Demolitions Policy in the West bank since the Signing of the Oslo Agreements, 9-1993 to 3-1998*, P. Hassouri, Ramallah, Law editors, 1999. La société palestinienne pour la défense des droits de l'homme (*Palestinian Society for the Protection of Human Rights and Environment*) et B'Tselem publient des rapports trimestriels.

<sup>13</sup> Le dernier plan de paix de Camp David (2000) propose d'annexer en Israël les parties habitées par les colons de l'autre côté de la ligne verte, entre 6 et 10% au stade des propositions dites de «Clinton ou de Barak» mais dans tous les cas, les colons devraient emprunter un minimum des routes situés dans des zones habitées par des palestiniens.

stratégiques, qu'ils soient Palestiniens ou Israéliens. A Jérusalem, le très restrictif Master plan de 1982 de l'urbaniste Shimshoni continue de s'appliquer, étouffant tout projet individuel et collectif. En zone B et C, les bandes de sécurité et les alignements et les mesures de sécurité sont maintenus dans les mêmes dispositions que durant l'occupation : hauteurs et densités limitées, recul dans une bande de 500m<sup>14</sup>. Le plan des *By pass* conçu par le Ministère de la Défense condamne les derniers terrains de Sheikh Jarrah pour y réaliser la Porte de l'Est, sorte de nœud de jonction entre les colonies.

### 1.1.2 L'espace contrôlé, l'espace contourné

En 2000, le territoire qui devait préfigurer le territoire de l'Etat nation palestinien est devenu un espace segmenté, discontinu et rétréci qui brise une nouvelle fois le rêve de cohésion nationale et de la communauté unifiée. Car la géographie du contrôle proposée par Israël n'est pas démentie dans la période bien au contraire. La surveillance militaire peut bien être moins lisible, l'espace n'est pas moins quadrillé. Territoires, flux et populations sont soumis à des dispositifs et normes de surveillance renouvelés. Un faisceau de procédures technocratiques s'articule désormais à une répartition spatiale des populations à qui sont conférées des droits différentiels selon leur zones de résidence. Ne doit-on pas considérer que des techniques de gouvernementalité, de contrôle biopolitique propres aux conflits de basse intensité sont perpétués dans le cadre de la paix ?

#### 1.1.2.1 Nouveaux dispositifs de contrôle et de classement des populations

La mise en œuvre du plan d'Oslo revenait d'abord à ordonnancer les parties palestiniennes autour des objectifs de sécurité de l'Etat d'Israël, puisque celui-ci n'a plus de présence physique en secteurs autonomes où la police palestinienne prend en charge l'ordre public. Dans cette tâche, l'Etat israélien doit résoudre la question essentielle des allées et venues de résidents palestiniens qui nécessairement doivent traverser Israël et surtout Jérusalem. La multiplicité des flux de personnes survenant

---

<sup>14</sup> Article VIII sur les arrangements de sécurité concernant la construction et le zoning, Accords du Caire, mai

avec l'espoir de l'autonomie doit très vite être maîtrisée. Contrairement à la première période d'occupation, les Palestiniens ne seront plus libres de leurs mouvements notamment à Jérusalem et vers Israël, du nord vers le sud de la Palestine. Et les populations seront cloisonnées. Trois formes de cartes d'identité sont instituées qui ne correspondent plus au régime précédent : des cartes vertes pour les zones A et B de Cisjordanie, orange pour les Palestiniens de Gaza, qui s'ajoutent aux cartes bleues délivrées par l'Etat d'Israël aux Palestiniens de Jérusalem comme aux autres citoyens. Les immatriculations sont transmises au Ministère israélien de la Défense comme le prévoient les accords d'Oslo. Un enregistrement régulier doit être effectué auprès des autorités palestiniennes et surtout israéliennes pour les demandes de circulation d'un bout à l'autre de la Palestine.

Désormais les Palestiniens ne sont plus égaux devant leur territoire. Les Palestiniens de Gaza sont assignés à résidence car non-détenteurs de laissez passer régulier ou ordinaire pour se rendre dans les autres zones de Palestine. L'installation en Cisjordanie pour un citoyen de Gaza nécessite une autorisation israélo-palestinienne. Les salariés, commerçants, étudiants de Gaza doivent donc demander un permis de circulation ou de résidence s'ils veulent travailler ou étudier en Cisjordanie. Les étudiants de l'université de Bir-Zeit originaires de Hébron ou Gaza non-détenteurs d'un permis ne sont pas autorisés à étudier à Bir-Zeit. Les Palestiniens de Cisjordanie eux, sont empêchés d'aller à Jérusalem et doivent bénéficier de permis de circulation pour traverser Israël<sup>15</sup>. Et les résidents de Jérusalem continuent de constituer cette masse hétérotopique, détentrice de cartes d'identités israéliennes leur conférant le droit de circuler. Les villages pris en étau entre les zones A et B et Jérusalem ont un statut flottant, une identité hasardeuse et leurs habitants ne peuvent plus se rendre à Jérusalem. Mieux, ils n'ont plus le droit de se rendre en Cisjordanie sans autorisation et ils relèvent de plusieurs circuits administratifs palestiniens et israéliens.

1994.

<sup>15</sup> Moins de 5% de la population bénéficierait d'un permis pour se rendre à Jérusalem depuis 93, d'après S. Tamari (entretien personnel).



De cette répartition calculée et complexe des individus par sous-région naît une multiplicité de statuts et de droits différentiels à circuler, produire et habiter. Différentes plaques d'immatriculation de véhicules sont mises en service selon les trois blocs par lesquelles on peut aisément repérer l'origine des véhicules et de leurs passagers. Différents laissez passer selon la zone et le type de permis de travail ou autre caractéristique individuelle (origine du lieu de naissance, antécédents judiciaires, âge et sexe) confèrent des droits aléatoires et irréguliers : les femmes et les personnes âgées deviennent plus libres de circuler que les hommes de moins de 50 ans. Et compte tenu des différentes cartes d'identité ou des plaques d'immatriculation, on peut aisément reconnaître les passagers illégaux, traversant les zones interdites d'Israël.

Un monde de droits disparates se dessine entre palestiniens de même origine, de même lieu de résidence. Les Palestiniens ne sont plus égaux devant les actes de la vie civique relevant désormais la plupart du temps de plusieurs circuits. L'obtention d'un permis de construire n'est pas possible dans les zones B, en limite de secteurs stratégiques. Les regroupements familiaux et les mariages ne sont plus possibles entre personnes domiciliées dans des régions différentes (Gaza, Jérusalem et la Cisjordanie) puisque les échanges sont interdits. Les réfugiés des camps restent eux, tributaires de leur statut de réfugié et à Jérusalem de leur double statut de réfugié-résident. Les familles sont décomposées, recomposées, les passeports sont requalifiés, les nationalités reconsidérées. La mise en œuvre d'un dispositif d'autonomie a ainsi différencié les populations par sous-groupes. De la même façon, il a fabriqué de nouvelles identités territoriales avec une séparation spatiale accrue mais surtout avec le découpage de sous-régions désormais infranchissables, entre le nord et le sud et quelquefois entre villages d'une même zone.

Même dans les périodes les plus favorables, il ne fait pas de doute que la mobilité d'un bloc à l'autre de la Cisjordanie mais surtout «pour sortir» de Gaza est devenu plus difficile. La mobilité journalière est très contraignante voire impossible entre Gaza et Ramallah car les permis de travail et de circulation sont partout obligatoires pour contourner Jérusalem. Les entrées et sorties donnent lieu à des

procédures administratives israéliennes et palestiniennes lourdes, mais surtout les permis de transit et de séjour sont journaliers<sup>16</sup>. Seuls les membres de l'Autorité Palestinienne et de son parlement et quelques privilégiés bénéficient de sauf-conduits permanents pour aller et venir. A Gaza, les mouvements individuels sont limités. Le couloir sécurisé de Gaza mis en service en 1998 destiné à organiser la circulation des personnes, autres que travailleurs vers la Cisjordanie empruntant donc les voies routières israéliennes s'est avéré contraignant et dissuasif et fut peu pratiqué : limitation du nombre de voyageurs, limitation de la durée du voyage, interdiction de dépasser l'horaire pré-attribué, fléchage vers des transports en taxis et bus réglementés, demande administrative préalable très longue<sup>17</sup>.

#### 1.1.2.2 *De la ruse : contourner ou transgresser les territoires de la paix*

Ainsi, un pouvoir «bio-politique» qui s'exerce au moyen de procédures et de technologies de sécurité, s'est substitué au pouvoir militaire et prolonge les dispositifs de surveillance de la période précédente. De fait, les formes sociales des échanges, les mouvements des populations, les espaces et la vie des résidents catégorisés : familles, travailleurs, réfugiés, résidents des zones A ou B, nord ou sud, restent déterminés par des autorisations aléatoires. Les actes de la vie quotidienne et économique sont devenus une somme de pratiques informelles, clandestines, liées au refus d'un dispositif sécuritaire matérialisant un processus politique mais dont nul ne connaît la portée. Des pratiques urbaines et spatiales sont nées dans la Palestine de l'entre-deux, à l'écart dans le sillage ou dans le refus silencieux d'un schéma géopolitique.

Tout dispositif biopolitique engendre des pratiques de résistance «microbiennes» ou détient sa propre permissivité<sup>18</sup>. Ainsi, le principe de contrôle des mouvements institués aux barrages entre zone B et C et surtout à l'entrée de Jérusalem a montré

---

<sup>16</sup> La permission journalière s'éteint à 19 heures, heure à laquelle le travailleur doit être rendu à son domicile et ne pas demeurer sur le sol israélien, par exemple Jérusalem.

<sup>17</sup> En alternative au couloir sécurisé empruntant les voies routières, le groupe de négociation israélo-palestinien avait évoqué la réalisation d'un tunnel ou d'un pont suspendu reliant les deux parties coupant au droit du territoire palestinien.

<sup>18</sup> Nous reprenons le point de vue de M. Foucault quand il analysa les formes de résistance en vis-à-vis du «pouvoir» ou celui de M. De Certeau à propos des arts de faire, ruse et pratiques de contournement, dans *L'invention du Quotidien*, Paris, Gallimard, 1990.

qu'il n'était pas systématique. En période d'apaisement des tensions israélo-palestiniennes au cours des premières années de paix, le contrôle des véhicules ou personnes étaient allégés aux points d'entrée et de sortie des agglomérations (Bethléem, Ramallah vers Jérusalem). Une tolérance était également accordée à certains passagers clandestins voyageant entre Jérusalem et Ramallah, pour se rendre le vendredi matin à la prière au Haram al Sharif à Jérusalem. La permissivité pouvait concerner aussi les femmes et jeunes filles sans permis visitant leur famille, et surtout les travailleurs journaliers illégaux franchissant quotidiennement la ligne verte de Jérusalem pour travailler à l'ouest et dans les colonies. Mais la plupart du temps, l'ensemble des limitations concernant le droit d'aller et venir sur le territoire israélien a engendré des formes multidimensionnelles d'intervention du citoyen pour contourner les difficultés, maîtriser ou se réapproprier son espace temps.

Peu des voies de circulation peuvent être empruntées par les palestiniens si ceux-ci ne sont pas immatriculés à Jérusalem. La vie quotidienne est alors faite de petits agencements pour échapper, contourner ou alléger un système de surveillance généralisée : grignotage sur les horaires et les dates de permis, tactiques de contournement de barrage par des chemins parallèles de terre creusés spontanément. Les micro-déplacements adaptés aux contraintes, la réduction de déplacements et des échanges physiques au profit des communications, comme le téléphone et Internet, sont des fonctionnalités ordinaires pour redéployer les relations sociales et le cycle de la vie quotidienne, celui-ci dépendant du rythme des déplacements autorisés et contrôlés aux barrages. Les étudiants de l'université de Bir-Zeit domiciliés dans la région de Jérusalem, Bethléem ou Hébron qui ne bénéficient pas de permis de circulation et de séjour se sont installés dans le village de Bir-Zeit au rythme de la semaine d'étude, louant des chambres en cohabitation, ne retournant que rarement à leur domicile par crainte d'être contrôlés, de se voir confisquer leurs cartes d'identité voir d'être emprisonnés. Les ouvriers, les agriculteurs, distributeurs de produits agricoles de Gaza travaillant dans le bassin de Ramallah ont renoncé aux mouvements pendulaires pour s'installer aux portes du premier Barrage de Ramallah. Les jeunes ont renoncé au mariage avec une citoyenne autre que celle de leur région en raison des difficultés de circuler ou de la différence de statuts civiques notamment avec celle de Jérusalem.



Figure 62 : Franchissement parallèle de cheik-point (Abu Dees- Sawahreh)  
Au second plan : la base militaire et le cheik-point situé dans la direction du bloc de Maaale Adumm

Image : G. Dupin (2003)

### 1.1.2.3 Des espaces, des lieux nés «de l'entre-deux»

Il ne fait pas de doute que des territoires économiques et urbains nouveaux sont issus de cette matrice de contrôle. On va voir ainsi apparaître des villes dortoirs, bourgs intermédiaires de 20000 habitants comme la localité de Ram<sup>19</sup> à mi-chemin entre Ramallah et Jérusalem, accueillant des travailleurs migrants privés de mobilité entre le nord et le Sud, généralement des personnes de Hébron ou Gaza ne pouvant retourner quotidiennement à leur domicile. Les faubourgs de Ram se peuplent aussi des citadins entre deux mondes, résidents du Grand Jérusalem, mais sans en avoir le statut de résident, empêchés de circuler ou de construire. Gaza se renforce comme pôle autarcique vital autosuffisant et se fige comme un espace à part, où les populations sont désormais privées la plupart du temps de sortie, réaménagent leur cadre de vie à

---

<sup>19</sup> A la limite administrative de Jérusalem et du gouvernorat autonome de Ramallah.

l'intérieur de trois blocs discontinus (Khan Yunis coupé du centre-ville, lui-même coupé de du secteur urbain du nord).



Figure 63 : nouveaux quartiers—frontières en limite municipale de Jérusalem

Ici : Dahiyat al Bareed en lisière du cheik point de Ram (à l'entrée de la zone C)

Image : G. Dupin (2003)

Au fil du temps des espaces intermédiaires, des zones d'échanges informelles apparaissent aux points de rupture de charge, aux points de franchissement de deux zones : Ram, Kalandia, Awara, les deux autres zones frontières de Cisjordanie et Abu Dees, ce centre intermédiaire entre Ramallah et Bethléem, ou encore à proximité du centres de coordination militaire et civile et aux *check points*. Ces derniers donnent lieu à des aménagements de tout ordre : gares de bus et de taxi, parkings pour les véhicules, charrettes pour les transports, et sont devenus des foyers d'échange parfaitement calés sur le rythme du trafic, sur les flux interurbains, d'un sous bloc à un autre. Il se sont peuplés de boutiques informelles, de restauration ambulantes. Des zones conventionnelles industrielles répondant au souci de coopération sécuritaire sont installées à l'entrée de Jérusalem (Atarot) et surtout à Gaza (Karmi) pour organiser le trafic des marchandises vers Israël ou entre les deux parties des territoires. A Karmi, le transport des marchandises est soumis à un rituel de surveillance méticuleux : décharge et rechargement des marchandises, longue attente de quelques jours des chauffeurs qui

doivent demander l'autorisation de franchir la frontière, location de camions israéliens de l'autre côté pour pouvoir traverser<sup>20</sup>.

Les zones de peuplement israéliennes restent elles mêmes, mais dans une moindre mesure tributaires du schéma. L'espace viaire demeure ségrégué : à Gaza, les colons restent obligés de circuler en convoi escorté pour leurs déplacements en Israël ou pour se rendre dans les écoles situées quelquefois de l'autre côté de la rue de leur lotissement. Les patrouilles sont instaurées et les colons ont à *Eretz* leur propres frontières, leur voies d'accès et des circuits de déplacements imposés.

A partir de l'année 2000 et la reprise du conflit, un nouveau sous-découpage interne limite à nouveau les droits de circuler d'une sous région à une autre, d'une ville à une autre. La situation est tendue et les résidents des villages ou des villes désormais enclavées (toute la région Nord de Naplouse et de Djénine, celle de Hébron) ne circulent plus en dehors d'un cercle de proximité, à l'intérieur de sous-zones fixées par l'administration militaire au-delà desquelles les déplacements en véhicules personnels sont interdits. L'espace régional comme espace d'échanges et de territorialisation de l'identité palestinienne disparaît. Au fur et à mesure des interdictions de voyager, les villages retrouvent leur fonction initiale d'unité de vie et d'échanges.

D'une certaine façon la ville reste inaccessible et l'activité immobilisée. A partir de 2001, la ré-occupation militaire dans le contexte de l'*Intifada Al-Aqsa* a amené son lot d'éviction, de murs de séparation, de destructions et de couvre-feux que certains commentateurs ont qualifié d'urbicide, signifiant une tentative de dé-modernisation de la Palestine autonome<sup>21</sup>. C'est un fait, dans ce conflit de basse intensité, l'espace est plus que jamais une ressource symbolique et physique, pour chacune des deux parties : militaire, soumettant une population à des règles de plus en plus coercitives et militants-combattants palestiniens ou *chahid* (martyrs) utilisant l'espace urbain à des fins de résistance et de guérilla.

---

<sup>20</sup> La zone industrielle est étanche, interdite au public. Des horaires sont imposés pour le trafic de marchandises interdit après 20 heures.

<sup>21</sup> Par exemple, Stefan Graham, "Urbicide in the West Bank", in *Open Democracy*, juillet 2003, évoquant ici la destruction du camp de Djénine en 2002 et la paupérisation généralisée de la Cisjordanie et Gaza.

## 1.2 LE POUVOIR, LA CITE ET LES PRIVILEGES DE LA RECONSTRUCTION

Affranchies de la tutelle militaire israélienne, les premières administrations ont été mises en place en 1995 à Jéricho et à Gaza pour l'éducation, la santé, police et autres affaires civiques. Mais elles ont bien du mal à répondre aux demandes des administrés, aux difficultés matérielles des palestiniens, à offrir un cadre vie décent. Elles peinent à fournir un accès minimal aux services de base et finalement à rendre crédibles les institutions politiques. Les procédures administratives relèvent souvent de doubles circuits israélo-palestiniens qui complexifient le fonctionnement des services. Ce n'est plus seulement de l'administration militaire qu'il faut attendre un laissez passer, une carte d'identité mais du gouverneur ou des officiers palestiniens qui décident de transmettre, de privilégier certaines des demandes. L'armée israélienne s'est débarrassée des affaires civiles qu'elle a laissée à la Nouvelle Autorité Palestinienne. Pour autant celle-ci n'est pas le foyer unique de décisions mais le plus souvent une échelle intermédiaire au sein d'un schéma général opaque, une courroie de transmission de procédures qui continuent de dépendre d'Israël. Et le brouillage de plusieurs sources de décision modifient encore les relations des administrés avec leurs administrations.

Les formes sociales de la Palestine ne se construisent elles pas, elles aussi en décalage, en réaction ou en tout cas en tension avec le nouveau cadre institutionnel et juridique, celui de l'Autorité Palestinienne et de son administration déconcentrée à l'échelle des deux blocs territoriaux de Cisjordanie et Gaza ?

### 1.2.1 Qui dirige la Palestine ?

L'Autorité Palestinienne apparaît comme un système opaque et centralisé, dirigé par Yasser Arafat. Dans l'euphorie de l'Indépendance, l'autorité a instauré de nouvelles municipalités<sup>22</sup>. Dans les faits, le pouvoir est réparti entre des institutions comme le

---

<sup>22</sup> 14 gouverneurs (dont cinq à Gaza) supervisent 107 maires et 374 chefs de village et les maires des villes sont nommés par l'Autorité. Sur les 686 localités on compte 107 municipalités dont 54 urbaines. Trois camps situés dans la bande de Gaza (Nusseirat, Al Buraj et Al Maghazi) sont institués municipalités. Sources : PCSB, 2003. Les governorats (*mouhafaza*) sont à Naplouse, Djénine, Jericho, Ramallah, Bethléem, Hébron,

comité central du Fatah, le Conseil National Palestinien et le conseil central de l'OLP et surtout la Direction Palestinienne (*al Qiyadeh al-Filastiniyyeh*) sorte de Conseil restreint des ministres. La Direction Palestinienne est l'organe de décisions ou de légitimation des décisions de l'Autorité Nationale. Elle comprend certains des conseillers politiques et militaires, des membres du Conseil du Fatah c'est à dire la garde proche de Arafat. Au niveau central le pouvoir politique est donc établi autour d'un poignée d'individus appartenant à l'OLP et récompensés au titre de la lutte nationale. Les postes clefs sont attribués à des hommes «de Tunis» qui n'ont pas vécu ou peu sur place (Sa'eb Erakat, Nabil Shaath, Azzam al-Ahmad) mais ont été préférés aux combattants internes. Le nouveau cadre institutionnel n'est pas venu perturber un ordre politique établi mais en a révélé les logiques internes. En ville, le poids des familles influentes s'est maintenu, leur pouvoir s'est déplié à l'intérieur des rouages municipaux. Le système a d'abord permis de maintenir ou de nommer les membres proches de la faction du parti dominant (le Fatah) aux postes clefs de maires des grandes villes, gouverneurs, chefs de services de police et évidemment aux postes ministériels<sup>23</sup>.

A la domination militaire se superposent des relations clientélistes qui font rejaillir les appartenances familiales, sociales traditionnelles, claniques. Des formes infimes de souveraineté se redessinent : aux services de l'Etat, aux gouverneurs est donnée la possibilité de transmettre en Israël des demandes de «privilégiés». Les administrations locales, comme la police les services du governorat et de la sécurité, ont le pouvoir de

Tulkarem, Tubas, Salfit et Qalqilya, et à Gaza Nord et Sud, Khan Yunis, Rafahh et Deir Balah pour la bande de Gaza.

<sup>23</sup> Dans «Qui dirige la Palestine», article traduit dans *la Revue d'Etudes Palestiniennes*, le sociologue Salim Tamari se basant sur les analyses récentes de deux autres sociologues palestiniens Sari Hanafi et Jilal Hilal ont bien analysé les trajectoires de l'élite politique. L'exécutif de l'Autorité est composée des ministres, des directeurs de services comme celui du PECDAR (Ministère de la Reconstruction), du Bureau des Statistiques (PCBS). Puis viennent les membres de l'OLP et du CNP puis les chefs des services de sécurité (Dahlan, devenu Ministre en 2003, Jibril Rajoub et Taoufik Tirawi) enfin le conseil des Gouverneurs et des maires des principales municipalités. Selon Tamari et Hilal, l'élite politique provient de familles fortunées davantage que des couches modestes. 8% des personnalités recensées par Hilal comme les plus influentes sont des réfugiés. A l'inverse, la composition du Conseil Législatif Palestinien ne témoigne pas d'une prédominance de l'élite extérieure. Les députés sont pour un tiers des réfugiés et pour la moitié des militants de l'OLP ou du CNP. Pour Tamari, il y aurait un profond changement des composantes sociales de l'élite. Celle-ci à la différence des périodes mandataire et des années 60 est originaire des classes moyennes et du milieu rural. Une nouvelle garde à l'image de Sari Nusseibeh, mais surtout Marouan Barghouti (originaire de Ramallah) ou encore Jibril Rajoub et Mohammed Dahlan tous deux nommés au Service de Sécurité de la Direction Palestinienne a grandi en Cisjordanie ou Gaza, *la Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°85, automne 2002, *op.cit.*, pp.77-87.



transmettre ou d'appuyer une demande d'autorisation selon des passe droits, une réciprocité de service. Quiconque n'est pas identifié ou ne dispose pas de relations directes ou indirectes avec l'appareil officiel de près ou de loin, a peu ou moins de chances d'être satisfait dans ses démarches pour l'obtention d'une autorisation. Le président Arafat, aux dires de ses conseillers déciderait lui seul d'un bon nombre de décisions concernant la population. La perpétuation d'habitudes clientélistes, les réseaux d'influences, les passe droits et avantages semblent se déployer dans l'ensemble de la sphère publique et de l'appareil économiques et administratif. L'octroi des marchés de travaux, le systèmes d'aides aux famille, les permis et licences dépendent des réseaux interpersonnels ou de la collusion, sinon de l'allégeance à un système politique qui rappelle que la société urbaine et rurale reste fortement structurée autour des clans, et des membres dominants.

#### *1.2.1.1 Quadrillage, alliances et résistance*

Au niveau local, le pouvoir est représenté par des maires et jouissant d'une autorité traditionnelle : les familles Nasser à Bethléem, Chakaa à Naplouse, Amr à Ramallah et proches de l'Autorité. A l'échelle des quartiers, des villages un contrôle social est effectué d'un côté par des chefs de quartier et de villages ancrés dans le tissu social et de l'autre par les forces de police. Au niveau infra urbain, dans les camps, des représentants des camps membres du Fatah quadrillent un corps urbain et social réputé rebelle. Mais la régulation politique assurée par le jeu des alliances et des allégeances, des légitimités traditionnelles voire la préservation des règles de représentativité confessionnelle pour les élections, au fond ne parvient pas toujours à contenir des mouvements d'expression populaire, résiduels, émergents, ou résurgents provenant des villes notamment et des camps : mouvements islamistes, mouvements communautaires, clans rivaux, factions<sup>24</sup>. Les partis islamistes très influents dans les camps, soutenus par une population pauvre et délaissée, contestant l'Autorité et son fonctionnement

---

<sup>24</sup> Dans les camps de réfugiés de Gaza notamment, l'affrontement social et politique entre membres du Fatah et partis islamistes a donné lieu à des mesures policières les premières années : fermeture des mosquées, emprisonnements. Des incidents répétés en 2002 à Al Amari (Ramallah) ont peut-être révélé la nature archaïque des rivalités quand des règlements de compte ont eu lieu entre habitants des camps et riches familles propriétaires de débit de boisson.

«élitiste» ou clientéliste, réprimés par à coup jusqu'à la seconde *Intifada*, instrumentalisent d'une certaine façon la sphère publique : manifestations, mobilisation des jeunes, organisation de la solidarité jusqu'à des formes de violence politique (port d'armes, terrorisme, guérilla, utilisation des médias). Sans pouvoir parler de mouvements urbains, il est clair que les organisations communautaires savent utiliser l'espace public et communautaire comme ressource politique d'autant qu'elles prennent en charge des tâches d'intérêt général tenant au cadre de vie, à la santé communautaire. C'est le cas des sociétés de bienfaisance (*al jam'iyya*) basées sur la charité islamique (*zakat*) dirigés par les Frères musulmans ou le *Mujamma'al Islami (Hamas)* créé autour du Sheikh Yassin qui déploient un important réseau caritatif dans les quartiers. L'espace, la rue est aussi le support de nombreuses manifestations de contestation du pouvoir en place, le Fatah, de la normalisation tumultueuse de ce dernier avec Israël, et pour la lutte essentialiste pour le droit au retour.

Reste que des logiques de pouvoir et de contre pouvoirs sont inscrites et diffusées dans l'espace avec une hiérarchie politique, une personnalisation concurrentielle des institutions aux plus infimes échelles, et des relations aléatoires avec les administrés. Des formes sociales, d'un autre type que celle de la technocratie, subsistent dans les rapports entre usagers et administrés et dans la sphère publique : contrôle politique des quartiers, clientélisme et entrisme politique.

#### 1.2.1.2 *Le discours et la réalité imparfaite de la paix*

Le changement ne semble donc pas avoir lieu. Dans la période de transition, rien ne permet de contredire l'hypothèse des règles disciplinaires précédemment instituées imposées par la paix et l'extension des domaines de contrôle. L'autonomie conçue comme l'étape vers l'indépendance nationale, cette réalisation ultime est très vite perçue par les habitants comme un processus dissymétrique, fragmentaire et inégalitaire, que ces derniers se sont plus ou moins forcés à intérioriser<sup>25</sup>, que les décideurs se sont employés plus ou moins à faire exister.

---

<sup>25</sup> Nous nous appuyons ici sur les très nombreux témoignages ou discours des habitants de 1998 à 2004.

D'un côté, les Décideurs, les négociateurs, l'élite politique en prise avec l'application des accords d'Oslo perçoivent bien l'imperfection de ces derniers. La Palestine transitoire ne dispose pas du contrôle de ses ressources aériennes, souterraines et terrestres, Israël gardant le monopole de l'exploitation de l'eau, le contrôle des transports maritimes, aériens et terrestres soumis à des procédures drastiques avec des droits élevés de douane notamment pour l'exportation des marchandises<sup>26</sup>. Les citoyens, agriculteurs, commerçants et autres villageois eux, se sont résignés aux contraintes et aux limitations imposées insidieusement. Mais ils évaluent les effets négatifs de la transition : une centralité excessive, des techniques de gouvernement coercitives, une bureaucratie redoublée. Finalement les intentions politiques et institutionnelles et les espoirs ouverts par l'autonomie furent très vite et très tôt contredits par leurs modalités de mise en œuvre. Le processus de transition est devenu d'une certaine façon pour l'habitant au fil des jours, une esquisse non acceptable d'un territoire à venir.

### **1.2.2 La construction d'un ordre local-globalisé**

Ne peut-on pas considérer cette période de «transition» politique liée à l'application d'accords de paix, comme marquée par une crise de représentation entre des modes de gouvernement des populations et de leurs territoires définis de l'extérieur et décalés, de par leur contenu, de la société intérieure et des résidents ordinaires ? D'un mot nous avançons l'hypothèse que le dispositif de construction nationale et institutionnelle a dans la période aiguisé ou creusé les écarts de représentations entre un Etat-Nation projeté par des décideurs, sinon des institutions internationales, des négociateurs, relayés par les analystes et les commentateurs, mais plus ou moins extérieur aux populations locales et le territoire de référence : celui vécu ou pratiqué par les populations. Pour le Palestinien, citoyen ordinaire, le processus d'Oslo et ses accords successifs plus ou moins appliqués ou ajournés demeurent d'abord un échafaudage institutionnel et politique créé et pensé du dehors, par des acteurs

---

<sup>26</sup> Les flux de marchandises et de personnes aux aéroports de Kalandia au nord-est de Jérusalem et de Gaza sont sous le contrôle israélien. Les frontières jordaniennes sont contrôlées jusqu'à Jéricho et sur toute la vallée du Jourdain.

politiques de la diaspora : l'élite palestinienne de «Tunis»<sup>27</sup> en relation avec la diplomatie occidentale, tous dotés d'une vision exogène et connaissant mal la réalité des territoires.

### *1.2.2.1 L'obligation de démocratie et les normes imposées par la paix*

«Enraciner la culture de la paix exige que soit impulsé au quotidien un processus de développement qui catalyse l'équité. Ce processus nécessairement concerté doit se centrer sur le développement humain qui demande une vision intégrale du développement au-delà de la croissance économique».

Telle est la définition de la culture de la paix retenue par l'UNESCO dans le contexte des reconstructions<sup>28</sup>.

C'est précisément autour de ces enjeux universels que se sont retrouvés la communauté internationale orientant le sens du développement et les décideurs palestiniennes acceptant de se voir fixer des objectifs. Les accords de paix pensés par la communauté internationale relayés par les dirigeants palestiniens tiennent à deux principes fondamentaux : la mise en place de règles économiques plus ou moins universelles qui soient celles d'un cadre marchand international régi par la libre circulation du capital et du libre échange. Le système politique doit être celui d'un cadre démocratique choisi par les citoyens et exprimant la pacification ou la normalisation des rapports avec Israël. La vision exprime un projet commun : celui de la construction d'un Etat nation, tout comme celle d'un système public favorisant l'accès des citoyens aux services élémentaires<sup>29</sup>.

A l'issue des accords de paix en 1993, près de 3 milliards de dollars sont alloués par la communauté internationale, directement ou indirectement à l'Autorité Palestinienne, pour la construction de son cadre institutionnel et pour un programme d'urgence en services et infrastructures incluant le fonctionnement des administrations nationales, soit environ 10000 personnes dont les fonctionnaires, les policiers<sup>30</sup>.

---

<sup>27</sup> Les habitants désignent souvent les membres de la Direction et de l'Autorité comme «ceux de Tunis» où était installée l'OLP en exil.

<sup>28</sup> *Unesco and a culture of peace : promoting a global movement*, Paris, UNESCO publications, 1997, *op.cit.*, p.3.

<sup>29</sup> Ce propos ici générique se trouve dans tous les communiqués politiques des pays soutenant les accords de paix mais aussi dans les documents des bailleurs de fonds.

<sup>30</sup> La reconstruction et le volume des aides internationales a d'abord profité aux emplois de type tertiaire (entretien de bâtiments, fonctionnement de services). La structure économique de la Palestine émergente est caractérisée par la prédominance du secteur tertiaire et du secteur public. L'Autorité Palestinienne et ses

L'Europe est le principal bailleur de fonds pour 57% des fonds attribués à l'Autorité entre 1994 et 1998. Elle est suivie par les Etats Unis et le Japon accordant chacun 13% des fonds puis par les pays arabes (9%) et la Banque Mondiale et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) pour 5,7%<sup>31</sup>. Les acteurs internationaux souhaitent que le cadre économique palestinien corresponde aux structures et aux normes acceptables de l'ordre mondial ou d'une économie globale. De là l'importance donnée à l'inscription dans les accords aux échanges, procédures douanières, à la nécessaire de mise en place d'institutions financières, à la création d'un circuit bancaire. La communauté internationale exprime son souhait dès le démarrage d'Oslo de fixer des règles de fonctionnement institutionnel à un pays qui n'en dispose pas. L'Autorité Palestinienne est appuyée financièrement par le PNUD et la Commission Européenne pour le fonctionnement des budgets et des services, pour l'élaboration d'un corpus de droit, et bénéficie d'une assistance technique avec des experts internationaux.

La même logique de paix veut que des institutions démocratiques et des instances de représentation de la société civile soient créées ou restaurées, non pas seulement au seul stade des élections, mais par le biais de structures de médiation, de participation des habitants à la création d'un espace civil et public «contrôlable», afin qu'une culture politique et de la citoyenneté puissent émerger. La communauté internationale appuie financièrement les acteurs intermédiaires et de la société civile comme les Organisations non gouvernementales (O.N.G) dans des programmes

satellites emploieraient 115000 personnes, 23% des emplois sont gouvernementaux ou para gouvernementaux et attribués selon les critères politiques, d'appartenance à l'OLP et au Fatah, avec des emplois intermédiaires ou supérieurs alors que les emplois dans la production secondaire sont inexistantes, selon J.Hilal, in «Construction de l'état dans l'adversité», in *Les Annales de l'Autre Islam*, n°8, «La Palestine en transition», 2001, pp.100-115, *op.cit.*, p.113. Malgré tout, le secteur public a du mal être efficient, et peu d'institutions émergent en dehors de la police, de l'administration de l'intérieur, des affaires civiles. Le secteur scolaire demeure réparti entre les acteurs communautaires, religieux et privé, comme celui de la santé et la couverture de santé n'existe que pour les salariés affiliés à une caisse par branche.

<sup>31</sup> Entre 1993 et 1998, 421 millions\$ étaient engagés par l'Union Européenne, 312 millions \$ par le Japon, 334 par les USA, 260 par le PNUD et la Banque Mondiale, 173 par les pays arabes, mais avec de fortes disparités entre crédits annoncés et crédits payés. Par exemple les pays arabes n'auraient versé que 8,8% des crédits annoncés contre une moyenne de 50 à 70% pour les autres donneurs. Chiffres donnés dans le rapport *Foreign aid and development in Palestine*, Jerusalem, Jerusalem Media & Communication Center, 1999, *op.cit.*, p 12-20.

appelés «développement de la démocratie»<sup>32</sup> c'est à dire en vue d'un projet social ou d'actions citoyennes, comme la promotion des droits d'homme, l'appui aux domaines humanitaire, éducatif, sanitaire, l'appui au dialogue et à la gestion des conflits. Les organisations intermédiaires doivent concourir à pacifier et normaliser le territoire en répondant à des besoins pragmatiques et en désamorçant les antagonismes entre groupes et classes. Le Conseil législatif palestinien, lui a adopté une loi de référence faisant état du droit du citoyen à participer à la vie politique en tant qu'individu, acteur collectif au sein d'associations, syndicats, ligues.

#### 1.2.2.2 *La cité, ce bien commun : naissance des entrepreneurs sociaux*

L'ordre international formé des bailleurs de fonds, des opérateurs et des associations de solidarité internationale donne ainsi par bien des aspects une légitimité à l'Etat national palestinien émergent. L'ensemble de ces principes amenés avant tout de l'extérieur et pour définir un bien commun défini comme la construction d'un Etat pacifié, dépositaire de l'identité politique ont été fortement intériorisés, appropriés par les acteurs palestiniens : ceux qui président aux destinées de la cité et qui ont négocié les accords politiques, comme les dirigeants les plus influents «de Tunis». Une élite professionnelle et intellectuelle est également réceptive au projet de modernisation sans être pour autant affiliée au pouvoir politique. Une classe de nouveaux entrepreneurs économiques et sociaux est née dans le sillage de la construction nationale liée à un système international, qui s'est appropriée ou véhiculé l'idée de la culture de paix et ses effets économiques. Mais sans jamais se départir de sa filiation à l'identité palestinienne.

Dans *L'esprit du nouveau capitalisme* les sociologues Boltanski et Chapello ont évoqué les contours d'une «cité par projet» qui correspondrait à l'esprit du nouveau capitalisme et de l'entreprenariat des années 80 :

«Dans une cité par projets, l'équivalent général, ce à quoi se mesure la grandeur des personnes et des choses, est l'activité [...] Le terme de cité renvoie à des formes d'organisation générale de la société, celui de projet est une «référence au monde flexible constitué de projets multiples mené par des personnes autonomes»<sup>33</sup>.

---

<sup>32</sup> Les ratios d'aide au développement les plus élevés concernent la construction institutionnelle, la promotion féminine, l'éducation et l'aide à la démocratie, in *ibid.*, p.18.

<sup>33</sup> In *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999, *op.cit.*, pp.158-183.

Un nouvel esprit succède à la cité politique qui était régie par des droits et des devoirs. Les projets fournissent l'occasion d'établir des connexions entre entrepreneurs, managers, pour établir des réseaux :

Dans la cité par projet, on retrouve «des hommes de réseaux dotés d'un sens de l'entrepreneuriat universel, nomades ou mobiles [...] qui se laissent capter dans un tissu de responsabilités envers les autres. Plus loin : mais ces réseaux ne peuvent «s'étendre que selon des conventions ou des principes justifiés : le bien commun l'engagement, la moralité.»<sup>34</sup>

Dans la période d'autonomie, une élite que nous qualifions de locale-globalisée, à l'image des O.N.G a émergé. Elle agit au nom de la construction nationale. Mais à la différence d'une autre partie de l'intelligentsia qui a été cooptée dans les services de l'Etat, occupant des postes de directeurs de services, la première a choisi d'agir en dehors de la sphère publique. Elle est en quelque sorte médiatrice et porteuse d'une culture de projets ou d'activités d'intérêt général que ne peut assumer l'appareil public : aide sociale, éducation, projets agricoles, environnement, aide aux associations de base, droits de l'homme participation féminine, multimédia, secteurs non couverts par l'Autorité. Parmi les 1200 O.N.G locales qui s'ajoutent aux 200 associations internationales, bon nombre ont été créées dans la foulée des accords de paix, et 30% dépendraient de l'aide internationale. Le secteur des O.N.G emploierait 25000 personnes. Les très nombreux secteurs d'activités parapubliques permettent de créer des emplois importants : gestionnaires, techniciens, éducateurs, médecins, ingénieurs et juristes informaticiens, voire architectes et donc d'alléger ou d'amortir les conséquences de la période d'occupation<sup>35</sup>. Cette constellation des O.N.G, des consultants professionnels mais aussi des entrepreneurs prestataires de services est celle qui prolonge un Etat providence ou se substitue à une sphère publique qui a encore peu

---

<sup>34</sup> In *ibid.*

<sup>35</sup> L'aide internationale aurait versé 250 millions de dollars entre 1995 et 1998 aux O.N.G tout secteurs confondus Nous nous basons sur les chiffres cités par J. Hilal et M. Malki, in *Social Support Institutions in West Bank and Gaza, Ramallah*, 1997, MAS, reprenant le Palestinian Non Governmental Organisation (P.N.G.O), en 1999. Depuis l'an 2000, bon nombre de donateurs ont réorienté leur aide vers des projets de première urgence et ont stoppé des projets sociaux ou culturels jugés moins prioritaires. C'est le cas de l'importante Welfare Fondation et de la CEE qui soutiennent les projets de réhabilitation et qui donnent maintenant la priorité à l'aide alimentaire et de d'urgence plutôt qu'au projets civiques et culturels. Un quart des O.N.G siège à Jérusalem-Est, 18% à Gaza et 56% en Cisjordanie. 62% d'entre elles assurent des soins de santé primaire en 1994, selon les informations de la Banque Mondiale, selon Brigitte Curmi, in « *Les enjeux de l'après Oslo. Le mouvement associatif dans les Territoires Palestiniens* », Pouvoirs et associations dans le monde arabe, Ben Néfissa. S (dir.), IREMAM, Paris, Ed du CNRS, 2002, pp.95-124.

de légitimité. D'une certaine façon, elle médiatise la technologie sociale de la paix, les réformes sociales prônées par l'agenda international tout en mettant en œuvre des activités relevant de l'activité privée dans l'esprit de l'économie de marché. Les O.N.G ont gagné une autonomie dans le domaine socio-politique. Elles furent même accusées d'être les instruments politiques de l'étranger ou un gouvernement de l'ombre<sup>36</sup>.

Mais si bon nombre des activités d'intérêt général dépendent financièrement de l'aide internationale, ces nouveaux entrepreneurs sociaux savent se passer de l'appui ou de l'autorisation de l'appareil d'Etat notamment quand les fonds ne transitent pas par l'Autorité Palestinienne. Ainsi en 1997 les 1200 O.N.G locales se sont regroupées dans un réseau (Palestinian Non-Governmental Organizations Network) pour que soient garanties leur autonomie et leur indépendance vis-à-vis de l'appareil palestinien. Elles ont proposé une loi qui préserve leur liberté d'association et un fonctionnement autonome avec les ministères et leur ministère de tutelle (le ministère des O.N.G) pour finalement constituer une sphère professionnelle plus ou moins autonome, traitant directement avec les instances internationales.

#### *1.2.2.3 Techniciens, intellectuels de la pacification et autres réformistes*

Prestataires et médiateurs dans la cité tirent donc profit de l'activité de la reconstruction : salaires, accumulation de savoirs, de ressources symboliques, accès au milieu international. L'hypothèse d'une nouvelle élite localisée mais internationale apparaît ici qui est le reflet plus ou moins consensuel d'un ordre de discours sur la culture de la modernisation. En l'occurrence de nombreux prestataires, entrepreneurs sociaux agissent «dans la gestion de projets de la cité» avec en toile de fond la construction d'un espace démocratique et libéral. Ils intègrent naturellement les principes internationaux de transparence, moralité, bonne gouvernance, réformes et citoyenneté. Ce milieu des techniciens, médiateurs entrepreneurs sociaux cherchant à répondre aux besoins matériels et politiques dans les domaines de l'environnement, des

---

<sup>36</sup> Brigitte Curmi cite un certain nombre de cas d'accrochages entre O.N.G et pouvoirs publics étant donné que les premières drainent des financements internationaux. Certains acteurs de la société civile et journalistes auraient dit des O.N.G qu'elles étaient sous le contrôle par la Banque mondiale qui orchestrait le développement en Palestine, in « Les enjeux de l'après Oslo », in *Pouvoirs et associations dans le monde arabe, op.cit*, particulièrement pp.106-115.



infrastructures, de la santé et autres logistiques de la réparation prend l'allure d'un nouveau courant social entre réformisme pragmatique et patriotisme.

Nous sommes peut-être en présence ici d'un nouveau corps technique lié au souci de réformes, de normalisation et qui renouvelle l'esprit des intellectuels réformistes que Paul Rabinow dans *French Modern: Norms and forms of the social environment* s'était attaché à mettre en valeur en prenant l'exemple du courant français moderniste et scientifique du début du siècle. Tout un corps professionnel d'architectes ingénieurs, médecins trouvait des solutions pragmatiques aux problèmes de la cité, aux grèves, épidémies, dégradations. A ceci près que la présence actuelle se veut plus entrepreneuriale que réformiste, fondant une culture de la cité «par projets» avec un fonctionnement en réseau, sur la base de l'engagement, et de l'expérience personnelle.

En Palestine, l'exemple le plus significatif pourrait être celui de Mustapha Barghouti, médecin formé à Moscou, ancien membre du Parti Communiste et frère du célèbre Marouan Barghouti emprisonné en Israël, membre du Fatah. Il est directeur du *Village Medical Relief Committee*, qui a apporté des soins médicaux à plus de 100.000 Palestiniens ruraux. La couverture sanitaire de son association concerne toute la Palestine. Mais il offre aussi des services sociaux, culturels éducatifs, des programmes de formation pour les sans-emploi. Barghouti prône l'émancipation et la participation de la société civile aux décisions politiques et pour contre-carrer l'emprise du religieux sur les quartiers défavorisés. Mustapha Barghouti qui travaille avec des Israéliens, des Européens, des Américains, des Africains, des Asiatiques et des Arabes sait que son mouvement est en connivence avec les initiatives internationales, mais il cherche aussi une autonomisation vis-à-vis de cette dernière. Les compétences de son O.N.G en font en quelque sorte un technicien humaniste sinon un réformateur social. En tant que mouvement d'Initiative Politique Nationale (NPI), il rallie les individus indépendants et la diaspora pour des élections libres derrière un programme politique :

«Qui promet des réformes sociales pour se dégager des lignes doctrinaires et de la rhétorique conventionnelle».<sup>37</sup>

---

<sup>37</sup> Selon les termes de Edward Said s'exprimant à son sujet in «Archéologie de la feuille de route», *Al-Abram Weekly*, n° 642, 12-18 juin 2003.

Pour sa part, l'élite intellectuelle locale (universitaires, avocats) sans se départir de l'identité nationale palestinienne et quelquefois de la critique du capitalisme ou et du libéralisme a pu aussi se greffer sur un ordre de discours international, évoquer la démocratisation, l'accès à la citoyenneté, mais aussi la pacification et la normalisation avec Israël. Ainsi des économistes et des juristes, sociologues ou politologues se sont groupés en association et bureaux de recherche indépendants sans lien avec l'appareil politique de l'OLP ou institutionnel de l'Autorité Palestinienne, dont ils restent distants ou critiques. Certains des intellectuels, membres de l'OLP ont rejoint les cercles d'études et de recherche créés dans la période. Et les domaines abordés par ces derniers (défense des droits de l'homme, sociologie du droit au retour, économie de la diaspora, droits des femmes, société civile) correspondent au souhait de réforme sociale pas forcément activée par le pouvoir en place. Il faut remarquer ici que c'est une élite urbaine, anglophone formée dans les écoles privées et à l'étranger qui, plus que les autochtones arabophones, occupe souvent le devant de la scène intellectuelle post-révolutionnaire.

### 1.2.3 Le retour au monde et les limites d'un entrepreneariat retrouvé

Si la «cité par projets» s'analyse aussi sous l'angle des nouveaux entrepreneurs capitalistes, la construction nationale en Palestine signifie qu'une classe d'entrepreneurs économiques et politiques a pris corps, directement liée aux perspectives de rente, d'accumulation et d'accès aux ressources symboliques. On a vu apparaître une nouvelle classe «bourgeoise» autour des premiers *returnees* (revenus d'exil), fortunés ou des entrepreneurs de la diaspora entre deux mondes<sup>38</sup> installés à l'étranger mais participant à la construction nationale.

---

<sup>38</sup> L'expression «entre deux mondes» est utilisée par Sari Hanafi qui a mené des travaux importants sur la diaspora. Il distingue les Palestiniens diasporisés intégrés dans leur pays d'accueil ressortissants de ce dernier et bénéficiant d'un passeport du même pays, les Palestiniens en transit au statut juridique précaire, les émigrés économiques souvent installés dans les pays du Golfe bénéficiant d'un permis temporaire en Palestine qui sont entre deux voire trois statuts, in *Entre deux Mondes : les hommes d'affaires palestiniens de la diaspora et de la construction de l'entité palestinienne*, Les dossiers du Cedej, le Caire, 1997. Hanafi montre que la façon la plus efficace de traiter entre palestiniens *returnees* est de rester à Dubaï. Hanafi soutient également que, plus les entrepreneurs de la diaspora sont géographiquement proches de la patrie palestinienne, plus le transfert de capital est aisé et la transmission aux générations postérieures facile. C'est le cas de l'Égypte, du Golfe davantage que des USA et du Canada.

Si des leaders, des hommes de réseaux, des entrepreneurs palestiniens se partageant ainsi entre la région, le monde et leur nation émergent dans la reconstruction, ne faudrait-il pas revisiter le thème des hommes d'affaires inspirés du XIX<sup>ème</sup> siècle et se mesurer au nouvel esprit du capitalisme à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle ? En décentrant notre regard sur la structuration mondiale du territoire dans la dernière période ne retrouverait-on pas ici le beau thème de l'entreprenariat moderne né au début du siècle, de la circulation des hommes et des idées auxquels un nouveau cadre international-local peut donner vie ?

### *1.2.3.1 Revenir : projets, réseaux et rentes des entrepreneurs transnationaux*

Les financements de la diaspora qui bénéficie de capitaux à l'échelle régionale ou internationale déposés dans les banques du Golfe ou de Jordanie ou en Europe sont sans doute l'une des ressources principales de la société palestinienne. D'après le sociologue palestinien Hanafi reprenant les sources officielles du Ministère Palestinien de la Coopération Internationale, l'apport de la diaspora en investissements et en activités philanthropiques était évalué à environ 400 millions de dollars en 1996 et 1997. Pour Hanafi, la contribution des hommes d'affaires palestiniens de la diaspora resterait largement au-dessous de leur capacité<sup>39</sup>. L'une des plus importantes sociétés est Palestine Development and Investment Co. (PADICO), qui a pour filiale PALTEL (la société des télécommunications palestiniennes), l'Arab Palestinian Investment Company (APIC), et Salam International Investment Company. PADICO a été créée en 1993 par un groupe d'hommes d'affaires palestiniens de la diaspora basés en Jordanie et au Golfe. Le président du Conseil d'administration est Sabih Al-Masri proche de l'OLP et ministre de l'industrie, et son directeur est Mounib al-Masri de la même famille<sup>40</sup>. Le premier est par ailleurs membre de la Welfare Association, association philanthropique, elle-même constituée d'hommes d'affaires influents

---

<sup>39</sup> S. Hanafi, «Contribution de la diaspora palestinienne à l'économie des Territoires : investissement et philanthropie» in *Maghreb-Machrek*, n°161, novembre 1998, Paris, Documentation Française.

<sup>40</sup> Selon Hanafi, Padico avec un capital de 350 millions \$, peut mobiliser les petits investisseurs ou ceux qui n'ont pas accès aux Territoires palestiniens. Les investissements, s'élevaient à 49.826 millions \$ en 1996 et à 56.826 millions \$ en 1997. Arab Palestine Co. for Investment (APIC) représente la deuxième société holding des Territoires palestiniens. Elle a investi 15.5 millions \$, créant 440 emplois dans huit projets, industriel, in *ibid.*

comme Abdul Majid Shuman puissant directeur de l'Arab Bank et membre du Conseil National Palestinien ou comme Mohsen Quattan, important Palestinien de nationalité koweïtienne. *Welfare Association* développe des activités philanthropiques et patriotiques avec le financement de musées, la création de programmes autour du folklore et autres signes de l'identité palestinienne.

Quelque soit l'attitude des entrepreneurs vis-à-vis du système politique palestinien, l'économie nationale est dépendante des capitaux des puissants banquiers membres ou non de l'OLP, proches ou non de l'Autorité Palestinienne. Ainsi les domaines d'intérêt général comme les télécommunications, l'électricité sont détenus par les deux plus importants holding de la diaspora<sup>41</sup>. La plupart des investisseurs de la diaspora palestinienne sont devenus actionnaires d'entreprises privées ou publiques. En dehors de Sabih al Masri et Mounib al Masri de PADECO, de Abdul Majid Shuman de la Banque Arabe, les plus connus d'entre eux sont Omar Al Aqqad et Said Khoury de la puissante compagnie d'investissements immobiliers Consolidated Contractors Co qui construit dans tout le Golfe arabe.

Ces nouveaux entrepreneurs de la cité semblent être devenus les opérateurs de l'économie nationale et ont même supplanté les entrepreneurs locaux. Une vingtaine de sociétés aux moyens importants ont fondé la bourse palestinienne (la *Bursa*) en 1997. Davantage que les O.N.G et l'intelligentsia que l'on a dit méfiante vis-à-vis de l'appareil politique et institutionnel, ils bénéficient de fait de relations économiques avec les ministres et dirigeants de premier plan qui sont eux aussi des Palestiniens «retournés» (comme les ministres Shaat, Erakat, Abbas, Q'ri). Cette bourgeoisie expatriée a peu de responsabilités politiques mais n'hésite pas compte tenu d'une position financière libérale à influencer sur eux voire dénoncer la politique centraliste de l'Autorité<sup>42</sup>. Par ailleurs la diaspora a établi à l'étranger de très nombreuses compagnies de conseils et ingénierie technique et politique. Les acteurs de la diaspora, définis

---

<sup>41</sup> PALTEL qui a le monopole du marché de la téléphonie en Cisjordanie dépend de PADICO, pour 70% des actions. PADICO détient aussi le capital de la compagnie d'électricité, Palestine Electricity Co, au capital de 100 millions de dollars et Palestine Industrial Investment Company (PIIC), in *ibid*.

<sup>42</sup> Arafat craint une domination des familles bourgeoises, exilées avant 1948 dans la construction d'un Etat, note K. Shikaki dans : *Old guard et new Gard*, Ramallah, Palestinian Center for Policy and Survey Research, 2001. Notons tout de même que Sabir Al Masri fut Ministre des finances jusqu'en 2001.

comme étrangers nationaux savent valoriser les savoir-faire acquis dans des entreprises du Golfe ou occidentales et les réseaux économiques locaux ou internationaux selon des partenariats qu'ils ont appris et qu'ils ont conservé. Les moyens de communication en premier lieu par Internet permettent de maintenir de liens entre Palestiniens entrepreneurs restés dans le Golfe, en Amérique ou en Europe.

Davantage que le tissu social, contrôlé ou travaillé par des acteurs politiques et traditionnels et par les O.N.G locales, une classe dominante a donc pris en main le secteur économique privé pour devenir promoteur du développement. On ne saurait nier qu'une minorité d'entrepreneurs appelés «capitalistes nationaux» ou «classe monopolistique»<sup>43</sup> a largement profité de la rente liée aux investissements, des recettes fiscales générées par les grandes infrastructures (aéroport, port, secteur immobilier). Et bien des exemples montrent qu'il existe une interpénétration des secteurs privé et public. Il en va de la facilité et la rapidité avec laquelle les crédits d'aide à la reconstruction se sont dirigés vers les secteurs centraux de Gaza, où vit l'élite de l'OLP, au détriment de secteurs prioritaires comme les quartiers périphériques de Khan Yunis comme le déplore habitants et élus<sup>44</sup>. Enfin on sait que les secteurs d'activités parapubliques plus ou moins réglementées dépendent des relations entretenues avec le politique (transport, licences de taxi, distribution d'essence de tabac et de ciment, logistique portuaires et des importations) qui sont des secteurs de monopole des compagnies privées.

Ainsi comme dans bon nombre de situations historiques de transition, le processus difficile de construction nationale a peut être servi et impliqué les intérêts économiques privés. Le bien commun a peut-être été aussi confisqué par une minorité productive constituée d'intellectuels, d'une nouvelle bourgeoisie et autres entrepreneurs. Dans ce contexte, les perspectives économiques pour les populations

---

<sup>43</sup> Expression empruntées respectivement à J.Hilal dans «Construction de l'Etat dans l'adversité», in *Les Annales de l'Autre Islam*, n°8, «La Palestine en transition», 2001, pp.100-115, *op.cit.*, p.113 et R. Heacock dans «Palestine : le système international et la création de l'Etat», dans le même ouvrage, *Les Annales de l'Autre Islam*, n°8, pp. 38-37, *op.cit.*, p.29.

<sup>44</sup> D'après le Maire de Khan Yunis, ville satellite de Gaza, de plus de 300.000 habitants, les financements du Pecdar accordé à Khan Yunis étaient inférieurs à un million de dollars en 98 contre neuf millions à Gaza . Entretien à Khan Yunis avec M. El Shami, octobre 1999.

ordinaires sont restées étroites, quand celles-ci ont peu accès aux ressources symboliques, bancaires financières. Durant les six années fastes de la paix rien ne dit que le pouvoir d'achat s'est amélioré. Les bouclages ponctuels mais répétés et surtout la restriction d'accès au bassin d'emploi israélien ont détérioré le niveau de vie de la population active. Le revenu annuel aurait même baissé de 10% par an depuis 1997<sup>45</sup>. Alors qu'en 1980, 40% de la main d'œuvre était employée en Israël, celle-ci a baissé à 17% en 1997 pour aboutir à la fermeture quasi-totale du bassin d'emplois journaliers en 2000. Dans les camps de réfugiés, aucun emploi n'a été créé au sein d'une population très jeune. Et la pauvreté structurelle comme le taux d'inactivité se sont finalement généralisés dans les six dernières années, avec un taux d'inactivité approchant 80% en 2002 dans les camps<sup>46</sup>.

### 1.2.3.2 *Cette dialectique entre monde du dehors et du dedans*

Pour des raisons économiques et matérielles évidentes, les aspirations collectives et individuelles à l'indépendance et au bien-être se sont traduites le plus souvent par des effets négatifs et par une insatisfaction croissante de la population qui oscille entre déception et critiques. Pour bon nombre de Palestiniens :

«Le Président Arafat s'est peu être révélé être un politicien accompli et infatigable, capable de construire un système de contrôle politique et de manipuler les rentes à une grande échelle, mais ces comportements révélèrent son incapacité à bâtir les institutions étatiques»<sup>47</sup>.

Il semble bien aussi que la volonté affichée par Oslo pour inscrire le territoire palestinien dans les grandes enjeux : l'économie marchande, la «mise à niveau» des politiques nationales, la technocratisation des décisions, ne se concilient pas forcément

---

<sup>45</sup> Les revenus étaient de 1380 dollars par tête en 1998 selon le Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS).

<sup>46</sup> Depuis la seconde *Intifada*, plus de la moitié des palestiniens vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins de deux dollars par jours, selon le Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS), *Impact of the Israeli Measures on the Economic Conditions of Palestinian Households on the Eve of the Israeli Incursion*, janvier-février 2002, Ramallah. Entre 2000 et 2003, 100.000 emplois journaliers en Israël ont disparu auxquels se sont substitués des emplois informels dominants en Palestine selon une étude du FMI de septembre 2003 et le coût des restrictions, bouclages étaient de 850 millions de dollars en 2000 soit le triple de l'aide internationale reçue par l'autorité Palestinienne dans la même période. Le taux de chômage est de 40% en moyenne à Gaza et Cisjordanie en 2003 d'après le PCBS.

<sup>47</sup> Le commentaire est celui de l'universitaire R. Heacock dans «Palestine : «de système international...», in Les annales de l'Autre Islam, *op.cit.*, p.29. On retrouve le même commentaire de la part d'intellectuels comme Sayyid auteur de *Armed Struggle and the search for State*.

et facilement avec les logiques d'action des citoyens peu habitués à la centralité, excédés de devoir recourir à un système administratif complexe, ni même avec les usages politiques locaux. Le nouveau cadre économique et social qui doit pénétrer la société, les usagers, les acteurs économiques et individuels entre en tension avec des comportements locaux et des subjectivités sociales : le poids de la transaction sociale, les ordres établis comme la famille, le clan, les hiérarchies et leur espace d'inscription : le camp, le village, la cité, la sphère publique.

Au stade d'une synthèse, nous pouvons avancer l'hypothèse suivante. Une certaine idée de la construction nationale a été établie sur une image exogène et rationnelle, voire supranationale mais qui fonctionne sur des logiques, des bases relationnelles sinon des intérêts particuliers. L'entre-deux de la paix a été une surface de résonance internationale, prolongeant peut être ou renouvelant la présence européenne et occidentale établie de longue date. Mais le système «global-localisé» représenté par l'élite transnationale, économique ou politique plus ou moins liée au système international a été réfuté par la société palestinienne. Car le projet de modernisation voulu orienté par la communauté internationale impose une mise aux normes institutionnelles des échanges économiques, des domaines de réglementations commerciales, fiscales, douanières, civiles, etc, dont les acteurs ont à faire l'apprentissage. Mais surtout, aux yeux des habitants, une minorité économique : les investisseurs et une classe dirigeante, assimilée au système international s'est peut-être accaparée le projet de modernisation voire la rente.

«Aucune autre société arabe n'est si turbulente et sagement insoumise, et aucune n'est plus fournie en initiatives civiles et sociales et en institutions fonctionnelles, incluant un miraculeux et vital conservatoire de musique» notait Edward Said<sup>48</sup>.

Toute la dialectique de la société palestinienne est donc celle du refus et de la dépendance à un système internationalisé. L'espace public est le reflet d'un ordre global ou d'un territoire mondial sans que soit balayée la singularité palestinienne. Que la normalisation politique et institutionnelle s'exerce dans le cadre des accords de paix, que les militants de la vieille garde abandonnent la lutte au profit du discours

---

<sup>48</sup>In «Archéologie de la feuille de route», *Al-Abram Weekly*, n° 642, 12-18 juin 2003.

institutionnel ou de l'entrepreneuriat, l'identité palestinienne n'est pas remise en cause. Elle s'exprime tout autant dans le sentiment patriotique et homogène, dans l'attachement aux valeurs locales du territoire que dans l'ouverture à un système internationalisé pacificateur ou supra national. Qu'en est-il du domaine urbain ?



## CHAPITRE 2

### LE RETOUR AU MONDE ET LA FABRIQUE DE LA VILLE L'URBANISME IMPROBABLE

En Palestine la fin de l'occupation induit un mouvement, un processus productif, symbolique et mental. Il s'agit de créer un espace démarqué et débarrassé des signes de la présence israélienne, même si l'espace national reste entravé par de nombreuses contraintes territoriales. Il s'agit aussi de réunir symboliquement la communauté palestinienne éparse, dont une partie a été séparée de la mère patrie en raison de l'exil. La reconstruction donne une légitimité à bon nombre d'acteurs professionnels privés : en premier lieu les architectes, ingénieurs, promoteurs ou investisseurs séduits par un projet d'intérêt national et par le renouveau institutionnel. Les migrants *retournees*, détenteurs des capitaux, évoquent le même désir de revenir et d'entreprendre dans le secteur immobilier. La communauté internationale ne veut pas être en reste. Elle finance massivement la reconstruction : elle détient même l'agenda des projets publics.

Sitôt le processus d'Oslo mis en oeuvre en 1995, on a vu ainsi s'ouvrir un certain nombre de «chantiers» politiques et urbains autour du Ministère pour la reconstruction et des investissements immobiliers. L'espace urbain plus que l'espace rural est devenu le lieu visible du «passage» d'un régime à un autre. C'est la ville qui incarne les nouvelles fonctions économiques, foncières. C'est en ville, à Ramallah, Gaza que siègent l'élite, les décideurs et la nouvelle administration nationale et régionale. C'est en ville que se sont installés les 150.000 Palestiniens revenus. Pour autant une approche de la reconstruction a-t-elle lieu, comment s'oriente la puissance publique ? Il faut ici séparer reconstruction et planification. La première, étant donné l'immédiateté et l'urgence de la réparation induit dans bien des cas, une matérialité, des financements et donc une accumulation du capital, comme ce fut visiblement le cas à Beyrouth dans la dernière décennie. La seconde est un espace abstrait, ce par quoi on peut définir des orientations stratégiques et des enjeux, voire une pensée du territoire, sinon de la ville.



Figure 64 : Gaza en 1995

Source : photographie aérienne, ARIJ, *Atlas of Palestine*

## 2.1 PLANIFIER OU AGIR ? PARADOXES ET TEMPORALITES DE LA RECONSTRUCTION

Le premier moment fort concernant la reconstruction se passe à Tunis en 1993 avec l'organisation du Congrès des Ingénieurs auquel Arafat, lui même ingénieur, participe. Une cinquantaine d'ingénieurs palestiniens, des consultants et 120 opérateurs palestiniens, dont les principales sociétés d'investissement comme Consolidated Contractors de Saïd Houry, Padico des Masri furent invités à donner leur propre perception de la reconstruction. Le congrès fut le premier fait symbolique d'une Autorité naissante. La réhabilitation de Jérusalem, le financement des équipements publics, le cadre législatif, le renforcement du Conseil de l'Habitat Palestinien étaient soumis à l'exigence ou à l'enthousiasme des participants.

Les annonces faites furent suivies d'effets. Un ministère de la reconstruction, le PECDAR (*Palestinien Economic Council for Development and Reconstruction*) fut créé en 1994 et installé à Ramallah et Gaza. Il a des missions précises : il centralise les ressources financières destinées à viabiliser l'Etat palestinien, il est comptable et garant des travaux

d'intérêt national exécutés par des prestataires et financés par la communauté internationale. L'Autorité Palestinienne, tout juste naissante organise aussi fin 1995 au Caire une seconde conférence sur la reconstruction, sous l'égide des nations arabes, où l'on retrouve les mêmes personnages influents de la diaspora et de l'entrepreneuriat. Et le PECDAR édite en 1998 le livre blanc de la reconstruction de plus de 700 pages qui fait suite à un troisième important colloque, cette fois en Palestine où on a vu se succéder des suggestions techniques de tout ordre<sup>1</sup>, des énoncés politiques et généraux ou patriotiques sur le nécessaire changement structurel et institutionnel, sur les effets néfastes de l'occupation et la reconquête de la souveraineté nationale. A ce moment précis du discours, un espace temps et un processus productif doivent émerger en rupture par rapport à l'époque précédente.

Il s'agit de «construire une nation», selon les termes même de Ahmed Zahlan, adjoint au Ministre de la Coopération et chargé de la reconstruction [...] Car nous avons été déniés durant quarante ans»<sup>2</sup>.

La reconstruction doit s'exercer à travers un appareillage de lois, de cadres, guides et directives, telle est en substance l'esprit de la communauté politique et professionnelle. Un autre temps fort concerne, selon ces principes d'affirmation nationale, l'annulation de l'arsenal des ordonnances militaires qui recouvraient les affaires civiles et urbaines. En 1994, un décret présidentiel annule l'ensemble des règles de droit militaire mais aussi toutes les transactions foncières privées passées avec l'occupant qui sont passibles de poursuite pour haute trahison. Différents services sont constitués pour élaborer non pas un nouveau corpus de lois mais un appareillage administratif.

### 2.1.1 Le discours de la méthode

Sur le plan institutionnel, *le High Committee for Planification* (HCP) qui avait été institué par la loi jordanienne de 1966, avec ses échelles régionales et locales (*District Planning Committees, Local Planning Committees*) qui elle-même prolongeait la loi anglaise de

---

<sup>1</sup> Cf. *Reconstruction of Palestine*, A.B. Zahlan (ed) déjà cité. On y retrouve des analyses sur le circuit bancaire, sur l'énergie. Des simulations démographiques sont fournies sur la régulation de la croissance. Des exemples étrangers sont fournis : villes satellites égyptiennes, villes nouvelles israéliennes, urbanisme américains. Nous nous référerons largement au discours sur la reconstruction contenu dans ce Livre blanc.

1936 est réactivé. La loi n°79 de 1966 sur la construction est en effet reconduite par décret du président en automne 1996 et unifiée à Gaza, en lieu et place de la loi égyptienne sensiblement la même. La loi jordanienne d'inspiration anglaise et l'esprit du *town planning* amené par l'ingénieur anglais Kendall demeurent donc les références les plus autochtones et la base légale pour l'urbanisme en Cisjordanie et désormais à Gaza, en l'absence d'un cadre réglementaire entièrement nouveau et autonome. Le *High Committee for Planification* prévu par la loi est créé en janvier 1996 pour décider des grandes orientations territoriales. Les modes de consultation sur les grandes décisions publiques prévus par la loi avec la représentation de membres de l'administration, des O.N.G, des acteurs de la société civile et du secteur privé, du syndicat des Ingénieurs qui doivent siéger au HCP seront globalement respectés. Simplement le HCP agit moins comme organe de concertation que comme cellule politique ministérielle. Car le Haut Comité a été de facto «capturé» ou annexé par le tout puissant Ministère des collectivités locales, principal maître d'œuvre des décisions territoriales avec la très fermée Direction Palestinienne et éventuellement le MOPIC (*Ministry of Planning and International Cooperation*) et le PECDAR chargé de décider des priorités et des besoins de la reconstruction. Du coup, le HCP du fait du recouvrement institutionnel est en quelque sorte l'anti-chambre des décisions prises par l'Autorité et la Direction Palestinienne, court-circuitant elle-même les instances légales ou sectorielles<sup>3</sup>.

Par ailleurs, une unité de planification a été installée au sein du MOPIC, ministère bipolaire de la Coopération Internationale, basé à Ramallah et à Gaza. Elle est composée d'une dizaine de professionnels, chargés de fixer les bases de la planification à grande échelle. Un plan national (*National Plan for Physical Développement*) et deux documents régionaux pour le développement de Gaza et de Cisjordanie sont élaborés en 1998. Ils privilégient l'unité et le niveau national, un développement équilibré et harmonieux des régions. Ils prennent appui sur des outils rationnels et internationaux dans l'esprit du *physical planning* et du planning stratégique, fixent de grandes orientations de développement, donnent des indications pour les infrastructures, la politique de

<sup>2</sup> *Reconstruction of Palestine, op.cit.*, p.35.

préservation archéologique qui fait l'objet d'un document à part. Des propositions standardisées et sectorielles sont faites pour l'environnement, l'agriculture. Pour l'habitat et l'urbanisme rien n'est avancé sinon la nécessaire intervention du secteur privé pour répondre à la croissance démographique à l'aube de 2010<sup>4</sup>.

### 2.1.2 Une idée non aboutie de l'urbanisme

Les intentions générales sont peu suivies d'effets réglementaires, juridiques, architecturaux. La tâche des planificateurs, qui sont architectes ou géographes au Ministère de la Coopération, ou à celui des collectivités locales (*Ministry of Local Government*) tout comme les ingénieurs et les cadres travaillant à la mise en œuvre de la Reconstruction (PECDAR) n'est pas de promouvoir quelconque objectif de qualité urbaine. Il s'agit plutôt d'établir un système de planification assez abstrait, à très grande échelle et quelquefois de fixer, après coup, des modes d'occupation des sols et des zones de croissance. Ainsi l'unité urbaine du MOPIC fournit des données dans le domaine de la planification stratégique et de l'expertise géopolitique, à l'image du Système d'Informations Géographiques (SIG), élément essentiel de transmission du projet politique pour l'ensemble des territoires car il centralise des informations foncières, agricoles, économiques disponibles dans l'après occupation<sup>5</sup>. Mais pour ce qui est de la régulation de la croissance foncière, démographique, urbaine, aucune proposition précise, aucune mesure technique ne sera adoptée. Et rien n'oblige les communes à adopter un schéma directeur.

Au niveau urbain les trois plans nationaux et régionaux se contentent de rappeler la hiérarchie régionale des villes : Naplouse, Ramallah-Al Birch, Bethléem Jérusalem (couvrant les limites du Grand Jérusalem actuel et désignée comme

<sup>3</sup> Le HCP se superpose au conseil national d'urgence qui a opéré dans les deux premières années, fonctionnant avec les mêmes acteurs clefs (la Direction et le Pecdar et le Ministère des Collectivités).

<sup>4</sup> Deux millions d'habitants supplémentaires sont prévus en 2010, dont 600.000 *retournees*, le taux de croissance naturelle serait de 3,4 dans la Cisjordanie 4,6 à Gaza. En 1995, le Ministère de la Reconstruction estime à 59000 logements à Gaza et Cisjordanie en 2005 (sur dix années), incluant les besoins de desserrement actuel dans les camps et les centres et ceux liés aux migrations, in *ibid., op.cit.*, p.187.

<sup>5</sup> L'unité du SIG au sein du MOPIC occupe dix personnes. Elle forme également les techniciens des administrations locales (mairies et gouvernorats) pour la mise au point de leur propres Systèmes d'Informations Géographiques.

agglomération), Hébron et Gaza. Et les schémas régionaux ne font que reprendre les orientations nationales. Ils préconisent aux villes d'élaborer des *master plans* qui sont prévus par la loi sur la planification. Ceux-ci doivent tenir compte du retour de la diaspora ou de l'accroissement du nombre des réfugiés, prêter attention aux villes émergentes (comme Jiftik, Khan Yunis à Gaza) et aux centres intermédiaires (Tubas, Salfit). Ils préconisent aux communes de prendre en compte les colonies dans la stratégie territoriale ou encore de réduire la pauvreté urbaine. On envisage de lancer des projets pilotes dans des secteurs de renouvellement urbain (Gaza, Jéricho, Ramallah Jérusalem et A' Tur sur le Mont des Oliviers en association avec les propriétaires fonciers et les riverains). Précisément, l'unité d'urbanisme du MOPIC rédige en 1998 un guide pour l'élaboration de plans locaux avec des indications sur la structure urbaine et que des consultants privés sont censés préparer pour les municipalités. On y retrouve l'esprit du planning stratégique et fonctionnel, avec des analyses sectorielles mais standardisées concernant les ressources naturelles, les besoins en logements, etc<sup>6</sup>.

### 2.1.3 Techniciens ou politiques : les savoirs urbains dans les cercles du pouvoir

On peut bel et bien parler d'un système technocratique et professionnel de la planification qui, certes, a ses experts et ses techniciens locaux, mais souvent sans influence sur le système politique. Car comment expliquer ces carences techniques urbaines d'une planification qui se veut à première vue scientifique et rassurante ? Alors que se pose la question des formes de la reconstruction et des choix du développement, rien ne dit que le projet urbain et ensuite l'aménagement ne soit reconnu comme acte de conception, de programmation de projection politique.

Certes, les services ministériels (PECDAR, MOPIC et Collectivités locales) emploient des architectes des géographes et des planificateurs. Mais force est d'observer que leur technicité est constamment mise hors jeu par l'arbitraire, la prédominance voire le monopole de la décision des acteurs économiques et politiques et par l'absence de coordination entre les services de l'Autorité. D'une part les

---

<sup>6</sup> Des projets dit pilotes mais à visée générale et stratégique sont également réalisés pour Khan Yunis, Hébron, cette fois par le PECDAR avec des consultants privés, mais sur la base de prescriptions également générales : *Pilot Urban Planning Studies for Al Khalil* (Hébron), *for Khan Yunis*, PECDAR, Jerusalem, 1996.

technocrates, personnels compétents du MOPIC doivent gérer de toute évidence une coupure entre leur domaine de légitimité technique et la décision politique sur laquelle ils ne peuvent guère interférer. L'action territoriale reste aux mains de quelque dirigeants.

Au niveau national, le Président et quelques membres de la Direction Palestinienne font des choix selon un programme politique, selon le rapport de souplesse avec l'Etat hébreu et la communauté internationale, selon les priorités nationales, les faveurs à consentir. Au stade de la gestion urbaine et à l'échelle locale, les gouverneurs et les maires liés au cercle d'influence de la Présidence et de la Direction Palestinienne appliquent les décisions sans réunir les conseils régionaux ou locaux pour le développement prévus dans la loi. Et de l'avis des conseillers aux Ministères, signalant au passage que le cabinet de Arafat n'a pas de chargé de mission pour les affaires urbaines ou environnementales, il n'est nul besoin de rentrer dans la technicité des dossiers, puisque les priorités tout comme la teneur des décisions sont fixées selon d'autres paramètres<sup>7</sup>.

Par ailleurs, le morcellement ou le manque de clarté sur les responsabilités institutionnelles concernant la reconstruction, et la rivalité des ministères pour la maîtrise du tissu social et politique limitent tout effort de mise en cohérence du projet territorial. Le MOPIC d'un côté est une instance strictement technique de la planification et de la reconstruction mais qui a peu de poids politique. Car elle est très nettement dépréciée face aux deux autres Ministères concurrents. D'une part, le PECDAR, opérateur de la reconstruction qui assure l'interface entre l'Autorité palestinienne et les bailleurs de fonds définit de fait l'agenda des projets en les mettant en œuvre<sup>8</sup>. D'autre part, le Ministère des collectivités locales et accessoirement le Ministère du Logement qui en dépend a une très solide emprise locale et influe constamment dans le processus technique de la reconstruction et de l'aménagement. A la différence du MOPIC qui n'a aucune assise à l'échelle locale, voire de concrétude, à

---

<sup>7</sup> Comme nous le rappelait le député S. Abbed chargé de la planification au Ministre de la Coopération et conseiller du Président : «Le Président n'aime pas les notes».

la différence du PECDAR qui est avant tout un Ministère d'exécution, le Ministère des Collectivités locales sait travailler les réseaux sociaux, les Gouvernorats et les mairies qui lui sont rattachés. Le Ministère qui comporte plus de 100 techniciens et cadres intervient peu dans les savoirs techniques et spatiaux. Mais il est le maître de l'action locale. Il interfère dans toutes les décisions politiques et sensibles prises par les maires et les gouverneurs (permis de construire, vente de terrains, marchés, secteur clef de la sécurité publique) et dans l'approbation des schémas locaux de développement élaborés par les villes et les gouvernorats pour le secteur rural. Trois ministères sont ainsi constamment en concurrence selon leur degré de légitimité technique et politique. Il n'existe pas d'outil de coordination technique entre les ministères et il n'est pas rare par exemple que les trois ministères soumettent des propositions ou des demandes rivales aux bailleurs de fonds sur les mêmes secteurs spatiaux ou d'intervention<sup>9</sup>.

#### **2.1.4 Urbanisme, aménagement, reconstruction, des objets discursifs**

La question posée est surtout celle de l'intérêt pour l'urbanisme de planification ou de projet, la reconnaissance de son utilité sociale, auprès des autorités politiques ou locales, gouverneurs et maires. Des experts à l'image des techniciens généralistes du MOPIC s'attachent à faire exister la planification comme l'ébauche d'un projet territorial, comme un domaine géostratégique, ou mieux, comme un champ de connaissance technique auprès des, des gouverneurs, des députés et Maires avec la mise en place d'outils plutôt bureaucratiques, comme les SIG, les plans stratégiques. Mais la reconnaissance d'un champ de réflexion reste à démontrer. Il n'existe pas de division d'architecture à l'échelle nationale. La planification sur des bases très généralistes n'a pas de traduction urbaine.

L'urbanisme de planification relève peut-être avant tout d'un domaine discursif où s'entrecroisent des savoirs rationnels et des représentations idéologiques et

<sup>8</sup> 600 millions de dollars dépensés entre 1997 et 2000 en ville et surtout dans les villages pour des projets d'investissements en infrastructure, appui aux communautés. Source, Activities Report, Pecdar entre 1998 et 2000.

<sup>9</sup> Comme le font remarquer d'une même voix les chargés de mission de la Commission Européenne, de la Caisse Française de développement ou du P.N.U.D. Entretiens effectués entre 1999 et 2001.



identitaires centrés sur le même souci national mais sans effets réels. Au cœur de la planification, le flou des orientations et des moyens tranche quelquefois avec l'énoncé politique.

«Le cadre des projets présuppose la persistance d'un processus politique en cours. La majeure partie des Territoires palestiniens est encore sous occupation et nécessite la continuation de la résistance» note le Ministre Zahlan lui-même en ouverture du séminaire et du livre blanc de la reconstruction<sup>60</sup>.

Tout évoque un système dialectique exprimant les paradigmes de la résistance, du nationalisme et de la normalisation. La planification et le projet territorial renvoient au caractère politique et idéologique de l'espace, au premier rang duquel figure la question de Jérusalem. Celle-ci est évoquée en ces termes symboliques dans le plan national de développement :

«Jérusalem doit faire partie d'une initiative urbaine «en raison de sa signification religieuse et histoire et elle doit être la capitale de l'Etat palestinien [...] L'identité doit être lisible dans un de ses principaux sites à Jérusalem. Elle doit être lisible pour les Palestiniens et pour la communauté internationale»<sup>10</sup>. Plus loin : Le plan national pour la reconstruction doit être «un document de première génération qui doit pouvoir être appliqué aussi à la prestigieuse Bethléem 2000»<sup>11</sup>

En dehors du symbole, aucune intention urbaine n'est précisée. La planification est surtout le moment pour les techniciens d'exprimer l'esprit identitaire de l'architecture :

«Les architectes «doivent pouvoir dessiner des bâtiments qui reflètent notre identité sociale»<sup>12</sup> indique Fathi, conseiller auprès du Ministère du Logement.

### 2.1.5 L'urbanisme, mains liées

D'un autre côté, il faut bien admettre que la planification et l'aménagement n'ont de cesse de devoir composer avec des contraintes majeures externes ou imposées par les négociations d'Oslo. La souveraineté israélienne s'étend sur le domaine public voire privé palestiniens. En zones C et B qui représentent deux tiers du territoire, c'est à dire en zones tampons avec les colonies ou avec Jérusalem, le long de la ligne verte mais aussi sur les tissus intermédiaires et périphériques des agglomérations, c'est le

---

<sup>10</sup> in *National Policies for Physical Development*, MOPIC, 1998, *op.cit.*, p.7.

<sup>11</sup> In *ibid* p.9.

<sup>12</sup> Ihsan Fathi, The role of architectural heritage and urban reconstruction in Palestine, in *Reconstruction of Palestine*, pp.392-403, *op.cit.*, p.398.

droit israélien qui continue de s'appliquer en matière d'urbanisation et de construction. Et le devenir à moyen terme de bon nombre de secteurs péri urbains intra-palestiniens, comme l'entrée de Ramallah, les périphéries de Bethléem, Hébron et Naplouse ne sont pas maîtrisables. Ils sont grevés de servitudes militaires, d'alignement avec des emprises réservées aux implantations. Celles-ci hypothèquent fortement les possibilités d'extension urbaine et de continuité territoriale entre les sous régions Nord et sud de la Palestine, le projet d'agglomération de Ramallah à Jérusalem, de Bethléem et le maillage urbain de ces métropoles entre elles qui jouissent pourtant d'une proximité et d'une tradition d'échange.

La viabilité et la lisibilité de la planification à défaut de pouvoir parler d'un projet territorial à l'échelle nationale ou des agglomérations est également liée aux capacités d'expertise technique offertes par la sphère de la planification. Or les outils urbains : enquêtes, cadastres, recensements, plans détaillés, base de données, études techniques ne sont pas toujours opérationnels. Les photographies aériennes sont soumises aux autorisations israéliennes comme le recensement et les enquêtes en zones B et C ou autres plans concernant des zones stratégiques<sup>13</sup>. De même les difficultés de circulation et l'éclatement territorial empêchent une connaissance fine des zones urbaines autonomes, en matière de démographie, transports, mobilité, économie, hydrologie, géologie et autres données préalables à l'établissement de documents de planification ou d'urbanisme. Enfin les incertitudes générales liés au calendrier politique dévalorisent les dispositifs de planification et la réflexion territoriale dès lors que ceux-ci ne peuvent être pensés dans un espace-temps réel qui ne soit pas aléatoire.

De la planification à grande échelle à l'urbanisme de conception, il semble qu'il existe un discours sur la reconstruction et qu'il manque un projet de la reconstruction, voire une «théorie de la société en reconstruction»<sup>14</sup>. On a évoqué les difficultés structurelles, l'absence de souveraineté sur une bonne partie du territoire, les désillusions qui s'en suivent pour la puissance publique, tout comme l'absence de

---

<sup>13</sup> La confection des plans de développement de la Mer Morte sont soumis à autorisation d'Israël tout comme le schéma régional hydraulique. Les ressources hydrauliques restent la propriété de l'état Israël depuis l'ordonnance militaire 291 du 19/12/68.

culture institutionnelle d'un pays qui ne fut jamais indépendant. La renaissance urbaine palestinienne ne va-t-elle pas se trouver reniée dans ses formes et dans ses ambitions ? Un certain «social de guerre» qui a pu prévaloir pendant l'*Intifada* peut-il être converti dans un «social de paix»<sup>15</sup> ?

## 2.2 LE CADRE MATERIEL DE LA RECONSTRUCTION URBAINE ET L'AGE D'OR DU RETOUR AU MONDE

La construction de l'Etat nation impose une nouvelle temporalité d'abord politique et sociale, ensuite économique, sans rapport avec la période précédente et en rupture avec le rythme antérieur de fabrication du territoire. Au cycle plutôt lent de la période d'avant et d'après-guerre (1922 à 1992), aux contraintes pesant sur l'activité urbaine durant l'occupation, succède un «âge d'or» de la transition. Dans la période, les signes manifestes du retour au monde sont la circulation des capitaux avec l'apport de la diaspora, la construction immobilière et l'urbanisation non retenue. La doctrine morale de l'Autorité Palestinienne n'est plus celle de l'étatisme, d'un quelconque projet social ou révolutionnaire auquel tenait l'OLP et les instances de la résistance nationale. Bien au contraire. La reconstruction urbaine va trouver une réalité immédiate dans le laisser faire, la libre initiative, au nom d'une certaine idée de la modernisation et de la restauration symbolique de l'espace.

Au secteur privé et donc aux intérêts privés, la charge de gérer l'urbanisation, la croissance urbaine, les besoins en logement : tel pourrait être «par défaut» l'énoncé de la reconstruction telle qu'il est formulé par l'Autorité Nationale, au motif avéré de la faible organisation de ses services, de son absence de moyens financiers. L'Autorité Nationale qui fait office d'Etat n'a effet pas de ressources propres pour aménager et construire puisqu'elle s'en remet aux financements de la communauté internationale. Elle caresse aussi ou peut être le rêve d'un modèle de développement urbain libéral ou

<sup>14</sup> Nous reprenons le terme de N. Bayhum à propos de la reconstruction de Beyrouth, in *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*.

<sup>15</sup> L'expression est ici celle de Y. Cohen et R. Baudouin dans « Gouverner le social, 1890-1945 » à propos de la reconstruction de l'après-guerre, in *Les chantiers de la paix sociale (1900-1940)*, textes réunis par Y. Cohen et R. Baudouin, Fontenay/Saint Cloud, E.N.S éditions, 1995, pp.7-29, *op.cit.*, p.15.

international, vu dans les pays du Golfe et en Egypte voire en Europe où résidait l'élite. L'image de la construction nationale doit évoquer de près ou de loin la modernisation à l'occidentale, son miracle économique de l'après-guerre, avec un essor immobilier, un accès des citoyens aux logements individuels.

Que la puissance publique s'efface ou disparaisse derrière des acteurs privés mais aussi internationaux n'est pas un paradoxe. Mais le fait a son importance autant pour constater «l'urbanisation du capital»<sup>16</sup> ou la privatisation des enjeux urbains au nom avoué du renouvellement du territoire.

### 2.2.1. Le laisser faire urbain, ce symptôme de la libération

Un des premiers effets contradictoires de la refondation demeure l'absence de maîtrise, de contrôle voire d'interférence des pouvoirs publics avec le cycle de production de la ville et du bâti. Prenons en premier lieu le cadre foncier et la maîtrise de l'usage des sols pour constater les effets de l'après-guerre.

En 1999 la parcelle de terrain réputée constructible était vendue en moyenne 50000 dollars à Hébron pour avoisiner le million de dollars comme à Ramallah et sa jumelle Al-Bireh<sup>17</sup>. Dans les secteurs désormais autonomes, rien ne limite les cycles de transactions en premier lieu sur les terres demeurées vierges à la sortie et au cœur des villes comme à Gaza, sur les grandes parcelles disponibles mais aussi sur des terrains plus exigus, pris en étau entre les trois zones administratives, A, B ou C. La majeure partie des transactions s'effectuent par à coup par des familles propriétaires construisant pour elles-mêmes sans opération d'ensemble ou cédant les larges parcelles aux investisseurs, quand celles-ci sont bien situées. L'absence de réglementations sur les transactions foncières et surtout le changement toléré de l'usage agricole des sols, d'autant que les communes ne disposent pas toutes de plans d'occupation des sols, et

---

<sup>16</sup> Terme emprunté à David Harvey dans son analyse importante des formes les plus récentes d'accumulation du capital dans l'ère post moderne, in *The Urbanization of capital: studies in the history and theory of capitalist urbanization*, New York, Books on demand, 1994.

<sup>17</sup> Environ 150.000\$ pour une parcelle commerciale ou destinée à l'habitat à Bethléem pour 2000m<sup>2</sup>, 120.000 ou 200.000\$ à Ramallah, al-Bireh. Les chiffres ont été communiqués par le Promoteur Sheherazad (Ramallah) et recourent ceux donnés par des agences d'architecture comme Amara (Ramallah). Les prix d'une parcelle agricole en Cisjordanie sont d'environ 7000 dollars, 20.000 pour de l'habitat dans les villages.

qu'aucune loi sur la protection du paysage de l'agriculture n'a été adoptée, accélèrent le cycle des échanges et de la spéculation.

Aucune mesure n'est adoptée par la puissance publique pour s'opposer au changement d'usage des terrains agricoles dans les zones autonomes et donc au mitage des collines jusqu'ici non construites et des périphéries immédiates. Quand un plan d'occupation des sols existe comme à Gaza ou Ramallah, il peut-être soumis à de nombreuses dérogations. Dans ces dernières années de la construction territoriale (1999-2002), les services techniques municipaux efficaces signalent par endroits les transformations abusives, comme à Ramallah, mais c'est sans compter sur l'intervention personnelle de maires pour approuver, tolérer ou favoriser une transaction sur des morphologies non adaptées. Les pouvoirs publics, l'Etat et les municipalités ne constituent pas de réserves foncières mais au contraire cèdent leur domaine foncier à des particuliers, dans une collusion d'intérêts. De l'avis des techniciens municipaux voire des membres de l'Autorité, la procédure de cession du domaine foncier public (ou privé) d'Etat qui nécessiterait une décision administrative, du Premier Minsitre (en sus de celle des Gouverneurs ou maires) prévue par la loi est peu employée. Le poste de Premier Ministre est resté virtuel jusqu'en 2002 et les cessions de terrains pulbics s'affranchissent des actes administratifs préalables<sup>18</sup>. Par ailleurs le contrôle cadastral ou le suivi des modifications à l'échelle municipale sont loin d'être rendus possibles.

---

<sup>18</sup> L'exemple le plus spectaculaire est celui d'une parcelle dominant la ville cédée par Arafat, selon les responsables municipaux, au puissant entrepreneur Mounib Al Masri, à Naplouse.



Figure 65 : Terrains construits à l'entrée de Ramallah  
Image : G. Dupin (2003)

#### 2.2.1.1 *Le cycle foncier, libéralisation sans limitation*

L'informalisation progressive du cadre foncier puis celui du bâti a commencé avec des habitudes foncières héritées du droit ottoman où prime la coutume, la valeur d'usage. Elle se prolonge à l'intérieur des vides administratifs et juridiques du nouvel état palestinien, celui-ci tolérant le mouvement de la libéralisation et de la spéculation foncière dans des sites réputés agricoles qui étaient préservés de l'urbanisation. Mais la généralisation de la valeur marchande des sols à des fins de construction, immobilière est l'effet direct d'une certaine «libération» symbolique. Dès qu'a été donnée aux citoyens qui n'étaient plus soumis aux autorités militaires la liberté d'entreprendre, d'approprier, d'échanger, plus aucune démarche administrative ou politique ne sera en mesure de contrecarrer les initiatives généralisées tenant à la terre, indiquent les

techniciens et les Maires<sup>19</sup>. Même détentrices de responsabilités territoriales, d'outils pour la maîtrise des ressources, les pouvoirs publics ne sont pas en mesure de s'opposer à des transactions illicites, quand ils ne les encouragent pas ou n'y succombent pas eux même. Il n'est guère envisageable d'user du pouvoir de réglementer, voire d'interdire qui rappellerait le traumatisme collectif des confiscations, des appropriations par l'Etat israélien sur lesquelles la communauté palestinienne n'a pas prise.

L'attachement à la terre et à la propriété est un attribut déterminant dans l'expression collective et individuelle du sentiment palestinien. La propriété foncière est une affaire à traiter en famille ou dans le cercle du village. L'usage du foncier et les pratiques qui s'en suivent, comme la transmission tribale ou les échanges entre membres d'une famille, n'ont pas de lisibilité et de réglementations. Le remembrement n'est pas pratiqué compte tenu de la présence très nombreux terrains de pâturage qui sont régis par la copropriété d'usage (*mash'a*). Les transactions ont rarement lieu avec les allogènes non palestiniens voire avec les chrétiens exclus du marché autochtone. La transformation d'usage pour les besoins familiaux est une coutume, et l'enregistrement des terres, des transactions, des successions échappe en partie aux pouvoirs publics même quand ceux-ci s'emploient à vouloir les contrôler.

#### *2.2.1.2 Le cadre urbain, la sphère de l'aménagement et l'habitat, l'affaire du privé*

Prenons ensuite le cadre urbain. Comme pour le cadre foncier, la question de la régulation des mécanismes de production bâtie est à nouveau posée. Le laisser faire, l'évasion spatiale et foncière travaillent évidemment moins par dérogation que par absence d'un urbanisme de planification ou d'un urbanisme de projet. Si des constructeurs se sont appropriés les espaces libres, préférant les coteaux des agglomérations à l'aménagement de parcelles en ville, si le bâti non planifié a envahi les jardins potagers, c'est qu'aucune juridiction ne peut empêcher ce modèle d'urbanisation.

---

<sup>19</sup> Entretiens avec les maires de Ramallah, al-Birah et Gaza et les techniciens municipaux.

Ce sont les acteurs privés qui décident et dessinent la ville. L'urbanisme est pourtant une des fonctions municipales et la loi a attribué des compétences aux maires. Les communes ont la possibilité juridique d'élaborer leurs propres plans qui doivent être approuvés par les services du Gouvernorat comme elles peuvent instruire les permis de construire inférieurs à 3000 m<sup>2</sup>. Elles peuvent mettre en œuvre des études de conception urbaine, des concours d'urbanisme<sup>20</sup>. Et les villes de plus de 50.000 habitants disposent de compétences et des moyens quelquefois supérieurs à ceux des gouvernorats et des Ministères avec la présence d'architectes dans les services techniques<sup>21</sup>.

Dans les faits peu d'études urbaines sont réalisées. Lorsqu'ils existent, les schémas d'urbanisme reprennent des principes fonctionnels élaborés dans la période jordanienne ou d'occupation. Mais ils ne contraignent pas le développement urbain au-delà des seules indications de zoning, avec l'affirmation du principe de centralité et du caractère commercial des centres urbains, une première ou deuxième couronne à caractère résidentiel, des zones industrielles situées à l'entrée des agglomérations et le long des voies principales, sans souci de mixité urbaine. Ceux de Ramallah et Al-Bireh (dessinés par l'urbaniste Khameisi) tiennent peu compte des diversités morphologiques, de la préservation du paysage. Peu de règles d'implantation spécifiques ou de prescriptions architecturales (volumétries, alignements, morphologies) sont déclinées. Partout les règles de densité élaborées sur la base de la réglementation jordanienne sont reprises sans distinction typologique et morphologique<sup>22</sup>. A Gaza on a instauré une réglementation sur les immeubles de grande hauteur qui s'applique au front de mer.

Une fois établi le vide qui prévaut en matière de planification et de contrôle foncier, on comprend que la réglementation de la construction soit difficile à instaurer, et quand elle existe, difficile à faire appliquer. Il n'existe pas de code de la propriété

---

<sup>20</sup> Elles suivent aussi les enquêtes publiques et peuvent réaliser des travaux en régie des travaux. Elles peuvent créer leurs bases de données (cadastre, fiscalité, numérotation des rues, images satellites).

<sup>21</sup> Six à la municipalité de Gaza et de très nombreux ingénieurs, 20 ingénieurs à Hébron, quatre à cinq architectes à Ramallah et Naplouse. Environ 250 permis ont été délivrés annuellement jusqu'en 2000 à Naplouse et Ramallah.

<sup>22</sup> Elles reprennent le code de la construction jordanienne : 40% de la surface d'emprise est constructible en zones résidentielles et 70% en zones commerciales et industrielles avec des règles d'alignement standart. Selon le *guide sur les réglementations de la construction*, Ministère des Collectivités locales, 1999 (en arabe).



civile et des incertitudes pèsent sur le devenir territoire à grande et à petite échelle. Le bâti et les permis de construire qui s'en suivent restent grevés de servitudes comme la bande de sécurité de 500 m qui rend inconstructible les parcelles en bordure de voie. Il faut encore rappeler que si les services techniques s'emploient à faire respecter les normes de construction aux demandeurs de permis, les mesures de sanction sur des constructions ou des extensions sans permis, des transformations d'usage sont peu probables par les Maires ou les Gouverneurs.

Comme l'admettent ces derniers, la destruction des constructions illégales par les autorités palestiniennes qui devraient intervenir dans le cadre du respect des dispositions réglementaires sont peu probables. Car, à nouveau, elle ne renverrait que trop au trauma de l'occupation, à son lot de destructions et autres suspensions de travaux liées aux absences d'autorisation, très difficiles à obtenir pendant l'occupation ou à Jérusalem. L'interdiction signifie avant tout sur le plan symbolique pour le citoyen l'impossibilité de construire un socle spatial qui est aussi celui de la nation. La non-interférence de la puissance publique dans la sphère de l'habitat privé semble être un principe culturel établi, pour ne pas risquer de rappeler la période précédente, ou alors la décision politique est personnalisée et prime sur l'éventuelle application de règle de droit. En l'occurrence, une autorisation pour une habitation individuelle ou pour un projet de promotion peut être octroyée par le gouverneur ou le maire sans consultation de ses services. Ce fut le cas pour le vaste complexe commercial au cœur de Naplouse, en cours d'achèvement. Il s'agit d'un gigantesque *mall* (centre commercial) de dix étages grignotant la place centrale et construit par un investisseur de la diaspora sur des terrains d'assiette publique cédés à la commune pour un montant substantiel. En contre partie de la charge foncière élevée, le Maire a accepté des dérogations réglementaires importantes contre l'avis du chef de l'urbanisme<sup>23</sup>. Ici les perspectives des recettes foncières ont eu raison du paysage et du droit des sols.

---

<sup>23</sup> D'après ce dernier, l'architecte Ayman Al-Rabba.

### 2.2.2 Le rêve monumentalité et de modernité

Il semble que le visage de l'urbanisation renvoie à des comportements politiques et idéologiques contradictoires : des pratiques d'urgence combinée au rêve de modernité et de monumentalité, des habitudes prises peu soucieuses des transformations ou des rares héritages esthétiques anglais. Dans les territoires palestiniens autonomes, une seule référence semble déterminer la croissance : la juxtaposition et l'atomisation de quartiers résidentiels échappant à la puissance publique, sans ordonnancement et sans régulation, dans des zones immédiatement accessibles et urbanisables rapidement.

A partir d'une succession de causalités, on a vu d'un seul coup émerger des conglomérats de territoires au Nord, au sud sous l'effet de la dynamique du retour, du renouveau palestinien et de la généralisation de la valeur d'échange. L'urbanisation pulsionnelle et non planifiée dès la première année de transition a concerné toutes les périphéries immédiates de Ramallah, Al-Bireh, de Hébron, Naplouse, la bordure de l'axe de Ramallah à Jérusalem qui comprend les centres intermédiaires de Shu'fat, Beit Hanina, pour aboutir à un encerclement des centres urbains originels. A Gaza-ville, c'est surtout le front de mer qui a été urbanisé et verticalisé, depuis le camp de Shat'eh, au nord, camp intra urbain jusqu'aux parties sud de Khan Yunis déjà très denses.



Figure 66 : Urbanisation des collines de Naplouse

Source : *Les maisons de Naplouse*, 2002

#### 2.2.2.1 *En ville, en périphérie, construire, s'étendre quoi qu'il advienne*

Les périphéries des villes et les entrées immédiates des centres offrent un effet de sérialisation ou d'atomisation. Les constructions résidentielles ou tertiaires de même facture se succèdent sans règles urbaines, niant leur environnement, implantées sans souci parcellaire. Les villas hétéroclites ou des « pagodes » à tuiles rouges et balcon en fer forgé émergent ou se mélangent aux immeubles verticaux, annexent les sommets des collines de Al-Bireh, Bir Zeit, Naplouse, où des voiries importantes sont taillées à même les champs des oliviers. Ces secteurs périphériques s'étendent sur le mode de la tâche d'huile sans règle d'alignements. A l'approche des centres, on peut retrouver les mêmes quartiers fonctionnels, organisés depuis une voie d'accès principal avec un découpage interne sans paysagement, sans espace public, sans ordonnancement et sans services. Dans les nouveaux centres urbains de Beitounia, Al Bireh, des îlots débridés forment des quartiers intermédiaires en chapelet. Les îlots ne sont pas articulés et les liaisons n'existent pas.

L'axe de Ramallah à Jérusalem accueille une succession d'immeubles, refoulant le plan d'alignement fixé par l'occupation. Aucune structure urbaine, aucune hiérarchie

de l'espace ni continuité urbaine ne se dégage, puisque la forme des quartiers est déterminée non par une problématique urbaine mais par les interventions individuelles et privées, souvent sans exigence spatiale architecturale. N'est-ce pas là une accélération tissulaire qui renverse non pas seulement la qualité de l'espace mais les valeurs de permanence et de continuité historique que les Anglais tenaient comme principe de leur *Urban planning* ? Ce principe de permanence n'a-t-il jamais été approprié ?

#### 2.2.2.2 Prendre l'histoire urbaine à rebours, l'effacement des héritages

Durant la période mandataire anglaise, les plans d'urbanisme avaient un rôle moteur, en indiquant les formes souhaitées d'urbanisation, en donnant toute leur importance aux tracés urbains, à la trame parcellaire, qui avaient peu bougé depuis un siècle. La trame urbaine de Naplouse et de Gaza qui s'est maintenue jusque dans les dernières décennies, y compris durant l'occupation israélienne, tenait largement aux principes de développement équilibré fixés par les urbanistes anglais, en premier lieu Kendall successeur de Geddes.

La municipalité de Naplouse a conservé sans les utiliser les plans de Kendall. Elle s'est dotée<sup>24</sup> d'une réglementation urbaine sur les volumes, densités, usages du sol, établie de façon approximative à partir d'un schéma directeur. Elle a mis en place un *master plan* reprenant la topographie de la ville avec une graduation des prospects et surtout un zoning pour contenir le grignotage des coteaux de Eibal et Jerzim, plantés d'oliviers. L'urbanisation plutôt homogène des collines avec des constructions de même hauteur initiée par quelques investisseurs *nabulsi-s*, plus ou moins contrôlés par la Mairie pourrait être due au legs inconscient des pratiques de planification anglaise et jordanienne. La ville se montre volontaire quant il s'agit de son image, mais seulement à certains endroits.

En réalité il ne s'agit pas seulement pour la Mairie de préserver ou signifier la singularité morphologique et surtout politique de la ville. La Municipalité souhaite montrer l'autoritarisme de la puissance publique, caractéristique de la configuration historique et politique de la ville. Avec son atelier d'urbanisme, elle montre qu'elle est

---

<sup>24</sup> Comme celle de Ramallah et Gaza.

capable de définir par elle-même ses outils de régulation quoique standardisés, sans aide internationale. Mais à quelques écarts près : le vaste domaine foncier public cédé façon peu transparente à Mounib al Masri riche investisseur est situé au sommet d'une des quatre collines jusqu'ici restée vierge de tout édifice. Et c'est une villa palladienne que l'investisseur a choisi de construire, avec des voiries importantes trouant les plantations. La municipalité a surtout donné son accord à la vaste opération commerciale massive de dix étages, déjà mentionnée, située en contre bas de la Casbah. L'édifice en cours de finition annonce un changement d'image du centre et un déséquilibre de la silhouette urbaine avec une rupture d'échelle significative, avec une modification du tissu ancien.

La silhouette et la topographie de la ville organisée en contre bas de la Casbah autour de la place al Tujar et de son horloge, réminiscence de la présence anglaise et turque ne sera pas conservée. A l'opposé du nouveau mall en cours d'achèvement, le rythme de constructions de belle facture bordant la Casbah lui, sera maintenu avec les demeures traditionnelles offrant des percées sur des jardins (Al Nimr Palace, Adel Hadi, Palace Tuqan). Mais l'échelle de la ville, le square central point de passage ouvrant sur le haut Naplouse (Rafidiah) parsemé de villas du début du siècle et d'immeubles plus standards seront largement bouleversés, la perspective des collines obturée.

Le rapport qui avait été établi entre architecture et structure urbaine durant le Mandat britannique s'est inversé en raison du précepte de modernisation, de fonctionnalité et de rente qui dicte les interventions dans l'espace urbain privatif ou public. Il semble que l'accélération des transformations tissulaires plus ou moins conscientes agit ici par refoulement du legs anglais ou d'une temporalité antérieure. La Municipalité semble peu attachée à la valeur d'un tracé harmonieux anglais. Mais, paradoxalement le nouveau centre-ville rendra perceptible ce dernier en l'effaçant ou en le refoulant à tel point qu'il faudrait évoquer une mémoire « en creux » ou inconsciente de la ville<sup>25</sup>.

---

<sup>25</sup> On retrouverait en effet l'idée d'une mémoire de la ville maintenue à partir de ses tracés antérieurs, de leur remémoration comme l'a montré J-L. Cohen dans *Formes urbaines et temporalités*. Dans le cas de Naplouse, la mémoire serait particulièrement induite par leur disparition.

### 2.2.2.3 *La tentation monumentale*

Les reconstruteurs caressent à bien des endroits le rêve de la modernité marchande et de la monumentalité comme élément du renouvellement historique et d'une nouvelle temporalité, celle-ci se devant bien souvent d'effacer les traces de la présence étrangère.

«Le laboratoire de la reconstruction aura lieu à Gaza» déclarait Zahlan du ministère de la reconstruction .

Celui-ci fut bien vite relayé par le volontaire maire de Gaza Aown Shawa<sup>26</sup> et son conseiller à l'urbanisme, Nihad Almughany. Ils ont fait appel à la coopération espagnole en 1995 pour élaborer un schéma directeur qui dit tout des ambitions immobilières urbaines et de l'image souhaitée du centre-ville : renforcer la bordure de mer, la centralité des quartiers bien situés, montrer des effets immédiats de la transition. La ville s'est dotée d'un important service de l'urbanisme qui ne compte pas moins de huit architectes et une dizaine d'ingénieurs. Les projets ont été montés avec des consultants étrangers et l'aide internationale présente dans tous les domaines élémentaires : écoles, routes et réseaux via le Pecdar et sur des financements de la Banque Mondiale, la Commission Européenne, l'Usaid et l'Arabie Saoudite. L'aménagement du port régional démarré avec la participation de sociétés françaises a été annulé en 2000, suite aux interdictions données par l'état d'Israël. L'aéroport, lui fut construit en 1998 pour des vols régionaux, puis fermé en 2000.

Dans l'âge d'or de la paix, le renouveau urbain ou un certain idéal de la modernité convergent vers le bord de mer mais pas seulement. La Municipalité entreprend aussi de restaurer l'espace public en centre ville avec le réaménagement du boulevard Omar Al-moktar remontant au centre ancien, vers la Mosquée Omari et vers la Place de Palestine. De l'autre côté de l'avenue moderne al Madjal qui longe la mer et où sont installées les instances internationales, le secteur de Rimal que les anglais avaient bien repéré mais qu'ils n'avaient pu lotir, ne reste pas vide. Il est vite accaparé par les promoteurs ou investisseurs qui ignorent tout du plan des Anglais et qui se

---

<sup>26</sup> Décédé en 2002.

soucient peu de la structure agricole des lieux, de ses vergers cultivés durant l'occupation.

Sur le front de mer, une nouvelle structure urbaine se met en place qui regroupe administrations, hôtels, résidences de l'élite, villas et immeubles des cadres de l'OLP et bureaux de l'Autorité Palestinienne. En bord de mer, le long du boulevard Ahmed Orabi le Schéma directeur propose de déroger largement aux règles sur les hauteurs établies par les Egyptiens. Les immeubles nouveaux juxtaposés sont construits grâce au déverrouillage des lois sur les hauteurs permises par le schéma directeur autorisant des constructions de 20 étages. Les nouveaux immeubles laissent entrevoir des jardins encore cultivés. Et leurs constructeurs ne soucient pas d'une quelconque intégration, ou articulation avec les quartiers environnants. Les dessertes secondaires ne sont pas réalisées et peu d'efforts d'embellissement sont accomplis.

Comment lire le projet urbain de Gaza, sinon que comme désir de renouvellement ? Il ne s'agit pas seulement de rendre le rivage «au peuple de la mer»<sup>27</sup>. Durant l'occupation, les plages restaient accessibles aux citadins mais étaient peu fréquentées et dans la ville traditionnelle, les déambulations sur les plages de Gaza étaient mal vues<sup>28</sup>. Gaza philistine, le plus ancien carrefour maritime et commercial du Proche-Orient, d'où partaient les bateaux pour «la mer rouge, le golfe persique ou l'océan indien»<sup>29</sup> rêve d'aller au bout des ses vocations de métropole stratégique au Levant, entre Alexandrie et Beyrouth. Elle rêve de rivaliser avec Jaffa Tel-Aviv, Haïfa et veut offrir l'image de l'orient moderne «n'ayant plus peur de la mer des hommes»<sup>30</sup>. Gaza, même avec «des mains liées»<sup>31</sup>, veut redevenir la grande ville ottomane qu'elle fut au sein du *sandjak* syrien et le symbole de la patrie retrouvée. Et le tracé rectiligne de la corniche moderne ferait peut être oublier celui, labyrinthique des camps surpeuplés.

---

<sup>27</sup> Braudel parlant de la Phénicie dans *La Méditerranée, l'espace et l'histoire*, Flammarion, 1985, *op.cit.*, p.87.

<sup>28</sup> Il y eut un appel du Commandement Unifié de l'*Intifada* donnant des consignes de décence pour les promenades balnéaires, cité par S. Tamari dans «Austérité montagnarde, indolence balnéaire», *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°16, 1985, pp.43-55.

<sup>29</sup> Braudel, *La Méditerranée, l'espace et l'histoire*, *op.cit.*

<sup>30</sup> *In ibid.*

<sup>31</sup> Expression de J-B Humbert, son texte d'introduction à *Gaza Méditerranée, Histoire et Archéologie en Palestine*, J. B. Humbert (dir.), Editions Errance, 2000, *op.cit.*, p.21.

Mais Gaza ville s'offre moins comme le laboratoire d'un urbanisme post-colonial annoncé que comme le miroir fragmenté de la nouvelle société urbaine palestinienne, tout à la fois aisée et pauvre, autochtone et cosmopolite, avec ses *returnees* présents dans les belles parties du rivage et son pourtour immédiat appropriés rapidement par l'appareil politique, mais qui délaissent les parties moins avantageuses et plus ordinaires de la ville.



Figure 67: Vue de Gaza vers la mer (2001)  
Source : Collection de la mairie de Gaza

#### 2.2.2.4 *Le désir incomplet de renouvellement*

Ainsi, à bien des endroits une urbanisation mal planifiée mais rapide et fonctionnelle est préférée à la densification ou à la restructuration de la ville sur elle-même. C'est que l'image de la mixité urbaine fonctionnelle des centres anciens est loin de prévaloir. Peu de parcelles de grande taille offrant facilement des perspectives de rentabilité sont disponibles dans les centres. La rénovation est jugée peu attractive financièrement, complexe sur des parcelles étroites et dégradées, et ne correspond pas aux pratiques résidentielles. En ville (Ramallah, Gaza) on préfère construire des immeubles de bureaux sans intervention sur les espaces publics. Ainsi, la nouvelle gare



de Ramallah construite par le groupe de promotion de PADICO s'est glissée dans le tissu dense du centre et congestionne les activités du marché ancien.

Ramallah est pourtant l'un des rares exemples où un projet de renouvellement urbain a été engagé sur un vaste îlot du centre ancien moyennement animé et fréquent, accueillant quelques banques, des petits commerces dans un quartier à dominante chrétienne resté résidentiel et populaire. Le secteur est à peine à l'écart de la place centrale Al Amara. Un concours d'urbanisme, le premier du genre dans la Palestine autonome est organisé en 1999 sur ce secteur voisin de la rue de Jaffa plus ou moins dégradé mais où demeurent quelques éléments d'architecture chrétienne : église et couvents, mais aussi un *khan* ottoman de belle facture en cours de réhabilitation. Il s'agit d'un programme à dominante commerciale (un mall, des immeubles de bureaux). Mais la Municipalité sous l'égide du maire et du chef des services techniques n'ont pas ménagé leurs efforts durant les deux années de 1999 et 2000 pour élaborer un projet d'aménagement public. Elle s'est faite aider de la coopération italienne pour l'élaboration de documents de programme en vue d'un concours international d'urbanisme au terme duquel une pré-sélection de cinq propositions de concepteurs tous arabes ou palestiniens a été effectuée<sup>32</sup>. Le projet lauréat de Bilal Hamad<sup>33</sup> sera exposé durant six mois à la Mairie mais ne démarrera pas en raison de la crise et l'arrêt des investissements.

Quoiqu'il en soit, il s'agit avant tout d'une action politique, d'un désir de renouvellement d'image pour dédoubler ou diffuser le principe de centralité jusqu'ici unipolaire, pour créer des relations, des flux et peut-être des échanges, des itinéraires, interconfessionnels entre des secteurs cloisonnés. Moins que d'attirer des chalands et des investisseurs, il y a sans doute le souci non exprimé du maire (chrétien) de renouveler un espace social désigné comme chrétien pour qu'il devienne un espace commun. En réalité, à partir de l'ensemble de ces faits d'espace, des pratiques des

---

<sup>32</sup> Un règlement d'urbanisme et cahier des charges des promoteurs ont été élaborés dans les formes les plus rigoureuses : hauteurs importantes, parkings enterrés, obligation de relogement, bilan d'opération et recettes pour la villes.

<sup>33</sup> Le projet lauréat de Bilal Hamad, architecte palestinien installé en Jordanie, propose de percer l'îlot par une nouvelle voie ouvrant sur une *Plaza*. Le front urbain et ses immeubles en verre annonce un bouleversement significatif des morphologies existantes et du tissu.

reconstructeurs mais aussi des résidents, la question doit être posée de la relation conflictuelle ou contrastée à l'objet urbain, au renouvellement d'un cadre référentiel, comme doit être posée plus loin celle de la constitution et de la relation à l'espace public.

### 2.3 L'URBANISATION DU CAPITAL ET DE SES CONSEQUENCES

Nous sommes partie de l'idée que le processus de modernisation et de production urbaine dans «l'âge d'or d'Oslo» est avant tout symbolique fragmentaire, tant la croissance est accaparée ou convoitée par le secteur privé de la construction ou une certaine économie globale qui commandent l'apparition de territoires et de quartiers. Dans le contexte de la transition nous avons constaté partout, de Gaza à Ramallah, Naplouse et Hébron, la frénésie de la construction immobilière exclusivement privée, moins souvent la réalisation d'espaces publics. Est-ce parce que l'habitat n'est pas un objet d'intérêt général qu'il est laissé au marché et à la libre entreprise ? Et d'abord qu'advient-il de l'esprit «social-nationaliste» de la période précédente ? Durant l'occupation les coopératives sociales de logements étaient les premiers opérateurs du développement. Elles avaient ce rôle émancipateur ou régulateur, offrant des possibilités aux clientèles modestes. L'esprit de la lutte nationale mais aussi l'esprit humaniste et communautaire basé sur la mutualisation étaient incarnés par la centaine de coopératives, accessoirement par le Comité supérieur pour le logement (PHC) satellite de l'OLP et la *Palestine Housing Bank*, coopérative semi-publique spécialisée dans l'habitat et en mesure de faire valoir son autorité sur le marché foncier. Et le plan de reconstruction tout comme les institutions internationales avaient aussi affiché leur souci de mettre place des outils de financement des logements modestes<sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> Les propositions de la Banque Mondiale figurent dans le document *Developping the Occupied Territories, an investment in Peace, Housing, Economy, infrastructures*, 1992, où des exemples de financement du logement sont cités, aux Philippines et Asie du Sud Est. En 1998 le Ministère de Habitat estime que en 85,9% logements sont sans adduction d'eau en milieu rural, 54% sans électricité. Dans les camps de Gaza : 32% restent dépourvu d'eau potable. D'après le PCBS et le recensement de 1997, 34.000 logements annuels seraient nécessaires, en raison des nouveaux arrivants, de la dégradation du parc et sa saturation.

### 2.3.1. La fin de la révolution, le royaume de la rente

Mais au lendemain de la paix, les enjeux ne relèvent plus de la résistance mais du développement. Les logiques commerciales et l'intérêt particulier semblent primer sur le principe de solidarité ou de collectivisation des ressources. L'enjeu de la résistance se redéploie. La nouvelle situation politique a cristallisé les besoins fonciers et en logements. Elle a surtout révélé le cycle d'accumulation du capital dans le secteur immobilier qui est aux mains de sociétés de promotion et des banques palestiniennes. Dans la seule ville de Bireh, le volume de la construction a triplé entre 1996 et 1998 et au cours de la seule année 1996, 58 millions de dollars étaient engagés dans des programmes immobiliers dans cette même ville<sup>35</sup>. Les plus-values ont été multiplié par deux depuis 1966 pour les immeubles commerciaux.

Qui sont ces investisseurs et acquéreurs, sinon des exilés (*returnees*) des années 95 ou des émigrants de la première vague de l'après crise du golfe, détenteurs d'un capital déposé dans les banques arabes ou locales ? A leur retour dans la Terre Patrie, ils investissent dans l'acquisition de logements qu'ils occupent ou qu'ils louent, le plus souvent à des Palestiniens étrangers et des occidentaux. Sur la base des fonds thésaurisés durant *l'Intifada* surtout en Jordanie ou au Golfe, les banques locales réouvertes ont consenti des prêts très importants aux épargnants particuliers et aux investisseurs<sup>36</sup>. Les prix moyens des appartements à la vente ont augmenté de 30% entre 1990 et 1994 puis de 50% en 1998. La contribution de la diaspora au secteur immobilier aurait été de l'ordre de 169.5 millions\$ en 1996 et 197 millions\$ en 1997<sup>37</sup>.

---

<sup>35</sup> *Reconstruction of Palestine, op.cit.*, pp.607-623. 92 % des immeubles sont résidentiels, 8% des buildings à usage commerciaux. 150.000 m2 annuels étaient en moyenne construits en 1994 contre 6000 en 1987 à Al-Bireh, in *ibid.*, p.612. Les prix moyen de vente d'un appartement de 70m2 à Al-Bireh est d'environ 90.000 dollars en 2000.

<sup>36</sup> Entre 1994 et 1998, 100 millions de dollars auraient été déposés dans les banques réouvertes et le nombre de prêts aux sociétés aurait doublé chaque année dans les banques locales, selon le Palestinien Economique Policy Research Institute, *Palestine Banking sector, Statistical review*, cité dans *Reconstruction of Palestine, op. cit.*, p.507.

<sup>37</sup> Selon une enquête de S. Hanafi, In *Contribution de la diaspora palestinienne à l'économie des Territoires*.

### 2.3.1.1 *La sphère de l'immobilier prise d'assaut et sans partage*

Les promoteurs qui sont les seuls à produire de la ville adoptent des logiques spatiales et des comportements immobiliers exclusifs de toute autre intervention. Dès lors que la logique d'accumulation ou d'urbanisation du capital, la logique de rente sont les moteurs du cadre de production, celui ne concerne pas l'immobilier social de faible rentabilité. Le *Palestinian Housing Council* (P.H.C) demeure l'unique outil comblant un minimum les besoins des foyers plus modestes notamment à Jérusalem et son directeur ne cache pas son «engagement à gauche» contre la politique libérale des sociétés immobilières. Au cours du séminaire sur la reconstruction, il avait émis le vœu pieu de créer une société d'aménagement et de construction de logements de type social. Dans la lignée du plan national d'urgence il a encore préconisé une politique de logement social pour les populations à faible revenu, basé sur des exemples pris dans les pays du Sud. Modestement le P.H.C a su dans la période construire une politique de financement de plus de 3000 logements en dix ans<sup>38</sup>. Mais les foyers modestes restent largement exclus des circuits bancaires. Les opérateurs de logement et de bureaux sont majoritairement les sociétés de promotion alimentées par les banques locales et régionales. Et le contre système des coopératives, des fonctionnaires, des communautés religieuses comme celle des grecs orthodoxes ou la Holy Land Society, plus œcuménique, est de plus en plus happé par la logique de rentabilité obéissant aux mêmes réalités du marché.

Le libéralisme a eu semble-t-il, raison des intentions nationales et sociales, quelquefois populistes qui avaient été affichées par les instances de l'OLP et dans les discours sur la reconstruction. Ni la puissance publique, ni les institutions internationales ne sont en mesure d'influer sur le marché foncier et le circuit bancaire ou encore sur les groupes de promotion qui répondent autant à la spéculation, qu'aux stratégies résidentielles des couches moyennes et aisées. La très forte demande et la logique de rente dans les six premières années ont eu des conséquences sur le secteur de la construction, le niveau général des prix de vente ou de location. La pulsion

---

<sup>38</sup> Le directeur du PHC, Mohammed Halakya, titulaire d'un doctorat en sociologie obtenu en Espagne insiste sur le caractère social mais aussi quasi clandestin des programmes du P.H.C (logement des plus démunis, relogement des expulsés). Entretiens avec Mohammed Halakya (2001 et 2002).

immobilière a des répercussions sur le coût de la construction réputé plus élevé que celui des pays voisins en raison de la demande et de la proximité d'Israël<sup>39</sup>. Les prix immobiliers approchent dans les années fastes d'Oslo ceux des villes européennes, compte tenu des objectifs de rentabilité et de spéculation recherchés par les investisseurs puis par des acquéreurs de logement<sup>40</sup>.

L'augmentation des prix a touché le marché irrégulier foncier et immobilier des camps. Celui-ci fonctionnant en «vase clos» a sa propre logique : les demandes de construction ou de vente proviennent de familles installées, confrontés à l'exiguïté de leur habitation, au besoins de desserrement lié au mariage des enfants et aux naissances<sup>41</sup>. Mais à partir de 1999, le secteur vital de la construction était en crise, privant d'emplois les maçons et entreprises travaillant en Palestine mais aussi dans les colonies, pour aboutir à l'arrêt total du marché en 2000.

### **2.3.2 Des quartiers intervalles : standards et lois de la sphère immobilière privée**

L'urbanisation du capital a imposé sa loi sur l'espace physique et social. Comment expliquer la généralisation d'immeubles standard, voire de quartiers sérialisés autrement que par l'évidence du cadre économique mais aussi réglementaire ? Les promoteurs et bureaux d'études se sont associés pour mener des projets de taille moyenne (entre 18 et 30 unités) mais visant une clientèle aisée ou de standing moyen pour aboutir à des lotissements sans qualité, des quartiers fermés, conçus sans trop de contraintes réglementaires et reprenant les standards régionaux de la construction. Les lotissements et immeubles ne répondent pas seulement à l'affairisme productif, caractérisé par une rapidité de la construction pour permettre un cycle de reproduction

---

<sup>39</sup> Les salaires sont plus ou moins alignés sur le coût de la main d'œuvre israélienne et le coût des matériaux est élevé en raison des taxes d'importation (bois ciment...) d'autant qu'Israël a le monopole d'industries comme les cimenteries.

<sup>40</sup> Un appartement de petite taille est vendu au minimum 50.000 dollars et la location sera d'environ 800 dollars. La compagnie Assayf dont le siège est à Ramallah réalise des immeubles commerciaux au prix de vente supérieurs à 100.000 dollars et les ressources de la société seraient de deux millions de dollars, selon le promoteur Sherazade.

<sup>41</sup> Dans les camps de Sha'teh ou Shuf'at un logement de 90m2 peut se vendre 25000 dollars, en raison de cette crise du logement mais aussi en raison des prix élevés du coût de construction.

du capital, par des techniques d'ingénierie éprouvées en Jordanie et dans les Emirats Unis, avec des choix de sites disponibles immédiatement. Les enjeux urbains et architecturaux, les modes de conception et de gestion de l'espace sont simplifiés.

Un seul type de quartier est produit : des condominium ou cités privées à destination de cibles homogènes de peuplement (diaspora, émigrants) dont sont souvent issus les constructeurs. Les nouveaux logements construits s'adaptent ou suivent les besoins résidentiels de nouveaux arrivants. Ceux-ci, pour leur grande partie ne viennent pas des villages de Cisjordanie, mais des pays arabes voisins voire occidentaux. Ils s'installent par «niches» selon les familles, le cercle de relations, les milieux professionnels (enseignants, classes supérieures ou moyennes) ou en tout cas suivent des trajectoires résidentielles semblables. Ils ont aussi en commun les mêmes références régionales et globales : l'immeuble banalisé, la résidence de type privative ou la villa individuelle.

Des espaces de vie et ces unités de voisinage sont produits à mi-chemin entre espace privé et communautaire. Les cités sont tournées sur elles-mêmes sans commerces, sans animation. Des services de maintenance sont assurés dans les lotissements privés évoquant de très loin le condominium avec un règlement établi par les copropriétaires. Mais peu de travaux sur les espaces sont entrepris. Etant donné que la puissance publique n'est pas en mesure d'imposer des règles sur l'espace extérieur aux lotisseurs<sup>42</sup>, les cités sont privées de lieux de sociabilité ou de proximité. Peu de commerces existent, pas d'équipements, pas de mosquées, mais le nouveau quartier orthodoxe de Ram a son église, financée et destinée à la communauté.

Serait ce leur caractère majoritairement non public qui conforte l'impression d'anomie urbaine des quartiers nouveaux ? Ces espaces urbains d'un nouveau genre qui privatisent les usages et les échanges sont antithétiques de la constitution d'un espace public compris ici comme espace de relation de coexistence simultanée, permis ou non

---

<sup>42</sup> Sauf à Ramallah où depuis peu, les opérations d'ensemble doivent respecter un schéma de voirie intra-quartier.

par le projet d'aménagement ou par le bâti et, au-delà, compris comme espace d'altérité ou de communication »<sup>43</sup>. Celui n'a-t-il jamais existé en Palestine ?



Figure 68 : Versant sud de Al-Al-Bireh-Ramallah

Au second plan à droite, l'entrée du centre-ville de Ramallah, à gauche, les toits du quartier résidentiel

Image : G. Dupin (2003)

## 2.4. APERCEVOIR LA VILLE

Au fond ce qui est posé ici n'est pas la question trop large de l'appropriation sociale des espaces résidentiels, de leurs usages, celle-ci renvoyant aux interactions du

---

<sup>43</sup> Dans le cadre d'une définition de l'espace public donné par Simmel et plus près de nous encore par Isaac Joseph. On considère en effet avec eux l'espace public à l'interface de la communication et des fonctions politiques. Voir par exemple «Prises, réserves, épreuves», I. Joseph, *L'hospitalité*, Communications, n°65, Paris, Seuil, 1997, pp.131-142.

spatial et du social que d'autres ont analysés dans les pays arabes<sup>44</sup>. Ce sont les capacités relationnelles voire politiques du renouveau urbain qui sont en jeu. Et l'interrogation doit déboucher sur la recherche de définition d'une culture de la ville et d'une urbanité de l'après-guerre.

Rien ne dit que dans les centres villes constitués de l'après occupation, l'espace public ici compris comme espace matériel, encouragé par un geste politique ou spatial à défaut de projet urbain, soit plus perceptible ou mieux investi. Il serait même résiduel. Mais en Palestine comme dans les villes de la Méditerranée c'est moins l'apparence morphologique, la hiérarchie ou le statut juridique ou politique ou encore la nature des lieux qui définissent une culture de l'espace public, mais la communauté concrète, l'espace relationnel. Il faut donc reconnaître le poids de pratiques communautaires, de la sphère privée et invisible des familles dans les pratiques de l'espace et les formes de l'échange. La ville a des rythmes et des lieux d'échange sexués. Les rassemblements sont masculins dans des endroits pas forcément publicisés ou formulés.

#### **2.4.1 Le reste ou la somme. Espace public, espaces non privés, espaces communautaires**

A regarder les centres constitués, on voit bien qu'aucune place ou promenade n'a été fabriquée depuis les tracés anglais : le parc des anglais de Ramallah, le parc de Naplouse, le parc Abu Kandra de Gaza, tous situés en cœur de ville. A Ramallah, une première opération d'ensemble a permis d'installer un jardin dans une cité privée de Al-Bireh mais encore peu fréquenté. A Gaza, un gigantesque parc central, financé par la coopération française, est toujours en chantier. A Naplouse, l'aménagement du centre ne dégage pas d'espace public ouvert. Mais des segments d'espace publics appropriés

---

<sup>44</sup> Par exemple les travaux de J.-Ch. Depaule sur l'habitat et les espaces, parmi lesquels *Lieux et façons d'habiter, aujourd'hui*, ss dir, Aix en Provence, IREMAM, 1999. D'autres portant sur les compétences urbaines, les transactions sociales sont dans la lignée de Henri Raymond ou de Jean Remy. Par exemple F. Navez-Bouchanine au Maroc, *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* (dir.), Paris, L'Harmattan, 2002 ; Rabia Bekkar en Algérie sur les formes de visibilité et d'invisibilité : *Espaces publics, paroles publics au Maghreb et au Machrek*, R. Bekkar, J.C David, D.Taieb (dirs.), L'Harmattan, 1997 ; Isabelle Berry en Tunisie, Agnès Deboulet en Egypte in *Les compétences des citoyens dans le monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Berry-Chikhaoui. I, Deboulet.A, (dirs.), Paris, Khartala, 2000. Il faudrait citer aussi dans la sociologie des espaces, ceux de Jean Hannoyer, *Du privé au public, espaces et valeurs du politique*, Cermoc,



existent, échappant à la logique institutionnelle ou d'aménagement : mosquées, placettes résiduelles, marchés et *malls* (centres commerciaux) construits dans les années 80 et plus encore après 1995, comme ceux du centre ville de Ramallah. Ces *malls* offrent des passages traversant les îlots très fréquentés.

Les noyaux anciens de Gaza, de Hébron, Naplouse et Ramallah sont des figures à la fois de la centralité politique et des échanges fonctionnels. Dans la période de l'après occupation, ils sont restés des lieux de rassemblement politique ou de représentation. Au cœur de la ville de Ramallah, la place Al-Manarah (dite aussi place des Lions) désigne bien d'une certaine façon la centralité politique. Elle a été redessinée, reprofilée avec l'arrivée de Arafat en 1995. Elle est aussi le réceptacle de toutes les manifestations politiques ou populaires à forte charge symbolique. C'est sur la place Al-Manarah réaménagée que l'on célèbre la mort des martyrs<sup>45</sup>, qu'ont lieu les défilés des organisations politiques. C'est dans ses malls adjacents que se réunissent les organisations (*tanzim*) et jeunes (*chebab*) armés. Mais la place et son pourtour sont fréquentés par toutes sortes de résidents et passants : fonctionnaires, ruraux, *chebab*, bourgeois. Elle donne une idée de l'hétérogénéité de la cité, de ses franges et de ses opinions. A Hébron, c'est dans la vieille rue commerçante de Shuheida que se font les commémorations, les défilés, les enterrements des martyrs. A Gaza on défile place de la Palestine. La rue demeure donc un ressort eschatologique et politique qui donne lieu à des manifestations supra-visibles.

Mais au-delà de ces formes d'instrumentalisation politique, les pratiques spatiales et publiques, les formes de l'échange sont ramenés à l'organisation sociale de la communauté. Dans les villes comme Naplouse et Hébron liées à l'arrière pays rural, on voit que les clans et familles se retrouvent par quartiers. Un ordre spatial est établi selon l'influence des familles qui détiennent les commerces, les institutions traditionnelles. Les centres de Ramallah, Bireh (mais aussi Bethléem) sont distribués en partie selon leur caractère confessionnel et le statut économique des familles. Des

Cahiers n°8, 1994 Michel Seurat au Liban et Jordanie dans *Mouvements Communautaires et espaces urbain au Machreq*, Beyrouth, Cermoc, 1985.

<sup>45</sup> Plus dramatiquement c'est ici que l'on exécute les collaborateurs.

grappes d'habitat ancien, souvent chrétien, se situent dans les noyaux originels où les familles détiennent des commerces. La bourgeoisie plus récente, chrétienne surtout, détient les villas de belle facture, comme à Ramallah, le long de la rue de Jaffa, la route de Beitounia, à Al-Bireh. Les nouveaux quartiers atomisés périphériques de la métropole de Ramallah occupés par des émigrés ou couches moyennes sont des espaces clos organisés autour de la sphère invisible privée. Les camps ont fabriqué également leur outils de régulation avec des représentants dont la désignation remonte à la position sociale du village d'origine et que l'on peut constater à Gaza comme dans les camps de petite taille (de Aroub, Jalazone).

Le renouvellement du cadre urbain dans la temporalité de l'après-guerre a peut-être moins unifié les identités sociales qu'il ne les a séparées. Les allogènes, l'élite ou la couche moyenne résident dans la «ville» moderne nouvelle ou dans les quartiers sub-urbanisés. Les populations de première génération restent arrimées à leur espace d'inscription dans les centres villes ou les villages. Les camps se développent sur eux-mêmes à proximité des quartiers centraux. Le scénario est le même à Ramallah, Naplouse et à Hébron où les centres anciens se paupérisent, où les villages proches s'urbanisent, ceux moins accessibles restant immobiles.



Figure 69 : vue de Ramallah depuis le quartier résidentiel de Masyoun  
 Au fond , les toits rouges des premières colonies chrétiennes autour de l'église Saint Georges  
 Image : G. Dupin (2003)

#### 2.4.2 La culture improbable de la ville dans la reconstruction

Revenons à Gaza où le maire a exprimé le vœu de voir les plages de Gaza accessibles et la pauvreté réduite. La ville de 400.000 habitants sous l'impulsion de la reconquête a pris un caractère particulier. Le front de mer est une succession d'espaces fragmentés, d'hôtels privatisant le rivage, le fermant quelquefois au moyen de clôtures, comme à proximité du camp de réfugiés de Sha'teh. Le camp empiète d'un côté sur les franges du centre-ville de l'autre sur la plage et le boulevard al Orabi, bordés d'hôtels restaurants destinés aux nouveaux résidents et dirigeants, aux clientèles aisées. Mais le rivage est aussi fréquenté par les pêcheurs et promeneurs. A deux pas, plus au nord et une fois franchie ou contournée l'entrée du camp de Shat'eh, on trouve un monde animé et populaire sur le boulevard Omar el Moktar remontant vers le quartier ancien et la mosquée Al Omari.

Le boulevard est l'axe majeur de Gaza qui relie la mer à la ville, celui que descendit le Président Arafat lors de la fête célébrant du retrait des forces israéliennes en 1993. D'importants travaux d'investissement et d'embellissement ont été effectués et la promenade attire, à la différence de la corniche, des citadins de tous les quartiers populaires, notamment du camp voisin de Shat'eh, comme pour incarner l'espace public du renouveau. Ce faisant l'ensemble de Gaza Ville affiche une ambiance contradictoire. Les «milieux populaires» déambulent sur la *plaza* centrale ou restent cantonnés dans leurs quartiers, l'élite se tourne vers le littoral qui évoque celui de Beyrouth et Tunis, affranchi des convenances morales et qui a tous les avantages des lieux cosmopolites nocturnes avec ses débits de boisson et restaurants.

Le caractère vivant du littoral n'était-il pas né, cinq siècles auparavant, du mouvement des bateaux amenant des échanges ou une culture cosmopolite évoqués par Braudel ? Plus tard la période d'internationalisation de la Palestine avait contribué à séparer une certaine élite palestinienne tournée vers la Méditerranée et le Levant du pays intérieur. Ne verrait-on pas resurgir le paradigme historique de la cité : la bourgeoisie urbaine, sur les bases d'une modernité occidentale, a reconquis à bien des endroits les lieux de détente privilégiés et balnéaires, ceux-ci à leur tour étant plus ou

moins délaissés par les citadins des alentours au nom de principes moraux. On voit que l'espace demeure divisé avec l'expression de différences de niveaux et de style de vie, de valeurs «allogènes» non partagées par les autochtones, comme l'affichage de la mixité, (quoique la baignade à Gaza soit séparée) ou comme le refus des signes ostentatoires à l'image de la consommation d'alcool<sup>46</sup>.

On acquiert la précieuse conviction que l'apparence consensuelle d'un projet politique unificateur et surtout l'urbanisation du capital par les acteurs privés ne changeraient peut-être rien à la culture de l'espace définie par des habitudes sociales, religieuses, domestiques, familiales. Ni à la réalité urbaine de quartiers en crise qui profitent peu des retombées de la modernité. Khan Yunis, Deir el Balah, al-Buraj, Jabalyah ont été délaissés des investisseurs et des donneurs d'ordre : c'est l'avis des populations pour qui rien n'est plus clair que l'afflux des capitaux vers le rivage, vers les réseaux viaires du centre-ville et vers les villas luxueuses destinées aux décideurs. Et les quartiers de Buraj et Jabilyah à Gaza-ville demeurent des enclaves ouvertes et dépourvues d'infrastructures. La répartition des investissements ne dément pas les revendications exprimées par les habitants, voire les élus. Car d'après ces derniers, les districts périphériques pourtant les plus peuplés et pauvres de la bande de Gaza ont en moyenne reçu dix fois moins que l'aide attribuée à Gaza ville<sup>47</sup>.

### **2.4.3 Pas tout à fait métropolitain, le modèle contrasté de la cité**

Comment dessiner les contours de l'espace urbain et poser les termes d'une urbanité possible ? Nous avançons ceci : l'image des villes demeure celle de la discontinuité. Elle s'explique par les modes d'urbanisation, les pratiques résidentielles, mais aussi par les relations contradictoires et conflictuels à la vie urbaine, à l'urbanité. Dans le cycle de la transition, on a installé ou produit une pluralité d'espaces voire de territoires communautaires, non publics, destiné à un usage privé. La sub-urbanisation continue de Jérusalem à Ramallah et à Gaza a permis à de nouveaux quartiers de naître de toutes parts. Mais on voit bien que ceux-ci restent inanimés ou dépendant de pôles

---

<sup>46</sup> Mais depuis fin 2001, on ne trouve plus de lieux offrant des boissons alcoolisées à Gaza.

<sup>47</sup> D'après le maire d'arrondissement de Khan Yunis, Mohammed el Shami.

de gravité qui sont les centres villes. En effet, le cadre étroit des médina de Ramallah, Naplouse et Hébron assure le modèle de la centralité, aspire les fonctions commerciales et publiques vers lesquelles convergent les flux en journée. Mais ici, les formes et le sentiment métropolitains, l'exubérance citadine, qui anime par exemple Jérusalem sont peu perceptibles. Certes, il y a eu l'essor de Gaza et sa silhouette verticale et dense. Et les lieux d'animation dans les marchés, les gares, les fortes densités de populations, les échanges diurnes créent une dynamique. Mais les centres sont tous dépourvus de vie nocturne, en dehors de quelques cafés et restaurants fréquentés par les classes supérieures à Gaza-plage et Ramallah.

Les centres urbains ne représentent pas tout à fait l'image et les attributs de la culture métropolitaine, un certain rayonnement de la cité moderne évoqué par Lewis Mumford, celle-ci cumulant des fonctions politiques, culturelles commerciales et d'échanges<sup>48</sup>. On ne retrouve pas vraiment les «métropoles du monde» de Braudel formées à partir de l'expansion coloniale et du capitalisme marchand. L'espace urbain et la citadinité restent d'un genre improbable, ni tout à fait marqué par une histoire et des héritages, ni tout fait renouvelé par les apports internationaux et transnationaux, les migrations, la dynamique économique. On voit que la référence aux fiefs et aux clans, le culte des origines rurales par lesquels on continue de se définir, subsistent et engendrent des villes calées sur les règles d'appartenance communautaire. Un genre «intermédiaire» fait que l'échelle de la ville et leur taille, ne basculent pas vers un symptôme métropolitain à l'exception de Jérusalem<sup>49</sup>.

On peut prétendre après tout, que les villes sont apparues tardivement, dans les années 50. Elles sont de taille moyenne et n'atteignent jamais l'échelle de la métropole régionale voire de la mégalopole, même si les régions urbaines incluant camps, villages sub-urbanisés nous renvoient à des bassins de population de taille significative<sup>50</sup>. On

---

<sup>48</sup> Par exemple, dans *La cité à travers l'histoire*, Mumford rappelle «la métropole est le centre des activités qui pour la première fois peuvent rassembler toutes les nations du monde dans une œuvre commune de coopérations et d'échanges», Editions du Seuil, 1964, *op.cit.*, p.699.

<sup>49</sup> La densité de Jérusalem-Est, le Grand Jérusalem «d'avant 1967» d'environ 4975 h/km<sup>2</sup>. La ville dénombre 220.000 Palestiniens et 160.000 Israéliens juifs.

<sup>50</sup> Le bassin de Ramallah/Al Birh/Salfit atteint 1.600.000 habitants, la zone de Hébron/Bethléem atteint 300.000 habitants, Naplouse 260.000 habitants. Selon les estimations de Ph. Fargues, « Des cartes dans quels

ajoutera qu'aucune centralité politique n'existe puisque que le pouvoir de décision oscille entre deux villes, Gaza et Ramallah, sans avoir accès à celle très symbolique de Jérusalem. On pourrait aussi avancer l'idée que les centres n'ont d'autre intérêt que celui de leur fonction primaire : le travail et le commerce. Que l'histoire contemporaine politique a contrarié la vie de ces villes, voire l'idée de ville. Et on voit que l'urbain reste à construire en tant que système de relations visibles, comme système géographique. Ainsi, les arrières pays sont peu structurés, peu articulés entre eux et les échanges sont limités autour de bourgs satellites qui sont des bassins économiques sans rayonnement urbain.

Alors que dans l'environnement régional, de Beyrouth, du Caire ou de Tel Aviv, des métropoles, une image de la ville-monde sont repérables, soumises à des modifications successives et à une économie monde de très longue durée, les villes palestiniennes, plus enclavées, ont gardé à l'exception de Gaza, la structure ou l'image de villes intermédiaires<sup>51</sup>. Ce faisant, nous posons en ces termes les singularités de cette urbanisation palestinienne dans le cycle actuel. Le modèle de la ville contemporaine palestinienne que nous avons repérée ne correspond ni à la «fin des campagnes» ni à l'urbanisation «sauvage» des villes du Sud, devenues mégapoles sous l'effet de l'exode rural. On sait que ce sont les migrants ruraux qui ont formé le socle de la croissance et de la pauvreté urbaine des villes du Sud, en Amérique Latine, Asie ou Afrique. L'exemple le plus proche est celui du Caire, où la pauvreté structurelle a amené des formes de croissance non contrôlée en rupture avec l'évolution historique de la cité<sup>52</sup>.

En Palestine, la ville n'est pas le transfuge de centres ruraux ou d'un arrière pays. Au contraire. Ceux-ci sont restés relativement autosuffisants et autonomes et fonctionnent comme centres de production agricole ou éventuellement comme bassins irréguliers de main d'œuvre en relation avec Israël. La ville palestinienne est moins

jeux», in *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°23, pp.53-64. Celui-ci fait remarquer combien les estimations démographiques sont difficiles compte tenu des imbrications administratives.

<sup>51</sup> Quatre villes seulement comptent plus de 100.000 habitants (Jérusalem, Naplouse, Hébron et Gaza). Pour Gaza, l'agglomération est de 700.000 habitants, camps inclus. La densité moyenne de Gaza est de 3800 habitants/km<sup>2</sup>.

rupture que renouvellement désordonné et autogéré d'un modèle ou d'un système traditionnel : celui de noyaux organisés autour de la bourgeoisie et de ses clans, celui de l'autochtonie urbanisée ou se sont greffées tardivement dans les années 1960 des classes moyennes allogènes, puis des émigrants transnationaux en provenance, non pas des campagnes, mais de l'étranger.

A partir de là, il nous semble que la culture urbaine locale émergente dans ces dernières années est devenue le réceptacle d'identités plurielles, globales ou transnationales et autochtones. Mais toutes sont réunies par le sentiment national d'appartenance aux lieux et à la patrie.

<sup>52</sup> On retrouve sur ce point entre autres aux travaux de R. Ilbert sur le Caire, dans «De la dislocation des rythmes : le Caire divisé et modernisé », in *Les Cahiers de la recherche Architecturale*, n°10-11, 1982 ou dans « de Beyrouth à Alger, la fin d'un ordre urbain », *Vingtième Siècle*, n°32, 1991, pp.15-24.



Figure 70 : Gaza camp et Gaza ville

Au premier plan, le camp de Shat'eh à la lisière nord de la ville

Source : image de A. Hana pour l'Ecole biblique, repris dans Gaza- Méditerranée



## CHAPITRE 3

### L'HYPOTHESE DE LA LOCALITE. DES FORMES URBAINES ENTRE ALLOGENEITE ET NATIONALISME

Le *Café Stone* d'un style très contemporain se situe à Ramallah dans la rue de Jaffa, rue constituée d'une enfilade de villas de pierre et de jardins évoquant la structure clairsemée du bourg à la fin du siècle dernier. Ses propriétaires, des jeunes journalistes ont préféré au mot arabe *Hajjar* le mot anglais *Stone* pour dénommer le café. La pierre en Palestine est l'objet d'une préoccupation attentive. Au sens premier du mot, la pierre multiplie les dimensions métaphoriques. La pierre exalte Jérusalem dont les Palestiniens sont coupés. Elle est également le symbole matériel le plus important de la libération nationale et du soulèvement.

Le café a été réaménagé dans une demeure traditionnelle dont on a gardé la trace. Le bâtiment mi-construit, mi-enraciné mi-précaire évoque le répertoire de l'ambivalent, de l'abri non consolidé, de la ruine reconsolidée. La structure initiale en pierre est conservée mais emballée d'un revêtement. La partie neuve a des références contemporaines et technologiques comme le béton, le verre, le bois. Evidemment *Stone* qui est situé en vis-à-vis des hôtels, est le lieu de rencontre de toute une culture internationale (universitaires, presse internationale) qui peut s'identifier à cet objet nouveau. Mais le lieu sait utiliser l'intensité de la représentation nationale, la structure du sentiment.

En prenant l'exemple métaphorique du Café Stone, l'idée est la suivante : le champ urbain que l'on a défini jusqu'ici comme cadre de production, de formes, et de modes d'habité est travaillé par l'étonnante machine du nationalisme. Celui-ci croise un système, des flux internationaux apportés par la diaspora palestinienne, accessoirement par la présence européenne institutionnelle. Dans la Palestine de l'après occupation, la communauté transnationale est on l'a vu, autant sinon plus présente que les institutions nationales dans la construction du territoire national. Elle s'engage dans la production d'objets urbains d'un genre nouveau, dans des gestes esthétiques qui ne dédaignent pas

les comportements marchands, le cycle d'accumulation, les principes de circulation des hommes et des modèles.

L'idée de l'interférence entre des cultures indigènes et mondiales, tout comme celle des groupes diasporiques, transnationaux, avec leur société d'accueil ou avec leur pays d'origine est maintenant bien connue. Désormais, dans les sciences sociales, les identités culturelles et urbaines sont vues plus particulièrement sous l'angle de la globalisation, de l'extrême mobilité des flux, du franchissement des frontières de l'Etat nation. Les modalités d'inscription des identités transnationales dans les situations post-coloniales et globales ont été tout particulièrement regardées sur un mode pragmatique par Arjun Appadurai et Anthony King. Tous deux ont plus moins parlé de culture hybride, de nouvelles cultures métropolitaines, le second dans l'espace post colonial indien, le premier à l'échelle de la globalisation. Les paysages analogiques d'Appadurai, notamment, comme les *finanscape*, *ethnoscape* et *technoscape*<sup>1</sup> expriment tout à la fois le caractère formel ou le champ d'activité des identités culturelles appartenant à plusieurs mondes, celui d'origine laissé dans l'exil et la migration et celui de la société d'accueil. Pour Appadurai, les populations déracinées seraient définies désormais par des pratiques cosmopolitiques héritières d'ancrages multiples de l'entre-deux mondes. Mais on sait aussi que le déplacé ou le réfugié recrée ses cercles d'origine dans les lieux de sa déterritorialisation (camps, métropoles) et dans des pratiques imaginaires. Au final, la nation originelle peut-être ré-imaginée dans des lieux recomposés, et la culture mondiale peut-être réinterprétée par les cultures indigènes dans des pratiques locales comme la culture d'entreprise, la consommation.

Il s'agit maintenant de repérer et d'identifier les signes tangibles d'une «localité» entendue comme structure de sentiment et qui croisent par endroits des pratiques globales, voire un «ordre» global à l'image du *Café Stone*, mais pas uniquement. Il serait peut être plus précis de poser la question des nouvelles identités urbaines qui apparaissent dans l'espace local, non pas seulement par rapport aux vecteurs transnationaux et internationaux, mais à ceux de la culture nationaliste et de l'imaginaire

---

<sup>1</sup> Dans *After the colonialism*. On pourrait parler aussi des travaux plus ou moins proches de Sophie Watson, élargis sur les quartiers américains, *Post Modern Cities and Spaces*, S. Watson, K. Gibson (eds), Basic Blackwell, Oxford, 1995.

national. En partant de l'hypothèse de l'internationalisation du mode de production de la ville et celle concomitante de l'urbanisation du capital qui accompagnent la situation politique récente en Palestine, on ne saurait oublier le contexte local dans lesquels ils se situent : celui d'un sentiment nationaliste et patriotique qui s'exprime collectivement et individuellement.

Le nationalisme n'investit pas nécessairement des territoires nationaux, il se déploie dans la communauté éparse et de son imaginaire territorial. Le propos pourrait être celui d'Hobsbawn, historien des nationalismes pour qui ce dernier est tout autant influencé par l'économique, le technologique ou le niveau « mondial » que par le politique<sup>2</sup> ; mais plus encore celui de Benedict Anderson dans *L'imaginaire national*<sup>3</sup>. Pour ce dernier, une série d'instruments sont destinés à activer le nationalisme comme l'expression d'une communauté imaginaire ou imaginée, en premier lieu les médias, le champ culturel. La question nationale peut alors emprunter des modes d'expression à différents systèmes culturels, notamment ceux des Etats coloniaux. Des objets discursifs qui furent constitués par les colonisateurs : cartes géographiques, presse, des catégories scientifiques ou culturelles comme les statistiques, la muséographie et l'archéologie, se redéployent à l'intérieur du patriotisme.

En Palestine, l'intensité de la représentation territoriale n'entre t-elle pas de façon mythologique dans les pratiques culturelles et urbaines ? Il nous semble que celles-ci, dans un genre nouveau, négocient le désir d'images, de consommation globalisées mais instrumentalisant aussi des significations lentes tenant à la représentation de l'identité. Ainsi quand la diaspora investit dans l'entreprise patrimoniale, celle-ci est destinée tout autant à légitimer la présence ancestrale de la communauté palestinienne qu'à créer une culture locale sur la base d'images de lieux ou de pratiques marchandes. C'est là une utilisation nouvelle à la fois du capitalisme ou des modes occidentaux réinterprétés à l'échelle locale et d'un nationalisme devenu productif qu'il faut examiner.

---

<sup>2</sup> Par exemple dans *The Invention of Tradition*, E. Hobsbawn, T. Ranger (eds.), Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

<sup>3</sup> *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Ed. la Découverte, 1996.

Le champ urbain ne serait ainsi plus le miroir fragmenté de l'occident décrit dans la période du mandat mais une nouvelle zone de contact entre des flux internationaux et une culture locale. Une certaine occidentalisation est fortement réinterprétée ou assimilée, réinscrite dans l'espace local, où prime pour la communauté nationale, qu'elle soit exilée ou enracinée, le sentiment d'appartenance à la terre patrie. Mais cette forme de retour au monde des Palestiniens dans les formes que nous avons commencé à examiner ne comporte-t-elle pas des écarts, des manques ? Les anthropologues de la globalisation, voient dans le déplacement, la circulation du capital et des idées, et même les mobilités forcées par les guerres et l'exil, la possibilité pour des minorités de conquérir une identité hybride et une place dans les cultures métropolitaines. Le cas palestinien, pris entre guerre et reconstruction, offre la possibilité d'observer les figures minoritaires des réfugiés, des non-citoyens de Jérusalem dans leurs zones de contact avec le «monde», ou au contraire dans leur isolement. En d'autres termes, qu'en est-il des populations urbaines, socialement et juridiquement singulières, dans l'espace de la reconstruction ?

### **3.1 CAPITALISME VERNACULAIRE OU NATIONALISME PRODUCTIF, LA NOUVELLE CULTURE URBAINE DE LA RECONSTRUCTION.**

#### **3.1.1 Diaspora et présence internationale : les deux pôles d'influence**

Nous avons abordé précédemment une certaine urbanisation du capital liée au retour en Palestine, à la croyance à la construction nationale. A l'intérieur d'un espace temps limité, la dernière décennie nous a ramenés d'une certaine façon à «l'économie monde», à la circulation du capital internationalisé à une petite échelle mais qui marque le cadre de production du bâti. Un certain libéralisme moderne, une certaine internationalisation font partie de la structure nationale et de l'identité palestinienne actuelle auxquelles cette dernière a toujours été exposée depuis l'histoire ottomane. Car qui fabrique la ville aujourd'hui sinon la sphère transnationale et internationale ? D'un côté, la communauté internationale : Nations-Unies, Etats-Unis et Commission Européenne pour l'essentiel, qui avait cessé d'être présents durant les années d'occupation s'impliquent dans la reconstruction. A l'autre bout mais liée à la même

sphère internationale on trouve les entrepreneurs palestiniens transnationaux de la diaspora, déjà évoqués.

### *3.1.1.1 L'offre de modernisation par les diplomaties*

La communauté internationale définit plus ou moins le bien commun de la cité, fixe un ordre politique ou institutionnel et économique, à défaut d'être social, selon son agenda diplomatique. Elle a un rôle dans la définition des politiques nationales et locales, dans le fonctionnement des services élémentaires : urbanisme, infrastructures, systèmes de santé<sup>4</sup>. Et on a dit qu'elle réglait les salaires des fonctionnaires. Elle oriente plus ou moins les modalités de la modernisation, suspend son aide à des résultats politiques : la sécurité et désormais la fin de la violence, la pacification des rapports sociaux et la bonne gouvernance et transparence. Dans le secteur urbain, elle s'implique aussi selon l'importance géopolitique et stratégique donnée aux lieux, jusqu'à récemment le port et l'aéroport de Gaza et la ville de Bethléem et selon les priorités de la modernisation : l'eau, l'électricité, l'éducation, les infrastructures et maintenant l'aide d'urgence. L'aide internationale oriente le gouvernement du territoire, des populations, quand l'Autorité Nationale Palestinienne intervient peu ou pas dans l'aménagement et la réalisation d'infrastructures publiques. La communauté internationale intervient aussi dans l'assistance technique, la gestion des services.

Evidemment, en appuyant le développement urbain et la construction nationale, les bailleurs de fonds ont leur propre logique et rythmes d'intervention, liés à l'image et au contenu qu'ils entendent donner à l'espace et aux services urbains. Ces logiques externes ont leur importance car elles influent sur les cultures professionnelles et les milieux locaux en permettant une circulation d'idées, notamment une mobilité des ingénieurs et des techniciens. Ainsi, la construction d'équipements financés par la Commission européenne, comme le palais de Justice d'Abu Dees, conçu par Architecture Studio et celui de Gaza, non achevés, comme la bibliothèque de Gaza

---

<sup>4</sup> Environ 21 millions de dollars étaient affectés à l'assainissement et à l'eau potable en 1998 par la Communauté Européenne. La France à elle seule a engagé 54 millions d'euros via la Caisse française de développement depuis 1998 pour des infrastructures d'assainissement, eau potable, électrification, des dispensaires dans les régions de Bethléem Gaza et Djénine. Et la Coopération Française finance aussi l'opération Bethléem 2000.

financée par la ville de Lille, le parc de Gaza par la ville de Dunkerque ont permis une mobilité des techniciens en Europe et l'amélioration des compétences techniques locales. Mais les coopérations techniques dans de nombreux domaines modifient aussi les savoir-faire en incorporant de nouvelles normes basées sur les standards des bailleurs de fonds. Elles modifient par endroits la forme des villes avec de nouveaux modèles architecturaux. Le bailleur décide aussi du choix des bénéficiaires de ses crédits ou de ses équipements, peut rationaliser la gestion des services publics, proposer de nouveaux modes de fonctionnement des équipements<sup>5</sup>.

### *3.1.1.2 L'entrepreneuriat palestinien transnational et son empreinte*

Dans la précédente section, on a évoqué le poids des investisseurs transnationaux dans l'économie locale. Même à distance la bourgeoisie détient les reines d'entreprises locales, avec des projets d'investissement dans les technologies et l'immobilier de bureaux ou de logement, les *Shopping Centers*. Une certaine élite a également investi dans la sphère sociale en finançant des O.N.G, des projets archéologiques, des centres culturels. On l'a dit, la diaspora agit davantage dans la sphère économique et sociale que dans les structures politiques. Mais dans la logique palestinienne elle est mue tout autant par l'idéal nationaliste que par une idéologie marchande. En revenant sur la terre de Palestine, certains des *returnees*, l'élite urbaine, entrepreneuse ou intellectuelle, ont abandonné la lutte nationale, menée quelquefois dans la clandestinité, et le discours révolutionnaire pour se déployer dans de nouveaux territoires : le patrimoine, la culture, ceux-ci croisant les secteurs de l'immobilier et du commerce.

---

<sup>5</sup> On a observé ainsi que la mise en œuvre du réseau d'assainissement et d'adduction d'eau potable à Gaza par un consortium européen qui s'inscrit dans des objectifs d'optimisation du service avec la recherche d'une accessibilité maximale des populations a abouti à la privatisation de l'exploitation du réseau d'eau (confié à Vivendi international). Dans l'appareillage de l'aide il faudrait aussi prendre en compte une présence internationale et politique d'un autre type. Les pays arabes comme l'Arabie Saoudite, les Emirats, financent directement des projets d'intérêt public ou communautaire : routes et surtout équipements de proximité comme les écoles et les mosquées, sans parler du soutien à la sphère sociale éducative (associations, écoles, aides de secours).

### 3.1.1.3 La culture globale localisée : le territoires des nouvelles élites transnationales

En matière de biens culturels et de loisirs, des restaurants de type occidental proches de la culture internationale (*fast food*, cafés-concerts nocturnes) fleurissent tout comme d'autres signes de consommation globalisée : le satellite, la mode occidentale en ville, le *mall* adapté à de nouveaux désirs globalisés. La culture globale réinterprétée se loge dans les territoires ouverts urbanisés, suit les logiques urbaines. Il est naturel que la bourgeoisie transnationale et surtout l'élite intellectuelle se tournent vers la ville ouverte ou centrale de Ramallah, plus facilement accessible que Jérusalem pour les citadins qui n'ont pas de document d'identité et de permis pour se rendre à Jérusalem. Ramallah et Al-Bireh sont à mille lieux des formes de vie plus coutumières des villages. Ce n'est pas à Naplouse mais à Ramallah, proche de Jérusalem, que l'on peut s'affranchir de certaines règles vestimentaires, de conduite de moralité. C'est donc dans ces dernières et accessoirement à Gaza, mais aussi à Amman, lieu transfuge des Palestiniens nationaux que des signes de métropolisation sont lisibles.

L'élite urbaine recrée des lieux de loisirs, des modes d'habitat selon ses référents culturels, ses propres modes de redistribution ou d'inscription des richesses et à des endroits localisés. Les cafés restaurants hétérogènes à Gaza et Ramallah remplacent les cafés traditionnels, lieux de la sociabilité masculine et sont fréquentés par les intellectuels et les internationaux. Les hôtels luxueux créés sur le rivage de Gaza s'adressent aux étrangers, jouant le mythe cosmopolite des voyageurs du *King David* et de *l'American Colony*. Les logements haut de gamme dans le quartier de Masioun, quartier bourgeois de l'entrée de Ramallah, ont pour destinataires des membres de l'élite ou de la diaspora en provenance de Chicago, Paris, Abu Dhabi, New York ou Francfort. Le nouveau shopping center «*Plaza*» tout en métal et verre comprend des boutiques de luxe, un supermarché occidental et autres fast-foods<sup>6</sup>. Dans cette nouveauté se situe la culture transnationale : elle fait émerger des usages, des formes urbaines qui ne sont plus populaires, traditionnels, vernaculaires, mais remodelés selon les désirs universels. Bien sûr, ces attitudes urbaines nouvelles ne sont pas systématiques, ne se répètent pas au-delà des lieux désignés de la modernité, là où l'élite

---

<sup>6</sup> Chaque boutique a reçu une subvention de l'US.Aid (15.000 dollars) pour son design intérieur.

exprime vraisemblablement un désir ou un besoin de représentation et d'expression dans la sphère publique et urbaine.

Mais loin d'être récusées, les références universelles puisées dans l'expérience du monde occidental mais aussi dans la proximité immédiate d'Israël sont transposées dans une nouvelle culture des lieux urbains, dans des objets répondant à des désirs plus internationaux. Mais ceux-ci, sans négliger les intérêts économiques, mobilisent également des registres nostalgiques destinés à une clientèle nationaliste. Ils renvoient dans tous les cas à la structure de sentiment palestinien c'est-à-dire à l'idée de la localité. Ils se trouvent à cette zone cosmopolite de contact entre communication, patrimoine et souvenir.



Figure 71 : Café Stone, centre de Ramallah  
Image : G. Dupin (2003)





Figure 72 : nouvelle résidence de luxe où demeurent certains responsables de l'OLP et Autorité

Image : G. Dupin (2003)



Figure 73 : Nouveau style à Ramallah : un hammam à Al- Bireh

Image : G. Dupin (2003)

### 3.1.2 Des objets urbains hybrides

Des objets urbains ont surgi sur le front de mer et à l'entrée de Ramallah empruntant un répertoire de signes hétérogènes, proches et lointains. Ils juxtaposent un mélange de références internationales : le style international, le béton, le verre, les toits

pentus en vague référence à la villa californienne ou peut-être aux colonies proches. Tout comme ils réactivent des images de l'architecture locale. On sait que le registre symbolique et nationaliste palestinien pour ne pas dire sentimental apparaît avec le culte de la pierre symbolisant Jérusalem. Il se prolonge avec les références à l'architecture rurale de la fin du siècle et l'image du village et du *Hosb* enfouis sous la *Nakbah*.

Le restaurant *Villa Vatché* obéit au même esprit de la localité «globale» que le Café *Stone* et mobilise une structure de sentiment présente au sein même de l'architecture. Il est construit sur l'une des dernières collines urbanisées de Ramallah en vis-à-vis de la colonie Pisgat Zeev et plus à l'Est du site réputé de Nabi Samuel, lieu de pèlerinage. Le restaurant luxueux construit par l'architecte Nadia Habache est une réminiscence de l'architecture traditionnelle que l'on a dit particulièrement harmonieuse. Des cubes proportionnés, la piazza et une grande terrasse plongeant sur la vallée du Jourdain sont une évocation de l'unité de vie et d'habitation que constitue le *divan*, mais aussi des hôtels cosmopolites de fin de siècle de Jérusalem (comme *l'American Colony*). Mais la réalité de l'objet nous renvoie immédiatement à la «ville globale». Il est destiné à une clientèle internationale et locale, et ses usages ont intégré les principes de l'architecture fonctionnelle et universelle : aluminium, marbre, services occidentalisés.

Les trois exemples suivants parlent d'une version maximale d'une culture mi-marchande mi-vernaculaire. On les tient comme particulièrement révélateurs de modèles surgissant au point de contact entre une culture internationalisée avec des espaces singuliers, car ils se situent aux confins de camp de réfugiés ou de sites historiques.

### 3..1.2.1 *L'affairisme au pied des piscines de Salomon*

Prenons tout d'abord le gigantesque complexe d'affaire en vis-à-vis des piscines de Salomon à l'entrée de Hébron. Les écrits historiques ont tour à tour décrit les canaux et les piscines de Salomon comme la mémoire agraire et la trace de l'histoire longue de la Palestine. Le système est ancestral, immémorial, rattaché à Salomon ou Hérode. Les vastes piscines recueillaient l'eau des sources de Wadi el Biyrrar et Ain Farrugi, la renvoyant par des canaux d'irrigation à Jérusalem par Bethléem. Ces derniers irriguent encore toute la vallée d'Artas cultivée en terrasses. Niché dans la vallée

d'Artas à quelques kilomètres de la vieille ville et à deux pas seulement du camp de réfugié de Ayda, l'endroit est très fréquenté par les habitants qui viennent s'y promener. Et un jardin en terrasses constitué de murets en pierre a été aménagé par la coopération française.

Mais le site a acquis une actualité plus vivace quand devant la fascination des investisseurs, l'Autorité Palestinienne donna son accord pour le démarrage d'une vaste entreprise immobilière de 50.000 m<sup>2</sup>, prétextant de la valorisation possible des lieux et la proximité de Bethléem, premier site touristique en Cisjordanie. Le promoteur est la société d'investissement palestinienne PADICO (société d'investissement de la diaspora déjà signalée) et qui a créé la Compagnie des Piscines de Salomon. Le maître d'œuvre est le cabinet Farouk dirigé par l'architecte du même nom, issu d'une famille influente de Naplouse et installé en Jordanie. Le projet est un complexe, un village global, incluant un hôtel, des boutiques, un centre d'affaires et de conférences, un amphithéâtre de plein air. Car il a été conçu comme un centre fermé pour une clientèle étrangère et notamment pour les hommes d'affaires du Golfe. Et le site concilie évidemment une fonctionnalité installée sur des espaces généreux, pour ne pas dire illimités, à la mémoire des lieux.

Le geste commercial se veut monumental : architecture néo-traditionnelle de pierre blanche et marbre puisée dans les carrières de Hébron et travaillée sur place par les tailleurs, *plazza* et vaste patio, évocation du *r'iyad* dans des volumes plus ou moins purs, voûtes d'arches, emploi des arcades, gigantesques baies vitrées. Situé en vis-à-vis des piscines de Salomon, le projet a intégré la ruine des bâtiments anciens : les vestiges d'une demeure bordée d'un rempart délimitant la rue, de la propriété et de ses vergers. Ici la menace de la destruction a été écartée : le *bosh* réhabilité dans sa texture de pierre est devenu un musée de la mémoire palestinienne, financé par la Coopération française et ouvert tout juste le temps d'une saison. Les intellectuels palestiniens, sous la conduite de Nazmi Ju'beh, professeur d'archéologie à Bir-Zeit, émus de voir le site ainsi confisqué par les promoteurs, se sont adressés à Yasser Arafat, dont les services ont après tout, a en charge la politique de préservation des sites. Mais leur mobilisation n'a pas eu raison d'une certaine privatisation de la mémoire des lieux et de son paysage. Et cette cérémonie marchande sera arrêtée en 2001 avec le coup donné aux investisseurs après la reprise de l'*Intifada*. Et le projet n'est pas achevé.



Figure 74 : complexe des Piscines de Salomom



Figure 75 : vue de l'intérieur  
Image : G. Dupin (2003)

### 3.1.2.2 *Un village de luxe sur la terre-mère de Palestine*

Le second exemple concerne la construction cette fois aboutie d'un des premiers cités fermées de haut de gamme *Tal es Safa* sur le site ancestral de Gibeah située à Tirah, accessible depuis Ramallah ou Beitunia. L'opération est caractéristique à plus d'un titre : d'abord en raison de la configuration des lieux. *Tal es Safa* est construite sur l'une des plus belles collines de la région, jusqu'alors inaccessible, vierge de toute construction et ouvrant sur les horizons lointains de Jaffa et de la Mer Morte. On a tracé des voiries d'accès au site, désertant le principe de préservation du paysage, pour que l'opération puisse aboutir, sans rencontrer d'obstacles réglementaires et d'oppositions des pouvoirs publics : on l'a dit, rien ne limite l'urbanisation.

Ensuite les acteurs de l'opération nous rappellent dans quel nouveau contexte de production on se situe. Le promoteur Zaki Khouri né à Jaffa est un riche Palestinien de la diaspora vivant à Manhattan, ayant la nationalité américaine, détenteur de fonds importants acquis en Arabie Saoudite qu'il a souhaité «abandonner» ou en tout cas investir au profit de son retour personnel en terre de Palestine. Mais pas seulement. Son installation en Palestine dépasse une politique personnelle du retour. Elle procède d'une tentative de redécouverte nostalgique du village ancien, peut être celui de Jaffa, celui-ci étant avant tout un monde imaginé : «Le XIXème siècle, d'un côté le XXIème de l'autre. Un néo-village, sans mosquée, sans église mais avec des courts de tennis» selon les mots du promoteur<sup>7</sup>. Le fait de confier cette opération à l'architecte Suad Amiry, architecte renommée, directrice de *Rimaaq*, ce centre de réhabilitation du patrimoine connu dans le monde entier pour ses travaux de promotion et de restauration de l'architecture palestinienne, fixe le cadre et la nature de l'opération.

Le projet immobilier est enraciné dans un double imaginaire des lieux. D'un côté, il est conçu comme un événement urbain, une expérimentation venue enrichir le cadre habituel immobilier. Il s'agit d'une réalisation très haut de gamme destinée à l'élite palestinienne de la diaspora, qui souhaite bénéficier d'une résidence temporaire ou permanente de grande qualité. Elle rappelle les règles de la *gated community* : accès privé, services communs, gardiennage, surveillance électronique, tennis, piscine, jardins.

Il s'agit d'une vingtaine de villas jumelées sur un ou deux étages<sup>8</sup>. La cité de *Tal es Safa* n'est pas sans rappeler le *village de David* de Moshé Safdie à Jérusalem ou le Nouveau Vieux Jaffa du nom donné à l'opération *Andromeda Hill* à Jaffa, basée sur les mêmes aspirations de la reconquête de la ville arabe. Elle serait peut-être même leur miroir symétrique : élite de la diaspora américaine juive d'un côté, arabe de l'autre, même ambivalence du patrimoine, même usages privatifs. A *Tal es Safa* comme à Jérusalem ou Jaffa, le registre de la tradition n'est pas bien loin. La résidence fait plus que suggérer l'architecture traditionnelle, elle la réplique. Et pour la faire revivre, les plans reprennent celui du village organisé en terrasses, avec des escaliers, des patios, des espaces de transition. Les arguments de vente du *village de David* ou de *Tal es Safa* mentionnent le même enracinement biblique de ces cités privatives. Les architectes se sont montrés soucieux des finitions. A *Tal es Safa* chaque appartement a une conception différente mais on retrouve la pierre taillée à la main, les colonnades, la présence de moucharabieh, des dômes d'inspiration mamelouk, la lumière naturelle, les murs et sols en céramique. La brochure de vente célèbre l'olivier, symbole palestinien qui est le logo de l'opération. La présence allégorique de l'architecture dans ces façades reconstituées se greffe donc sur le système de production économique pour converger vers le modèle inédit de la cité privative sécurisée située loin des couches métisses et populaires de Ramallah. Au plus loin donc de la «cité».

Le choix du lieu par l'investisseur ne se limite pas au désir d'isolement, à la qualité de vie : les premières constructions sont à quelques kilomètres, la résidence n'offre aucune commodité commerciale. Il exprime un choix résidentiel de la part de l'élite palestinienne cosmopolite. Celui-ci ne s'accomplit pas tant dans le merveilleux bazar de la cité où la collectivité impose ses normes que dans l'espace privé et discret où l'individu, résident habitué au mode de vie occidental décide de son intimité. N'est-ce pas là une certaine façon de se tenir à distance de la communauté vivant et locale, qui fut imaginée dans l'exil ?

<sup>7</sup> Entretien avec Zaki Khouri, Ramallah, mai 1999.

<sup>8</sup> Le prix de vente des appartements peut atteindre 400.000 dollars, le coût est sensiblement le même que celui du *Village de David* à Jérusalem, mentionné ici.



Figure 76 : Cité de Tal es Safa et vue sur la vallée du Jourdain  
Image : G. Dupin (2003)



Figure 77: Vue de l'intérieur (Architecte : S. Amary)  
Image : G. Dupin (2003)

### 3.1.2.3 *Le voyage en Nubie, un hôtel international à Gaza*

Une autre utilisation stimulante et ambivalente de l'imaginaire territorial se situe à Gaza. Il s'agit de deux ensembles touristiques, un centre artisanal et un hôtel, tous deux situés sur la corniche, répondant à des intentions purement économiques : le tourisme source de revenus. Le premier (*Abu maas*) construit en chaux blanche est une évocation de l'architecture *m'zab* et des oasis algériennes : sorte de bungalows avec jardin intérieur, construction en voûtes sans étages. Le second, un hôtel haut de gamme en pisé rouge rappelle l'architecture subsaharienne : banco enduit ou en daube rouge, décorations extérieures blanche et ocre. Tous deux surgissent dans un environnement plutôt dégradé : parcelles en friche, front de mer hétéroclite, et s'extraient de toute prise en compte de leur contexte urbain.

Leur jeune concepteur, Rashid al-Ahmad, par ailleurs fils du Ministre des Travaux Publics, a été formé en France. Il a vécu en Algérie avant de revenir en 1994 avec sa famille. Il n'a pas tenu compte d'éventuelles contraintes du site pour inscrire une architecture «indigène» ou nubienne, mais d'une hyper-réalité économique et urbaine. Son architecture est destinée à activer les références culturelles, un imaginaire des usagers qui sont tous plus internationaux que locaux : non pas Gaza mais les régions sub-sahariennes et l'architecture nubienne d'inspiration populaire, comme celle de l'égyptien, Hassan Fathi, symbole de l'architecture vernaculaire, dont se réclame le concepteur.

«Je veux offrir une image douce de l'architecture. Je suis attentif à la relation de l'habitant à son espace proche»<sup>9</sup>.

Créer des objets tangibles, éveiller l'intérêt à l'architecture de terre, provoquer le registre cognitif et perceptif sont les termes de la proposition de Al Ahmad.

Jusqu'à un certain point, on peut se demander quelles sont les transformations locales, les identifications permises par des objets hybrides, entre ici et autre part, et plus simplement quelle en est la perception du voisinage autochtone. Les deux

---

<sup>9</sup> Entretien avec Rashid al-Ahmad à Gaza, mars 2000.



bâtiments ne semblent modifier en rien les frontières culturelles et urbaines entre l'élite qui fréquente ces lieux, et les classes populaires d'autant que l'hôtel comme le centre artisanal sont légèrement clôturés. Mais le geste esthétique entraîne des réactions à défaut de régénérer l'environnement. On a pu observer à quel point l'hôtel était un objet de curiosité de la part du voisinage. Il active la narration : la maison en pisé, signe d'appartenance au monde de la grande architecture africaine et que l'on trouve encore à Jéricho, moins souvent à Gaza, la proximité lointaine de la Nubie évoquée par les habitants. De la même façon, le condominium de luxe de *Tal es Safa* est devenu un argument de croyance ou une preuve visible de l'existence de l'identité architecturale palestinienne.

Ces objets ne seraient ainsi plus de strictes transpositions ou transplantations lorsqu'ils génèrent de la sorte des identifications, quand ils deviennent par eux-mêmes des environnements ou des «contextes construits» par le regard, selon l'expression du critique américain Philip Fisher<sup>10</sup>. Ces objets construits, ruines, décors et architecture, musées et paysages sont conditionnés tout autant par l'imaginaire du concepteur que par celui des spectateurs au sein d'un nouvel environnement visuel.

### 3.1.3 Un champ du nationalisme productif : patrimoine, pierre et ruines

L'architecture est au centre des spéculations de tout ordre. Mais finalement la question posée n'est peut-être pas tant celle d'un capitalisme vernaculaire que de l'investissement affectif dans les traces de l'histoire. Il est significatif que l'élite, une partie de la diaspora, se soient tournés vers ce dernier : l'entreprise patrimoniale est une «zone de contact» entre la conscience nationale, l'intérêt économique et de la culture transnationale et universelle. Les nouveaux entrepreneurs transnationaux ou nationaux se sont engagés en tant qu'architectes, investisseurs, Organisations non gouvernementales et pourvoyeurs de fonds dans des opérations de reconquête du bâti :

---

<sup>10</sup> Cf. "Local Meaning and Portable Object : National Collections, Literatures, Music and Architecture" in *The formation of National Collections of Art and Archaeology*, G. Wright (ed), Editors Office, National Gallery of Art, Washington, 1991, pp.15-28, *op.cit.*, p.22. Fisher parle ici des musées, des objets culturels et des ruines, objets plus ou moins reproductibles, résistant plus ou moins à la destruction des contextes où ils ont pris place ou à leur déplacement.

projets de musées de la mémoire, réhabilitation des centres anciens ou encore financement de fouilles archéologiques.

### 3.1.3.1 *A la source et ressource de tout, le patrimoine*

«Qui sommes nous maintenant ?» interroge Shadia Tuqan, architecte originaire d'une famille influente de Naplouse, auteure d'une thèse sur l'architecture de sa ville, réinstallée à Jérusalem et directrice du programme de réhabilitation de la *Welfare Fondation* financé par la diaspora<sup>11</sup>. Il est significatif que la question soit posée par une architecte, exerçant au demeurant dans la plus importante fondation philanthropique qui appuie un très grand nombre d'initiatives tenant à la culture palestinienne : artisanat, musique, transmission de la culture orale au rang desquelles figure en premier lieu la réhabilitation du patrimoine. Car au travers de celui-ci s'effectue la mise en relation entre identité urbaine et nationale. L'intelligentsia joue un rôle dans le patriotisme palestinien aujourd'hui officialisé et qui s'exprime dans de nombreuses initiatives autour de l'histoire ou l'identité nationale.

Par sa nature même le patrimoine est une ressource pour l'imaginaire national, voire un objet de rhétorique qui mobilise des investissements économiques. Un demi-siècle après la création de l'Etat d'Israël et la *Nakbah*, la mémoire du patrimoine local est en effet fortement convoquée, invoquée par les acteurs individuels, collectifs, allogènes et transnationaux à travers des réhabilitations à petite échelle, diffuses ou des restaurations d'envergure. La néo-patrimonialisation répond à une attente, nationale. Il y a au sein des nombreuses initiatives ce désir fort d'authentifier, de fixer et transmettre la mémoire du paysage. Chaque ruine réhabilitée signifie la relation historique et douloureuse entre le Palestinien et son paysage, la nostalgie d'un territoire agraire originel ou perdu. Chaque objet du passé devient un témoignage de l'histoire, la pierre

---

<sup>11</sup> La Welfare association a un programme de revitalisation de la vieille ville de Jérusalem qui a permis de construire des squares, espaces de proximité (Hosh al Helou). Elle sous-traite des tâches de conception effectuées depuis Ramallah à *Rivag*, comme la réhabilitation de la mosquée de Mawlawaiyeh de Jérusalem datant des croisades (XIIème siècle) propriété des *naqf-s*. Son siège n'est pas local mais international comme celui de l'Unesco qui possède une antenne à Jérusalem mais elle est basée en Cisjordanie. Elle a souvent des difficultés d'autorisation pour les fouilles à Jérusalem comme d'ailleurs l'école Biblique. Suite aux difficultés de séjourner ou circuler à Gaza, Rivag et la Welfare n'interviennent pas à Gaza.

une trace qui doit être conservée, pour conjurer le passé et prévenir le risque d'oubli, d'amnésie quant à la longue permanence du peuple palestinien.

Il en va des nombreux projets de musées de la Mémoire qui ont surgi, aboutis ou non autour de la même proposition de collecte de données sur l'héritage palestinien. Du musée des arts de Bethléem à celui de Ramallah ouvert en 1999 dans une villa de la fin du siècle, avec une extension dans un *keban* réhabilité, à celui de Jérusalem à Sheikh Jarrah, au modeste musée d'Artas, l'ensemble des musées est soutenu par les dons individuels de la diaspora, la Welfare Association voire l'UNESCO quand il existe un contenu archéologique. Il faudrait encore cité le projet de musée national porté par l'Autorité Palestinienne et la diaspora.

Force est de constater que les projets sont souvent vagues, les contenus uniformes se différenciant peu les uns des autres. On y trouve le même répertoire autour de l'artisanat, du folklore, des images et archives narrant la *Nakbah*. Les orientations sont ici consensuelles : les musées sont le refuge de la mémoire partagée pourvu que celle-ci s'arrache de la période d'occupation, de l'évocation de la proximité juive. Car le récit de la mémoire et de l'histoire palestinienne peut être un retour sur l'histoire longue, mais elle en fait disparaître des fragments. Le projet de Nazmi al Jubeh, historien qui a en charge l'avant-projet du musée national ne remonte pas au-delà de 1948, sauf à signaler la présence sioniste et des missions chrétiennes. Mais l'essentiel de la programmation du musée se concentre sur la *Nakbah*, la mémoire de la diaspora, les massacres de Shabra et Chatila et autres événements guerriers, même si de l'avis du scientifique, responsable de l'avant-projet «les mouvements nationaux ont tendance à simplifier l'histoire»<sup>12</sup>. Seul le choix du lieu de l'implantation du musée national a été dans la période un objet de discussion : Jérusalem, Gaza ou Ramallah. Il s'agit de décider de l'endroit le plus fonctionnel et symbolique pour le domaine national de la mémoire. Du coup il s'agit aussi de désigner une sorte de centralité dans un espace aujourd'hui éclaté et segmenté en trois blocs régionaux et de choisir le cadre métropolitain auquel s'identifie la communauté autochtone ou diasporisée. Une fois de

---

<sup>12</sup> Entretien avec Nazmi Ju'beh en novembre 2001, Ramallah. Propos repris dans un entretien «Un lieu pour rassembler la mémoire palestinienne», *Le Monde*, 22 août 2001.

plus, la reprise du conflit n'a pas permis de construire le musée national ni de répondre à la question du choix de son implantation. Au-delà, le foisonnement des projets, si on veut bien les ramener à la taille du pays témoigne de cette indéfectibilité de la mémoire nationale.

### 3.1.3.2 *L'institution de la pierre*

Le cas de *Riwaq*, centre pour la promotion du patrimoine, est plus précis. Les intellectuels palestiniens, géographes et architectes n'avaient pas attendu la fin de l'occupation pour dire leur intérêt pour le patrimoine palestinien. Celui-ci était au cœur des discours militants de l'université de Bir-Zeit avec quelques actions déjà évoquées comme la reconstitution fétiche d'un village. Avec les accords de paix, la préservation du patrimoine a trouvé un cadre d'expression légitime et officielle avec le plan national de préservation du patrimoine du Ministère de la Coopération et tout particulièrement à Jérusalem<sup>13</sup>. Celui-ci s'en tient à un inventaire de lieux et des sites à préserver sans aller jusqu'à créer une procédure de classement ou d'appellation de monuments historiques. Encore fallait-il donner les moyens matériels pour organiser le secteur national de la restauration du patrimoine. Ce fut fait avec la confortation de *Riwaq*, association appuyée par les fonds de la Welfare et d'autres bailleurs. *Riwaq* avait été créée dès 1991, à l'initiative de Suad Amiry directrice, ayant conçu le lotissement de *Tal es Safa* et Nazmi al Jubeh, historien et archéologue qui a fait de la sauvegarde de l'architecture typique mais dévastée par l'occupation, son activité.

Aussi le modèle du nationalisme productif exercé sur le cadre bâti n'a jamais été plus pertinent. *Riwaq*, malgré les fortes contraintes agit au nom du bien commun, partout en Cisjordanie, là où existe un bâti de qualité à protéger et à présenter comme les signes de l'architecture «indigène» traditionnelle avec des savoirs-faires et des techniques vernaculaires. Le centre *Riwaq* s'est installé dans une demeure ottomane réhabilitée à l'entrée de Ramallah, servant de modèle de son intervention. De très nombreuses actions ont été entreprises par l'équipe composée d'architectes. A commencer par l'inventaire de l'architecture ottomane et traditionnelle et de quelques

---

<sup>13</sup> L'inventaire des sites historiques est publié sous la forme des deux documents *Endangered Cultural Heritage sites in the West Bank Governorates* et *Jerusalem Architectural Treasures*, Ministry of Planning and Cooperation, 1999.

5000 bâtiments d'intérêt historique. De très nombreux relevés de diwans situés en villes ont été effectués et de nombreux bâtiments publics restaurés : le centre Sakakini à Al-Bireh dans une riche demeure bourgeoise d'un notable local, le musée de la Mémoire de Ain Sinya dans une villa appartenant à la famille Hussein, le village miniature pour enfants de Nuwar Nisa, reproduisant le village initial de Galilée, la restauration du Ksar Al Qassam à Naplouse *Rinvaq* a aussi conçu le master plan pour la conservation du patrimoine historique de Ramallah, celui d'Ain Sinya et participe au plan de sauvegarde de Bethléem<sup>14</sup>. Le centre limite son champ à l'entrée de Jérusalem. Car le secteur du patrimoine tout comme celui de l'archéologie sont des domaines réservés, entièrement contrôlés par les autorisations israéliennes. Et peu de permis sont accordés pour travailler dans la vieille ville, y compris pour l'UNESCO.



---

<sup>14</sup> Le centre mène aussi des actions d'animation, sensibilisation de la population au patrimoine et sa protection, des séminaires de formation aux techniques de restauration pour la relance des métiers de l'artisanat : céramique et verre sablé et pierre, souffrant de la concurrence israélienne.



Figures 78: Deux cas de réhabilitation du patrimoine traditionnel

En haut la demeure de la famille Sakakini en centre culturel. En bas, une antenne du Musée de Ramallah

Image : G. Dupin (2003)

### 3.1.3.3 *Des objets et des abus de la mémoire*

Il faudra encore constater des formes plus ambivalentes d'instrumentalisation du patrimoine où celui-ci sert de décor à des réalisations plus ou moins réussies, figurant l'architecture traditionnelle et orientale. La pierre blanche de Jérusalem, est l'objet de toutes les attentions, dans des réalisations débarrassées de ses références trop extérieures comme le modernisme occidental. On a signalé quelques réalisations emblématiques comme dans la vallée d'Artas ou la cité privée de *Tal es Safa* qui se bornent à répliquer ou reproduisent des bâtiments initiaux. On pourrait aussi évoquer les projets privés de restauration ou réhabilitation de demeures traditionnelles en hôtels, restaurants, détournées de leur usage initial ou de leur fonction anthropologique.

Ces bâtiments aux nouveaux usages évoquent un usage universel ou international du patrimoine avec la banalisation culturelle et la généralisation des pratiques de conservation de la pierre à des fins touristiques, économiques et immobilières. Ici les ruines acquièrent en quelque sorte un destin mondial qui unifie leurs singularités ou leurs usages initiaux. Des exemples, certes peu nombreux, sont fournis de Ain Sinya où existe un plan de restauration ayant donné lieu à de

nombreuses initiatives privées à Naplouse, au centre de Ramallah et même à Jérusalem, en vieille ville avec la réhabilitation de restaurants donnant sur les remparts. Dans ce dernier cas on voit bien dans quel sentiment aigu mais aussi émulateur ou concurrentiel pour la bataille de Jérusalem on se situe, depuis que le quartier maghrébin a été détruit, depuis que la ville toute entière est jalonnée par une entreprise de restauration du patrimoine arabe par les acteurs privés israéliens, dans la période de consolidation nationale israélienne. On a évoqué la cité de David de Moshé Safdie, mais il y a également le nouveau musée israélien de la frontière situé dans l'une des anciennes bâtisses de Nashashibi ou la maison des Husseini, porte de Sion transformée en résidence d'artistes par le ministère israélien de la culture.

Laissons là les aspects privés et commerciaux ou globaux de l'entreprise patrimoniale. Dans tout cela, les gestes esthétiques se trouvent en prise avec des attitudes symboliques viscérales ou politiques venant du désir d'authentifier chaque signe comme témoignage de la présence palestinienne par delà l'histoire récente. Et de donner l'illusion de l'éternité. Car la réhabilitation et la valorisation de la trace qui tenaillent les acteurs palestiniens est un legs laissé par le traumatisme de la destruction que l'on a décrit comme à la fois national et individuel. Les lieux de mémoire, ce sont d'abord des restes. Dans la situation palestinienne, le patrimoine est devenu un obscur objet du désir, notamment aux endroits stratégiques où le privé s'empare des lieux rescapés, de vestiges diffus. C'est également le cas des pouvoirs publics. Fait surprenant : là où on a parlé de laisser faire, en matière de planification, d'urbanisation, les pouvoirs publics s'attèlent à faire exister les centres anciens et donc à travailler la mémoire de la pierre. A mesure que disparaissent les zones périurbaines, l'attention s'est portée sur des restaurations municipales et politiques d'envergure. Tout comme celle de l'archéologie, la poussée de la restauration urbaine indique le combat politique autour du vestige, là où il y a notamment confrontation confessionnelle, destruction du bâti, conflit de légitimité. C'est ce qu'il faut examiner.

### **3.2 LA NATION REVEE ET L'ERE DES COMMEMORATIONS ARCHITECTURALES**

«Il y a quelque chose de religieux dans le monument civil, au double sens de *relegere* (recueillir) et *religare* (relier les hommes)» signale Régis Debray dans *L'Abus monumental*<sup>15</sup>.

L'affirmation du patrimoine comme domaine d'intérêt général et qui soude l'identité collective est à l'œuvre. Des expériences de repatrimonialisation sont visibles par les pouvoirs publics cette fois, dans les centres anciens à Hébron, Naplouse, Bethléem et Gaza avec des réhabilitations de grande taille. La menace de la dégradation, sinon de la destruction et de la guerre, a été partout invoquée. Tout comme une certaine idée de la commémoration et de la reconstruction. Paradoxalement dans les trois situations de Hébron, Bethléem, Naplouse, l'articulation du domaine d'intérêt national que représente le patrimoine avec ses enjeux de continuité, sa ré-appropriation, à la culture globale, diffèrent.

### **3.2.1 Hébron, au plus haut d'un conflit de légitimité, son entreprise de réhabilitation**

Prenons d'abord le cas de la réhabilitation de la vieille ville de Hébron menée depuis 1996. Elle illustre bien à la fois la volonté d'affirmation identitaire par la communauté palestinienne et le conflit de légitimité avec la communauté juive, avec des interventions spéculatives sur le patrimoine. A Hébron, ville à forte centralité religieuse pour les juifs et arabes, perdure en effet un conflit d'appropriation de la vieille ville. D'un côté, le projet de la communauté juive est celui du ré-enracinement symbolique à proximité des points sacrés : les sources d'Abraham, le caveau de Machpelah, le site canéen de Kiryat Arba (Qariat Arba' pour les Palestiniens). Durant l'occupation, des pionniers s'installaient dans la vieille ville abandonnée par leurs habitants pour construire brutalement la nouvelle colonie de Beit Romano (jabal al Rumeida) au nord du Haram el Khalil en pleine casbah et celle de Beit Hadasah à l'entrée. La présence de la colonie de Beit Romano, haute de huit étages pour 70 logements, aiguise d'autant les conflits spatiaux de légitimité, qu'elle se situe en contiguïté des souks, de la vieille ville, qu'elle s'affranchit de toute règle urbaine d'insertion<sup>16</sup>, ignore le tissu urbain.

---

<sup>15</sup> R. Debray, «Le monument ou la transmission comme tragédie» in *L'Abus monumental, Acte des Entretiens du Patrimoine*, Paris, Fayard, 1999, *op.cit.*, p.27.

<sup>16</sup> Le protocole de redéploiement de Hébron fixe des règles d'implantation dans un périmètre de sécurité du centre-ville : hauteurs limitées à 6 m dans une bande de 50 m en limite de la zone de sécurité séparant le souk



Plus simplement le repeuplement de la vieille ville par la communauté juive est considéré comme un déni de l'histoire des lieux palestiniens. Car Hébron est une ville que les Palestiniens tiennent pour lieu originel de la présence canéenne. C'est aussi une ville islamique reconstruite par Saladin en 1187. La mosquée Ibrahim qui jouxte le tombeau des Patriarches dit tout de l'exigüité des symboles et leur recouvrement : la mosquée est composée de blocs du temple d'Hérode avant d'être transformée en église byzantine puis de redevenir une mosquée mamelouke. Le centre-ville (wadi Al-Khalil) détient les mêmes traces des pierres mameloukes. Le tissu de grande qualité composé de *hosh* ou maisons en pierre de deux ou trois niveaux voûtés, de rues en galeries qui ouvrent sur des places date du XVIIIème siècle formant une enceinte percée par des portes. Hébron est inscrite comme site du patrimoine mondial de l'UNESCO. 10.000 personnes vivaient dans la vieille ville avant 1980. Depuis que la colonie de Beit Romano s'est construite en mitoyenneté du souk, il a fallu que les voisins quittent les lieux, qu'un immeuble soit démoli pour les fondations de la nouvelle yeshiva et que les riverains et commerçants proches sollicitent un permis militaire. Les immeubles le long des souks et des points de passage ont été murés, les habitants ont quitté le centre-ville, et aucune infrastructure n'a été créée durant l'occupation.

Dans le contexte de l'âge d'or d'Oslo mais surtout après le massacre de février 1994, quand un religieux Baruch Goldstein, avait tué 29 Palestiniens à la mosquée d'Ibrahim, une série de mesures de pacification avaient été adoptées par la communauté internationale et pour fixer les modalités de partage de la rue Shuheida, rue conflictuelle que les deux communautés sont forcées d'emprunter car c'est le seul débouché de la vieille ville. On élargissait les emprises de voies de la rue Shuheida, avec un point d'accès réservé à la communauté juive pour se rendre dans sa colonie depuis le caveau des Patriarches. On avait aussi réhabilité des boutiques fermées depuis 20 ans. Des observateurs internationaux surveillaient la rue et les points de friction.

des colonies Les constructions à usage d'habitat sont interdites dans la zone de sécurité. Un retrait de 50 m est imposé pour les nouvelles constructions situés en bordure des voies de circulation «mixtes», empruntés par les colons et palestiniens. Nous nous référons ici à l'article 11 sur le redéploiement de Hébron en date du 15/01/1997.

Mais face au projet d'ancrage de la communauté israélienne, il fallait que la communauté palestinienne invente ses propres modes de résistance et d'affirmation de sa présence ancestrale. Le projet de réhabilitation de la vieille ville conduit par le Comité de Réhabilitation de Hébron et l'Autorité Nationale dès 1996, sitôt celle-ci mise en place répond en cela à un besoin de marquage fort et immédiat de l'espace. Il s'agit de reconquérir rapidement le patrimoine dégradé après des années d'occupation. Il est significatif ici que la reconquête de la vieille ville par les autorités palestiniennes pour affirmer l'identité architecturale et sa permanence intervienne dans une cité travaillée par un conflit de légitimité, là où on ne peut qu'opposer les silhouettes anachroniques des colonies, le désordre des objets militaires occupant les hauts des habitations, aux formes organiques du tissu ancien.

### *3.2.1.1 La réhabilitation, un projet politique, une attitude technique et des éloges internationaux*

Le Comité de Réhabilitation de Hébron fondé par décret présidentiel signé par le Président Arafat en 1996 fixait les termes de la régénération et de reconquête de la vieille ville. Composé initialement du maire de Hébron (Mustapha al Nasheb), du ministre de l'Intérieur et autres décideurs, le comité de Réhabilitation est dirigé par Khaled Qawasmeh un ingénieur architecte titulaire d'un *Master* sur la restauration obtenu en Russie. Il est issu d'un des plus grand clan de la ville et n'est autre que le fils de Fathi Qawasmeh, maire nationaliste de Hébron exilé en 1970, et assassiné en Jordanie. Un membre de sa famille, Ali al-Qawasmeh, le ministre des Transports fait partie du comité. Les financements du Comité de Réhabilitation ne sont pas forcément européens mais proviennent de la Banque Islamique de Développement en Arabie Saoudite (4,5 millions de dollars) et du Fond de Développement basé à Kuweit qui a injecté 6 millions de dollars. L'Autorité Palestinienne pourvoit aussi au fonctionnement de la structure à hauteur d'un million de dollars. Le comité est installé dans la vieille ville et compte une équipe d'une trentaine d'architectes ingénieurs et techniciens ayant suivi une formation en Europe. C'est la contribution européenne que de fournir un support de formations à l'étranger dans le domaine de la réhabilitation de la restauration.

Cinq années après sa création les réalisations du Comité ont été spectaculaires : 800 logements réhabilités et réinvestis, 1600 personnes réinstallées en plus des 400

restées dans les lieux et un vaste projet lié à l'espace public. La réhabilitation de Hébron, ville de conflit, ville à reconstruire a été primée en 1998 par le prix *Aga Khan Award for Architecture* prix le plus important du monde musulman en matière d'architecture qui récompense régulièrement une poignée de projets. Au jury siégeaient Arata Isozaki et Zaha Hadid, architectes, le théoricien et critique Frédéric Jameson, le philosophe Muhammad Arkoun. Le projet était jugé comme apportant des réponses à la dégradation environnementale, la globalisation, la standardisation, les tensions ethniques, le combat pour la démocratie et autres droits de l'Homme. Et le Jury saluait le courage de la communauté. Le prix *Aga Khan Award* fut remis au cours d'une cérémonie royale à l'Alhambra Palace de Grenade au Dr Khaled S. Qawasmeh. Ce n'est pas tout. Les critiques internationaux comme Cynthia Davidson et Frédéric Jameson commentèrent l'opération. La créativité du projet se faisait l'écho semble-t-il des manifestations les plus lisibles des tensions du monde contemporain<sup>17</sup>.

L'opération allait-elle devenir un de ces vecteurs du post modernisme, véhiculant l'image de la ville meurtrie, par la géopolitique puis reconquise ? On a affaire au contraire à un projet local et autonome s'affichant comme le contraire des ambitions internationales. L'image souhaitée par les acteurs locaux, d'une ville endogamique et indépendante est à l'œuvre. D'une part l'organisme de réhabilitation se signale, au delà de sa force symbolique, par ses modes d'intervention. Il s'agit d'une structure performante efficace, caractérisée par sa rapidité d'exécution, sa souplesse et le faible coût du projet<sup>18</sup> malgré des contraintes majeures tenant au statut juridique de la multipropriété des unités de voisinage.

### 3.2.1.2 Croire à l'histoire, aménager la ville au présent

La structure affiche une technicité dans la mise en œuvre du projet allée à une forte croyance politique. Elle tend à démontrer les vertus productives de l'initiative nationaliste quand celle-ci crée des effets de régénération, des emplois<sup>19</sup>, apporte des

---

<sup>17</sup> Cf. C. Davidson "The Pragmatics of Resistance" in *Legacies for the Future. Contemporary Architecture in Islamic Societies*, C. Davidson (ed.), The Aga Khan award For Architecture, London Thames and Hudson, 1998, pp.7-9.

<sup>18</sup> 3 millions de dollars ont été engagés, soit 200 dollars par m2 réhabilité.

<sup>19</sup> 400 emplois directs ont été créés faisant appel à des jeunes chômeurs, des artisans de la ville.

formations à toute la chaîne du patrimoine et a un impact sur les commerces, sur la qualité du cadre de vie. Outre les 800 logements restaurés, des écoles (*madrassas*) et mosquées, des *khans* et une trentaine de boutiques ont été réouverts dans le souk et le long de la rue Shuhedah, lieu de transit et de contact forcé des deux communautés. Pour mettre en œuvre son projet de revitalisation, le Comité s'est appuyé non pas sur les consultants internationaux mais sur la présence locale de l'université de Hébron et la section locale des ingénieurs, qui assure des prestations en ville. C'est d'ailleurs l'association des ingénieurs de Hébron qui démarra le relevé de la vieille ville en 1980. *Rimaq* et ses experts furent consultés dans la première phase et aucun expert israélien ne fut évidemment requis.

Enfin, le projet de sauvegarde du bâti, bien au-delà de ses seules intentions culturelles historiques, a fait resurgir le bien commun de la cité, celle-ci étant accessible ou appropriable par tous et sacralisée comme vecteur nationaliste. Si à d'autres endroits de la nation, aucune pensée de la ville n'est possible, un plan de restructuration volontariste a été ici élaboré, détaillant des emprises de voies à élargir, des espaces publics à reconquérir, des îlots à percer pour dégager des places, un belvédère, une qualité d'espaces. Ce fut le cas avec la création du vaste square planté au débouché du souk rejoignant la rue principale extérieure aux remparts (Khalif el Rahman) qui allège l'épaisseur d'un tissu peu éclairé et étroit. L'aménagement du parc et par endroits l'ouverture d'îlots contribuent à une accessibilité symbolique de la ville. Ici la régénération urbaine en ouvrant des espaces a rendu la ville à elle-même, celle-ci redevenant lieu de convergence et de passage. Elle exhibe un cœur vivant qui contraste non seulement avec la période précédant mais avec les îlots voisins : les espaces fermés sur eux-mêmes de la colonie Kiryat Arba.

Cinq années durant, Hébron aurait donc repris son héritage, une organicité. Ses unités de vie et de travail (*hosh*) donnent l'impression d'être restées intactes. Les espaces du rez-de-chaussée sont partagés par les familles et par des artisans, des agriculteurs pressant l'huile, élevant du bétail restés sur place et côtoyant des foyers plus modernes. Car c'est aussi un projet social qui sous-tend le projet urbain : mixité, réouverture des commerces, politique de peuplement pour «dé-paupériser» le centre ancien laissé à l'abandon. Les logements réhabilités et loués par le Comité ont été maintenus les premières années à un coût modeste, pour les rares familles qui sont restées sur place,

pour compenser le coût de la restauration. Et des familles moins démunies ont été relogées dans l'esprit de mixité sociale voulu par le Comité (fonctionnaires, policiers membres de l'Autorité Palestinienne ou artisans). Selon Qawasmeh<sup>20</sup> elles doivent maintenir l'idée de la fabrique sociale de la ville qui a prévalu depuis sa création. Le rêve de reconquête du patrimoine est ainsi celui du maintien de l'organisation sociale passée de la ville, de la préservation de l'interdépendance des secteurs économique ou artisanal social et familial, avec des potiers, fermiers et autres producteurs. Le choix de peuplement a rencontré aussi des préoccupations très pragmatiques. Il a été effectué selon les critères politiques et professionnels. Le Comité a pris garde tout au long du processus de régénération à loger des éléments qui ne provoqueront pas ou ne répondront pas aux agressions des colons résidant en vis-à-vis.

### *3.2.1.3 La dialectique du temps et de la guerre*

Au bout du compte, une fois décrits les termes d'un projet symbolique de reconquête, il est possible d'opposer deux modes de fabrication institutionnelle et politique de la ville. D'un côté, celle des colonies et de leur projets annexes (promenade, parc) s'affranchit de tout règlement urbain. De l'autre, la politique de réhabilitation de la vieille-ville s'affirme comme un mode de résistance active mais s'effectue aussi dans la suspension de tout cadre réglementaire. Durant les années du processus de paix, le centre-ville est resté sous contrôle israélien, en l'absence d'application des accords intérimaires et du règlement final du statut des territoires, et c'est le droit israélien qui a continué de prévaloir en matière d'urbanisme. La réhabilitation d'envergure du centre ancien s'est effectuée en quelque sorte dans l'illégalité urbaine et juridique comme si la légitimité de fait primait sur le devenir territorial. C'est bien souvent sous couvre-feu que furent réalisés les travaux qui ont continué jusqu'en 2001. Et dans la dernière période les chantiers contrevenaient aux nombreux ordres militaires qui interdisaient la réhabilitation de 60 appartements, pour raison de sécurité et ordonnaient même la démolition d'immeubles pour réaliser un passage piétonnier destiné à la colonie de Beit Romano. Vingt-deux bâtiments de grande valeur architecturale et historique devant être démolis dans la vieille ville de Hébron

---

<sup>20</sup> Entretiens avec Dr Qawasmeh à Hébron en mai 1999 et janvier 2000.

«pour besoins militaires »<sup>21</sup> au cours de 2002, le Comité de Qawasmeh, très volontariste prenait donc tout le temps du processus de réhabilitation du bâtiment le risque de sa destruction.

Il importait avant tout de créer un événement urbain immédiat : réinvestir le centre ancien, même en l'absence d'une définition durable du statut territorial de la ville. Il s'agissait de réinscrire une présence de la mémoire palestinienne qui ne puisse être ré-enfouie et de réhabiliter quoi-qu'il-advienne, c'est à dire donner des preuves architecturales quant à la légitimité palestinienne. Mais en l'an 2001 et 2002, l'armée détruisait ou murait une partie du centre-ville et expulsait l'ensemble des commerçants du souk qui ne seront pas réinstallés. Le cœur urbain est désormais ramené à sa temporalité d'exception, soumis aux couvre-feu et évictions. Le comité de réhabilitation a immobilisé ses activités en raison du bouclage du centre-ville inaccessible.

### **3.2.2 Détruit, vite reconstruit, la stabilité du centre ancien et patriote : Naplouse**

Détruit, revendiqué ou célébré, le centre ancien ne pourrait-il pas, ici, désigner la stabilité d'un cadre de référence, être considéré comme la pure expression de la nation ? Tout aussi symbolique que le cas de Hébron, il y a celui de la réhabilitation de la vieille ville de Naplouse où la municipalité se concentre sur le patrimoine ancien. C'est que Naplouse est revendiquée comme ville vieille de 60000 ans (*tel al Amarinah*). Elle est tout autant le lieu de la présence biblique pour les juifs (Schem en hébreu). Elle est détentrice des signes de la présence romaine avec l'amphithéâtre romain de Néapolis, de l'emprise mamelouke avec la mosquée Al Khadra datant du XV<sup>ème</sup> siècle puis du passage des ottomans, ceux-ci laissant une architecture à coupes, de somptueux *fundouks* (hôtels). A Naplouse comme à Hébron, on ne peut parler de vestiges mais d'unités historiques de vie et de travail : Yasmeena, Al Qarayoun sont des unités organiques comprenant mosquées, hammam, fabriques de savon, *kbans*. Comme à

---

<sup>21</sup> Selon un Décret des Forces de Défense Israéliennes pris en novembre 2002. Les démolitions interviennent dans le cadre du projet de promenade entre la colonie juive de Kiryat Arba et il fait l'objet d'une plainte déposée auprès de la Cour Suprême par la municipalité de Hébron, le Comité pour la réhabilitation d'Hébron et des habitants de Hébron appuyés par l'O.N.G israélienne *Binkom*.

Hébron, des maisons en terrasses surmontées de coupôles forment le centre ancien accessible par deux portes. Une artère centrale desservant la ville d'est en ouest distribue un ensemble de souk répartis par fonction et de *hara* (sous-quartiers).



Figure 79 : vue sur la ville ancienne de Naplouse  
Source : *Les maisons de Naplouse*, 2002

Une certaine idée de la fabrique de la ville organique et indépendantiste demeure sur ce territoire marqué par des ruptures urbaines et historiques. Comme Hébron, Naplouse est l'envers de la ville internationale. Peu ouverte aux courants transnationaux, elle a connu une occupation militaire longue, elle est ceinturée de colonies d'implantations et jouit de la réputation de son indépendantisme, hostile aux influences, se méfiant des diplomaties occidentales à commencer par les Anglais qui détruisent en 1918 une partie du bâti de la famille Tuqan. On l'a dit, Naplouse se vit comme ville conservatrice, à fort contrôle social exercé par les familles et clans<sup>22</sup>.

La casbah est le centre ancien à fort enjeu symbolique car elle est la marque de l'histoire, de la légitimité, un cœur à défendre. Depuis un siècle, elle est le théâtre de la guérilla urbaine menée contre les patrouilles anglaises et surtout les Forces de Défense

---

<sup>22</sup> A Naplouse comme à Hébron, on ne trouve, par exemple, aucun restaurant servant de l'alcool.

Israéliennes. La politique de réhabilitation de la vieille ville avait commencé pendant l'*Intifada* (1987-1990) quand l'université al-Najah lançait un premier studio d'architecture sur la vieille ville. Puis les accords de paix facilitaient la mise en place d'outils municipaux, permettaient aux donateurs de concrétiser leur aide. L'atelier de réhabilitation du centre-ville fut créée en 1994 pour la réhabilitation de premiers îlots anciens (Qaser al Qasem, place de Beit Wazam). Il s'agit d'un centre d'études municipal pour la conservation et reconstruction qui a reçu les dons d'un homme d'affaires pour couvrir ses coûts de fonctionnement et son installation.

L'atelier de restauration d'une dizaine d'architectes et ingénieurs sous la direction de Mohammed Abu Ali, architecte formé à Venise, fonctionne de façon indépendante sans trop d'interférences internationales en dehors de la participation d'urbanistes italiens et d'une coopération avec les autrichiens. Un plan de régénération a été établi procédant d'une relecture de l'histoire pour que le patrimoine ancien ne puisse être submergé ou oublié par les nouvelles constructions. Certes, le *master project* se réfère aux expériences de réhabilitation menées par des européens et peut-être à une certaine idée fonctionnelle de la régénération avec le souhait d'adapter le tissu très engorgé aux activités économiques et humaines et au rythme de croissance de la casbah très dense. Mais rien n'est plus important que de préserver le langage architectural de la tradition. La casbah a été rénovée une première fois en 1998 avec des travaux de restauration importants portant sur le quartier de Al Qasabeth, le plus accessible, dont certains des bains ou mosquées datent du VII<sup>ème</sup> siècle. Le *khan* al wakala et *khan* al-Tujar ont été conservés comme galerie marchande avec une partie rénovée en hôtel (l'hôtel Yasmeen). Des placettes ont été réaménagées<sup>23</sup>.

Quand les Israéliens en avril 2002 envahirent la casbah, le sentiment patriotique qui unit les élus, l'atelier de réhabilitation, l'association des ingénieurs et des entreprises volontaires fut vite à pied d'œuvre pour réparer, sans l'aide internationale, les dommages importants subis par le patrimoine ancien. Des fonds furent réunis par la diaspora, les dégâts chiffrés et les premiers travaux de confortation, relogement ou de

---

<sup>23</sup> L'atelier de réhabilitation était le maître d'œuvre. D'après Abu Ali, des discussions vives eurent lieu au sein de l'atelier entre les architectes notamment les plus jeunes formés à Al-Najah, très réfractaires à l'emploi du verre et du métal pour la réhabilitation de l'hôtel Yasmine.



réparation des rues abîmées par les chars furent réalisés en un mois. Car pour le centre de réhabilitation, l'urgence de la situation rendait nécessaires des interventions immédiates incompatibles avec le cycle des bailleurs de fonds. Après les travaux d'urgence, le projet de restauration de longue haleine a pu reprendre à grande vitesse, sitôt la levée des couvre-feu en 2002, dans les *hosh* les plus enclavés, cette fois avec l'aide internationale.

Les projets patrimoniaux à Naplouse et à Hébron tiennent à montrer que l'habitant sait renaître de la guerre. De sa destruction à sa reconstruction, la ruine est perpétuée comme une catégorie stable de l'histoire. Quelques soient les événements qui parcourent la cité : guerre, guérilla, occupation, il semble que rien ne soit plus vital en Palestine que l'image conservée du centre-ville, celui-ci représentant l'esprit de la nation, une certaine continuité temporelle au-delà des ruptures historiques. Et il n'est pas étonnant que la restauration ou régénération soient des priorités pour les Municipalités, bien au-delà des quartiers urbains récents et au détriment, souvent de toute politique urbaine globale.

### 3.2.3 Unifier, pacifier, communiquer, la machine patrimoniale de Bethléem 2000

La figure de Bethléem, ville millénaire et la tournure du projet Bethléem 2000 sont ici plus archétypales. La réhabilitation d'ensemble de la vieille ville de Bethléem en vue des festivités internationales du Millénaire et pour la célébration du christianisme en Terre Sainte évoque à elle seule la cristallisation des enjeux symboliques, locaux ou internationaux sur le patrimoine ancien, qu'il soit culturel ou religieux, chrétien et musulman. L'immense force mythique et symbolique du patrimoine est à l'œuvre, là où il évoque l'histoire de l'Humanité (la grotte de la Nativité, le tombeau de Rachel), là où il s'agit de déterminer ce qui doit être préservé, ce qui est national, international, palestinien, musulman, chrétien. Depuis des siècles, les lieux saints sont sous l'emprise des nations européennes, chrétiennes avec leurs communautés religieuses orthodoxes, grecques qui gèrent leur accès, prennent des mesures de sauvegarde. Et la ville de Bethléem (70.000 habitants) est majoritairement chrétienne<sup>24</sup>. Le maire, par tradition est chrétien.

«Jérusalem comme Bethléem sont séculaires et religieuses [...] Avec humilité j'invite les églises chrétiennes, les organisations internationales, les gouvernements à contribuer à la restauration des monuments historiques, religieux, à l'architecture de Bethléem et de ses infrastructures... [...] qui appartiennent au peuple palestinien.» déclarait Yasser Arafat en lançant le projet Bethléem 2000<sup>25</sup>.

Unifier ou pacifier la communauté à partir d'un projet structurant de régénération urbaine : on peut penser en reprenant le déroulement de l'affaire que celle-ci entre en effet dans une entreprise de construction symbolique d'un espace public, politique. Mais le désir de *polis* n'est jamais très éloigné d'une entreprise de légitimation nationaliste, face à la présence continue des nations européennes depuis un siècle. Pour l'Autorité Palestinienne, il s'agit de fédérer les communautés chrétiennes et musulmanes autour de l'intérêt général : le tourisme et l'image de la ville, leurs retombées économiques, la reconstruction. Indirectement, il faut aussi pacifier les rapports communautaires et confessionnels. Le patrimoine de la vieille ville, une fois réhabilité sous la haute initiative de l'Autorité Palestinienne ne doit plus être seulement

---

<sup>24</sup> Les chrétiens représentent en 2000 50% de la population.

<sup>25</sup> Emergency action plan for the Bethléem area, UNESCO, Palestinian Authority, *op.cit.* p.VII.

chrétien mais palestinien, c'est à dire national. Les acteurs techniques de Bethléem 2000 se plaisent d'ailleurs à rappeler le caractère national de l'événement et invoquent moins le patrimoine chrétien que l'unité, voire l'universalité de la ville. Le motif de la célébration du christianisme doit servir à mettre en place le plan d'urgence de la rénovation de la vieille ville. Celui-ci est décrit comme le défi de l'Autorité Nationale comme «un programme pour transformer Bethléem», en faire un pôle économique et touristique de premier rang.

Le front de bataille pour la Palestine a en son cœur Bethléem pour concurrencer Jérusalem dont les ressources touristiques de la vieille ville sont contrôlées et appropriées par l'Etat israélien.

### *3.2.3.1 La Terre Sainte et chrétienne, la prose du monde*

La réhabilitation de Bethléem 2000 est un mandat présidentiel, le premier projet national technique politique d'envergure. Un Ministère spécial, en charge de l'opération a été installé avec Nabeel Kassis, Ministre en charge de Bethléem 2000 en 1998. Un comité ministériel placé sous la responsabilité de Yasser Arafat réunit le Ministère de la culture, celui des finances, de la coopération internationale, du tourisme et des antiquités, des travaux publics. On y trouve aussi le poète Mahmud Darwish et les Maires les plus influents et des députés de la circonscription. Il y a donc une forte présence des membres forts du système politique palestinien, non pas des chrétiens, mais des membres de l'Autorité, de l'OLP et du Parlement Palestinien autour de l'appropriation symbolique de Bethléem, front majeur de l'action nationale.

Mais l'opération reste tributaire ou liée à la forte présence internationale en terre sainte. Car les nations chrétiennes ne veulent pas perdre leur légitimité sur les lieux saints dont elles garantissent la stabilité depuis un siècle, notamment la France l'Espagne et l'Italie. Pour les nations européennes mais aussi le Vatican, les représentations orthodoxes qui financent le projet, il s'agit implicitement de perpétuer les signes de la présence chrétienne et européenne en Terre Sainte. Chacun souhaite y aller de ses investissements pour être l'acteur privilégié de premier plan d'une opération ambitieuse non seulement sur le plan urbain mais aussi diplomatique. Un comité international de pilotage fut créé sous la présidence de Yasser Arafat qui comprend le Président Russe, le Pape et l'archevêque de Canterbury, des président d'Etats (comme

celui de l'Afrique du Sud, de la Colombie, de la Tunisie, du Sénégal, du Chili, du Maroc), la plupart de Nations de l'Union Européenne tout comme la Ligue Arabe, la Banque Mondiale et l'Unesco.

Il s'agit d'un dispositif consensuel autour de l'universalité de la ville mais qui recouvre des stratégies différentes. Les enjeux de représentation diplomatique ont donné lieu, semble-t-il au démarrage, à de nombreux conflits d'intérêts. Et les riverains étaient étonnés du volontarisme de l'Autorité Palestinienne face à l'UNESCO et à l'UNDP, agences des Nations-Unies, qui souhaitaient maîtriser l'opération, ou la confier exclusivement à la municipalité. En 1996, l'UNESCO avait constitué un comité d'experts locaux et internationaux dirigé par l'architecte palestinienne Shadia Tuqan. La Banque Mondiale avait sa stratégie, les nations européennes intervenant unilatéralement ou dans le cadre de la communauté internationale. En fait, l'idée de la Terre Sainte, objet de convoitise est partout dans le projet, depuis les stratégies diplomatiques de chaque nation, aux expérimentations urbaines et culturelles.

La présence internationale n'est pas sans rappeler la période du mandat britannique quand les chancelleries créaient leurs propres édifices, services sociaux, diplomatiques et amenaient leurs propres représentations d'une culture continentale. La structure de patronage œcuménique et consensuel basé sur la défense du patrimoine n'est pas sans évoquer celle, cinquante ans auparavant de la Pro-Jérusalem Society de Sir Ashbee, structure «techno-cosmopolite» qui cherchait à ancrer une «Internationale urbaine». Mais dans le cas de Bethléem on parlera plutôt de projet local internationalisé. Car l'important est que pour la première fois dans le développement urbain local, une équipe technique et politique palestinienne tiennent les rênes d'un projet d'envergure, fut-il soumis aux normes internationales.

### *3.2.3.2 Le techno-cosmopolitisme de la machine Bethléem 2000*

Sur le plan technique un imposant dispositif fut mis en place, s'agissant d'achever pour le passage au millénaire et la venue du Pape, une opération qui touche tous les secteurs de la vie urbaine. Une fois confirmée à la conférence des donateurs de Bruxelles, en mars 1998, les financements mondiaux pour un montant total de plus de 200 millions de dollars, une fois pris le décret présidentiel sur la création du Ministère de Bethléem 2000 la même année, une équipe de direction du projet fut constituée pour

couvrir tous les besoins (finances, infrastructures, restauration du patrimoine, construction, tourisme, relations publiques). L'équipe de réalisation du projet est composée d'ingénieurs et d'architectes locaux, d'administrateurs qui soumettent l'avancement du programme régulièrement à un groupe d'experts représentant les bailleurs de fonds. La direction et l'exécution du projet est entre les mains de Palestiniens de haut niveau formés à l'étranger, membres de l'élite ou dotés d'un leadership. Les avocats recrutés sont les meilleurs de la place (Freedman installé à Londres, le cabinet Shehadeh qui conseille par ailleurs l'Autorité). Le cabinet international Anderson fut sollicité comme consultant par le Ministre des Finances et le cabinet international Saatchi pour le marketing.

Comment ne pas voir ici en raison du cycle imposé par les commémorations et de la suprématie des bailleurs de fonds, la forte emprise «d'un techno-cosmopolitisme», à mi-chemin entre le transfert de normes et l'expérimentation, sur l'équipe du projet ? Celle-ci a intériorisé, au nom de la sophistication des normes occidentales, une certaine exigence professionnelle : respect strict du planning, intervention d'un groupe d'experts et consultants étrangers pour des marchés dépassant les 100 millions de dollars. Des experts spécialisés dans la conservation du patrimoine, parmi lesquels l'architecte français Santelli, l'urbaniste italien Giorgio Croci ont été consultés. Au stade de l'aménagement, la puissante compagnie internationale CCC (Consolidated Contractors Compagny) au sein de laquelle siège des hommes d'affaires palestiniens comme Said Khoury est chargée de coordonner les entreprises prestataires et de suivre l'ensemble des opérations sur le plan financier et technique. Ils doivent tenir compte des exigences de chaque nation donatrice et de leurs agences (GTZ, UNDP, USAID, Services des Ambassades).

Mais ce premier projet d'ingénierie internationale est confronté à des singularités locales. D'un côté, l'équipe de projet organise des concours internationaux, se porte garante de la transparence et de l'image moderne d'une opération sophistiquée. De l'autre elle doit en négocier les effets avec les riverains : le Patriarche propriétaire des lieux saints, les fermiers délogés du souk en vue de sa reconstruction. Elle doit négocier avec la police pour le déplacement de son poste qui se trouve place de la Mangeoire. Et l'autoritarisme du geste urbain se confronte à des difficultés liées à l'exiguïté d'un tissu complexe, fait de ruelles encombrées, sujet aux conflits d'usages

mais aussi culturels entre religieux, paysans, commerçants. Les concessionnaires de réseaux, c'est-à-dire les sociétés palestiniennes nouvellement créées (Palestinian Energy Authority, Paltel, Palestinian Water Authority) doivent aussi prendre en compte les servitudes et la souveraineté israélienne aux portes de la vieille ville<sup>26</sup>. Mais l'espace sacralisé est aussi l'enjeu de toutes les rivalités et de toutes les émulations européennes pour ajouter leurs marques sur les voies réparées, les bâtiments restaurés et apposer leurs drapeaux.

Est-ce cette juxtaposition des nations au sein d'un espace pensé comme le lien universel qui donne parfois l'image d'une succession d'équipements et de réalisations ? La première nation à poser son drapeau fut la Suède avec la construction du centre de la Paix en pierre blanche sur la place de la Mangeoire suite à un concours remporté par le suédois Snorre Liquits<sup>27</sup>. Le bâtiment adjacent, propriété du patriarche fut dans la foulée réhabilité. Vint ensuite le tour de la France réhabilitant entre autre Dar Mansour devenu Centre pour le Patrimoine, puis de la Grèce avec la réhabilitation de la grotte du Lait. Elles furent suivies de l'Allemagne et l'Australie, la Finlande intervenant sur différents *bosb* à destination culturelle à Bethléem et Beit Sahour<sup>28</sup>. Les nations européennes ou la Communauté européenne et la Banque Mondiale financent aussi les travaux de restauration des espaces et des rues de la vieille ville exécutés par Bethléem 2000 : la route du patriarche, grande rue du centre menant à l'église de la nativité, la rue de Farahiya Street et la rue Paul VI qui conduisent à la grotte de la nativité et différents squares ou marché couverts.

La vaste entreprise de restauration du bâti ancien a modifié substantiellement la silhouette, les fonctions de la vieille ville et son image. Sur le plan urbain, Bethléem 2000 a d'abord permis de résoudre des problèmes d'aménagement, d'élargissement et autres percements de voie. Elle a permis de créer des équipements

---

<sup>26</sup> La périphérie de Bethléem est sous le contrôle d'Israël, et les réseaux d'acheminement de l'électricité ou d'eau sont la propriété publique d'Israël, les concessionnaires n'interviennent que pour l'exploitation des services aux usagers.

<sup>27</sup> Michel Nasser, architecte de Bethléem, organisa pour le compte de l'agence suédoise de développement ce concours international.

<sup>28</sup> Comme le Beit Qumiya et le musée du folklore à Beit Sahour, le centre artisanal à Beit Sahour, le centre de Al Maskobiya à Beit Jala, l'école orthodoxe à Beit Sahour, etc. La réhabilitation du patrimoine bâti public, principalement des centres culturels et communautaires a atteint 60 millions de dollars.

publics, de restructurer des îlots, avec la mise en valeur d'un style néo-traditionnel, d'embellir la ville, mais dans un périmètre délimité, c'est-à-dire surtout dans la vieille ville et dans des espaces stratégiques, sur les parcours touristiques des villages chrétiens de Beit Sahour, Beit Jala, de Doha et des piscines de Salomon.

### *3.2.3.3 Créer un nouvel environnement social*

Bethléem 2000, étendue aux villages de Beit Jala et Beit Sahour était aussi un défi pour le secteur économique privé, lié au patrimoine et au tourisme<sup>29</sup>. On retrouve au premier plan à nouveau des investisseurs comme Sabih Masri de la société PADICO accordant des prêts aux promoteurs et pour la construction de la nouvelle station de bus. C'est tout le secteur des travaux publics de l'ingénierie qui doit profiter de la manne financière destinée à la réhabilitation du centre-ville. Le comité des entrepreneurs formé sous la houlette de trois leaders locaux chrétiens, participent au sommet mondial des entrepreneurs de Davos de 1999 et 2000. Ils obtiennent de nombreux appuis des investisseurs de la diaspora et du monde arabe pour appuyer les entreprises impliquées dans Bethléem 2000. Et surtout ce sont les entreprises les plus importantes ayant pignon sur rue correspondant aux standards fixés par la Compagnie CCC ou partenaires traditionnels d'investisseurs comme PADICO et de l'association des Ingénieurs, qui se voient octroyer les marchés, ayant un accès aux équipes de ce projet national internationalisé.

Bethléem 2000 ne serait-elle pas une synthèse de la Palestine en construction ? Une notion moderne du patrimoine, déployée par un dispositif technique et politique sur la base de couches économiques a permis de faire de Bethléem un bien culturel détenu ou véhiculé par des commanditaires mondiaux, approprié plus ou moins par le secteur privé des entrepreneurs, partagé par les riverains commerçants de la civilisation touristique, tirant profit des bazars, restaurants, ventes de souvenirs, visites guidées. Car ce qu'il est possible d'établir ce sont les effets techniques et économiques de la machine patrimoniale.

---

<sup>29</sup> 85 millions de dollars sont alloués en prêts aux entreprises pour des projets de rénovation, d'après le rapport d'activités de Bethléem 2000, publié en 2001.

On perçoit aujourd'hui, malgré les difficultés de mise en œuvre rencontrées, les effets d'un transfert culturel européen sur le milieu professionnel de l'urbanisme et du patrimoine, qui a permis à une culture technique d'émerger. Le secteur privé des sociétés de construction et d'ingénierie est le premier bénéficiaire d'une certaine circulation de savoirs-faires amenés par les agences internationales dans la vieille ville. De l'avis des responsables de la coordination des travaux (CCC), des ingénieurs de Bethléem 2000, les prestataires ont acquis une expertise technique et une accessibilité aux ressources internationales. Bon nombre d'entre-eux ont gardé l'accès à un marché international pour la maintenance et la poursuite d'opérations publiques. Les ingénieurs municipaux ont poursuivi des stages en Europe, les architectes locaux restent contractants de l'Union européenne pour des marchés de travaux et d'équipements. On observe des avancées techniques et culturelles dans les services techniques de la Municipalité de Bethléem : sensibilisation aux enjeux de restauration et de préservation du patrimoine, mise en place de réglementations urbaines, amorce d'une culture de projet avec la création d'une commission technique d'urbanisme. Même si les préoccupations urbaines restent peu lisibles à l'échelle municipale, car le fait est que les autres quartiers suscitent peu de préoccupation.

#### *3.2.3.4 Connecting with the World : la culture publique du nationalisme*

Il est clair aussi que l'invocation de la valeur patrimoniale et de la cité comme un bien commun politique et social, au sein d'un projet national internationalisé a fait émerger les sphères de la communication et du management, l'un n'allant guère sans l'autre et qui sont partagés ou appropriés par une élite. On devrait, pour examiner Bethléem 2000 se référer, pas tant à la notion d'espace public qui fut celle d'Habermas<sup>30</sup>, qu'à celle de culture publique mise en valeur par Appadurai qui actualisa d'ailleurs la pensée du premier, la motivant clairement par rapport au contexte colonial ou post-colonial. Appadurai a en effet dessiné cette zone cosmopolite du tourisme, des médias, du patrimoine ou des musées comme une nouvelle culture publique c'est-à-dire une zone cosmopolite de « contestation, de négociation d'intérêts entre Etat, secteur

---

<sup>30</sup> Dans *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1993.



privé, média et entre différentes classes»<sup>31</sup>. On comprend avec Appadurai, mais aussi Anderson dans *l'Imaginaire national*, le patrimoine, le tourisme comme le secteur de médias que l'on retrouve tout à tour à Bethléem comme la surface d'inscription ou d'expression de la conscience nationale mais aussi une zone de contact entre localité et cosmopolitisme. Par comparaison à cette idée de culture de l'espace public, Bethléem 2000 est tour à tour une opération internationale, nationaliste et économique. En contrepartie du versant dévotionnel, la Terre Sainte est pensée comme une ressource économique et touristique qui a permis de mobiliser d'abord le secteur de la construction et de la communication.

« *Connecting with the world* »<sup>32</sup> : le second pôle d'investissement symbolique de Bethléem 2000 après le patrimoine est celui de la communication. Il s'agit à travers de vastes événements de collecter les fonds internationaux et de la diaspora, et d'autre part de promouvoir Bethléem comme la première ville réunifiée. Les événements artistiques, fêtes et concerts organisés pour le Millenium sont conçus comme des démonstrations prestigieuses destinées à un public large. D'une part les directeurs artistiques, Jack Persekian et Khalil Rabah, sont originaires de l'élite palestinienne et de la diaspora tout comme la responsable du service de communication, Christiane Nasser, et tous bénéficient de solides réseaux dans les médias et le milieu culturel. D'autre part, le cycle d'événements s'adresse moins à la communauté locale chrétienne ou orthodoxe, aux résidents de Bethléem qu'à un public national global, arabe ou international. Il nous renvoie aux modalités de diffusion d'un imaginaire national par une sphère publique émergente, celle de la bourgeoisie transnationale entrepreneuruse dans le secteur de la communication.

Les spectacles organisés durant plus d'une saison pour le passage au millénium puisent dans le registre méditerranéen, palestinien, européen et international pour coller aussi à la venue des pèlerins chrétiens en provenance du monde entier. Ainsi l'orchestre de chambre de Vienne célébrait la musique classique, les concerts donnés par deux des

---

<sup>31</sup> « Museum are good to think », A. Appadurai, C. Breckenridge, in *Museums and communities*, I. Karp, C. Kreamer and S. Lavine, (eds.), Smithsonian Institution Press, Washington and London, 1992, pp.34-55, *op.cit.*, p.38. Le propos est le même dans la Revue *Public Culture* qu'édite Appadurai, particulièrement en éditorial du numéro 1, *Public Culture*, University of Pennsylvania, 1988.

symboles de la chanson arabe (Fairuz et Khalifeh) furent retransmis par satellite. La venue de groupes folkloriques de Gaza ou Ramallah célébraient la terre Patrie. Le festival de cinéma et la réalisation de films confiés à de jeunes et prometteurs réalisateurs palestiniens (Suleiman, Misharawi) donnaient l'image de la diversité et de la modernité. Chaque événement culturel occupait l'espace symbolique de la communication de la place de la Mangeoire, propriété du patriarche arménien qui ouvrait les portes de son couvent accédant à l'église de la nativité pour les besoins techniques des concerts et des retransmissions, dérogeant ainsi pour la première fois aux accords ancestraux sur l'accès aux lieux saints : la porte séparant le couvent à l'église de la Nativité était scellée depuis un siècle. La place de la Mangeoire est devenue le temps de quelques saisons l'expression de la culture publique désacralisant l'espace ou en tout cas le soumettant à des zones d'influences plurielles : en premier lieu celle du spectacle rencontrant la présence religieuse. Ce qui est à nouveau posé est la réception d'un événement universel à l'échelle de la proximité.

#### *3.2.3.5 A la périphérie des commémorations, l'ordinaire de la ville*

On peut se demander si l'intérêt général qui a guidé l'entreprise de réhabilitation a permis de construire la cité multiple, désirée par les promoteurs nationaux et internationaux du projet. L'événement urbain délaisse les faubourgs immédiats et s'est détourné du camp proche Al-Dheisheh, visible depuis la place de la nativité, celui de Ayda à quelques kilomètres des piscines de Salomon. La substance du projet, les investissements pour les infrastructures se sont évanouis aux portes de la vieille ville, la mécanique du projet ne permettant pas d'intervenir sur les périphéries ou par exemple de raccorder les habitations privées aux nouvelles infrastructures. Aussi les façades et le tissu réhabilités sont offerts à la vue du passant, mais les habitants de la vieille ville se plaignent de n'avoir pu obtenir-le tout-à-l'égout.

On perçoit bien les difficultés ou les contradictions propres à un appareil technique sophistiqué et à une économie générale du projet pour résoudre des questions sociales, comme les subventions aux particuliers, pour les travaux

<sup>32</sup> Intitulé du document publié par le service de Relations Publiques de Bethléem 2000.

d'assainissement, l'absence d'outils de financement collectif pour aider des villages. Ceux-ci ont émis de nombreuses demandes et réclamations pour figurer dans les listes des travaux. Le projet reprenait une tournure locale et rurale quand des maires et habitants des petits villages protestaient auprès du gouverneur ou quand les manifestants occupaient les routes. Un comité de suivi composé des forces de la Sécurité, du Gouverneur, du directeur de Bethléem 2000 fut établi qui recevait les demandes des maires, des résidents soucieux d'être associés à la machine patrimoniale et accessoirement à ses retombées. L'opération a tout de même permis d'électrifier les villages, de réaliser de très nombreux travaux de voies rurales ou d'assainissement<sup>33</sup>. Pour l'ingénieur en chef de Bethléem 2000, c'est d'ailleurs l'aspect national du projet. Mais les couches populaires et les quartiers périphériques, les villages situés sur les parcours des pèlerins ont, semble-t-il, peu bénéficié des retombées économiques et des infrastructures urbaines. Car la ville reste fortement segmentée entre la présence chrétienne détenant les ressources commerciales et touristiques de la vieille ville, contrôlant l'accès aux sites chrétiens et celle, plus à l'écart, des musulmans, même si le patriotisme (*mawtini*) est une valeur partagée. Et les villages sont aussi tributaires de l'Etat d'Israël qui contrôle le marché touristique aux portes de la vieille ville<sup>34</sup>.

---

<sup>33</sup> 100 km de voiries urbaines et rurales, 160 km de canalisations d'eau et d'égout ont été réalisés, d'après les différents rapports d'activités de Bethléem 2000.

<sup>34</sup> Les circuits en bus depuis Jérusalem sont organisés par des transporteurs et des guides israéliens de Jérusalem, évitant soigneusement de venir en territoire chrétien rural voire dans la vieille ville.



Figure 80 : Ayda camp aux portes de Bethléem  
Image : G. Dupin (2003)

Ainsi, ce bien commun utilisant le fond de mémoire, revient finalement aux logiques communautaires, aux enjeux de contrôle de l'espace. Bethléem 2000, ce grand projet pacificateur et réparateur, n'a évidemment pas permis d'assembler les pans de la ville, les fractions claniques. Nul ne conteste le bien fondé de l'opération ou la célébration de l'icône de la Nativité. Celle-ci est partagée par l'ensemble des couches bethlhémities en temps que valeur culturelle et patrimoniale. Et durant toutes ces dernières années de festivités, la place de la Mangeoire ne fonctionnera pas tant comme lieu de coexistence des communautés que comme icône, comme espace médiatisé.

A peine un an après la fin des festivités arméniennes, orthodoxes et chrétiennes, qui ont vu la ville accueillir, entre autres le président russe, le Secrétaire des Nations-Unies, la ville s'est repliée sur elle-même en raison de la réoccupation militaire. La place de la Mangeoire est redevenue l'arène de combat entre militaires et activistes, d'ailleurs hautement médiatisée quand l'église de la Nativité fut occupée par des combattants puis bombardée. Et on sait que la reprise du conflit n'a pas épargné le patrimoine ancien. Loin de là. Les bombardements ont atteint les réalisations de la communauté internationale. Et certains évoquent même l'idée que c'était la présence chrétienne et

européenne en Terre Sainte, aux portes de Jérusalem, que l'Etat d'Israël cherchait à délégitimer.



Figure 81 : place la Nativité, Centre pour la paix (architecte : S. Liquits)  
Image : G. Dupin (2003)

### 3.3 LES ESPACES SINISTRES DE LA RECONSTRUCTION URBAINE

On le voit, la reconstruction dans son acception large, avec des pratiques fort disparates, a permis de réunir symboliquement la communauté autour d'un semblant d'Etat et dans un espace temps à peine amélioré. L'idée de nation semble surtout converger dans des objets de dévotion, à l'instar du monument, des centres anciens, des lieux de mémoire. Mais en unifiant les discours et les représentations du territoire, ne risque-t-elle pas d'occulter des enjeux sociaux et politiques, des interrogations majeures : quel projet urbain ou quelle population, comment prendre en compte les populations éparses comme celles des réfugiés ou celles de Jérusalem ? Tout l'enjeu de l'étude de la période de transition est de voir comment s'est effectuée l'intégration des catégories les plus atypiques comme les citoyens non-citoyens de Jérusalem, les réfugiés.

Les historiens du colonialisme et du nationalisme nous ont invités à ne pas lire les sociétés colonisées au filtre réifiant et homogène de la résistance : car chaque histoire

nationaliste ou chaque lutte pour la décolonisation, a ses «oubliés» pour reprendre le terme de Ferro<sup>35</sup>. Dans la précédente séquence historique touchant à l'occupation, nous avons développé l'idée de l'exception territoriale : la mise à l'écart des réfugiés suspendus au traitement politique du droit au retour, le non-statut des résidents arabes de Jérusalem, engoutis dans les limites de la Municipalité israélienne et oubliés de la vie politique. On pourrait étendre le raisonnement au contexte post-colonial pour voir les manques et les silences, en quelque sorte les «oubliés» de la reconstruction.

Nous avançons ceci : clairement, l'espace-temps et le gouvernement de la reconstruction, n'ont pas permis de reposer le statut urbain et social des camps. De même, la période n'a pas permis d'améliorer les conditions de vie des habitants palestiniens de Jérusalem qui restent isolés de la communauté politique, prisonniers d'un conflit historique et spectateurs de leur destin. Allons plus loin. Un ordre immuable du discours patriotique palestinien, qui est aussi un ordre scientifique et qui concerne la bataille pour Jérusalem ou le droit au retour des réfugiés, évite de formuler toute question urbaine sur ces derniers sujets. Cet ordre discursif lié au nationalisme n'a-t-il pas des répercussions urbaines sur l'espace de vie des réfugiés, des résidents de Jérusalem ?

### 3.3.1 Des espaces sacrifiés : les villes-camps de réfugiés

En réhabilitant leur vieille ville, comme lieu de l'histoire et de la transmission patrimoniale, les Municipalités s'arrêtent aux portes des camps intra-urbains. A Bethléem, le Comité politique de pilotage et l'équipe du projet de Bethléem 2000 ont soigneusement évité de poser la question de la proximité des camps de Ayda, au nord et de Dheisheh, au sud. Et les travaux de voirie et d'infrastructures ne concernent donc que les quartiers et villages ayant une existence légale. Victimes de l'histoire, les réfugiés des camps ne seraient-ils pas non plus les oubliés des politiques et des propositions urbaines ?

---

<sup>35</sup> In *Histoire des colonisations*, *op. cit.*, p.9.

On voit depuis 50 ans comment les villes-camps de Cisjordanie aux allures diverses s'auto-édifient dans le temps<sup>36</sup>. Puisque la question de la reconnaissance internationale des réfugiés et de leurs droits, qui s'appliquent aussi aux descendants, est invariablement posée comme une totalité, elle empêche toute amélioration ou intégration minimale de chacun de ces établissements humains. Car celle-ci signifierait l'abandon des revendications pour le droit au retour, portées par les instances politiques de l'OLP, de l'Autorité Palestinienne et des représentants des camps avec leur organisme de coordination<sup>37</sup>. L'ambiguïté politique et technique subsiste donc, qui légitime la seule catégorie politique du réfugié au mépris de son espace de vie, de son accès minimal et symbolique à la ville, et au-delà, de la reconnaissance de ses droits civiques et nationaux.

### 3.3.1.1 Une catégorie politique et urbaine du patriotisme : le réfugié

La planification, les interventions urbaines et autres entreprises d'urbanisation ou de régénération semblent éviter l'espace inconnu des camps. En mettant volontairement l'accent sur le enjeux patrimoniaux, la mémoire du bâti, l'environnement, les documents officiels de planification, comme le Plan national d'Urgence du MOPIC, les schémas régionaux délaissent sciemment les camps qui sont des espaces de statut-quo<sup>38</sup>. A Naplouse, le camp de Azkar al-Jdid, camp urbain situé à quelques centaines de mètres de la vieille ville ne figure pas dans les politiques municipales qui préfèrent le centre ancien et les quartiers nouveaux générateurs de recettes fiscales. A Gaza où le tissu est dense, la Municipalité apporte des services et des

---

<sup>36</sup> On rappelle que les territoires comptent 28 camps dont huit dans la bande de Gaza et que la population totale des réfugiés dans la Palestine est de 651.000 dont 450.000 à Gaza. En 1995, 30% de la population de la Bande de Gaza vivait dans des camps et 6% seulement en Cisjordanie. d'après *Reconstruction of Palestine, op.cit.*, p.153. Huit des vingt camps sont situés en zone A, le reste en zone B et le camp de Shu'fat à Jérusalem en zone C.

<sup>37</sup> Badil, association politique pour le droit au retour basée au camp de Dheiseih.

<sup>38</sup> Mais le Pecdar dans son livre Blanc, évoque des possibilité d'intégration des camps à court et long terme et la réhabilitation des infrastructures et des services publics, *Reconstruction of Palestine, op.cit.*, p.89. Par ailleurs, le Ministère de la coopération (MOPIC) qui a en charge la Planification n'est pas en mesure d'émettre des projections démographiques et spatiales sur le retour des réfugiés en provenance des pays arabes. Il estimait en 1998 le retour possible de 700.000 réfugiés soit un flux de 100.000 réfugiés d'ici 2005, selon le *Plan National, 1998, op.cit.*, p.42.

améliorations vitales mais très ponctuelles (à Shat´eh, Baladiyah) et limite très fortement son champ d'intervention pour ne pas bouleverser les attendus politiques.

Rien ne dit donc que des avancées politiques aient lieu quant au devenir urbain des villes camps. Dès lors que le règlement officiel de la question des réfugiés, par l'intérieur et l'extérieur, reste indéfini, tout scénario sur la régénération et l'absorption sur place ne peut être envisagé. Chaque Municipalité de Gaza, à Naplouse à Ramallah s'emploie au développement séparé. Elles fixent des enjeux à grande échelle où le sort des camps ne peut évidemment pas être évoqué. En parallèle ceux-ci restent aussi exclus des services municipaux et de la participation municipale. L'urbanisme et l'aménagement des quartiers confortent évidemment ce principe de séparation et de stigmatisation. On voit bien que les schémas directeurs des villes, ne mentionnent pas les camps, jamais représentés. L'habitat est constitué pour et par des populations de la diaspora, des classes moyennes, sans ouvrir la mixité de leur peuplement puisque la mobilité et l'accès à la ville par les réfugiés est très faible. On voit bien comment les coopérations internationales, les bailleurs de fonds revenus après Oslo, intériorisent eux-mêmes le principe du silence sur les camps, arrêtent leurs travaux sur les réseaux en limite de camps. Présents dans tous les domaines humanitaires et sociaux de la cité, aucun bailleur de fonds n'intervient dans le cadre de vie des camps<sup>39</sup>. En l'absence de mandat pour l'aménagement des camps, peu d'organismes se risquent à briser et transgresser les principes politiques établis pour ne pas provoquer un incident diplomatique avec les Autorités Palestiniennes et l'UNWRA, gestionnaire «du provisoire».

Mais on constate aussi des avancées dans la production symbolique des travaux sur ces lieux d'exception. Des étudiants, enseignants, des centres de recherche mais aussi des acteurs politiques, parmi lesquels certains membres de l'OLP, produisent les premiers travaux traitant de l'urbanité possible des camps. Dans l'invisibilité, des groupes de travail<sup>40</sup> se mettent en place, réfléchissant aux données urbaines, aux

---

<sup>39</sup> Notons que les O.N.G internationales ou locales interviennent seulement dans les secteurs para-sociaux et humanitaires.

<sup>40</sup> Par exemple les initiatives de SHAML, Diaspora and Refugees Center, organe de recherche financé par des Bailleurs de Fonds étrangers. Son président est Daoud Barakat, responsable de la Division «Réfugiés» à



stratégies pour peser sur l'agenda institutionnel et des négociations. A l'étranger, des jeunes diplômables prennent l'objet urbain comme thème d'études<sup>41</sup>.

### 3.3.1.2 *Le poids de l'énoncé historique : occulter les villes camps*

Comment qualifier l'ensemble de ces comportements et les postures nationales et politiques s'agissant du projet urbain : stratégie de façade qui cache un projet ? Impossibilité de revenir sur un enjeu central pour la lutte palestinienne, puisque les réfugiés sont le socle de la question nationale ? A l'échelle de nos interrogations on se limitera au constat suivant. L'unicité de la lutte politique ramène l'urbanité et la «citadinité» à un énoncé idéologique : l'absorption des réfugiés de Palestine ou celle des réfugiés de l'extérieur sont posées comme des droits acquis, comme une solution collective et non pas comme un choix individuel. Le réfugié, comme sujet politique prime sur le réfugié, comme citoyen et citoyen. Le droit au retour prime sur celui de la citoyenneté sur place et sur l'intégration locale et nationale.

En cela il apparaît que la victimisation et la réification du réfugié sont incompatibles avec sa reconnaissance locale. Ainsi le camp demeure-t-il toujours pensé comme un espace infra-urbain, puisque ses habitants ne sont pas reconnus comme des citoyens, porteurs de droits individuels, singuliers et pouvant effectuer des choix personnels, autre que celui d'incarner le mythe et l'histoire de la nation palestinienne. Car rappelons le, c'est aussi la posture des réfugiés eux-mêmes et de leurs représentants, que de refuser de participer à la sphère municipale et nationale. La première conférence populaire des réfugiés dans la foulée d'Oslo, le 13 septembre 1996, sous la bannière de leur organisme de représentation *Badil* a clairement refusé la tutelle administrative officielle de l'Autorité Palestinienne pour les affaires civiles sur les camps, tout comme le droit de vote aux élections locales qui signifierait l'abandon de leur lutte nationale<sup>42</sup>. Seuls, les réfugiés des camps de Gaza votent tout comme les

l'OLP. SHAML a lancé toute une série de travaux urbains (relevés, enquêtes sur le cadre de vie) sur l'organisation des camps.

<sup>41</sup> On pense à plusieurs architectes diplômables français et allemands.

<sup>42</sup> La politique de Badil au nom des réfugiés et le refus d'intégrer des instances civiles est explicite dans les documents, sur le site internet de l'organisation et dans les entretiens : par exemple notre entretien réalisé avec Abu Areth, président de Badil résident dans le camp de Dheiseh, près de Bethléem en 1999.

réfugiés n'habitent pas dans les camps, c'est-à-dire résidents dans les limites d'une Municipalité.

Paradoxalement, la reconstruction en desserrant le carcan des contraintes institutionnelles a peut-être fait exister l'espace camp comme un espace sinistré, par omission, par défaut. Dès lors qu'a été donnée aux communes la possibilité de mener des études, on a pu voir à quel point les acteurs locaux (gouverneurs, urbanistes, O.N.G) répercutaient ou intériorisaient un ordre de discours. L'espace camp où les résidents sont privés de droits civiques, d'un accès symbolique à la ville, à force d'incarner le rêve du retour dans la patrie originelle, ne serait-il pas l'envers de la nation en devenir ?

Cette relation essentielle à l'histoire, à la continuité du nationalisme fortement inscrite dans la lutte collective est réitérée à Jérusalem. Car pour cette dernière, la position politique des responsables palestiniens, leur refus toute négociation avec les instances municipales israéliennes n'ont pas permis de reposer des alternatives à la question urbaine de Jérusalem, c'est à dire en premier lieu le statut de ses citoyens et de ses espaces. L'abandon de Jérusalem ne fait-il pas partie du même ordre de discours qui doit ramener tous les citoyens autour d'un même point de vue politique ?

### **3.3.2 Les oubliés des institutions palestiniennes, les citoyens de Jérusalem-Est**

Revenons à Jérusalem où il ne s'agit plus de contempler le paysage ancestral magnifié par la présence internationale, ni de décrire les effets de la souveraineté crue de la Municipalité sur la ville arabe, mais d'analyser le traitement de Jérusalem par l'Autorité Palestinienne. On le sait, celle-ci veut faire de la Jérusalem arabe, la capitale de son futur Etat. Al-Quds (Jerusalem) est le mythe porteur du destin national notamment depuis son annexion en 1967, quand les Palestiniens, exclus des instances locales, reconstituaient officieusement leur Municipalité, à la Maison de l'Orient.

Seulement Jérusalem demeure un objet intangible, mais abstrait de la lutte nationale. Tout se passe comme si le dessein de Jérusalem-Est ne pouvait être pensé dans sa matérialité urbaine. Dessiner un centre de gravité, des zones de croissance, penser les moyens de la revitalisation de la ville de son bâti et de ses paysages, en d'autre terme profiler les contours d'une métropolisation qui doit englober des villages

épars sans parler des aspects sociaux, tout cela échappe à la programmation et la projection palestinienne. Force est d'admettre que les différentes institutions au rang desquelles l'OLP et sa représentation à Jérusalem, l'Autorité Nationale, laissent en suspens les modalités urbaines d'un re-développement de Jérusalem-Est, par exemple dans le cadre d'une gestion séparée avec la partie occidentale, tout comme elles ont tendance à délaissé le traitement urbain actuel de la ville, de ses citoyens non-citoyens. Il faudrait d'abord retenir au registre des tensions et des contradictions qui habitent la communauté politique palestinienne, et au-delà la conscience collective, un écart de valeur entre celle attribuée à la vieille ville et celle refoulant ses périphéries.

### 3.3.2.1 Fétiche, musée, la ville centrifuge de Quds

«La ville doit être un musée» déclare Adnan Hussein, directeur de l'administration des *waqf*-s de Jérusalem<sup>43</sup>, partie prenante des différents plans pour la protection de la vieille ville, dont celui soutenu par la *Welfare Association*, qui préparent dans l'espoir de la reconquête de Jérusalem un projet ambitieux de 5 millions de dollars<sup>44</sup>.

En somme l'histoire se répète. Al-Quds est rêvée comme une unité matérielle et idéale, organisée autour de la pierre blanche de Palestine, de la vieille ville restée intacte à l'intérieur de ses remparts. La bataille est avant tout une affaire de légitimation symbolique et qui correspond à ce principe patrimonial vivement ressenti par la communauté musulmane et palestinienne. Ce n'est pas seulement l'accès au Dôme qui est revendiqué par la communauté palestinienne, mais les monuments de la vieille ville et son image séductrice, ses ressources patrimoniales et économiques. Car il est certain que, au-delà de la légitimité symbolique, contrôler la vieille ville garantirait des revenus minima pour les institutions palestiniennes quand ceux-ci sont depuis 30 ans accaparés par la Municipalité israélienne : taxe professionnelle, impôts sur les commerces. Dans

---

<sup>43</sup> D'après le document sur le programme pour la préservation de Jérusalem, Welfare Association, Jérusalem, novembre 2000, *op.cit.*, p.4. La vieille ville comprend 5000 habitations. Les *waqf*-s détiennent 15 % du bâti de la vieille ville (mosquées, écoles) et 10% des propriétés sont louées à des familles. Les mosquées et le Haram al Sharif représentent 144 dunums sur les 500 de la vieille ville, selon Adnan Hussein directeur des *waqf*-s.

<sup>44</sup> Des premiers aménagements d'espaces ont été réalisés en 2000 dans du quartier de Haram et porte des Lions.

l'hypothèse du partage de la Municipalité ce sont des flux, qui pourraient être attirés, des O.N.G qui pourraient retravailler. Et surtout, la troisième ville sainte pour la communauté musulmane, pourrait s'ouvrir à la manne financière des pays du Golfe ayant déserté Jérusalem depuis 30 ans.

A l'extérieur des remparts, Jérusalem-Est reste considérée comme sans enjeu de centralité, sans qualité, si ce n'est sans intérêt. Elle ne détient aucun monument. Elle est demeurée dans la dernière période le contraire de la ville-monde, démunie de banques, de *malls* ou cafés en dehors de l'axe principal de Salah Eddin et du quartier des ambassades. Les villages satellites atomisés (a'Tur, Izariyahh, Issawiya, Hizma, Anata) sont restés des noyaux sans vie, peu attractifs et souvent très isolés. Et la période d'Oslo a profité au rayonnement de Ramallah, pôle politique qui détient toutes les fonctions administratives de l'Autorité, plus accessible pour les Palestiniens qui ne bénéficient pas, on l'a dit du statut avantageux de résidents de Jérusalem.

### *3.3.2.2 Les frontières intérieures du nationalisme et de la lutte pour Jérusalem*

Est-ce le fait symbolique et religieux, le fétiche du Dôme qui ont ce pouvoir de magnifier d'un côté, et d'écraser toute préoccupation urbaine quant à la périphérie aujourd'hui en perte de vitesse ? Loin de n'être seulement évités par la Municipalité israélienne, les 215.000 résidents arabes à la date de l'an 2000, sont restés plus ou moins délaissés de «la mise en discours» par les instances palestiniennes. Car le délitement de Jérusalem ne s'arrêta pas en 1994, quand intervint la construction de l'Etat palestinien et la période de normalisation avec Israël, bien au contraire. Plus que les incidences économiques de la pacification qui profita un temps à la main d'œuvre, au pouvoir d'achat des résidents arabes, la mise en parenthèse de la ville orientale apparaît en plein jour.

Durant la période d'autonomie et de pacification jusqu'en 2000, la Municipalité israélienne n'a en rien modifié sa posture de délaissement des faubourgs arabes ou au contraire d'appropriation excessives des secteurs stratégiques. De nouveaux immeubles de la vieille ville arabe étaient appropriés. Le quartier de Sheikh Jarrah situé sur la ligne verte, à haute valeur foncière s'est peuplé de grands hôtels. L'emblématique Hôtel International de *l'American Colony* fréquenté par les diplomates et reporters planétaires

côte désormais dans une mince ligne de brisure, des immeubles abandonnés occupés par des citoyens arabes, bédouins, réfugiés repoussés par des expropriations successives.

Les démolitions d'habitations illégales construites par des résidents arabes optimistes, investissant au sens propre du terme dans la paix, devenaient de plus en plus nombreuses. Le nouveau *Master Plan* préparé par Shlomo Aaronson en 1997 destiné surtout au développement du bloc de Maale Adumim, en vis-à-vis de Jéricho fut présenté en 1998 au Musée de la Bible à Jérusalem, à l'initiative de l'Ordre israélien des Architectes. Il condamne un peu plus le développement des secteurs arabes<sup>45</sup>. Et les organisations de défense des droits de l'homme n'ont cessé de dénoncer les excès de la souveraineté israélienne exercée depuis 1995 à Jérusalem : moins de services, moins de permis de construire, plus de démolitions moins de droits sociaux, en raison notamment de la politique très restrictive d'octroi des cartes d'identité<sup>46</sup>.

Côté palestinien, aucun comité technique ou professionnel n'a été constitué autour du Ministre délégué chargé de Jérusalem, Ziad Abu Ziad censé renforcer les institutions. Et il est admis, de l'avis des responsables<sup>47</sup>, qu'aucun projet n'a été élaboré autour des politiques urbaines, dans la récente période d'autonomie, ni au sein des Ministères ni au sein de la Maison de l'Orient en dehors d'un méticuleux recueil des données foncières et du cadastre autour du géographe Khalil Tufakji. Les groupes de travail en charge de Jérusalem à la Maison de l'Orient autour du libéral Sari Nusseibeh se préoccupent peu des modalités concrètes de l'urbanisation de leur capitale. Une *task force* sur Jérusalem a été créée dont l'agenda est flou, se limitant au planning stratégique proposé aux échéances de 2020. Au niveau de la Direction nationale le plan régional

---

<sup>45</sup> Selon Ariella Ronel, architecte qui a élaboré les plans de secteurs de Beit Hanina en 2000, seule 25% de la surface constructible à l'est, est dotée de plans de secteurs, et seulement 8% de la surface constructible est disponible pour des projets de développement palestiniens (tous secteurs et types d'opérations confondus). Entretien avec A.Ronel, Jérusalem, novembre 2000.

<sup>46</sup> Le gouvernement de Natanyahou a modifié les termes du droit de résidence des palestiniens, réduisant de 7 à 3, les années d'absence autorisées, sous peine de perdre sa carte d'identité et de voir ses biens patrimoniaux être confisqués. Après la seconde *Intifada*, les suppressions de cartes d'identité ou leur non-renouvellement auraient augmenté de 200%. D'après M. Margalit, «A chronicle of Municipal Discrimination in Jerusalem» *Palestine-Israel Journal of Politics, economics and Culture*, vol. VIII, n°1, 2001, pp.32-40. Par ailleurs, dans la seule année 2000 plus de 800 maisons construites sans autorisation ont été détruites (rapport du Committee Against Demolitions, Jerusalem, 2001). Une moyenne annuelle de 200 destructions était enregistrée en 1996-97 par B'Tselem in *Demolishing Peace : Israel's Policy of Mass Demolition of Palestinian Houses*, Jerusalem, september 1997.

<sup>47</sup> Entretien avec Abu Ziad, Jérusalem, novembre 2000.

d'urgence du MOPIC n'offre que de vagues orientations sur la reconquête à court terme du Grand Jérusalem, de ses faubourgs, sur les besoins cruciaux en habitat et en services<sup>48</sup>.

Force est d'admettre, si l'on en croit les négociateurs et autres responsables de la Maison de l'Orient, qu'aucune proposition concrète qui dépasserait les seules intentions politiques, géostratégiques et symboliques ne fut jamais élaborée pour Jérusalem lors des négociations de paix successives depuis les discussions de Madrid en 1992, jusqu'à Camp David en 2000<sup>49</sup>. Rien de précis ne fut jamais formulé par les représentants palestiniens concernant le devenir urbain de la métropole, la question foncière cruciale et autres modalités de gestion des périphéries. Le dispositif des négociations de paix a été commandé par des principes politiques et symboliques : la sécurité des colonies, les modalités d'échanges de territoire, le statut et le gouvernement des lieux saints, le contrôle d'espaces clefs comme l'entrée de Jérusalem et sur lesquels se sont heurtés les accords de paix. Mais sans traduction ou proposition formelle pour l'urbanisation de la partie orientale de la ville, son maillage, ses besoins. Tout juste les discussions ont évoqué la possibilité d'un pôle de croissance à Abu Dees où pourrait être installées les administrations nationales<sup>50</sup>.

L'Autorité Palestinienne a bien réactivé, pour des raisons plus politiques que matérielles, des comités de quartier dans les villages les plus proches de Cisjordanie et les plus contrôlables comme Ram, Al' Eizariya, où elle a nommé des représentants. Mais dans les faubourgs de la ville comme Silwan, Ras el Hamoud, al Tur, les citoyens restent privés d'une médiation technique et politique. Les institutions palestiniennes sont restées arc-boutées sur le principe du refus de toute collaboration avec la sphère municipale, puisque celle-ci symbolise l'annexion, et de toute participation aux élections locales. La politique du «boycott» des institutions a été renouvelée jusqu'aux dernières

---

<sup>48</sup> Les projections démographiques estiment entre 270.000 et 310.000 la population arabe de Jérusalem en 2010, selon Khameisi in *The Jerusalem urban Fabric*, R. Khameisi, R. Nasrallah (eds.). Par ailleurs, Jérusalem-Est n'a pas d'usine de retraitement de l'eau. Par contre la périphérie Nord de Jérusalem a maintenant sa compagnie de distribution d'eau (Palestinian Jerusalem Water Undertaking).

<sup>49</sup> Entretiens avec des conseillers du groupe de négociation dont on ne dévoilera pas le nom.

<sup>50</sup> Des projets de construction ont d'ailleurs démarré pour être stoppés en 2000, comme le futur Parlement et le Palais de Justice (celui-ci étant conçu par Architecture Studio).

élections municipales de mai 2003<sup>51</sup>. En l'absence de représentation politique voulue par les deux côtés, israélien et palestinien, aucun espace de négociation ou de débat qui concernerait la gestion urbaine de proximité n'a donc émergé dans la dernière décennie. Aucun plan local d'urbanisme ne peut être élaboré ou ne peut aboutir faute d'initiative ou faute de représentation politique. Il semble bien que la création de l'Autorité Palestinienne n'a donc pas modifié cet état de fait. Comme pour la période précédente, tous les propos convergent : il ne peut y avoir de médiation possible qui reviendrait à cautionner la souveraineté d'Israël sur Jérusalem. De telle sorte que les Palestiniens de Jérusalem assistent impuissants par deux fois au spectacle de leur désolation.



Figure 82 : Sheik Jarrah à Jérusalem-Est  
Au fond, l'université hébraïque et la barrière de sécurité  
Image : G. dupin (2003)

---

<sup>51</sup> Par contre les Palestiniens de Jérusalem ont voté aux élections parlementaires de 1996. Ils ont six députés au Conseil législatif Palestinien.

### 3.3.3 L'envers de la ville monde

«Nous sommes les oubliés de l'Autorité Palestinienne» disent certains des Palestiniens de Jérusalem».

Ces derniers ne pourraient-ils pas être vus comme les gardiens d'un ordre du discours muet, porté moins par eux-mêmes que par leurs dirigeants et dont ils payent le tribut ? La partie orientale de la capitale est abandonnée à sa réalité singulière, celle du désordre, de l'illégalité et l'illégitimité. Elle est en route vers son informalisation généralisée. Jérusalem-Est devient incidemment une enclave, un paysage de tentes, de murs, quelquefois de ruines. Les constructions précaires prolifèrent suite aux interdictions, aux démolitions, et autres expulsions, suite aux confiscations des cartes de résidents.

Depuis décembre 2002, le mur, appelé aussi barrière de sécurité, sépare les villages situés à l'entrée du reste de Jérusalem-Est. L'Etat israélien, qui suite aux attentats, veut davantage surveiller les entrées dans le centre de Jérusalem, a construit un mur épais au cœur des faubourgs d'Al Eizariya, point d'accès à Jérusalem depuis Jéricho et les villages environnants. Désormais les Palestiniens d'un même village ne sont plus égaux devant le mur. Une partie des habitants situés de l'autre côté du mur est isolée à l'intérieur même de son lieu de résidence. De nouvelles formes de frontières intérieures apparaissent entre ceux situés du bon côté du mur et ceux qui doivent s'adresser à un poste militaire pour accéder «de l'autre côté». On se suspecte, quand certains sont autorisés et d'autres non. Paysage de «désolation»<sup>52</sup>, rien ne dit que Jérusalem échappera à la structure d'exception, ce modèle disciplinaire d'organisation des hommes et des espaces qui prévaut en Cisjordanie depuis 1948.

Ce modèle de la «désolation», les Organisations Non Gouvernementales, le connaissent bien. Dans les villes déclinantes menacées par les guerres, où des citoyens peuvent être voués au silence par l'exercice d'une domination politique et symbolique, seule une couverture humanitaire ou militante, quelquefois intellectuelle peut permettre de dénoncer des stratégies, de faire reconnaître des droits urbains minimaux. A Jérusalem-Est des organisations œuvrent avec ou dans la «désolation», mènent des

---

<sup>52</sup> En référence à l'expression d'Arendt, in *Les origines du totalitarisme*.



actions de lutte contre la pauvreté, les discriminations, pallient à l'absence de services. Depuis une dizaine d'années, des associations se sont constituées pour mettre en ordre le droit civil des populations : restitution factuelle et comptabilisation des faits de discrimination urbaine et sociale par des groupements d'avocats, recours contre les expropriations, les dépossessions, pour s'en tenir au domaine urbain<sup>53</sup>. Elles tentent de dissiper les effets de la machine de guerre municipale, ses excès et d'une certaine façon dénonce le vide de la politique palestinienne du *vacuum*, du «rien d'autre que le boycott de la souveraineté de Jérusalem».

Plus que d'être exclus du droit à la ville, de la sphère publique municipale ou nationale, on voit que les citoyens de Jérusalem comme les réfugiés ne sont donc pas dotés de la même capacité d'apparition et d'action au sein du discours sur la construction de l'Etat nation.

La démocratie aurait donc ses franges et la reconstruction, ses sacrifiés. Pour la communauté palestinienne seule la rédemption de la Jérusalem arabe et seule la reconnaissance de la spoliation des réfugiés, fera exister ces habitants à la fois comme citoyens et comme citoyens. Dans l'attente, réfugiés et citoyens de Jérusalem se maintiennent autant qu'ils sont maintenus dans la précarité urbaine et politique, comme l'expression de leur statut de victime et quelquefois de double victime de l'histoire, quand il s'agit des réfugiés de Jérusalem. Les réfugiés et leurs comités refusent de participer aux affaires de la cité tant que ne sera reconnu le droit à leur retour. Les citoyens de Jérusalem sont doublement isolés de leur municipalité «d'accueil» et de leur communauté d'origine, sans jamais pouvoir interférer sur les politiques urbaines ou de proximité, tant que Jérusalem ne sera pas reconquise. Et la lutte nationale demeure d'une certaine façon, étrangère à la participation des citoyens aux politiques urbaines à l'échelle régionale ou de proximité, à celle d'accès à la ville et à ses ressources symboliques. Ne verrait-on pas s'effectuer ici en quelque sorte ce découpage entre urbanité et citoyenneté, entre temporalité urbaine et politique, où le discours politique

---

<sup>53</sup> Récemment l'Ong I.P.C.C a organisé un studio d'urbanisme à Jérusalem-Est réunissant des étudiants et enseignants de Berlin, Bir-Zeit en Palestine et de Jérusalem-Ouest.

prime sur la prise en compte des établissements humains, aboutissant à la précarité multidimensionnelle de certaines populations ?

Ces situations urbaines expriment, nous semble-t-il, une différence entre ville-globalisée et monde sinistré. Les réfugiés comme les Palestiniens de Jérusalem sont restés exclus d'un certain capitalisme local qui est apparu au croisement d'influences transnationales, internationales et régionales dans « l'âge d'or » de l'autonomie palestinienne quand la diaspora palestinienne « urbanisait le capital » et qui a eu des traductions économiques et urbaines. Des différences s'imposent donc entre les citoyens. Ceux de Jérusalem et les réfugiés n'ont pu accéder à certaines des ressources symboliques ou aux dividendes de la reconstruction : emplois, rente, capitaux, entrepreneuriat du tertiaire et du para-public, faute de documents de voyages, de moyens économiques. C'est le cas notamment des réfugiés, faute de pouvoir investir dans les territoires<sup>54</sup>.

D'un autre côté, les entrepreneurs de la diaspora tout comme les organisations internationales évitent Jérusalem en raison du statut politique et juridique de la ville. Les données sur les investisseurs palestiniens et étrangers confirment leur faible présence dans les réseaux économiques et dans l'immobilier de Jérusalem<sup>55</sup>. Dans tout cela, n'est-il pas question d'entrevoir les limites de la communauté politique, ou pour reprendre Arendt, les formes d'isolement de certains citoyens qui, privés de sol sont du même coup « privés de d'une place dans les relations humaines et dans le domaine politique de l'action dans le domaine public de la vie »<sup>56</sup> ?

Quelles que soient les formes globalisées ou transnationales de la reconstruction fragile qui a eu lieu, les populations réfugiées, natives ou domiciliées à Jérusalem demeurent partiellement privées d'une possible accumulation du capital, de l'accès à la nouvelle sphère publique, économique, sociale comprise comme lieu d'actions, d'entrepreneuriat mais aussi d'opinions.

---

<sup>54</sup> Les citoyens de Jérusalem perdent aussi leur statut de résident s'ils s'installent en Cisjordanie.

<sup>55</sup> Entretiens avec S. Hanafi sur la base de ses enquêtes en cours sur les investissements à Jérusalem, entretien avec M. Halakya du Palestinian Housing Council, avec G. Gwendlyn, architecte pour les compagnies immobilières.

<sup>56</sup> H. Arendt, *Les origines du totalitarisme*, *op.cit.*, p. 122.



## **CHAPITRE 4**

### **LES SAVOIRS LOCAUX ET LES CULTURES URBAINES DE LA CONSTRUCTION NATIONALE**

Dans la période récente, la ville, ses populations sont demeurées finalement un objet ou une surface d'inscription d'un nationalisme renouvelé. La question est de savoir, non plus comment celui-ci interfère dans le cadre nouveau de production économique ou matériel de la ville et dans les choix politiques, mais comment il est relayé à l'intérieur des savoirs et des savoir-faires, jusque dans les disciplines et les universités. Il s'agira moins ici du rapport entre la sphère technique des urbanistes ou architectes et celle du politique, des rapports de pouvoir entre les instances institutionnelles et ceux qui créent la ville, mais des articulations entre idéologie et savoirs scientifiques.

Les professionnels et universitaires, ingénieurs, architectes, enseignants pour ne pas parler des décideurs, sont des producteurs de discours, de dispositifs, de savoirs techniques ou historiques, de la géographie, à l'architecture ; plus ou moins constitués, mais liés aux identités et au sentiment national. Ils donnent lieu à leur tour à l'apparition de toute une série d'objets de représentation matérialisables et visuels : de la muséographie à l'archéologie à la cartographie, au travail d'archive à la promotion de l'architecture traditionnelle. Peut-on prétendre dans la lignée d'une archéologie foulcadienne, qu'il existe un pouvoir du discours dicté pour beaucoup par le contexte et l'énoncé politique ou historique ; celui-ci étant alors incorporé dans un système de connaissances techniques et scientifiques transmis par un milieu enseignant, et dans les comportements professionnels ? En d'autres termes, comment s'énonce l'objet urbain comme objet de savoirs et de connaissances ou comme formation discursive ?

#### **4.1 LES ARCHITECTES, LES URBANISTES, CETTE COMMUNAUTE IMPROBABLE**

On va d'abord aborder ceux qui fabriquent la ville : les urbanistes, architectes, ingénieurs. C'est à partir d'une radiographie des parcours des pratiques des architectes, urbanistes et bâtisseurs que l'on peut prendre la mesure de la réalité d'une communauté professionnelle, de ses modalités d'existence, de son inscription culturelle. On doit se demander d'abord si un milieu technique professionnel, voire scientifique s'est constitué autour de la nouvelle demande urbaine et toujours et encore autour des enjeux identitaires et collectifs, de la défense de l'intérêt général et national. Celle-ci serait à rechercher dans des formes d'engagement collectif ou individuel, lié à un projet politique ou urbain, dans la dynamique d'une corporation, mais pas seulement. Un milieu se caractérise aussi par des expressions culturelles, peut-être même des langages architecturaux qui apparaissent dans une temporalité politique donnée : celle de la reconstruction. Peut-on dire que de nouveaux métiers ont émergé, articulés ou non à une idéologie et plus simplement liés au contexte économique ?

#### **4.1.1 Prendre la mesure du milieu**

Prenons d'une part la structuration du «corps» des architectes-urbanistes et sa lisibilité. Voyons en quoi celui-ci constituerait désormais un milieu, une culture professionnelle définis en fonction d'une demande sociale et culturelle. Où et comment s'exprimerait un certain esprit de la «cité par projet» évoqué dans le cas des entrepreneurs sociaux et économiques ? Tout l'enjeu de l'architecture et de l'urbanisme dans la Palestine actuelle est d'abord celui de la reconnaissance de leur spécificité comme culture technique et professionnelle et de la résistance à toute forme de dissolution de leur identité tantôt dans un contexte de croissance et de standardisation, tantôt dans un contexte de destruction du bâti en raison des faits de guerre. Un enjeu plus structurel est celui de la formation d'une communauté d'intérêts et de projets autour de la reconstruction urbaine et nationale.

On pourrait évoquer ici d'autres situations historiques, coloniales post-coloniales ou de reconstruction nationale, là où les professionnels, regroupés au sein d'associations, portant des projets, ont travaillé leur rapport à l'espace politique, ont participé très activement à le mettre à jour. On pense au gigantesque travail effectué par

des architectes et sociologues en Afrique du Sud sur la transcription architecturale de l'Apartheid<sup>1</sup>. Au Proche Orient l'exemple de Beyrouth et du rôle des urbanistes architectes dans l'après-guerre montre une certaine supériorité des architectes sur la corporation des ingénieurs, selon les termes de Jade Tabet.

#### 4.1.1.1 *La communauté éclatée*

Si la diaspora palestinienne compte un grand nombre d'entrepreneurs et d'architectes<sup>2</sup>, sur place, le milieu professionnel est à peine constitué. Sur les quelques 800 architectes diplômés<sup>3</sup>, enregistrés en Cisjordanie et 300 à Gaza, la plupart ont été formés à l'étranger, dans les pays du Golfe, aux USA, Canada, Europe : notamment Allemagne, Grande Bretagne, et quelquefois dans les pays de Est et de l'ex-bloc soviétique ou socialiste. Les architectes expérimentés étaient exilés durant les années 70 ou 80 avant de revenir exercer dans la Palestine d'Oslo. Les parcours intellectuels, professionnels révèlent donc une grande disparité de cursus et de spécialisations techniques ou intellectuelles, du champ des «cultural studies», à la philosophie de l'architecture, au génie climatique<sup>4</sup>. En Palestine même, une première cohorte de jeunes architectes et ingénieurs juniors formés dans les Universités de Naplouse et Bir-Zeit depuis 1996 est apparue, choisissant la plupart du temps de travailler dans le secteur public ou comme salariés dans les agences les plus importantes<sup>5</sup>. A cause ou malgré l'histoire récente de la communauté professionnelle, la question nationale demeure le dénominateur commun de la profession. Celle-ci est à chercher du côté de l'appartenance à la patrie, souhaitée ou imaginée.

---

<sup>1</sup> Cf par exemple le travail de recherche présenté dans *Architecture, Apartheid and after*, H. Judin, I. Vladislavic (eds.), Rotterdam, Netherlands Architecture Institute, 1998.

<sup>2</sup> 56.000 ingénieurs palestiniens seraient en diaspora, d'après l'association des Ingénieurs. Bon nombre de groupes régionaux d'ingénierie comptent des entrepreneurs palestiniens, par exemple le groupe Shiber, présent au Liban, en Egypte, au Koweït, associé avec d'autres ingénieurs palestiniens diasporisés basés à Abu Dhabi ou dans le Golfe Arabe.

<sup>3</sup> Les informations suivantes proviennent des entretiens menés avec les responsables de l'Association des Ingénieurs et des Architectes.

<sup>4</sup> Ils restent en lien avec leur ancien pays d'accueil, notamment quand ils ont conservé leur passeport américain, européen ou jordanien.

<sup>5</sup> D'après notre enquête, peu de jeunes architectes ont créé leur propre agence ou structure d'études.

La plupart des concepteurs et urbanistes installés en Palestine ont connu l'exil, est née dans un camp de réfugiés. Les plus jeunes, ont grandi durant l'occupation. L'unité de discours et de sentiment ne s'est pas dissoute dans la dispersion et l'expérience de l'exil, bien au contraire. L'architecte bâtisseur, comme tout individu palestinien est au cœur de la relation indivisible entre peuple et territoire. De l'avis général, l'appartenance nationale prime sur l'appartenance professionnelle. Pour autant, l'identité nationale entraîne-t-elle des positions urbaines, architecturales communes, un engagement qui interviendrait dans des projets collectifs, dans des structures de regroupement, à l'image des associations d'architectes ?

#### 4.1.1.2 L'association des architectes dans la reconstruction

Prenons les lieux collectifs d'expression : l'Association des Architectes. Il existe bien depuis la fin de l'occupation, une association des architectes palestiniens créée en 1998 qui regroupe les architectes diplômés, domiciliés en Cisjordanie, travaillant dans les secteurs privés ou public. A Gaza comme en Cisjordanie, les architectes dépendent de branches professionnelles et régionales. En Cisjordanie, l'association des architectes dépend de l'association palestinienne des Ingénieurs, elle-même dépendante, on l'a vu, de la branche du Syndicat Jordanien des Ingénieurs<sup>6</sup>. La création d'une association locale d'architectes, mais qui est une branche dépendant à deux endroits de corporations régionales et professionnelles exprime la situation, entre résistance et transition.

L'association a été créée suite aux congrès des ingénieurs de Tunis en 1993 et de Gaza en 1995 consacrés à la reconstruction. Ceux-ci avaient mis à jour la nécessité d'organiser la profession et la nébuleuse des compagnies d'ingénierie face aux potentialités de la reconstruction<sup>7</sup>, mais sans rompre le lien qui lie structurellement les ingénieurs palestiniens au milieu régional et arabe. La double appartenance des

---

<sup>6</sup> Celle-ci comporte sept sections : architecture, génie civil, mécanique, chimie-physique, secteur pétrolier, technologies. Elle est dotée d'un secrétariat général et se subdivise en cinq comités locaux (Naplouse, Djénine, Ramallah, Hébron, Jérusalem). Sept personnes siègent au Bureau de l'Association, dont un architecte. A Gaza l'association des Ingénieurs et architectes dépendent de l'Association des Ingénieurs arabes.

<sup>7</sup> Cf. The role of the Engineers in Palestine, in *Reconstruction of Palestine*, pp.490-494.

Ingénieurs au Syndicat jordaniens et à l'union des ingénieurs arabes, qui réunit par ailleurs des Ingénieurs palestiniens en Diaspora, préserve le maillage pan-arabique.

Pour ce qui est de l'expression de la spécificité palestinienne, la branche locale des ingénieurs et architectes de Cisjordanie siège à toutes les instances consultatives locales comme le *Palestinian Housing Council* avec 8 membres, le Conseil palestinien pour les organisations populaires, commission interne au Conseil de l'OLP, depuis 1987. Elle est également membre du Conseil scientifique du Parlement Palestinien. Elle est représentée au Conseil des Ministres arabes du Logement, à la Fédération mondiale des organisations des Ingénieurs. Elle représente l'OLP au UNCHS des Nations-Unies (*Comitee for Human Settlements*)<sup>8</sup>. Pour ce qui est de la coopération avec les professionnels israéliens, architectes et ingénieurs, aucune consigne officielle n'a été énoncée. Des initiatives pour se rapprocher des concepteurs israéliens ont eu lieu mais à titre individuel<sup>9</sup>.

#### 4.1.1.3 *Le privilège des ingénieurs*

A l'intérieur des structures professionnelles le rapport politique ou technique reste favorable aux ingénieurs plus qu'aux architectes. Evidemment la représentation des 6000 Ingénieurs est numériquement supérieure à celle des 800 Architectes de Cisjordanie. Elle est le reflet de l'activité de la construction où priment les fonctions d'ingénierie au détriment de la conception<sup>10</sup>. Elle est aussi le reflet de la plus grande reconnaissance des ingénieurs. Ce sont les ingénieurs qui fournissent les ressources financières de l'association, la représentativité financière, politique des architectes étant naturellement plus faible. La Branche des ingénieurs en génie civil qui dispose d'une surface financière plus importante, compte tenu de leur position dominante dans le

---

<sup>8</sup> D'après la brochure de présentation de l'Association des Ingénieurs.

<sup>9</sup> Le discours du président et du secrétaire général pour l'ensemble de l'association des ingénieurs reste très en deçà de toute normalisation, contrairement à celui du responsable actuel de la branche des architectes. Des architectes palestiniens comme Tuqan et Youssef ont participé à un atelier (prestigieux) de conception urbaine sur le devenir urbain de Jérusalem en 1999 coordonné par Michael Sorkin mais sans que le Syndicat palestinien ne soit associé officiellement.

<sup>10</sup> Les modalités d'inscription aux concours pour les marchés de travaux publics imposent en effet un seuil d'activité pour pouvoir concourir et pénalisent les agences d'architecture rarement dotées en moyens. L'obligation de s'associer à un bureau d'études ne valorise pas la profession et la culture architecturales.



secteur immobilier, bénéficie aussi d'une très forte légitimité dans le corps institutionnel. Ils continuent de mener des actions lisibles dans l'esprit de la résistance et de la mobilisation et la branche des ingénieurs civils est présente dans les reconstructions des Casbah de Naplouse et Hébron qu'elles ont initiées. Individuellement ou collectivement les ingénieurs participent largement à la sphère politique, sont reconnus comme force sociale. Ils bénéficient d'une meilleure accessibilité aux circuits décisionnels et sont plus prédisposés à l'entrisme, au lobbying, la cooptation, voire à l'activisme. Ainsi à Hébron, Naplouse, Gaza, les postes de responsables des services techniques sont occupés par les ingénieurs proches ou issus de la même famille que les maires et proches du *Fatab*. L'accès aux ressources symboliques, aux décideurs, et donneurs d'ordre, est plus favorable aux ingénieurs, du fait même de l'activité de la reconstruction, qui les met en relation avec les organisations internationales.

Compte tenu de ce rapport de forces économique et symbolique défavorable aux architectes, ces derniers sont moins légitimes et de moins en moins représentés dans l'association des ingénieurs, c'est à dire au bureau et au conseil d'administration ou siège un seul architecte<sup>11</sup>. Inévitablement la crise actuelle qui touche tous les secteurs d'activités dont celui de la construction a affaibli davantage la représentativité des architectes. Minoritaires, les architectes sont dilués dans la corporation des ingénieurs. Les lieux et les espaces de tension sont perceptibles dans la période et les concepteurs demandent la création d'une association indépendante.

#### 4.1.1.4 *Le bien commun introuvable*

La présence des architectes dans la sphère politique et technique semble donc plus silencieuse que celle des ingénieurs qui ont affirmé leur rôle social en accompagnant la lutte nationale. Est-ce cette difficulté à se constituer comme culture professionnelle face

---

<sup>11</sup> C'est surtout dans le domaine des concours et des marchés de travaux publics que les inégalités et les stratégies d'entrisme sont les plus perceptibles. Les modalités d'accès aux marchés de travaux public ont été élaborées par le Syndicat des Ingénieurs à Amman. Elles sont les mêmes qu'en Jordanie et favorisent indirectement ou directement les ingénieurs-bâisseurs et les bureaux d'études. Les architectes proposent également de réviser les barèmes de rémunération et les modalités d'accès à la commande ou aux compétitions.

à la prédominance de la culture technique de l'ingénieur qui explique la faible dynamique collective ? Force est d'admettre que la question urbaine dans la période ne permet pas de rassembler. Des individualités, des postures intellectuelles sont bien perceptibles mais ne permettent pas de constituer une communauté d'intérêt autour de la ville et de l'association des architectes. Celle-ci n'a pas vraiment d'activité intellectuelle ni même idéologique. Seul le présent immédiat conjoncturel est une préoccupation collective.

Ainsi, la réoccupation militaire en 2001, son lot de destruction ont justifié la présence pour la première fois de l'Association des architectes au Salon International des Architectes en 2002 à Berlin. Il y fut présenté une exposition sur les effets urbains de l'occupation. En dehors de cette première initiative aucun séminaire, conférence ou discussion n'ont été organisés par l'association depuis sa création. L'hétérogénéité des trajectoires, des cultures et des histoires personnelles, l'absence de culture urbaine commune expliquent, nous semble-t-il, la faible capacité des architectes à se mobiliser collectivement autour d'intérêts ou d'objectifs partagés qui seraient d'ordre professionnel mais également politique, social. En d'autres termes : que construire ? Avec quel projet urbain, social, politique ?

Le milieu architectural tout comme le champ urbain est le réceptacle d'identités plurielles sans culture commune : les parcours sont variés, les références ou les pratiques conditionnés par le pays d'accueil (l'Europe, le Golfe, les Etats Unis). Au-delà des diversités des trajectoires, des disparités régionales et sociologiques traversent la corporation des architectes. L'origine familiale, confessionnelle, géographique a aussi son importance dans la structuration du milieu. Les architectes sont souvent issus de l'élite, de la bourgeoisie et des familles influentes de Naplouse mais plus rarement des milieux populaires ou des camps. Les architectes d'origine chrétienne ont tendance à avoir leurs propres réseaux de clientèle : la communauté grecque orthodoxe, la communauté internationale, notamment à Bethléem. L'oligarchie de Naplouse a son

autonomie et surtout domine la corporation, du fait du poids historique, politique et économique de la ville<sup>12</sup>.

#### 4.1.1.5 *Entre individualisme et survie, la place étroite du concepteur*

Mais si aucun projet collectif n'émerge, c'est surtout que très souvent les stratégies individuelles, en tout cas d'individuation, prime sur l'investissement intellectuel. Entre libéralisation et réoccupation, destruction et privatisation, les possibilités existentielles de l'architecte sont minces. Comme pour tout autre habitant ou tout autre acteur économique et social, l'espace-temps de l'architecte palestinien est celui de l'immédiateté, du «construire quoi qu'il advienne», c'est-à-dire sans horizon d'attente, c'est-à-dire sans représentation de l'avenir. Le fait a son importance. La reconstruction a libéré des potentialités. Elle a démultiplié les initiatives individuelles qui priment, dans le milieu des architectes sur les intentions collectives.

Faut-il moduler ici l'idée générique de la «cité par projet»? D'une part, il faut tenir compte des conditions difficiles dans lesquelles exercent les concepteurs notamment depuis la reprise de l'*Intifada* et surtout depuis la réoccupation : difficultés techniques (comme pour trouver des stocks de matériaux, impossibilité de circuler, faibles revenus). Surtout, pour les bâtisseurs, architectes, plus encore que pour tout autre acteur, l'acte de construction ou au contraire son effacement par les faits de guerre matérialise leur raison d'être. Partant de là, les concepteurs agissent par à-coup, dans une logique de rente, de rentabilité ou d'urgence. Ils privilégient une production d'objets, de signes, de programmes individuels et épars au détriment d'un bien partagé, accélérant même la transformation tissulaire. Et d'ailleurs, l'urbanisme en tant que segment dans l'art de faire les villes est peu valorisé par les architectes bâtisseurs. Peu d'architectes se revendiquent urbanistes. L'urbanisme est un domaine assez marginal qui n'est pas comptabilisé comme secteur d'activité dans la corporation. L'intérêt particulier et la logique économique où la fonctionnalité prime, ramène la conception urbaine à la seule présence des architectes et quelquefois des seuls ingénieurs. Dans les

---

<sup>12</sup> La Branche de Naplouse est au sein du Syndicat la plus importante. Elle compte 330 architectes sur les 800 et 1800 ingénieurs sur les 6000, elle est suivie de Ramallah (200 architectes et 1200 ingénieurs) de Jérusalem

secteurs privé et public, les concepteurs mènent peu d'études et construisent sans aménager. La prestation des architectes elle-même se rabat de plus en plus sur celle des ingénieurs civils qui privilégient le fonctionnement usuel à l'expression architecturale.

La temporalité de la reconstruction a montré peut-être à quel point les cultures professionnelles se standardisent, du fait même de la concentration des fonctions de conception-réalisation et globalement de l'internationalisation des modes de faire<sup>13</sup>. Ce sont souvent les mêmes groupes ou bureaux d'études que l'on retrouve dans la reconstruction de la Palestine, ou dans l'économie immobilière des Emirats, organisant finalement le marché et une culture professionnelle sur la base de leur capacité financière et d'une expérience acquise au niveau régional<sup>14</sup>. Qu'ils soient bâtisseurs ou reconstruteurs, les professionnels palestiniens et du Moyen-Orient agissent sur des logiques de plus en plus internationales sans se départir pourtant de leur appartenance à l'entité régionale arabe. Et la mobilité est devenue une caractéristique essentielle des professionnels régionaux.

Peu d'architectes indépendants peuvent résister à la présence de bureaux d'études souvent régionaux dotés de moyens internalisant toutes les fonctions. Cette rationalisation des pratiques est aussi une demande des commanditaires privés, publics et internationaux. La standardisation a des conséquences sur les savoirs-faires locaux. Du fait même de l'internationalisation des prescriptions, une conception plus autochtone ou traditionnelle a disparu : comme l'architecture publique des années 50 déployée pour les dispensaires et hôpitaux, les modèles d'écoles chrétiennes, le travail de la céramique ou de la pierre, même si des efforts sont entrepris pour la transmission des savoirs-faires.

(126 architectes et 800 ingénieurs) enfin de Hébron (qui dénombre 75 architectes et 880 ingénieurs) et de Jéricho, district rural.

<sup>13</sup> On retrouve Arab Contractors amené par les investisseurs saoudiens allié à l'un des entrepreneurs palestinien mais transnational. Dar-al-Handasah a un représentant à Naplouse dans le cadre de la construction du Mall du centre-ville.

<sup>14</sup> Comme la très importante compagnie d'origine jordano-palestinienne Dar al-Handasah, présente partout dans le Golfe arabe, au Maghreb et en Afrique Noire, en particulier au Nigeria, pays pétrolier, pionnière des sociétés d'ingénierie intégrés. Dar al-Handasah est dotée d'un département d'urbanisme. La société compte plus de 1000 ingénieurs dans 80 bureaux On doit ces informations à E.Verdeil dans «*Urbanisme et urbanistes au*

De cette simplification des tâches de conception découlent deux conséquences. Le désengagement du processus de formation de la ville actuelle n'incombe pas aux pouvoirs publics mais aux concepteurs eux-mêmes. Ceux-ci ont opté massivement pour un investissement symbolique et individuel dans le secteur privé, ont privilégié la demande économique, à l'intérêt général. Ils se sont coupés du secteur public et de ses lieux potentiels de réflexion sur le projet urbain. Le fait le plus marquant reste ainsi la disjonction entre la sphère publique et la sphère privée, mais aussi entre les domaines de pensée de la ville et les domaines de réalisation. Il est clair que dans la construction collective et nationale, le milieu professionnel des architectes, pourtant détenteur d'un savoir-faire acquis à l'étranger, dépositaire de l'identité palestinienne n'a pas servi d'aiguillon auprès des politiques et des décideurs institutionnels et ils ne reconnaissent pas vraiment ces derniers comme des bâtisseurs territoriaux. A leur tour les acteurs politiques valorisent peu le rôle social ou culturel de l'architecte dans la gestion de la cité et la construction nationale. Une certaine rupture professionnelle et intellectuelle entre les deux sphères ne facilite pas l'émergence d'un débat autour de la ville, de ses fonctions sociales, de la régulation de ses besoins ni même la discussion politique autour du devenir territorial. Elle ne favorise pas non plus un rapprochement avec les concepteurs israéliens sur des projets d'intérêt général.

Ainsi les concepteurs, tous accaparés par leur activité individuelle se soucient peu du désordre urbain, foncier et de savoir comment le réparer. Et la quasi-totalité des professionnels les plus importants et influents expriment tous leur démission face aux pouvoirs publics, l'Autorité, les municipalités qui ont en charge l'urbanisme et sa régulation, sans jamais émettre quelque propositions pour résorber le déficit de politiques foncières et urbaines. Ni l'association, ni les concepteurs n'ont sollicité la création d'une instance urbaine, demander à participer à l'opaque Comité de Planification ou exprimer le besoin d'un cadre urbain et réglementaire plus exigeant.

L'activité immobilière privée pour le concepteur bâtisseur ne demeure-t-il pas le moyen de s'individualiser, d'acquérir une légitimité personnelle avant de se préoccuper

de la collectivité ? Le constat serait valable en Palestine comme dans d'autres situations d'après-guerre, en Europe ou au Liban. Néanmoins ce qui pourrait être lu ici, tantôt comme une dissociation entre identité professionnelle et appartenance ou identité nationale, tantôt comme une capitulation des architectes devant leur mission d'intérêt général, doit être clarifié. L'entrisme de certains concepteurs dans les affaires institutionnelles, la politisation de certains représentants (comme l'appartenance de l'actuel Président de l'association et l'actuel directeur du département d'architecture de l'Université de Bir-Zeit au *Fatah*) montrent que l'activité de la conception n'est pas étrangère à l'entrepreneuriat politique.

#### 4.1.2 Pensée technique et enjeux nationaux : lieux, formes, portraits croisés

On ne saurait donc mesurer le niveau d'émergence d'une communauté d'intérêts et de projets à partir de l'axe privé-public, de l'investissement dans la cité et du niveau de représentation collective. En parcourant le champ professionnel ou en interprétant le discours des architectes et les formes qu'ils produisent<sup>15</sup> on se rend compte que des «familles» de concepteurs, des langages ou des modes d'expression sont apparus. Des postures personnelles se démarquent aussi des positions communes et notamment nationalistes.

Il y a des concepteurs pour qui prime le registre formel pour exprimer l'histoire des lieux ou au contraire pour la démystifier. Ainsi une certaine architecture contextuelle se veut une manifestation directe de la croyance aux lieux de la «Palestinité». A l'inverse, un courant expérimental a vu le jour qui est la négation de la première réfutant un caractère régional ou contextuel de l'architecture. A un autre niveau, des territoires d'action, pas forcément liés au registre architectural, mais caractéristiques d'une temporalité politique sont apparus qui redéfinissent le rapport des concepteurs à l'énoncé politique. Nous appellerons «urbanisme humanitaire» et «cartographie politique» ces deux derniers domaines professionnels, près du politique et qu'il faut analyser comme de nouveaux modes d'expression ou d'action.

---

<sup>15</sup> L'analyse s'appuie sur les entretiens menés avec chacun des professionnels cités et les commentaires qu'ils font *in situ* de leur réalisations.

#### 4.1.2.1 Héritages et filiations : le cas de l'architecture contextuelle

Précédemment nous avons vu que l'attention portée au patrimoine était un des comportements culturaliste, historique ou nationaliste, qui s'est cristallisé dans la séquence historique récente. Une architecture néo-traditionnelle effectuée dans des reconstitutions architecturales et commerciales décontextualisées répond à une attente, celle d'une image locale renouvelée, débarrassée de ses références trop extérieures : comme le modernisme occidental. Moins culturaliste que la première, une architecture contextuelle est aussi apparue, influencée par des pionniers ou des modèles régionaux comme les architectes Rassem Badran et Jafer Tuqan, tous deux installés en Jordanie, mais nés et travaillant en Palestine. Badran a reçu le prix Aga Khan pour le parlement du Bangladesh, Tuqan a construit avec Kenzo Tange l'Université de Yarmouk et a reçu de nombreux prix<sup>16</sup>. Tous deux incarnent cette part d'exil d'un corps professionnel résolument attaché à son origine palestinienne, construisant en Palestine des bâtiments symboliques ou publics, comme l'université de Bir Zeit dans le cas de Badran, le nouveau campus de Al-Najah ou encore le projet du parlement palestinien à Abu Dees, la résidence privée de Arafat à Bethléem, le projet de musée national palestinien pour Tuqan. L'architecture de Badran ou Tuqan accorde toute sa place au contexte urbain et historique, aux images mentales, voire spirituelles dégagées par l'architecture du Levant, la restituant même quelquefois dans une évocation sensible ou littérale<sup>17</sup>. Elle procède d'une qualité émotionnelle basée sur la prise en compte des formes traditionnelles de l'habitat palestinien et donc d'une certaine idée culturelle restituée dans des formes simples et cubiques, mais sans essentialiser ces dernières,<sup>18</sup> sans intentions monumentales, et sans prétendre figurer une certaine idée du territoire vernaculaire de la Palestine historique<sup>19</sup>.

---

<sup>16</sup> Badran déclarait même vouloir transmettre ou réaliser une vision révolutionnaire de l'architecture arabe.

<sup>17</sup> Comme la Villa Handbal de Tuqan à Amman ou la villa Madi de Badran.

<sup>18</sup> Tous deux prétendent réinterpréter l'architecture locale en transformant les proportions et les échelles et sans altérer les qualités visuelles et spatiales du site. Ainsi, dans la construction de l'université de Bir Zeit et l'extension de l'université de al-Najah, Tuqan décalre être soucieux des qualités visuelles et sensibles du bâti : création de patios, gestion de la lumière naturelle, volumes rectilignes, souci des finitions et détails, des intérieurs.

<sup>19</sup> Entretien avec Tuqan, Amman, 1999 et Naplouse, 2004.

Ils sont également tournés vers un entrepreneuriat pan-arabique. La production des agences de Tuqan comme Badran concernent pour beaucoup les commandes privées et les investisseurs des pays du Golfe (Dubai et les Emirats). En interprétant leur architecture, on pourrait se référer à la définition d'un régionalisme critique donnée par Kenneth Frampton, comme la synthèse de la rationalité et de formes idiosyncrasiques<sup>20</sup>. Il y a bien là la marque de l'entre-deux mondes propre aux entrepreneurs transnationaux palestiniens, ne renonçant jamais à la mère patrie mais assumant aussi une identité large et régionale : celle de l'entrepreneuriat arabe construisant banques et résidences à Dubai et Ryad<sup>21</sup>.

Un certain nombre d'architectes locaux héritiers de Badran et Tuqan, formés par eux (Khoury, Ikess, Raout, Habbache, Anastase) se montrent aussi attachés à la qualité des lieux sans portée symbolique, sans intention historique. Ils s'inscrivent dans un courant qui loin d'être commémoratif, prend en compte le contexte ordinaire. Par exemple, Charles Ikess, formé en Australie, cherche à partir de son master d'architecture «*Toward an Ideology of Urban Form*» à agir sur le niveau perceptif de l'architecture. Quoique l'architecture au fil des contraintes subies se rabatte sur un registre de significations symboliques, comme la reformulation des arabesques<sup>22</sup>.

#### 4.1.2.2 *L'Avant garde ou le courant de l'expérimentation*

Très à la marge du courant des développeurs, de l'architecture néo-traditionnelle, une architecture d'invention est apparue, qui privilégie l'expérimentation sur la reproduction et sur la représentation historique. Ce courant très fragmentaire, «*expérimental*» ou «*polémique*» n'est pas un paradoxe. Il pourrait annoncer des changements encore peu perceptibles de la part d'une catégorie d'architectes palestiniens qui refusent toute identification à l'architecture traditionnelle et encore plus

---

<sup>20</sup> Cf. K. Frampton, «*Towards a critical Regionalism : Six Points for an Architecture of Resistance. The Anti-Aesthetic and the post-modern Culture*», in *Post-modern Culture*, Foster. H, (ed.), London, Pluto Press, 1983.

<sup>21</sup> Frampton note que le style international correspond aux phases récentes du capitalisme depuis la seconde guerre c'est-à-dire la combinaison d'un style international et l'inscription d'une spécificité culturelle dans une œuvre.

<sup>22</sup> On citera également le cas de Raout installée à Naplouse est l'une des rares architectes à travailler comme urbaniste, à mener des études d'insertion de ses réalisations. Elle était directrice du service d'urbanisme de Naplouse, elle a par ailleurs restauré un îlot dans la casbah devenu hôtel Yasmeen.



islamique. De même qu'ils cherchent à résister aux valeurs standards de l'ingénierie et de la rationalisation, en affirmant un imaginaire créatif, à défaut d'être utopique. Cette part infime de la production privilégie en effet le caractère conceptuel de l'œuvre sur son contenu fonctionnel. Elle utilise des langages osés, des façades aveugles et déstructurées pour s'affranchir des codes régionaux. En cherchant une définition possible de la modernité et de la localité, l'architecture «expérimentale» peut aussi inaugurer une crise des références de la ville palestinienne et régionale. En fait, elle indique que la forme bâtie doit être repensée en fonction de valeurs universelles et bien au-delà doit préfigurer «une avant garde» dans la région.

L'architecture et le discours d'Omar Youssef<sup>23</sup> est l'exemple le plus significatif. Il cherche à repenser la ville et l'architecte en fonction de valeurs universalisantes plus que culturalistes. Tous ses bâtiments sont à usage public<sup>24</sup>. Youssef déploie un répertoire qui pourrait évoquer celui de la déconstruction ou de l'architecture conceptuelle : façade désarticulée comme pour le Bâtiment du Croissant Rouge, façades aveugles et revêtement noir d'une mosquée, fragments de jardins éclatés à Gaza. On pourrait retrouver aussi les principes de l'architecture générique et de la congestion urbaine, travaillée pour ses études sur Jérusalem.

Pour Omar Youssef, Jérusalem doit être lue comme un tissu désordonné. L'architecture de Youssef pourrait être interprétée comme un acte de résistance à l'abus patrimonial, à la rhétorique régionaliste et «populiste» selon les termes du concepteur<sup>25</sup>. A partir de quoi sa posture est celle de la différence, de la recherche d'une définition possible de la modernité ou de «l'avant garde» locale. Cette architecture osée mais encore très isolée pose nécessairement la question de sa réception dans le champ professionnel, par les usagers des espaces créés et par le citoyen ordinaire. Elle induit inévitablement des difficultés techniques de conception, de construction. L'architecture de Youssef crée la surprise mais elle ne peut vraiment

---

<sup>23</sup> Architecte né et résidant à Jérusalem, titulaire d'un Master d'architecture à Berlin et ayant exercé en Allemagne et aux Etats Unis.

<sup>24</sup> Comme le bâtiment du Croissant Rouge à Ramallah, un projet de mosquée à Nazareth, un parc à Gaza.

<sup>25</sup> Entretiens avec Youssef, réalisés à quatre reprises entre mai 1999 et mai 2003.

s'épanouir dans le contexte local. Elle est peu mise en valeur et peu lisible<sup>26</sup>. Elle ne rencontre pas vraiment d'adhérence sociale et culturelle sauf auprès d'un public étranger et en premier lieu israélien. Mais le concepteur a permis à coup sûr de mettre à jour des pratiques nouvelles, basées sur le désir d'expérimentation. Il a incité la jeune génération à libérer ses propres espaces de créativité. Un courant émergent de l'architecture proto-déconstructiviste est à l'œuvre, visible dans les diplômes et dans les studio des écoles de Bir-Zeit et de Naplouse : rejet du style, références nombreuses au déconstructivisme et aux fractales de Zaha Hadid, au langage diagrammatique.



Figure 83 : nouvelle génération d'architectes

Ici l'immeuble du Croissant Rouge en chantier (Ramallah). Architecte : O. Youssef

En vis-à-vis : le camp mitoyen de Al-Amari

Image : G. Dupin (2003)

---

<sup>26</sup> La question de l'insertion urbaine semble négligée par le concepteur dans le discours et dans ses constructions.

#### 4.1.2.3 *L'urbanisme humanitaire : des passeurs de la cause palestinienne*

Pour ce qui est du rapport entre identités professionnelles et identités politiques, du rapport des concepteurs palestiniens à leurs collègues palestiniens, les frontières culturelles et politiques demeurent. Peu de concepteurs se risquent à normaliser leurs rapports professionnels avec leurs collègues israéliens et les opportunités de collaboration sont rares entre les deux communautés. Peu nombreux sont les passeurs entre les deux communautés. Rassem Khameisi qui avait travaillé sous le gouvernement militaire est l'un des rares urbanistes palestiniens et l'un des seuls professionnels à exercer dans les territoires et en Israël. Le *go-between* est en quelque sorte un droit acquis au titre d'une reconnaissance de son utilité professionnelle. En tant qu'arabe, il est le locuteur des Palestiniens. En temps qu'enseignant et titulaire d'un Doctorat de Haïfa, il a acquis une légitimité technique auprès de ses confrères de Jérusalem. Plus récemment sont apparus des passeurs d'un nouveau type, plus proches du militantisme et de la compassion à la cause palestinienne. Des O.N.G appuyées par des universitaires ou des professionnels reconnus s'investissent dans des projets urbains de proximité à Jérusalem, cherchant des contre-propositions réglementaires à l'urbanisme municipal israélien.

Force est d'admettre que la majorité de ces intervenants sont Israéliens<sup>27</sup> à l'exception d'une toute nouvelle association palestinienne créée par le juriste Mohammed abu Hartieh lié à la Maison de l'Orient. La mobilisation des professionnels israéliens rompt avec le séparatisme ou l'acceptation passive de l'occupation qui tenaient les deux milieux professionnels à distance. Elle redéfinit le point d'attache entre idéologie nationale et pensée politique. Elle indiquerait peut-être le passage d'une temporalité urbaine à une autre. Car les architectes à la conscience aiguë tout comme l'intelligentsia israélienne tirent les leçons de la longue implantation du sionisme. Une différence s'impose par rapport à la période d'occupation et de réunification de Jérusalem-Est : les discours et les pratiques de ces professionnels se veulent moins culturalistes ou volontaires que techniques et pragmatiques. Le langage des architectes est plus militant que culturel. Nous appellerons «urbanisme humanitaire» ce

---

<sup>27</sup> Parmi lesquels on citera B'Tselem, Gus Shalom, Binkom, le comité contre les démolitions.

mouvement qui n'est plus ciblé sur la réalisation d'un projet territorial, mais sur la défense des droits palestiniens. Il n'est plus question de repérer les différences de comportements urbains entre autochtones et israéliens, de produire des dessins minutieux de l'architecture arabe, mais de fournir une caisse de résonance au déséquilibre de la gestion urbaine. L'aide technique se veut réaliste, dans les limites politiques, car selon les termes de l'avocat Seideman, fondateur de l'Association *B'Tselem* :

«Commet déterminer ce que veulent les Palestiniens» ?

Très récemment, 150 architectes et urbanistes israéliens ont signé une pétition destinée à la Municipalité de Jérusalem contre la discrimination envers les citoyens arabes d'Israël dans la politique de planification et d'aménagement du sol, pour l'augmentation du volume de construction publique pour la population arabe et pour une meilleure représentativité des citoyens arabes dans les instances de planification. Le mouvement était coordonné par l'O.N.G *Binkom* (Planners for Planning Right), sans doute le groupe «d'urbanistes humanitaires» au caractère le plus opératoire. L'O.N.G *Binkom* créée en 2000, est constituée d'architectes, d'urbanistes et juristes impliqués dans des actions individuelles. *Binkom* agit en Israël, à Jérusalem mais aussi en Cisjordanie, à la différence des autres associations israéliennes cantonnées à Jérusalem. *Binkom* utilise l'expertise technique et juridique comme élément du débat et du jugement politique.

L'investissement de Samuel Groag, urbaniste et architecte indépendant, installé à Jérusalem est significatif de ces nouvelles trajectoires d'une partie du milieu professionnel, entre engagement moral et technicité. Il investit une partie de son temps dans la défense des citoyens arabes de Jérusalem et des Palestiniens. La posture le conduit à s'affronter à Hébron non seulement avec les colons mais l'administration militaire et à ses collègues architectes. Il est l'auteur d'un rapport d'expertise auprès de Cour Suprême, suite à la plainte de la Municipalité de Hébron pour le projet de promenade déjà mentionné et demandé par des colons de Kiryat Arba, souhaitant accéder sans encombre au Caveau des Patriarches. Le tracé de cette promenade aérienne coupe à la lisière de la vieille ville traverse un îlot historique et nécessite l'expulsion de plusieurs habitations. Le rapport de Groag a constaté que :

«Le tracé porte sévèrement atteinte à des valeurs culturelles, historiques, archéologiques et architecturales, de même qu'à la qualité de vie des habitants du quartier» de Jabber qui vivent là<sup>28</sup>.

Mais l'architecte a dû capituler devant l'administration civile et militaire de son pays au terme d'un rude conflit l'opposant à son collègue, Yigal Lévy<sup>29</sup> concepteur du plan de la promenade. Et suite aux oppositions des riverains à leur expropriations, c'est l'administration militaire qui a pris en charge la redéfinition du tracé de la promenade<sup>30</sup>. *Binkom* est engagé aux côtés des Rabbins pour les Droits de l'Homme, du Centre d'Information Alternative, du Comité israélien Contre la Démolition de Maisons (ICAHD) coordonné par Jeff Halper, autre «urbaniste humanitaire», sociologue urbaniste, professeur à l'Université de Tel-Aviv. Ce dernier mène des actions d'urgence et de mobilisation comme le transport sur les lieux des expropriations ou des démolitions, l'aide d'urgence aux familles expropriées, la collecte de fonds et les campagnes de sensibilisation internationale, la reconstruction de maisons palestiniennes en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et à Jérusalem-Est. Le Comité cherche les voies réglementaires pour limiter les démolitions notamment en interférant auprès du Service Municipal d'urbanisme de Mr Papé et auprès de Meir Mergalit élu en charge de l'urbanisme de Jérusalem. On citera encore le pool d'urbanistes autour de l'O.N.G *BT'selem*<sup>31</sup>. L'association a deux orientations : l'analyse détaillée du développement israélien en Cisjordanie et la confection de projets urbains plus équitables pour

---

<sup>28</sup> Extrait d'un communiqué de presse de *Binkom*, décembre 2002.

<sup>29</sup> Ygal Lévy pour l'étude du tracé a collaboré avec un architecte égyptien. Le maître d'ouvrage est la société Israël Government Tourism Corporation.

<sup>30</sup> Dans le même esprit d'opposition, *Binkom* a élaboré le contre plan d'aménagement du quartier de Jebel Mukkaber à Jérusalem-Est réservé à des «zones vertes» où les résidents ne peuvent obtenir aucun permis d'extension ou de construire. Groag élabore pour le compte du Centre de Jérusalem pour les Droits de l'Homme un rapport d'expertise sur les effets de la route de contournement Ofra-Beit-el planifiée par l'administration civile des territoires. *Binkom* prépare également un plan d'aménagement et de planification pour le village bédouin Kassar-a-Seir, près de Beer-Sheva, village non reconnu par les autorités israéliennes. Le projet est le fruit d'un séminaire commun entre les habitants et des urbanistes. En collaboration avec des associations d'arabes d'Israël, *Binkom* prépare aussi un rapport sur la situation des localités arabes pour ce qui concerne le logement, les équipements publics, les plans d'aménagement du sol, emploi etc. Il s'agit à partir d'éléments techniques de fournir un cadre de référence aux dirigeants de la communauté arabe d'Israël dans leurs négociations avec les autorités.

<sup>31</sup> Créé autour de l'avocat Seideman. L'association comprend quatre architectes dont Eyal Weizman architecte diplômé de la AAA School de Londres. Ce dernier a participé avec un autre architecte (Segal) à une exposition d'ampleur : Territories, Islands, Camps and other States of Utopia produite par Institute for Contemporary Art of Berlin en 2003. L'ouvrage publié à cette occasion *A civic occupation*, E. Weizman, R. Segal (eds), Tel Aviv, Babel 200, dénonçant l'occupation et présenté également au Salon 2002 de l'Association Internationale des Architectes a été censuré par l'Ordre des Architectes d'Israël.

Jérusalem-Est proposés ou en relation avec la Municipalité<sup>32</sup>. *B'Tselem* produit des supports innovants : revues, expositions, agissant plus par dissémination de ses publications auprès de la communauté intellectuelle internationale, mais sans vraiment de contact avec les intellectuels ou professionnels palestiniens<sup>33</sup>.

L'engagement des architectes et urbanistes israéliens dans ce nouveau champ n'est pas un paradoxe. «L'urbanisme humanitaire» est un nouveau territoire d'action pour toute une communauté israélienne de sentiment, d'autant que les praticiens palestiniens eux, sont accaparés par leur propre survie ou sont dépourvus de moyens, sans stratégie collective sans engagement. Cette nouvelle médiation qui peut prendre des formes singulières a des limites. L'ordre établi des choses laisse peu de zones de contact entre les professionnels des deux communautés, là où l'espace urbain est travaillé peut-être moins par les pratiques interactionnelles que discursives. Les architectes ne sont pas familiers d'un tissu urbain sur lequel ils prétendent agir, n'y ont pas accès, et ont peu ou pas d'échange avec les interlocuteurs palestiniens.

Peu de praticiens palestiniens se risquent à évoquer en plein jour une possible collaboration avec des partenaires israéliens pour ce qui concerne Jérusalem, à rompre la politique de l'inertie menée par l'Autorité Nationale et la Maison de l'Orient. A leur tour les professionnels israéliens refusent de s'engager dans des postures dont ils ne maîtriseraient pas la portée : la remise en cause de la souveraineté d'Israël, le «self-government» de la partie arabe de la ville Jérusalem ou la participation des citoyens à la sphère publique, à des comités de quartier par exemple qui pourraient renverser l'ordre des choses. D'autant qu'il ne peut prétendre parler ou agir au nom de son concitoyen palestinien, l'acteur de compassion fixe ici les frontières de sa médiation politique ou humanitaire et de son discours, ramenant ceux-ci à leur point unique de référence : l'appartenance ou l'attachement à l'Etat d'Israël.

---

<sup>32</sup> Les plans de Beith Hanina, Ras el Hammud réalisés par l'architecte Ariella Ronel, membre de *B'Tselem* mais qui est également architecte en chef pour un îlot central à Jérusalem pour le compte de la Jerusalem Development Compagny.

<sup>33</sup> Par exemple, pour *B'Tselem*, Eyal Weizman, contourne la difficulté d'accéder aux sites en travaillant sur des données aériennes et par hélicoptère. Groag approche la vieille ville de Hébron depuis les colonies.

#### 4.1.2.4 *Les nouveaux cartographes et le nouvel usage de l'objet-carte*

Ceux que nous appellerons les «nouveaux cartographes» sont des professionnels palestiniens, géographes ou architectes, occupant également un champ précis, celui de la communication géopolitique. Depuis l'échec des dernières négociations de paix en décembre 2000, à Camp David, l'équipe d'experts composée de géographes, cartographes, planificateurs, démographes appartenant souvent aux Minsitères, ayant participé de près ou de loin aux discussions, ont acquis la certitude que la communication et l'argumentation sur le contenu des propositions de paix sont devenues nécessaires, là où les médias, les adversaires de l'Autorité Palestinienne, les déçus de la gauche israélienne auraient plus ou moins rejeté la responsabilité de l'échec des discussions sur les dirigeants palestiniens. Si la géographie «sert à faire la guerre»<sup>34</sup>, l'Etat d'Israël a depuis toujours placé le territoire, l'espace, au cœur de son projet politique. Les Palestiniens le savent bien, qui ont, au cours des dernières décennies, éprouvé la machine de guerre israélienne, son dispositif d'expertise militaire et urbaine. Ils ont dû également affronter lors des négociations de paix, toute une culture de la géostratégie que savent utiliser les conseillers israéliens, américains, les diplomates des Nations-Unies<sup>35</sup> et avec laquelle ils ne peuvent prétendre rivaliser.

C'est une certaine codification des «termes de l'échange», qu'amènent les négociations politiques : marchandage sur le pourcentage de terres à rétrocéder, comparaison des gains et des pertes, tracés de zones provisoires A et B, échanges de colonies contre territoires autonomes, rétrocession des terrains le long de la ligne verte contre corridors et des passages sécurisés. Les termes de la négociation sont soumis à interprétation, selon que l'on se situe à l'intérieur ou à l'extérieur d'une frontière : 1948 ou 1967, selon que l'on inclut ou non Jérusalem-Est<sup>36</sup>. Les discussions sur le

---

<sup>34</sup> Selon le titre de l'ouvrage de Yves Lacoste, *la Géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Petite Collection Maspero, 1976.

<sup>35</sup> Sur ce point, nous nous référons à nos entretiens avec des membres du groupe de négociations mais aussi au livre du journaliste Charles Enderlin, rendant compte du déroulement des négociations, in *Le rêve brisé, Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient*, 1995-2002, Fayard, 2002.

<sup>36</sup> Exemples d'interprétation des chiffres : Israël estime à 4% la part des territoires qu'ils proposent d'annexer, les palestiniens l'estiment à 10%. Quand Israël affirme amplifier son retrait de la Cisjordanie (à 94%) les Palestiniens prétendent le contraire car ils incluent Jérusalem-Est dans les Territoires. Les

redéploiement on l'a dit, tiennent peu compte du territoire réel, complexe imbriqué et qui encombrerait le protocole des négociations.

Face à la géostratégie, il semblerait que les Palestiniens se sont présentés désarmés sans stratégie urbaine, sans plans à déplier, sans projet formalisé. Lors des premières discussions d'Oslo en 1993, l'équipe des conseillers ne détenait aucun document cartographique, ceux-ci ne pouvant être produits et n'étant pas autorisés par le régime d'occupation. Et en ce qui concerne le cercle très restreint des négociateurs : Abu Mazen, Abu Amar, Abu Ala', Yasser Rabbo, des commentateurs n'hésitent pas à remettre en cause leurs aptitudes :

«Aucun d'entre-eux ne parlaient un bon l'anglais ou n'avaient une expérience dans la négociation internationale et encore moins la géostratégie»<sup>37</sup>.

Lors de la conférence de Tabah en 2000, le groupe palestinien des négociations de paix qui comprenait des géographes du Ministère de la Coopération (MOPIC), avaient amené un arsenal de données, statistiques, expertises sur le redéploiement. Mais à entendre ces techniciens de l'antichambre des décisions, le travail de prospective et de géostratégie a eu peu d'utilité au stade des discussions restreintes autour de Yasser Arafat et Abu Mazen<sup>38</sup>.

On peut penser que le déséquilibre et l'échec des discussions entre les deux parties israélienne et palestinienne en 2000, tel que la seconde en fait part, tient à l'inégalité des modes d'argumentation technique notamment pour des questions comme le tracé de Jérusalem, les incidences urbaines et foncières des propositions de redéploiement. En échange de quoi la partie palestinienne a, au fil de son expérience, acquis des compétences, a pris conscience de la fonction politique des cartes et des données de travail. Depuis peu, elle souhaite à son tour utiliser l'objet-carte comme ressource discursive et de démonstration. Il s'agit à partir de toute une entreprise de communication basée sur des données urbaines, de démystifier les propositions

Palestiniens comptabilisent les pertes en fonction de la surface de la Cisjordanie (les 22%), les israéliens calculent en terme de sous-entités (A,B,C).

<sup>37</sup> Ce sont là les propos d'Edward Said dans Archéologie de la Feuille de route, *Al-AbramWeekly*, n°642,12 - 18 juin 2003.

<sup>38</sup> Entretiens avec différents conseillers présents aux négociations.



territoriales faites par Israël, appelées dans le langage commun «proposition avantageuse» et que les Palestiniens refusèrent.

Vu de loin, toute une communication effectuée par de nouveaux techniciens, au moyen d'outils cartographiques doit permettre un rééquilibrage des discours sur l'échec d'un processus géopolitique, expliquer les propositions de l'adversaire, montrer en quoi elles n'étaient pas acceptables, renverser les jugements en défaveur de la partie palestinienne. Vu de près, ne devrait-on pas chercher à voir l'apparition de nouveaux langages permis par la cartographie, la géostratégie et qui sont des pratiques discursives et non discursives intervenant dans un espace déterminé par le politique ? Car le souci ou le besoin de médiation ouvre sur un domaine de savoirs. Une nouvelle culture technique avec des données spatiales sophistiquées : topographie, relevés, tableaux, démographie ne prennent plus le territoire comme objet de connaissance mais comme objet d'énonciation politique.

Bashar Juma'a est l'un de ces nouveaux cartographes, opérateur politique et acteur technique parcourant le monde, invité à rendre compte de la réalité géopolitique. Urbaniste et architecte, formé en Europe, il avait jusqu'à ce jour la responsabilité de la mise en oeuvre du Système d'Information Géographique au Ministère de la Coopération. Il est conseiller technique de l'équipe des négociations depuis 2000 et participe aux discussions sur la feuille de route approuvée au printemps 2003. Lors de ses interventions dans des rencontres internationales, il utilise tout un corpus de données, non plus comme mode descriptif mais comme mode discursif clairement revendiqué. Il s'agit de simuler les effets négatifs d'un traité de paix avec Israël, tel qu'il fut présenté à Camp David ou Tabah.

Est-ce là une technicisation de l'énoncé politique ou une forme de politisation de l'outil technique ? Les communications sont rigoureuses, présentées avec des images de synthèse. Cartes et diagrammes représentent la fragmentation territoriale, la perte de territoires, l'expansion de la colonisation, et autres ambiguïtés sur les tracés des zones autonomes ou du Grand Jérusalem. La géographie devient donc une modalité de discours.

#### 4.1.2.5 Cartes, plans de communication et significations historiques possibles

Depuis la reprise du conflit et de l'*Intifada* en 2000, des produits de communication apparaissent : publications de plans et interprétation des cartes géopolitiques sur la Palestine depuis 1967, documents numériques et digitaux sur l'espace, ses barrages, ses coupures, sur le tracé et l'impact du nouveau mur de séparation, etc. Tous utilisent l'expression cartographique qui tranche avec les outils de communication utilisés jusqu'ici, comme la narration et autres descriptif généraux sur l'occupation. Ils sont diffusés en librairie par les O.N.G et Internet<sup>39</sup>. Ils sont élaborés par des géographes, membres d'O.N.G, des universitaires ou des conseillers européens militants. L'énoncé est ainsi disséminé voire généralisé, diffusé à l'échelle internationale. Et ce n'est plus seulement l'image de Quds qui s'affiche à l'intérieur des administrations, des O.N.G, mais le dessin de la «matrice d'expansion coloniale israélienne» pour reprendre le nom d'une carte appelée *Matrix*, publiée par le comité contre les démolitions. L'objet carte change de statut et de contenu : il ne sert plus à constater, ni même à constituer un corpus de données mais à contester le discours et l'argumentation de la partie adverse, à rendre réversible son monopole de la géopolitique.

A plus forte raison, c'est la fonction symbolique de la carte qui change. A une époque donnée, l'Etat anglais mandataire en Palestine puis l'Etat souverain israélien considéraient la carte, le recensement et autres instruments d'enquête comme leur domaine réservé. Jusqu'à récemment, les acteurs politiques palestiniens se contentaient de narrer des faits d'appropriation, d'occupation, sans éléments spatiaux. Aujourd'hui, la cartographie est devenue une ressource politique et discursive interne et externe. Cartographier, codifier, quantifier le territoire correspond en Palestine à de nouveaux besoins mais qui ne sont pas forcément suivi d'effets. On citera parmi les outils apparus les inventaires archéologiques du Ministère de la Culture et surtout les bases de données démographiques issues du recensement exhaustif des populations de Gaza et

---

<sup>39</sup> Par exemple les O.N.G Arij ([arij.org](http://arij.org)) et Peacenow ([peacenow.org](http://peacenow.org)) consacrent leurs sites internet à l'achat de plans, photos satellites et retranscription cartographique de la situation foncière. Le nouveau mur de séparation construit en 2003, aujourd'hui quasi achevé fait l'objet de plusieurs sites Internet et documents graphiques très détaillés à l'initiative de la plate forme d'information «Stop the Wall».

Cisjordanie. Celui-ci a eu lieu en 1997 et l'Autorité Palestinienne en avait fait une priorité.

La discipline anthropologique s'est plu à analyser différents objets culturels comme les recensements, les musées comme des catégories post-coloniales dérivant des normes métropolitaines, rendant intelligibles de nouveaux types de rapport entre savoir et pouvoir dans les sociétés contemporaines qui furent colonisées. Ce serait le point de vue d'un Bernard Cohn, et plus récemment de James Clifford, ou d'Appadurai<sup>40</sup> qui isolent ces objets, comme autant de formes idéologiques du savoir et du pouvoir colonial destinées à la classification, au contrôle des populations mais réappropriées par les «indigènes». Plus généralement, Anderson dans *l'Imaginaire national* montre les moyens par lesquels des outils de communication, comme les journaux, partis de l'occident se retournaient contre ceux qui les importaient dans les colonies. Anderson étendait la démonstration aux musées archéologiques, instruments occidentaux appropriés par les Indigènes, comme en Asie du Sud-Est et en Inde. Tour-à-tour, la carte, les recensements et les musées, seraient les objets réversibles du nationalisme et du colonialisme. En Palestine peut-on prétendre que les données militaires, géographiques, la carte, objets de domination coloniale sont aujourd'hui les outils du dominé et de la lutte pour son émancipation ? A l'âge de la lutte coloniale et politique qui est loin d'être achevée, toute la question est de savoir comment se constituent ces instruments de savoirs, plus spécialement dans le domaine urbain ; dans leur articulation aux éléments généraux de connaissance ou au contraire dans leurs composantes locales ou affectives.

## 4.2 AUTOUR DE LA VILLE : LA CONSTITUTION DES SAVOIRS

---

<sup>40</sup> B. Cohn, *Colonialism and its Forms of Knowledge, The British in India*, Princeton University Press, Princeton, 1996, ou "Beyond the fringe. The nation State, colonialism and the technologies of power", with N. Dirks, June 1988, in *Journal of Historical Sociology*, pp.224-239 ; J. Clifford, *The Predicament of Culture: twentieth century Ethnography, literature and Art, 1988* ; «Les musées comme zones de contact», in *Dédales*, n°5&6, printemps 1997, Paris, Maisonneuve & Larose, pp.246-257. Mais le débat est ouvert par Clifford lui-même de savoir si ces objets repérés outre mer, n'étaient pas avant tout des catégories internationales.

«La pratique discursive ne coïncide pas avec l'élaboration scientifique à laquelle elle peut donner lieu» faisait remarquer Foucault à propos de la formation d'objets scientifiques et de l'histoire en particulier<sup>41</sup>».

On voudrait en venir en fait à cet instant central où s'articulent à l'intérieur du champ fragile des sciences de ville et de l'historiographie urbaine, les savoirs généraux et les savoirs identitaires. A l'échelle large des sciences de la ville, que ce soient l'architecture, l'urbanisme et les sciences sociales attenantes, de quelle façon, la composante disciplinaire est-elle liée à la composante nationale ou patriotique ? Peut-on dire que des catégories de savoir sont produites en fonction de ces derniers ?

#### 4.2.1 Les lieux de savoir et de la transmission identitaire : les Universités

Dans les trois universités de Al-Najah et Bir-Zeit ou de Gaza, la plupart des enseignements sont devenus opératoires après 1995, même si la création des cursus de bachelor d'architecture est plus ancienne<sup>42</sup>. Au sein du cursus de bachelor, les enseignements sont avant tout techniques et fonctionnels<sup>43</sup>. Un *master* d'Urbanisme (*Urban planning*) est délivré à l'Université Al-Najar de Naplouse depuis 1998 et à Bir-Zeit depuis 2002, mais les sciences sociales (sociologie urbaine, histoire, philosophie) dans le *master* d'urbanisme comme dans les cursus d'architecture sont peu représentées. Le rapprochement avec les sciences sociales se fait dans le cadre de travaux de terrain : par exemple par le biais d'enquêtes sociales, économiques en quartiers anciens. Les départements d'architecture ne délivrent pas de doctorat ou *master* d'architecture. Les architectes, eux sont peu présents dans la recherche, en dehors de rares travaux

---

<sup>41</sup> L'Archéologie du Savoir, *op.cit*, p.81.

<sup>42</sup> A l'Université Al-Najah à Naplouse, la plus importante et la plus ancienne université palestinienne, le département d'Architecture et des sciences de l'Ingénieur a été créé en 1980 à l'ouverture de l'Université. Celui de l'Université de Bir-Zeit en 1989 et celui de l'Université Islamique de Gaza en 1987. Les trois universités forment des bachelors d'architecture. Chaque promotion comporte environ 60 étudiants et environ trente étudiants obtiennent leur diplôme. A Bir-Zeit on compte une quinzaine d'enseignants dont 4 titulaires de doctorats et 3 en cours de thèse. A Naplouse, 7 professeurs sont titulaires de Doctorats et une dizaine d'enseignants sont titulaires de *Master*.

<sup>43</sup> Dans les trois Universités le cursus d'architecture est une spécialisation professionnelle. Le cursus de Bachelor d'architecture sur cinq ans comprend des enseignements techniques les deux premières années (physique, mathématiques, etc) puis spécialisés en dessin et architecture, Géométrie descriptive, perspective, principes de volumétrie, CAO, histoire de l'architecture locale et islamique, théorie de l'architecture, histoire de l'art, etc. Une partie des enseignements est consacrée à l'urbanisme lors des dernières années : structure urbaine des villes arabes, planification régionale, aspects économiques, restauration du patrimoine, GIS, énergie solaire.

concernent le patrimoine ou Jérusalem arabe du XIX<sup>ème</sup> siècle. Et ils sont peu reconnus comme intellectuels participant à la production de concepts élaborés sur la société, la ville.

#### *4.2.1.1 L'empirique, le technique pour préparer l'avenir de la nation*

Le rapport entre enseignement théorique et pratique traduit le caractère technique de la discipline et une volonté d'inscrire son caractère opérationnel. Ce parti pris technique est destiné à rejoindre ou révéler le processus de construction nationale, ses modalités institutionnelles. Il s'agit bien de «préparer les architectes aux conditions locales» selon la brochure du département de Bir-Zeit, c'est-à-dire former localement un milieu professionnel, des architectes, voire des urbanistes palestiniens pouvant exercer en Palestine, éventuellement dans les pays arabes proches.

Aussi l'apprentissage des compétences d'architectes et ingénieurs se fait en relation avec la sphère institutionnelle et non académique. Contrairement aux architectes professionnels installés, les départements d'architecture coopèrent avec les Ministères et des ingénieurs des Ministères ou techniciens, interviennent dans les modules d'enseignement<sup>44</sup>. Finalement c'est à partir de l'empirie que se constitue le socle des compétences locales. Les départements d'architecture affichent un souci d'efficacité et de pragmatisme. La capacité de retranscription, la formalisation de situations urbaines très réelles ou immanentes font partie de l'acquisition de compétences. Et les ateliers, cours et studios dans les universités sont très orientés vers la prise en charge de questions très concrètes : à chaque fois on retrouve la réhabilitation des centres dévitalisés et du patrimoine urbain ou rural. Mais certains territoires d'expérimentation ne sont pas encore admis : tout travail sur l'insertion des

---

<sup>44</sup> La création du Centre d'Urbanisme et de Planification régionale (CURP) de Naplouse mis en place et dépendant de l'université al-Najah traduit d'ailleurs bien ce rapprochement entre Université et pouvoirs publics en vue de construire un champ disciplinaire : celui de l'expertise locale urbaine. Le centre créé en 1998 fonctionne comme centre d'études à destination des collectivités publiques. Il est composé de professeurs du département d'architecture et d'urbanisme, emploie des étudiants stagiaires et est destiné à fournir des études urbaines ou apporter son assistance technique dans différents domaines de projets et de décision. Le centre prépare les plans directeurs pour plusieurs villes (notamment Tulkarem, Djénine) mais aussi des plans de restauration de la vieille ville de Naplouse à court ou long terme.

camps de réfugiés, leurs principes de régénération à court terme restent bannis ou difficile, moins par les enseignants que par les étudiants habitant en camp<sup>45</sup>.

#### 4.2.1.2 *Apprendre dans la contrainte, aux confins de la fiction*

Un certain nombre de principes liés à la réalité sociale et historique, aux poids des représentations définissent donc les modes d'apprentissage des étudiants. En lui-même, le contexte territorial définit un champ de contraintes et d'expression pour le jeune étudiant. Quelles sont les façons de travailler des étudiants dans la situation d'enfermement territorial, quand la régularité des cours, en raison de la difficulté d'accès à l'université n'est jamais assurée ? L'auto-apprentissage ou la transmission des cours par Internet et le travail au domicile sont des moyens de substitution aux interruptions des enseignements durant les couvre-feux ou en raison des difficultés pour se déplacer. Pour les travaux de terrain les étudiants, comme les enseignants, sont empêchés le plus souvent de pratiquer in situ. Il leur est très difficile de sortir au-delà de leur village ou de leur lieu de résidence (Bir-Zeit ou Naplouse). Ils ne disposent donc pas toujours de sources à jour pour leur objet d'études, ils ne peuvent pas se rendre dans les mairies et dans les ministères, et ceux-ci, pour les mêmes raisons, ne disposent pas toujours de données fiables.

Les étudiants construisent une représentation mentale et imagée des lieux sur la base de matériaux «de seconde main» : photographies plus ou moins à jour, données plus ou moins erronées. Et les modes de rendus souvent imagés, abstraits sont là pour se substituer aux données physiques et quelquefois à une perception réelle des lieux. Les travaux relèvent alors de la figuration, entre perception et reconstitution d'une image d'un territoire a-observé, sans regard, sans présence. Les étudiants privilégient de plus en plus un rendu virtuel, abstrait sans pour autant amener une réflexion conceptuelle et urbaine pour compenser la perte de vision des lieux et de leur complexité. L'objet abordé est ainsi souvent détaché de son environnement.

---

<sup>45</sup> A Al-Najar très récemment des réticences étaient formulées par des étudiants participant à un studio consacré à l'insertion urbaine du camp de Azkar où certains d'entre-eux habitent, dans un contexte où l'évocation même de l'intégration des camps, de leur reconnaissance comme entité urbaine est loin d'être admise politiquement et symboliquement.

Il faut dire que l'architecture dans les deux universités n'est pas abordée dans ses principes polémiques et imaginaires. La discipline n'est pas conçue comme un champ de forces mais comme pratique fonctionnelle. L'approche dominante, hyper formaliste ne satisfait pas une partie croissant des étudiants reprochant aux enseignants de trop rabattre l'architecture, voir l'urbanisme, composant minoritaire, sur ses aspects pragmatiques et sur les particularismes locaux et régionaux<sup>46</sup>. Ce rapport de force revêt ici une rupture intellectuelle et générationnelle. Les jeunes étudiants sont davantage tournés vers la recherche de créativité visuelle, vers d'autres formes d'architecture que locale mais aussi vers ses enjeux internationaux. Les enseignants pionniers sont eux marqués davantage par le devoir national et par des formes d'expression plus identitaires ou régionalistes que la jeune génération.

Il s'agit de savoir si la posture régionaliste et la recherche d'une continuité historique de l'architecture locale sont récurrentes ou non dans le corpus des enseignements. La prise de l'idéologie sur le discours scientifique peut-elle être repérée dans les enseignements d'histoire de l'architecture et des villes ? Dans cette composante peut-on parler de transmission de références historiques et identitaires, sinon de constitution d'un objet régional ?

#### *4.2.1.2 Que transmettre de l'histoire des villes ?*

L'apprentissage de connaissances qui doivent être utiles est destiné à «développer la sensibilisation des architectes et de la société à l'architecture locale» selon la brochure du département de Bir-Zeit. L'analyse des cursus et des enseignants à Al-Najah et Bir-Zeit, mais aussi Gaza témoigne d'une réelle préoccupation pour l'architecture régionale et l'art islamique, l'identité architecturale palestinienne, ses modes de préservation, ses systèmes de construction au détriment de modèles

---

<sup>46</sup> Ainsi récemment, une délégation des étudiants de Bir Zeit appuyée par certains enseignants contestaient la légitimité du directeur du département, jugé traditionaliste et souhaitaient une réforme du cursus qui soit plus tourné vers l'international, les esthétiques contemporaines.

universels. L'architecture contemporaine, la théorie de l'architecture ou de l'art, au-delà des aspects régionaux restent peu abordées<sup>47</sup>.

L'enseignement de l'histoire de l'architecture consacre, comme à Bir-Zeit, les civilisations anciennes : égyptienne, mésopotamienne, grecque, byzantine, notamment à partir du modèle civilisationnel de Jérusalem. Les études de paysage, sur le même principe, comprennent un volet sur l'histoire des jardins dans le contexte arabo-musulman. L'enseignement de l'histoire de l'architecture accorde la primauté à l'art «mamelouk et arabo-musulman» et à la stabilité de la présence architecturale arabe ou palestinienne. Cette dernière prévaut comme source de savoirs. Et les enseignements donnent tout leur sens au culte du patrimoine mamelouk, ottoman, byzantin de la ville de Jérusalem.

Sous couvert de scientificité ou d'efficacité, l'enseignement s'attache surtout à étudier et à reproduire le modèle culturel et spatial de la cité arabe, organisée historiquement autour de la mosquée, des souk, sans que celui-ci puisse toujours correspondre à une réalité sociale ou un contenu politique. Le fonctionnement des espaces urbains contemporains, les principes de composition de la ville occidentale sont peu enseignés. On privilégierait donc un espace sur un autre et la transmission d'un modèle culturel sur un autre. Les enseignants de Bir Zeit et Al-Najah sont pourtant formés et ont travaillé à l'étranger, en Allemagne, Grande Bretagne, USA. Mais, si les langages architecturaux européens sont leur point de référence, il semble qu'à leur retour ils se tournent vers une pratique ou un enseignement plus régionalistes que cosmopolites<sup>48</sup>.

#### 4.2.1.3 *L'ordre de la transmission*

De là, peut-on dire que le patriotisme ou le régionalisme agit dans les modes d'apprentissage, dans la constitution et la transmission des savoirs ? Une sorte de doctrine veut qu'une architecture palestinienne contemporaine doit se référencer à la

---

<sup>47</sup> Un cours de troisième année à Najah concerne la théorie de l'architecture et dans les trois universités de Cisjordanie, il existe un cours sur l'architecture contemporaine en troisième année.

<sup>48</sup> Constat tiré d'entretiens avec plusieurs enseignants sur le sujet (Dr Khalidi et Dr Hamad professeurs d'architecture à Naplouse, Dr Amro, à Bir Zeit).



culture islamique, qu'elle soit réinterprétée ou renouvelée. Pourrait-on alors parler d'une «société de discours» ayant pour fonction, selon Foucault : <sup>49</sup>

«De conserver ou de produire des discours pour les faire circuler dans un espace fermé, et les systèmes d'éducation sont une façon de maintenir une appropriation sociale des discours.»

Dans le cas palestinien, des principes ou des savoirs identitaires sont systématisés et intériorisés par des protocoles universitaires : l'approbation des directeurs et Présidents d'Universités sur les enseignements, l'agrément du Ministère de l'Enseignement supérieur. La posture identitaire est largement relayée par les intellectuels et les acteurs sociaux. Ainsi Ihsan Fathi, architecte et conseiller au Ministère de l'Habitat dans une communication sur l'identité architecturale palestinienne, présente l'architecture islamique :

«Comme source de toute chose en raison des typologies communes au *Sham*, (au Levant) [...] L'architecture régionale est vue comme multi-fonctionnelle avec des plans évolutifs. [...] Mais «il est impossible d'imaginer un immeuble palestinien qui ne soit pas en pierre»<sup>50</sup> explique-t-il en se référant aux travaux de Badran et Tuqan comme modèles de l'architecture régionale.

Il pointe par ailleurs le faible degré d'invention d'une architecture contemporaine de style international, sans invention car «la ville doit se référer à l'architecture islamique»<sup>51</sup>.

Ce qui est en cause, n'est pas tant le sentiment d'appartenance qui s'exprime dans des modes de transmission ou d'apprentissage, mais une certaine dépréciation des autres réalités urbaines liée au fait discursif. Ainsi, le camp demeure refoulé ou réfuté comme lieu d'urbanité ou comme lieu de connaissance urbaine, même si les enseignants sont, sur ce point, souvent moins déterministes que leurs étudiants. La ville de Jérusalem reste, elle abordée dans sa magnitude. Et les cours ne s'attardent pas sur le désordre, l'informalisation de la ville et l'altération de son image ou sur des propositions de régénération, un projet urbain possibles. A l'image des praticiens, peu d'enseignants se risquent d'ailleurs à remettre en cause la position officielle et politique de la chaise vide sur la question de Jérusalem.

---

<sup>49</sup> In *L'ordre du discours*, *op.cit.*, p.41.

<sup>50</sup> Ihsan Fathi, The role of architectural heritage and urban reconstruction in Palestine, in *Reconstruction of Palestine*, *op.cit.*, p.398 et 402.

<sup>51</sup> In *ibid*, p. 398.

Le fait le plus significatif reste donc que des pans entiers de la formation des villes, au premier rang desquelles figure Jérusalem ne sont pas vraiment enseignés. L'influence de l'architecture moderne comme l'apport du mouvement du Bauhaus, l'architecture européenne de l'après-guerre certes peu importante, ou encore l'architecture de terre et plus généralement les principes culturels occidentaux ne sont pas pris en compte. L'apprentissage et la transmission de savoirs dissolvent quelquefois des séquences historiques entières, comme la présence occidentale et ses influences au profit de la seule continuité arabo-musulmane, au profit des représentations traditionnelles de l'organisation urbaine. Finalement ne serait-ce pas la reconnaissance de courants liés à la présence étrangère, tout comme celle des discontinuités historiques, la mise en valeur de la pluralité des formes architecturales mais aussi d'usages complexes de la ville qui seraient négligés ?

Oubli, négligence ou ignorance ne prennent pas la même signification dans le contexte transitionnel mais encore colonial de la Palestine. Il existe un ordre de la transmission des savoirs ou un fonctionnement idéologique de ces derniers qui dissout le principe de singularité au profit de la continuité historique. Cet ordre de la transmission, on le retrouve dans les sciences sociales périphériques au champ urbain.

#### **4.2.2 Enjeux historiographiques ou enjeux identitaires**

Depuis leur création, durant la période d'occupation et de résistance, les Universités sont demeurées évidemment le lieu visible de l'identité nationale et de la quête d'indépendance. Le champ de l'histoire et de la sociologie politique palestinienne est immense. Dans les départements de sciences sociales, l'enseignement donne lieu à une stabilité du thème régional ou nationaliste et les enseignements sont structurellement tournés vers la «Palestinité» et ses formes d'expression. La lecture de la *Nakbah* et du sionisme, les travaux sur l'organisation communautaire des camps et des villages, l'histoire du mouvement nationaliste et de la diaspora ne correspondent-ils pas

au vœu de «recomposition du national éclaté» évoqué par Pierre Nora dans *Les Lieux de mémoire* à propos de sociétés d'après-guerre<sup>52</sup> et à un principe de mémoire généralisée ?

#### 4.2.2.1 *La forme des sciences sociales*

Dans les sciences sociales, il s'agit peut-être de faire coïncider identité et savoir. Les travaux en sociologie, histoire, anthropologie et sciences politique font naturellement primer l'énoncé historique, la logique nationale au détriment des singularités. Il est alors logique que les disciplines généralistes capturent le fait social et surtout urbain, ramènent la forme spatiale de la cité à sa forme politique ou communautaire. Les camps comme les établissements humains ne sont pas décrits dans leur caractère matériel, dans leur organisation spatiale. Les travaux scientifiques restent peu nombreux qui désignent l'entité camp comme espace d'urbanité et pas seulement comme lieu d'identification ou d'organisation sociale des réfugiés. Et peu d'attention est finalement apportée à la façon dont les réfugiés produisent réellement du tissu urbain, la façon dont ils fabriquent de la ville. Dans les productions scientifiques, le rapport entre forme spatiale et sociale, une anthropologie de la ville ou dans la ville apparaissent peu ou sont oubliés<sup>53</sup>. Le constat est le même pour ceux des jeunes étudiants en architecture et urbanisme qui veulent de plein pied entrer dans la forme urbaine, la question spatiale.

Les études urbaines sont encore muettes. Elle s'en tiennent pour beaucoup à un type de paysage et de territoire vernaculaire, à une histoire des lieux et de leur mémoire. Salim Tamari formé à Berkeley, sociologue déjà cité et par ailleurs directeur de l'Institut des Etudes de Jérusalem, est l'un des très rares chercheurs à travailler sur des faits urbains, sur les rapports entre citadins et réfugiés, la constitution d'un espace public. La revue éditée par son institut *Jerusalem Quaterly Files* est sans doute la seule du genre qui introduit l'espace et l'histoire de la ville dans le champ historiographique : la présence de l'archéologie anglaise, la vie durant le mandat, Jérusalem en 1948, l'état politique des travaux en sciences sociales et en archéologie, etc. Mais si un domaine

---

<sup>52</sup> «L'ère de la commémoration», *Les lieux de mémoire*, tome 3, P.Nora (dir.), *op.cit.*, p.1010.

<sup>53</sup> Discussions avec Salim Tamari, sociologue et avec les étudiants de sociologie de Bir-Zeit.

historiographique, par exemple avec Sharif Kanaana et Nazmi Ju'bney professeurs d'histoire et d'archéologie<sup>54</sup> a pu s'épanouir dans un cadre universitaire à peu près opératoire, il suit le développement national et la conscience nationale.

Alors qu'en Israël, les sciences de la ville rendent désormais largement explicite la ville comme catégorie scientifique et de pratiques sociales, les conditions d'apparition d'un domaine scientifique lié à la ville se doivent d'être questionnés en Palestine. En Israël, on peut considérer que les sciences humaines, dont la géographie, la sociologie urbaine, l'historiographie urbaine, l'histoire culturelle de l'urbanisme sont des domaines constitués. Tout un domaine d'études universitaires rend compte des fractures urbaines, des lieux de paupérisation ou des politiques qui concernent les nouveaux migrants ou les Arabes Israéliens.<sup>55</sup> En Palestine, l'histoire urbaine tout comme la recherche architecturale et urbaine sont peut-être des champs non constitués des sciences sociales parce qu'ils perpétuent un rapport difficile entre histoire, savoir et mémoire.

#### 4.2.2.2 *L'esthétique du discours scientifique et technique*

Revenons à Jérusalem. Voici ce que dit Rashid Khalidi l'un des plus éminents historiens palestiniens, professeur à l'Université de Chicago :

«Dans le panorama actuel de Jérusalem, plusieurs contrastes sautent aux yeux. Le plus frappant est celui entre le ciel bleu et la luminosité de la pierre avec laquelle Jérusalem a été construite et le soleil brillant qui se reflète dans les lieux saints comme le Haram al Sharif. Ce contraste entre la pierre et le ciel est manifeste depuis des siècles et nous savons que cela a été le cas depuis le début de l'époque islamique. Celui-ci a été amplifié encore par les grands bâtisseurs de la ville utilisant le bleu et l'or, couleurs du ciel et du soleil pour édifier le dôme du roc. Mais un autre contraste est celui qui apparaît immédiatement au spectateur actuel.

Il y a une troublante disjonction entre la structure ancienne de la vieille ville, en particulier la fabrique traditionnelle islamique utilisant la topographie de la vieille ville entourée de ses superbes murs construits par le plus grand des Sultans ottomans et la nouvelle ville, israélienne, avec des bâtiments modernes [...] Il y a une certaine harmonie entre les constructions de pierre de la période mamelouke et ottomane qui restent visibles dans la vieille ville, sa structure ommayyade, abbaside, fatimide, des croisés.

---

<sup>54</sup> Tous deux sont enseignants à Bir Zeit et travaillent sur la constitution d'un fond d'archives orales et visuelles sur les villages palestiniens disparus (notamment Ayn Hud et Salameh). Cf. S. Kanaana, *Methodology on the Destroyed Palestinian Villages Project*. Paper delivered at the Carleton-Bir Zeit Workshop, Carleton University, Ottawa, Ontario, 1989.

<sup>55</sup> On pense aux travaux de Yftachel sur le planning israélien, déjà cités comme ceux des géographes Elsa Efrat, Amiran Goren, de l'historien Rabinovitch.

La même chose est vraie pour la topographie construite en dehors des murs qui date de la dernière période ottomane et du mandat anglais, parmi lesquels les villas des quartiers arabes de Sheikh Jarrah, Ras el Amud, Silwan [...] Il y a un contraste entre d'un côté un paysage qui construit une topographie, de l'autre des constructions de type militaire et agressif.

Les collines construites dans la partie arabe de Jérusalem sont sans sensibilité pour les traditions locales. Dans le reste du territoire, ce sont les quartiers arabes qui sont obstrués à la vue par la vision des colonies». <sup>56</sup>

Ainsi si la magnitude de Jérusalem est reconnue, Rashid Khalidi ne dira rien de la dégradation de la partie arabe de la ville. La formulation campe le rapport entre les intellectuels palestiniens et l'objet même de leur savoir. L'immense force symbolique ou mythique des lieux est à l'œuvre. Et avec elle, le risque de dissolution ou de dévalorisation de l'histoire urbaine ou de condensation des perceptions urbaines. L'étonnant provient de ce que historien, directeur du Centre d'Etudes Internationales de l'Université de Chicago et président de l'association pour les Etudes sur le Moyen-Orient dans les Universités Américaines, soit troublé ou conditionné par la parabole de Jérusalem idolâtrée comme unité matérielle. Au point de ne pas voir le désordre des quartiers arabes ramenés ici à la stricte figure de la vieille ville, du paysage biblique sacrifié au profit de l'expansion israélienne.

Vu de plus près, l'énonciation scientifique mentionne l'opposition entre deux types de paysage : le contraste entre la ville occidentale et orientale, entre vide et plein. Cette pastoralité de Jérusalem en vis-à-vis de l'artifice d'Israël ne prolonge-t-elle pas une certaine idée non nuancée de la ruralité arabe opposée à l'urbanité juive, que de nombreux travaux et discours se sont plus à maintenir ? En Palestine, la pierre blanche de Jérusalem, la force des collines vues comme intactes ou magnifiées par le plan des anglais, spoliées par la présence intempestive juive dans le centre reconstitué du Cardo, continue de commander la culture de la ville comme elle aussi commande le discours scientifique. D'une certaine façon :

«C'est dans la forme cubique en pierre que sera recouvert le passé».

C'est le souhait de l'architecte Ishan Fathi, conseiller du Ministre du Logement, déjà cité, celui-ci critiquant au passage autant les apports du mouvement moderne

---

<sup>56</sup> «Transformating the Face of the Holy City Political Messages in the Built Topography of Jerusalem», R. Khalidi, *Jerusalem Quarterly file*, Jerusalem, Institute of Jerusalem Studies n°4, 1999, pp. 21-29, *op. cit.*, p. 21-22.

«abrupt» occidental mais donnant des exemples d'architecture régionale et méditerranéenne. Pour le technicien :

L'inventaire des sites des villages et de l'architecture traditionnelle qui doit être effectué «ne doit pas être celui de Conder, l'explorateur allemand auteur du premier relevé exhaustif de Palestine qui ne s'intéressait qu'aux paysages bibliques, pas aux villages»<sup>57</sup>.

Et d'ailleurs les locuteurs palestiniens, en premier lieu, le directeur des *waqf*-s ou les architectes restaurateurs de la *Welfare Association* s'empressent toujours de signaler à tort ou à raison les faibles compétences des architectes israéliens et le faible savoir-faire de la municipalité de Jérusalem en matière de patrimoine. Au-delà, les concepteurs, enseignants insistent toujours sur la faible connaissance qu'ont les Israéliens de l'histoire palestinienne et le sentiment glorieux israélien «qui ne reconnaît que les ancêtres» selon la formule de Khalidi.

L'entreprise de réparation historique va de pair avec une «idéologie du primordial» note l'historien Neves Flores à propos de l'historiographie brésilienne. Et d'ajouter que l'esthétisation de l'histoire apparaît dans le choix de ce qui serait supposé être la meilleure qualité visuelle, le meilleur «style de vie» ou dans une «harmonie naturelle» considérée comme idyllique<sup>58</sup>. Tel pourrait être le cas ici d'une esthétique voulue comme idéale, dramatisant la force des villages et de leurs pierres contre la prétendue urbanité juive.

Le sentiment national qui signifie aussi une souffrance est un élément unitaire qui relie la communauté palestinienne, des politiques aux scientifiques, aux universitaires. Il unifie peut-être les discours et homogénéise les savoirs au profit de la continuité historique. En Palestine, le champ de la connaissance urbaine au premier rang duquel figure l'histoire urbaine est conditionné ou ramené à un principe, sinon une politique de la mémoire. D'une part, la période de pacification n'a pas fait fléchir la production historiographique sur la *Nakbah* et autres entreprises contre l'effacement de l'identité palestinienne. Toute une série de publications, de données urbaines destinées au grand public ou aux scientifiques active ainsi l'histoire de la présence palestinienne,

---

<sup>57</sup> Ihsan Fathi, The role of architectural heritage and urban reconstruction in Palestine, in *Reconstruction of Palestine, op.cit.*, p. 398 et 402.

depuis l'ère cannéenne sans cesse sublimée, esthétise les lieux de mémoires, peuple le vide laissé par la perte du territoire. Pour s'en tenir à l'objet territorial, l'obsession de la trace mémorielle est présente dans bien des productions culturelles, comme les revues liées au patrimoine. Il faudrait citer aussi l'édition de photographies et de cartes anciennes, les nouveaux guides alternatifs touristiques, l'édition de plusieurs documents sur l'architecture de Jérusalem<sup>59</sup>. Mais on doit tenir compte au sein du dispositif de mémoire des conditions existentielles de ceux qui produisent des objets et des discours.

#### 4.2.2.3 *La dimension perdue du territoire*

Rashid Khalidi dans son célèbre ouvrage sur l'identité palestinienne se pose la question de savoir quelle est la ville palestinienne, qui dans le cadre d'un Etat Nation indépendant se substituera à Jaffa et Haïfa, villes perdues, fétiches des Palestiniens et surtout de leur élite :

«Des questions pratiques doivent inclure le fait de savoir comment les substituts de Jaffa et Haïfa, en temps que centres intellectuels, culturels et économiques vont fonctionner avec Jérusalem comme capitale.»<sup>60</sup>

De la même façon, lorsque le vice-Ministre Samir Abed, chargé de la planification, par ailleurs géographe, nous désigne Jérusalem et son devenir, il trace les contours de la vieille ville. Son doigt parcourt le tracé des faubourgs de Sheikh Jarrah, pensant que ceux-ci sont vides, à aménager. Dans une sorte d'oubli social, il s' imagine les environs de la ligne verte restés intacts, même si ceux-ci sont maintenant peuplés d'hôtels et de constructions (israéliennes) et que la ville s'est délitée. Le fait est d'importance : le conseiller à l'instar d'autres décideurs, n'a pu accéder à Jérusalem depuis quelques années, et on peut penser qu'il ne se résout pas à faire le deuil urbain de Jérusalem. L'oubli social explique peut-être que bon nombre de descriptions, cartes,

<sup>58</sup> Dans «Histoire et patrimoine» in *Patrimoines en folie*, H.P Jeudy (dir.), Paris, Ed de la Maison des Sciences de l'Homme, 1990, pp. 291-297, *op.cit.*, pp. 294-295.

<sup>59</sup> Par exemple la revue de la Fondation *Welfare* pour la conservation du patrimoine ou l'inventaire des sites Archéologiques du Ministère de la culture sont vendus en librairie. L'O.N.G *Rivaq* a publié un livre sur les maisons de Palestine, *Memoirs Engraved in Stone : Palestinian Urban Mansions*, D. Khasawneh, Jerusalem, Rivaq & Institute of Jerusalem Study, 2000. Le Ministère du Tourisme a édité *Fi Rua' Filastin*, un guide touristique pour les écoles. On mentionnera le guide touristique Palestine et Palestiniens de Sabri Giroud édité en français et anglais par le Groupe de Tourisme Alternatif en 2000 ou *The Conservation of Jerusalem*, Khaled Khatib, for Passia, 1993.

plans et projections fonctionnent par omission ou par refoulement. La ville de Al-Quds est la plupart du temps représentée sans extérieur, ignorant le Grand Jérusalem. Celui-ci est représenté vide, par amnésie ou parce que l'on est privé de le visiter.

Le scientifique ou l'intellectuel ne sont pas forcément au plus près des questions urbaines car ils sont bien souvent accaparés par la restitution affective de l'histoire et de la géographie du territoire palestinien, celui-ci étant déjà plus ou moins perdu. Pour les professionnels, les politiques, les historiens ou géographes, le territoire palestinien et surtout le devenir spatial de Jérusalem ne s'incarneraient pas tant dans la projection empirique ou matérielle et rationnelle de plans, cartes, programmation, que dans le passé. L'espace, la ville ne se représenterait pas dans le présent ou le futur d'un projet mais dans la dimension perdue du territoire. On comprendrait mieux dès lors la faible valeur accordée au projet urbain et à l'urbanisme en Cisjordanie comme à Jérusalem. Pour les Palestiniens, toute description du territoire et de ses villes, demeure souvent rabattue sur la représentation mentale ou d'autres formes de reconstitution symbolique. Les objets de mémoire, le village perdu, la pierre, et autres fétichisation sinon dramatisation des marques de la Palestine historique enserrent la présence du passé.

### 4.2.3 Faire de l'histoire urbaine

Toute une culture de la continuité historique de la Palestine compose largement les faits de discours et le corpus des savoirs urbains. L'immersion dans une histoire existentielle, dans un espace-temps affectif ne menace-t-elle pas la constitution d'un objet et d'un champ de savoir autour de la ville, dès lors que l'on admet que l'écriture de l'histoire urbaine de la formation des villes, est ce travail du temps dans l'espace, plus que celle de la narration de la réalité historique ? «Faire de l'histoire» selon la formule de Nora ne devrait pas s'appliquer à une entreprise idéologique de réparation

<sup>60</sup> In *Palestinian Identity. The Construction of modern national Consciousness*, op cit., p.206.



nationale qui éviterait de voir l'histoire «qui confond l'histoire en tant que discipline théorique avec tout ce qui est arrivé à l'histoire<sup>61</sup>».

Au plus près de l'expérience palestinienne, les conditions d'émergence d'une histoire renouvelée si elle advient, sera à mettre en parallèle avec celle qui s'est formée en Israël à partir des nouveaux intellectuels. En Israël, une communauté scientifique est désormais plus ou moins indépendante ou en mouvement en vis-à-vis de l'idéologie et du nationalisme, remettant même en cause l'image de la nation, cherchant les voies d'un Etat «post national»<sup>62</sup>. Des géographes et historiens des universités de Tel Aviv, Beer Sheva ou Jérusalem pénètrent l'envers du décor de la nation et de la souveraineté et de l'unité d'Israël, comme Sternhell, Kimmerling, Ram<sup>63</sup>. En Palestine, les sciences sociales n'en sont pas à ce stade de pouvoir dépasser un travail de narration de l'entreprise de dépossession. Mais quelques travaux inversent le principe d'une histoire qui unifie quelquefois les singularités spatiales et sociales au profit d'une seule mémoire nationale, voire d'un domaine national d'histoire.

Déjà des chercheurs laissent entrevoir des brisures, des postures plus singulières. Salim Tamari, sociologue déjà cité, Issam Nissar professeur d'histoire à l'université de Quds<sup>64</sup> entreprennent de reconnaître les discontinuités et les fractures de l'identité palestinienne avant et après la *Nakbah*. Les travaux déjà cités de Sari Hanafi sur la diaspora remettent en question l'idée autoritaire de l'appartenance primordiale du palestinien à sa communauté originelle. Hanafi dans ses travaux sur les Palestiniens transnationaux fait primer les logiques de communication, de territorialité et mobilité voire de territoires circulaires sur le concept de centralité palestinienne. Il avance déjà le

---

<sup>61</sup> La formule est ici non de Nora mais de l'historien brésilien Luiz Felipe Baeta Neves Flores, à propos de la constitution d'une histoire nationale brésilienne, dans «Histoire et Patrimoine», in *Patrimoines en Folie*, H.P. Jeudy (dir.), Paris, eds de la Maison des Sciences de l'Homme, 1990, pp.291-297, *op. cit.*, p.296.

<sup>62</sup> Expression de Adir Ophir, philosophe israélien.

<sup>63</sup> Il faudrait ici citer les travaux de Kimmerling, «Between the Primordial and the Civil Definitions of the Collective Identity», in *Comparative Social Dynamics*, E. Cohen, M. Lissak, U. Almagor (eds.), pp.262-283, Boulder, Westview, 1985 ; Adi Ophir, par exemple «The identity of the Victims and the Victims of Identity: A critique of Zionist Ideology for a post-Zionist Age in *Mapping Jewish Identities*, L. Silberstein (ed.), ou ceux dans la même lignée ceux de Uri Ram, «Post-Nationalist Pasts : the Case of Israel», *Social Science History*, 24, 4 (1998) et *The Changing Agenda of Israeli Sociology : theory, ideology and identity*, Albany, State University of New York Press, 1995.

<sup>64</sup> Parmi ses articles publiés, on mentionne «National Identity» in *Palestine-Israel Journal*, Jerusalem, Middle East Publications, vol 9, n°1, 2000.

thème d'une sociologie du retour à partir de la « normalisation » potentielle des lieux de vie des réfugiés<sup>65</sup>. Le même enjeu pourrait concerner la fabrique de la ville pour dépasser l'extraordinaire densité de l'objet national. Dans tout cela, il faut au terme de l'analyse revenir sur les modalités plurielles et contrastées de la reconstruction.

---

<sup>65</sup> Nous nous reportons ici aux séminaires organisés par Hanafi dans les centres de recherche (sur les réfugiés et la diaspora comme SHAML) ou à Muwateen (centre en sciences sociales). Voir aussi Hanafi, «Flexible Transnational Survival Practices of Palestinian Transmigrants/Returnees and Inflexible State Policies: Crafting the Palestinian Extra-Territorialized Nation-State, Paper presented at the Third Mediterranean Social and Political Research Meeting, Florence, Mars 20-24, Mediterranean Programme, Robert Schumann Centre for Advanced Studies, European University Institute, non publié.

## CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

L'ensemble des pratiques urbaines de reconstruction, leurs débordements et leurs écarts doivent être lus dans leur signification large. Dans le contexte des sorties de guerre, l'acte de construction signifie les modalités par lesquelles la communauté locale souhaite recouvrer une liberté d'action, fût-elle limitée d'action. Le monument, l'aménagement, le fond patrimonial, signifient ce fait de pouvoir «s'approprier ses destinées»<sup>66</sup> là où l'individu prétend dépasser son statut ou sa condition, acquérir une faculté d'agir.

La reconstruction palestinienne a désigné un désir d'ancrage et de localité. La communauté atteste qu'elle fait ou veut faire partie du monde. Tel est le sens donné à l'ensemble des interventions sur le cadre urbain bâti et de ceux qui les accomplissent : le corps des architectes ou les promoteurs, les décideurs politiques, les acteurs transnationaux dans le contexte de la transition politique. Tout a consisté à réunir la communauté à la fois autour d'un imaginaire national ou à activer la conscience collective : de la fabrique urbaine plus ou moins manquée, à la mise en discours de la question de Jérusalem et des réfugiés relançant l'existence d'une Palestine perdue et en lutte, à la repatrimonialisation de Hébron, et Naplouse relançant l'entreprise de mémoire. Qu'il s'agisse de la politique de préservation ou de transformation des vestiges, de l'urbanisation désordonnée des quartiers récents, à la généralisation de la valeur d'échange, l'ensemble de ces pratiques urbaines de la Palestine récente exprime le désir de recouvrer une présence collective à travers l'avènement d'un territoire-nation autonome.

Le besoin d'attester par des preuves de la présence nationale légitime chaque acte réalisé dans l'urgence, l'immédiateté. Des pans entiers offerts à l'urbanisation, et même à une sorte de privatisation des enjeux urbains, soumis à un traitement marchand, annoncent un changement d'image des villes. D'un autre côté, une véritable politique de reconquête du patrimoine architectural et culturel a donné lieu à des projets

---

<sup>66</sup> Expression de Remy Baudouin dans «Imaginaire culturel et représentations des processus de reconstruction en Europe après 1945» dans *Les reconstructions en Europe, 1945/1949, op.cit.* p.311.

d'envergure ou plus diffus. La ruine et le vestige réhabilités apportent la garantie que rien n'a changé. Il faut aussi mettre en relation l'ensemble de ces comportements urbains avec la phénoménologie et l'espace-temps propres à l'habitant palestinien. C'est un espace-temps limité, fermé et lourd, là où il reste difficile pour lui de formuler un projet : construire, s'installer déménager, quitter le territoire, se projeter dans un ailleurs et dans un futur proche, dans un autre statut et d'autres limites territoriales que celles qui lui sont assignées. Privé d'un espace originel, il continue d'aménager son présent rétréci sans «horizon d'attente» mais au contraire en fonction d'un temps et d'un territoire passés devenant le présent historique. Toute la valeur des choses, le vécu prend par entre ce futur non matérialisé et le passé qu'il cherche à retrouver dans les formes les plus symboliques, de la reconstitution d'une imagerie, à la lutte politique jamais délaissée<sup>67</sup>. L'état «d'exception territoriale» durant un demi-siècle a continué également d'agir fortement sur les corps, les processus cognitifs, les perceptions spatiales et temporelles et autres repères mentaux. Toute intervention sur l'architecture et le patrimoine en Palestine, tout acte de construction apparaît comme une victoire sur le temps, l'avenir incertain, sur la limitation générale du droit d'échanger, de circuler, de bâtir. Et ceux qui édifient se soucient peu des règles urbaines. Bien au contraire : tout objet matériel et construit désigne l'ancrage, la territorialisation, «l'être-là» quoi qu'il advienne.

Peut-on dire qu'un laboratoire d'expérimentation urbaine a existé dans cette courte période de sept ou huit années ? Toute une entreprise de savoirs de pratiques a servi la réunification symbolique de la communauté, quelquefois dans des formes ouvertes liées à l'apparition d'un marché mondial, quelquefois plus entropiques. La reconstruction nationale a produit de la «localité». Les objets, l'architecture qui sont apparus à mi-chemin entre le capitalisme vernaculaire, les flux transnationaux et la nouvelle culture publique, à l'instar de Bethléem 2000, ne se départissent pas de leur

---

<sup>67</sup> N. Picaudou assigne un caractère de rédemption à toute une mémoire sociale liée au territoire perdu que le palestinien chercherait toujours à retrouver, dans «Identité-mémoire et construction nationale», in Picaudou (dir.), «La Palestine en transition», *Annales de l'Autre Islam*, n°8. N. Picaudou va jusqu'à parler du caractère rédempteur de la lutte nationale. «A l'absolu de la dépossession de soi répond la radicalité de la lutte armée», *op.cit.*, p. 343.

signification locale symbolique. Ils interviennent dans la construction de la nation, celle-ci ne pouvant pas non plus être conçue en dehors d'influences culturelles.

Le projet de reconstruction et la période de pacification a eu ce caractère libérateur. Mais les changements spatiaux et urbains sont évidemment loin d'être démontrés dans la période, en l'absence de perspective politique mais aussi de profondeur historique qui nous permettrait de prendre la mesure d'une transformation symbolique. Si les contrastes avec la période longue d'occupation militaire sont évidents, du fait même de la naissance du proto-Etat Palestinien et de l'autonomie politique, il serait vain d'opposer ou de renvoyer deux à dos deux modes de gestion de la société urbaine. L'autonomie n'a pas de créer des outils urbains, ni au projet urbain d'émerger autour d'une communauté d'intérêt. Un ordre de discours des institutions historiques dépositaires de la lutte nationale hésite à prendre en compte des populations urbaines qui sont les symboles et victimes de la dépossession : camps de réfugiés et citoyens de Jérusalem. L'élément identitaire, politique et le principe de mémoire sont partout présents dans les pratiques discursives et dans la constitution d'une historiographie urbaine et de disciplines autour de la ville.

Il s'agissait de voir comment ceux qui produisent la ville, des savoirs, des dispositifs spatiaux peuvent s'affranchir de leur passé collectif c'est-à-dire effectuer ce passage entre empreinte coloniale et décolonisation. Les enjeux ontologiques de la reconstruction ne se révèlent-ils pas comme étant proches d'autres situations post-coloniales ou de transition ?

## CONCLUSION GENERALE : LA VILLE, MESURE DU MONDE ET L'HISTORIOGRAPHIE A VENIR

L'un des buts de ce travail était de donner à lire des lignes de force, des temporalités urbaines, plus ou moins courtes dans un espace donné, à partir de la découpe des espaces et des périodes. Notre recherche partait des singularités de l'espace palestinien, au regard de son histoire, avec la place centrale de la guerre, du conflit et de la présence étrangère. L'histoire urbaine n'a pas été considérée comme l'histoire régulière des villes et de ses structures<sup>1</sup>. Tout le temps de notre recherche, nous aurons cherché à manier plusieurs pôles, celui des pouvoirs étrangers et locaux sur l'espace, la forme des villes et les catégories d'analyse ou de représentation de ces dernières. Le questionnement sur les relations entre ville, hommes et pouvoir nous a amené à opérer des coupes, à envisager ce jeu d'échelles, entre acteurs, espaces de proximité, usages et savoirs où l'on pense percevoir à la bonne distance l'objet urbain. En fin de compte, que signifie l'évolution si vaste et complexe du territoire, sa dramaturgie pour la vie urbaine? Nous touchons ici au premier aspect historiographique et méthodologique.

Notre conclusion aura cette dimension risquée ou insolente de vouloir considérer la ville palestinienne moins au filtre de la géopolitique, de la temporalité de la reconstruction et désormais de la réoccupation, que dans son rythme propre et ordinaire. «L'espace a une autonomie» selon les mots de Daniel Nordman à propos des frontières et la «tentation est grande de le lier à la naissance et au développement de la nation»<sup>2</sup>. La thématique nous a appris tout le temps la complexité des acteurs, la superposition des projets pour renoncer à une totalisation de l'histoire de la ville. Mais après tout, on pense devoir s'attarder sur le rythme propre de la ville. L'approche de la ville palestinienne, sous influence ou en guerre doit être rapportée au moins autant à ses mutations et ses représentations où dominent le sentiment national et la lutte territoriale, ses empreintes coloniales, qu'à son temps propre. Elle oblige à revenir sur

---

<sup>1</sup> Sur ce point voir « Ecrire une histoire contemporaine de l'urbain », R. Baudouï, A. Faure, A. Fourcalt, M. Morel, D. Voldman, *Vingtième Siècle*, n°27, 1990, pp.97-106.

<sup>2</sup> «De la frontière», *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, n°5, septembre 2003, pp.1049-1053.

le traitement des temporalités politiques et les coupures admises. Car au-delà d'une question de méthode, est engagée une vision du temps historique et urbain.

Ainsi le processus historique de colonisation et d'occupation est le plus souvent, pour ne pas dire toujours, validé comme la borne temporelle de rupture et de désordre du paysage, du déséquilibre entre les hommes et leur espace. Les établissements humains sont réputés avoir été ébranlés par le pouvoir militaire et souverain d'Israël. Il ne fait pas de doute que le paysage «lent» a été bouleversé par un techno-projet, par le cadre d'exercice d'une souveraineté extérieure, sinon d'un biopouvoir qui bouleverse les usages, même si les pratiques intra-urbaines, elles, ont été peu modifiées. Mais dans le jeu de l'espace et de ses représentations, il existait un désaccord entre les hommes et la ville depuis un siècle. Trois éléments majeurs convergent vers l'idée de l'impuissance des identités urbaines dans la Palestine orientale.

Le premier est celui du temps démographique. Malgré la pression démographique au milieu du XXème siècle en 1950, le territoire est resté plutôt inerte, les villes restent peu peuplées, avec une topographie sociale particulière. La chronologie du peuplement ne suit pas la forme urbaine. Les pôles urbains sont encore intacts mais des villes-camps aux formes hypostatiques sont apparues. Rappelons que Ramallah compte à peine 5000 habitants en 1948 quand apparaissent les camps de réfugiés, ces ensembles compacts, autonomes déjà ou en tout cas en tension avec l'ordre territorial.

Le second élément est le divorce entre les habitants et la ville, au stade de la mise à jour d'espaces contrastés de peuplement urbain entre montagne, camps, villes côtières, pour ne pas dire d'une tension entre cité et arrière-pays. Enfin au stade de la construction de la nation dans la dernière décennie, celle-ci a mis les villes en miettes, avec des quartiers intervalles défigurés et non configurés, sans recherche d'un cadre d'investigation pour la cité, sans aspirations pour un modèle métropolitain attractif. Dans le siècle, l'impression qui ressort est celle de villes en gestation, en demi-teinte, plus que l'idée surimposée du contraste entre ruralité et urbanité.

L'histoire révèle des contradictions entre le temps politique et urbain. Dans la dialectique du temps et de l'espace, tout semble opposer la gouvernance institutionnelle, militaire, coloniale, nationale et la structure sociale du territoire. Bien avant d'être un espace partagé, de qualité, la ville palestinienne est un espace de

confrontation, de sédimentations juridiques, mais le processus de fabrication dévoile tout à la fois des usages anciens et une liminarité de son cadre de production. Au stade des concordances et des divergences des temporalités, il faut reconsidérer l’empreinte du temps sur l’espace. Il faut lier le thème de la mémoire et de l’unité physique et symbolique, et prendre la mesure des «dénivellations» selon le terme de Lepetit ou des décalages historiques.

Ainsi, la période anglaise a amené une armature qui a redoublé les divisions entre les sociétés arabes et juives, et a subverti la structure géographique en privilégiant les nouvelles villes. A l’articulation de la volonté des réformes coloniales, de leur temps d’application et des populations, il existe de nouvelles combinaisons, comme celles des lotisseurs et du renouvellement urbain à l’Ouest de Jérusalem. A l’est le système urbain est moins changeant. La structure relationnelle en Palestine n’a suivi ni les réformes des Anglais, ni les figures de leurs nouveaux territoires. L’évolution n’est donc pas mécanique, ni prévisible :

«Politique d’aménagement et réforme s’appliquent à des ensembles dont les passés différent et les systèmes d’habitat et les formes d’urbanisation sont l’image déformée de très anciens schémas de peuplement»<sup>3</sup> nous a rappelé Lepetit. Il parlait ici des villes françaises.

Qui n’a vu en Palestine ce mouvement, la dialectique complexe entre politiques urbaines, contenu relationnel, structure mentale ou géographique ? Les villes palestiniennes sont porteuses de modes anciens de fonctionnement qui persistent. Que ce soit le culte du sacré, les représentations vivaces autour du paysage rural, tout ramène à cette présence vivante du passé. Mais le temps long et stationnaire, celui de l’icône de la Terre Sainte pure et intacte heurte sur la catastrophe, la *Nakbah*, figure de la spoliation, évènement historique, qui rejaillit à son tour sur le mythe de la tradition, de la défense du territoire.

Hobsbawm dans *L’invention de la tradition*<sup>4</sup> a montré à quel point la tradition avait ses rites, sa formalisation, ses symboles réinventés, dont celui de la continuité historique. L’idée s’applique aux deux «flancs» du territoire de la Palestine historique.

---

<sup>3</sup> B. Lepetit, *Les villes de la France moderne, 1740-1840*, Paris, Albin Michel, 1988.

<sup>4</sup> E. Hobsbawm, T. Ranger (eds.), *The invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.



L'opposition voulue entre architecture occidentale et traditionnelle, la réactivation des références culturelles, la persistance du sacré, du culte de l'architecture, l'esthétique de la ville «de pierre» amenée par les Anglais, pourvoyeurs de réformes, sont devenus des références locales que ces derniers n'avaient sans doute pas soupçonné.

A l'échelle des espaces bâtis, des îlots, des rues et surtout de Jérusalem, l'éclairage du présent de l'histoire produit des formes. La proposition de Halbwachs, qu'il avait étudiée à Jérusalem est encore tenable : des populations transforment le paysage à leur image et s'enferment dans le cadre qu'elles ont construit, et accroissent toujours le poids du passé. Le processus est continu dans le siècle. On retrouve une topographie décrite par Halbwachs, un enchevêtrement du religieux et du politique, dans les reconfigurations actuelles du territoire, y compris les plus extrêmes comme celle permise par le «pouvoir total» d'Israël. Dans le temps contemporain, la ville est demeurée la réserve d'imaginaire de la Terre Sainte, et les ambitions politiques s'appuient sur le religieux, et ce pour tout le siècle, et pour les deux sociétés, arabe et juive, israélienne et palestinienne.

On se résigne ou on renonce à ne jamais pouvoir saisir au cours du siècle, une cité «weberienne » avec ses catégories, marchande, politique, bourgeoise, ou le modèle graduel du changement urbain, une métropolisation dont Jérusalem-Est aurait présenté les potentialités, en raison des appropriations successives et abusives, tantôt du sacré, tantôt du militaire et du politique. Les sociétés urbaines sont séparées, les villes n'ont pas le même statut d'Est en Ouest. Jérusalem est restée comme suspendue à l'image d'une cité semi-moderne, puis neutralisée par le processus de réunification et pour longtemps. Mais ces éléments sont amenés ici pour déplacer le point de vue, en l'inscrivant dans une posture qui dépasse cette dimension historique. L'espace palestinien est fécond quand il imbrique dans des limites incommodes plusieurs histoires politiques, plusieurs territoires.

Nous étions partis de la carte du monde de Braudel, du cadre des échanges, de l'économie-monde que Braudel situait depuis toujours sur les rivages de la Méditerranée, dans ses villes centrales ou dans ses zones intermédiaires et ses ports du Levant. Le voyage n'a rien d'illogique. L'histoire urbaine palestinienne passée au filtre des politiques, des images, confirme cette dialectique complexe entre le monde local et

extérieur, entre nation et influences internationales, entre le refus de l'empreinte ou de la convoitise du monde et l'intériorisation de ces dernières.

Le dessin urbain palestinien demeure indissociable du destin occidental car l'histoire de la Palestine s'établit sur des relations externes et multiples qui ne sont pas celles de la relation binaire, du colonisateur et de l'indigène, et qui lui échappent en beaucoup d'endroits. La Palestine, ses métropoles mal constituées, sont le reflet ou le miroir du monde extérieur : nous n'avons pas parlé seulement de la terre jalousée et surveillée par les Anglais, les chrétiens, les sionistes ou les «ennemis d'Israël». Il en va aussi de l'empreinte de la diaspora palestinienne entrepreneuse dans et à l'extérieur de sa nation, constituée dans l'exil.

Nous n'en concluons pas que localisme, voire nationalisme et internationalisme, singularité et exception ne seraient que les mêmes faces réversibles de l'identité palestinienne. Simplement, la fabrique économique et politique de la ville est tout le temps influencée de l'extérieur. Et les mécanismes de la reconstruction tendent à nous montrer que la singularité du territoire palestinien et son histoire dramatique ou peu égalée, perd par endroit son caractère exceptionnel. Tout le temps de la reconstruction, dominant, dans la vie de la cité, des luttes pour l'accès à la rente, au pouvoir, le jeu de la réalité ordinaire et de l'ordre social sur lesquels se cognent les échecs internationaux. La Palestine offre peut-être alors peu de particularité au regard des autres reconstructions et aux villes du monde. On pense évidemment à Beyrouth proche. Les cultures locales urbaines elle-mêmes résultent ou sont influencées par la mobilité et les références internationales qui définissent le cadre de la construction de la nation, celle-ci étant par ailleurs vue comme la création active d'une communauté de citoyens avec des rites patrimoniaux, des circulations d'idées.

En cela le cadre urbain et les acteurs n'échappent pas aux apports de la globalisation, aux circulations internationales. Mais la reconstruction présente des récurrences. Elle a conforté le maintien de l'ordre territorial et politique existant, traduisant des divisions sociales ancrées, une géographie humaine parcellaire, favorisant l'hégémonie des clans, une incomplétude du projet politique.

Dans l'interaction entre «monde et local», l'histoire urbaine palestinienne a des creux et des perdants. A Jérusalem et dans les villes-camps, les citadins sont de fait

exclus de la nation des citoyens, des discours des reconSTRUCTEURS et d'un droit à la ville tant qu'ils demeurent privés de droits nationaux. A la recherche d'une définition de la nation palestinienne, la fixité du lieu de résidence, la détermination juridique et politique de la citoyenneté : camps, et enclaves, citadins de l'entre-deux et réfugiés, prennent le pas sur la fabrique de la ville.

Braudel dans la *Méditerranée* affirmait que l'économie-monde ne voulait pas dire ville-monde. Mais on fait appel dans ce bilan de l'histoire urbaine à l'interprétation anthropologique. On donnerait la priorité à une critique de la globalisation, lorsque cette dernière est vue sous l'angle de l'hybridité. Jonathan Friedman<sup>5</sup> est l'un de ceux qui ont pointé le risque heuristique propre à un courant qui plaide la cause du citadin dilué dans la catégorie monde, dans les flux transnationaux, les mobilités généralisées. Il est possible de le lire à la lumière du cas palestinien. Réfugiés et sinistrés de la reconstruction sont loin de traverser toutes les frontières. Dans la conjoncture qui est celle de l'économie-monde combinée à celle de la construction de la nation, ces populations ne sont pas créditées comme faisant partie d'un «territoire matériel commun» et sont loin de se fondre dans ces identités plurielles et transnationales. C'est la non-qualité de leur citoyenneté qui les prive des ressources symboliques de la reconstruction, d'une accessibilité symbolique à la ville-monde.

«L'architecture n'a pas de pouvoir sur moi [...] La liberté est une pratique [...] Seule la liberté garnit l'usage de ma liberté» s'est plu à dire Foucault<sup>6</sup>.

Au moment où un nouveau mur de séparation est créée en Cisjordanie et au centre même de Jérusalem, nous aurions pu revenir sur les techniques de gouvernementalité et autres formes renouvelées du biopouvoir qui démentent évidemment la thèse de la circulation des hommes. L'une de nos ambitions, au cours

---

<sup>5</sup> Cf. notamment «Des racines et (dé)routes, tropes pour Trekkers », in *l'Homme* n°156, 2000, pp.187-206, suivi d'un article de J.L Amselle, «La globalisation, grand partage» ou mauvais cadrage, pp.207-222. Friedman s'en prend à Gupta, Clifford, apôtres du transnationalisme, et surtout à Malki pour ses travaux sur les réfugiés en Tanzanie Malki différencie les réfugiés des camps et réfugiés des villes, ces derniers construisant une identité à l'extérieur de leur groupe et de leur statut de réfugié, alors que les ruraux des camps sont décrits comme arrimés à leur identité nationaliste. Friedman se base ici sur L. Malki, «National Geographic the rooting of people and the territorialization of national identity among scholars and refugees», in *Culture, Power and place*, Gupta, A, Ferguson, (eds.), Durham, Duke University, 1997. Amselle pointe une autre menace du courant de l'anthropologie de la globalisation appelé «subalterniste»: il menace l'existence même de l'anthropologie qui privilégie un travail de terrain.

<sup>6</sup> In «Espace, Savoir et pouvoir», entretien avec P.Rabinow, *Skyline*, mars 1982, pp.16-20.

ou au terme de la recherche ne concerne pas seulement l'étude du champ colonial et ses effets ou ses formes urbaines, mais la généalogie des savoirs sur la ville.

Dans la relation entre mémoire et écriture de l'histoire, la philosophie de Ricoeur et de Benjamin, les travaux de Vidal Naquet et avant lui de Marc Bloch, la critique de Todorov ont bien montré le risque de rétrécissement de la mémoire quand celles-ci touchent des situations aigües : la décolonisation, les réparations nationales suite aux guerres, les massacres et génocides<sup>7</sup>. Dans la situation palestinienne, la mémoire en action, le vœu de restitution des faits sur le territoire liés à un énoncé politique invariable, comme la colonisation, l'effacement des signes de la présence ancestrale se passent en temps réel. Ils peuvent être conflictuels avec le travail de critique historique. Dans le champ des savoirs qui concerne le domaine urbain, il semble que la pratique discursive coïncide avec l'élaboration scientifique. Une conscience unificatrice pèse peut-être particulièrement sur l'écriture d'une histoire urbaine.

En Palestine, l'historiographie et les sciences sociales se construisent comme strict miroir des événements qui ont touché le territoire et des énoncés politiques qui lui sont liés. L'historiographie palestinienne est une science de l'urgence de l'après-guerre, sinon de la victimisation, celle-ci touchant les moyens même d'écriture. La privation d'archives, l'absence de sources, sont souvent argumentés par les historiens palestiniens comme le signale l'un d'entre eux, Elias Sanbar<sup>8</sup>. L'enjeu est le même que dans les sociétés colonisées, en construction ou en guerre. Il s'agit d'écrire une histoire qui ne soit pas autoritaire, qui accepte les ruptures temporelles et puisse incorporer des mémoires autres, lire les réalités urbaines au-delà de l'immense force mythique et symbolique des lieux.

Edward Said, en portant la voix palestinienne, avait exprimé le souhait de voir émerger en Palestine des courants de pensée qui fournissent «une contre-histoire aux

---

<sup>7</sup> On retient ici entre autres la formule de Todorov entreprenant parmi d'autres ce travail de démystification de la mémoire : «Les enjeux de la mémoire sont trop grands pour être laissés à l'enthousiasme ou à la colère», in *Les Abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1995, *op.cit.*, p.13.

<sup>8</sup> Cf. les *Usages politiques du passé*, J. Revel, Fr. Hartog (dirs).

versions dominantes de l'histoire d'Israël»<sup>9</sup>. L'exemple du champ urbain indique, nous semble-t-il, d'autres types d'enjeux pour l'écriture d'une histoire urbaine et sociale contemporaine. Ce serait une tâche stimulante pour la recherche urbaine que de séparer histoire et pensée de l'espace, de délimiter des disciplines liées à la ville, celle-ci étant vue alors comme enjeu théorique dégagé des contingences et des principes polémistes ou essentialistes. Si l'histoire doit effectuer cette mutation, il y a bien un enjeu pour l'objet urbain : que la ville devienne un cadre pour l'histoire et les sciences de la ville une discipline. L'histoire urbaine, tout comme la sociologie urbaine sont à venir. Peut-on dire dans la lignée de Pierre Nora que de nouveaux objets, de nouvelles approches verront le jour, où s'effectuera ce glissement de l'histoire de la guerre ou de la ville à celle de l'urbain ?

Notre recherche ne manque pas de perspective car les objets de savoirs eux ne manquent pas, au-delà de l'affirmation identitaire : politiques urbaines, traitement des *retournees* et des réfugiés, tissus, fragmentations, globalisation, ville et religion, empreinte réelle et durable des modèles internationaux dans l'urbanisme.

«Nous avons acquis toutes les légendes, toutes les guerres, toute la paix. A quoi travaillerons-nous après cela ? A être normal» écrivait Mahmoud Darwish en 1998, en ajoutant : Chacun, pour être normal doit passer par des légendes des mythes»<sup>10</sup>.

---

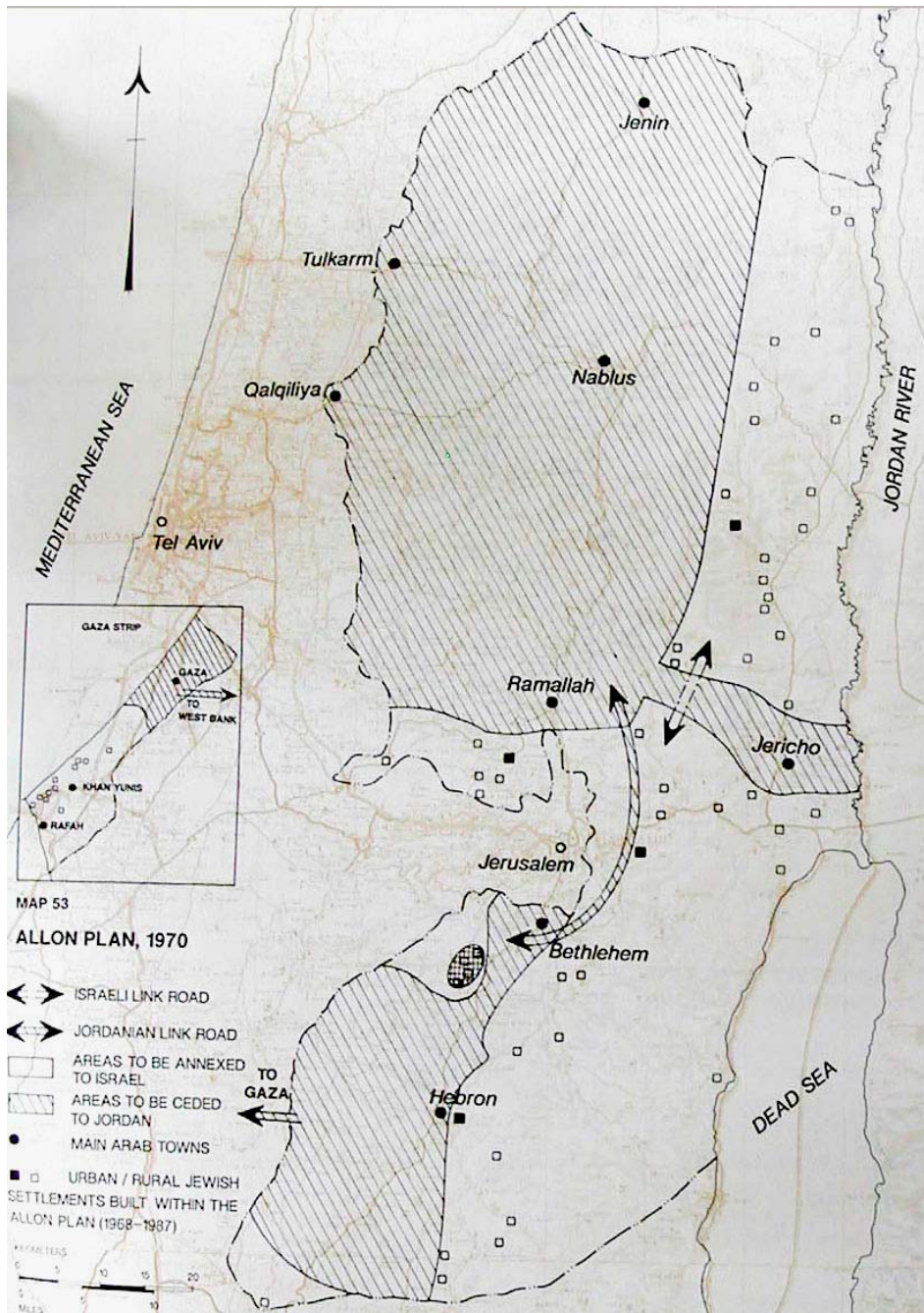
<sup>9</sup> Cf. *Dédales* n°3&4, printemps 1996, *op.cit.* p.380.

<sup>10</sup> *La Palestine comme Métaphore*, *op.cit.*, p.157.

## **ANNEXES**

- 1 5000 ans d'histoire vus par les Palestiniens (retranscrite par l'Ong ARIJ )
- 2 Plan Allon pour les implantations (1970)
- 3 Population de Palestine par sub-district (1967)
- 4 Camps de réfugiés, localisation et population réfugiée en Palestine
- 5 Accords intérimaires de paix d'Oslo II (1995)
- 6 Protocole d'accords intérimaires pour la ville de Hébron (1997)

Toutes les annexes sont extraites de Atlas of Palestine réalisé par l'Ong palestinienne ARIJ (Jérusalem) à l'exception du plan Allon Plan 1970 (source : West Bank Data Project)



# INDEX DES PERSONNES

## BIBLIOGRAPHIE

### HISTOIRE, SCIENCES SOCIALES

- Agacinski. S, *Volume. Philosophie et politique de l'architecture*, Paris, Galilée, 1992
- Agamben Giorgio, *Moyens sans fins, notes sur la politique*, Paris, Rivages, 1995
- Agamben Giorgio, *Homo Sacer. I. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Éd. du Seuil, 1997
- Agamben Giorgio, *Etat d'exception*, Paris, Éd. du Seuil, 2003
- Anderson Benédicte, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éd. la Découverte, 1996
- Arendt Hannah, *Les origines du totalitarisme. L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982 (1.éd. 1962)
- Arendt, Hannah, « We refugees », *Memorab Journal*, New York, 1943
- Arendt Hannah, *Les origines du Totalitarisme. Le système Totalitaire*, Point Essais, 1995
- Arendt Hannah, *Auschwitz et Jérusalem*, Paris, Deux temps, Tierce, 1991
- Benjamin Walter, *Sur le concept d'histoire, Oeuvres III*, Paris, Gallimard, 2000
- Barthes, Roland, *Mythologies*, Éd du Seuil 1970
- Boltanski Luc, Chiapelo Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999
- Braudel Fernand, *Les ambitions de l'histoire*, Paris, Éd de Fallois, 1997
- Braudel Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, A. Colin, 1979, 3 vol.
- Braudel Fernand, *Une leçon d'histoire de Fernand Braudel*, Arthaud Flammarion, 1986,
- Les écrits de Fernand Braudel, I, *Autour de la Méditerranée*, Paris, Éd de Fallois, 1996
- Les écrits de Fernand Braudel, II. *Les ambitions de l'histoire*, Paris, Éd de Fallois, 1997
- Braudel Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949 (deuxième édition revue et augmenté, Paris, 1966, 2 vol.).
- Braudel Fernand, *Grammaire des civilisations*, Paris, Flammarion, 1987
- De Certeau Michel, *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 1990
- Castells Manuel, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2000
- Debray Régis, *Transmettre*, Paris, Odile Jacob, 1997
- Debray Régis, *Les enjeux et les moyens de la transmission*, Saint Sébastien sur Loire, Pleins feux, 1998
- Debray Régis, *L'abus monumental ? Entretiens du patrimoine*, Paris, Fayard, Éd du patrimoine, 1999
- Debray Régis, *Cours de médiologie générale*, Paris, Gallimard, 2001
- Entretiens du patrimoine, *Patrimoine, temps, espace : patrimoine en place, patrimoine déplacé*, Paris, Fayard, 1996
- Ferro Marc, *Histoire de colonisations. Des conquêtes aux indépendances XII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1994
- Ferro Marc, (dir.), *Le livre noir du colonialisme. XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle : de l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 2003



- Foucault Michel (dir.), *Généalogie des équipements collectifs, les équipements sanitaires, vol.2*, CERFI, Fontenay sous Bois, 1975.
- Foucault Michel, *Les mots et les Choses*, Paris, Gallimard, 1966
- Foucault Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975
- Foucault Michel, «Espace, savoir et pouvoir, entretien avec Paul Rabinow», *Skyline*, mars 1982, pp. 16-20
- Foucault Michel, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971
- Foucault Michel, *Dits et Ecrits. 1954-1988*, Paris, Gallimard, 1994, 3 vol.
- Foucault. Michel, *Naissance de la Clinique*, Paris, PUF, 1963
- Foucault Michel, *Il faut défendre la société. Cours au Collège de France. Année 1976*, Gallimard-Seuil, 1997
- Foucault Michel, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976
- Foucault Michel, *L'Archéologie du Savoir*, Paris, Gallimard, 1972
- Questions à Michel Foucault sur la Géographie», *Hérodote*, n°1, janvier-mars 1975, pp.71-85
- Ginsburg C, Poni C, «La micro-histoire», *Le Débat*, n°17, 1981, p133-136
- Ginsburg Carlo, «Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, n°6, 1980, p 3-44
- Gribaudi Maurizio (dir.), *Espaces, temporalités, stratifications*, Paris, Éd de l'EHESS, 1999
- Habermas Jürgen, *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1993.
- Habermas Jurgen, *Morale et communication. Conscience morale et activité communicationnelle*, Paris, Éd du Cerf, 1991
- Habermas Jurgen, *Le discours philosophique de la modernité. Douze conférences*, Paris, Gallimard, 1988,
- Habermas Jurgen, *La paix perpétuelle*, Paris, Éd. du Cerf, 1996
- Habermas Jurgen, *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Denoël, 1978.
- Halbwachs Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Presses universitaires de France, 1968 (2<sup>e</sup> éd.)
- Halbwachs Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (1<sup>ère</sup> éd, 1935)
- Halbwachs Maurice, *Morphologie sociale*, Paris, A. Colin, 1970.
- Hartog Fr, Schmitt P, Schnapp A (dirs.), *Pierre Vidal Naquet, un historien dans la cité*, Paris, la Découverte, 1998
- Hobsbawm Eric, *L'historien engagé*, La Tour-d'Aigues, Éd de l'Aube, 2001
- Hobsbawm Eric, Ranger Terence (eds.), *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University press, 1992
- Hobsbawm Eric, *L'ère des empires*, Paris, Hachette Littératures, 2000
- Hobsbawm Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1990
- Judy Henry-Pierre (dir.), *Patrimoines en folie*, Paris, Éd de la Maison des Sciences de l'Homme, 1990
- Judy Henry-Pierre, *La Machinerie Patrimoniale*, Paris, Sens et Tonka, 2001
- Joseph Isaac, «L'hospitalité», *Communications*, n°65, Paris, Seuil, 1997, pp.131-142.
- Joseph I, Grafmeyer Y (dirs.), *L'école de Chicago*, Paris, Aubier, Le champ urbain, 1979
- Joseph Isaac, *L'espace du public. Les compétences du citoyen, Colloque d'Arc et Senans*, Editions Recherche, 1992
- Kriegel B, Béguin Fr, Frideman D, Fortier B (dir.), *La police de l'espace parisien à la fin de l'Ancien régime*, Paris, CORDA, 1975
- Lacoste Yves, *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Maspero, 1976
- Latour Bruno, *Nous n'avons jamais été modernes : essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1997

- Latour Bruno, *Le métier de chercheur, regard d'un anthropologue : une conférence-débat à l'INRA*, Paris le 22 septembre 1994, Paris, Institut National de la Recherche Agronomique, 2001.
- Latour Bruno, «Les vues de l'esprit. Une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques», *Culture technique*, vol 1, pp.4-30, Paris, 1995
- Le Goff Jacques, Nora Pierre (dir.) *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1974 (3 vols)
- Lefebvre. Henri, *Le Nationalisme contre les nations*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1988
- Lefebvre Henri, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000 (4è. éd.)
- Lepetit Bernard (dir.), *Les formes de l'expérience : une autre histoire sociale*, Paris, A. Michel, 1995
- Lepetit Bernard, *Carnets de croquis. Sur la connaissance historique*, Paris, A. Michel, 1999
- Lepetit Bernard, Pumain Denise (dirs.), *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 1993
- Hommage à Bernard Lepetit, *Urbanité arabe*, (coll.), Arles, Actes Sud, Sindbad, 1998
- Lévi-Strauss Claude, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1990
- Marié Michel, *La Terre et les Mots Paris*, Méridiens Klincksieck, 1989
- Michaux, E, «Michel Foucault, de la guerre des races au biopouvoir», *Cités* n°2, Paris, P.U.F, 2000
- Nora Pierre (dir.) *Les lieux de mémoire*, Paris, Bibliothèque illustrée des histoires, 1986, (4 vol)
- Nordman Daniel, *Frontières de France : de l'espace au territoire : XVIe-XIXe siècle*, Paris, Gallimard, 1998
- Picon Antoine, *Les Saint Simoniens, Raison, Imaginaire et Utopie*, Paris, Belin, 2002
- Rabinow Paul, Dreyfus Hubert, Michel Foucault, *Un parcours philosophique*, Paris, Gallimard, 1984
- Revel Jacques (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard Le seuil, 1996
- Revel Jacques et Hartog François, (dirs.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éd de l'ÉHESS, 2001
- Revel Jacques, *Fernand Braudel et l'histoire*, Hachette littératures, 1999
- Ricoeur Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997
- Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000
- Riot-Sarcey M, Bouchet T, Picon A, *Dictionnaire des utopies*, Paris, Larousse, 2002
- Sfez Lucien, *Technique et idéologie : un enjeu du pouvoir*, Paris, Éd. du Seuil, 2002
- Stiegler Bernard, *La technique et le temps*, Paris, Galilée, 1994
- Stiegler Bernard, *La technique et le temps 2. La désorientation*, Paris Galilée, 1996
- Topalov, Ch, *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Ed. de l'ÉHESS, 1999, pp.269-298
- Virilio Paul, *L'espace critique*, Paris, Christian Bourgois, 1984
- Todorov Tzvetan, *Les abus de mémoire*, Paris, Arléa, 1995

## **THEORIES CRITIQUES. IDENTITES CULTURELLES. GLOBALISATION**

- Anderson Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éd. la Découverte, 1996
- Appadurai Arjun, *Modernity at Large. Cultural Dimension of the Globalization*, Minneapolis, University of Minesota Press, 1996
- Appadurai Arjun, *Après le Colonialisme*, Paris, Fayard, 2000
- Appadurai A (ed.), «Public Culture», n°1, *Public Culture*, University of Pennsylvania, 1988
- Appadurai Arjun (ed.), *The social Life of Things: Communities in cultural Perspective*, Cambridge, and Cambridge University Press, 1988

- Biger G, Baker A (ed.), *Ideology and landscape in historical perspective, essays on the meanings of some places in the past*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992
- Bhabha Homi, *The location of Culture*, London, Routledge, 1994
- Clifford James «Les musées comme zones de contact», in *Dédales*, n°5-6, Paris, Maisonneuve & Larose, pp.246-267
- Clifford James, *Routes: travel and translation in the late twentieth century*, London, Harvard University press, 1997
- Friedman Jonathan, *Cultural Identity and global process*, London, Sage Publications, 1994
- Friedman J, Lash, Sc (eds.), *Modernity and identity*, Oxford, Blackwell, 1993
- Gupta Akhil, Ferguson James (eds.), *Anthropological Locations*, Berkeley, University of Berkeley, 1999
- Hardt Michael, Negri Antonio, *Empire*, Paris, Exils Editeurs, 2000
- Harvey David, *The Urbanization of capital, studies in the history and theory of capital urbanization*, Ann Harbor, UMI on demands, 1994
- Harvey David, *The urban experience*, Baltimore, Hopkins University Press, 1989
- Jameson Frederick, *Post modernism or the cultural logic of late capitalism*, Durham, Duke University Press, 1991
- Jameson Frederick, "Post-modern and consumer society", in *Post-modern Culture*, H Foster (ed.), London, Pluto Press, 1999
- Karp Ivan, Kreamer Christine, Lavine Steven, (ed.), *Museums and Communities: the Politics of Public Culture*, Washington, Smithsonian Institution press, 1992
- King Anthony D (ed), *Re-presenting the city: ethnicity, capital and culture in the twenty first century metropolis*, Basingstoke, London, Macmillan 1996
- Malki Lisa, «Refugees and Exile. From Refugees Studies to the National Order of Thing», *Annual review of Anthropology*, n°24, 1995, p 495-523
- Oncu Ayse, Weyland Petra (eds.), *Space, culture and power: new identities in globalizing cities*, London, Zed Books, 1997
- Osmont Annick (dir.), *Villes et citadins dans la mondialisation*, Paris, Khartala, 2003
- Said Edward, *L'orientalisme*, Paris, Éd. du seuil, 1980
- Said Edward, *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, 2000
- School of American Research, *Recapturing Anthropology: Working in the Present, Advanced Seminar*, Santa Fe, School
- Watson S and Gibson, K, (eds.), *Post Modern Cities and Spaces*, Basic Blackwell, Oxford, 1995.
- Wright Gwendolyn (ed.), *The formation of national collections of art and archaeology*, Washington, National Gallery of Art, 1996

## **COLONIALISME. NATIONALISME. GENERALITES ET ETUDES DE CAS**

- Barraqué Bernard, Michel Marié (eds.), *L'Algérie dans l'Aménagement du territoire et la Colonie*, Paris, Ministère de l'Équipement et du Logement, Dossiers de séminaires techniques, Territoires et Sociétés, 1988
- Abu Lughod Janet, *Rabat: urban Apartheid in Morocco*, Princeton, Princeton University Press, 1980
- Cohn Bernard, *Colonialism and its Forms of Knowledge, The British in India*, Princeton, Princeton University Press, 1996,
- Cohn B, Dirk N, «Beyond the fringe. The nation State, colonialism and the technologies of power», *Journal of Historical Sociology*, juin 1988, pp.224-239
- Culot Maurice (dir.), *L'architecture française outre mer*, Liège, Mardaga, 1992

- Fanon Franck, *Les damnés de la terre*, Maspero, 1961
- King Anthony. D, *Colonial Urban development. Culture, social power and environment*, London, Routledge &Kegan, 1976.
- King Anthony. D, *Urbanism, Colonialism and the World-Economy. Cultural and Spatial Foundations of the World Urban System*, London, Routledge, 1990
- Cooper F, Stoler A (eds.), *Tensions of empire*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1997
- Hannoyer Jean (coord.), *Guerres civiles, économies de la violence, dimensions de la civilité*, Paris, Khartala, Cermoc, 1999
- Nasr J, Volait M, (dirs.), *Imported or Exported? Foreign plans and native aspirations*, London, Wiley Academy, 2002
- Nordman D, Raison J.P, *Sciences de l'homme et conquête coloniale*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 1980
- Rivet Daniel, «*Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc*», 1912-1925, Paris, l'Harmattan, 1996. 3 vols
- Rivet Daniel, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Paris, Hachette, 2002, 460 p.
- Rabinow Paul, *French Modern: Norms and forms of the social environment*, Cambridge, Mass, London, M.I.T Press, 1989.
- Rabinow Paul, *Biopouvoirs aux colonies*, Traduit de l'anglais par Bernard Barraqué. Dossiers des séminaires Territoires, Technique et Société, n°4, DRI/ Ministère de l'Équipement, 1988
- Royer Jean *L'urbanisme aux colonies et dans les pays tropicaux*, La Charité sur Loire et Paris, Fortin éditeur 1932-35, 2 vols
- Wright Gwendolyn, *The Politics of design in French Colonial urbanism*, Chicago, University of Chicago Press, 1991

## VILLES. HISTOIRE, URBANISME, GENERALITES

- Agier Michel, *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion, 2002
- Andrieux J-Yves, Seitz Frédéric, *Pratiques architecturales et enjeux politiques*, Paris, Picard, 1998
- Annales de la Recherche Urbaine, «Villes et Guerres», n°91, hiver 2002
- Barjot D, Baudouin R, Voldman D (dirs.), *Les Reconstructions en Europe, 1945-1949*, Editions complexes, 1997
- Baudouin R, Cohen Y, *Les chantiers de la paix sociale (1900-1940)*, Fontenay/Saint Cloud, E.N.S éditions, 1995
- Baudouin R, Vayssiere B (dirs.), *La reconstruction provisoire : France, 1940-1946*, Paris, Bureau de la Recherche Architecturale, 1984
- Boardman Philip, *Patrick Geddes, Maker of the Future*, Durham, University of North Carolina Press, 1994
- Body-Gendrot.S, Lussault M, Paquot T (dirs.), *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, Ed. La Découverte, 2000
- Castells Manuel, *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1981
- Castex J, Cohen J-L, Depaule J-Ch, *Histoire urbaine, anthropologie de l'espace*, Paris, CNRS, 1995
- Cohen J-Louis, «Formes urbaines et temporalités», *Conférences : territoires, Aménagements-Déménagements*, Paris, Editions de l'Arsenal, 1999
- Gaudin J-Pierre, *L'avenir en plan : technique et politique dans la prévision urbaine : 1900-1930*, Seyssel, Champ vallon, 1985
- Gaudin J-Pierre, *L'aménagement de la société : politiques, savoirs, représentations sociales, la production de l'espace au XIXème siècle et XXème siècle*, Paris, Anthropos, 1979.

- Gaudin J-Pierre, *Dessins de villes, Art urbain et urbanisme, anthologie*, Paris, l'Harmattan, 1990
- Geddes Patrick, *L'évolution des villes : une introduction au mouvement de l'urbanisme et à l'étude l'instruction civique*, Paris, Ed. Temenos, 1994
- Judin I, Vladislavic H (eds.), *Architecture, apartheid and after*, Netherlands Architecture Institute Rotterdam, , 1998
- Leach Neal (ed.), *Architecture and Revolution*, London and New York, Routledge, 1999
- Levy Jacques, Lussault Michel (dirs.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Actes du colloque de Cerisy-la-Salle, 25-29 septembre 1999, Paris, Belin, 2000
- Lotus international*, Hybrid Architecture, n°26, 1980
- Lefebvre Henri, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, (4è éd)
- Lefebvre Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968
- Lefebvre Henri, *Espace et politique : le droit à la ville II*, Paris, Anthropos 2000
- Lynch Kevin, *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 1976
- Mairet Philip, *Pioneer of Sociology, the Life and Letters of Patrick Geddes*, Hyperion Press, INC, London, 1979
- Meller Helen, *Patrick Geddes: social evolutionist and city planner*, London, Routledge, 1990
- Mumford Lewis, *La cité à travers l'histoire*, Editions du Seuil, 1964
- Mumford Lewis and Geddes Patrick, *The Correspondence*, London, Routledge, 1995
- Musset. Alain, *Villes nomades du nouveau monde*, Paris, Éd de l'EHESS, 2002
- Mongin Olivier, *Vers la troisième ville*, Paris, Hachette, 1995
- Noviant Patrick, Vayssière Bruno, *Les trois reconstructions : 1910-1940-1945*. Compte rendu des rencontres des 19 et 20 mai 1983, Institut français d'Architecture, Paris, I.F.A, 1983
- Paneraï Ph, Castex J, Depaule J-Ch, *Formes urbaines de l'îlot à la barre*, Marseille, Éd. Parenthèses, 1997
- Picon Antoine, *Architectes et ingénieurs au siècle des Lumières*, Marseille, Parenthèses, 1988
- Ragon Michel, *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes*, Paris, Casterman, 1986, (3 vols)
- Volker Welter, Stages of an exhibition. The Cities and Town Planning Exhibition of Patrick Geddes", *Planning History*, vol.20, n.1, p.25-35
- Sassen Saskia, *La ville globale*, Paris, Descartes & Cie, 1996
- Ward Joe, "Re-examining the international diffusion of planning", in R. Freestone (ed.) *Urban planning in a changing world: the twentieth century experience*, 2000, pp.40-60
- Weber Max, *La ville*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982

## VILLES. ETUDES DE CAS, COLONIES, MEDITERRANNEE

- Abu Lughod Janet, *Rabat: Urban Apartheid in Morocco*, Princeton, Princeton University Press, 1980
- Arnaud J-Luc, *Le Caire, mise en place d'une ville moderne, 1867-1907*, Arles, Sindbad, Actes Sud, 1993
- Beyhum Nabil (dir.), *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*, Lyon, Maison de l'Orient, 1992
- Association of Architectes, *Urbicide-Sarajevo, une ville blessée*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1994
- Bekkar R, David J-C, Taieb D (dirs.), *Espaces publics, paroles publics au Maghreb et au Machrek*, L'Harmattan, 1997
- Berry-Chikhaoui. I, Deboulet A, (dirs.), *Les compétences des citoyens dans le monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Khartala, 2000
- Campbell David, *National Deconstruction, Violence, Identity and Justice in Bosnia*, Minneapolis, University of Minnesola Press,

- CERMOC, *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, Beyrouth, 1985
- CERMOC, *Reconstruction et réconciliation au Liban*, Cahiers n°23, Beyrouth, 1999
- Davidson Cynthia (ed.), *Architecture beyond Architecture: creativity and social transformation in Islamic cultures, the Aga Khan award for architecture*, London, The Aga Khan Award for Architecture, 1995
- Cohen J-Louis, Eleb Monique, *Casablanca : mythes et figures d'une aventure urbaine*, Paris, Hazan, 1998
- Cohen J-Louis, Oulebsir N, Janoun Y (dirs.), *Alger : paysage urbain et architectures, 1800-2000*, Besançon, Éd. de l'Imprimeur, 2003
- Depaule J-Ch, Arnaud J.L., *A travers le mur*, CCI, Paris, Éd du Centre Georges Pompidou, 1985
- Escallier Robert, *Villes et informalité dans les pays du monde arabe*, Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine, Université de Nice, Nice, 2000
- Ilbert Robert, «De la dislocation des rythmes : le Caire divisé et modernisé», in *Les cahiers de la recherche Architecturale*, n°10-11, 1982
- Khalaf S, Khoury, Ph (eds.), *Recovering Beyrouth: urban design and post-war reconstruction*, Leiden, J.Brill, 1993
- Longuenesse Elisabeth, (dir.), *Bâtisseurs et bureaucrates. Ingénieurs et société au Maghreb au Moyen Orient*, Lyon, Maison de l'Orient Méditerranéen, 1991
- Nicolet Cl Ilbert R, Depaule J-Ch (dirs.), *Mégalopoles méditerranéennes*, Paris, Maisonneuve& Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Ecole française de Rome, 2000
- Raymond André, «Ville musulmane, ville arabe : mythes orientalistes et recherches récentes » in J.-L.Biget, J-Cl. Hervé, *Panoramas urbains. Situations de l'histoire des villes*, Fontenay, ENS Fontenay Saint Cloud Editions, 1995
- Raymond André, *Grandes villes arabes à l'époque ottomane*, Sindbad, 1985
- Raymond André, *Le Caire*, Paris, Fayard, 1993
- Robin Christelle (dir.), *Programme Architecture et Interfaces culturelles. Interfaces culturelles et projet urbain*, Ecole d'architecture de Paris La Villette, Paris, les éditions de la Villette, 1995, (2 vols)
- Royer Jean, *L'urbanisme aux colonies, textes réunis et présentés par Jean Royer*, 2 vols, La Charité sur Loire et Paris, Fortin éditeur, 1932-35
- Santelli Serge, *Les Maisons de Bethléem*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1998
- Santelli Serge, *Les Maisons de Naplouse*, Jérusalem, Consulat Général de France, 2001
- Seurat Michel (dir.), *Mouvements Communautaires et espaces urbain au Machreq*, Beyrouth, CERMOC, 1985.

## **HISTOIRE DE LA PALESTINE ANCIENNE ET MODERNE. GENERALITES, HISTOIRE POLITIQUE ET SOCIALE**

- Aaronsohn Aron, *Agricultural and botanical Explorations in Palestine*, Washington, US Department of agriculture, Government printing office, 1910
- Abu Manneh B, «Jerusalem in the tanzimat period», *Die Welt des Islam*, n°2, 1980
- Antonius Georges, *The Arab awakening, the story of the Arab National movement*, London, Hamilton, 1945.
- Asali Khalid (ed.) *Jerusalem in History*, London, New York, Kegan Paul International, 1997
- Azuri Najib, *Le réveil de la nation arabe*, Paris, 1905
- Barat Dan, *Cartas historical of Jerusalem*, Municipality of Jerusalem, 1976
- Belaval Yvon, Bourel Dominique (dirs.), *Le siècle des Lumières et la Bible*, Paris, Presses Universitaires de France (Bible de tous les temps), 1986

- Ben Arie Yehoshua, *Rediscovery the Holy Land in the Nineteenth Century*, Jerusalem, Magnes Press, 1976
- Ben Arie Yehoshua, *Jerusalem in the 19<sup>th</sup> century: the old city*. Jerusalem and New York, Yad Izhak Ben Zvi Institute and St Martin's Press, 1984
- Ben Arie Yehoshua, *Jérusalem au XIX<sup>ème</sup> siècle : géographie d'une renaissance*, Paris, Éd. de l'Éclat, 2002
- Burgoyne M. Hamilton, *Mameluk Jerusalem, an Architecture Study*; the British School of Archaeology in Jerusalem, Jerusalem, 1987
- Dorsay Davis, *The Roads and Highways of Ancient Israel*, Jerusalem, Jerusalem Rockefeller Foundation, 1978
- Carmel Alexis, «The activities of Europeans power in Palestine», *Asian and African Studies*, 19, 1985
- Chouraqui André, *Cent ans d'Histoire, l'Alliance Israélite universelle et la renaissance juive contemporaine (1860-1960)*, PUF, 1965
- Ecole Biblique et Archéologique Française de Jérusalem, *Itinéraires Bibliques, Photographies de la collection de l'Ecole Biblique et Archéologique Française de Jérusalem début du XX<sup>e</sup> siècle*, Centre régional de la photographie du nord Pas de Calais, Institut du Monde Arabe, Paris, 1995
- Guérin, *Description géographique historique de la Palestine*, Paris, Ernest Leroux Editeur, 1853
- Gilbar Giln (ed.), *Ottoman Palestine, 1800-1914. Studies in Economic and Social History*, Leiden. Brill, 1990.
- Kark Ruth; «The Jerusalem. Municipality at the end of the ottoman rule», in *Asian and African Studies*, vol 15, 1980
- Kark Ruth (ed.), *The Land became Israel. Studies in Historical Geography*, New Haven, London, Yale University Press/Magnes Press, 1989
- Jark Ruth, *Jerusalem Neighborhoods, 1855-1930*, Jerusalem, Mont Scopus Ed, 1989
- Kayyali A.W, *Histoire de la Palestine, 1840-1914*, Paris, L'Harmattan, 1985
- Kushner David (ed.), *Palestine in the late ottoman period, Political Social and Economical, Transformation*, Jerusalem-Leiden, 1986
- Kushner Davis, «Ottoman Governors of Palestine», *Middle East Studies*, vol. 2, n°3, 1987
- Halbwachs Maurice, *La topographie légendaire des Evangiles en Terre Sainte : étude de mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971 (1<sup>ère</sup> éd, 1941)
- Landau Jacob, *Abu Hamid's Palestine collection of photographs*, Beyrouth, Institute of Palestinian Studies, 1990
- Mantran Robert (dir.), *Histoire de l'empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989
- Marcais Georges, *Petit traité d'urbanisme musulman*, Imprimerie Nationale, 1957
- Ma'oz Moshé, *Ottoman reform in Syria, The impact of the tanzimat*, Oxford, Oxford Press, 1968
- Ma'oz Moshé (ed.), *Studies on the Palestine during the Ottoman period*, Jerusalem, Hebrew University press, 1975
- Naseel Shaheen, *History of Ramallah*, Jerusalem, Arab Institute for Research, 1992
- Reilly James, «Peasantry of late ottoman Palestine», *Journal of Palestine Studies*, n°10, 1981
- Scholch, Alexander, *Palestine in Transformations, 1856-1882*, Washington D.C, Institute for Palestine Studies, 1990
- Stein Kenneth, *The question of The Land in Israel*, University North of California, 1985
- Trimbur D, Aaronsohn A (dirs.), *De Bonaparte à Balfour. La France, l'Europe occidentale et la Palestine 1799-1917*, Mélanges du Centre de recherche français de Jérusalem, Paris, CNRS, 2001

## SIONISME. THEORIE ET ETUDE DE CAS

- Aaronsohn Aaron, *Agricultural and botanical Explorations in Palestine*, Washington, government printing office, 1910

- Attias Jean Christophe, Benbassa Esther, *Israël, la terre et le sacré*, Paris, Flammarion, 2001
- Dieckhoff Alain, «Les trajectoires territoriales du sionisme», *Vingtième Siècle*, 1<sup>er</sup> trim. 1989, pp.29-43
- Herzl Théodore, *L'Etat juif*, Paris, Stock Plus, 1981
- Herzl Théodore, *Journal : 1895-1904 : le fondateur du sionisme parle*, Paris, Calmann-Levy, 1970
- Kimmerling. Baruch, *Zionism and Territory: The socio Territorial Dimensions of Zionism Politics, Zionism and Territory*, Berkeley, University of California, 1983
- Katz Yacob, *Jewish Emancipation and Self-Emancipation*, Philadelphie-New York, Jerusalem Institute Studies, 1986
- Margalith I, *Le Baron de Rothschild et la colonie juive en Palestine*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1910
- Newman Daniel, *Gush Emumim, the Movement for the re-settlement*; PhD of Geography, University of New Castle, 1988
- Newman Daniel, *The Impact of Gush Emumim, Politics and Settlements in the West Bank*, New York, St Martin's Press, 1985
- Simony Zvi, *Ideology and settlement: the Jewish National Fund, 1897-1914*, Jerusalem, Magnes press, 1998
- Ram Uri, *The changing agenda of Israel sociology: theory, ideology, and identity*, State university of New York Press, 1995
- Pappé Ilan, «Critique and Agenda: the Post-Zionist Scholars in Israel», *History and Memory*, n°7, été 1995, pp.29-51
- Sternhell Zeev, *Aux origines d'Israël*, Paris, Fayard, 1996

## PALESTINE MANDATAIRE

- Agence Juive, *The Influence of Jewish Colonisation on Arab Development in Palestine*, Jewish Agency for Palestine, 1936
- Arnon Adar, «The quarters of Jerusalem in the Ottoman period», *Middle East studies*, n°28, 1991
- Allush Naji, *al-Muqawama al'arabiyya fi Falestin, 1917-1948 (the Arab resistance in Palestine)*. Beyrouth, Palestine Research Center, 1947
- Asali K (ed.), *Jerusalem in History*, London, New York, Kegan Paul International, 1997
- Ashbee C.R, *Note book, 1918-20*, London, William Heinemann Ltd, 1923
- Ashbee C.R, *Where the Great City stands*, London, the Essex House Press, 1917
- Andrew Frederick, *The holy land under the Mandate*, Boston, 1931
- Biger Gideon, *Historical Geography of the British Administration in Palestine, 1917-1929*, New York, St Martin's press, 1994
- Budeiri Musa, *The Palestinian Communist Party, 1919-1948*, London, Ithaca, 1979
- Eisenmann E, *Islamic Law in Mandate Palestine and modern Israel*, Thesis, University of Exeter, 1973, non publiée
- Elpeleg Zvi, *The Grand Mufti : Haj Amin al Hussein, Founder of the Palestinian National Movement*, London, Franck Cass, 1993
- Faiwel K, *L'Anglais, le Juif, l'Arabe*, Editions France, 1939.
- Humbert J. Baptiste, (dir.), *Gaza Méditerranéenne* Ecole Biblique de Jérusalem, Editons Errance 2000
- Mac Carty Justin «*The population of Palestine during the ottoman period and the mandate*», Beyrouth, Institute of Palestinian Studies, 1988
- Laurens Henry, *La Question de la Palestine, tome 1, 1799-1922, l'invention de la Terre Sainte*, Paris, Fayard, 1999



- Laurens Henry, *La Question de la Palestine, Tome 2, 1922-47, Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002
- Laurens Henry, *Le retour des exilés. La lutte pour la Palestine de 1869 à 1997*, Paris, Robert Laffont, 1998
- Moch Maurice, *Le Mandat Britannique en Palestine*, Thèse de Droit, Université de Paris, 1932
- Goadby Frederik et Doukhan G., *the Land Law of Palestine*, Tel Aviv, 1935
- Kayali Hasan, *Arabs and the Young Turks, Ottomanism, Arabism and Islamism, in the Ottoman Empire, 1908-1918*, Berkeley, University of California Press, 1997
- Jaussen Antonin, *Naplouse et son district*, Paris, Geuthner, 1927
- Jaussen Antonin *Contumes de Palestine*, librairie Orientaliste Paul Geuthner, 1927, 3 vols
- Luke H.C, *The Handbook of Palestine*, London, Ed. Macmillan, 1922
- Katz Yossi, *Partner to Partition, the Jewish Arab Partition in the Mandate Area*, London, Franck Cassen, 1998
- Moch Maurice, *Le Mandat Britannique en Palestine*, Thèse de Droit, Université de Paris, 1932
- Nasahshibi, Nasser Eddin, *Jerusalem's Other Voice : Ragheb Nashashibi and Moderation of Palestinian Politics, 1920-1948*, Exeter, Ithica Press, 1990
- Tamari Salim (ed.), *Jerusalem 1948, The Arab Neighbourhoods and their fate in the War*, The Institute of Jerusalem Studies & Badil Resources, Jerusalem, 1999
- Ruth Kark, *Jerusalem in it's environ, 1800-1948*, Jerusalem, Institute of Studies of Jerusalem, 1992
- Sherman A.J, in *Mandate Days, British Lives in Palestine (1918-1948)*, London, Thomas & Hudson Ed, 1998
- Roach, Keith, *Pasha of Jerusalem : Memoirs of a District Commissioner under the British Mandate*, London, Radcliffe Press, 1994
- Seikaly May, *Transformations of an Arab Society, 1918-1939*, London, Tauris Publishers, 1995
- Smith Barbara J, *British economic Policy, 1920-1929*, Éd Tauris, London, 1993
- Storrs Ronald, *Orientations*, 1949, London, Office Sationnery, 1949
- Wasserstein Bernard, *Herbert Samuel, A political life*, Oxford, Clarendon Press, 1992

## CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN ET OCCUPATION HISTORIOGRAPHIE

- Benvenisti Meron, *Sacred Landscape :the Buried of the Holy land since 1948*, Berkeley, University of California Press, 2000
- Benvenisti Meron, *Jérusalem, une histoire politique*, Arles, Actes sud, 1996,
- Benvenisti Meron, *Jérusalem, résoudre l'énigme», Dédales, Multiple Jérusalem*, n°3-4, pp 394-413
- Ben Gourion David, *Ben Gourion parle*, Paris, Stock, 1971
- Bisharat Emile, *Palestinian lawyers and Israeli rules : Law and disorder in the West Bank*, Austin, University of Texas Press, 1989
- Beshara, Doumani, *Palestine, University of California Press*, 1985
- Chagnollaud J-Paul, *Israël et les Territoires occupés, la Confrontation silencieuse*, Paris, l'Harmattan, 1986
- Carré Olivier, *Septembre noir, heures de la résistance palestinienne*, Bruxelles, Editions Complexe, 1980
- Cheshin A, Hutman B, Melamed A, *Separate and Unequal*, Cambridge & London, Harvard University Press, 1999
- Coon Anthony, *Town Planning under military occupation*, Aldershot, Dartmouth, 1992
- Cattan Henry, *To whom does Palestine belong ?* Institut of Palestine Studies, 1969

- Cohen Shaul, *The Politic of Planting : Israeli-Palestinian Competition for Control of Land in the Jerusalem Periphery*, Chicago, University of Chicago, 1993
- Darwish Mahmud, *La terre nous est étroite et autres poèmes : 1966-1999*, Paris, Gallimard, 2000
- Dumper Michael, *The polictics in Jerusalem since 1967*, New York, Columbia University Press, 1997
- Efrat Elisha, *Geography and politics in Israel since 1967*, London, F. Cassen, 1988
- Dieckhoff A, Leveau R, *Israéliens et Palestiniens, la guerre en partage*, Paris, Balland, 2003.
- Dieckhoff Alain, *Les Espaces d'Israël : essai sur la stratégie territoriale israélienne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1989.
- Dieckhoff Alain, *L'invention d'une nation : Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993
- Encel Frédéric, *Géopolitique de Jérusalem*, Paris, Flammarion, 1998
- Halabi Usama, *Legislation pertaining to planning and construction in Palestine, Legal Studies* , Bir Zeit University, Law Center, 1998
- Khalili Walid, *All That Remains, The Palestinian Villages occupied and Depopulated by Israel in 1948*, Washington, D.C, Institute for Palestine Studies, 1992
- Kanaana Sharif, *Still on Vacation*, Ramallah, SHAML, 2000
- Kimmerling Baruch, Migdal Joel (eds.), *Palestinians :The Making of a People*, New York, The Free Press, 1993
- Kimmerling Baruch, *A conceptual framework for the analysis in a territorial conflict*, Jerusalem, Hebrew University of Jerusalem, 1979
- Kollek Teddy, *Une vie pour Jérusalem. Mémoires*, Paris, Fayard, 1978
- Laurens Henri, *Le retour des Exilés, la lutte pour la Palestine de 1869 à 1997*, Paris, Robert Laffont, 1998
- Lesch Ann, *Israeli Occupation in the West Bank, First two years*, Jerusalem, Advanced research project Agency, 1969
- Lesch Ann, *Transition to Palestinian self-governement*, American Academy of Palestine-Israeli Studies, New York, 1992
- Migdal Joel, *Peasants, Politics and Revolution*, Princeton University Press, 1974
- Migdal J, Shamir J, *Palestinian Society and Politics*, Princeton University Press, Princeton , New Jersey, 1979
- Montclos Marc Antoine (de), «Apartheid sud-africain et ségrégation israélienne en Palestine, des similitudes et des divergences», *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°19, printemps 1999, pp.47-58.
- Morris Benny, *The birth of the Palestinian refugee Problem, 1947-49*, Cambridge, Middle East Library, 1987
- Nakhbeh Emile, *The West Bank and Gaza Toward the making of a Palestinian state*, Washington, American Enterprise, Institute Studies in Foreign Policy, 1979
- Nakhleh Emile, *A model of local government structures and their application to land use*, Arab Thought Forum, Jerusalem, 1981
- Nassar J, Heacock R (eds.), *Intifada: Palestine at the Crossroads*, New York, Praeger, 1990
- Oliva Dominique, Rod Michel, *Les rôles des Universités palestiniennes en territoires occupés, Cisjordanie et Gaza*, Genève, Institut d'Etudes sur le développement, 1986
- Palestine-Israel Journal, *Jerusalem* , vol VIII,n°1, 2001
- Pappé I, Ma'oz M (eds.), *Middle Eastern Politics and ideas : a history from within*, London, Tauris Academic Studies, 1997
- Playfair Emma (ed.), *International Law and the Administration of Occupied Territories*, Oxford, Clarendon Press, Oxford, 1992
- Nasalha Nur, *Expulsion of the Palestinians. The Concept of « Transfert » in Zionist Political Thought, 1882-1948*, Washington, D.C, Institute for Palestine Studies, 1992
- Nur Massalah, *Impérial Israël and the Palestine*, Photopress, 2000
- Pappé Ilan, *La guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, Paris, la Fabrique, 2000

- Pappé Ilan, *The Israel/Palestine Question*, New York, Routledge, 1999
- Pappé Ilan, *The making of Arab-Israeli Conflict, 1947-51*, London, New York, St Martin's Press, 1992
- Peretz D., Doron G., *The Government and Politics of Israel*, Oxford, Westview Press, 1997
- Peretz Don, *The Intifada : the Palestinian uprising*, London, Westview Press, 1990
- Picaudou Nadine, *La décennie qui ébranla le Moyen Orient, 1914-1923*, Bruxelles Complexe, 1992
- Reichman S, «Partition and Transfert: Crystallization of the settlements Map of Israel following the War of Independence, 1948-1950 », in Kark R., (ed.), *The land that became Israel, Jerusalem*, 1989, pp 320-330
- Rishmawi, M, Planning in whose Interest? Occasional Paper n°4, al- Haq, Ramallah, 1986.
- Roy Sarah, *The Gaza Strip: the political Economy of De-Development*, Institut of Palestine Studies, 1995
- Sayegh Yassed, «Camp David et le problème palestinien», *Revue Etudes Palestiniennes*, n°3, printemps 1982
- Sayyigh, Yezid, *Armed Struggle and the Search for State: the Palestinian Movement, 1949-1993*. Oxford, Oxford University Press, 1997
- Sayigh Rosemary, *Palestinians from Peasants to revolutionaries*, London, Zed Books, 1979
- Sanbar Elias, *Palestine 1948 : L'expulsion*. Paris : les livres de la revue d'Etudes Palestiniennes, 1984
- Schnall Daniel, *Beyond the Green Line, Israeli settlements in the West Bank*, London, P.Reager Spread Study, 1978.
- Scholch Alexander, (ed.), *Palestinians over the Green Line*, London, Ithaca Press, 1983
- .Segev, Tom, *The God of the Jews*, Berkeley, University of California Press, 1998
- Segev, Tom, *1949 : les premiers Israéliens*, Jérusalem, Domino, 1984
- Segev, Tom, *C'était en Palestine au temps des coquelicots*, Paris, L. Lévi, 2000
- Segev, Tom, *Le septième million : les Israéliens et le génocide*, Paris , L.Lévi, 2002.
- Shehadeh Rajah, *From Occupation to Interim accords*, CIMEL Book, series n °4, Kluwer Law International, La Hague, 1996
- Shehadeh Rajah, *The Law and the land, Settlements and Land Issues Under Israeli Military occupation*, Passia, Jerusalem, 1993
- Shehadeh Rajah, *Occupier's Law*, prepared for Al Haq, Institute for Palestine Studies, Washington, 1987 Shehadeh Rajah, «The Law of Palestine», *Journal of Palestine Studies*, Hiver 1982, n°42
- Tamari Salim (ed.) *Jerusalem 1948, The Arab Neighbourhoods and their fate in the War*, The Institute of Jerusalem Studies & Badil Resources, Jerusalem, 1999
- Tamari Salim, *The transformation of Palestinian Society: Fragmentation and occupation, in Palestinian Society, a survey of living Conditions*, FARO, 1994 pp.21-33.
- Tuqan Fadwa, *Le rocher et la peine, Mémoires I et Le cri de la pierre, Mémoires II*, Paris, Langues et Mondes, l'Adiathèque, 1998
- Vidal Dominique, Algazary Joseph, *Le péché originel d'Israël. L'expulsion des palestiniens et revisitée par les « nouveaux historiens israéliens »*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1998
- Wasserstein Bernard, *Divided Jerusalem, the struggle for the Holy City*, London, Yale University Press, 2001
- Webb Michael, «Visible City: Jerusalem», *Metropolis Magazine* 15, n°10, may 1996, pp.46-55.
- Zureik Elia, *The Palestinians in Israel, a study in internal colonialism*, Routledge & Kegan Paul, London, 1979

## REFUGIÉS, DIASPORA, IDENTITÉ PALESTINIENNE

- Arneberg Marie, *Refugees and Displaced in Jordan, Palestine Refugee Research*, London, IDRS, 1997
- Dakkak Ibrahim, «Vivre à Jérusalem», *Revue d'Etudes Palestiniennes*, 1983 p 87-122

- Dakkak Ibrahim, «Jerusalem via Daloros», *Journal of Palestine Studies*, XI, 1, 1981, pp.136-149.
- Dakkak Ibrahim, «Juin 1967, la résistance au quotidien », in *Jérusalem, le sacré et le politique*, Mardam-Bey F, Sanabar E, Arles, Sindbad, 2000, pp.243-271
- Darwish Mahmud, *La Palestine comme métaphore*, Actes sud, Sindbad, Arles, 1997
- Darwish Mahmud, *Histoires et nouvelles de Palestine* (coll.), Paris, le Sycomore, 1976
- Dédale, Multiple Jérusalem, n°3&4, printemps 1996, Paris, Maisonneuve & Larose
- Destremeau. Blandine, «Deux camps de réfugiés à Amman», *Cahiers d'Urbama*, n°11, Tours, 1995.
- Destremeau Blandine, «Le statut juridique des Palestiniens vivant au Proche Orient», *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°48, été 1993
- Falah Galah, "Israeli judaisation and impact on local urbanisation", in *Political Quarterly*, n°8, 1991
- Farah Rafiq Randa, *Popular memory and reconstruction of Palestine identity Al-Baq'a Refugee's Camp, Jordan*, Thesis of Philosophy, University of Toronto, 1999
- Habibi Emile, *La terre des deux promesses*, Arles, Actes Sud, 1996
- Hazboun Norma, *The resettlements of the Palestinian Refugees of the Gaza Strip*, Thesis for a PhD, University of Leeds, Department of Politics, 1994, non publiée
- Jaber Hanah, «Les camps de réfugiés en marge des accords : relations de terrain en Jordanie», Lyon, *Cahiers du GREMAMO*, n°13, 1995, pp.129-135
- Kanafani Ghassan, *Retour à Haïfa et autres nouvelles*, Arles, Sindbad, 1997
- Khalidi Rashid, *Palestinian Identity: The construction of modern national consciousness*, New York, Columbia University Press, 1997
- Khalidi Rashid, «The Future of Arab Jerusalem», *Studies for Middle East History*, vol 2, 1995
- Khalidi Whalid, *Before their Diaspora, and history of Palestinian seen by the photography*, Beyrouth, Palestinian Institute Studies, en 1986.
- Khalidi Whalid, *All That Remains, The Palestinian Villages occupied and Depopulated by Israel in 1948*, Washington, D.C, Institute for Palestine Studies, 1992
- Kodmani-Darwish Bassma, *La diaspora palestinienne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997
- Legrain J-François, *Les voix du soulèvement palestinien : 1987-1988. Edition critique des communiqués du Commandement unifié du soulèvement et du Mouvement de la résistance islamique*, Dossiers du CEDEJ, Paris, le Point du Jour, 1991
- Legrain J-François, «La Palestine : de la terre perdue à la reconquête du territoire », Badie B, Smouths M-C (dirs.), *L'international sans territoire*, Paris, L'Harmattan, 1996
- Masalah Nur, *Israel plans for The resettlement of the refugees (1948/1972)*, Ramallah, SHAML, 1996
- Plascov A, *The Palestine's refugees in Jordan, 1048-1957*, Franck Cassen, London, 1981
- Mitchell W.J.T, «Holy Landscape: Israel, Palestine, and the American Wilderness», *Critical Inquiry*, hiver 2000
- Mitchell W.J.T, «Landscape and Idolatry» *The Landscape of Palestine, Equivocal Poetry*, Abu-Lughod I, Heacock R, Nashef K (eds.), Bir-Zeit, Birzeit University Publications, 1999
- Moors A, van Teeffeelen T, Kanaana S, Abu Ghazaleh I (eds.) *Power, Text and Context. Discourse and Palestine*, Het Spinhuis, 1999
- Oliva Dominique, Rod Michel, *Les rôles des universités palestiniennes en territoires occupés, Cisjordanie et Gaza*, Genève, Institut universitaire d'études du développement, 1986
- Palestine-Israel Journal*, National Identity, n°3, 2002
- Picaudou Nadine, *Les Palestiniens. Un siècle d'histoire*, Paris, Edition Complexe, 2002
- Picaudou Nadine, *Le mouvement national Palestinien. Genèses et structures*, Paris, L'Harmattan, 1989
- Sanbar Elias, Mardam-Bey Farouk (coord.), *Palestine, l'enjeu culturel*, Dijon, Institut du Monde Arabe, 1997
- Sanbar Elias, *Les Palestiniens dans le siècle*, Gallimard, 1994

- Sanbar Elias, *Le bien des absents*, Arles, Actes Sud, 1997
- Said Edward, *Out of Place*, London, Granta Books, 1999
- Said Edward, *The Politics of dispossession : The struggle for Palestinian Self-Determination. 1969-1994*, New York, Pantheon Books, 1994
- Said Edward, *Entre Guerre et paix : retours en Palestine-Israel*, Paris, Arléa, 1997
- Said Edward, *A contre-voie : mémoires*, Paris, Librairie générale française, 2003
- Slyomovics Suzan, *Object of Memory: Arab and Jew narrate the Palestinian village*, Philadelphia, University of Pennsylvania, 1998
- Tamari Salim (ed.), «Fragmentation and Occupation» in *Palestinian Society, a survey of living conditions*, Oxford, Fafo, 1994
- Tamari Salim, «Dynamiques sociales et idéologie de résistance en Cisjordanie», *Les Palestiniens de l'intérieur*, Mansour Camille, (ed.) Washington, les livres de la Revue d'Etudes Palestiniennes, 1989
- Tamari Salim, «Agenda for a Project of Social Sciences research», *Current Sociology*, n°42, 1994
- Tamari Salim (coord.), *Assistance to refugees in the Middle East. Aid or Re-Settlements for Palestinian Refugees*, Office for International Policy Services (IPS), Oxford, 1994 (non-publié)
- Von Kuenl Y(dir.), *Exil, réseaux et restructuration : les réfugiés palestiniens du Liban, de Syrie, Jordanie, 1948-1991*, Genève Institut d'Etude set de développement, 1995.
- Weizman E, Segal R (eds.), *A civic occupation*, Tel Aviv, Babel 2000

## PROCESSUS DE PAIX. ETAT PALESTINIEN

- Ben Néfissa S, Hanafi S (dirs.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Institut Recherches Et études Monde Arabe et musulman, IREMAM, Paris, Ed du CNRS, 2002, pp95-124
- Botiveau Bernard, *L'Etat palestinien*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 1999
- Debié Franck, Fouet Sylvie, *La paix en miettes*, Presses Universitaires de France, 2000
- Destremeau Blandine, «Israel-Palestine : l'espace en miettes ou l'appropriation identitaire du territoire», in *Monde Arabe Maghreb-Machrek*, n°150, oct-déc 1995, pp.3-18.
- Fargues Philippe, «Des cartes dans quel jeu ?», in *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°23, printemps 2000, pp.53-55.
- Hanafi Sari, *Flexible Transnational Survival Practices of Palestinian Transmigrants/Returnees and Inflexible State Policies: Crafting the Palestinian Extra-Territorialized Nation-State*, Paper presented at the Third Mediterranean Social and Political Research Meeting, Florence, Mars 20-24, Mediterranean Programme, Robert Schumann Centre for Advanced Studies, European University Institute
- Hanafi Sari, *Entre-deux Mondes : les hommes d'affaires palestiniens de la diaspora et de la construction de l'entité palestinienne*, Les dossiers du Cedej, le Caire, 1997
- Hanafi Sari, «Contribution de la diaspora palestinienne à l'économie des Territoires : investissement et philanthropie» in *Maghreb-Machrek*, n°161, novembre 1998, Paris, Documentation Française
- Hilal M, Malki M, *Social Support Institutions in West Bank and Gaza*, Ramallah, 1997, MAS
- Picaudou Nadine (dir.), «La Palestine en transition», *Les annales de l'Autre Islam*, n°8, Paris, INALCO-ERISM, 2001
- Shikaki K, *Old guard et new Gard*, Ramallah, Palestinian Center for Policy and Survey Research, 2001
- Tamari Salim, «Qui dirige la Palestine», *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°85, automne 2002, *op.cit.*, pp.77-87
- Zahlan A.B (eds.), *The Reconstruction of Palestine*, London, P.Kegan, 1996

## URBANISME ET POLITIQUES URBAINES : ISRAËL, JERUSALEM, PALESTINE

- Architectural Design « The Israeli architecture, a new spirit », vol. n°7-8, 1987, pp. 41-46
- Architectural Review, *Architecture in Israel*, n°3, 1983
- Amiran K, Khimhi I, Shachar A (eds), *Urban Geography of Jerusalem*, Israel Exploration Society, Berlin, New York, Walter de Gruyter, 1973
- Badran, R, *Revue du MIMAR*, septembre 1987 et février 1991
- Bulle Sylvaine, « Ce patrimoine, entre monde et sentiment national », *Revue Autre part*, printemps 2004
- Bulle Sylvaine, « L'envers de la ville monde, Jérusalem-Est », *Revue Multitudes*, à paraître, printemps 2004.
- Bulle Sylvaine, « La fabrique d'un territoire : cartes, plans et autres données urbaines dans la Palestine contemporaine » in *Lieux, frontières, luttes de sens, représentation et construction du réel social en Palestine, 1948-2000*, ouvrage collectif coordonné par St. Latte/Abdallah, C.N.R.S /I.F.P.O (à paraître).
- Bulle Sylvaine, « Les villes palestiniennes entre passé colonial et avenir incertain » *Annales de la recherche Urbaine*, n°sp. « Villes et Guerres » hiver 2002
- Bulle Sylvaine, « Oublié, revendiqué, célébré : les désordres du patrimoine en Israël et Palestine », *Revue Eurorient*, mai 2001.
- Bulle Sylvaine, « Borderline », (le cas de Jérusalem/Est) *Revue Parpaings*, avril 2001.
- Bulle Sylvaine, Mermaroli B, « Gaza, une ville en devenir » avec, in *Gaza, Méditerranée*, Catalogue d'Exposition, *Institut du Monde Arabe*, Editions Errance, 2000
- Bulle Sylvaine « Identités Nationales et identités urbaines en Palestine ; Comment lire l'espace palestinien ? », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, hiver 2000
- Cheslin, Amir, *The municipal Policies in Jerusalem. An Account with in, Jerusalem*, Passia, 1995
- Cheshin A, Hutman B, Melamed A, *Separate and Unequal*, Cambridge & London, Harvard University Press, 1999
- Cohen Shaul, *The Politic of Planting : Israeli-Palestinian Competition for Control of Land in the Jerusalem Periphery*, Chicago, University of Chicago, 1993
- Dakkak Ibrahim, Roundtable. Jerusalem: Symbols, Control and Sovereignty. *Palestine-Israel Journal of Politics, economics and Culture*, vol. VIII, n°1, pp55-66
- Efrat Elisha, « Changes in the town , Planning Concepts of Jerusalem », 1929-1969, *Environment-Planning*, n°3, 1971
- Goldberg Don, « By Sea to Jaffa », *Eretz Magazine*, mars-April 1988, pp.56-65
- Goren Amiram, « Between City and suburb : urban residential patterns and processes in Israel », Aldershot, Avebury, 1995
- Goren Amiram, « Towards a new Typology of Urban Planning », *Environment and planning* n°16, 1987
- Goren Amiran, « Changes in the Design of the Urban Spaces of the Arabs of Haifa during the Israeli War of Independence », *Middle East Studies*, vol. 35, n°1, January 1999, pp.115-133
- Harvard Jerusalem Studio, *Urban designs for the Holy city*, New York Press, 1986
- Kaminker S, « For Arab only: Building Restrictions in East Jerusalem » in *Journal of Palestinian Studies*, volume 26, n°4, 1997, pp. 45-63
- Khameisi R, Nasrallah R, (eds.) *The Jerusalem urban Fabric*, Jerusalem, International Peace and Cooperation Center, 2003
- Karmi R, « Les murailles de Jéricho », *Architecture d'Aujourd'hui*, juillet 1974
- Karmi, R « Giloh Housing Scheme », *Architectural International Association, Journal*, août 1982

- Karmi, R «Building a Democracy » in *Architectural Review*, n°3, 1993
- Kroyanker David, *Jérusalem, trois mille ans d'architecture*, Paris, Mengès, 1994
- Kroyanker David, «Ten years of Israeli Architecture as Reflected in Jerusalem Building», *Architecture in Israel*, n°33, 1983
- Kroyanker David, *Jerusalem's built Heritage, the city's Architecture Periods and Style*, Conference at Passia, paier non publié
- Kroyanker David, In «The new code of Jerusalem, the Fashion of quoting architecture», *Architecture in Israel*, n°18, Avril 1995, pp.46-15.
- Levine Mark, *The new old Jaffa : Tourism, Gentrification and the battle for the Tel-Aviv's Arab Neighbourhood*, PH.D Thesis, 1999 , non publié.
- Latendresse Anne, *Jerusalem: Palestinian dynamics resistance and urban change, 1967-1994*, Jerusalem, PASSIA, 1995
- Metz Terry, «Jerusalem: and the Walls Came tumbling down», *Architectural Record*, n°8, 1994, p.14-15
- Palestine-Israel Journal of Politics, Economics and Culture, *Jerusalem*, vol. 8, n°1, 2001
- Ram Ami, «Interview with Moshe Safdie» », *Architecture in Israel*, n°56, 1990, pp.68-71
- Rechter Yacov, Recent Works of Israeli Architecture, *Architecture-Design*, vol 57, n°7-8, 1987
- Rivière. A, Tancier J, *Jérusalem, destin d'une métropole*, Paris, l'Harmattan, 1997
- Safdie M, «Build in Context», *Process Architecture*, n°56, 1985
- Sharon Arie, *Kibbutz and Bauhaus, an Architect's way in a New Land*, Stuttgart, 1976
- Tuqan T, *Revue du MIMAR*, février 1991
- Vince Agnès, « Le quartier juif: comparaisons européennes » *La société juive à travers l'histoire*, Trigano S, (éd.), Paris, Fayard, 1992, vol 2, pp.499-529
- Yftachel Oren «Towards a new Typology of Urban Planning», *Environment and planning* n°16, 1987
- Yftachel Oren «The ethnic democracy model and its applicability to the case of Israel», *Ethnic and Racial Studies*, n°15, 1992
- Yftachel. Oren, «Planning in a mixed region in Israel», 1992, *Post Modern Cities and Spaces*, Watson S, Gibson K, Blackwell, Oxford, 1999
- Wasserstein Bernard, *Divided Jerusalem. The Struggle for the holy city*, London, Yale University Press, 2001

## SOURCES ECRITES

### RAPPORTS (ETAT, MINISTERES PALESTINIENS, O.N.G)

- Abed Samir, *Contribution to a Palestinian Perspectives on Jerusalem*, 1997 (papers for the negotiations of Camp David, papers for the Road map), non-publié
- Association Pays de Loire-Gaza-Jerusalem, *Rôle des O.N.G et des associations dans le processus de paix au Moyen Orient* ; colloque du 15 octobre 1989, Nantes, 1990
- Al Haq, *Perpetual Emergency, a legal analysis of Israeli Rules*, 1989
- Al Haq, 1994, *Legal consequences of the demolitions by Israel in the West Bank and Gaza Strip*, Ramallah
- Al Haq, *a thousand and one Homes, Israeli's demolition and sealing houses in the occupied Palestinian territories*, Occasional papers n°11, 1993, Ramallah
- Al Haq, *The By pass roads Network in the West Bank*, 1997
- Allison B Hodgkins, *The judaisation of Jerusalem, Israeli policies since 1967*, Passia, Jerusalem 1996
- Al Haq, *Bulldozed into cantons: Israel's House Demolitions Policy in the West bank since the Signing of the Oslo Agreements*, 9-1993 to 3-1998, 1999
- Al Haq, *The Israeli settlement from the Perspective of International Law*, 2000
- ARIJ, Association for the Research of Jerusalem, *The Atlas of Palestine*, Jerusalem 2000
- Benvenisti M, Khayat S, *West Bank and Gaza Atlas, Jerusalem*, American Enterprise for Public Policy Research, Washington, 1988
- B'Tselem, *One-Way of Annexion, Human rights Violation for an establishment of Maale Adumim*, Jerusalem, 1999
- B'Tselem, *Demolishing Peace: Israel's Policy of Mass Demolition of Palestinian Houses*, Jerusalem, September 1997
- B'Tselem, *Land Grab, Israel's Settlement Policy in the West Bank*, Jerusalem 2002
- Baskin G, Twit R (eds.), *The future of Jerusalem, Proceeding of the First Israeli-Palestinian International Academic Seminar on the Future of Jerusalem*, march 1993, Jerusalem, Israeli/Palestine Center for Research and Information
- Bir Zeit University, Paul de Waart, *The legal status of Palestine under International law*. Law center, Bir Zeit 1995
- Fairweather Jamil et Natasha, *Israeli Military orders in the Occupied Palestinian West bank, 1967-2002*, Jerusalem, Media & communication Center, 1993
- International Peace and Cooperation Media Center, *Envisioning the Future of Jerusalem*, Jerusalem, 2001
- Interim Israeli-Palestinian Agreement Regarding the West Bank and Gaza Strip, Washington, September, 1995, Protocol concerning Civil Affairs
- Jerusalem Media Communication Center, *Signed, sealed, delivered, Israeli settlement and the peace process*, Jerusalem, 1997
- Jerusalem Media&Communication Center, *Foreign aid and development in Palestine*, Jerusalem, 1999
- Kaminker Sarah, *Housing and Community Development through Land reclamation. A proposal for Planning and Building New Communities in east Jerusalem*. Though the joint use of planning, legal and Community organization expertise, paper presented at Passia Meeting, June 1994
- The Palestinian Society for the Protection of Human Rights and the Environment, *Apartheid Bantustans Cantons, the ABC of the Oslo Accords*, Jerusalem, 1998
- Palestinian Academic Society for the Study of International affairs (PASSIA), *Israeli planning and house policy in the west bank*, R. Khameyseh, Jerusalem, 1989
- Ministry of Local Government, *Technical assistance for the Supervision of Project*, 1998



- MOPIC (Ministry of International Cooperation) *Endangered Cultural Heritage sites in the West Bank Governorates et Jerusalem Architectural Treasures*, 1998
- MOPIC, *Regional Plan for the West bank Governorates*, 1998
- MOPIC, *National Policies for Physical Development*, 1998
- Municipality of Naplouse, *Documents of the Heritage*, 1999
- Minsitry of Bethleem 2000, Reports on activities, 1998, 1999
- N.G.O Network of Palestine, Document for the planning of Jerusalem, 2000 (non publié)
- Palestinian Central Bureau of Statistics, Recensement de 1997
- Palestine NGO Organisations , Paper for the future of Jerusalem, creation of a working group on Urban planning, 2000, non-publié
- PALGRIC (Palestinian Geographic Center, Survey Department), différentes cartes sur les accords d'Oslo
- PALGRIC, *Survey of Israeli Settlements in the West Bank and Gaza Strip*, Jerusalem, Survey Department, Series G.I.S n°1, 1995.
- PASSIA, *Israeli Planning's House Demolishing in the West Bank*, 1989
- PASSIA, *The Conservation of Jerusalem*, by Khaled Khatib, 1993
- PASSIA, *The Palestine Question in maps*, Jerusalem, 2002
- Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS), *Impact of the Israeli Measures on the Economic Conditions of Palestinian Households on the Eve of the Israeli Incursion, janvier-février 2002, Ramallah*
- Palestine Housing Council, *Ten years of achievement*, 1992-2002 et rapports divers non publiés
- PECDAR, (Palestinian Agency for development and Reconstruction), *First plan for Emergency, West bank & Gaza Strip*, 1998
- PECDAR *Pilot Urban Planning Studies for Al Khalil (Hébron), for Khan Yunis*, Jerusalem, 1996
- PECDAR, *Bulletins et rapports d'activité*, 1995-2000
- Report of a Study Group Convened by the American Academy of Arts and Sciences, *Transition to Palestinian Self-government : Toward Israeli-Palestinian Peace*, Jerusalem, 1992
- Report of a Study Group by the Academic, *Transition to Palestinian and Self Government*, Jerusalem, 1992
- Riwaq, *Data base on the preservation of Heritage*, à partir de 1992
- Riwaq, *The Urban Mansions on Naplouse*, 2000
- Rapport on the studio*, Michael Sorkin, Jerusalem, 2000, published by Bat'zlem School of Architecture
- Samman Maher, *An analytical study about the conservation planning in Jerusalem from 1800 until now*, Delf University, Netherlands, non daté
- Stop the Wall, Against the Apartheid*, publication by the Plate Form of N.G.O, Jerusalem 2002
- Suleiman Ibrahim , *By pass Roads and infrastructures, Thesis for the master of planning* by, University of al-Najah, Naplouse, 2000
- Université Islamique de Gaza, département d'architecture, unité de conservation du patrimoine de Gaza, documents sur la vieille ville (en arabe), non publiés
- UNWRA (United Nations Welfare and Relief Association, différents rapports sur camps de réfugiés, Gaza et Cisjordanie
- UNWRA, Département des opérations, Gaza, Jérusalem, plans des camps, 1/5000<sup>e</sup>
- Welfare Association, *Documents for the preservation of Jerusalem*, 1999
- World Bank, *Developing the Occupied Territories, an investment in Peace, Housing, Economy, infrastructures* , 1992

## ARCHIVES CONSULTEES

### MUNICIPALITÉ JÉRUSALEM ET MINISTÈRE DÉFENSE

- Planning the Old City for Jerusalem*, Arie Sharon, Jerusalem, Ministry of Interior, 1973
- Ten years of military administration, Government of the Administered Territories*, Civilian Activities in Judea and Samaria, Gaza Strip and Northern Sinai: Tel Aviv, Ministry of Defence of Israel, 1977
- The Israeli administration of Judea Samaria, Law of occupied territories*, Ministry of Defence of Israel, 1977
- Aerial photographs of West Bank and Jerusalem, between the Jordan and the Sea, 1930-1988, Municipality of Jerusalem
- Exploratory Remarks for the Discussion by the District Planning and Building Committee*, Planning Department, Jerusalem Municipality, 1998
- Aerial Pictures of Israel*, J. Kedar, Municipality of Jerusalem, 1990
- Planning and development 1982-1985. New Trends, Jerusalem*, Kroyanker David, Jerusalem Institute for Israel Studies, 1985
- Planning Jerusalem, 1982-1985*, Jerusalem Committee, Jerusalem, 1985
- Forms of Settlements*, préparé par Ori Ephraim, document de travail, WZO, *Jewish National Fund*, 1963
- The Israel Physical Master Plan*, préparé par J. DASH, document de travail, 1964
- Unrealised projects for Jerusalem*, Kroyanker D (coord.), Jerusalem Municipality, 1998

### FONDS JORDANIENS

#### ARCHIVES DU GOUVERNEMENT JORDANIEN (AL MUQATTA PAPERS)

- The Survey of Palestine*, planches anglaises mises à jour entre 1925 et 1942
- The Survey of Palestine*, 1942 et plans régionaux (Schéma RJ/42)
- The census of Palestine*, Government of Palestine, Palestinian department Affairs of Jordan, 1961
- Jordanian economic Policy in the west Bank*, Department of Palestinian Affairs, 1986
- Collection of Laws and Regulations, Law 29*, Haschemite Kingdom of Jordan, Ministry of Interior, Department of Municipal and Village Affairs,
- Rapports d'activités* (en arabe), Services des Affaires économiques, Haschemite Kingdom of Jordan, Ministry of Interior, 1951, 1955, 1961
- Cartes de Palestine* (entre 1951 et 1966)
- Rapport sur l'organisation des camps*, Commissariat pour l'aide aux réfugiés en Palestine, Beyrouth, Archives de la Croix Rouge, décembre 1948
- Holy Land newsletter*, a monthly bulletin published by the Jordan tourism authority, années 1958 à 1962.
- Five years Plan for East Bank (1986-1990)*, Palestinian Department in cooperation with P.L.O department

## FONDS PALESTINIENS

### Fonds Abu's Hammid, Fonds Khalili, Nashashibi, Ansari

- Archives personnelles Raghib Nashashibi, correspondance avec le Comité Exécutif et rapports divers (en arabe)
- Archives du tracé manuel de la ligne verte, carte originale au 1-5000è
- Anglo-French declaration distributed by Muslim-Christian Association in Jerusalem, 1918
- Report on the State of Palestine, by Palestinien Arab congress to the High Commissioner*, Jerusalem, Rapports du Comité exécutif arabe, 1925 et suivants
- General regulations*, Government of Palestine, London, 1928
- Gouvernement of Palestine, *Documents on Civil Service*, 1937 puis 1957 et suivants
- Syndicat des Ingénieurs palestiniens, Liste des ingénieurs en Palestine, 1951, 1958, 1960, 1962,
- Revue *Al Muhandees Al Falestin* (la revue de l'ingénieur palestinien), collection incomplète jusqu'en 2000 (en arabe)

### Fulbright Institute et Rockefeller museum

- Fonds Emile Bonfils, Archives photographiques, 1880-1890
- Wilson Charles, Ordinance Survey of the old city, Jerusalem map 1: 2500, Her Majesty's treasury, London, 1865 (5 planches)
- The survey of Palestine, C. R Conder, H.Kitchener, 4 vols, 1881
- Palestine exploration Fund review*, collection complete 1861-1943
- Mandate for Palestine*, Majesty's Office, London, 1922
- Palestinian Exploration Fund, Review*, collection complete, 1881-1946
- Palestine Royale Commission* Rapports par le Secrétaires d'Etat aux colonies, Her Majesty's Office, 1921 puis 1927, 1937, 1947
- Census of Palestine, 1931*
- Annual reports*, Dept of health, 1928-1939, Dept of Public Works, 1929-1940, Town planning Advisor, 1936-1939
- Kendall, Henry, *Village development in Palestine During the British Mandate*, London, Agency for the Colonies
- The city plan, Jerusalem, preservation and development during the British Mandate*, London, Her Majesty's Stationery Office, 1948
- H. Kendall, *Jerusalem City Plan*, Her Majesty's Stationary office, London, 1948
- The city plan, Jerusalem, preservation and development during the British Mandate*, London, Her Majesty's Stationery Office, 1948

### Ecole Biblique de Jérusalem

- Souvenirs d'Orient, Album pittoresque des sites, villes et ruines les plus remarquables de l'Egypte et de la Nubie (de la Palestine, de la Syrie et de la Grèce)* avec notice, Félix Bonfils, Alais (Gard), 1878, 5 vol, 1878.
- Abdul Hamid's Palestine, ed. Carta, Jérusalem, collection privée
- Père Louis Abel, *Géographie de la Palestine, géographie politique des villes*, Ecole Biblique, 1938
- Focus Near East, Photographies in the Near east*, 1839-1885, Ecole Biblique

*Jerusalem 1918-1920, the Records of the Pro-Jerusalem Council during the period of the British Military Administration*, C.R Ashbee, London, 1921

*Jerusalem 1920-1922, the Records of the Pro-Jerusalem Council during the First two Years of the Civil Administration*, edited by C.R Ashbee, Edited by the Council of the Pro-Jerusalem Society, 1924

Souvenirs de la guerre des six jours, Père François Langlamet, dactylographié, non publié

Reisen Dürch Falestina, Feuerbach, 1898, ed, non connu

Fonds Sauvignac, Fonds Jaussen, archives photographiques, 1880-1952

Revue *Jérusalem*, 1890-1912

## ENTRETIENS

Nous ne mentionnons que les entretiens formels organisés spécialement pour la recherche entre 1999 et 2003. Entre parenthèses, on signale le nombre d'entretiens quand ils sont supérieurs à un.

Abdah Ala'eddin, ingénieur, UNWRA, direction des opérations, Jérusalem  
 Abdel Hammid Ali, urbaniste, directeur du CURP, Naplouse, Université d'al-Najah (6)  
 Abdil Rajab Osameh, ingénieur, syndicat des Ingénieurs, Jerusalem  
 Abed Samir, Vice-Ministre, chargé de la planification (2)  
 Abed Yasser, Cites Unies, Bureau de Palestine  
 Abu Ali, directeur de l'atelier de réhabilitation de Naplouse (2)  
 Abu Areth, président de Badil-Refugees  
 Abu Artieh Mohammad, directeur, Jerusalem Center for Human Rights  
 Abu Dagga Issam, ingénieur Municipalité de Khan Yunis  
 Abu Eisheh Sameer, enseignant, Université de Al-Najah  
 Abu Rahma, Majed, architecte, chef du service urbanisme, Municipalité de Naplouse (2)  
 Abu Shanab Peter, architecte, Jérusalem (2)  
 Al Arabi Rudeina, architecte, enseignante, Université de Bir-Zeit  
 Al Hammad Bilal, architecte, Amman  
 Al Hammid Rashid, architecte, Gaza (2)  
 Al Hanbali Maher, architecte Municipalité de Naplouse (2)  
 Al Man'a Sharif, architecte, Hébron  
 Al Mughai Aabid, ingénieur, UNWRA, camp de Balatah  
 Al Safi Ramadan, Ingénieur, Association des Ingénieurs, Bureau de Jérusalem (5)  
 Al Shurafa Fuad, Ingénieur, département de l'urbanisme, Municipalité de Gaza  
 Almughany Nihad, Conseiller des affaires urbaines auprès du Maire, Municipalité de Gaza  
 Amad Eman, architecte, enseignante Université Al-Najah (3)  
 Amiry Suad, directrice, Riwaq, organisme réhabilitation, Ramallah (2)  
 Amro Jamal architecte, directeur faculté architecture, Université de Bir Zeit (4)  
 Anastase Pauline et George, architecte, Bethléem (4)  
 Anjari Mustafa, urbaniste, Municipalité de Hébron  
 Ansari Fahmi, archiviste (5)  
 Ansari Nabil, technicien municipalité, Jérusalem (2)  
 Arafieh Taoufik, ingénieur, Service Urbanisme et travaux, Municipalité Al-Al-Bireh (2)  
 Assi Eman, architecte, enseignante Université Al-Najah (2)  
 Badran Rassem, Amman,(1)  
 Barakat Daoud, responsable de la commission Réfugiés, OLP, Ramallah et Jérusalem (2)  
 Barghouti Abdul Hammid, directeur, PECDAR, Jérusalem  
 Benvenisti Meron, historien, écrivain, ancien élu et chef de la Planification, Israël  
 Brisson Lionel, directeur des opérations, UNWRA, Gaza  
 Creveto Delphine, chargée de mission Palestine à Cites Unies France,  
 Dakkak Ibrahim, Architecte, ancien président de l'association des Architectes

Dweik Ghassan, architecte, enseignant, université de Bir Zeit  
 El Shami Muhammad, maire, municipalité de Gaza  
 Farouk Amid, Architecte, Hébron, Amman  
 Foeth Martin, directeur adjoint, Caisse française de Développement, Jérusalem (3)  
 Fouet Sylvie, chargée de mission Union Européenne, Jérusalem  
 Giedwyl Gerhard, architecte, Jerusalem (2)  
 Groag Shamuel, architecte-urbaniste, Binkom, Jérusalem (2)  
 Habache Nadia, architecte, Ramallah  
 Halakya Muhammed, directeur, Palestinian Housing Council (2)  
 Halper Jeff, sociologue-urbaniste, directeur CIAD (2)  
 Hamad Bilal, architecte, Amman (2)  
 Hammad Sami, Association ingénieurs de Naplouse  
 Hanafi Sari, sociologue, directeur SHAML, Ramallah (2)  
 Huasri Nawal, architecte, service de l'urbanisme, Ramallah (2)  
 Hussein Raed, architecte, Bir-Zeit  
 Hussein Adnan, Director Awqaf Jerusalem  
 Ikess Charly, architecte, Ramallah (6)  
 Imad Nassar, directeur des Infrastructures, Bethléem 2000  
 Jaffray, Josephine, UNWRA, direction des opérations, Jérusalem  
 Jama'a Jamal, ingénieur et archiviste, Atlas, Naplouse (4)  
 Jub'neh Azmi, historien, anthropologue, Université de Bir-Zeit  
 Juma'a Bashar, urbaniste et responsable du GIS, Ramallah, MOPIC (4)  
 Kana'na Sharif, anthropologue, Université de Bir-Zeit  
 Khameisi Rassem, urbaniste, Jerusalem (2)  
 Khayat Shlomo, architecte, urbaniste, Jérusalem  
 Khoury Munir, promoteur, Ramallah  
 Khoury Youssef, ingénieur, ancien chef service travaux publics, Jérusalem, (6)  
 Khoury Zaki, homme d'affaires, President National Beverage, Jérusalem  
 Koury Bassam, architecte, Bethléem (2)  
 Kroyanker David, architecte et historien, Jérusalem  
 Lana Rabadi, architecte, unité réhabilitation, Bethléem 2000  
 Marcelli Jean Pierre, directeur, Caisse française de Développement, Jerusalem  
 Miqdadi Issam, architecte, Université de Gaza  
 Nada al Hassan, Chef unité réhabilitation, Bethléem 2000 (2)  
 Naili Toufik, Cites Unies, Bureau de Palestine, Paris  
 Nasrallah Rami, directeur, International Peace and Cooperation Center (2)  
 Nasser Christiane, chef service communication, Bethléem 2000  
 Nasser Hassan, maire de Bethléem  
 Natour Hussein, architecte, Ministère collectivités locales, Ramallah  
 Nijm Khalil, géographe, chargé de la planification, MOPIC, Ramallah (2)  
 Odwan Wahid, Ingénieur, PECDAR, Ramallah  
 Pacaud Pierre Alain, chargé des opérations, Caisse française de Développement  
 Pape Eyal, agence Safdie, Jérusalem  
 Persikian Jacques, directeur artistique, Bethléem 2000

- Q'ri Khaleed, géographe université Al-Najah, Naplouse (2)
- Qawasmeh Khaled S, directeur comité réhabilitation de Hébron (3)
- Rabinowitch Daniel, géographe, Université hébraïque de Jérusalem
- Ramadan Ossama, architecte, Ramallah
- Rana Oshaq, chef de projet, Bethléem 2000
- Ratrout Ekhas, architecte-urbaniste, Naplouse
- Ronel Ariella, architecte, urbaniste, Jérusalem (2)
- Saboubeh Ihssan, ingénieur travaux, municipalité de Gaza
- Saca Nader, Ministère des Collectivités locales, architecte, Gaza
- Safdie Moshe, architecte, Jérusalem
- Sarr Yasir, Ingénieur , ancien service travaux publics jordaniens, Jérusalem
- Segal Rafit, architecte, Jérusalem (2)
- Shaath Nabil , Ministre de la Cooperation internationale (MOPIC)
- Shaban Jamal, président de l'association des Architectes, Ramallah (3)
- Shakaa Ghassan , maire de Naplouse
- Stayyed Mohammad, architecte, PECDAR
- Steinger Roland, juriste, Temporary International Presence in Hebron, Hébron
- Suleiman Adeeb, syndicat des ingénieurs, Ramallah
- Tamari Salim, sociologue, directeur de l'institute for Jerusalem Studies(2)
- Taraki Lisa, sociologue, Université de Bir-Zeit
- Tresih Munif , architecte, municipalité de Al Bireh
- Tufakji, Khalil Géographe Arab studies Center, Maison de l'orient (2)
- Tuqan Jafer, architecte, Amman, Naplouse (2)
- Tuqan Shadia, architecte, Unité du département Réhabilitation Welfare association (2)
- Walid Hasan , ingénieur, UNDP, Jérusalem
- Weizman Eyal, architecte, O.N.G B'Tselem (5)
- Yftachel Oren géographe, Université de Beer-Sheva
- Youssef Fartha, architecte Riwaq, Ramallah
- Youssef Omar, architecte Jerusalem (4)

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Jérusalem vu du Mont des Oliviers, vers 1880.....	54
Figure 2 : Les quartiers arabes de Jérusalem vers 1920.....	54
Figure 3 : Hébron vers 1920.....	60
Figure 4 : Le Haut Commissaire Samuel et Storrs quelque part en Palestine vers 1921.....	71
Figure 5 : Centres de santé installées par les Anglais vers 1925.....	74
Figure 6 : Jérusalem vers 1925.....	94
Figure 7 : Plan de Jérusalem réalisé par Mc Lean.....	100
Figure 8 : Ordonnance publique sur la préservation de Jérusalem, 1918.....	102
Figure 9 : Projet de rénovation de la porte de Jaffa et remparts en 1918 par la Pro-Jerusalem Society (R. Creswell, architecte).....	103
Figure 10 : Inventaire des parcs et des sites à Jérusalem.....	107
Figure 11 : Plan de développement de Jérusalem par P. Geddes, 1919.....	108
Figure 12 : Shémas successifs de développement de Jérusalem établis par Israel Exploration Fund.....	110
Figure 13 : Etudes établies par Kendall, urbaniste pour le schéma de développement de Jérusalem de 1944.....	111
Figure 14 : Projet sur le boulevard Benyuda et King George Avenue vers 1925 (architecte : Richard Kauffman).....	114
Figure 15 : Projet pour l'implantation de l'administration centrale anglaise sur le Boulevard King David (architecte : Barb Harrison.....	115
Figure 16 : Le Palace Hotel , ancien siège du Conseil Suprême Arabe, rue d'Agroun.....	115
Figure 17 : Cité jardin de Talpoit, projet de 1921. Architecte : R. Kauffman.....	119
Figure 18 : Projet pour le quartier de Talpiot vers 1896.....	121
Figure 19 : projet pour l'Université Hébraïque vers 1921, d'après les Archives du Fonds National Juif.....	125
Figure 20 : Projet de P. Geddes pour l'Université Hébraïque.....	127
Figure 21 : Le réseau routier en Palestine mandataire.....	130
Figure 22 : Le lotissement de Talbieh à l'ouest de Jérusalem vers 1930.....	134
Figure 23 : Gaza vu du Nord vers 1924.....	136
Figure 24 : Gaza vers 1918 partagée par la voie ferrée.....	142
Figure 25 : Ramallah-Al Bireh vers 1918.....	144
Figure 26 : Naplouse vu du Nord vers 1922.....	146
Figure 27 : Visiteurs, ruines de Lifta à l'entrée de Jérusalem-Ouest (au second plan).....	175
Figure 28 : Camp de Deished (Bethléem), 1970.....	179
Figure 29 : Situation des camps de réfugiés en Palestine par la Croix Rouge, 1948.....	182
Figure 30 : Schéma d'un camp établi par la Croix Rouge en 1948.....	184
Figure 31 : Trame bâtie du camp de Shat'eh (Beach Camp) à Gaza, 1998.....	185
Figure 32 : Camp de Shu'fat (Jérusalem-Est).....	186
Figure 33 : Schéma régional de Jérusalem de 1942 en vigueur jusqu'en 1967 (urbaniste : H. Kendall).....	194
Figure 34 : Villa des années 50 sur la ligne verte à l'entrée de Bethléem.....	196
Figure 35 : Eglise à Al-Al-Bireh (Rammallah) construite vers 1950.....	197
Figure 36 : Secteurs militaires en Cisjordanie.....	206
Figure 37 : plans pour les implantations de Pisgat Zeev et Pisgat Omer à l'entrée de Jérusalem vers 1967.....	221
Figure 38 : Voie rapide desservant Jerusalem centre depuis le bloc d'implantations de Ramot au Nord.....	224
Figure 39 : Naplouse vers 1980.....	225
Figure 40 : Développement de Ramallah-al Al-Bireh dans les années 80.....	227
Figure 41 : Schéma de développement établi par le service de planification pour le district de Behtléem.....	231
Figure 42 : Procédure pour l'obtention d'un permis de construire sous administration militaire ..	238



Figure 43 : Vue aérienne actuelle de l'entrée Nord Est de Jérusalem .....	245
Figure 44 : Schéma de développement de Ramallah-Al-Al-Bireh établi par le service de planification .....	250
Figure 45 : Retranscription de la trame spatiale des colonies.....	252
Figure 46 : Colonie située entre Ramallah et Naplouse.....	256
Figure 47 : Implantation récente de Har Homa en 2000 à l'entrée de Bethléem .....	257
Figure 48: L'extension de la colonie de Neve Yacov en vis-à-vis du camp de Shu'fat (Jérusalem).....	259
Figure 49: Les différentes limites de Jérusalem .....	262
Figure 50 : La nouvelle barrière de sécurité à Jérusalem-Est.....	267
Figure 51 : Opération prévue dans le projet municipal.....	287
Figure 52 : Recouvrement de la ligne verte, route n°1, à Jérusalem-Est en direction de Ramallah.....	287
Figure 53 : La résidence du Village de David.....	294
Figure 54 : La rénovation de la Porte de Jaffa (Sud du secteur de Mamillah) .....	296
Figure 55 : la vallée du hénon , en contre-bas de la porte de Jaffa.....	298
Figure 56: La résidence du Village de David face à la Cité de David.....	300
Figure 57 : plan d'A. Sharon pour le village de Silwan (Jérusalem-Est) .....	304
Figure 58 : Le village de Silwan .....	305
Figure 59 : Détails d'architecture israélienne d'après-guerre .....	308
Figure 60 : Les blocs d'implantation de Gilo (architecte : R. Karmi) .....	309
Figure 61 : Jérusalem vu du Nord sur la ligne verte .....	312
Figure 62 : Franchissement parallèle de cheik-point (Abu Dees- Sawahreh) .....	331
Figure 63 : nouveaux quartiers–frontières en limite municipale de Jérusalem .....	332
Figure 64 : Gaza en 1995.....	353
Figure 65 : Terrains construits à l'entrée de Ramallah .....	365
Figure 66 : Urbanisation des collines de Naplouse .....	370
Figure 67: Vue de Gaza vers la mer (2001) .....	375
Figure 68 : Versant sud de Al-Al-Bireh-Ramallah.....	382
Figure 69 : Vue de Ramallah depuis le quartier résidentiel de Masyoun .....	386
Figure 70 : Gaza camp et Gaza ville.....	391
Figure 71 : Café Stone, centre de Ramallah.....	399
Figure 72 : Nouvelle résidence de luxe où demeurent certains responsables de l'OLP et Autorité.....	400
Figure 73 : Nouveau style à Ramallah : un hammam à Al-Al-Bireh .....	400
Figure 74 : Complexe des Piscines de Salomom .....	403
Figure 75 : Vue de l'intérieur.....	403
Figure 76 : Cité de Tal es Safa et vue sur la vallée du Jourdain.....	406
Figure 77: Vue de l'intérieur (Architecte : S. Amary) .....	407
Figures 78: Deux cas de réhabilitation du patrimoine traditionnel.....	413
Figure 79 : Vue sur la ville ancienne de Naplouse .....	422
Figure 80 : Ayda camp aux portes de Bethléem .....	435
Figure 81 : Place la Nativité, Centre pour la paix (architecte : S. Liqits) .....	436
Figure 82 : Sheik Jarrah à Jérusalem-Est.....	446
Figure 83 : Nouvelle génération d'architectes .....	465

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>LE MONDE PALESTINIEN .....</b>	<b>3</b>
<b>1. TEMPORALITES URBAINES, TEMPORALITES POLITIQUES, RYTHMES DU MONDE.....</b>	<b>7</b>
1.1 <i>Espaces et histoire.....</i>	7
1.2 <i>Du colonialisme à l'internationalisme et des formes enchevêtrées de la présence étrangère en Palestine.....</i>	12
1.2.1 Histoire et géographie de la présence étrangère .....	12
1.2.2 Colonisation, empires en Palestine à l'échelle contemporaine .....	16
1.3 <i>Gouverner l'espace : généalogie des politiques urbaines en Palestine.....</i>	18
1.3.1 Le pouvoir en ville définitions et modalités.....	19
1.3.2 Le filtre de la différenciation.....	22
1.4 <i>L'aménagement de la société.....</i>	24
1.4.1 Savoir et pouvoir dans le domaine de l'urbanisme colonial.....	25
1.4.2 Les hommes, les milieux .....	26
1.5 <i>L'espace producteur. Pour une herméneutique de la ville .....</i>	30
1.5.1 Le passé du présent et la mémoire consciente de la ville.....	31
1.5.2 Les hommes et leur espaces vus de l'intérieur : Pierre, patrie, les lieux du discours nationaliste .....	34
1.5.3 Le temps de l'espace. Pour une herméneutique .....	37
<b>2 APERCEVOIR LA VILLE. HYPOTHESES ET METHODES, REPERAGE .....</b>	<b>42</b>
2.1 <i>Des hypothèses pour lire l'urbanisme et les villes.....</i>	42
2.2 <i>des sources pour l'analyse .....</i>	44
2.3 <i>Des images, des profils de ville vers 1920.....</i>	48
2.4 <i>La cité immobile : les villes à l'épreuve de leur représentation et de leur documentation. ....</i>	49
<b>PREMIERE PARTIE .....</b>	<b>55</b>
<b>L'INTERNATIONALE URBAINE OU LA RENCONTRE MANQUEE EN PALESTINE (1920-1948) .....</b>	<b>55</b>
<b>INTRODUCTION : UN NOUVEL ESPACE ET UN NOUVEL URBANISME COLONIAUX .....</b>	<b>55</b>
<b>CHAPITRE 1.....</b>	<b>59</b>
<b>LE MANDAT ANGLAIS EN PALESTINE : LA DERNIERE PRESENCE DES LUMIERES AU LEVANT .....</b>	<b>59</b>
1.1 <i>L'idéal controversé du progrès.....</i>	62
1.1.1 Gouverner à distance : un certaine image du colonialisme.....	63
1.1.1.1 L'ambiguïté du Mandat.....	63
1.1.2. Les apôtres de l'émancipation.....	65
1.1.2.1 Une administration locale et universelle.....	67
1.1.2.2 Garantir l'autonomie des communautés juives et arabes .....	68
1.1.2.3 La mise aux normes de la société locale : grands travaux, éducation et espérances.....	69
1.2 <i>Les déséquilibres communautaires du progrès.....</i>	71
1.2.1 La désillusion : les résultats contrastés de la société arabe.....	72
1.2.2 L'exemple de la réforme foncière, du désir d'ordre à la déstabilisation sociale .....	74
1.2.3 Entre idéologie et progrès, une politique introuvable .....	77
<b>CHAPITRE 2.....</b>	<b>79</b>
<b>L'URBANISME DOMAINE RESERVE DE L'OCCIDENT .....</b>	<b>79</b>
2.1 <i>Les territoires et les structures de la politique urbaine anglaise.....</i>	81
2.1.1 Modern planning, le style de la pensée et de l'action anglaise .....	83
2.1.1.1 Militaires et architectes visionnaires : l'administration coloniale à Jérusalem.....	83
2.1.1.2 Déchiffrer le territoire, rationaliser les données.....	85
2.1.1.3 Une législation urbaine moderne et fonctionnelle .....	87
2.1.1.4 La géographie et la hiérarchie urbaine du mandat : La diffusion de la doctrine du Town planning à l'Ouest 91	
2.2 <i>L'internationale urbaine à Jérusalem.....</i>	93

2.2.1	Urbanistes et technocrates inspirés : de Ashbee à Kendall, trajectoires croisées .....	95
2.2.1.1	L'urbanisme des philanthropes.....	95
2.2.1.2	L'urbanisme civique de Ashbee, entre modernisation et préservation .....	97
2.2.1.3	La ville blanche , catégorie esthétique:.....	99
2.2.1.4	De Geddes à Holiday : esthétisme et développement du «plus beau parc sacré du monde» .....	104
2.2.1.5	Kendall à la fin du mandat : urbaniste libéral .....	108
2.2.2	Réseaux et références : quand urbanistes, technocrates et entrepreneurs convergent vers l'ouest.....	111
2.2.2.1	Le centre moderne de Jérusalem, reflet de l'occident .....	112
2.2.2.2	Les entrepreneurs libéraux ou sociaux : les lotissements modernes à l'ouest .....	116
2.2.2.3	La pensée urbaine moderne : juive ou européenne .....	119
<b>CHAPITRE 3.....</b>		<b>122</b>
<b>EN PALESTINE ARABE, LA RENCONTRE MANQUEE AVEC L'INTERNATIONALE URBAINE .....</b>		<b>122</b>
<b>3.1</b>	<b>LE TECHNO-COSMOPOLITISME ET SES FRONTIERES .....</b>	<b>123</b>
3.1.1	Les autochtones vus par les urbanistes .....	123
3.1.1.1	Un écart de civilisation ou une crise de représentations .....	127
3.2	<i>L'échec du transfert de la pensée urbaine moderne .....</i>	<i>128</i>
3.2.1	Pour un nouvel environnement social et urbain .....	129
3.2.1.1	Un programme de travaux .....	130
3.2.1.2	Quelques opportunités d'aménagement.....	133
3.2.2	Une crise de références.....	136
3.2.2.1	Le monde clos de l'administration urbaine anglaise .....	137
3.2.2.2	D'est en ouest, les milieux professionnels et leurs frontières .....	138
3.3	<i>L'envers de l'internationale urbaine, les valeurs de l'indépendance palestinienne .....</i>	<i>140</i>
3.3.1	L'urbanité menaçante, naissance de l'énoncé politique.....	140
3.3.1.1	L'écart urbain de la Palestine, de la mer aux villes intérieures .....	142
3.3.1.2	L'image exclusive de la tradition.....	144
3.3.1.3	Naplouse versus Jaffa ou l'identité palestinienne et l'ordre social menacés .....	147
3.3.2	Les nationalistes et l'image urbaine.....	149
3.3.2.1	Vue des montagnes, la ville réulsive.....	150
3.3.2.2	L'élite urbaine éclairée et le cas de l'ingénieur Nashashibi .....	151
3.3.3	Les valeurs de l'indépendance .....	154
3.3.1.1	La campagne nationaliste. La ville n'est pas un enjeu politique, ni professionnel .....	156
<b>CONCLUSION : UNE POLITIQUE INTROUVABLE .....</b>		<b>158</b>
<b>DEUXIEME PARTIE .....</b>		<b>162</b>
<b>L'ECLAT DES RUPTURES .....</b>		<b>162</b>
<b>UN URBANISME D'EXCEPTION (1948-1994) .....</b>		<b>162</b>
<b>INTRODUCTION : L'ESPACE, UNE CATEGORIE BIOPOLITIQUE .....</b>		<b>162</b>
<b>CHAPITRE 1.....</b>		<b>167</b>
<b>L'ECLAT DES RUPTURES (1948-1967) .....</b>		<b>167</b>
1.1	<i>Une rupture biopolitique : exil, séparation et dispersion (1948).....</i>	<i>167</i>
1.1.1	Le long de la ligne verte, des citoyens sans droits et sans espace .....	168
1.1.2	La perte du sol natal et la naissance d'un champ de mémoire.....	170
1.1.2.1	Les ruines de l'autre.....	172
1.2	<i>Le territoire en déséquilibre : camps et bidonvilles et nouveaux citadins.....</i>	<i>175</i>
1.2.1	Les figures urbaines inquiétantes de l'exil .....	176
1.2.1.1	Bidonvillois, déplacés, des classes dangereuses.....	177
1.2.1.2	Un monde extra-légal et menaçant les réfugiés .....	178
1.2.2	Des citadins invisibles, des espaces trop visibles .....	180
1.2.2.1	Qu'est-ce qu'un camp ? .....	182
1.2.2.2	Ville ou camp ? A la limite des non-stop cities .....	184
1.3	<i>La vacance dans la cité : le gouvernement jordanien de l'espace et de la ville (1948-1967) .....</i>	<i>188</i>
1.3.1	Un urbanisme peu inspiré .....	189
1.3.1.1	Jérusalem et son double : Amman en Jordanie.....	191
1.3.1.2	Du bon usage de l'urbanisme anglais.....	192
1.3.1.3	Les ingénieurs dans la cité.....	194

1.3.2	Malgré, tout l'histoire urbaine dans la continuité .....	197
1.3.3.1	Emotions à Jérusalem menacé .....	197
<b>CHAPITRE 2.....</b>		<b>201</b>
<b>«LE CIEL NOUS SURVEILLE» : UN URBANISME D'EXCEPTION (1967-1994) .ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>		
2.1	<i>Le style de l'occupation</i> .....	202
2.1.1	Les peaux rouges de Palestine ou l'hypothèse approximative de la ségrégation .....	204
2.1.2	Le pouvoir militaire souverain sur la cité.....	205
2.1.2.1	Un état d'exception .....	207
2.1.3	Des villes bien surveillées et bien gouvernées : le statut progressif mais continu d'occupation.....	209
2.1.3.1	Dans un premier temps, quadrillage des villes et bien-être relatif.....	210
2.1.3.2	La ville insurrectionnelle, ce corps social à contenir et à surveiller .....	212
2.2	<i>De l'urbanisme militaire à l'urbanisme biopolitique</i> .....	216
2.2.1	Un urbanisme très politique.....	218
2.2.1.1	A la conquête des territoires : la route, la colonie et la planification.....	219
2.2.1.2	Eviter les villes.....	224
2.2.1.3	Les centres anciens ne sont pas des monuments.....	227
2.2.1.4	A l'extérieur, les grandes limitations.....	228
2.2.2	Un urbanisme très militaire.....	231
2.2.2.1	La ville et l'urbanisme pensés par les militaires.....	233
2.2.2.2	L'armée contrôlée des urbanistes .....	234
2.2.2.3	La police de l'espace.....	238
2.2.3	Des technologies de savoir sur l'espace.....	241
2.2.3.1	L'art d'optimiser la loi.....	242
2.2.3.2	Plans et cartes, le calque de la réalité .....	245
2.2.3.4	Les sciences sociales au service d'un techno-projet.....	249
2.3	<i>Enclaves, archipels, colonies et frontières intérieures. la théorie du pouvoir spatial à la lumière du cas palestinien</i> ...	251
2.3.1	La colonie, cette enclave projetée d'en haut.....	251
2.3.1.1	Des villes de pierres, des lieux de vie.....	255
2.3.1.2	Le grand enfermement : mettre en vis-à-vis camps et colonies.....	258
2.3.2	Jérusalem-Est : Enclave biopolitique.....	259
2.3.2.1	Les frontières intérieures et invisibles .....	262
2.3.2.2	Une technique de gouvernement urbain ordinaire et sans urbanistes.....	264
<b>CHAPITRE 3.....</b>		<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>D'UN NATIONALISME A L'AUTRE, DEUX MILIEUX PROFESSIONNELS ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>		
3.1	<i>Le nationalisme palestinien, ses techniciens</i> .....	268
3.1.1	«Notre chère <i>Intifada</i> ». Un mouvement capillaire et populaire.....	269
3.1.1.1	Les techniciens de la révolution .....	271
3.1.1.2	L'entreprenariat des ingénieurs et les réformistes au service de la cause palestinienne .....	273
3.1.1.3	La révolution, cette nostalgie du sol natal.....	276
3.1.2	Le patriotisme des architectes et ingénieurs .....	278
3.1.2.1	Des ingénieurs humanistes au nationalistes, trajectoires.....	279
3.1.2.2	Une révolution sans création .....	282
3.1.2.3	La lutte, ses monuments.....	283
3.2	<i>Culturalistes ou nationalistes éclairés : les urbanistes israéliens en Palestine</i> .....	285
3.2.1	Une collectivité de projets.....	286
3.2.1.1	En Cisjordanie : l'esprit rationnel.....	288
3.2.1.2	Le laboratoire d'idées à Jérusalem .....	289
3.2.1.3	Les phases urbaines de la réunification, de la ligne verte au Mont Scopus.....	291
3.2.2	La pensée urbaine de la réunification : normaliser en transformant .....	294
3.2.2.1	Les excès de la continuité historique et de l'esthétisme.....	296
3.2.2.2	Du le commerce de la pierre.....	298
3.2.3	Nationalisme ou culturalisme ? Les concepteurs sous influences.....	300
3.2.3.1	Face au tissu palestinien, fascination et résignation.....	301
3.2.3.2	Un certain écart culturel des concepteurs .....	302
3.2.3.3	Imaginaire national ou régional.....	305
3.2.4	Le rejet de l'architecture de l'autre, le rapprochement impossible avec les Palestiniens .....	309
<b>CONCLUSION.....</b>		<b>313</b>

UN URBANISME COLONIAL D'UN AUTRE TYPE .....	313
<b>TROISIEME PARTIE .....</b>	<b>316</b>
<b>FAIRE PARTIE DU MONDE : LES FORMES URBAINES ET LES IDENTITES DE LA RECONSTRUCTION (1994-2002) .....</b>	<b>316</b>
<b>INTRODUCTION : LE TEMPS DE LA RECONSTRUCTION.....</b>	<b>316</b>
<b>CHAPITRE 1 .....</b>	<b>320</b>
<b>L'ENTRE-DEUX ET .....</b>	<b>320</b>
<b>LE PROVISIOIRE FRAGILE DE LA RECONSTRUCTION : DES INTENTIONS A LA REALITE.....</b>	<b>320</b>
1.1.1 L'espace rétréci.....	323
1.1.2 L'espace contrôlé, l'espace contourné.....	326
1.1.2.1 Nouveaux dispositifs de contrôle et de classement des populations.....	326
1.1.2.2 De la ruse : contourner ou transgresser les territoires de la paix.....	329
1.1.2.3 Des espaces, des lieux nés «de l'entre-deux».....	331
1.2 <i>Le pouvoir, la cité et les privilèges de la reconstruction</i> .....	334
1.2.1 Qui dirige la Palestine ? .....	334
1.2.1.1 Quadrillage, alliances et résistance.....	336
1.2.1.2 Le discours et la réalité imparfaite de la paix.....	337
1.2.2 La construction d'un ordre local-globalisé.....	338
1.2.2.1 L'obligation de démocratie et les normes imposées par la paix.....	339
1.2.2.2 La cité, ce bien commun : naissance des entrepreneurs sociaux.....	341
1.2.2.3 Techniciens, intellectuels de la pacification et autres réformistes.....	343
1.2.3 Le retour au monde et les limites d'un entrepreneariat retrouvé .....	345
1.2.3.1 Revenir : projets, réseaux et rentes des entrepreneurs transnationaux.....	346
<b>CHAPITRE 2 .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>LE RETOUR AU MONDE ET LA FABRIQUE DE LA VILLE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>L'URBANISME IMPROBABLE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
2.1 <i>Planifier ou agir ? paradoxes et temporalités de la reconstruction</i> .....	353
2.1.1 Le discours de la méthode .....	354
2.1.2 Une idée non aboutie de l'urbanisme.....	356
2.1.3 Techniciens ou politiques : les savoirs urbains dans les cercles du pouvoir.....	357
2.1.4 Urbanisme, aménagement, reconstruction, des objets discursifs .....	359
2.1.5 L'urbanisme, mains liées.....	360
2.2 <i>Le cadre matériel de la reconstruction urbaine et l'âge d'or du retour au monde</i> .....	362
2.2.1 Le laisser faire urbain, ce symptôme de la libération.....	363
2.2.1.1 Le cycle foncier, libéralisation sans limitation.....	365
2.2.1.2 Le cadre urbain, la sphère de l'aménagement et l'habitat, l'affaire du privé .....	366
2.2.2 Le rêve monumentalité et de modernité .....	369
2.2.2.1 En ville, en périphérie, construire, s'étendre quoi qu'il advienne .....	370
2.2.2.2 Prendre l'histoire urbaine à rebours, l'effacement des héritages.....	371
2.2.2.3 La tentation monumentale.....	373
2.2.2.4 Le désir incomplet de renouvellement .....	375
2.3 <i>L'urbanisation du capital et de ses conséquences</i> .....	377
2.3.1 La fin de la révolution, le royaume de la rente .....	378
2.3.1.1 La sphère de l'immobilier prise d'assaut et sans partage .....	379
2.3.2 Des quartiers intervalles : standards et lois de la sphère immobilière privée .....	380
2.4.1 Le reste ou la somme. Espace public, espaces non privés, espaces communautaires.....	383
2.4.2 La culture improbable de la ville dans la reconstruction.....	386
2.4.3 Pas tout à fait métropolitain, le modèle contrasté de la cité.....	387
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>L'HYPOTHESE DE LA LOCALITE .....</b>	<b>392</b>
3.1 <i>Capitalisme vernaculaire ou nationalisme productif, la nouvelle culture urbaine de la reconstruction</i> .....	395
3.1.1.1 L'offre de modernisation par les diplomates .....	396
3.1.1.2 L'entrepreneariat palestinien transnational et son empreinte .....	397
3.1.1.3 La culture globale localisée : le territoires des nouvelles élites transnationales .....	398

3.1.2	Des objets urbains hybrides.....	400
3.1.2.1	L'affairisme au pied des piscines de Salomon.....	401
3.1.2.2	Un village de luxe sur la terre-mère de Palestine.....	403
3.1.2.3	Le voyage en Nubie, un hôtel international de Gaza.....	407
3.1.3	Un champ du nationalisme productif : patrimoine, pierre et ruines.....	408
3.1.3.1	A la source et ressource de tout, le patrimoine.....	409
3.1.3.3	Des objets et des abus de la mémoire.....	413
3.2	<i>La nation rêvée et l'ère des commémorations architecturales</i> .....	414
3.2.1	Hébron, au plus haut d'un conflit de légitimité, son entreprise de réhabilitation.....	415
3.2.1.1	La réhabilitation, un projet politique, une attitude technique et des éloges internationaux.....	417
3.2.1.2	Croire à l'histoire, aménager la ville au présent.....	418
3.2.2	Détruit, vite reconstruit, la stabilité du centre ancien et patriote : Naplouse.....	421
3.2.3	Unifier, pacifier, communiquer, la machine patrimoniale de Bethléem 2000.....	425
3.2.3.1	La Terre Sainte et chrétienne, la prose du monde.....	426
3.2.3.2	Le techno-cosmopolitisme de la machine Bethléem 2000.....	427
3.2.3.3	Créer un nouvel environnement social.....	430
3.2.3.4	Connecting with the World : la culture publique du nationalisme.....	431
3.3	.....	436
	<i>Les espaces sinistrés de la reconstruction urbaine</i> .....	436
3.3.1	Des espaces sacrifiés: les villes camps de réfugiés.....	437
3.3.1.1	Une catégorie politique et urbaine du patriotisme : le réfugié.....	438
3.3.1.2	Le poids de l'énoncé historique : occulter les villes camps.....	440
3.3.2	Les Oubliés des Institutions palestiniennes, les citadins de Jérusalem-Est.....	441
3.3.2.1	Fétiche, musée, la ville centrifuge de Quds.....	442
3.3.2.2	Les frontières intérieures du nationalisme et de la lutte pour Jérusalem.....	443
3.3.3	L'envers de la ville monde.....	447
<b>CHAPITRE 4</b> .....		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>LES SAVOIRS LOCAUX ET LES CULTURES URBAINES DE LA CONSTRUCTION NATIONALE</b> .....		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.1	<i>Les architectes, les urbanistes, cette communauté improbable</i> .....	452
4.1.1.1	La communauté éclatée.....	453
4.1.1.3	Le privilège des ingénieurs.....	455
4.1.1.4	Le bien commun introuvable.....	456
4.1.1.5	Entre individualisme et survie, la place étroite du concepteur.....	458
4.1.2.1	Héritages et filiations : le cas de l'architecture contextuelle.....	462
4.1.2.2	L'Avant garde ou le courant de l'expérimentation.....	463
4.1.2.3	L'urbanisme humanitaire : des passeurs de la cause palestinienne.....	466
4.1.2.4	Les nouveaux cartographes et le nouvel usage de l'objet-carte.....	470
4.1.2.5	Cartes, plans de communication et significations historiques possibles.....	473
4.2.1	Les lieux de savoir et de la transmission identitaire : les Universités.....	475
4.2.1.1	L'empirique, le technique pour préparer l'avenir de la nation.....	476
4.2.1.2	Apprendre dans la contrainte, aux confins de la fiction.....	477
4.2.1.2	Que transmettre de l'histoire des villes ?.....	478
4.2.1.3	L'ordre de la transmission.....	479
4.2.2	Enjeux historiographiques ou enjeux identitaires.....	481
4.2.2.1	La forme des sciences sociales.....	482
4.2.2.2	L'esthétique du discours scientifique et technique.....	483
4.2.2.3	La dimension perdue du territoire.....	486
4.2.3	Faire de l'histoire urbaine.....	487
<b>CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE</b> .....		490
<b>CONCLUSION GENERALE : LA VILLE, MESURE DU MONDE ET L'HISTORIOGRAPHIE A VENIR</b> .....		493
<b>ANNEXES</b> .....		501
<b>INDEX DES NOMS DE PERSONNES</b> .....		ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	503
HISTOIRE, SCIENCES SOCIALES.....	503
THEORIES CRITIQUES, IDENTITIES CULTURELLES, GLOBALISATION .....	505
COLONIALISME. NATIONALISME. GENERALITES ET ETUDES DE CAS .....	506
VILLES HISTOIRE-URBANISME- GENERALITES .....	507
VILLES-ETUDES DE CAS-COLONIES-MEDITERANNEE .....	508
HISTOIRE PALESTINE ANCIENNE ET MODERNE. GENERALITES, HISOIRE POLITIQUE ET SOCIALE ....	509
SIONISME. THEORIE ET ETUDE DE CAS .....	510
PALESTINE MANDATAIRE.....	511
CONFLIT ISRAELO PALESTINIEN ET OCCUPATION HISTORIOGRAPHIE.....	512
REFUGIES, DIASPORA, IDENTITE PALESTINIENNE .....	514
PROCESSUS DE PAIX. ETAT PALESTINIEN .....	516
URBANISME ET POLITIQUES URBAINES : ISRAEL, JERUSALEM, PALESTINE .....	517
<b>SOURCES</b> .....	519
RAPPORTS (ETAT, MINISTERES PALESTINIENS,O.N.G) .....	519
ARCHIVES .....	521
ENTRETIENS .....	524
<b>TABLE DES ILLUSTRATIONS</b> .....	527
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	530